



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries juin 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er juin 2013

CAUSERIE

J'ajouterai quelques articles ce soir ou demain.

Je n'ai pas eu le temps d'actualiser entièrement le site aujourd'hui, ni de terminer plusieurs causeries en préparation. On pourrait évoquer un sujet sous forme de question à laquelle chacun pourrait réfléchir tranquillement avant de l'aborder.

Aujourd'hui nous combattons pour la souveraineté ou le maintien de l'indépendance des Etats face à l'UE. S'ils parvenaient à leur fin et à réaliser l'union politique de l'UE qui aurait une structure fédérale plus ou moins comparable aux Etats-Unis, l'Inde ou la Chine : faudrait-il continuer à lutter pour l'indépendance des Etats de l'UE ? Si la réponse était négative, quel mot d'ordre et quelle stratégie adopter ? Si la réponse était positive, l'UE comme les pays déjà cités couvrant un vaste territoire et comportant des centaines de millions d'habitants, cela signifierait-il que dans ces pays il faudrait lutter pour l'indépendance de chaque Etat ou province ?

Pourquoi ce qui a constitué un progrès économique et politique dans ces pays-là à une certaine époque ne serait-il pas transformé en un obstacle à tout progrès social et politique ou plutôt au combat des exploités pour leur émancipation ? Pourquoi devrait-on éviter de se poser cette question ? Ne serait-elle pas légitime quand on voit dans quelle impasse nous sommes ? Peut-être que la réponse à cette question pourrait déboucher sur une issue politique, pourquoi pas ?

Jusqu'à présent on nous a expliqué que ce serait réactionnaire, demain sera-t-il réactionnaire de lutter pour l'indépendance de la France vis-vis de l'UE ?

Le chiffre du jour. 256 000.

C'est le nombre de nantis en France possédant au moins 1 million de dollars d'actifs, selon une étude du Boston Consulting Group, occupant la 10e place dans le monde. Atantico.fr 31.05

256 000 à exproprier, on leur prend tout et ils vont gratter à l'usine, à la chaîne, et s'ils résistent on leur passe les fers.

OCI, PCI, MPTT, PT, POI, l'"ouverture" ou la dissolution permanente

Le POI est à l'initiative d'une délégation d'élus qui a demandé une audience à Schröder, pardon, à Hollande, on croit rêver. Mais

dans quel monde vivent-ils ? Pas dans celui qui n'a rien à attendre de Hollande et qui ne lui demande rien.

Vous avez là le sens de "*l'ouverture*" sous lequel le POI a placé son congrès, certainement pas en direction de la classe ouvrière. Comment un tel parti pourrait-il inspirer confiance aux travailleurs ?

Le slogan ou l'ordre du jour du congrès "*ouvert*" du POI :

« *La situation est grave. (Sans blague !)*

Comment s'en sortir ? (Impossible !)

Comment aider à réaliser l'unité pour bloquer les plans du gouvernement ? » (Impossible !)

Ensuite ? Rien. Un intervenant dans un meeting ose évoquer la grève générale, il se fait remettre à sa place immédiatement par un militant du POI, on est là pour discuter, discuter des moyens pour réaliser l'unité, on ne discute pas d'autres choses, cela fait 70 ans qu'ils sont sur la même ligne, le résultat se passe de commentaires.

Voyez-vous, le mot d'ordre de grève générale n'est à l'ordre du jour nulle part en Europe.

Ils n'ont décidément pas de bol au POI, ils ont le chic de dire une chose qui se trouve immédiatement contredite, ils doivent le faire exprès. Le Portugal n'est pas la France, d'accord, mais on peut quand même discuter oui ou non, apparemment, non.

- Portugal : le principal syndicat appelle à la grève générale - LeMonde.fr - 31.05

[Intox. Cinéma.](#)

Oliver Stone : « *Alexis Tsipras va faire la différence dans le monde entier* »

Le réalisateur américain oscarisé Oliver Stone n'a fait qu'encenser Alexis Tsipras, le chef du Syriza, qu'il a rencontré en marge du festival international de Zagreb. okeanews.fr

Rappel. (Début février 2013)

Ne craignez rien, nous ne sommes pas "*réellement radicaux*".

- Tsipras a pris la parole devant plusieurs auditoires aux Etats-Unis. Son discours le plus important, prononcé mardi à Washington à l'institut Brookings, s'adressait clairement à la classe dirigeante américaine.

« *Y a-t-il une raison valable pour que quelqu'un craigne la gauche en Grèce aujourd'hui ?* » a demandé Tsipras à son auditoire au milieu de ses remarques de mardi. « *J'ai entendu la personne qui s'exprimait avant moi dire que je représente la gauche radicale [c'est la traduction du nom de son parti, ndt]... Mais en quoi sommes nous réellement radicaux ? Les alarmistes vous diront que notre parti va arriver au pouvoir, déchirer nos accords avec l'Union européenne et le FMI, faire sortir notre pays de la zone euro, rompre tous les liens de la Grèce avec l'occident cultivé – civilisé, puis transformer la Grèce en une nouvelle Corée du Sud.* » Il assuré à ses auditeurs que le « *but [de SYRIZA] est de sauver le pays et de maintenir le pays dans la zone euro.* »

Un agent de la troïka qui ne risque pas d'en faire trop ou de devenir "*complètement fou*".

- Les remarques de Tsipras montrent clairement que SYRIZA n'a aucune intention de répudier la dette grecque ou de déchirer l'accord sur les mesures d'austérité passé entre Athènes et ce que l'on appelle la troïka (Commission européenne, FMI, et BCE), ils veulent simplement en renégocier les termes.

Tsipras s'est vu demander par un des membres du public pourquoi le peuple grec devrait s'attendre à quelque chose de différent de la part de SYRIZA par rapport à ce que fait le Premier ministre Samaras « *qui était initialement opposé à l'accord et qui maintenant le soutient.* » « *Nous nous sommes accoutumés au fait de voir des politiciens qui disent une chose... avant d'être élu et une chose différente une fois au pouvoir,* » a-t-il répondu, « *comme vous le voyez, nous ne disons que des choses auxquelles nous croyons et que nous allons essayer d'appliquer. Nous ne disons rien de complètement fou.* »

Syriza est "*de plus en plus social-démocrate*", un compliment d'un représentant du FMI, pour mémoire le FMI catalogue Schröder et Blair comme des sociaux-démocrates.

- Au sein de la classe dirigeante à Washington, il y a eu des déclarations d'approbation pour la performance de Tsipras aux Etats-Unis, laquelle a été accueillie comme un virage à droite supplémentaire de la part de Syriza.

« *Ce voyage montre l'évolution continue de son profil politique, de plus en plus social-démocrate,* » a déclaré Domenico Lombardi, un partenaire influent du Brookings Institute et ancien représentant de l'Italie au Conseil d'administration du FMI, au Wall Street Journal. Lombardi, toujours d'après le Journal, a dit que la tournée américaine de Tsipras « *souligne le passage de SYRIZA à une position plus équilibrée, politiquement mature, qui pourrait rassembler plus de soutien en Grèce et est plus acceptable vue de l'étranger.* »

Pas de risque non plus qu'il soit "gauchiste", droitier assurément.

Un article affiché sur le site Web de l'institut Brookings déclare également : « *Dans un pays où les gauchistes ont historiquement été incendiaires, prompts à la violence, et agressivement anti-américains, M. Tsipras se révèle chaleureux, courtois, pragmatique et pressé d'entendre le point de vue américain. [...] Il a parlé chaleureusement des appels à la justice sociale lancés par le président Obama lors de son discours d'investiture.* »

Effectivement, dans son discours de mardi, il a loué la politique du gouvernement Obama et du conseil de d'administration de la Banque fédérale américaine, tout en donnant une image édulcorée de la situation sociale aux Etats-Unis.

Les 40 millions d'Américains qui n'ont pas accès aux soins et réduits à l'indignence, les millions qui ont perdu leur maison, les 15 à 20 millions de chômeurs, etc. une vue de l'esprit pour Tsipras.

- « *L'une des choses que je remarque ces deux derniers jours que j'ai passé aux Etats-Unis [...] c'est que l'Amérique est un pays qui ne se trouve pas dans un état de dépression comme l'est la Grèce,* » a-t-il dit. « *Je n'ai vu aucun commerce fermé. Je n'as vu aucun visage triste. Je n'ai vu aucun signe de désespoir nulle part. L'Amérique a échappé à la misère après 2008.* » (Un article du portail WWS publié par Mondialisation.ca du 2 février 2013 : Syriza aux USA: Réunions à huis-clos avec le ministère des Affaires étrangères et le FMI. Diponible en entier dans les articles de presse de février du site La voix de l'Opposition de gauche)

J'ai refusé de m'abonner au portail okeanews.fr devenu payant, je leur ai fait parvenir l'article de WWS par courriel en ajoutant une note ironique sur leur soutien à Syriza qui roule pour le régime en Grèce. Je ne laisse rien passer. Je leur ai dit qu'au lieu de se prétendre indépendants, ce qui ne voulait plus rien dire tant cette notion a été galavaudée, valait mieux affirmer être objectif et tout publier, même les articles qui ne nous plaisent pas forcément, c'est ce que je fais dans le portail quotidiennement, à quelques exceptions près que je me refuse à publier.

ACTUALITE EN TITRES

L'orientation est claire, non ?

- 256 000 : le nombre de millionnaires que compte la France - Atlantico.fr
- La taxe sur les transactions financières a du plomb dans l'aile - LePoint.fr
- Jean-Marc Ayrault tente de ménager les autoentrepreneurs - Reuters
- Zone euro: nouveau record du chômage qui frappe violemment les plus jeunes - AFP
- Perspective : un travail à tout prix - euronews.fr

Un monde de voyous !

- Pierre-Yves Bournazel (UMP) : «*J'attends du conseil des primaires le courage moral de reconnaître qu'il y a des fraudes*»
- 20minutes.fr

Depuis vendredi l'UMP organise des primaires pour départager ses candidats à la mairie de Paris en 2014...

- La banque belge KBC poursuivie pour escroquerie - Reuters

A bas les OGM, autodétermination des agriculteurs !

- Du blé OGM américain alarme le Japon et l'Europe - Liberation.fr

- Monsanto fait marche arrière sur les OGM en Europe - Reuters

[Dictature, danger.](#)

- La vidéoprotection s'impose en 2013 - LeFigaro.fr

- En première ligne, les policiers municipaux réclament des armes - LeFigaro.fr

[Secrets de polichinelle.](#)

- L'étude qui montre que les nouvelles normes qui forcent les banques à détenir plus de capital ne les rendent pas plus sûres
- Atlantico.fr

Surtout quand on sait qu'elles transfèrent une partie de leurs capitaux dans les paradis fiscaux en toute légalité !

- Scandale Liberty reserve : la lutte contre le blanchiment d'argent reproché aux monnaies virtuelles cacherait-t-elle d'autres motifs moins avouables ? - Atlantico.fr

[Intox criminelle.](#)

- Pas de risque élevé de cancer dans les régions de Fukushima - Reuters

[Pentagone, CIA, FBI, FED : le crime organisé.](#)

- Attentat de Boston : malaise autour de l'enquête - Le Nouvel Observateur

[Trop rock, trop jeune, trop cher...](#)

- France 2 supprime "Taratata" - LePoint.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[Comment Mélenchon vole au secours du gouvernement et de l'Union européenne.](#)

Autres titres possibles.

- Défendre la légitimité du gouvernement pour mener à bien la conférence antisociale des 20 et 21 juin prochains.

- Le coup du boomerang ou le pot aux roses dévoilé aux ignorants qu'ils ont manipulés. Un mensonge qui vaut bien une vérité.

Quel régal ! La sortie de Barroso, puis celle de Hollande qui a entraîné la réaction de Mélenchon et la tentative des courtisans du monarque de rattraper le coup est un vrai bonheur, car cette tragi-comédie met en lumière à la fois la collusion qui existe entre tous ces acteurs et leur véritable nature.

Pour analyser les faits qui ont pris ici la forme de déclarations, nous allons commencer par reprendre celle de Barroso, puis nous évoquerons le contexte, et pour finir nous reproduisons un article de Reuters d'hier dans lequel figurent des passages des déclarations de Hollande, sa cour et son bouffon et nous ajouterons une déclaration du PS.

Avant cela rappelons les rapports qui existent entre les différents acteurs de cette mauvaise comédie.

L'UE est une création (made in USA) du capital par le capital pour le capital, une institution destinées à détruite les droits sociaux et politiques des travailleurs pour les réduire en esclavage dans la perspective de l'établissement d'un gouvernement mondial dirigé par l'oligarchie financière. Se réclamer de l'UE, lui attribuer une quelconque légitimité, lui trouver des avantages ou vanter ses bienfaits, vouloir la réformer, c'est comme espérer que la coalition Medef-CFDT-CFTC-CGC se place un jour sur le terrain de classe du prolétariat, c'est se placer dans le camp de la contre-révolution, de la réaction.

L'UE n'existe que par la volonté des chefs d'Etat qui désignent la Commission européenne, ce sont eux qui la mandatent pour s'attaquer à tous nos acquis sociaux et droits politiques. A ce titre il faut noter que les Etats n'ont pas abdiqué leur pouvoir politique au profit de l'UE, ils lui ont confié le pouvoir de les subordonner à la dictature de l'oligarchie financière qui de fait à terme détiendrait seule le pouvoir politique, c'est l'objectif final qu'ils se sont fixés.

Pourquoi cette précision ? Pour rappeler qu'à tout moment n'importe quel (chef d') Etat peut décider de rompre avec l'UE, et que s'ils ne le font pas, c'est uniquement parce que leurs représentants sont en réalité des porte-parole de l'oligarchie financière, peu importe qu'ils l'admettent ou non, le masque ou la posture qu'ils adoptent, seuls les faits comptent. Cette précision est doublement importante, car elle permet de situer et de comprendre le jeu que jouent les différents acteurs qui sont en scène ici dont aucun n'entend rompre avec l'UE. Autrement dit, ils sont tous complices et jouent le même scénario, chacun ayant un rôle particulier à tenir.

Ce qu'il faut retenir, c'est que la déclaration de la Commission européenne en mettant en lumière la subordination de Hollande et son gouvernement à l'UE porte atteinte à sa légitimité dont il a absolument besoin pour pouvoir jouer son rôle lors de la conférence antisociale des 20 et 21 juin prochains, apparaître comme le représentant des intérêts de la nation ou de l'intérêt général, oeuvrant en toute indépendance par rapport aux différents protagonistes en présence, le patronat et ce qui est censé être les représentants des travailleurs, principe intenable à soutenir en apparaissant ouvertement comme le porte-parole de l'UE sachant que la majorité des travailleurs et des militants ont parfaitement compris que l'UE est au service de la finance et des multinationales, leur ennemi quoi.

Finalement, contrairement à ce que pouvait laisser penser son intervention, l'illusionniste Mélenchon ne s'adressait pas à Hollande mais à Barroso qu'il a rappelé à l'ordre, à savoir qu'à vouloir se mêler de trop près des rapports entre les représentants du capital qu'incarnent Hollande flanqué du Medef et des syndicats jaunes, il risquait de faire capoter la conférence antisociale de juin et d'ajouter des obstacles supplémentaires sur leur chemin pour mener à bien leur offensive anti-ouvrière.

L'ordre des choses est respecté.

Le PS comme tous les partis de droite soutient la construction de l'UE, et de son côté le Front de gauche n'entend pas rompre non plus avec l'UE quelle que soit sa politique ou son orientation, finalement ils sont dans le même camp, de la même manière que tous se félicitent de la tenue de la conférence patronale des 20 et 21 juin prochains, aucun ne la dénonce, comme aucun ne dénonce la légitimité de Hollande ou son gouvernement, de leur côté, aucun syndicat n'entend rompre avec la CES qui est une création de l'UE, avec le patronat ou le gouvernement, ainsi la boucle de la réaction est bouclée, le sort des travailleurs est scellé puisque aucun parti, absolument aucun n'entend rompre avec le PS, le gouvernement, les institutions, les appareils vendus des syndicats. Entre nous, ne serait-ce pas la définition d'un complot ?

Barroso, président de la Commission européenne.

"Les Etats membres doivent à présent redoubler d'effort sur les réformes structurelles en ayant en vue la compétitivité", a dit son président, José Manuel Barroso, lors d'une conférence donnée à l'occasion de la présentation des recommandations annuelles de la Commission.

"C'est un message d'exigence", a estimé le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, lors d'une conférence de presse.

La France a dit qu'elle était d'accord avec les recommandations et de la Commission et qu'elle mènerait les réformes structurelles à son rythme. AFP 29.05

Vous aurez remarqué que l'imposteur Mélenchon n'a pas relevé que Barroso avait parlé d'une "exigence", un diktat, un ordre, ce qui ne laissait aucune doute sur la soumission totale de Hollande à la Commission européenne, il faudrait plutôt dire au capital, car il ne faut jamais oublier que la Commission européenne est une émanation des chefs d'Etat et que les donneurs d'ordres sont les banquiers.

Le PS.

- Bruxelles: *"la France est souveraine pour décider des réformes"* dit le PS - AFP 29.05

"La France est souveraine pour décider des réformes et d'en apprécier les contenus avec son Parlement et son gouvernement, et compte qu'on la respecte pleinement", a indiqué le porte-parole dans une déclaration à l'AFP. AFP 29.05

Ce qu'il fallait entendre par là, c'était qu'il n'était possible pour les syndicats dits ouvriers de "négocier" qu'avec un gouvernement souverain, donc qui peut se prévaloir d'être légitime, dans le cas contraire ce serait encore plus compliqué, voire impossible de les associer directement à sa politique antisociale.

L'article de Reuters du 31 mai.

- Jean-Luc Mélenchon a estimé vendredi que François Hollande mentait en affirmant que les détails des réformes à mener en France relevaient de sa souveraineté et ne pouvaient être imposés par Bruxelles.

Je ne sais pas si je me suis exprimé suffisamment clairement sur ce point précis, il faut absolument que ce soit Hollande qui prenne en charge la politique antisociale qu'il entend poursuivre par le biais du dialogue social, il doit l'assumer pleinement pour qu'elle puisse être menée à son terme, Mélenchon y tient, c'est cela qui est remarquable ici, car l'histriion se fait le porte-parole de Barroso, en tant que dirigeant d'un parti politique en France, il estime avoir la légitimité de rappeler Hollande à son devoir, lequel devoir consiste à appliquer les contre-réformes concoctées par la Commission européenne, c'est tellement tordue comme manoeuvre que neuf militants sur dix vont applaudir Mélenchon et le tour est joué !

- La Commission européenne a demandé à Paris de faire des réformes de structure, notamment en matière de retraites, tout en lui accordant deux ans de plus, jusqu'en 2015, pour parvenir à ramener son déficit public à 3% de son produit intérieur brut.

Le président français a dit respecter ces recommandations mais estimé que la Commission ne devait pas dire "*à la place des Etats ce qu'ils doivent faire*".

"François Hollande ment quand il dit '*Bruxelles n'a pas à me dire ce que je dois faire*', c'est faux", a déclaré vendredi sur France 2 le co-président du Parti de gauche.

"Tous les ans, la France donne son projet de budget à l'Europe grâce à François Hollande, et la Commission européenne dit à la France ce qu'elle doit faire grâce à François Hollande, après quoi François Hollande prend la posture de dire '*on ne me dira pas ce que je dois faire*', mais si mon bonhomme", a-t-il ajouté. "*C'est exactement le genre de pantalonnade que je veux dénoncer.*"

Embourbé dans ses contradictions le charlatan en vient forcément à libérer quelques vérités qui ne lui coûtent rien, il faut bien aussi qu'il défende sa propre légitimité ou apparaisse comme un opposant au gouvernement. Il ne va pas toutefois jusqu'à faire le lien entre la Commission européenne et les chefs d'Etat qui l'ont investie. Si on recoupe ses déclarations, on s'aperçoit qu'un coup Hollande a le pouvoir de décider sa politique, un coup il ne l'a pas. En réalité il l'a en permanence, et quand il semble ne plus l'avoir c'est parce qu'il a abdiqué devant l'UE, les banquiers.

- La ministre des Affaires sociales Marisol Touraine a réaffirmé de son côté la ligne défendue jeudi par le président. "*C'est évidemment François Hollande le chef d'orchestre*", a-t-elle dit sur France Info.

Car sans "*chef d'orchestre*" il serait impossible de jouer la partition du dialogue social, CQFD.

- Le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone a quant à lui estimé que la Commission avait "*rendu un très mauvais service à l'Europe.*"

"*C'est insupportable que la Commission européenne demande à la France une réforme des retraites d'envergure. Ce n'est pas son rôle*", a-t-il dit sur BFM TV. "*Son rôle est de dire 'vous avez pris des engagements en ce qui concerne le respect des normes de votre budget', (...) s'ils veulent désespérer les amoureux de l'Europe, qu'ils continuent comme ça.*" Reuters 31.05

Traduisons : ce n'est pas à la Commission européenne de nous demander d'appliquer des contre-réformes, c'est à nous d'en prendre l'initiative, on est capable d'assumer nos responsabilités, c'est vrai et c'est faux, pure hypocrisie, puisque le reste du temps ils se servent de l'UE pour couvrir leur politique réactionnaire en affirmant qu'ils se conforment à ses recommandations. UE qu'il faut préserver aussi, c'est ce qu'il dit à sa manière en se faisant le porte-parole des "*amoureux de l'Europe*".

L'UE a pour fonction de servir de bouc émissaire aux Etats afin de détruire les droits sociaux des travailleurs, en tant qu'Etats-nations ils lui sont utiles temps que cet objectif n'a pas été atteint, tandis qu'ils ont déjà confisqué leurs droits politiques en légiférant à la place des Etats-nations, il ne leur reste plus qu'à les intégrer totalement avec la collaboration des partis et syndicats du mouvement ouvrier corrompus pour que les travailleurs n'aient plus aucun moyen de s'opposer à la dictature qui sera en place, ainsi leur oeuvre sera achevée, leur objectif atteint.

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- UE

Sensibiliser les jeunes européens à l'action politique, et notamment aux élections européennes de 2014, c'est l'objectif de la Ligue des Jeunes Electeurs, dont le lancement officiel a été suivi de l'envol d'une montgolfière en présence du président de la Commission européenne à Bruxelles. euronews.fr 31.05

Merci monsieur Barroso, vous confirmez ce que nous avons dit : participer à ces élections, ce sera vous soutenir, vous êtes formidable, si, si, peut-être un peu fatigué ces derniers temps... Avis aux amateurs.

2- France

L'homme d'affaires franco-libanais Ziad Takieddine, déjà poursuivi dans l'affaire Karachi, a été écroué vendredi soir après une nouvelle mise en examen, notamment pour corruption d'agent public étranger et escroquerie, a annoncé à l'AFP une source judiciaire. AFP 31.05

On en connaît un que cela doit bien faire marrer... (La Talonnette qui a voulu le mouiller...)

3- Kirghizstan

L'état d'urgence a été décrété vendredi dans un district du Kirghizstan où des troubles ont éclaté après une manifestation pour la nationalisation d'une mine d'or -une des principales ressources de ce pays très pauvre d'Asie centrale- exploitée par le groupe canadien Centerra Gold.

Alors que des affrontements se sont produits dans la matinée entre forces de l'ordre et manifestants près de la mine de Kumtor, à 350 km à l'est de la capitale Bichkek, le président kirghiz Almazbek Atambaïev a signé un décret instaurant l'état d'urgence jusqu'au 10 juin dans le district, avec un couvre-feu de 21h00 à 06H00 locales.

Les troubles avaient débuté dès jeudi près de ce gisement exploité depuis 1997 par Centerra Gold. Des centaines de manifestants se sont dirigés vers la centrale électrique locale et ont coupé dans la soirée l'alimentation en électricité de la mine.

Ces manifestants réclamaient la nationalisation de la mine de Kumtor, poids lourd de l'économie kirghize et plus important investissement étranger dans le pays.

Ils tiennent pour responsables de la concession au groupe canadien les précédents présidents, Askar Akaïev et Kourmanbek Bakïev, tous deux soupçonnés de corruption et renversés par des soulèvements populaires.

La compagnie canadienne a annoncé de son côté vendredi qu'elle fermait temporairement sa mine, tout en continuant "de coopérer étroitement avec le gouvernement" local.

"La compagnie va poursuivre la fermeture ordonnée des installations jusqu'à ce que le calme revienne et qu'un accès sûr (à la mine) soit permis", a indiqué dans un communiqué Centerra Gold, dont l'action a chuté de près de 8% vendredi à la Bourse de Toronto.

Après la coupure de l'alimentation électrique, la police a interpellé 92 personnes, selon le procureur général du Kirghizstan, provoquant la colère de milliers de personnes qui ont réclamé vendredi leur libération.

Environ 3.000 manifestants se sont rendus dans le village où se trouvaient les personnes arrêtées, bloquant les routes, occupant des bâtiments administratifs et retenant pendant quelques heures en otage un responsable régional.

Des heurts ont alors éclaté entre les manifestants et les forces de l'ordre qui ont usé notamment de gaz lacrymogènes et de grenades assourdissantes pour disperser la foule. Celle-ci a lancé des pierres sur les policiers.

Selon un dernier bilan du ministère de la Santé, 55 personnes ont été blessées dans ces affrontements, dont 13 membres des forces de l'ordre. 72 autres personnes ont alors été arrêtées, selon le vice-Premier ministre Chamil Atakhanov.

L'Etat kirghiz a subi une "perte de 1,4 millions de dollars" (environ 1 million d'euros) à cause de la coupure de l'alimentation électrique de Kumtor, a affirmé le gouvernement, en soulignant que la production dans les mines stratégiques comme celle-ci ne devrait pas s'arrêter pour une minute.

"Tous les organisateurs de la manifestation pour Kumtor seront punis sévèrement par la loi. Je garantis cela en tant que président

du pays," a déclaré M. Atambaïev avant de signer son décret.

"Nous ne permettrons pas et ne les laisserons pas ruiner et enterrer le pays", a-t-il ajouté.

Située à 4.000 mètres d'altitude, près du lac Issyk Koul, la mine est l'une des plus élevées au monde. Depuis plusieurs mois, les habitants manifestent aussi contre son impact négatif sur les écosystèmes très fragiles de cette région. AFP 31.05

4- Palestine

Six charniers datant du soulèvement palestinien de 1936 et de la Nakba de 1948 ont été découverts dans le cimetière de Jaffa, a rapporté mercredi Fondation Al-Aqsa pour la dotation et le Patrimoine, mettant à jour des centaines de corps de Palestiniens massacrés par les gangs sionistes.

« Lors des travaux d'entretien et de réparations du cimetière [Kazkhana], nous avons découvert des parties meubles dans le sol où nous avons trouvé des charniers ... avec des centaines de squelettes et de restes humains des rebelles, des martyrs et des civils qui ont péri au cours de la Nakba », a rapporté le responsable du Mouvement islamique à Jaffa, le cheikh Mohammed Najem.

La fondation a pu dater les restes des victimes, tuées dans la guerre de 1948, qu'il s'agisse d'attentats à la bombe et de bombardements de quartiers résidentiels, ou de meurtres perpétrés par des tireurs isolés situés autour de la ville, selon le rapport.

« Le cimetière Kazkhana a confirmé les faits historiques qu'Israël a essayé de cacher et d'effacer durant plus de 65 ans, concernant les massacres commis par les gangs sionistes lors de la Nakba palestinienne en 1948 », peut-on lire.

« Ces charniers ont levé tous les doutes sur la véracité des témoignages oraux recueillis par les historiens auprès des personnes qui ont vécu la Nakba de 1948 et sur les documents relatant la guerre et les massacres dans Jaffa et sa banlieue, » ajoute le rapport.

Certaines des témoignages faisaient état d'un grand nombre de cadavres éparpillés dans tous les quartiers de Jaffa, puis enterrés rapidement dans des fosses communes en raison des circonstances extrêmes qui prévalaient.

Le rapport cite un récit d'un témoin oculaire expliquant comment les habitants de Jaffa ont été forcés de transporter les corps au cimetière et de les enterrer dans des fosses communes, tandis que la ville était bombardée par les gangs sionistes.

« La fondation continuera à mener des recherches et à tester scientifiquement les dépouilles ... et à envoyer des informations au monde entier pour faire savoir qu'Israël est construit sur les ossements du peuple palestinien », a déclaré Abed al-Majid Ighbariya, responsables des données concernant les sites pris en charge par la fondation.

La Nakba, ou « catastrophe » fait référence à l'expropriation et à l'expulsion massive des Palestiniens de leur patrie par les bandes sionistes, en 1948. (30 mai 2013 - al-Akhbar) french.irib.ir 31.05

5- Syrie

Le FBI, cité par les médias outre atlantique a confirmé la mort de l'une de ses espionnes, la dénommée Nicole Leen Mansfield, au cours de combats en Syrie. Née au Michigan, l'américaine s'était convertie il y a trois ans en Islam et mariée à un arabe, naturalisé dès lors américain. Les employés du FBI ont rapporté la nouvelle de la mort de Nicole à sa famille. Les proches de Nicole disent ne pas connaître le nom de son mari qui s'est séparé de sa femme il y a quelques mois, juste avant que celle-ci parte pour la Syrie.

Selon Al Alam, l'Arabie saoudite envoie un grand nombre de leurs ressortissants ayant des tendances extrémistes salafite wahhabites aux Etats Unis pour faire des études ou du commerce. Ces saoudiens une fois installés cherchent en général à se marier avec des américaines et à trouver une assise au sein de la société US pour répandre leurs pensées extrémistes. Cependant, les autorités américaines sont loin de réagir à ce phénomène en dépit de leur prétention de lutte contre l'extrémisme.

Jeudi trois espions étrangers, un britannique, une américaine et un non syrien à l'identité inconnue ont été tués à Idlib alors que les Etats-Unis disent vouloir parvenir à une solution pacifique de la crise syrienne. Les forces de l'armée syrienne ont découvert une grosse quantité d'équipements d'écoute et d'espionnage à bord du véhicule que les espions conduisaient. Ces équipements étaient destinés aux terroristes. french.irib.ir 31.05

1- Portugal

Au lendemain de la journée de protestation contre l'austérité, la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP), principal syndicat portugais, a appelé à une grève générale pour le 27 juin, vendredi 31 mai. Cette décision intervient alors que le gouvernement a adopté, jeudi, de nouvelles mesures de rigueur destinées à compenser celles rejetées début avril par la Cour constitutionnelle.

Les syndicats entendent protester en particulier contre la suppression de 30 000 postes de fonctionnaires, l'allongement de leur temps de travail, qui passe de trente-cinq à quarante heures par semaine, et l'augmentation de leurs cotisations sociales. LeMonde.fr 31.05

2- Turquie

Au moins une vingtaine de personnes ont été blessées vendredi lors de l'intervention musclée de la police antiémeutes contre des centaines de manifestants qui campaient depuis quatre jours dans le centre d'Istanbul pour protester contre un projet d'urbanisation controversé.

De nombreux blessés gisaient inconscients après qu'une colonne de policiers a fait abondamment usage de gaz lacrymogène et de canons à eau pour déloger dès l'aube les manifestants du parc Gezi, à Taksim, centre névralgique de la rive européenne de la mégapole turque.

Parmi les manifestants, qui se sont mobilisés contre la démolition et le déracinement d'arbres par les autorités locales, deux ont été hospitalisés pour des blessures à la tête, a observé le photographe de l'AFP. L'un d'entre eux serait un journaliste, selon les médias turcs.

"Ils pulvérisent du gaz sur tout le monde, comme si c'était du pesticide. Enfants, bébés, personnes âgées, touristes, plus personne ne compte", a écrit sur le site de micro-blogging Twitter l'un des manifestants, sous le nom de "@blogcuanne".

Sur les réseaux sociaux, des milliers de personnes exprimaient déjà leur soutien aux manifestants stambouliotes qui, tous âges confondus, entendent dénoncer le projet d'urbanisation à cet endroit de la municipalité qui prévoit le déracinement de certains des 600 arbres qui constituent le poumon de cette partie de la ville.

Situé à deux pas de la place Taksim, où se déroulent traditionnellement les manifestations, le parc Gezi, construit en 1940, est grignoté par les hôtels de luxe érigés aux environs. Selon le projet de la municipalité, tenue par le parti islamo-conservateur au pouvoir, un centre culturel et un centre commercial, ainsi que des baraques militaires de l'époque ottomane reconstituées devraient y être construites.

Depuis lundi, lorsque des bulldozers ont fait irruption, des habitants de la ville, habitués du parc ou des militants écologistes, ont commencé à monter la garde, soutenus par des députés de l'opposition parlementaire, avec des escarmouches quotidiennes contre les forces de l'ordre, affirmant que les travaux sont *"illégaux"*. Initiée par les écologistes et les urbanistes, la manifestation s'est petit à petit transformée en rassemblement contre le gouvernement et ses méga-projets de construction à Istanbul (nouveau pont sur le Bosphore, 3e aéroport international, etc...), avec la participation de nombreux militants de la société civile, à l'origine d'une *"plateforme Taksim"* sur les réseaux sociaux.

La municipalité d'Istanbul, première ville de Turquie avec ses 15 millions d'habitants, a assuré que les arbres déracinés seraient replantés ailleurs et que les travaux s'inscrivent dans le cadre du projet de rendre piétonnière la place Taksim, projet qui doit être achevé en juin. AFP 31.05

ECONOMIE

1- Suède

Le Fonds monétaire international a déploré vendredi que les ménages suédois remboursent leurs emprunts immobiliers si lentement qu'ils prévoient de le faire en moyenne sur 140 ans.

"La stabilité financière serait [...] renforcée par une réduction constante des échéanciers de remboursement - qui dépassent en moyenne 140 ans", a indiqué le FMI dans un communiqué à l'issue d'une mission en Suède.

Cette statistique avait été révélée en mars par un organisme gouvernemental, l'Inspection du secteur financier. Elle porte sur des emprunts considérés comme relativement sûrs, ceux où l'acheteur immobilier a eu un apport initial égal ou supérieur à 25% de la valeur du bien et verse des mensualités supérieures aux seuls intérêts.

D'après l'institution de Washington, le marché immobilier suédois est l'un des principaux risques pour l'économie du pays, aux côtés de la crise en zone euro.

"Avec une dette des ménages montée au-delà de 1,7 fois le revenu disponible, une baisse soudaine et non négligeable des prix de l'immobilier pourrait avoir un effet sur la consommation et les banques, faisant monter le chômage et encore baisser l'inflation, et grimper le nombre de prêts non productifs et les coûts de financement des banques", a souligné le FMI.

Le Fonds a donné des projections de croissance qui sont les mêmes que celles du gouvernement, à 0,1 point près. Il table sur 1,1% en 2013 et 2,3% en 2014.

En revanche, en matière de taux de change, il a contesté l'analyse du Premier ministre Fredrik Reinfeldt, qui a estimé à la mi-mai que la couronne était "très forte".

Selon les calculs du FMI, "en termes effectifs réels, la couronne est toujours légèrement en dessous, mais près de ses fondamentaux à moyen terme". AFP 31.05

A retenir : "les coûts de financement des banques"... Ils ont endetté les travailleurs sur plusieurs générations, très fort le "modèle social" suédois, il fallait y penser... Si l'emprunteur "verse des mensualités supérieures aux seuls intérêts" combien de fois il aura payé son habitation avant d'en devenir propriétaire ? Ils leur ont peut-être fait le même coup qu'aux Africains ou une variante...

2- Chypre

Les autorités chypriotes ont annoncé vendredi le gel de 5,3 milliards d'euros d'avoirs financiers appartenant à trois anciens dirigeants de la banque Laiki, liquidée le mois dernier dans le cadre du plan d'aide de 10 milliards de l'Union européenne et du FMI.

La décision de l'administrateur judiciaire chargé du démantèlement de Laiki (Popular Bank of Cyprus) vise l'homme d'affaires grec Andreas Vgenopoulos et deux de ses compatriotes, Efthimios Bouloutas et Kyriakos Magiras, précise la banque centrale dans un communiqué.

Tous trois ont siégé au conseil d'administration de Laiki, dont le dépôt de bilan s'est traduit par de lourdes pertes pour des milliers de déposants.

Andreas Vgenopoulos, président non exécutif de Laiki jusqu'à son départ du groupe fin 2011, a protesté dans un communiqué contre le gel de ses avoirs qui, selon lui, "manque totalement de sérieux".

La procédure vise aussi à empêcher une société d'investissement grecque, Marfin Investment Group (MIG), présidée par Andreas Vgenopoulos, de verser de l'argent aux trois hommes.

En janvier, MIG avait annoncé son intention d'intenter une procédure judiciaire contre l'Etat chypriote, lui reprochant de l'avoir lésé en nationalisant Laiki l'an dernier.

Andreas Vgenopoulos accuse Nicosie d'avoir causé la faillite de Laiki en acceptant en octobre 2011 le plan de restructuration de la dette publique grecque. Reuters 31.05

On retiendra. Tiens donc les magouilles de Goldman Sachs qui ont conduit à l'éclatement de la crise grecque seraient aussi la cause de la crise chypriote...

3- Inde

L'Inde a enregistré une croissance en 2012-13 de 5%, le pire résultat en dix ans de ce pays émergent qui vise le double pour pouvoir lutter contre la pauvreté, selon les données officielles publiées vendredi.

Un manque de confiance des investisseurs, une forte inflation et une faible demande des pays occidentaux expliquent le ralentissement de l'activité de la troisième puissance économique d'Asie, habituée depuis des années à d'insolents taux proches de 9%.

Pressée par le milieu des affaires, La Banque centrale indienne (RBI) a réduit en mai son principal taux d'intérêt, sa troisième baisse cette année, tout en prévenant avoir "peu d'espace" pour un nouvel assouplissement.

La RBI continue de garder un oeil inquiet sur l'inflation, qui a toutefois ralenti en avril, passant sous les 5% pour la première fois depuis 2009.

L'indice des prix de gros confirme la tendance suivie par l'indice des prix à la consommation qui reste élevé mais est également tombé en avril, passant sous la barre psychologique des 10%, à 9,39%.

Au quatrième trimestre de l'exercice 2012-13, correspondant aux mois de janvier à mars, la croissance s'est encore effritée à 4,8% sur un an.

Elle est toutefois légèrement meilleure que celle du troisième trimestre (+4,5%).

Parmi la rafale de réformes annoncées l'an dernier par le Premier ministre, Manmohan Singh, certaines sont toujours bloquées par un parlement hostile, notamment la libéralisation du secteur de l'assurance et de l'épargne-retraite et une loi-clé simplifiant l'acquisition foncière.

Nouveau revers pour le gouvernement, l'agence de notation financière Standard and Poor's a annoncé ce mois-ci que l'Inde avait "une chance sur trois" de voir la note de sa dette souveraine tomber en "catégorie spéculative".

La note de l'Inde qui est de "BBB-" est déjà la plus basse des pays des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et son abaissement à la catégorie spéculative augmenterait le coût de l'emprunt de ce pays et l'investissement y serait considéré risqué.

L'OCDE a abaissé cette semaine ses prévisions de croissance 2013-14 à 5,3%, contre 5,9% précédemment.

Plus optimiste, le ministère des Finances table, lui, sur une croissance comprise entre 6,1% et 6,7%.

Si ces chiffres peuvent paraître élevés pour les pays occidentaux à l'anémique croissance, le gouvernement indien estime que la lutte contre la pauvreté ne sera efficace qu'après avoir atteint le seuil de 10% de croissance. AFP 31.05

Ils ne sont pas au bout de leur déconvenue, car ils ne doivent pas prendre en compte tous les facteurs. Ils bradent leur camelote pour trouver des acheteurs, ils la vendent à des clients à peine solvables, mieux, ils ont gonflé les ventes en proposant de partir avec une bagnole neuve et de commencer à la payer dans un an...

A part cela les prix continuent de flamber...

[Haut de page ↗](#)

Le 2 juin 2013

CAUSERIE

Demain je mettrai de l'ordre dans la page d'accueil du site et je créerai les fichiers de juin, j'ai aussi rendez-vous au consulat de France. Je dois aussi acheter une télévision et j'attends le réparateur pour la machine à laver cette fois.

Il y a six mois elle ne vidangeait plus, un ressort bouffé par la rouille avait cassé. Mon beau-frère s'en était occupé, il l'a remplacé par un ressort qui était aussi rouillé et qui n'a pas tardé à péter à son tour, il ne s'en était pas vanté, je l'ai découvert en démontant la machine à laver, bien entendu j'avais payé pour un ressort neuf plus le déplacement ! C'est le beau-frère à qui j'ai prêté aimablement 90.000 roupies pour finir sa maison. Vous vous souvenez ce que j'ai écrit sur les rapports en Inde, agréables quoi !

J'écris cela pour dire que quoi qu'il arrive il faut garder sa conscience et ne rien changer, c'est tentant de devenir un salop ou de faire n'importe quoi dans la vie, ici c'est la règle, c'est naturel, ils n'ont jamais connu d'autres rapports, en France c'est différent. Je ne suis pas philosophe parce que je vis en Inde, je suis lucide et j'essaie de ne pas être injuste aussi, c'est souvent ce qui arrive quand on juge les autres, alors à bas les procureurs !

Toujours en forme comme vous pouvez le constater et un moral d'enfer ! J'espère que c'est communicatif...

[Quelques réflexions, rédigées samedi soir et dimanche.](#)

1- On fait mieux que le parti des 10.000, sans changer de drapeau ni programme, sans rien renier !

On a atteint 10.367 visites en mai, moins les miennes, 10.336, soit 334 par jour en moyenne. Vous avez téléchargé 20.381 documents, c'est énorme, bravo à vous ! Je mettrai demain dans le site une copie d'écran où vous pourrez le vérifier. Je crois que j'avais mis en ligne 170 nouveaux articles en mai.

Bon, il n'est pas dit qu'on tiendra au même rythme les mois prochains, c'était peut-être un mois exceptionnel ? On ne change rien, on va essayer de s'améliorer encore, on est le porte-parole de l'avant-garde de la classe ouvrière en France et en Europe qui se dresse contre le capital et ses institutions politiques. Reste à orienter son combat contre les institutions politiques nationales dans chaque pays pour les abattre.

Hier les manifestants à Lisbonne scandait "*révolution*", le mouvement mûrit, il faut s'appuyer dessus, l'encourager, l'aider à aller de l'avant. A Francfort hier aussi, sur la banderole en tête du cortège de la manifestation on pouvait lire, en anglais : "*Crisis demand decision : Let's choose communism - Stop crisis - End capitalism*". La crise nécessite des décisions : choisissons le communisme, stop à la crise, fin du capitalisme, je ne sais pas si c'était une manif de gauchistes ou d'altermondialistes, mais cette banderole pouvait nous convenir.

Et dire que nos partis hésitent à se réclamer du socialisme et du communisme, quand ils y font référence c'est en coup de vent, cela leur brûle la langue, à croire qu'ils se dépêchent de passer à autre chose pour se faire pardonner d'avoir commis un affreux péché, honte à leurs dirigeants !

Il ne suffit pas comme l'a fait Gluckstein de reprendre à la fin d'un éditorial la conclusion du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels, faut-il encore dans la pratique quotidienne s'en montrer digne, appeler au boycott du dialogue social et de la conférence patronal des 20 et 21 juin prochains, rompre avec les appareils corrompus des syndicats, briser le consensus qui existe entre le gouvernement, le patronat et la totalité des syndicats, car nous ne sommes pas dupes, participer à cette conférence, c'est la cautionner, c'est légitimer son issue, tous les militants le savent. L'unité des appareils avec les appareils, on ne peut pas imaginer pire ligne politique.

Demain on ajoutera trois articles d'auteurs différents consacrés à la rupture avec l'euro. Mais aucun n'entend rompre pour autant avec l'UE et la BCE, encore moins avec le capitalisme, leurs analyses s'arrêtent en chemin parce qu'ils sont incapables de renouer avec le socialisme. Ils n'ont pas compris la nature de la crise du capitalisme ni même ses lois de fonctionnement ou ses contradictions qui conduisent infailliblement à son effondrement, à de nouvelles crises de plus en plus profondes et générales...

Je ne peux pas mettre ces articles en ligne maintenant car au moment de les formater en pdf mon ordinateur s'est bloqué, je dois l'éteindre et le rallumer, or c'est impossible pour au moins deux heures encore, je suis en train de télécharger des vidéos de concerts de Ted Nugent et cela prend des heures avec ma connexion merdique.

Rompre avec l'euro pour revenir aux monnaies nationales dans le cadre du Système monétaire européen, ils n'ont rien trouvé de mieux, comme si avant l'entrée en vigueur de l'euro c'était un vrai bonheur de vivre sous un régime capitaliste, pour certaines couches privilégiées sans doute, mais pour nous l'objectif c'est que pas un seul travailleur reste sur la touche ou ne bénéficie pas du progrès social, car, qu'il en reste un et demain ce sera des millions qui seront dans le même cas, on est en train d'en faire l'expérience, il faut donc être conséquent et en tirer les leçons, il faut exproprier les capitalistes et pour y parvenir il faut s'emparer du pouvoir politique, chasser du pouvoir tous les partis qui gouvernent et interdire à ceux qui les soutiennent de gouverner à notre place, seul un gouvernement des partis et des courants politiques combattant résolument au côté de la classe ouvrière pour le socialisme et issu de son soulèvement révolutionnaire sera à même d'appliquer un programme social et politique conforme aux intérêts de l'ensemble des masses exploitées.

Rompre avec l'euro pour simplement en revenir à la situation antérieure ne ferait que renforcer la concurrence entre capitalistes et exacerber les tensions entre Etats, augmenter le risque de conflits, de guerre... A l'opposé, le combat pour la rupture avec le capitalisme et instaurer une République sociale s'inscrit dans la perspective d'une fédération des Républiques sociales d'Europe qui seule garantira la paix.

On poursuivra plus tard sur ce sujet car c'est important. Si les entreprises ne sont pas compétitives face aux Chinois par exemple, par quelle miracle le seraient-elles en échangeant l'euro pour le franc, en dévaluant, en faisant payer cette dévaluation aux travailleurs ?

Pour ainsi dire le système capitaliste se présente à l'échelle mondiale sur deux niveaux différents incluant des coûts de la main d'oeuvre différents, privilégier l'un contre l'autre revient à faire payer aux travailleurs de l'un les avantages que vont en retirer les autres, on ne peut pas marcher dans une telle combine, il faut admettre que le capitalisme est au bout du rouleau et qu'il doit disparaître, qu'on soit un ouvrier chinois, mexicain, américain, français ou tunisien, on a le droit au même traitement social, à la même dignité. Pour combattre efficacement le capitalisme il faut en avoir une vision globale, mondiale, sinon on risque de se comporter en colon ou en réactionnaire.

2- Ce qui a changé avec Internet.

Avant on disposait des médias nationaux que la plupart des travailleurs et des militants ne lisaient pas, la radio et la télévision qui diffusaient en boucle la propagande officielle, les partis qui sortaient leur hebdomadaire qui servaient à justifier leur politique, accessoirement des revues théoriques paraissaient qui servaient le même dessein dogmatique.

La théorie était pour ainsi dire couper de la réalité, ses auteurs avaient eu cent fois l'occasion de malaxer ce qu'ils allaient nous servir avant de livrer leurs épreuves, qui comme par hasard ressemblaient comme deux gouttes d'eau à ce qu'on avait lu auparavant une multitude de fois sous leurs plumes.

Maintenant, il est possible de la confronter immédiatement avec la réalité, d'en vérifier le bien-fondé, et là comme par enchantement nos théoriciens se sont volatilisés, leurs articles sont aussi plats que ceux des chroniqueurs des médias officiels, on y cherchera en vain un début d'analyse débouchant sur une perspective politique.

Nous, c'est ce qui nous intéresse particulièrement, comme quoi nous ne vivons pas dans le même monde ou nous ne poursuivons pas les mêmes objectifs politiques apparemment, nous en raffolons, car il n'y a rien de plus gratifiant pour un militant ou un travailleur que parvenir à comprendre sur le champ ce qu'il est en train de vivre et de pouvoir en faire profiter ces petits camarades. Quelque part c'est justifié, car on a l'impression d'être mieux informé ou d'être moins idiot, d'être plus conscient que la moyenne, de tenir en main notre destin ou de pouvoir agir dessus, ce n'est pas rien quand on y réfléchit un peu, cela aide les travailleurs et les militants à avoir davantage confiance en eux. Et puis, il sera beaucoup plus difficile de nous manipuler, de subir l'idéologie dominante que distille à longueur de temps médias et partis.

Notre objectif n'est pas d'avoir raison à tout prix, il n'y a que les minables et les manoeuvriers pour lesquels c'est une préoccupation, non, notre objectif est que chacun puisse se saisir de la méthode d'analyse que nous utilisons pour se faire ses propres convictions, je n'ai jamais demandé à quiconque de partager mes analyses ou mes conclusions, cela ne m'intéresse pas, que chacun progresse à son rythme en fonction de son expérience et de ses capacités, tel est notre seul objectif. Après que l'on soit d'accord ou non, c'est une autre question, cela se discute, selon la même méthode, sans contrainte, librement, c'est la seule manière d'avancer ensemble.

En abordant l'actualité en temps réel, c'est sur le champ que l'on peut vérifier la validité de notre théorie, nos analyses, nos positions, cela ne pardonne pas, chaque erreur est sanctionnée immédiatement et personne n'y coupe, tout le monde en est témoin, c'est terrible pour les imposteurs, les charlatans ou les aventuriers, ils sont démasqués pour ainsi dire avant d'avoir commencé à nuire, plus ils communiquent, plus ils s'enfoncent.

C'est s'exposer et prendre un grand risque que de s'exprimer ainsi quotidiennement comme je le fais également, surtout que mes moyens sont extrêmement limités, c'est un défi que je relève qui révèle mes faiblesses, peu importe, on en a tous, ce qui compte ce sont nos qualités, d'ailleurs elles passent inaperçues et tout le monde s'en fout, moi le premier, je parle aussi bien de mes faiblesses que mes qualités, l'essentiel est ailleurs franchement, ce n'est pas l'avis de tout le monde assurément, entre ceux qui évitent de se livrer à ce genre d'exercice et ceux qui en raffolent aveuglés par leur propre ego ou mégalomanie, qui se piègent eux-mêmes comme Mélenchon par exemple.

En conclusion, le résultat est positif puisque cela permet de mettre la théorie ou la méthode du marxisme à la portée de tous quotidiennement, cela ne peut qu'aider chacun à interpréter le monde librement, en toute indépendance de l'Etat et ses médias, ses partis. Les militants en feront un bon usage lors de leur intervention dans la lutte des classes.

3- Il y a une semaine j'ai eu une conversation essentiellement politique de 45 minutes avec mon ex-épouse, très intéressante ou instructive pour mon combat puisqu'elle a confirmé pratiquement à la virgule près l'appréciation que je portais sur la situation en France, principalement sur l'état d'esprit des travailleurs en relation avec leurs conditions d'existence et la manière dont ils les vivaient. Je ne dirais pas que cela m'a réconforté, mais c'est toujours utile de savoir qu'on ne s'est pas fourvoyé.

4- La mission d'un journaliste, c'est d'informer, or pour la plupart ce serait plutôt de se conformer aux besoins (ordres) de la classe dominante de telle sorte que les informations qu'ils nous délivrent sont au mieux tronquées, déformées, au pire fabriquées (Le Monde sur la Syrie par exemple dernièrement), indignes de confiance, il faudrait boycotter les médias nationaux. Ils se sont transformés en outils de propagande au service de l'oligarchie financière qui tient les cordons de la bourse. C'est l'un des facteurs essentiels sur lequel elle compte pour instaurer sa dictature mondiale.

J'ajouterai demain un article qui relate l'assassinat ces derniers jours d'une journaliste de la télévision syrienne par les djihadistes de monsieur Hollande.

J'ai failli mettre en ligne un article de Wikistrike qui reproduisait une info du portail de Jovanovic, vous savez le très sérieux journaliste économique qui croit aux anges, en le relisant rapidement je me suis aperçu que ce qui était présenté comme un scoop n'avait qu'une valeur toute relative et qui plus est incomplète, à savoir que la Fed avait encore injecté 1.000 milliards de

dollars dans les banques et le marché sans qu'on sache quel jour précisément, entre nous me suis-je dit, 1.000 milliards de dollars qu'est-ce que c'est, un pourboire à côté des 15 ou 20.000 milliards de dollars qu'ils ont déjà déversé dans l'économie pour en fausser les règles ou plus encore, on ne sait pas très bien puisque les infos nous arrivent au compte-gouttes parfois des années plus tard. Bref, je me suis dit que cela valait pas le coup.

5- La radio francophone iranienne avec laquelle j'ai eu un échange de courriels et dont je mets régulièrement en ligne des articles m'a demandé mon adresse postale pour m'envoyer un cadeau, je ne plaisante pas. Je leur ai transmis l'adresse de mon site donc ils savent à quoi s'en tenir à propos de mon engagement politique. Ne m'attendant pas à recevoir un tel courriel, j'en ai informé un journaliste qui les connaît bien qui m'a répondu qu'il n'y avait rien de compromettant là-dedans. Je vais leur donner l'adresse de mon épouse en France et je vous tiendrais informer par la suite. Si un jour je suis expulsé d'Inde et persona non grata en France, j'irais immigrer en Iran ou en Syrie ! C'est mon côté provocateur et curieux à la fois. Mes adversaires pourront dire que je roule pour les mollah à défaut de rouler pour l'UMP !

6- Il n'était pas possible de traiter la dernière polémique entre Mélenchon et Hollande sans faire le lien entre différents facteurs et rapports, c'est d'ailleurs indispensable pour analyser la plupart des questions que nous avons à aborder quotidiennement.

La difficulté consiste à cerner qu'on n'est pas en présence d'un processus logique où tous les éléments s'imbriqueraient mécaniquement ou interviendraient selon un programme bien établi, ils sont au contraire soumis à des contraintes en perpétuelle évolution qui leur donnent un caractère aléatoire, mais dont l'ordonnement importe peu puisqu'elles finissent toujours par répondre à la même obligation ou servir la même cause. Vrai dilemme et fausse contradiction se côtoient au point de les confondre, les différents acteurs s'employant à brouiller les pistes pour qu'on s'y perde et que la trace de leurs véritables intentions s'estompent ou demeurent invicibles, obscures, inaccessibles.

Il faut se demander qui est qui, quelle est sa véritable nature, quelles sont ses positions sur l'UE, l'euro, le capital, les institutions, le socialisme, quelle position a-t-il adopté à telle ou telle occasion, quels rapports entretient-il avec tel ou tel acteur, dirigeant, parti, telle ou telle institution, qu'est-ce qui détermine une mesure politique, en réalité tout ramène à des questions économiques mais pas seulement, il existe un va et vient permanent entre l'économie et la politique, c'est ce qui rend si difficile la compréhension de ce qui est en train de se passer, un jour c'est l'un qui domine ou sert de tremplin pour atteindre un objectif, un jour c'est l'autre, pour comprendre à quoi tout cela rime il faut avoir en tête leur objectif final, sinon c'est impossible de relier tous les facteurs et rapports entre eux, d'en déterminer l'orientation.

Prenons le cas de Hollande, quand on fait l'ENA ou une grande école c'est pour servir l'Etat ou le capital et non pour les combattre, l'ombre d'un doute n'est pas permis sur ses réelles intentions. Un militant du PS qui entend s'élever dans la hiérarchie de ce parti, détenir des mandats, devenir un élu, un député ou un sénateur, un ministre, président de la République, sera amené à cautionner et servir docilement le régime en place, il a pu être un militant ouvrier les premiers jours, puis il a cessé de l'être pour privilégier son ambition personnelle, s'il a fait des études et qu'il souhaite faire carrière dans ce parti, il envisagera d'occuper une fonction qui lui procurera un statut social et une rémunération équivalente à ceux que lui aurait procuré un poste dans une administration ou une entreprise privée, on observe ici que ses préoccupations sont devenues au fil du temps ou très rapidement très éloignées ou étrangères à celles qu'ils avaient en devenant militant, de la cause du socialisme qui pour lui est devenue secondaire ou plutôt qu'il a abandonnée puisqu'il se destine à servir le régime en place dont dépend entièrement son mode de vie.

Dès lors qu'on tire partie personnellement de son activité politique, qu'elle nous procure des avantages en nature ou financier, le plus souvent les deux, elle prend le dessus sur notre engagement politique qui change alors de nature. On est devenu un affairiste ou un vulgaire bureaucrate. Ensuite, il nous faudra gérer cette contradiction plus ou moins habilement, on devra employer toute la panoplie de l'hypocrite pour se justifier et faire en sorte qu'elle n'apparaisse pas au grand jour. Un glissement sémantique progressif ou brutal accompagnera ce processus en conformité avec ce qu'on est devenu, car il arrive un moment où l'on ne s'en cache plus vraiment, le socialisme ou la révolution, c'était à mettre au compte de l'insouciance de la jeunesse, depuis on a mûri, on a davantage pris conscience de la réalité, autrement dit, on se conforme à la société telle qu'elle est sans plus avoir envie de la changer, on ne le dira pas ouvertement mais c'est ce que cela signifie. Ces gens-là ont une conscience à géométrie variable, c'est l'élément d'ajustement structurel sur lequel il joue pour finalement ne satisfaire que leurs intérêts individuels.

Mélenchon est exactement dans le même cas, caricatural : un jour trotskiste, peu de temps après social-démocrate, par la suite ministre d'un président de droite (Chirac), ensuite le voilà flanqué des oripeaux du stalinisme, et pour finir, provisoirement, il se verrait bien Premier ministre d'un président de la République qui a des idées de droite selon lui, il a même été jusqu'à affirmer que Hollande était encore pire que Sarkozy, pour un peu il a loupé une occasion quand Sarkozy était le monarque de service ! S'il y a une constante ou un fil qui relie ces différentes étapes du parcours de Mélenchon, ce n'est certainement pas les idées ou les convictions qu'il avait adoptées puisqu'il n'a cessé de les brader au plus offrant, y compris l'Union européenne dont il est un porte-parole en tant que député, mais bien ses intérêts personnels, sa petite personne.

Quant à l'Union européenne, on connaît parfaitement sa nature, on connaît un peu moins ses objectifs bien qu'elle s'en cache de moins en moins. Pour les comprendre il faut les replacer dans le contexte mondial sur le plan politique, à l'échelle du développement du capitalisme sur le plan économique. Son objectif est de spolier les masses exploitées de tout droit politique afin qu'elles ne puissent plus combattre pour des droits sociaux et qu'elles soient dans l'impossibilité de remettre en cause

le gouvernement mondial dont elle est un des maillons. Elle vise rien de moins que la fin de la lutte des classes qui coïnciderait avec l'instauration d'une dictature mondiale bâtie sur le modèle d'une monarchie absolue.

Et les contradictions du capitalisme, que deviendraient-elles, et le combat pour le socialisme quel contenu aurait-il ?

Je pense qu'on doit être assez peu à avoir pris conscience que la situation que nous connaissons aujourd'hui coïncide déjà avec le contournement à la fois des contradictions (lois de fonctionnement) du capitalisme à coup de dizaines de milliers de milliards de dollars, euros ou yen injectés dans l'économie ou le marché depuis 2008, et de la lutte des classes puisque le mouvement ouvrier est quasiment totalement gangrené ou étranger au socialisme, dès lors que ces deux facteurs déterminants sur lesquels repose la perspective du socialisme sont sous contrôle, on peut affirmer qu'ils ont réalisé d'importants progrès dans la réalisation de leur plan pour nous réduire en esclavage.

Dans ces conditions, c'est seulement l'irruption violente du prolétariat révolutionnaire sur la scène politique en France ou en Europe qui pourrait conduire à une inversion de la donne, encore faudrait-il qu'il soit en mesure de tirer un enseignement politique de chacune de ses expériences afin de renouer avec le socialisme et de se doter d'une direction marxiste révolutionnaire. C'est l'objet de notre combat.

On n'a pas le temps ici d'aborder le volet économique, cependant il y aurait énormément à dire encore, notamment sur l'UE et l'union transatlantique ou marché unique E-U- UE qui correspond à l'objectif de parvenir à un renforcement des monopoles, à une nouvelle concentration du capital, deux objectifs qui découlent ou qui coïncident, qui correspondent ou indiquent généralement qu'on aborde une situation de sortie de crise du capitalisme, alors que ce n'est pas le cas aujourd'hui, ce qui indique bien qu'ils comptent y parvenir en employant d'autres moyens, notamment grâce à la soumission du mouvement ouvrier qui collabore avec gouvernement et patronat à la baisse du coût du travail et à la liquidation de la législation du travail, des droits sociaux des travailleurs. Que cela permette d'augmenter la productivité et leurs profits, d'accroître l'exploitation des travailleurs est somme toute secondaire au regard de leur objectif final qu'il faut situer sur une échelle de temps plus longue que ce qu'on imagine habituellement, qui inclut une baisse importante de la population mondiale, on n'y pense d'autant moins qu'elle ne cesse d'augmenter, c'est aussi là un des obstacles majeur à la réalisation de leur plan qu'il leur faut essayer de gérer au mieux, facteur explosif en réalité. Les maîtres du monde visent une réduction drastique de la population mondiale à long terme réduite à 500 millions ou un milliard d'habitants maximum, afin de réserver les ressources de la planète à la satisfaction de leurs seuls besoins sachant qu'elles ne sont pas illimitées. Réduire notre niveau de vie et nous réduire en esclavage s'inscrit dans cette perspective qui semble surréaliste, mais pourtant tel est bien leur plan.

Dans l'immédiat il leur faut gérer la contradiction qui existe entre la satisfaction des besoins de 7 milliards d'êtres humains et la monopolisation de l'essentiel des richesses au profit d'une poignée de privilégiés. Comme ils savent qu'ils ne peuvent pas s'émanciper des contradictions du capitalisme qui conduisent à son effondrement, ils tentent de le retarder tout en avançant sur la voie qui conduirait à l'instauration d'un gouvernement mondial, objectif qui s'il était atteint coïnciderait avec l'extinction de ces contradictions qui leur empoisonnent l'existence. On assiste donc à une course de vitesse entre deux scénarios, l'un permettant à la classe ouvrière de parvenir au pouvoir et de reconstruire la société sur les bases du socialisme, l'autre conduisant l'oligarchie financière à imposer sa dictature sur le monde et à réduire le socialisme à l'état d'utopie.

ACTUALITE EN TITRES

[Leur justice et les lampistes](#)

- Des proches de Berlusconi accusés de prostitution de mineure - euronews.fr

[Et pendant ce temps-là les affaires continuent...](#)

- Plus de 1.000 morts en Irak en mai - LePoint.fr

[Changer la société pour ne pas devenir sourd, fou !](#)

- Halte au terrorisme du niveau sonore ! - Atlantico.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Quelque 9.000 manifestants selon les organisateurs, 3.000 d'après la police, ont défilé samedi dans le centre de Toulouse avant d'écouter un discours de Jean-Luc Mélenchon fustigeant le gouvernement et la finance. " *Vous n'avez pas d'autre horizon que la lutte*", a lancé le coprésident du Parti de Gauche aux militants qui avaient parcouru les artères du centre-ville à l'appel du Front de gauche «*contre l'austérité, la finance et pour la VI^e République*».

Dans le défilé, où se remarquaient des bonnets phrygiens derrière des pancartes «*On va leur couper la tête*», «*Changer le système*» ou encore «*Marx ou crève*», flottaient des drapeaux du Front de gauche, du PCF ou du Parti de gauche. Jean-Luc Mélenchon, qui a pris la parole à la fin de la marche, a estimé que «*la crise était le résultat d'une politique organisée, voulue, délibérée*». 20minutes.fr 01.06

Heureusement qu'on a un "*autre horizon que la lutte...*" pour la lutte : la chute du régime et la prise du pouvoir !

Avec un peu de bonne volonté, même que Hollande pourrait devenir un président de gauche, si, si, même que l'UE, l'euro et la BCE pourraient se mettre au service des travailleurs. La crise du capitalisme en fait, ce serait juste une question de bonne ou de mauvaise volonté de certains acteurs voyez-vous...

Comment avec de telles sornettes travailleurs et militants pourraient-il y comprendre quelque chose ?

2- Portugal

Cartons rouges, chants et sifflements ont marqué les manifestations contre l'austérité qui ont rassemblé des milliers de personnes samedi après-midi à Lisbonne et dans les principales autres villes portugaises contre les mesures d'austérité mises en oeuvre au Portugal depuis deux ans.

"*Basta!*", "*Troika dehors!*" "*Gouvernement démission!*", "*Respect!*", avaient écrit sur des pancartes des protestataires, qui sifflaient et brandissaient des cartons rouges devant la représentation du Fonds monétaire international (FMI) à Lisbonne, sur l'une des principales artères de la capitale où la circulation automobile avait été coupée.

"*Troika, gouvernement dehors!*", "*arrêtons cette politique!*", scandaient également les manifestants contre le programme de rigueur imposé depuis deux ans par la troïka des créanciers du Portugal, à savoir l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le FMI, en échange d'une aide financière de 78 milliards d'euros.

Les protestataires, qui ont défilé à l'appel du mouvement apolitique "*Que se lixe a troika*" ("*Que la troïka aille se faire voir*") et de plusieurs collectifs de citoyens, ont également entonné "*Grandola Vila Morena*" : cet hymne de la révolution des oeilletts, qui avait renversé en 1974 la dictature salazariste, est régulièrement repris pendant des manifestations contre l'austérité.

"*Je ne suis pas responsable de leurs erreurs. C'est injuste d'entendre ensuite que certains gardent leurs privilèges tandis que la population doit se serrer la ceinture!*", a confié à l'AFP Manuel Oliveira, agent de sécurité.

"*Il faut que ça cesse. Malheureusement, je crois qu'il ne nous reste plus qu'à faire la révolution. Ces manifestations n'y changeront rien*", a affirmé pour sa part une retraitée lisboète qui tenait une pancarte réclamant le départ de la troïka.

Des représentants des principaux partis d'extrême gauche se sont également joints aux manifestants à Lisbonne.

"*Ce jour a une symbolique et une force particulières car il rassemble des pays européens, les peuples d'Europe, dans la lutte contre le chantage de la finance et la troïka*", a déclaré Catarina Martins, coordinatrice du Bloc de gauche.

Arménio Carlos, secrétaire général de la CGTP, principal syndicat portugais qui a annoncé vendredi une grève générale pour le 27 juin prochain, a également défilé samedi dans la capitale portugaise.

A Lisbonne, il n'y a pas eu d'évaluations du nombre des manifestants, mais à Porto, la capitale du nord du pays, ils étaient près de mille, selon la police, et 3.000 selon les organisateurs, à battre le pavé contre l'austérité.

A l'instar des principales villes portugaises, des manifestations contre l'austérité ont aussi eu lieu à Francfort, à Madrid et dans plusieurs autres villes européennes. AFP 01.06

3- Allemagne

Plusieurs milliers de personnes -7.000 selon la police- participaient samedi à Francfort à une manifestation contre les politiques d'austérité en Europe, à l'appel du collectif anticapitaliste Blockupy, a constaté un journaliste de l'AFP.

La manifestation devait initialement s'achever par un rassemblement aux abords de la Banque centrale européenne (BCE) alors que le 1er juin marque le 15e anniversaire de la fondation de l'institution.

"Nous voulons clairement dire que la politique de la banque centrale européenne et de la troïka, soumises à l'influence capitale du gouvernement fédéral, n'est pas la solution", a affirmé à l'AFP Roland Süss, porte-parole de Blockupy, collectif réunissant syndicats et organisations de gauche, avant que le cortège ne se mette en mouvement. AFP 01.06

Les mots ont une signification.

La démission du gouvernement pour en mettre un autre à la place qui fera la même politique, ce n'est pas s'attaquer aux institutions, à la Constitution.

Dire que la politique de la BCE (et de la troïka) est mauvaise, cela n'est pas rompre avec la BCE, c'est juste faire pression sur elle pour qu'elle fasse enfin une bonne politique, comme si cela était possible, comme si cet objectif était compatible avec le combat pour le socialisme, évidemment non.

4- Turquie

En Turquie, la police s'est retirée ce samedi après-midi de la place Taksim dans le centre d'Istanbul. Le lieu a été rapidement envahi par des milliers de personnes. Il s'agit notamment de militants d'un parti d'opposition qui a appelé ses partisans à se rassembler là.

Depuis deux jours, les forces de l'ordre empêchaient l'accès à cette célèbre place du centre-ville.

Le lieu est symbolique car il se situe à côté du Parc Gezi, un espace de verdure menacé de disparition. Et c'est là qu'avaient débuté ce vendredi les manifestations qui ont dégénéré en heurts avec la police. euronews.fr 01.06

[Haut de page ↗](#)

Le 3 juin 2013

CAUSERIE

Dimanche soir (2)

Les causeries (265 pages) et les articles de presse (52 pages) de mai sont disponibles au format pdf. (Acrobat Reader) Quel boulot de dingue !

Dimanche soir (1)

J'ai mis en ligne les trois articles sur la rupture avec l'euro dans la rubrique Economie et dans la rubrique Syrie à la date du 28 juin j'ai ajouté : *Yara Abbas, journaliste de la télévision syrienne assassinée par les "rebelles"*, en découvrant le visage de cette jeune femme qui semble si douce et innocente et la vie devant elle, je pense que vous serez comme moi et que vous aurez le coeur serré, c'est à mourir de tristesse, et pourtant nous sommes blindé et pas du genre à pleurnicher. A bas tous les régimes tyranniques qui soutiennent les djihadistes, à commencer par le régime français que nous vomissons !

On doit avancer sur cinq fronts simultanément :

- 1- celui social pour répondre à l'offensive en préparation du Medef flanqué des syndicats jaunes et vendus et soutenus par le gouvernement,
- 2- celui politique orchestré par PS dont le Front de gauche est le pendant,
- 3- celui économique qui consiste à répondre aux allégations farfelues d'économistes dont aucun finalement ne propose de

rompre avec le capitalisme,

4- celui international en soutien à tous les peuples qui combattent pour leur émancipation ou leur autodétermination, syrien en tête,

5- celui institutionnel en France, en Europe et dans le monde, le combat contre L'UE est inséparable à la fois du combat pour abattre la Ve République et contre l'établissement d'un gouvernement mondial dont l'union transatlantique ou marché unique est la prochaine étape programmée.

Ce devrait être la trame du programme d'action d'un parti révolutionnaire combattant pour le socialisme.

A ma modeste place, tout ce que je peux faire c'est d'aider à armer les militants pour mener ce combat à partir de leur parti respectif, chacun fait pour le mieux.

Lundi.

[C'était déjà écrit, mais personne ne savait.](#)

- Le PDG de Total prédit de nouvelles fermetures de raffineries - Reuters

C'est comme ce qui se passe en Grèce et en Espagne qui attend les travailleurs des autres pays, personne ne savait.

Ou encore, nos acquis ou droits sociaux conquis au cours de la lutte des classes, personne ne savait qu'ils seraient remis en cause un jour, personne n'a voulu considérer ce combat dans la perspective du socialisme, opposant la recherche de l'unité à tout prix à l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui a été abandonné en réalité, elle est là la source de l'opportunisme, chez les Lambert, Krivine, Laguiller.

Ils ont fait de l'amélioration immédiat du sort des travailleurs une fin en soi, bradant le contenu et l'orientation de leur combat qui n'avait plus rien à voir avec le marxisme, leur valeureux internationalisme et leur bonne conscience ne s'attardant pas sur l'origine des profits réalisés par les capitalistes français pour financer ces améliorations sociales. Il faut bien se mettre dans le crâne que l'économie mondiale fonctionne selon le principe des vases communicants, d'autant plus de nos jours où la division du travail internationale a été poussée à l'extrême dans tous les secteurs économiques.

Tout aura été fait pour ne pas élever le niveau de compréhension ou de conscience des travailleurs, ce qui va de paire avec l'incapacité de les organiser et de construire le parti, mieux, nos fameux révolutionnaires ont considéré que s'attarder sur ce facteur serait un handicap à leur lutte de classe, alors qu'en réalité en procédant de cette manière ils allaient faciliter celle de leur ennemi, au moment où les travailleurs avaient le plus besoin de comprendre ce que signifiait l'offensive sur tous les fronts de la réaction, période dans laquelle nous sommes, ils se trouveront totalement désarmés pour l'affronter.

Les capitalistes se sont servis des profits tirés de la colonisation qui n'a en réalité jamais cessé réellement pour corrompre le mouvement ouvrier et le prolétariat avec la complicité des syndicats et des partis ouvriers. Lénine l'avait relevé à la suite d'Engels et Luxemburg il y a près d'un siècle, donc qu'on ne vienne pas nous dire que ce serait un phénomène nouveau, imprévisible, contre lequel il était impossible de lutter. En réalité, ils s'y sont tous adaptés et ce n'est pas terminé. Que cette situation ait été inévitable, c'est un constat que formulait Lénine, sauf que rien nous obligeait de nous y adapter ou de nous en accommoder, toute la différence est là entre marxisme et opportunisme.

Nous ne mettons pas tout sur le dos de ces dirigeants ou de ces partis, nous disons simplement qu'ils n'ont pas été à la hauteur de la situation, qu'ils ont failli et qu'aujourd'hui nous en payons les conséquences dramatiques. Car qui pourrait faire confiance à de tels partis sachant qu'ils couvrent ou justifient les erreurs de leurs dirigeants, qu'ils refusent de les reconnaître et de modifier leur stratégie, leurs rapports avec les syndicats notamment ? C'est au cours de la même période citée plus haut qu'ils ont lié des rapports organiques avec les appareils de la CGT ou FO, pourquoi sont-ils incapables de rompre aujourd'hui avec eux, parce qu'ils sont aussi corrompus, on est tout de même en droit de se poser cette question, non ?

D'où provient l'attitude des intellectuels qui se disent de gauche, quel est leur modèle, qu'est-ce qui inspire leur analyse ?

Ils se disent : finalement on ne vit pas si mal que cela en régime capitaliste, il suffisait de procéder à quelques réformes et la vie serait belle... Ils calquent leur attitude sur les couches les plus favorisées de la classe ouvrières ou qui parviennent encore à s'en sortir, tout en observant que tous les partis sont cette longueur d'onde-là, franchement pourquoi envisager de changer la société puisque plus personne ne combat pour cet objectif, remisons le socialisme au musée des horreurs ou des utopies, on ne va tout de même pas se battre pour un objectif que tout le monde a abandonné...

On les comprend même si on ne partage pas leur conclusion, la responsabilité repose sur ses partis, le POI, le NPA

et accessoirement LO. Ne parlons pas du Front de gauche qui passe ouvertement son temps à soutenir le régime, il est déjà aussi grillé que Die Linke en Allemagne ou Syriza en Grèce.

ACTUALITE EN TITRES

[A bas le racket de l'Etat !](#)

- Des prostituées manifestent à Paris pour la dépénalisation du racolage - L'Express.fr

[La mégalomanie galopante d'un nain.](#)

- La France peut-elle devenir une puissance de l'Asie-Pacifique ? - LeMonde.fr

[En famille. Faites tomber les masques. Aveu ou révélation. Trop poli pour être honnête !](#)

- Désir: Hollande a salué le travail de Schroeder "*simplement par politesse*" - AFP

Une misérable manoeuvre pour rattraper le coup : trop tard !

La phrase entière qui ne laisse aucun doute après avoir affirmé que Hollande n'était pas Schröder, dès fois qu'on serait tenter de commettre l'horrible méprise de les confondre : "*C'était la moindre des politesses que quand même saluer le travail qu'il avait fait*", le sale boulot qu'il a fait quand on se place sur un autre terrain que celui du patronat, ce qui est impensable pour le PS, donc on persiste et signe: Hollande = Schröder, et Hollande=Sarkozy et Schröder= Merkel

Il faudrait dire à l'AFP d'éviter les fautes d'orthographe : Schröder.

[Sur le front du gouvernement impérialiste.](#)

- Hollande souligne "*l'impérieuse nécessité*" d'empêcher Téhéran d'avoir la bombe - AFP

Il faudrait commencer par démanteler l'arsenal nucléaire, biologique et chimique de la France.

- Invité du Grand Rendez-vous Europe1->Télé-Le Parisien, le ministre français des affaires étrangères a réitéré d'autre part l'opposition de la France à une participation de l'Iran à conférence internationale sur la Syrie.

Laurent Fabius a estimé dimanche que cette conférence qu'il a qualifiée de "*dernière chance*" pour le pays, pourrait se réunir en juillet et non mi-juin comme évoqué précédemment de source diplomatique. Reuters 02.06

Ils font tout pour la torpiller pour ensuite justifier une intervention militaire contre la Syrie...

[Généreuse intention. Quand Fabius vole au secours des provocateurs et porte-parole de l'idéologie néo libérale](#)

- Femen jugées en Tunisie: Fabius espère de la «*clémence*» - 20minutes.fr

Réactionnaire sur toute la ligne, normal.

[Un aveu. Dites, la démocratie c'est quoi au juste ?](#)

- Copé : "*A l'UMP, nous apprenons la démocratie, c'est assez nouveau*" - LeMonde.fr

N'en faites pas trop quand même ! Il ne serait pas un peu tard, à tout hasard ?

Intox. Parfois il vaut mieux s'abstenir.

- Bruno Le Maire lance un appel «*pour une révolution démocratique*» - 20minutes.fr Là, vous dérapez !

Parole de manifestants : Erdogan tête de Turc !

- Istanbul: «*Ce sont les arbres qui cachent la forêt du ras-le-bol*» - Libération.fr
- Manifestations en Turquie : «*c'est devenu une guerre* » - Rue89
- Les manifestants turcs ne désarment pas - LeFigaro.fr
- Istanbul : "*Ce n'est que le début, notre combat continue*" - Le Nouvel Observateur

Vous avez dit affairistes, vendus, corrompus, non, sans blague ?

- Grande-Bretagne. Plusieurs parlementaires anglais accusés de corruption - Le Nouvel Observateur

Plusieurs parlementaires britanniques étaient dimanche 2 juin au cœur d'un scandale, après avoir été filmés à leur insu en train de proposer apparemment leurs services en échange d'argent, à des journalistes se faisant passer pour des représentants d'une entreprise privée. Trois membres de la Chambre des Lords ont été filmés en caméra cachée par le "Sunday Times" qui en diffuse des extraits, deux jours après une affaire similaire de trafic d'influence présumé touchant un député conservateur.

Le parti travailliste a suspendu dimanche deux des Lords impliqués, Jack Cunningham et Brian Mackenzie, tandis que le troisième, John Laird, du parti unioniste d'Ulster, a démissionné de son groupe parlementaire, en attendant les résultats d'une enquête.

Ces révélations s'ajoutent aux accusations visant le député Patrick Mercer, qui a démissionné vendredi du groupe parlementaire conservateur après avoir été filmé également à son insu, dans le cadre d'une enquête de la BBC et du "Daily Telegraph". Le Nouvel Observateur avec AFP 02.06

- France. Quand le lobby du tabac offre à des parlementaires un déjeuner à 10 000 euros - L'Express.fr

Le fabricant de cigarettes British American Tobacco (BAT) -Lucky Strike, Dunhill, etc. a récemment invité des parlementaires de droite comme de gauche à déjeuner. Montant de l'addition? 10 000 euros, selon le JDD. L'Express.fr 02.06

Conservateurs et travaillistes, droite et gauche, c'est bien la même famille, non ?

Coup tordu. Le Monde en connaît un rayon...

- Le ministre de la justice, Eric Holder, dans le collimateur des médias américains - LeMonde.fr

... il s'en fait le relais

- Le ministre américain de la justice soupçonné de faux témoignage - LeMonde.fr

Il faut être extrêmement prudent quand on analyse une info provenant des Etats-Unis, car Obama a conservé ou a nommé des républicains dans son équipe, dès lors il est évident que certains d'entre eux lui glisseront des peaux de bananes pour le mettre en difficulté sur certains dossiers où il traîne les pieds, pour qu'il aille plus loin qu'il ne le souhaitait dans la direction voulue par l'aile néo conservatrice ou néo libérale, puisque finalement ils ont la même politique que les conservateurs qu'incarne Obama, ensuite tout est une question de degrés, d'opportunité...

Un scoop !

- Les Espagnols ne croient plus aux partis politiques actuels - Reuters

Pour parvenir à cette conclusion ils ont réalisé un sondage sur 600 personnes seulement, donc nous n'en rendrons pas compte.

L'Etat sioniste, une monstruosité en effervescence

- Israël, la ségrégation au quotidien ? - LePoint.fr

- Netanyahu condamne les actes racistes anti-arabes - LePoint.fr

- Le Liban va protester auprès de l'ONU après des survols israéliens - LeMonde.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

[Pourquoi ce ne serait pas les assurances qui gèreraient la protection sociale ? Pour votre bien, bien entendu...](#)

L'ancien numéro deux du Medef, Denis Kessler, critique les deux grands accords signés cette année par l'organisation patronale, la réforme du marché du travail et le sauvetage des régimes complémentaires de retraite, parce qu'ils vont augmenter de trois milliards d'euros les charges des entreprises.

Dans une interview aux Echos de lundi, publié sur le site internet du journal, le PDG du réassureur Scor justifie en outre son soutien à Pierre Gattaz pour la présidence du Medef et se défend de prôner une "ligne" dure hostile au paritarisme dans le dialogue social.

"Les deux accords signés par le Medef depuis le début de l'année sur l'emploi et les retraites complémentaires se traduisent par environ 3 milliards d'euros de charges supplémentaires sur les entreprises", déplore-t-il, pour ajouter :

"Et malgré des cotisations très élevées, l'Unedic, l'Agirc et l'Arrco auront accumulé au moins 25 milliards d'euros de déficits de 2009 à 2013 ! Où est le plan d'action du Medef pour redresser ces organismes paritaires ?"

"Cessons d'être frappés de bipolarité : se plaindre des charges sociales et accepter de les augmenter, condamner les déficits publics mais laisser filer les déficits des organismes paritaires ! Si l'on ne parvient pas à les redresser, il faut confier leur gestion à d'autres", poursuit Denis Kessler.

Interrogé sur ceux qui lui reprochent son hostilité au dialogue social, Denis Kessler répond qu'il a signé "plus de cent accords sociaux" dans le cadre de ses responsabilités, mais ajoute aussitôt : "Ceci dit, c'est dans l'entreprise que le dialogue social est le plus responsable et utile."

L'ancien président de la Fédération française des sociétés d'assurances réclame d'autre part que les assureurs soient davantage associés aux négociations en matière d'assurance vieillesse, d'assurance-chômage et d'assurance-maladie car ils "savent gérer ces risques sans générer des déficits insoutenables." Reuters 02.06

Non, ils affichent des profits insolants tandis qu'ils rackettent les assurés, les assurances sont des institutions du type brigandage...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

Le bras de fer entre le président et le pouvoir judiciaire se renforce en Egypte. La Haute cour constitutionnelle a invalidé ce dimanche la chambre haute du parlement, la Choura, en jugeant non constitutionnelle la loi ayant régi son élection. La Choura est largement dominée par les islamistes.

"La Haute cour constitutionnelle a exprimé un jugement historique en statuant que la chambre haute a été élue illégalement, estimait Hamdi el-Fakharany, avocat et ancien membre du parlement. Maintenant le Président doit la dissoudre."

"Aujourd'hui la Cour Constitutionnelle a fait preuve de courage, malgré les pressions exercées par le groupe qui gouverne l'Egypte", a ajouté Wael Hamdy Al-Said, un autre avocat en parlant des Frères musulmans. La Choura ne devrait être dissoute qu'une fois que le nouveau parlement sera élu. Les prochaines législatives sont prévues en octobre.

Ce dimanche, la Haute cour constitutionnelle a également jugé illégale l'Assemblée constituante dominée par les islamistes qui avait rédigé la constitution approuvée par référendum en décembre. euronews.fr 02.06

2- Turquie

Les manifestations contre le gouvernement turc ont continué jusqu'au petit matin ce dimanche. Ici, à Ankara, la capitale, des centaines de personnes ont allumé des incendies dans le quartier de Tunali.

En moins d'une semaine, 1700 personnes ont été arrêtées et 235 manifestations ont eu lieu dans 67 villes de Turquie, a annoncé ce dimanche le Ministère de l'Intérieur turc.

A l'évidence, il n'est plus seulement question d'arbres. Les enjeux ont grossi. *"Bien sûr, le parc est devenu un symbole, analyse Yasar Adanali, activiste spécialiste des questions urbaines et auteur du blog Reclaim Istanbul. Mais c'est un symbole accessible à beaucoup de gens. Un arbre, ça peut parler à tout le monde. A un islamiste de gauche, à un libéral, à un environnementaliste"*.

A ce symbole premier, se sont greffés divers éléments : l'exaspération suscitée par la politique de la ville, néo-libérale, pratiquée par le gouvernement.

Alors qu'en trois jours, les manifestations se sont étendues à travers le pays, comme ici à Izmir, l'opposition de gauche nationaliste a accusé le Premier ministre de se comporter en dictateur. Au pouvoir depuis dix ans, Recep Tayyip Erdogan reste l'homme politique le plus populaire de Turquie. Le Nouvel Observateur et euronews.fr 02.06

3- Syrie

3.1- La Russie a bloqué samedi au Conseil de sécurité des Nations Unies une déclaration proposée par le Royaume-Uni, qui s'alarme des affrontements meurtriers dans la ville syrienne de Koussaïr, à la frontière avec le Liban, où la rébellion est assiégée par les forces fidèles au président Bachar al Assad.

Londres, qui préside le Conseil de sécurité, souhaitait exprimer *"les graves préoccupations à propos de la situation à Koussaïr, en particulier les conséquences sur les civils"* des combats entre les soldats syriens, soutenus par les combattants du Hezbollah libanais, et les rebelles.

La déclaration aurait en outre appelé les deux camps *"à faire leur possible pour éviter de faire des victimes parmi les civils"*, et demandé au gouvernement syrien en particulier *"d'assumer ses responsabilités sans la protection des civils"*.

Un diplomate a expliqué que pour Moscou, *"il n'est pas souhaitable de s'exprimer, alors que le Conseil de sécurité ne l'a pas fait lors de la prise de Koussaïr par les opposants"*. Reuters 02.06

3.2- Plus que jamais, le conflit syrien prend une tournure sectaire. Le cheikh Youssef al-Qardaoui, un dignitaire sunnite très influent a lancé samedi sur internet un appel à la guerre sainte en Syrie, en réponse à l'engagement du Hezbollah, qu'il appelle le *"parti de Satan"*.

Au Liban voisin, où les élections législatives viennent d'être reportées de 17 mois officiellement en raison de la situation sécuritaire, les tensions sont croissantes entre chiïtes et sunnites.

"Nous avons combattu dans les rangs du Hezbollah, nous avons résisté à l'armée israélienne. Mais maintenant nous nous sommes rendus compte que l'armée israélienne est plus clémente que le Hezbollah envers les Sunnites syriens." le cheikh sunnite Bilal Masri. euronews 02.06

4- Liban

Les pays du Golfe envisagent de prendre des sanctions contre le Hezbollah libanais qui poursuit son engagement militaire auprès des troupes gouvernementales en Syrie et interfère dans les affaires de la région, a indiqué le vice-ministre bahreïni des Affaires étrangères.

Ghanem al Bouainain a précisé que les six Etats membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) considèrent la présence du Hezbollah en Syrie comme *"une intervention communautaire"*.

Pour l'instant le CCG, organisation de coopération régionale, n'a pas discuté de l'éventualité de placer le Hezbollah sur la liste des organisations terroristes, une mesure adoptée par Bahreïn la semaine passée.

La Ligue arabe et les Etats-Unis ont appelé l'organisation islamiste à retirer ses combattants de Syrie. *"Le conseil ministériel (du CCG) condamne l'intervention téméraire en Syrie et décide d'envisager des actions contre tous les intérêts du Hezbollah dans les*

pays membres du CCG", a précisé le vice-ministre bahreïni.

Le CCG regroupe l'Arabie saoudite, le Koweït, le Qatar, Bahreïn, les Emirats arabes unis et Oman.

Bahreïn a interdit la semaine passée toutes les organisations politiques du pays d'engager des contacts avec le Hezbollah. Reuters 02.06

5- Libye

Le dirigeant du Conseil de la Cyrénaïque, groupe politique fédéraliste, a proclamé dimanche l'autonomie de cette riche région pétrolière de l'est de la Libye d'où est partie l'insurrection contre Mouammar Kadhafi en février 2011.

Ahmed Zoubaïr al Senoussi, cousin du défunt roi Idris renversé en 1969, n'a cependant aucun mandat officiel et on voit mal comment il compte mettre cette décision en oeuvre sur le terrain.

Le Conseil de la Cyrénaïque, fondé l'an dernier, plaide pour la transformation de la Libye en un Etat fédéral, où les provinces (Tripolitaine à l'ouest, Cyrénaïque à l'est et Fezzan au sud) seraient dotées d'une large autonomie comme c'était le cas dans les années 1950, sous la royauté.

À Tripoli, le Congrès général national (CGN), qui fait office de Parlement, a décidé de former une commission pour examiner la déclaration de Senoussi qui s'est engagé à mettre en place une Assemblée et une force de sécurité autonomes en Cyrénaïque.

"À compter d'aujourd'hui, la Cyrénaïque est une région fédérale dans le cadre de l'Etat libyen", a dit le chef du Conseil de la Cyrénaïque dans un discours dans la ville d'Al Marj. *"La Cyrénaïque va remettre en vigueur la Constitution de 1951 et aura un Parlement."* Reuters 02.06

Il ne s'agirait pas à proprement parler d'une partition du pays, mieux encore, ce serait le retour aux concessions ou comptoirs du XVIIIe et XIXe siècle sous domination coloniale exercée par des multinationales qui pilleraient les richesses (le pétrole et le gaz) du pays pour le compte de leurs riches actionnaires : les banquiers.

Ces comptoirs seraient administrés par des potentats locaux qui pour exercer leur pouvoir, s'appuieraient sur des milices privées armées, formées et encadrés par des instructeurs provenant de sociétés privées occidentales, qui auraient également en charge d'assurer la sécurité des installations pétrolières. Ce serait une sorte d'entité extraterritoriale conçue pour fonctionner selon ses propres lois comparable aux zones spéciales (industrielles) qui existent déjà dans bon nombre de pays... où aux paradis fiscaux.

6- Ethiopie

Quelque 10.000 personnes ont défilé dimanche à Addis Abeba dans la première manifestation antigouvernementale d'importance depuis les violences consécutives aux élections contestées de 2005 qui s'étaient soldées par 200 morts.

Certains manifestants scandaient des slogans en faveur de la justice tandis que d'autres brandissaient des photos d'opposants politiques emprisonnés.

La manifestation autorisée par le pouvoir était surveillée par des forces de l'ordre en nombre limité.

"Nous avons demandé à plusieurs reprises au gouvernement de libérer les prisonniers politiques, les journalistes et ceux qui lui demandent de ne pas intervenir dans les affaires religieuses", a déclaré Yilekal Getachew, président du Parti Semayawi, organisateur de la manifestation.

Il a précisé que les manifestants entendaient également attirer l'attention des autorités sur les questions du chômage, de l'inflation et de la corruption.

"Si ces questions ne sont pas résolues et qu'aucun progrès n'est enregistré dans les trois prochains mois, nous organiserons de nouvelles manifestations. C'est le début de notre combat", a-t-il ajouté.

Le Parlement éthiopien compte 547 élus mais un seul membre de l'opposition. Reuters 02.06

SOCIAL

1- UE

Le taux de chômage de la zone euro s'est établi à un nouveau niveau record en avril, à 12,2 % de la population active, selon les données publiées vendredi 31 mai par l'office européen des statistiques Eurostat. Quelque 19,37 millions de personnes étaient au chômage en avril dans les 17 pays de la zone euro, précise Eurostat dans un communiqué. En mars, le taux de chômage s'était établi à 12,1 % de la population active.

En un mois, 95 000 personnes sont venues grossir les rangs des chômeurs au sein de l'Union monétaire et environ 1,64 million en un an. Dans l'ensemble de l'Union européenne, le taux de chômage était à 11 % en avril, comme le mois précédent. Au total, 26,58 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE en avril. En comparaison, le taux de chômage était de 7,5 % en avril aux Etats-Unis.

"Un retournement de situation n'est pas en vue, estime un analyste pour la banque ING. Même si la zone euro sort de récession plus tard cette année, le marché du travail risque lui de rester en dépression jusqu'à l'année prochaine."

La situation est particulièrement critique en Grèce et en Espagne, deux pays lourdement frappés par la crise, où le chômage touche plus d'un actif sur quatre et plus d'un jeune sur deux. Le taux de chômage s'est établi à 27 % en Grèce, où les dernières données disponibles datent de février. En Espagne, il est grimpé à 26,8 % en avril et au Portugal, troisième pays le plus violemment touché par le chômage, à 17,8 %.

Conséquence de la crise, la situation s'est fortement dégradée en un an dans les pays les plus fragiles, ceux de la périphérie : le taux de chômage a bondi de 21,9 % à 27 % en un an en Grèce, de 11,2 % à 15,6 % à Chypre, de 24,4 % à 26,8 % en Espagne et de 15,4 % à 17,8 % au Portugal. En revanche, les taux de chômage les plus bas ont été enregistrés en avril en Autriche (4,9 %), en Allemagne (5,4 %) et au Luxembourg (5,6 %).

Le chômage des jeunes de moins de 25 ans, qui sera un des principaux thèmes du sommet européen de juin, était à 24,4 % dans la zone euro en avril, avec des pics en Grèce (62,5 %), en Espagne (56,4 %), au Portugal (42,5 %) et en Italie (40,5 %). Dans l'ensemble de la zone euro, cela se traduit par 3,62 millions de personnes sans emploi dans cette catégorie d'âge. le monde. fr 31.05

2- Italie

Quand les utopies de la 2^e moitié du XIX^e siècle refond surface ou la misère sociale autogérée en guise d'avenir. Ne rigolez pas, il y a des révolutionnaires au NPA qui prennent l'affaire très au sérieux.

- *"Considérés comme des rebuts de la société, nous nous sommes recyclés nous-mêmes"*: en banlieue de Milan, des chômeurs laissés sur le carreau par la faillite de leur employeur occupent l'usine abandonnée pour y lancer une activité de récupération de composants.

Le projet de réappropriation de ce vaste site industriel laissé par feu la société Maflow, jadis prestigieux fabricant de composants de climatisation automobile, est illégal, mais toléré par les autorités et par le propriétaire des lieux, une société du groupe bancaire Unicredit.

Le site, après divers rebondissements, a définitivement fermé ses portes à la fin de l'année dernière après avoir licencié 330 personnes entre 2010 et 2012.

L'usine, la devanture bardée de banderoles revendicatrices, abrite à présent deux groupes: l'un, informel, dit "Occupy Maflow", à l'origine cet hiver de l'occupation de la fabrique, et l'autre "Ri-Maflow", qui a pris en mars 2013 une forme légale de coopérative sociale et travaille à sa reconversion en site auto-géré. Soit une cinquantaine de personnes au total.

Le projet, mûri depuis l'été 2012 au fil des luttes pour la préservation de l'usine, n'en est encore qu'à ses débuts mais sa principale activité tournera autour du recyclage et de la réparation d'appareils électriques et électroniques destinés à la casse. Une salle reconverte en atelier accueille déjà des piles de vieilles tours d'ordinateurs, des monceaux de claviers jaunies et quelques outils.

Pour Michele Morini, 43 ans, ancien employé aujourd'hui membre de Ri-Maflow, la démarche du collectif est simple: *"Il n'y a pas de travail à l'extérieur, nous allons donc le concevoir et l'inventer nous-mêmes. Mais nous avons besoin d'un endroit, donc nous sommes revenus sur les cendres de Maflow"*.

"Chercher du travail coûte cher. Après deux ans de recherche, nous nous sommes dit qu'il fallait changer de stratégie. Nous espérons avoir la chance des débutants, réussir à concevoir quelque chose qui ait du sens, d'écologiquement utile, d'assez simple à lancer, et qui n'implique pas l'achat d'équipements coûteux", souligne-t-il, insistant sur la "dignité" retrouvée grâce au travail.

"La valeur ajoutée (du projet) est de ne laisser échapper aucune ressource: la planète à présent est à bout de forces. Les déchets sont des agglomérats de ressources qui doivent être ré-extraits et redistribués", poursuit-il.

Le mouvement Ri-Maflow s'inspire librement des sociétés ouvrières d'aide mutuelle nées dans la 2^e moitié du XIX^e siècle pour pallier le manque de protection sociale, et dont les principes étaient "solidarité, égalité et autogestion". Il se revendique aussi des "fabricas recuperadas" d'Argentine, sites de production repris en main par leurs ouvriers après la crise financière de 2001 et pour certains légalisés depuis.

Le préfixe "Ri" fait référence au mot "renaissance" (rinascita) mais aussi à d'autres "belles choses comme réutilisation, recyclage, réappropriation, révolution", selon le site du mouvement.

"Les perspectives sont bonnes", affirme Pietro Calvi, 46 ans, lui aussi participant au projet. Selon lui, le renforcement attendu des normes européennes pour le recyclage de ce type de déchets risque de mettre en difficultés l'Italie, très en retard en la matière, et devrait donc favoriser l'entreprise.

Michele Morini balaye toute référence politique, mais plaide pour que son cas et celui des Ri-Maflow "fassent réfléchir" sur ce qui apparaît désormais comme une "situation critique, où les voies normales, conventionnelles, banales n'offrent plus de réponse".

"Je n'aurais jamais pensé arriver à ce point. Je n'ai jamais été un révolutionnaire", souligne-t-il, concluant: "Même les modérés doivent emprunter des voies à la limite, risquées, qu'ils n'auraient jamais pensé devoir prendre: c'est très clair, soit ils le font, soit ils ne mangent pas". AFP 02.06

ECONOMIE

Japon

Le Japon a annoncé samedi une aide publique de 10,6 milliards d'euros sur cinq ans pour l'Afrique, à l'ouverture d'une conférence dédiée à ce continent où la Chine, avide de matières premières, accroît considérablement sa présence.

Ce dernier a annoncé ce nouveau plan d'assistance devant une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement africains réunis à Yokohama (région de Tokyo) pour la cinquième conférence internationale de Tokyo pour le développement de l'Afrique (Ticad).

Sur ce total, a précisé Shinzo Abe, "le Japon fournira 650 milliards de yens (environ 5 milliards d'euros) en cinq ans pour le développement des infrastructures", insistant sur l'importance des "couloirs internationaux" de transports au sein du continent et sur l'amélioration des réseaux électriques.

D'après des chiffres évoqués à Yokohama, l'Afrique perdrait 2% de croissance par an du fait de ses infrastructures déficientes.

"Lors de la dernière décennie, l'Afrique a connu un taux de croissance moyen de 5%", a pourtant rappelé le président de l'Assemblée de l'Union africaine, le Premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn.

Mais ce développement "a été surtout tiré par les exportations de matières premières", a souligné M. Desalegn, pour qui "cela doit changer dans les années à venir, à mesure que le continent diversifie son économie".

Pour soutenir ce mouvement, il a espéré que les coopérations nouées ces dernières années aboutissent à des résultats probants en terme de construction et d'amélioration de ces infrastructures cruciales.

M. Desalegn a évoqué des "partenariats" engagés avec "différents membres de la communauté internationale", entre autres le Japon, mais aussi bien sûr la Chine dont la présence est devenue incontournable sur le continent, ainsi que d'autres pays émergents comme le Brésil et l'Inde. french.trib.ir 02.06

[Haut de page ↗](#)

Le 4 juin 2013

CAUSERIE

Lundi soir

J'ai encore ajouté 17 articles.

Dans la Tribune libre : *Bas les pattes devant nos retraites ! Dirigeants syndicaux, boycottez la « conférence sociale » !* du Groupe marxiste internationaliste. (ex-CCI-T et Bolchevik)

Sans partager tout à fait l'orientation de cet appel, on peut s'y rallier. J'estime que s'il est correct de dire que les travailleurs doivent s'organiser et se mobiliser pour contraindre les appareils à refuser de participer à cette conférence, s'adresser directement aux dirigeants syndicaux n'était pas nécessaire, on s'en serait bien passé. On ne va pas faire les difficiles, à côté tous les partis ont abdiqué, on soutient donc cet appel.

Autre chose, perso.

Je connais le contenu du colis que va m'adresser la radio fancophone iranienne dont je mets des articles en ligne : une carte postale, un calendrier, un magazine et un drapeau, voilà qui est fortement compromettant, je le sortirai si un hindou orthodoxe me cherche ! C'est sympathique et je n'ai pas à faire de commentaire.

A propos de mes affaires personnelles, suite à la lettre de quatre pages dans laquelle je dénonçais les conditions dans laquelle mon épouse vivait à Aubagne, dans un logement HLM insalubre, elle vient de recevoir une lettre d'Habitat13 l'informant qu'à partir du mois de juin elle ne paierait plus de loyer, ce qui veut dire qu'elle devrait déménager rapidement, ils lui ont même remboursé la moitié du loyer de mai.

Ah c'est que je m'étais appliqué ! J'avais rédigé cette lettre dans la règle de l'art, j'y avais mis tout ce que j'avais, j'y avais passé un après-midi entier, mais qu'est-ce qu'elle était bien tournée, à côté mes causeries sont nulles, de vulgaires brouillons, c'est pour dire. Cela m'a rappelé mes lettres de motivation quand je cherchais du boulot, qui laissaient pantois ceux qui les lisaient, ils auraient crû du Zola, une fois piquée au vif leur curiosité, ils voulaient voir à quoi ressemblait le littérateur et neuf fois sur dix je décrochais le job ! Bon, ils ignoraient à quel emmerdeur ils allaient avoir à faire et j'en rigolais intérieurement.

C'est si rare d'être satisfait de soi-même, en ce qui me concerne, c'est un luxe qu'on ne peut pas s'offrir tous les jours, c'est comme l'ouvrier qui sort son costard uniquement pour les grandes occasions, c'est pour la bonne cause, je défends le droit de mon épouse d'être logée décentement, surtout dans sa situation, je rappelle qu'elle est d'origine indienne, lourdement handicapée et seule en France.

Bon assez bavardé, à demain.

Mardi 14h.

Actualisation partielle avec quelques nouveaux articles en ligne, politique, Syrie et Tribune libre, l'actualisation complète d'ici 1h30 ou 2 heures.

Dans cette page vous pouvez lire un article sur l'or, ce n'est peut-être pas votre tasse de thé et je peux le comprendre, par contre il est intéressant de comprendre la détermination qui animent les banksters qui se livrent à des manipulations monstrueuses en toute légalité évidemment.

Je n'ai pas pu m'empêcher de reproduire ici le commentaire que j'ai ajouté à la suite de cet article, car finalement cela m'a bien fait marrer, bon il n'y a pas de quoi puisque d'une certaine manière ils n'ont fait que reproduire à une échelle réduite le mécanisme qui avait entraîné la dépression d'octobre 1929 aux Etats-Unis.

Rapidement, ce que j'ai compris, c'est qu'il s'agit d'une formidable arnaque des faux-monnayeurs.

Ils ont mis sur le marché de l'or papier en quantité monstrueuse sans rapport avec les stocks d'or physique. Les acheteurs se sont rués dessus en pensant que c'était une valeur aussi sûre que l'or physique, on leur a vendu comme tel, le résultat a été de faire monter puis chuter le prix de l'or, tandis que les banques centrales rafflaient derrière l'or physique disponible à moindre coût.

Explication. Ce sont les banquiers eux-mêmes qui ont émis et acquis (c'est pratique !) une grande quantité de ces titres (or papier), ce qui a eu pour résultat de faire monter le cours de l'or histoire d'appâter le poisson avide de profits ou de bonnes affaires. Une

fois ferré et les clients se précipitant en masse pour en acheter, le cours a atteint des sommets. Puis ils ont sifflé la fin de la partie, ils ont revendu en masse leurs titres en empochant une grosse plus-value pendant que les cours chutaient brutalement laissant les détenteurs d'or papier avec leur bout de papier tout juste échangeable contre des dollars, les derniers servis étant les dindons de cette farce, puisqu'eux ils n'ont tiré aucun profit de cette opération, pire, ils y ont laissé leur chemise ! Bordel, je n'ai jamais foutu les pieds dans un casino, mais à côté quel ennui cela doit être, là au moins tu peux suivre le mécanisme par lequel tu vas te faire plumer !

Résultat : Les investisseurs jusqu'aux petits porteurs des classes moyennes se retrouvent avec des titres (or papier) qu'ils ne peuvent pas échanger contre de l'or physique, à la place les banquiers se destinent à leur fournir de la monnaie de singe, des dollars qui ne valent déjà plus grands choses et demain que dal ! Vous avez saisi l'arnaque, en échange de dollars on leur a servi un bout de papier, et à ceux qui s'en sont séparés ils ont donné... des dollars. C'est à n'y rien comprendre. Si, si, lisez la suite et vous comprendrez, certains ont tout de même réalisé un beau profit, mais l'essentiel était ailleurs.

Allez, mieux encore.

Derrière tout cela, il y avait autre chose, il s'est opéré un gigantesque transfert d'argent de l'économie réelle ou productive vers l'économie fictive ou spéculative et davantage encore, car l'or papier que les banquiers ont émis, il n'avait pas plus de valeur que les milliers de milliards de dollars qu'ils créent en faisant tourner la planche à billets et qu'ils injectent dans l'économie, par contre l'argent que leur ont versé les clients qui les ont achetés il ne tombait pas du ciel, ils ne l'avaient pas fabriqué la nuit dans leur cave ou leur garage, non, c'était les économies des petits épargnants qui travaillaient, des classes moyennes qu'ils dépouillaient ainsi. Du coup, la monnaie qu'ils avaient fabriquée avec la planche à billets et qui avait acquis la forme fictive d'or papier pour l'occasion et qui n'avait aucune valeur en acquiescrait une par le biais de ce mécanisme, cette opération s'apparente donc à du blanchiment de fausse monnaie. Est-ce clair ?

[Les marques de l'infâmie.](#)

Carrefour (Tex), Auchan et Camaïeu ont refusé de participer au fonds d'indemnisation des 1.127 victimes de l'effondrement du Rana Plaza Savar près de Dacca au Bangladesh, alors que des vêtements portant leurs noms ont été trouvés dans les décombres, contrairement à l'anglo-irlandais Primark, l'espagnol El Corte Ingles, l'italien Benetton ou le canadien Loblaw. Ils estiment que la présence des étiquettes ne constitue pas une preuve. (source : Lexpress.fr 03.06)

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Cran d'arrêt à deux lames](#)

- Fitch abaisse la note de Chypre d'un cran à "B-" avec perspective négative - AFP
- Le FMI réduit de moitié sa prévision de croissance en Allemagne - Reuters

[Au menu de Goldman Sachs.](#)

- Feu vert de Bruxelles au rachat du ketchup Heinz par Warren Buffett - AFP
- Sarkozy invité de marque de Goldman Sachs à Londres - Le Nouvel Observateur

[Allez-y, faites-le, qu'est-ce qui vous retient ?](#)

- Près d'un patron européen sur deux veut réduire ses effectifs - L'Expansion.com

Ah, c'est cela !

- L'Europe est menacée par un fort risque de troubles sociaux - Reuters

C'est un euphémisme !

[Parce que votre société nous angoisse, nous donne la nausée ?](#)

- "*Pourquoi consommez-vous du cannabis avant d'aller travailler ?*" - LePoint.fr

Un patron, quoi !

- "Etre heureux au travail en vivant dans un esprit de pauvreté" - L'Express.fr

L'esclavage des temps modernes.

- Comment l'Allemagne profite des taux de chômage astronomiques des pays d'Europe du Sud - Atlantico.fr

Un scoop !

- L'OIT dénonce la hausse des inégalités de revenus dans les pays riches - L'Expansion.com

Quand on sait quel niveau elles ont atteint aux Etats-Unis et que c'est le modèle néo libéral emprunté par tous les pays de l'UE notamment, on se demande de qui se fout cette agence de l'ONU à laquelle participent les syndicats.

A quoi sert l'OIT ? Organe de collaboration de classes à l'échelle mondiale, elle sert à accompagner le capitalisme et ses méfaits, ses constats ont valeur de fatalité puisque ceux qui les dressent sont justement ceux qui en sont responsables ou coresponsables, c'est son objectif politique.

Intox

- Parti socialiste: L'aile gauche veut réorienter la vision européenne du PS - 20minutes.fr

- A Londres, Nicolas Sarkozy laisse entendre qu'il est prêt à revenir en politique - LeMonde.fr

Vite, courrons nous réfugier derrière Hollande !

Dictature. Repérage, identification, fichage, écoute, inculpation préventive, liquidation...

- Le FBI ne pense qu'à mettre les internautes américains sur écoute - L'Expansion.com

Dictature mondiale et chasse à l'homme planétaire.

- Washington renforce les sanctions contre l'Iran, s'attaque à sa monnaie - AFP

A quand des sanctions contre la dictature américaine ?

- Les Etats-Unis offrent 23 millions de dollars pour retrouver ses ennemis - Libération.fr

C'est peu sachant combien ils sont nombreux, à commencer par les Américains eux-mêmes...

On n'y pense pas, mais le meilleur moyen de soutenir l'impérialisme américain, c'est encore de ne parler que de ses ennemis à l'extérieur en oubliant ceux de l'intérieur, comme si les masses américaines privées de droits politiques vivaient dans un pays idyllique

ACTUALITÉ DU JOUR

Reculer pour mieux... t'enlacer. Tout jeu de mot serait déplacé et vulgaire.

- Transparence du patrimoine: les députés PS font reculer le gouvernement - L'Express.fr

- Quand Manuel Valls enlace Jérôme Cahuzac L'Express.fr

Jérôme Cahuzac, dont l'humanisme doit se situer à la hauteur de sa morale, c'est-à-dire au niveau du sous-sol des égoûts de

Paris, cela se passait au cimetière Montmartre, a participé à la cérémonie funèbre en hommage un ami intime, Guy Carcassonne. Il n'y avait que du beau monde à cet enterrement de premier choix, notamment Valérie Trierweiler, Edouard Balladur, Michel Sapin, Claude Bartolone, Dominique Strauss-Kahn, Jean-Louis Borloo ou Christiane Taubira, et évidemment Jean-Louis Debré, le président du Conseil constitutionnel, bref droite et gauche bras dessus bras dessous en famille au chevet d'un célèbre constitutionnaliste, ils se devaient d'être reconnaissant envers l'un de leurs pairs qui a passé sa vie à faire acte de soumission devant la Constitution de la Ve République.

Le bon chirurgien qui venait peut-être de perdre un client se tenait à part, seul dans un coin nous dit-on, sanglotant durant toute la durée de la cérémonie, comme c'est émouvant n'est-ce pas, jusqu'au moment où n'en pouvant plus devant tant de souffrance le ministère de l'Intérieur s'est jeté dans ses bras en l'enlassant et l'embrassant affectueusement nous dit le journaliste de L'Express.

Le 2 avril dernier, Manuel Valls avait déclaré sur BFM TV, "*ne plus avoir envie de parler*" à l'homme du compte en Suisse: "*Parce qu'il m'a trahi, parce qu'on se sent sale, parce que la démocratie a été bafouée*", deux mois plus tard c'est déjà oublié, envolé... Ainsi le ministre de l'Intérieur a autant ou encore moins de principes qu'un vulgaire voyou, voici ce dont il vient de faire la démonstration.

Ces gens-là n'ont aucune conscience, c'est ce qui caractérise le mieux le PS et ses satellites et alliés. Et quand il leur arrive d'en faire preuve, c'est pour témoigner par la suite qu'ils n'en ont pas, car chez eux ce ne peut être qu'un état d'âme passager, une sorte de faiblesse qui consiste en réalité à se pencher sur eux-mêmes ou à s'identifier passagèrement aux victimes d'injustices dont il ne faut jamais oublier qu'ils en sont aussi les complices.

Cela vaut pour les victimes des guerres, des discriminations envers toutes les minorités, etc. Nous les jugeons en nous plaçant sur un terrain de classe uniquement, pour nous c'est le seul qui est légitime car il incarne le combat contre toutes les inégalités et injustices engendrées par le système économique qu'ils soutiennent ou dont ils sont les représentants.

Aux plus jeunes qui ne le savent et aux plus vieux qui sont devenus amnésiques ou qui ont une mémoire sélective.

Colonialisme, collaboration, racisme, antisémitisme, misogynie, homophobie, tapez donc ces mots (la liste n'est pas exhaustive) sur Google en y ajoutant le nom d'un parti et par exemple "dans le passé" ou au cours de telle ou telle période, avant, pendant ou après la guerre, vous serez surpris parce que vous découvrirez si vous ne le saviez pas déjà, d'ailleurs on découvre toujours des discours qu'on ne connaissait pas ou qu'on avait oublié, l'essentiel ensuite c'est de conserver en mémoire la nature et les tendances principales de chaque parti, ainsi vous serez fixés sur ce qu'ils sont réellement et ce que vous pouvez en attendre ou non, à vous de voir.

Sachez tout de même qu'un parti ne change jamais (en bien) ou ne s'améliore jamais, ce n'est que pure tromperie, seuls les alchimistes et autres illusionnistes prétendent le contraire, fiez-vous davantage à F. Engels, c'est un conseil d'ami. Ce n'est pas une question de morale, c'est être lucide.

A titre individuel, on peut évoluer ou même changer du tout au tout, à condition de ne pas tirer avantage personnellement de sa situation ou de l'idéologie qu'on a adoptée, sur le plan matériel, financier, du statut social, car dans ce cas-là il faut très souvent les abandonner et peu sont prêts à faire ce sacrifice. Ceux qui militent ou font de la politique ou du syndicalisme en vue d'y faire carrière sont irrécupérables, il faudrait qu'ils se retrouvent sur la touche et n'aient plus rien à perdre pour changer, c'est extrêmement rare, car généralement ils s'empressent de s'enquérir d'une situation qui leur accorde des privilèges comparables. Vous avez entendu dire un jour pourquoi peu de gens méritaient d'être connus...

Cela dit, il ne faut pas juger notre semblable (les autres travailleurs ou militants) qui n'est pas responsable des difficultés qu'il rencontre dans la vie et la manière dont il y fait face, nous ne sommes pas forcément tous solidement armés pour les affronter, loin de là même.

En complément, le beau parcours de monsieur Carcassonne.

- juriste français spécialiste du droit constitutionnel, professeur des universités en droit public à l'université Paris Ouest Nanterre La Défense.

- membre du cabinet de Michel Rocard lorsque celui-ci était Premier ministre, comme conseiller aux relations avec le Parlement. Il a été son collaborateur au ministère de l'Agriculture (1983-1985) puis à Matignon (1988-1991)

- Son expertise a été requise par le gouvernement de Lionel Jospin et par le Mouvement des entreprises de France (Medef) sur des sujets délicats

- membre du comité directeur de l'Institut Montaigne (think tank néo libéral présidé par Claude Bébéar, groupe Axa) et du comité de rédaction de la revue Pouvoirs.

- En juillet 2007, il est nommé au Comité de réflexion sur la modernisation et le rééquilibrage des institutions, mis en place par le président de la République Nicolas Sarkozy.

- Contrairement à son collègue de l'IEP de Paris Olivier Duhamel, qui considère la Ve République comme viciée à la base et s'est rallié à l'idée de la création d'une VIe par révision constitutionnelle, Carcassonne défend la constitution de 1958 et considère qu'elle est suffisamment souple pour permettre toute évolution du système politique. (Wikipédia)

Le Pen en rêve, les sionistes l'ont réalisé.

- Israël va renvoyer des milliers d'immigrés érythréens dans "un pays d'Afrique de l'Est" - LeMonde.fr

Israël a annoncé dimanche avoir conclu un accord avec un pays d'Afrique de l'Est encore inconnu pour y envoyer des milliers d'immigrés clandestins érythréens entrés ces dernières années sur son territoire par sa frontière poreuse avec l'Egypte.

Selon la radio de l'armée israélienne, il s'agit d'un pays qui ne connaît pas de troubles et qui partage des intérêts communs avec Israël, qui pourrait être l'Ouganda, l'Ethiopie ou le Sud-Soudan.

Israël serait par ailleurs encore en discussion avec deux autres pays africains pour conclure des arrangements similaires pour gérer le cas des immigrés soudanais.

Son modèle : le retour des Sud-Soudanais au moment de la déclaration d'indépendance du pays, en 2011. "*Tous ceux qui sont rentrés se sont parfaitement intégrés et ont même œuvré pour leur nouveau pays. Avec l'argent, les compétences et les connaissances qu'ils ont ramenés d'Israël, ils ont dynamisé l'économie*", a-t-il expliqué. "*Les Erythréens veulent gagner leur vie, et ils comprennent qu'ils ne peuvent le faire ici*", a-t-il ajouté pour défendre son initiative. LeMonde.fr 03.06

Nous avons bien lu que "*les Erythréens veulent gagner leur vie, et ils comprennent qu'ils ne peuvent le faire ici*", donc ils n'ont pas d'économies, mais ceux qui les ont précédés "*avec l'argent (...) qu'ils ont ramenés d'Israël, ils ont dynamisé l'économie*" de leur pays, on aura compris qu'ils s'en sont débarrassés sans se soucier de ce qu'ils deviendront par la suite et que cet argument n'était qu'un grossier mensonge.

Mieux encore, ils les ont vendus, oui vendus à certains Etats avec lesquels l'Etat sioniste avait passé des accords

En fait d'"arrangements" conclus avec certains Etats africains, en réalité un troc sordide, les sionistes ont procédé à un contrat de type commercial consistant à leur vendre les immigrés dont ils voulaient se débarrasser en échange d'une manne financière qui prendrait est-il précisé la "*forme de formation à l'agriculture, de prêts, d'assistance médicale et d'infrastructures dans le pays d'accueil*".

Vous croyez que ceux qui prétendent combattre l'extrême droite vont se saisir de cette info ? Allez voir le vérifier sur leur portail pour et vous serez fixé. Par la même occasion vous vérifierez qu'il y figure bien l'article sur 1.400 milliards de dollars que l'Europe à voler à l'Afrique, ce sont des champions de la lutte contre le racisme... Pour nous, elle commence par là.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

La police turque a lancé dans la nuit du lundi 3 au mardi 4 juin des gaz lacrymogènes pour disperser des manifestants qui leurs lançaient des pierres à Istanbul et Ankara, au cinquième jour de la contestation contre le gouvernement turc. La même technique avait été utilisée plus tôt dans la journée contre les milliers de protestataires, pour la plupart jeunes et étudiants, réunis sur la place de Kizilay, centre névralgique de la capitale.

Les forces de l'ordre, très critiquées pour leur brutalité au début du mouvement, ont également tiré avec des balles en caoutchouc à Ankara, selon CNN-Türk. A Istanbul, elles cherchaient dans la soirée à déloger du quartier de Gümüssuyu (rive européenne) quelque 500 manifestants qui y avaient érigé des barricades et allumé des feux.

Dans les deux villes, d'autres rassemblements de plus grande ampleur se poursuivaient par ailleurs dans le calme malgré l'heure tardive.

Ces violences interviennent après les échauffourées qui ont éclaté dans la nuit de dimanche à lundi entre policiers et manifestants, dont certains ont incendié des bureaux du parti au pouvoir. Selon les médias turcs, environ 500 personnes ont été interpellées à cette occasion.

Partie de protestations contre un projet immobilier qui impliquait la destruction d'un parc au cœur d'Istanbul, la contestation s'est transformée en un vaste mouvement contre le parti le Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) au pouvoir depuis 2002, après la répression brutale par la police des premières manifestations. Les manifestants reprochent à Recep Tayyip Erdogan son autoritarisme et l'accusent de vouloir "*islamiser*" la société turque.

L'une des plus importantes confédérations syndicales a annoncé lundi qu'elle appelait à partir de mardi à une grève de deux jours pour dénoncer le recours à la "*terreur*" par l'Etat contre les manifestants qui défient le gouvernement.

Marquée à gauche, la Confédération des syndicats du secteur public, qui revendique 240 000 adhérents regroupés dans 11 syndicats, a également estimé que la brutalité de la répression traduisait l'"*hostilité envers la démocratie*" du gouvernement islamo-conservateur au pouvoir.

A Istanbul, quelque 3 000 personnes ont défilé pour dénoncer le travail partiel et la "*soumission*" des médias au sujet du mouvement de protestation. "*Presse vendue !*", "*on ne veut pas d'une presse soumise*", a scandé la foule devant les locaux du groupe de médias Dogus Holding, qui détient notamment la chaîne d'information en continu NTV. La timidité de leur couverture des événements est d'autant plus visible que les réseaux sociaux se sont massivement mobilisés dès vendredi pour relayer les appels à manifester dans tout le pays et dénoncer la brutalité des interventions des forces de l'ordre.

En Turquie, la presse écrite et télévisée est largement contrôlée par des conglomérats jugés proches du gouvernement. Seuls quelques journaux et chaînes de télévision affichent leur indépendance ou même leur opposition politique au pouvoir mais subissent, selon les organisations de défense de la presse, des pressions politiques et financières de sa part. lemonde.fr 03.06

"*Presse vendue !*", "*on ne veut pas d'une presse soumise*", cela s'adresse aussi au journal des banquiers, Le Monde... En fait on n'exige rien de ce journal, on dresse un constat, c'est tout.

2- Syrie

2.1- Le ministre syrien de l'information appelle le premier ministre turc, grand défenseur de la liberté d'expression, "*à respecter les revendications légitimes de son peuple*".

"*Le recours excessif à la force ne peut se justifier en aucune sorte . les manifestants turcs ne sont pas des terroristes et Erdogan a encore le temps pour empêcher que les chose se dégradent de façon irréversible*" a dit le ministre cité par Al Alam. Le ministre a demandé ensuite la libération des centaines de turcs emprisonnés ces derniers jours pour avoir pensé différemment et pas comme Erdogan. "*Il n'existe aucun justificatif pour que autant de manifestants pacifistes turcs soient arrêtés par les policiers. Il vaudrait peut-être mieux que Monsieur Erdogan s'en aille s'exiler à Doha!*". Le Qatar et la Turquie oeuvrent ensemble à la destruction de l'Etat syrien. Un dernier bilan du ministère turc de l'intérieur de près d'une semaine de manifestation en Turquie fait état de 79 blessés et de 1700 arrestations. Human Rights Watch lui dresse un bilan plus lourd : deux morts, 1000 blessés, près de 2000 arrestations. french.irib.ir 03.06

2.2- Après la mort des dizaines de nosratistes dans la banlieue de Qusseir , l'heure est au bilan ! Le commandant du front terroriste d'Al Nosra dans la région de Qusseir s'avoue vaincu : "*tous les axes donnant accès à Qusseir sont tombées. Nous avons barricadé toute cette région depuis deux ans ; des tranchées, des tunnels souterrains, des milliers d'armes et de grosses quantités de munitions tout et tout nous les avons préparés à Qusseir. ... donc votre victoire, chiens d'alaouites, est folle et anormale ... insensée*".

"*J'ai déjà pris part à plusieurs opérations d'envergure en Afghanistan et en Irak . J'ai combattu Kadhafi (!!) mais je n'ai jamais vu des hommes d'une si ferme volonté, si déterminés qui viennent au combat sans peur ni crainte . Ils étaient décidés même à mourir avant nous et dès qu'ils sont arrivés à Qusseir, nos combattants ont déposé les armes et pris la fuite. Nous avons perdu le contrôle de la situation dès que les combattants du Hezbollah sont entrés en scène. Nous avons entendu des choses sur leur compte mais nous n'en croyions pas nos oreilles. J'ai fini par croire tout ce que j'avais entendu.*" Une dernière information fait état de la mort des dizaines de nosratistes à Bekaa et plus précisément dans la région de Belbec. Ils sont tombés dans un guet apen tendu par les forces du Hezbolah alors qu'ils voulaient franchir les frontières libanais! french.irib.ir 03.06

1- Allemagne

Amazon en Allemagne. Des centaines de salariés des sites de Leipzig et de Bad Hersfeld observent une grève de 24 heures pour réclamer de meilleurs salaires au géant américain du commerce en ligne. Emmenés par le syndicat Verdi, les grévistes demandent à la direction d'appliquer les mêmes conditions de travail que les autres entreprises de la distribution, ils souhaitent notamment une hausse du salaire de base et une revalorisation des primes de travail de nuit. Quelque 600 salariés avaient participé aux derniers mouvements sur ces mêmes sites, les 14 et 27 mai dernier. Amazon emploie environ 9 000 salariés en Allemagne. euronews.fr 03.06

2-Afrique du Sud

2.1- La guerre des syndicats miniers continue en Afrique du Sud malgré les appels au calme du gouvernement, faisant un mort et un blessé par balles lundi près d'un puits du groupe britannique Lonmin à Marikana, un an après les violences et les grèves qui avaient bouleversé le pays.

Un responsable du syndicat national des mines (NUM), proche du pouvoir, a été tué et un autre grièvement blessé lundi par des hommes armés dans cette mine de platine, point de départ l'an dernier d'un long mouvement de grèves sauvages pour les salaires dans tout le secteur minier.

La fusillade a lieu moins d'une semaine après un appel solennel du président sud-africain Jacob Zuma à éviter un nouvel embrasement social, notamment dans les mines, première source de revenus à l'exportation, alors que l'économie nationale connaît un inquiétant ralentissement.

Les mines contribuent directement et indirectement environ à 18% du PIB sud-africain. *"S'il faut déployer une force de maintien de la paix, nous le ferons dans tout le secteur minier"*, a menacé lundi la ministre du Travail Mildred Oliphant lors d'une rencontre avec les syndicats.

Le NUM venait tout juste d'obtenir en justice un sursis pour garder ses locaux dans l'entreprise, bien que mis en minorité par une majorité du personnel.

"Lonmin est horrifié par cette violence dénuée de sens", a réagi le groupe britannique, qui a confirmé que les tireurs s'étaient attaqués aux locaux du NUM.

"Nous appelons toutes les parties, en particulier les syndicats, à faire preuve de la nécessaire autorité et à condamner sans ambiguïté le meurtre et l'usage de la violence", a ajouté Lonmin, qui a *"augmenté la visibilité de la sécurité sur tout son site"*. Son action a chuté à Londres.

Selon Mxhasi Sithethi, coordinateur régional du NUM dans la province, *"il n'y a pas eu dispute avant (les tirs). Ils savaient qui ils cherchaient"*, a-t-il ajouté à propos des meurtriers.

La première victime a reçu au moins deux balles dans la tête. Il a tenté de fuir, mais ses agresseurs l'ont pourchassé. L'autre syndicaliste blessé a été criblé de six balles dans le corps, selon la même source.

Interrogé par l'AFP pour savoir s'il soupçonnait un syndicat adverse, le secrétaire général du NUM Frans Baleni a répondu: *"Je ne veux pas spéculer, mais tout est possible"*.

Le NUM et le petit syndicat radical Amcu s'affrontent sans merci depuis 2012, et le décompte des morts --encore trois le week-end des 11 et 12 mai dernier dans la région de Marikana, dont une figure locale d'Amcu-- fait davantage penser à une guerre des gangs qu'à l'exercice normal du droit de grève et de la démocratie dont le président Jacob Zuma s'est fait le chantre dans son discours jeudi dernier.

"Il n'y a eu aucune arrestation et pas une seule condamnation pour tous ces meurtres", a déploré la puissante confédération des syndicats sud-africains Cosatu, critiquant *"l'anarchie"* dans la région entretenant *"un climat d'impunité"*.

Accusé d'avoir développé une mentalité d'apparatchiks défavorable aux intérêts de mineurs, le NUM a été totalement débordé l'an dernier par l'exaspération salariale dans les mines et a perdu sa représentativité dans tout le secteur du platine.

A l'instar du groupe Lonmin, où Amcu est désormais majoritaire à 70% parmi les quelque 28.000 salariés et le NUM obligé en principe de plier bagages.

Dans le secteur de l'or et du charbon, Amcu siège pour la première fois cette année à la table des négociations salariales

centralisées par la Chambre des mines.

Le NUM estime avoir perdu 44.000 adhérents en deux ans, voire 70.000 selon la presse. Mais il refuse toutefois de s'avouer vaincu et cherche à regagner le terrain, répétant que quiconque veut briser son monopole veut la peau du mouvement syndical et nuire aux mineurs.

Chez Lonmin, il a été jusqu'à falsifier des dizaines de cartes d'adhérents selon la presse. Le NUM a aussi saisi les tribunaux pour empêcher la fermeture de ses locaux syndicaux.

Ces multiples conflits alimentent une spirale économique négative: les mines s'embrasent, le rand s'effondre, le pétrole coûte plus cher à l'importation, les prix augmentent et les salariés revendiquent d'autant plus, et ainsi de suite. AFP 03.06

Voilà ce qui attend les jaunes partout dans le monde. Ils ont raison, il faut extraire la vermine qui a pourri le mouvement ouvrier.

Nous soutenons les mineurs et leur syndicat ouvrier Amcu contre le gouvernement et son syndicat jaune, le NUM.

2.2- Le groupe minier Xstrata, propriété de la multinationale suisse Glencore, a licencié un millier de mineurs sud-africains ayant participé à une grève sauvage dans des mines de chrome du nord du pays, a-t-on appris lundi auprès de l'entreprise.

"Ces mille salariés ont été licenciés vendredi et ce week-end. Ils ont jusqu'à mardi pour faire appel. Ils s'étaient mis en grève illégalement", a expliqué à l'AFP Christopher Tsatsawane, porte-parole de Xstrata en Afrique du Sud.

Trois sites voisins sont affectés, Helena, Magareng et Thorncliffe, dans la province du Limpopo (nord). A l'origine de ces débrayages sauvages qui ont débuté mardi dernier, un employé s'est plaint d'avoir été agressé par un supérieur, selon le porte-parole. french.irib.ir 03.06

[Haut de page ↗](#)

Le 5 juin 2013

CAUSERIE

Je vous conseille le document suivant dans la rubrique Economie : *Rapport sur le développement humain 2013 : des chiffres surprenants* (michelcollon.info) (04.06.13), il comporte des données et des tableaux intéressants.

Je n'ai pas pu ajouter 4 ou 5 articles car ma connexion décroche en pdf, je vais les charger au format html (Internet), ensuite je les transformerai en fichier word puis en pdf, cela me fait du boulot en plus. C'est sur la situation en Syrie.

J'ai lu il y a une heure que Qusseir était entièrement libérée, selon la TV syrienne, on attendra confirmation ce soir. Infliger une défaite militaire à Hollande et Fabius nous donnerait du baume au coeur, qui a dit que la classe ouvrière avait besoin d'une victoire, et bien voilà, on la tient peut-être et pas des moindres.

J'essaierai d'archiver ce soir les articles de mai pour qu'on y voie plus clair dans la page d'accueil du site, je suis crevé et le soir mes yeux fatiguent.

Confirmation de dernière minute.

BEYROUTH (Reuters) - L'armée syrienne a pris mercredi le contrôle de la ville stratégique de Koussaïr, près de la frontière libanaise, signant une importante défaite pour les forces opposées au président Bachar al Assad qui ont confirmé leur retrait.

Nous y reviendrons demain. A bas le gouvernement impérialo-sioniste Hollande-Fabius ! C'est leur défaite !

Discussion sur la Syrie.

J'ai rencontré lundi une Française qui était réceptive à la propagande officielle du gouvernement et à son interprétation de la situation en Syrie. Elle est progressiste ou de gauche pour la situer.

J'avais amorcé la discussion sur la question syrienne avant de laisser la parole à mon interlocutrice. De toute évidence nous n'étions pas sur la même longueur d'onde. Poursuivre en campant respectivement sur nos positions risquait de nous ne mener

nulle part. J'ai rapidement analysé la situation pendant que je l'écoutais.

Puis j'ai eu l'idée de lui sortir un fait, j'ai fait référence au sondage réalisé par la CIA ou dont elle a rendu compte paru dans un grand magazine américain qui indiquait que 75% des Syriens voteraient Assad s'il se présentait demain à des élections présidentielles. J'ajoutais qu'on ne pouvait pas soupçonner la CIA d'avoir trafiqué ce sondage car ses conclusions n'allaient pas vraiment dans le sens de la politique américaine en Syrie.

Mon interlocutrice a été ébranlée par cet argument qui contredisait tout ce qu'elle avait entendu jusqu'à présent, elle ne pouvait pas le nier.

Nous avons alors poursuivi la discussion tranquillement, elle était curieuse d'en savoir plus, qu'est-ce que cela signifiait alors. Précédemment la discussion était partie sur la présence étrangère en Syrie ou l'interférence de pays étrangers dans l'affaire syrienne, elle, elle pensait à l'Iran et au Hezbollah, moi, je pensais aux puissances occidentales et aux pays du Golf, plus Israël. Nous avons repris la discussion en revenant sur ce facteur et elle a convenu que les puissances occidentales intervenaient dans la région "depuis des lustres" dira-t-elle. J'acquiesçais en lui signifiant que dans l'affaire syrienne c'était exactement la même chose, qu'il ne fallait pas chercher d'autres explications parce qu'il n'y en avait pas, ils ont tenté de le couvrir maladroitement en expliquant qu'Assad massacrait son peuple, alors que c'était un grossier mensonge, ensuite ils ont violemment provoqué le régime pour qu'il réponde brutalement, ce qu'il a été obligé de faire, et ensuite tout s'est enchaîné jusqu'à sortir dernièrement l'histoire des armes chimiques comme à propos de l'Irak pour justifier son renversement au nom de la démocratie, tandis qu'en réalité ils sont en train de détruire le pays et de massacrer la population pour instaurer un régime à leur botte qui leur permettra notamment de piller ses richesses au détriment de la Russie et la Chine, avant de s'attaquer à l'Iran et ainsi de suite, tout se tient, il s'agit d'une opération programmée de brigandage qui n'a absolument rien à voir avec les intérêts du peuple syrien, pas plus qu'au siècle dernier au Maghreb, en Afrique, au Moyen ou au Proche-Orient qu'ils ont pillés systématiquement et empêché de se développer.

J'ai procédé ici en partant de l'avantage que mon interlocutrice m'avait concédée suite à l'évocation du sondage en faveur d'Assad, puis j'ai ajouté les derniers développements qui collaient avec son argumentation, elle ne pouvait qu'en convenir, la situation lui semblait plus claire et elle ne cherchait plus à me contredire ou à défendre une position devenue intenable.

Ma démarche était cohérente, persuasive, mon interlocutrice m'a pris au sérieux, je me suis appuyé uniquement sur des faits, à aucun moment je n'ai cherché à défendre une position. J'ai réussi à retourner la situation en ma faveur quand mon interlocutrice au lieu de me couper la parole a manifesté le désir d'en savoir davantage et m'a laissé parler. Elle avait fourni elle-même une partie de la réponse en faisant référence à l'attitude de l'impérialisme occidentale à une autre époque, il m'a suffi d'ajouter un fait et de relier les deux en nous replaçant dans le contexte actuel pour l'amener sur mon terrain et la conduire à admettre que son interprétation initiale était erronée, je ne lui ai pas demandé de l'avouer ou de le reconnaître ce qui aurait été maladroit ou stupide, je me suis contenté d'observer qu'elle n'avait plus aucune argument à m'opposer, cela suffisait à me faire comprendre qu'on était d'accord.

Livrez-vous à ce genre d'analyse quand vous avez une discussion avec un travailleur ou un autre militant, cette femme de 35 ans environ travaille dans le domaine social, vous améliorerez vos performances, votre productivité comme ils disent au Medef ou à la CFDT !

On doit tirer une leçon de chaque expérience, c'est déterminant pour progresser dans la vie.

Je vais vous avouer un truc. Au début de notre discussion j'étais très mal à l'aise parce que j'avais des difficultés pour m'exprimer, car je ne parle à personne à part à mon chien. C'était terrible, j'avais la mâchoire crispée, j'avais du mal à ouvrir la bouche pour articuler, j'ai bien cru que la discussion allait tourner court, j'en ai pris rapidement conscience en mettant cela sur le compte de mon manque d'entraînement à m'exprimer en français et le blocage s'est dissipé au bout de quelques minutes qui me parurent interminables, à ce moment-là je la laissais parler le temps de reprendre mes esprits, car lorsque je m'exprime en anglais ou en tamoul je n'ai pas ce problème là, les Blancs doivent me crispier, je plaisante.

Ce qui me paraît important de retenir, c'est qu'il faut laisser s'exprimer notre interlocuteur, histoire de voir sur quel terrain il se place, comment il perçoit et vit la situation, il faut apprendre à écouter, et si notre interlocuteur n'est pas très loquace, il faut le brancher sur un autre sujet ou aborder notre sujet sous un autre angle, il arrivera bien un moment où il va se lâcher.

Ensuite, il est inutile d'embrayer en lui sortant notre camelote, c'est justement l'erreur fatale à ne pas commettre, cela mènerait nulle part. Non, il faut lui sortir un fait ou deux qui contredit sa démonstration et l'ébranle, le fait douter, ce n'est pas vous qui essayez de le déstabiliser ou de le faire douter, c'est lui qui va faire le constat qu'il se trouve face à une contradiction à laquelle il n'avait pas pensé, il ne faut surtout pas penser à sa place, il faut le laisser avancer tranquillement à son rythme.

Le but est de l'amener sur notre terrain sans le brusquer, il va y venir tout seul, il faut faire en sorte qu'il tire une conclusion des faits qu'on a portés à sa connaissance, ce n'est surtout pas à nous de lui souffler, ensuite il n'y aura plus qu'à constater qu'elle correspond à la nôtre, et à partir de là seulement on pourra embrayer et aller plus loin, aborder d'autres questions politiques,

il sera disponible pour nous écouter, toujours en employant la même méthode, en lui redonnant la parole et en l'écouter attentivement et ainsi de suite, là on a une chance de tisser une relation de qualité et peut-être de mener un combat ensemble ou de le recruter.

Ce sont les faits qui justifient nos conclusions politiques ou nos positions et non l'inverse. Je n'ai jamais dit à mon interlocutrice que je soutenais le peuple syrien et le régime parce que j'estimais que la souveraineté et l'indépendance de la Syrie était légitime, qu'Assad incarnait l'unité de la Syrie, que l'autodétermination du peuple syrien était un droit imprescriptible, etc. ce sont des principes et des positions que je défends mais qui peuvent être contestés, alors qu'il est impossible de contester des faits établis, vérifiables, connus.

D'où l'importance d'être bien informé, de savoir de quoi on parle, c'est notre boulot dans ce portail. Il faut saluer au passage tous ceux dans le monde qui s'emploient à nous informer, journalistes, intellectuels en tous genres, personnalités diverses qui ont occupé à un moment donné de leur vie une fonction politique et qui aujourd'hui combattent le capitalisme à leur manière qui n'est pas forcément la nôtre, peu importe ici, sans eux on serait désarmés face à la gigantesque machine de propagande de la classe dominante. On vit dans un monde rongé par l'injustice, alors ne le soyons pas à notre tour et rendons-leur hommage une nouvelle fois.

Vous voyez que tout n'est pas noir ou à désespérer, il y a encore des gens de par le monde qui ont une conscience, des valeurs et des principes que nous partageons, nous pensons à nos amis belges, canadiens, américains, mais aussi à ceux qui vivent au Proche-Orient et qui risquent leur vie au nom du combat pour la justice sociale, nos droits politiques, la liberté. On écrit ton nom avec le sang de nos innombrables martyrs qui restent à jamais gravés dans nos mémoires. Qu'il n'ait pas coulé en vain, qu'ils se rangent sous le drapeau de la révolution socialiste mondiale au côté du prolétariat et nous sommes assurés de vaincre notre ennemi.

Ils ont choisi délibérément leur camp.

La preuve qu'ils savent ou en ont conscience, c'est donc délibérément qu'ils refusent d'engager le combat contre le gouvernement et les institutions, contre l'Etat, l'employeur des fonctionnaires. Mieux encore, ils soutiennent le patronat et s'attaquent au prolétariat pas seulement en France mais dans le monde. Démonstration.

Extrait de l'éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, daté du mercredi 5 juin 2013

- Qu'on se comprenne bien, il ne s'agit pas de dire «*c'est la faute à la méchante Commission européenne*» (Mais ne vous excusez pas. - Ndlr) . Celle-ci s'inscrit dans les décisions des gouvernements, notamment le traité non renégocié et le pacte budgétaire européen. En quelque sorte, les gouvernements ont fixé les règles du jeu que la Commission doit suivre. Certes, la Commission européenne est d'inspiration très libérale et n'est donc pas bousculée par la logique, mais ce sont bien les gouvernements qui ont accepté les traités successifs.

Au-delà des questions qui relèvent de la communication, on doit constater à la fois que les demandes de la Commission s'inscrivent dans l'austérité économique et sociale et que les calendriers bruxellois et parisiens sont concomitants.

Baisse des «*charges sociales*», réforme de l'organisation territoriale de l'État, réforme de l'assurance-chômage, diminution du coût des dépenses de santé, réduction d'impôts, ouverture de certains services à la concurrence et réformes des retraites et du marché du travail constituent l'essentiel d'un cocktail socialement et économiquement détonant.

Conclusion de Mailly

- En France comme en Europe, nous ne pouvons pas tolérer que la liberté de négociation s'efface derrière la prétendue libre concurrence.

On pourrait se demander à quoi vous servez au juste, la question qu'il ne faut surtout pas que les militants se posent.

Ce que ne tolère pas Mailly, c'est l'évolution "*logique*" du capitalisme mondial, qui face à 7 milliards de ventres à nourrir et les besoins de quelques millions de nantis, doit se donner les moyens de servir ces derniers en priorité, voilà tout. Et pourquoi ne le tolère-t-il pas ? Pardi, parce qu'il n'a pas l'intention de s'y attaquer !

Monsieur Mailly, ce qui n'est pas normal ce n'est pas le cours suivi par le capitalisme qui conduit au néo libéralisme, c'est que vous privilégiez la négociation à la mobilisation des masses, que vous optiez finalement pour la collaboration de classes à la place du combat classe contre classe.

Les capitalistes se sont donnés les moyens grâce à la collaboration des syndicats et le répit que vous leurs avez gracieusement accordé au cours des dernières décennies, de développer des secteurs économiques dans pratiquement tous

les domaines d'activité à moindre coût et plus rentables en Asie et ailleurs dans le monde qu'en France ou dans les vieux pays capitalistes, vous ne voudriez tout de même pas qu'ils se transforment maintenant en philanthropes et qu'ils ne profitent pas de cette aubaine pour s'enrichir encore plus, franchement, un peu de sérieux.

Le problème n'est pas la libre concurrence, c'est un argument réactionnaire monsieur Mailly et je vais vous expliquer pourquoi.

Parce que malgré lui le capitalisme en étendant la division du travail à tous les secteurs d'activité à travers le monde permet à certains pays de se développer, ce qui ne signifie pas que toutes les couches de ces pays bénéficieraient à égalité des retombées du progrès social qui en découle, nous sommes sans doute d'accord sur ce point. Où nous ne le serons pas en revanche, c'est sur la manière de s'attaquer à cette libre concurrence qui nécessite aucun compromis avec le patronat, car il en profite en France pour faire pression sur les travailleurs et leur imposer une baisse du coût de leur force de travail ou une augmentation du taux d'exploitation, la destruction de tous leurs acquis sociaux en passant par le démantèlement de la législation du travail qui leur était favorable jusqu'à présent, le tout au nom de la compétitivité des entreprises face à la concurrence sur le marché mondial, et à l'étranger à travers leurs filiales, les multinationales et bien d'autres entreprises de taille moyenne exploitent la main d'oeuvre bon marché concurrençant celles qui existent en France, de telle sorte que le patronat est responsable de la situation qu'il dénonce et qu'il a créé lui-même, vous nous permettrez d'élargir la notion de patronat ou de capital à l'ensemble des capitalistes des différentes puissances qui ont délocalisé une partie de leur production dans ces pays ainsi que le capitalisme qui s'y est développé à partir de riches acteurs locaux...

Ainsi, en refusant de vous attaquer au capitalisme, vous laissez le champ libre à la concurrence que se livrent les travailleurs du monde entier ; en France, vous affaiblissez leur capacité à résister aux attaques du patronat quand vous ne vous ne vous employez pas à la neutralité en l'enfermant dans la camisole de force du dialogue social auquel vous participez, et quand vous dénoncez la libre concurrence, c'est en réalité le développement de ces pays et l'amélioration du sort de la population qui l'accompagne auquel vous vous attaquez, sachant que le niveau de vie, des prix des biens et des services sont forcément plus bas que dans les pays plus développés comme la France, celui des rémunérations ou le coût du travail l'est forcément aussi, on pourrait ajouter que même si la totalité des travailleurs chinois travaillant dans des entreprises dont la production est destinée à l'exportation percevaient des salaires beaucoup plus importants, ils demeureraient toujours en moyenne en prenant en compte l'ensemble des facteurs entrant en ligne de compte dans la détermination des rémunérations (salaire différé, avantage sociaux, etc.) très inférieurs à ceux qui existent en France.

Sachant que le niveau de vie et les rémunérations en Chine par exemple ne sont pas prêts de rattraper ceux qui existent en France, en dénonçant la libre concurrence, en réalité vous apportez de l'eau au moulin du patronat français qui entend justement réduire cette concurrence en baissant le coût du travail en France, puisque c'est le seul moyen de réduire l'écart qui existe avec le coût du travail de leurs concurrents à l'étranger.

Vous pouvez formuler le vœux que le niveau de vie et de rémunérations des Chinois rattrapent ceux des Français, mais ce n'est qu'un vœux pieux monsieur Mailly, or on ne combat pas le patronat avec ce genre d'arguments qui en réalité lui laisse le champ libre pour s'attaquer aux acquis ou droits des travailleurs, nous ne vivons pas dans un monde virtuel ou imaginaire, chaque jour monsieur Mailly des centaines de millions de travailleurs dans le monde sont confrontés à des difficultés pour assurer le quotidien ou tout juste survivre ou en sont réduits à se demander angoissés de quoi sera fait leur avenir dans ce monde où prédomine les inégalités et les injustices, qui sont à mettre au compte du capitalisme que vous refusez de combattre, pour le faire disparaître, car tel est le problème à l'ordre du jour.

On pourrait dénoncer à cette occasion la présence de votre syndicat au sein de l'OIT, de la CES et de la CSI (Confédération Syndicale Internationale), mais je n'en ai plus le temps.

Rompre les relations avec le gouvernement des capitalistes, avec le patronat, refuser de participer à la conférence antisociale des 20 et 21 juin prochains, engager le combat classe contre classe, préparer les masses à se soulever contre le régime pour en finir avec le capitalisme et ses institutions, telle est la mission d'un véritable syndicat ouvrier, indépendant de l'Etat.

ACTUALITE EN TITRES

[Ainsi va leur monde...](#)

- Solaire: Bruxelles entame un bras de fer avec Pékin - AFP
- LVMH réplique contre Hermès avec le dépôt d'une plainte au pénal - AFP
- Un céréalier du Kansas porte plainte contre Monsanto - Reuters

- Samsung obtient l'interdiction à la vente aux USA de produits Apple - AFP

[Le Talon de fer.](#)

- FMI: en panne de croissance, la France doit maintenir "l'élan" des réformes - AFP

Croissance rime avec régression sociale sans fin...

[La France : "**Avant-garde**" de la réaction mondiale.](#)

- "*La France doit jouer un rôle d'avant-garde de l'OTAN*" - LeMonde.fr

- Laurent Fabius confirme l'utilisation d'armes chimiques en Syrie, la Maison blanche estime que les preuves sont insuffisantes 20minutes.fr

- Syrie: Pour Laurent Fabius, «*toutes les options sont sur la table*» en réaction à l'utilisation d'armes chimiques - 20minutes.fr

Domage qu'on ne puisse pas encore en dire autant pour régler votre cas...

[Passe-droit. A bas les privilèges : révolution !](#)

- Henri Guaino : «*Toutes les fortunes de France négocient leurs impôts*» - Liberation.fr

[Intox](#)

- Les Français heureux et bien intégrés, selon un sondage - Reuters

Ils sont "*bien intégrés*" dans quoi, la capitalisme ? Ce n'est pas un scoop alors... Mais le capitalisme se désintégrant, l'espoir est permis...

- François Rebsamen (PS) : "*La gauche doit reprendre la bataille des idées*" - LeMonde.fr

Traduction : il faudrait penser à changer à nouveau de masque...

[En famille. Les vases communicants](#)

- Wallis-et-Futuna : un député élu avec le soutien de l'UMP rejoint les bancs du PS - LePoint.fr

[Il faut assumer l'ivresse du pouvoir...](#)

- Un diplomate suisse interpellé après une course poursuite avec la police - LeFigaro.fr

L'ambassadeur suisse auprès de l'OCDE a été arrêté au volant de sa voiture en état d'ébriété. - LeFigaro.fr 05.06

[Eugénisme. Sortez... votre pied à coulisse !](#)

- Les pénis retrécissent - L'Express.fr

- Selon une étude anglaise, la taille du pénis en érection serait passée de 15,4 cm à 12,95 cm en dix ans. - L'Express.fr

D'où vient cette baisse? Selon les scientifiques, les polluants et changements environnementaux qui perturbent le système endocrinien, en sont notamment la cause. L'Express.fr 05.06

Tiens donc ! A ce rythme-là dans un siècle il n'en restera plus rien !

... mais...

Mais que les hommes complexés se rassurent: des chercheurs australiens ont montré que si la taille du pénis est un trait

anatomique qui contribue à séduire les femmes, la taille (du corps) et la silhouette sont également déterminants. L'Express.fr 05.06

C'était juste une info pour se détendre, un peu, pas trop quand même, restons correcte !

ACTUALITÉ DU JOUR

[La tentation de la dictature. Changez-moi ces juges ! La justice : C'est nous ou rien !](#)

La majorité des personnes mises en examen dans l'affaire Bettencourt ont déposé mardi une requête en suspicion légitime devant la Cour de cassation à l'encontre des trois juges d'instruction, a annoncé l'avocat chargé de les représenter.

La Cour de cassation, qui devrait statuer d'ici 10 à 15 jours, peut considérer que la requête est fondée et décider de dépayser l'affaire et de nommer de nouveaux juges d'instruction, a affirmé Me Patrice Spinosi, avocat à la Cour de cassation, à la presse.

La requête a été déposée à la demande de Nicolas Sarkozy, de l'ex-ministre Eric Woerth, du photographe Francois-Marie Banier, de l'homme d'affaires Stéphane Courbit et de Patrice de Maistre, le gérant de fortune de Liliane Bettencourt, notamment.

Cette procédure permet de saisir directement la Cour de cassation lorsqu'il y a des "éléments objectifs qui permettent de suspecter pour un mis en cause que la juridiction n'est pas impartiale à son égard", a précisé le défenseur.

Cette requête sera signifiée à l'ensemble des parties mercredi, a précisé Patrice Spinosi.

"Ce sont les trois magistrats qui sont ici visés par la requête, le juge Gentil pour les liens spécifiques qu'il avait avec l'expert qu'il a nommé et les deux autres juges pour l'assistance dans les médias qu'ils ont portée à leur collègue", a-t-il ajouté.

Cette contre-attaque de la défense intervient après des révélations selon lesquelles l'un des médecins qui avait procédé à l'expertise de l'héritière de l'Oréal était témoin au mariage du juge Gentil.

Par ailleurs, le parquet général de Bordeaux ne devrait pas requérir jeudi l'annulation de la mise en examen de Nicolas Sarkozy lors d'une audience de la chambre de l'instruction consacrée à l'examen des demandes de nullités de procédure dans l'affaire Bettencourt, a-t-on appris lundi de sources proches du dossier.

Dans ses réquisitions écrites, l'avocat général Pierre Nalbert ne retient pas l'argument avancé par la défense de l'ancien chef de l'Etat concernant la définition de l'abus de faiblesse dont aurait été victime l'héritière.

Me Spinosi a également demandé à la Cour de cassation de "suspendre le cours de l'instruction".

"En l'état de nos informations, il n'y a pas eu de report de l'audience de jeudi mais ça peut changer d'ici demain (mercredi) puisqu'il y a eu un très grand nombre d'éléments nouveaux et une demande spécifique de la part de cette défense à cet égard", a-t-il dit.

"La voie est extrêmement étroite mais rarement dans des dossiers on a autant d'éléments objectifs qui permettent de tenter d'emprunter cette voie étroite", a-t-il estimé. Reuters 05.06

Pourquoi pendant qu'ils y sont ne pas exiger la suspension de la justice, des institutions, de la Constitution et instaurer purement et simplement une dictature, non ?

[Monsanto \(Rockefeller, Gates, etc.\) : empoisonneurs et voyous.](#)

Un céréalier du Kansas a porté plainte lundi contre Monsanto, accusant le géant américain de l'agrochimie de grave négligence après la découverte d'une souche non homologuée de blé génétiquement modifié dans une ferme de l'Oregon.

Ernest Barnes, qui produit du blé dans le comté de Morton, dans le sud-ouest du Kansas, affirme que cette découverte lui a nui financièrement, ainsi qu'à d'autres céréaliers "parce qu'elle a eu un impact sur les exportations et le prix du blé".

Après l'annonce de la découverte par le département américain de l'Agriculture, le Japon a annulé un appel d'offres pour l'achat de blé américain destiné au marché de l'alimentation, tandis que l'Union européenne doit tester ses importations avant de décider d'éventuelles restrictions.

L'avocat du plaignant a promis de nouvelles plaintes. Monsanto a de son côté estimé avoir suivi un programme rigoureux dans ses expérimentations et jugé probablement très limitée la présence de cette souche non homologuée. Le groupe américain a promis de présenter une "défense vigoureuse". Reuters 05.06

Et on n'a pas encore retrouvé mort Ernest Barnes, fauché accidentellement par un chauffard qui passait par là, il ne s'est pas encore pendu ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

Le président russe Vladimir Poutine a rabroué des journalistes le questionnant sur les attaques faites à la société civile russe, notamment via une nouvelle loi forçant les ONG en Russie à se déclarer comme "agents de l'étranger". C'était à l'occasion de la conférence de presse suivant la fin d'un sommet entre l'Union européenne et la Russie.

Vladimir Poutine : "Regardez la loi russe, il ne s'agit nulle part de fermer ces organisations, et encore moins de leur appliquer des sanctions. Il s'agit de divulguer des informations financières, si l'ONG est impliquée dans une activité politique elle doit se signaler comme agent de l'étranger."

En Russie, « agent de l'étranger » est synonyme d'espion, et le terme d' « activité politique » est suffisamment élastique pour donner au Kremlin une très grande marge de manœuvre. Depuis le mois de mars des centaines de descentes ont été organisées dans les bureaux d'ONG. Euronews.fr 05.06

Les ONG visées sont en réalité des agences de la CIA, du MI6 ou liées à des think tanks néo libéraux européens ou américains, autrement, derrière leur façade droit de l'hommiste elles sont infiltrées et financées par ces canaux. Leurs dirigeants présentent les mêmes traits que ceux qu'ils dénoncent dans le régime, ils sont tellement imbus d'eux-mêmes qu'il arrive souvent qu'ils ne se rendent même pas compte qu'ils sont manipulés. Ces intellectuels sont frustrés parce que la réalité ne tient pas compte de leurs désirs de petits-bourgeois réactionnaires.

Ces ONG sont du même type que celles que l'on a découvertes en Libye, en Tunisie, en Egypte, en Syrie, en Chine, etc. dans tous les pays que les impérialisme américain et sioniste ont décidé de déstabiliser, la Russie en faisant partie évidemment.

Une d'entre elle a donné une interview à cette agence de presse, Groupe Moscou Helsinki, elle s'en remet à l'Union européenne, elle avoue au passage que les travailleurs russes n'ont pas les mêmes préoccupations que leur ONG, qu'ils y sont étrangers en somme, pour finalement s'intéresser au cas d'oligarques et d'opposants connus pour leur liens... avec Washington, un cadeau cette interview qui justifie d'une certaine manière l'attitude de Poutine.

Dans notre bureau d'Euronews à Bruxelles nous accueillons Lyudmila Alexeyeva, une militante des droits de l'homme, à la tête du Groupe Moscou Helsinki. Quelles effets souhaiteriez-vous que le sommet Union européenne-Russie ait dans le domaine des droits de l'homme et des libertés en Russie ?

Lyudmila Alexeyeva :

J'aimerais croire que lors de cette réunion, les homologues européens de nos dirigeants aient été catégoriques sur ces questions. Les simples citoyens russes sont préoccupés par la situation des droits de l'homme et la tournure des relations entre les autorités et la société civile. L'Union européenne a du remarquer que nos dirigeants ont récemment lancé l'assaut sur la société civile avec l'intention, je crois, de la supprimer totalement.

Euronews :

Mais les citoyens ordinaires sont peut-être plus préoccupés par la satisfaction de leur propres besoins matériels... Les relations russo-européennes ne devraient-elles pas être plus focalisées sur la coopération économique laissant les questions humanitaires sur un second plan ?

Lyudmila Alexeyeva :

Vous avez raison sur le fait que le peuple est en priorité intéressé par les problèmes de la vie quotidienne. Mais les militants des droits de l'homme, les politiciens et tous les intellectuels savent que tant que la société est privée de ses libertés civiles et de la possibilité d'influencer le cours des décisions politiques, le peuple ne trouvera pas de solution à ses problèmes de vie quotidienne.

Euronews :

Quelle est l'importance pour vos interlocuteurs européens des cas juridiques de Khodorovsky, Magnitsky, Navalny... ?

Lyudmila Alexeyeva :

Je pense qu'ils sont très importants, non seulement pour les citoyens de notre pays mais aussi pour n'importe quel citoyen européen et citoyen du monde. Car la qualité de vie de ces citoyens dépendra de la direction que choisit de prendre un grand pays comme la Russie. Ce n'est pas un pays démocratique mais il peut aller vers plus de démocratie. Le risque qu'indiquent les événements récents est qu'au contraire il se dirige d'un Etat autoritaire, tel qu'il est actuellement, vers un Etat totalitaire. Si la Russie devient un Etat totalitaire, le monde entier en souffrirait. Tâchons de nous rappeler ce que le monde entier ressentait quand notre pays était l'URSS.

Euronews :

Lyudmila Alexeyeva, merci d'avoir accordé cette interview à Euronews. Euronews 05.06

Mais c'est nous qui vous remercions de mettre en lumière la véritable nature de ces ONG, en détourner les travailleurs fait partie de nos fonctions.

2- Egypte

Une quarantaine d'humanitaires condamnés à de la prison ferme au Caire 27 d'entre eux, étrangers pour la plupart, écopent de cinq ans de détention. La grande majorité de ces étrangers, dont 16 Américains, ont été jugés par contumace. Ils avaient quitté le pays après avoir versé une caution de 330 000 dollars chacun.

La justice leur reproche d'avoir dirigé des ONG non agréées qui auraient reçu des fonds illégaux.

"Ces organisations ont entraîné des cadres dans certaines élections. Tout cela a entravé le travail des organisations dans la société civile", conclut le procureur Abdel Fattah Hamed.

Le Caire reproche notamment à Washington d'avoir puisé dans l'aide militaire qui lui est attribuée pour financer ces ONG.

"La communauté internationale s'inquiète pour l'avenir des libertés individuelles en Égypte. Cette condamnation coïncide avec le début des discussions parlementaires concernant un projet de loi régulant la société civile. Un texte vu par certaines ONG comme un moyen de contrôle administratif supplémentaire sur les gérants du travail civil", souligne notre correspondant sur place Mohammed Shaikh Ibrahim. Euronews 05.06

Dites donc, c'était des Américains fortunés pour déboursier du jour au lendemain 330 000 dollars chacun, à moins que ce ne soit pas eux qui aient payé cette caution. Bref, rien à voir avec les bénévoles qui créent dans leur coin une association pour venir en aide à je ne sais qui.

Les ONG ont pour fonction d'accompagner la liquidation des services publics, de les suppléer de manière à ce que l'Etat n'ait pas besoin d'en créer, voilà sur le plan sociale.

Sur le plan politique, elles ont servi à affaiblir, disloquer le mouvement ouvrier, à ce titre elles figurent parmi nos ennemis, même si parfois dans la pratique il nous faut moduler ou réaliser des compromis avec elles qui ne peuvent être que de circonstance.

Toutes les ONG importantes sont financées par les Etats, les banquiers, les multinationales, chacun peut le vérifier, les données figurent dans le portail Wikipédia ou sur le Net, par notre ennemi, donc partant du principe que les amis de notre ennemi est également notre ennemi, nous les considérons comme tel en règle générale. C'est valable pour le Forum social mondial qui est financé par les mêmes bailleurs de fonds. On ne passe rien, c'est ainsi.

3- Turquie

Les manifestants qui défient depuis cinq jours le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan sont retournés dans la rue par

milliers mardi soir à Istanbul et Ankara, malgré les "excuses" du gouvernement aux victimes de brutalités policières.

Face aux manifestants, la police turque a utilisé dans la nuit de mardi à mercredi du gaz lacrymogène et des canons à eau pour tenter de les disperser, ont rapporté des médias locaux.

Les contestataires tentaient de se diriger vers les bureaux du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan dans ces deux villes, ignorant les injonctions des forces de l'ordre qui leur intimaient l'ordre de se disperser, selon des médias locaux et un journaliste de l'AFP.

Mardi, au lendemain d'une nouvelle nuit de violences marquée par la mort d'un deuxième contestataire, le vice-Premier ministre Bülent Arinç avait tenté d'enrayer le mouvement de protestation en qualifiant de "*légitimes*" les revendications des écologistes à l'origine des troubles et invité les mécontents à rester chez eux.

A l'opposé du ton ferme du chef du gouvernement, en tournée au Maghreb jusqu'à jeudi, M. Arinç a dispensé un discours plus conciliant.

Au sortir d'une réunion avec le président Abdullah Gül, il a d'abord présenté ses excuses aux très nombreux blessés civils, à l'exception toutefois de "*ceux qui ont causé des dégâts dans les rues et tenté d'entraver les libertés des gens*".

Sur un plan plus politique, M. Arinç a assuré que son gouvernement respectait "*les différents modes de vie*" des Turcs.

Depuis le début de la contestation vendredi, les manifestants accusent M. Erdogan de dérives autoritaires et de vouloir "*islamiser*" la Turquie laïque.

"*Nous n'avons pas le droit ou le luxe d'ignorer le peuple, les démocraties ne peuvent pas exister sans opposition*", a également souligné M. Arinç, promettant que son gouvernement avait "*retenu la leçon*" de ces événements.

Ce discours a tranché avec l'intransigeance de M. Erdogan qui, sûr de son poids politique, a balayé les critiques et renvoyé ses détracteurs aux élections locales de 2014. "*A mon retour de cette visite, les problèmes seront réglés*", a-t-il lancé, provocant, lundi à Rabat.

Mais le discours de M. Arinç n'a pas convaincu les manifestants, qui ont à nouveau envahi par milliers à la nuit tombée la place Taksim d'Istanbul, où ils ont scandé des slogans réclamant le départ du Premier ministre. Plusieurs milliers de personnes se sont également réunies en soirée à Ankara.

"S'ils font marche arrière, s'ils changent quelque chose en Turquie, le conservatisme et tout ce qu'ils ont fait, alors peut-être la foule pourra-t-elle rentrer chez elle", a dit à l'AFP Didem Kul. "*Mais nous ne pouvons pas rentrer chez nous sans en avoir la preuve*", a ajouté cette étudiante de 24 ans qui "*occupe*" Taksim, "*et même si nous rentrons à la maison, nos sentiments (à l'égard du pouvoir) n'auront pas changé*".

"*Ces excuses, c'est pour limiter la casse et parce qu'ils sont coincés*", a renchéri Baki Cinar, le porte-parole de la Confédération des syndicats du secteur public (KESK), qui a entamé une grève mardi par solidarité avec les manifestants.

Le KESK est entré mardi dans la contestation en appelant à un arrêt de travail de deux jours et sera rejoint mercredi par la Confédération syndicale des ouvriers révolutionnaires (DISK), qui revendique 420.000 membres, pour une journée de manifestations.

Après la mort dimanche d'un jeune homme percuté par une voiture pendant une manifestation à Istanbul, un deuxième contestataire, âgé de 22 ans, a été tué lundi soir dans un rassemblement à Hatay (sud-est) de plusieurs "*coups de feu tirés par une personne non identifiée*", a annoncé le gouverneur de la ville, Celalettin Lekesiz.

Le premier rapport d'autopsie rendu public par le procureur a toutefois jeté le doute sur les circonstances de sa mort, assurant n'avoir pas identifié de traces de balles.

Hormis les deux personnes décédées dimanche et lundi, les violences des quatre derniers jours ont fait plus de 1.500 blessés à Istanbul et au moins 700 à Ankara, selon les organisations de défense des droits de l'Homme et les syndicats de médecins.

Ces chiffres n'ont pas été confirmés par les autorités. Le porte-parole du gouvernement a évalué mardi à seulement 64 manifestants et 244 policiers le nombre des blessés.

La brutalité de la répression, largement évoquée sur les réseaux sociaux turcs, a suscité de nombreuses critiques dans les

pays occidentaux. euronews.fr 05.06

Je vous passe les déclarations européennes et américaines hypocrites.

4- Syrie

Israël vient de le reconnaître par voix de Debkafile, le site proche des milieux du renseignement de l'armée israélienne : " *la guerre à Damas est finie et l'armée arabe syrienne y emporte une victoire épique en expulsant totalement les rebelles*" l'armée syrienne contredit ainsi le ministre sioniste de la guerre qui a prétendu le 3 juin que les rebelles contrôlent toujours quatre zones de la capitale. " *Ceux des rebelles qui restent encore dans la ville ne peuvent plus grande chose et ne sont capables ni d'attaquer des bâtiments publics ni l'aéroport de Damas*"; " *les aides matérielles de l'Iran et de la Russie continuent à être déchargées deux après le début des violences à l'aéroport de Damas. Les opérations dans les zones de l'ouest de Damas sont assurées par les bataillons 3 et 4 de l'armée syrienne et un commando du nom de Foji. La plupart des rebelles ont été amenés à quitter Damas et sa banlieue*".

Selon les sources consultées par Debka, " *toutes les voies donnant accès à la capitale sont sous le contrôle de l'armée depuis 4 juin... de même les soldats de l'armée syrienne ressèrent l'étau autour des régions de l'ouest de la ville de Qusseir. Les terroristes sont aussi encerclés à Hama*. " " *Le raid du 5 mai d'Israël contre Assad a plutôt bénéficié au régime Assad et Assad en est sorti renforcé*". french.irib.ir 05.06

5- Iran

Selon une source bien informée, proche du ministère iranien des Affaires étrangères, le chargé d'affaires de l'ambassade qatarie à Téhéran a été convoqué par ledit ministère.

« *Puisque l'ambassadeur du Qatar à Téhéran était absent, le chargé d'affaires de ce pays a été convoqué par le ministère iranien des Affaires étrangères, qui lui a fait part des vives protestations de la RII* », a fait savoir la même source. Cette convocation fait, semble-t-il, suite à un communiqué émis par le ministère iranien du Renseignement. Dimanche, le ministère iranien du Renseignement a annoncé dans un communiqué la découverte d'un réseau d'espionnage lié aux ennemis.

« *Le chef de ce réseau avait été embauché, il y a quelques années, par les services d'espionnage du pays arabe le plus rétrograde qui n'est nullement comparable avec l'Iran indépendant et puissant sur aucune dimension ni politique, ni militaire, ni économique et culturelle. Il n'est point surprenant que ce pays, soutenu par l'Occident et le régime sioniste, mène des agissements contre l'Iran* », a indiqué le texte. french.irib.ir 05.06

SOCIAL

1- France

Plus de 400 suppressions de postes en Bretagne ont été annoncées mardi par le numéro un mondial du saumon, le groupe norvégien Marine Harvest, lors d'un Comité central d'entreprise à Landivisiau, a-t-on appris de sources syndicales.

Le groupe a l'intention de fermer au premier semestre 2014 ses sites de Poullaouen (187 CDI et une centaine d'intérimaires), près de Carhaix (Finistère), et de Châteaugiron (125 CDI et une cinquantaine d'intérimaires), en Ille-et-Vilaine, a annoncé la direction, confirmant des informations syndicales.

"*Nous envisageons la fermeture des sites de Poullaouen et Châteaugiron*", a déclaré à l'AFP Siska Bourgeois, responsable relations humaines et communication pour l'Europe.

"*Nous voulons investir, mais de manière efficace, en évitant la dispersion. Nous allons investir 8 millions d'euros sur les deux années à venir à Landivisiau. Nous abandonnons le "premier prix" qui, dans le fumage, n'est pas fiable ni durable en France, pour nous concentrer sur le moyen/haut de gamme*", a-t-elle dit.

Groupe coté à la bourse d'Oslo, Marine Harvest, dont le siège est à Bergen (Norvège), emploie plus de 6.000 personnes dans une vingtaine de pays dans le monde et produit, outre du saumon d'élevage, une large gamme de plats préparés et de préparation à base de produits de la mer.

Le groupe norvégien conserverait cependant en Bretagne pour le saumon fumé l'usine de Landivisiau (Finistère), où une quinzaine de postes seraient supprimés dans les services administratifs. Par ailleurs, une soixantaine de salariés du site de Poullaouen

seraient reclassés à Landivisiau qui emploie actuellement 270 CDI et une centaine d'intérimaires.

"Avec l'arrêt de la gamme premier prix, ça va baisser les tonnages de production qui vont tomber à 5.000 tonnes par an contre 8.500T l'an dernier pour les deux usines de Poullaouen et Landivisiau", a expliqué à l'AFP Jérôme Joffroy, élu CGT de Poullaouen.

Le représentant syndical rappelle que le groupe norvégien se porte bien mais qu'il a racheté récemment le plus grand producteur polonais de saumon. "Il est évident que ça a joué dans la décision de fermer Poullaouen qui n'avait pas bénéficié d'investissements importants depuis une dizaine d'années", a estimé M. Joffroy.

De son côté, la communauté de communes, Poher communauté, s'est étonnée que la direction des deux sites finistériens n'ait pas répondu aux propositions économiques présentées par les élus. "Nous les avons rencontrés à plusieurs reprises ces trois derniers mois mais, depuis que nous leur avons proposé par écrit de réaliser une usine-relais avec un crédit-bail, nous n'avons pas eu d'écho, aucune réponse à nos deux courriers", a déclaré à l'AFP Christian Troadec, maire de Carhaix et président de Poher communauté à laquelle appartient Poullaouen.

"Nous allons demander l'arbitrage d'Arnaud Montebourg (ministre du Redressement productif, ndlr), d'autant que le groupe Marine Harvest gagne de l'argent. On ne peut pas rayer ainsi une usine de la carte et tirer un trait sur la casse sociale avec 300 familles concernées. C'est un coup de massue sur la tête des gens", a ajouté M. Troadec. Créée dans les années 1970 par un habitant de la région, l'usine de Poullaouen est "un site historique" car elle a été la première en France à faire du saumon fumé et a compté jusqu'à un millier de salariés, a rappelé l'élu.

En Bretagne, Marine Harvest dispose également d'un site dans le Morbihan, à Lorient (58 CDI), pour des produits pré-emballés multi-espèces. Un site similaire est implanté à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-calais). AFP 05.06

2- Italie

Le groupe italien d'électroménager Indesit prévoit de supprimer 1.425 postes en Italie, soit un tiers de ses effectifs dans le pays, ont déclaré mardi deux syndicats.

L'entreprise a expliqué de son côté, après la présentation du plan aux représentants du personnel, vouloir réorganiser ses activités italiennes et investir 70 millions d'euros dans le pays sur la période 2014-2016.

Pour la FIM-CISL, les suppressions de postes pourraient être le prélude à une délocalisation hors d'Italie d'une partie des activités de fabrication.

De son côté, le syndicat FIOM a expliqué qu'Indesit prévoyait de fermer deux de ses usines italiennes et de transférer une partie de sa production hors de son pays d'origine.

Le groupe compte huit sites de production (trois en Italie, deux en Pologne, un en Grande-Bretagne, un en Russie et un en Turquie) qui emploient au total 16.000 personnes. Reuters 05.06

[Haut de page ↗](#)

Le 6 juin 2013

CAUSERIE

La position adoptée par Hollande et Fabius envers la Syrie est extrêmement grave et doit interpeller chaque militant et travailleur, ils appellent ouvertement la coalition militaire occidentale à bombarder la Syrie et à liquider celui qui incarne son unité et son indépendance, à briser la résistance du peuple syrien.

Quelque part, oui ils sont pires ou plus réactionnaires si cela était possible que Sarkozy et Juppé, nous le savions, ils en font quotidiennement la démonstration devant le monde entier. Dans le passé il est déjà arrivé que des affairistes parlant au nom du socialisme témoignent qu'ils appartenaient en réalité au camp de la réaction, des ennemis de la classe ouvrière et des peuples luttant pour leur émancipation.

Sauf que voilà, le mouvement ouvrier et son avant-garde n'en ont tiré aucune leçon, ils se sont employés à entretenir les mêmes rapports avec le PS (notamment) comme si finalement rien ne s'était passé, cela paraît incroyable et pourtant nous en avons la preuve sous le nez tous les jours, qu'il s'agisse du Front de gauche, du NPA ou de LO, ou encore du POI, qui par le biais de ses élus a osé demander un entretien "en personne" à Hollande qui contribuera à le légitimer, alors qu'en tant que

représentant d'un parti se dénommant socialiste et osant s'exprimer au nom du socialisme, nous lui refusons toute légitimité, c'est une monstrueuse imposture, c'est un représentant du capital, nous estimons que tout rapport, tout compromis ou toute collusion avec Hollande et son gouvernement, avec les dirigeants de leur parti constituerait une trahison des travailleurs et leurs intérêts, une trahison du mouvement ouvrier, du socialisme.

Vous aviez raison monsieur Mélenchon, il arrive un moment où il faut appeler les choses par leurs noms, quand l'existence de millions de syriens innocents est en jeu et bien au-delà encore, c'est le moment ou jamais. Rompre avec Hollande, son gouvernement, le PS, les appareils vendus des syndicats, est une nécessité impérieuse pour le mouvement ouvrier et le prolétariat, ce n'est pas négociable.

On nous traitera peut-être de gauchistes ou d'extrémistes, cela nous laisse indifférents, nos adversaires ne se privent pas pour nous caractériser d'ennemis de la classe ouvrière, un rappel à l'adresse de nos camarades du POI, alors qu'il nous soit permis de dire ce que nous pensons sans se soucier de savoir à qui cela plaît ou non.

Sur la question Syrienne. Qui ? A qui profite le crime ?

Tout d'abord les derniers éléments en notre possession.

Le gouvernement français impute l'usage de ce gaz au régime sans apporter la moindre preuve :

- Du gaz sarin a été utilisé en Syrie, selon la France - Reuters

- Invité de la chaîne de télévision France 2, M. Fabius a assuré qu'une "ligne" avait été franchie rapporte Le Monde du 5 mai, ce sont des propos extrêmement grave, car c'est la "ligne" au-delà de laquelle une intervention militaire occidentale se justifierait, s'imposerait selon eux, le bombardement de la Syrie.

De son côté, François Hollande a dit hier à Paris : "*Nous avons fait notre devoir, devoir de vérité car nous avons les éléments qui maintenant permettent de donner la certitude de l'utilisation, à quel niveau nous ne le savons pas encore, des armes chimiques en Syrie*" (AFP 05.06).

Il y a quelque temps déjà à propos d'Alep, ils avaient été tentés de mettre en scène ce scénario puis ils l'avaient abandonné, leur défaite sur le terrain à Al-Qousseir ranime la haine des belliqueux va-t-en-guerre qui ne s'est jamais éteinte en réalité.

Le gouvernement britannique affirme qu'il lui est impossible d'imputer l'usage de ce gaz à l'un ou l'autre des protagonistes, malgré la tentation affichée de l'imputer au régime syrien.

- Londres convaincu de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie - Reuters

Mais :

"*Nous sommes certains que le gaz sarin a été utilisé, nous avons nous-mêmes nos échantillons, nous pensons que c'est très probable que l'utilisateur, c'est le régime syrien, mais nous ne sommes pas au stade de dire que c'est sûr*", a dit, mercredi, Peter Ricketts, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, sur Europe 1. lemonde.fr 05.06

Le gouvernement russe rejette les allégations de Paris et Londres.

- Le vice-ministre russe des Affaires étrangères a de son côté mis en cause toutes ces allégations, qui s'appuient sur des rapports diffusés par les médias. french.irib.ir 05.06

Il faut préciser que ce sont des mercenaires de l'ASL qui ont remis ces échantillons aux journalistes du Monde

- Syrie : comment les échantillons de gaz sarin ont été rapportés - Lemonde.fr 05.06

Voici de larges extraits d'un article commenté du journal Le Monde, le médias officiel de l'Otan.

Les journalistes du Monde évoquent des "*rebelles*", parmi lesquels il faut rappeler figure celui avait posté sur le Net une vidéo où on le voyait dépecer le corps d'un soldat syrien avant de se livrer à un exercice d'anthropophagie, des gens responsables et d'une intelligence supérieure, qu'il nous soit permis d'en douter. Inutile de rappeler qu'ils se sont livrés à de multiples scènes de massacres de civils innocents depuis deux ans, voilà des gens dont les témoignages sont forcément dignes de confiance selon les barbouzes du Monde.

- Les échantillons du Monde proviennent pour l'essentiel de la même zone : Jobar, un quartier du nord-est de Damas investi par les rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) début février, et dans lequel nous sommes arrivés le 2 avril. Quelques jours plus tard, les premières attaques avec un gaz inconnu y avaient lieu, avant de se multiplier pendant une semaine environ.

A Jobar, l'ASL se trouve dans des positions très proches – à quelques mètres parfois – de celles de l'armée syrienne. Il ne semble pas vraisemblable que les rebelles se soient infligé une autoexposition à des gaz dont l'effet est terrible sur les combattants : pupilles rétractées, suffocation, perte de connaissance, pour l'essentiel.

Ils sont assez abrutis ou fanatisés pour croire que ces gaz choisiraient leurs proies et les épargneraient !

- Le premier endroit où des lots nous ont été confiés se trouve à Zamelka, ville à la sortie de Damas, collée à Jobar.

Donc ces journalistes n'ont rien collecté du tout, on leur a remis de soit-disant échantillons qu'ils ont pris comme tels.

- A la mi-avril, on y reçoit presque quotidiennement les mêmes cas d'hommes exposés au "gaz", comme on l'appelle alors.

En réalité l'armée syrienne en ferait un usage massif "quotidien", mais jusqu'à présent personne ne s'en était aperçu, sauf ces journalistes du Monde !

- Les composants chimiques des gaz toxiques se fixent dans le tissu, tout particulièrement si les vêtements sont sales ou humides.

Voilà pour les "échantillons" dont personne ne sait exactement d'où ils proviennent, les victimes de ce gaz ne pouvant pas détecter dans quel quartier ou zone il a été pulvérisé, ni par qui.

- Lorsque des rebelles de l'ASL ont appris que nous nous efforcions de quitter le pays avec l'intention d'emmener ces échantillons jusqu'à un laboratoire certifié, ils nous ont aussi confié d'autres lots similaires.

On se croirait dans un entrepôt !

- Il s'est écoulé du temps entre les prélèvements et leur arrivée en France : entre quatre et cinq semaines pour certains.

Ils parlent de prélèvements sanguins qui s'avèreront inutilisables par la suite. Dites-donc, à votre place dès que j'aurais eu un échantillon valable, je n'aurais pas trainé dans les parages, j'aurais déguerpi sur le champ pour fuir ce pays en guerre, pas vous ?

- Un tee-shirt de combattant isolé dans un sac plastique, et correspondant au même échantillon. Un lot d'habits, enfin, dans un sac plus vaste.

Et en plus vous faites les poubelles, ce n'est pas très sérieux.

- Dans l'un des pays voisins de la Syrie, nous avons donc entamé des discussions avec les autorités françaises. Les échantillons seront analysés par le centre de recherche du Bouchet, qui dépend de la Délégation générale de l'armement (DGA), le Quai d'Orsay s'engageant par écrit à ce que les résultats soient communiqués au Monde.

Mais c'est qu'on vous attendait, vous étiez en mission commandée ou quoi, dites-nous tout ?

- Les analyses menées par le centre du Bouchet fournissent la preuve formelle d'une utilisation de gaz sarin en Syrie.

Ah ben nous voilà bien avancé ! Mais cela ne nous dit pas qui l'a utilisé, Au fait, vous savez que des civils et des soldats de l'armée syrienne ont présenté les mêmes symptômes que vous avez décrits sur vos amis mercenaires ? Ils ont dû se gazer eux-mêmes sans doute.

- D'après les résultats des analyses menées par le laboratoire militaire français, que Le Monde a pu consulter, du gaz sarin a été utilisé dans les deux attaques ayant fait l'objet de prélèvements d'échantillons.

Pure spéculation puisque vous ne savez même pas où ont été trouvés précisément les vêtements qui ont servi à ces analyses, ni même à qui ils appartenaient puisque ce sont des mercenaires de l'ASL qui vous les ont remis, alors qu'ils ne leur appartenaient pas. Mais au fait, si vous vous trouviez dans une zone qui avait été gazée au point de jouer au mariole en revêtissant des masques à gaz, pourquoi n'avez-vous pas donné à analyser vos propres vêtements, ceux des gens qui étaient avec vous ?

- Dans ce dernier cas, les services français assurent avoir pu certifier la chaîne de transmission, par laquelle leur sont parvenus des échantillons de sang et d'urine des victimes directes de l'attaque menée par un hélicoptère gouvernemental qui avait largué, à haute altitude, des projectiles blancs de la taille d'une boîte de conserve diffusant une fumée blanche.

Et vous n'avez pas pu récupérer un de ces "projectiles blancs de la taille d'une boîte de conserve", là cela aurait constitué une preuve infaillible contre le régime syrien, ces boîtes ne se sont pas volatilisées, vous savez où elles étaient tombées, c'était donc facile de les récupérer, pour un peu sur l'étiquette vous auriez même eu le droit à la photo et à la signature d'Assad... Ah il était trop tard, vous n'y avez pas pensé ! On comprend, on comprend...

- Cet utilisateur ne peut qu'être l'armée gouvernementale.

L'arrestation de membres d'Al-Nosra en possession de deux kilos de gaz sarin prouve le contraire, votre affirmation trahit vos réelles intentions qui n'étaient que fournir un prétexte à Washington, Paris et Londres pour bombarder la Syrie et liquider Assad comme en Libye et en Irak. Tout votre argument n'est que mensonge et manipulation.

On veut bien admettre que pour le journal d'un parti ouvrier rédiger un bel article à destination de ses militants et de ses lecteurs qui relate les derniers événements présente un certain intérêt, dans la mesure où y figure une analyse qui tranche avec celle des médias aux ordres. C'est à notre avis très insuffisant.

Il est sans doute tout aussi pertinent de proposer aux lecteurs sous forme de tableau les faits sur lesquels reposent ces analyses contradictoires qui aboutissent à des conclusions diamétralement opposées. J'en ai relevés trois tirés de l'actualité récente.

1- Les armes chimiques.

Hollande-Fabius : ils affirment à la suite du journal Le Monde que le gouvernement syrien auraient utilisé des armes chimiques.

Les faits : la police turque a arrêté plusieurs mercenaires du groupe Al-Nosra en possession de 2 kilos de gaz sarin. Par contre, il n'existe aucune preuve que l'armée syrienne aurait utilisé une telle arme qui n'aurait fait que précipiter une intervention militaire des puissances occidentales.

- Dans le cadre de son enquête sur les attentats de Reyhanli(11 mai 2013), la police turque a procédé, lundi 27 mai 2013, à une série de perquisitions chez des militants du Front Al-Nosra, à Adana et Mersin. 12 suspects ont été arrêtés.

Le Front Al-Nosra est la branche levantine d'Al-Qaïda. Les militants s'apprêtaient à utiliser ce gaz sarin à la fois en Turquie et en Syrie. Le gaz sarin est une arme chimique interdite par les Nations Unies en 1991.

Cette découverte intervient alors que le quotidien français Le Monde, dans son édition datée du 28 mai, la publication d'un reportage en cinq parties de Jean-Philippe Rémy et Laurent Van Der Stockt « attestant » l'usage de gaz par l'Armée arabe syrienne contre la « rébellion » à Jobar (quartier de Damas). (Réseau Voltaire 31 mai)

- Les rebelles syriens ont utilisé du gaz sarin, selon Carla Del Ponte - LeMonde.fr 04.05

- L'Onu déjuge Carla Del Ponte sur le gaz sarin en Syrie - Reuters 04.05

2- Le peuple syrien souhaite le départ du président Assad.

Hollande-Fabius : ils n'ont cessé de répéter avec d'autres qu'il s'agissait d'une révolution démocratique que le régime avait réprimée dans le sang, et que la population syrienne martyrisée par un président tyrannique était engagée dans un combat légitime pour le chasser du pouvoir, d'où le soutien du gouvernement français à l'opposition au président Assad.

Les faits : la CIA a révélé la semaine dernière les résultats d'un sondage dans un grand magazine américain, qui indiquaient que si le président Assad se présentait demain à des élections présidentielles il remporterait 75% des suffrages, un plébiscite. Ce qui signifie que contrairement à ce qu'affirme le gouvernement français notamment, l'immense majorité du peuple syrien s'est rangée derrière Assad qui incarne l'unité et l'indépendance de la Syrie.

- Le renseignement américain, CIA, vient de le reconnaître : "si le président syrien parcipite en 2014 aux élections présidentielles syriennes, il sera accrédité de 75% des voix".

Selon le site d'information Al Ahd, qui cite la CIA, " un ensemble de rapports et de sondages collectés au sujet des élections présidentielles 2014 vient de le confirmer , si Assad est à nouveau candidat, il l'emportera avec 75% des voix". french.irib.

ir 15.05

3- Le massacre de civils par l'armée syrienne à Al-Qousseir.

L'ASL : dans un communiqué repris par les agences de presse et les médias, cette instance basée à Londres a affirmé qu'il resterait 20.000 civils dans la ville d'Al-Qousseir (sur 30.000 habitants avant la guerre) et que l'armée en décidant de lancer une offensive allait causer des milliers de victimes civiles, justifiant ainsi son appel à l'aide des puissances occidentales pour intervenir militairement pour empêcher ce massacre.

Les faits : le 5 mai 2013 l'armée syrienne est parvenue à libérer la totalité de la ville d'Al-Qousseir au mains des djihadistes depuis un an, et le correspondant de l'agence Reuters basé à Beyrouth a affirmé que selon les informations qui lui ont été transmises, la ville était en grande partie détruite, les rues étaient désertes et il n'y avait pas âme qui vive dans la ville, confirmant ce qu'avait annoncé le gouvernement syrien qu'enprévision de cette offensive, il s'était employé à faciliter l'évacuation des civils de cette ville, ce que les faits viennent de confirmer.

- Selon certains (djihadistes. -ndlr), 20.000 civils se trouvaient encore dans Koussaïr lorsque l'offensive a débuté, il y a quinze jours. Reuters 30.05

- Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), de nombreux civils avaient quitté la ville bien avant le début de l'assaut. (AFP 05.06) Là ils se contredisent entre-eux, c'est la pagaille, la débandade !

- Des images de Koussaïr diffusées par les télévisions mercredi montrent d'importantes destructions, avec des bâtiments en ruine, des rues dévastées et aucun habitant en vue. Reuters 05.06

Dans le commentaire accompagnant une photo prise de Koussaïr par le correspondant de Reuters, il parlera d'une ville "fantôme".

Un internaute apporte un nouvel élément que j'ignorais, à la suite de l'article du Figaro du 5 mai (L'armée syrienne prend le contrôle d'al-Qusayr) :

- *"Depuis presque 2 ans, l'armée tient bon, reste organisée, et commence a regagner du terrain... La population du pays ne bouge pas et soutient le Président du pays. (voir le reportage sur France 2 il y a quelques jours qui a d'ailleurs autant surpris le journaliste du plateau que moi !) Je pense qu'on nous a "enfumés" avec cette fameuse rébellion qui était sensé combattre pour le peuple..."*

C'est un dramatique euphémisme monsieur !

Je n'ai pas pu voir ce reportage de France 2 en étant en Inde.

Dans le premier cas, c'est Carla Del Ponte et la police turque qui contredit les allégations du gouvernement français, alors que la Turquie est un partenaire de la France contre le régime syrien.

Dans le second, c'est la CIA que l'on ne soupçonnera pas d'être favorable au régime syrien, qui révèle à son grand dam que le peuple syrien le soutient.

Dans le troisième, c'est une agence de presse américaine qui contredit les allégations de l'ASL.

Dans les trois cas, ce sont des acteurs indépendants ou plutôt favorables aux ennemis du régime syrien qui par leurs témoignages prouvent qu'on est en présence d'une machination contre le régime syrien sans que ce dernier ait été pris en défaut ou ait cherché à maquiller sa responsabilité ou la situation.

Ainsi à partir des faits la réalité est rétablie et le rôle criminel et sordide de cette guerre de rapine menée par la coalition américano-franco, britannique appuyée par l'Etat sioniste et les Etats du Golfe qui est à l'origine de la destruction de la Syrie et du massacre de son peuple par une armée de mercenaires sanguinaires qu'ils ont recrutés, financés, armés, infiltrés en Syrie, n'est plus à démontrer puisqu'il est exposé ici au grand jour.

Une démonstration balaie tous les doutes qu'on pouvait avoir sur le rôle joué par les différents acteurs de cette tragédie.

En guise d'épilogue.

On ne peut pas être plus clair et précis, on ne peut pas faire plus simple non plus, cette argumentation est à la portée de n'importe quel travailleur ou militant, personne l'ayant lu ne peut dire ensuite : je ne comprends pas, c'est impossible ou on a à faire

à un crétin fini ou quelqu'un de mauvaise foi, auquel cas il vaut mieux ne pas poursuivre la discussion.

Partant de là, ce qui est intéressant de signaler à notre interlocuteur, c'est qu'il en est ainsi dans pratiquement tous les domaines, quand on lui parle de la crise, des retraites, du chômage, de l'école, des hôpitaux, de la situation en général, chaque fois on lui ment, on lui cache la vérité, on lui raconte des balivernes, qui, le gouvernement, les partis institutionnels, les dirigeants des syndicats, les médias évidemment, car pas un ne lui tient ce langage, pas un ne l'aidera à répondre aux questions qu'ils se posent en partant des faits.

Car finalement, la situation est beaucoup plus simple qu'on ne le pensait, il suffit de partir des faits pour que tout soit plus clair immédiatement, encore faut-il que quelqu'un les porte à votre connaissance, ce n'est pas toujours facile d'y accéder même s'ils sont disponibles sur Internet, il faut les rassembler, établir les rapports qui existent entre eux, etc.

Et si nous avions un parti nous poursuivrions en expliquant à ce travailleur ou militant que notre politique repose uniquement sur des faits, que nous sommes des gens sérieux et cohérents. En allant plus loin mais cela pourra faire l'objet d'une autre causerie, parmi ces faits, il y a ceux qui relèvent de différents acteurs à différents niveaux dans la société, mais il y a aussi ceux qui sont relatifs à nos propres besoins et aspirations en tant que travailleur.

Par exemple, si vous dites que vous êtes fatigué et que vous prendriez bien votre retraite maintenant, c'est un fait, un fait qui n'intéresse personne, que personne ne prendra en compte, que la société telle qu'elle est ignore ou plutôt telles que les institutions qui existent ignorent. C'est un fait qui va se traduire sous la forme d'un besoin, d'un droit qui est bafoué, vous avez à peine 50 ans, vous dites que vous êtes déjà fatigué et que vous voudriez bien prendre votre retraite maintenant, mais mon pauvre vieux, où avez-vous la tête, vous n'êtes pas au courant de la situation, etc. vous voyez, c'est la situation qui retient leur attention, vous, vous n'existez pas pour eux ou vous passez après ce qui revient au même, ils ne vous permettront pas de prendre votre retraite demain, vous devrez crever au boulot s'il le faut...

Et bien voyez-vous, notre parti, notre programme, l'objectif de notre combat politique incarne tout ce qu'on vous refuse, nous considérons que vous êtes l'acteur principal dans la société, donc on vous écoute, puis on prend en compte vos besoins ou aspirations qui passent avant toute autre considération, la crise, la compétitivité des entreprises, le sauvetage des banques, la croissance ou je ne sais quoi, parce que nous considérons que tous vos droits sont légitimes et inaliénables et doivent être satisfaits, ce qui n'est pas forcément possible dans cette société, d'où la nécessité de la changer pour une société qui reposera sur vos droits et rien d'autres, on appelle cela modestement le socialisme...

[Une info dont la source est non identifiée :](#)

- La DGSE travaille à un nouveau tracé passant par le Niger (voir récentes attaques menées par Bajolet) puis la Tripolitaine où les gazoducs camerounais et oleoducs tchadiens viendraient rejoindre les réseaux sous contrôle de la DGSE, c'est pour cela que les (...) sionistes de la défense à Paris veulent occuper la Tripolitaine et que Bajolet a fait sauter l'ambassade de France à Tripoli. La DGSE frappera l'Algérie par l'Ouest selon le plan de Tel Aviv, car ce nouveau tracé est loin de faire l'unanimité.

[Les pigeons et les perroquets](#)

Evolution entre 2002 et 2012 du salaire fixe et bonus, hors stock-options et actions gratuites de neuf patrons du CAC 40.

Henri de Castries : Axia - 2002 : 1 329 146 euros ; 2012 : 3 049 761 euros - Variation : 129 %
Benoît Potier : Air liquide - 2002 : 1 296 000 euros ; 2012 : 2 743 000 euros - Variation : 112 %
Pierre Pringuet : Pernod-Ricard - 2002 : 1 412 140 euros ; 2012 : 2 696 873 euros - Variation : 91 %
Paul Hermelin : Capgemini - 2002 : 1 218 350 euros ; 2012 : 2 187 600 euros - Variation : 80 %
Franck Riboud : Danone - 2002 : 2 400 000 euros ; 2012 : 658 170 euros - Variation : 52 %
Gérard Mestrallet : GDF Suez - 2002 : 2 270 602 euros ; 2012 : 3 088 977 euros - Variation : 36 %
Bernard Arnault : LVMH - 2002 : 3 387 043 euros ; 2012 : 3 519 516 euros - Variation : 4 %
Baudouin Prot : BNP Paribas - 2002 : 1 373 748 euros ; 2012 : 1 418 681 euros - Variation : 3 %
Martin Bouygues : Bouygues - 2002 : 2 432 999 euros ; 2012 : 2 404 970 euros - Variation : - 1 %

Moyenne : 2002 : 1 531 127 euros ; 2012 : 2 867 081 euros - Variation : 87 %

Le 15 mai 2001, la loi NRE (nouvelles régulations économiques) venait de passer, faisant obligation aux grands patrons de révéler toutes leurs rémunérations.

Finies, les cachotteries : les petits actionnaires et la presse allaient pouvoir pointer les abus et contraindre les principaux intéressés à plus de mesure.

Les neuf patrons du CAC 40 aux manettes depuis 2002 et toujours en poste ont vu leurs rémunérations (salaire fixe et

bonus) s'apprécier de 87 % en moyenne, soit, hors inflation, une hausse de 68 %. Au cours de la décennie écoulée, trois d'entre eux parviennent même à doubler leurs émoluments : le président d'Axa, Henri de Castries, ses homologues d'Air liquide, Benoît Potier, et de Pernod-Ricard, Pierre Pringuet, promu grand patron en milieu de parcours.

Comment expliquer les effets pervers et inflationnistes de la transparence ? *"Par le jeu des comparaisons faites à partir de grilles très précises élaborées par des cabinets de consultants. Les patrons les plus performants veulent figurer dans le haut du panier et se rapprocher des standards américains. Les autres ne veulent pas figurer au-dessous de la rémunération moyenne de leurs pairs. Ce serait vécu comme un affront fait au dirigeant par le comité des rémunérations, l'organe du conseil d'administration chargé de proposer les fixes et les bonus"*, explique Pierre-Henri Leroy, patron de Proinvest, cabinet de défense des actionnaires minoritaires. Cette mécanique d'appréciation salariale porte d'ailleurs le joli nom d'"*échelle de perroquet*", dont on gravit les barreaux au vu et au su de tous. L'Express.fr 05.06

Vous aurez compris que les pigeons sont ceux qui estiment normal que les "*perroquets*" se goinfrent sur leurs dos...

ACTUALITE EN TITRES

Hollande ou le chantre de la réaction mondiale

- "*Pourquoi les alliés de la rébellion syrienne ne lui livrent-ils pas d'armes ?*" - LeMonde.fr

- Syrie. Hollande pousse la communauté internationale à agir - Le Nouvel Observateur

- Syrie : Israël doute de la volonté de Washington d'intervenir militairement - LeMonde.fr

Hollande est encore plus pourri que le président américain et le Premier ministre israélien réunis !

- Comment "*Le Monde*" a obtenu des preuves de l'usage d'armes chimiques - LeMonde.fr

- Armes chimiques en Syrie : la Russie reste muette - LeMonde.fr

Parce qu'il n'y a rien à dire, c'est une fabrication des services secrets français via le journal Le Monde.

Nos sincères condoléances.

- La Lettonie va devenir le 18e membre de la zone euro. - L'Expansion.com

Dites, c'est quoi le crise ? Ouvrez vos yeux et vos oreilles !

- A New York, le boom des tours résidentielles de luxe - AFP

- Le casse du siècle : comment les banques vont parvenir à sortir encore plus fortes de la crise - Atlantico.fr

- Classes moyennes : le 21ème siècle m'a tuer ? - Atlantico.fr

Voilà un portail atlantiste qui porte bien son nom, pour les Américains vous avez un demi-siècle de retard.

- Paupérisation des classes moyennes : un risque économique, social et politique - LeMonde.fr

En l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, non, pas vraiment...

Pèlerinage néo libéral.

- Taxe sur le solaire: Berlin regrette une "*erreur*" de Bruxelles - AFP

- Dailymotion: Fleur Pellerin veut rassurer les investisseurs de la Silicon Valley - AFP

Intox

- Paradis fiscaux et frais bancaires à nouveau en débat à l'Assemblée - AFP
- Crise grecque: le FMI reconnaît des "échecs notables" - L'Expansion.com
- Retraites : Ayrault promet de laisser du temps à la concertation - LeParisien.fr

Toujours des bonnes nouvelles...

- Espagne: le fabricant de cigarettes Altadis supprime 10% de son effectif - AFP
- L'économie portugaise est entrée dans sa 3e année de récession - Reuters

La palme du cynisme

- Mali: la reconstruction, une chance pour lutter contre le travail des enfants - L'Express.fr
- Les 15-30 ans fument et boivent plus mais se disent "en bonne santé" - AFP

Pendant qu'ils traitent la main d'oeuvre immigrée comme des chiens.

- Arabie saoudite : trente coups de fouet pour une gifle - Liberation.fr

Les féministes vont pouvoir soutenir ce régime barbare...

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le Pentagone a déjà promis des décennies de guerre, Hollande le confirme... au nom de la "recherche de la paix".](#)

Après Obama, et l'Union européenne, au tour de Hollande, l'imposture normalisée.

- Hollande, chef de guerre, récompensé pour la paix au Mali - AFP

François Hollande a reçu mercredi à Paris le Prix de l'Unesco pour la paix en présence des principaux dirigeants ouest-africains, venus lui rendre hommage pour l'action militaire de la France au Mali, le jour même où des combats reprenaient dans le nord entre l'armée malienne aux rebelles touareg.

"Il peut paraître paradoxal de recevoir une récompense pour la recherche de la paix après avoir porté la responsabilité d'une guerre", a déclaré le président français, qui a insisté sur le soutien apporté à l'intervention française par la communauté internationale, les Africains au premier chef.

M. Hollande a néanmoins admis que "la situation au Sahel reste fragile". "Les terroristes se cachent dans toute la région et frappent aujourd'hui le Niger et peut-être demain se dirigeront-ils ailleurs en Afrique", s'est-il inquiété.

"Le combat n'est pas fini", a dit le président français. "Il y a encore beaucoup à faire au Mali et au-delà. C'est une grande partie de l'Afrique qui est aujourd'hui menacée. L'enjeu, c'est de tout faire pour renforcer les capacités des pays africains pour qu'ils puissent assurer eux-mêmes leur sécurité". AFP 05.06

L'Unesco est une agence de l'ONU, de l'impérialisme américain, ceux qui y collaborent sont des traîtres.

[Les vassaux de Washington ou la voie de la guerre contre les peuples syriens, libanais et iraniens.](#)

La Ligue arabe a condamné mercredi l'implication du Hezbollah libanais dans le conflit syrien, a annoncé Nabil Elaraby, secrétaire général de l'organisation.

Dans une résolution adoptée à l'occasion d'une réunion au Caire, les ministres des Affaires étrangères des Etats membres condamnent toute forme d'intervention étrangère, particulièrement celle du mouvement chiite pro-iranien, a-t-il ajouté, s'adressant à la presse après la rencontre.

Essam al Haddad, conseiller à la sécurité du président égyptien Mohamed Morsi, a jugé mardi l'implication du Hezbollah criminelle et le gouvernement Bahreïni l'a rangé parmi les organisations terroristes, mais la résolution de la Ligue ne va pas aussi loin.

La réunion de mercredi devait permettre d'adopter une position commune en vue de la conférence de "Genève II" qui pourrait avoir lieu en juillet, selon Lakhdar Brahimi, émissaire de l'Onu pour la Syrie.

Dans la résolution adoptée mercredi, les Etats membres plaident pour le déploiement d'une force de maintien de la paix de l'Onu pendant la période de transition envisagée par le plan de paix adopté lors de la première conférence de Genève. Ils réitèrent par ailleurs leur soutien à la formation d'un gouvernement intérimaire dans lequel tous les protagonistes du conflit, y compris l'actuel gouvernement, seraient représentés.

Le président Bachar al Assad ne pourra toutefois exercer aucune fonction exécutive, a souligné Mohamed Kamel Amr, ministre égyptien des Affaires étrangères.

"Le conseil de transition aura tous les pouvoirs. Cela signifie qu'Assad n'aura aucun rôle (...) Toutes les prérogatives seront transférées à l'autorité de transition, défense et sécurité y compris", a-t-il ajouté. Reuters 05.06

La Ligue arabe ne condamnera pas l'implication du Qatar, de l'Arabie Saoudite, de la Turquie et d'Israël, pas plus que les 35 pays dont des mercenaires ou des militaires ont été tués ou faits prisonniers par l'armée syrienne depuis deux ans, dont des français, des britanniques, des américains, normal.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Le régime de Bachar al-Assad et son puissant allié, le Hezbollah libanais, ont pris mercredi aux rebelles la ville clé de Qousseir dévastée par deux semaines de combats acharnés, remportant une importante victoire dans la guerre en Syrie.

L'ONU, les Etats-Unis et la Russie ont tenu à Genève une réunion préparatoire en vue de la conférence de paix internationale voulue par Washington et Moscou -- qui pourrait avoir lieu en juillet.

Les positions jusqu'au-boutistes des protagonistes rendent difficile l'organisation de la conférence de paix internationale.

Les ministres arabes des Affaires étrangères ont invité mercredi les protagonistes à y participer.

Le régime syrien a donné son accord de principe à cette conférence, tandis que l'opposition exige au préalable la démission du président Assad, l'arrêt des combats et le départ de Syrie de combattants de l'Iran et du Hezbollah.

Une nouvelle réunion préparatoire aura lieu à Genève le 25 juin, a déclaré l'émissaire spécial des Nations unies et de la Ligue arabe pour la Syrie Lakhdar Brahimi, au terme de la réunion de mercredi.

Pour M. Brahimi, cette conférence pourra se dérouler *" espérons-le en juillet "*.

L'objectif est d'amener *" les parties syriennes, sans conditions préalables, à examiner comment elles pourraient appliquer le communiqué "* de Genève, adopté en 2012 par la première conférence internationale, a dit M. Brahimi, admettant que *" les parties syriennes ne sont pas prêtes "*.

La première conférence de Genève avait mis au point un plan de transition sans se prononcer sur le sort du président Bachar Al-Assad.

La porte-parole du département d'Etat à Washington, Jennifer Psaki, a assuré mercredi que les Etats-Unis, la Russie et l'ONU

s'étaient entendus pour que l'objectif de la conférence de Genève-2 soit de "tenter de former un gouvernement de transition" en Syrie dans lequel "aucun pouvoir exécutif (ne serait) laissé au régime" de Bachar al-Assad.

De source diplomatique, on déclarait à Genève que les discussions russo-américaines préparatoires à cette conférence ont buté mercredi sur la question de la participation de l'Iran. AFP et Reuters 05.06

1.2- C'est un rapport israélien repris par l'hebdomadaire Al Manar de la Palestine qui conclut à la victoire de l'axe de la résistance : les rapports parvenus des services du renseignement israélien, américain et britannique confirment l'échec des parties hostiles au régime Assad. La plupart des agences de renseignement israéliennes croient qu'Assad a bien surmonté la période la plus difficile et que les risques d'un renversement de son pouvoir sont déjà derrière lui.

Ce sont des rapports qui se superposent à ceux élaborés par les renseignements britanniques et américains." *Les efforts contre l'axe "extrémiste" (ndlr: Hezbollah, Iran, Syrie) n'ont pas abouti et ils ont eu plutôt l'effet inverse.* " Le rapport prodigue ensuite des conseils à Israël et à d'autres parties anti-Assad impliquées dans la guerre : " *Le seul moyen pour Israël et ses alliés dans la guerre contre Assad consiste à éviter une intervention armée directe et claire en Syrie . Il ne faut pas céder aux vœux des régimes arabes qui préconisent le recours à n'importe quelle type d'armes lourde et létale pour éliminer Assad. ou au moins il ne faut pas trop insister pour qu'Assad soit éliminé*" et le rapport reconnaît : " *l'insistance des pays hostiles à Assad pour envoyer des armes aux rebelles ne tient pas à leur volonté de voir Assad tomber, ces pays veulent en effet provoquer un maximum de destruction dans les infrastructures syriennes* " le rapport affirme qu'en dépit des succès de l'armée arabe syrienne, " *Israël poursuivra ses efforts pour créer une zone tampon à l'intérieur de la Syrie et de provoquer ainsi son morcellement*" french.irib.ir 05.06

Cela confirme ce que j'ai affirmé à plusieurs reprises qu'il en faudra beaucoup plus pour qu'ils lâchent le morceau. Seule la crainte de perdre le contrôle sur le plan politique en Europe pourrait les arrêter à mon avis.

1.3- Une grande partie des insurgés armés se sont retirés d'Al-Qousseir et enfuis vers les régions Al-Qara et Al-Zaba qui se trouvent toujours sous contrôle des terroristes de Lawa Al-Tawhid.

Selon Fars News, suite à la défaite des terroristes dans la lutte à Al-Qousseir, face à l'armée syrienne, les insurgés armés basés dans cette ville se sont affrontés au groupe terroriste Lawa Al-Tawhid, les deux parties s'attribuant, les uns les autres, la responsabilité de l'échec face à l'armée. Une personne a été tuée et deux autres, blessées, au cours de cet affrontement. french.irib.ir 05.06

1.4- Un commentateur de la télévision israélienne estime que l'Iran serait le gagnant de l'affaire syrienne.

Ehud Yaari, commentateur politique de la télévision israélienne a fait allusion aux acquis obtenus par l'axe de la résistance et aux lourds échecs des groupes armés, soutenus par les Occidentaux, en Syrie, pour dire que tout cela montre la victoire de l'Iran face aux Etats-Unis et aux Occidentaux dans l'affaire syrienne. « *La question qui s'impose est de savoir si Barack Obama et les Occidentaux se résigneront face à l'énorme victoire de l'Iran dans l'affaire syrienne* », a ajouté le commentateur de la télévision israélienne. Ehud Yaari a aussi affirmé que différents pays étaient impliqués dans le conflit en Syrie, ajoutant que la victoire appartient, actuellement, à l'Iran et à la Russie. « *La victoire de l'Iran sera d'ailleurs une catastrophe stratégique pour les Etats-Unis et Israël* », a précisé le commentateur et analyste politique israélien, et d'ajouter : « *Reste à savoir si Obama permettra que l'armée syrienne avance encore sur place ; si c'est le cas, l'Iran et le Hezbollah vont accumuler de grands et sans précédent acquis* ». french.irib.ir 05.06

2- Turquie

Les manifestants ne baissent pas les bras, en fin de journée ils ont envahi la place de Kizilay, dans le centre d'Ankara. Ils étaient plus de 10.000 dans la capitale, ayant répondu à l'appel des syndicats. Les forces de l'ordre les ont dispersés à grand renfort de gaz lacrymogènes et de canons à eau.

Depuis les premiers affrontements vendredi, deux personnes sont mortes et les ONG de défense des droits de l'Homme ont dénombré plus de 2.800 blessés dans les seules villes d'Istanbul, d'Ankara et d'Izmir. Les manifestants attendent désormais le retour de Tunisie ce jeudi soir du Premier ministre Erdogan (affirmation gratuite du journaliste. - ndlr), qui a jusque-là balayé d'un revers de main tous leurs griefs. euronews.fr 05.06

SOCIAL

1- Chine

Les ouvriers d'un abattoir de volailles où s'est déclaré lundi un incendie qui a fait 119 morts n'ont pas trouvé anormal que les portes de l'abattoir soient fermées, alors même que le feu avait déjà pris dans l'usine.

Selon les premiers éléments de l'enquête, des fuites d'ammoniac sont à l'origine de l'explosion, dit le gouvernement chinois. Sont également mis en cause les matériaux de construction inflammables, la mauvaise conception des sorties de secours et le manque de matériel de protection contre les incendies de cet établissement construit il y a quatre ans.

Le verrouillage des portes, dénoncé par les médias officiels, est une pratique fréquente, a déclaré Li.

"Ils craignent que les ouvriers ne sortent, arrêtent de travailler et perdent leur temps. Certaines personnes allaient s'acheter de quoi manger pendant le travail. Ça les inquiétait aussi", a-t-elle dit.

Un autre ouvrier, hospitalisé après avoir inhalé de l'ammoniac, estime quant à lui qu'il n'était pas déraisonnable de laisser les portes fermées.

"Bien sûr qu'ils restreignent nos déplacements. Je ne sais pas pourquoi mais ce n'est pas excessif. Quelle entreprise permet à ses salariés d'aller et venir pendant les heures de travail ?" a-t-il dit, sous le sceau de l'anonymat.

De nombreux employeurs profitent de la corruption pour contourner les règles de sécurité. Reuters 05.06

2- Bangladesh

2.1- Plusieurs centaines d'ouvriers d'une usine textile au Bangladesh sont tombés malades mercredi après avoir bu de l'eau sur leur lieu de travail, ont annoncé à l'AFP des sources policière et industrielle.

Un responsable administratif de l'usine située à Gazipur, à la périphérie de Dacca, la capitale, a indiqué à l'AFP qu'il pourrait y avoir jusqu'à 600 ouvriers touchés.

Un responsable de l'Association bangladaise des fabricants et exportateurs de textile (BGMEA), qui représente les 4.500 usines du pays, a indiqué que l'eau consommée par les ouvriers pourrait avoir été empoisonnée à dessein.

"Nous soupçonnons un acte d'empoisonnement. Il pourrait s'agir de pesticide", a dit S.M. Mannan, le vice-président la BGMEA, interrogé par l'AFP.

"L'usine a son propre approvisionnement en eau qui vient d'une pompe alimentée en profondeur par un puits, donc la contamination est écartée. Quelqu'un a dû mélanger du poison dans l'eau", a-t-il avancé. AFP 06.06

Dans une autre dépêche de l'AFP reproduite par 20minutes.fr on pouvait lire : *«Nous pensons que l'eau de l'usine Starlight Sweaters a été empoisonnée ou contaminée»*, a déclaré à l'AFP le policier chargé du secteur industriel, Mahfuzur Rahman. 20minutes.fr 05.06

L'eau a pu être *"empoisonnée ou contaminée"* a dit ce policier, alors que pour le représentant du syndicat des patrons des fabricants et exportateurs de textile elle a été forcément *"empoisonnée"* dédouanant d'avance la responsabilité du propriétaire de l'usine. Explication, je rappelle que je vis en Inde depuis 1996.

Mais l'eau qu'ils ont bu ne venait pas directement de ce puit, pas plus l'eau que je bois chez moi. Elle passe par un ou deux réservoirs qui doivent être entretenue, nettoyés régulièrement... Dans celui qui est située sous la terrasse devant la porte d'entrée de chez moi, les travaux ayant été mal effectués comme c'est le cas habituellement ici, il reste un passage laissant entrer la poussière et des insectes, cela m'est déjà arrivé d'y trouver des cafards et des lézards morts, comme je dois le remplir tous les jours je jette un coup d'oeil dedans pour vérifier qu'un intrus n'y ait pas tombé, le trou se situe au niveau de la tuyauterie, j'en ai parlé au propriétaire il y a bientôt deux ans, il s'en fout apparemment, c'est un Français de Pondichéry, ex-militaire à la retraite. AFP 05.06

2.2- La police a par ailleurs indiqué avoir tiré des balles en caoutchouc et fait usage de gaz lacrymogène pour disperser une manifestation de familles de personnes toujours portées disparues dans l'effondrement de l'immeuble.

Des responsables de Savar, la ville où s'est écroulé l'immeuble, ont indiqué qu'un millier de proches de victimes et d'ouvriers s'étaient rassemblés sur le lieu du drame pour demander la publication d'une liste complète des disparus afin que les familles puissent faire valoir leurs droits à des indemnités.

"Il y avait jusqu'à 1.000 manifestants, ils ont bloqué une importante route d'accès et ont organisé un sit-in devant les ruines"

de l'immeuble pendant près de trois heures", a rapporté le policier, Amjad Hossain.

Un autre policier à Savar, Sheikh Farid Uddin, a dit à l'AFP qu'il y avait eu des heurts entre les forces de l'ordre et les manifestants lorsque la police a tenté de débloquer la route, précisant que les manifestants leur avaient jeté des pierres.

"En représailles, nous avons tiré des balles en caoutchouc et utilisé du gaz lacrymogène pour les disperser", a-t-il ajouté. AFP 05.06

[Haut de page ↗](#)

Le 7 juin 2013

CAUSERIE

En raison de l'actualité politique en France, le site ne sera actualisé que partiellement aujourd'hui. J'ai ajouté une douzaine d'articles hier soir.

[A propos de l'agression de Méric Clément.](#)

J'ai réagi dans cet article en tant que père (et grand-père) et militant ouvrier. Ma contribution est certes modeste mais je ne peux pas nier que des militants, de jeunes militants se connectent sur le site et que j'ai une certaine responsabilité envers eux. Je ne peux et je ne veux pas leur raconter n'importe quoi pour faire plaisir à je ne sais qui.

Je sais d'avance qu'il y a parmi nous des esprits étroits et bornés, complètement sclérosés, hyper dogmatiques, vous savez, ces orthodoxes du marxisme qui peuvent vous sortir des citations en rafales et qui ne sont pas capables de réfléchir autrement qu'à travers le prisme déformé de leurs principes gravés dans le marbre pour l'éternité, amen, et bien je n'en tiendrais pas compte.

Je veux bien admettre que certains militants aient réagi sur le coup de l'émotion, mais en politique ce ne sont pas nos émotions qui nous guident, mais notre état de conscience, plus précisément la conscience d'appartenir à une classe sociale déterminée et la place qu'elle occupe dans le développement de la civilisation humaine ou l'humanité.

Je ne réalise pas ce portail pour engranger un maximum de connexions, j'essaie d'analyser lucidement la situation à partir des faits dans le seul objectif de la rendre compréhensible au plus grand nombre, ensuite chacun en tire ses propres conclusions sans être obligé de partager les miennes.

Question : Qui connaît dans quelles circonstances exactes s'est produite cette agression ? Qui a écouté les différents témoignages rassemblés sur place, depuis le magasin de vêtement où les deux groupes se sont retrouvés en présence ?

Apparemment la maîtrise de soi et le discernement n'est pas le fort des dirigeants du mouvement ouvrier, ils ne sont décidément pas à la hauteur de leurs responsabilités ou de la cause qu'ils prétendent représenter, ceux dont je relate les prises de positions ici qui sont à vomir. Finalement, au risque de vous choquer, je vais vous livrer le fond de ma pensée qui tranchera une fois de plus avec la bonne conscience d'où qu'elle vienne qui s'étale à longueur de médias depuis deux jours.

Ce qui est le plus à craindre, le plus effrayant pour un militant ouvrier, ce ne sont pas les fafs qu'on évitera de provoquer aussi stupidement, mais l'orientation du mouvement ouvrier, sa soumission au capital, aux institutions. On pourrait ajouter le populisme ou la démagogie, le double langage et la manipulation, l'hypocrisie et la provocation auxquels se livrent ses dirigeants, encore une fois cela ne concerne que ceux qui ont mis en scène hier la mort de cet étudiant.

Ce sont eux en dernière analyse les responsables de la mort de M. Clément, ce sont eux qui portent la responsabilité des suicides de travailleurs poussés au désespoir, de jeunes qui se réfugient dans l'alcoolisme, la drogue, qui en viennent à épouser les idées de l'extrême droite, car ce sont bien eux qui interdisent à la classe ouvrière et à sa jeunesse d'entrevoir une issue à la crise du capitalisme en pratiquant la collaboration de classes, qui ne leur proposent aucune perspective à laquelle ils pourraient se raccrocher, aucun idéal, ils s'emploient à cadénasser le mouvement ouvrier dans le carcan du capitalisme et ses institutions auxquelles ils collaborent.

Le combat contre l'extrême droite, nous avons eu l'occasion de l'évoquer à plusieurs reprises, nous ne changeons pas de discours, il commence par s'attaquer et rompre avec le capital et ses institutions politiques, ses partis, les appareils jaunes et traitres des syndicats, l'Union européenne et l'ONU temple de la dictature du capital, de la guerre contre les peuples, de l'impérialisme américain. Aucun des intervenants dont il est fait mention plus loin n'a adopté cette position politique, tous collaborent avec le régime qui effectivement nourrit l'extrême droite, le racisme et toutes les formes de discriminations, donc ils en portent la responsabilité à des degrés divers.

L'engagement contre le fascisme est une escroquerie politique pour certains, Front de gauche, NPA, etc., pour d'autres, les anarchistes principalement, c'est le produit parfois dramatique comme aujourd'hui, d'une profonde ignorance du fonctionnement de la société, du capitalisme, qui conduit (aveuglement aussi) à vouloir s'attaquer aux conséquences d'un mal sans jamais s'attaquer à sa racine, ce qui évidemment est vain ou ne mène nulle part, signifions au passage qu'il nous est impossible d'inverser le processus conduisant au renforcement de l'extrême droite temps que le prolétariat ne s'est pas mobilisé pour infliger une défaite politique au capital, et que la direction du mouvement ouvrier n'a pas manifesté sa détermination à mettre en oeuvre un programme social qui correspond (plus ou moins, c'est une autre question) à ses intérêts...

Aujourd'hui, on ne voit pas comment le prolétariat faiblement organisé et toujours aussi ignorant du fonctionnement de la société pourrait infliger une défaite politique au capital, d'autant plus qu'aucun parti ne combat sur un tel programme qui nécessite pour être cohérent et inspirer confiance à des millions de travailleurs et jeunes, l'expropriation du capital et la liquidation des institutions de la Ve République. Quel parti incarnerait aujourd'hui l'idéal d'une autre société, quel parti combat sous le drapeau du socialisme et s'emploie à faire connaître aux travailleurs le programme de la révolution socialiste ? Aucun.

Si je devais dire un mot personnel, je dirais que c'est pure folie de provoquer les fafs, les skinheads, les Hells Angels.

Quand j'étais technicien, je vous ai déjà raconté que j'avais été amené à réparer des copieurs dans les bureaux du FN à Paris, puis à Saint-Cloud ou encore chez Minutes, et bien avec ma grande gueule, je peux vous dire que je n'en menais par lourd. Chez Minutes, j'étais jeune, j'ai même failli avoir une altercation avec un employé au crâne rasé, parce qu'il ne me lâchait pas des yeux, par curiosité je jetais un oeil un peu partout, il m'a demandé si j'avais besoin de quelque chose, j'ai eu envie de lui demander s'il était de la police, mais au dernier moment j'ai ravalé ma salive, parfois il faut avoir l'intelligence d'estimer la situation et la fermer, instinct de survie et dignité ne sont pas forcément incompatibles.

Plusieurs fois lors de collages (à l'OCI) on s'était retrouvé nez à nez avec des militants du FN, chaque fois on a préféré passer notre chemin au lieu de les provoquer, les fois suivantes on était trois fois plus nombreux par mesure de sécurité, jamais armés, à l'OCI comme au POI ils cultivaient le culte de la légalité. Si demain je devais coller, je serais armé évidemment. D'autres fois, quand je me suis retrouvé seul face à un groupe de types en Rangers qui avaient une sale gueule, j'ai préféré changer de trottoir ou de direction, pourquoi prendre le risque de se faire massacrer inutilement, non ?

Il vaut mieux éviter toute provocation et tout contact, c'est un principe. Maintenant il y a des organisations dont c'est la fonction ou la raison d'être, on a envie de dire à leur risque et péril. Si j'ai bonne mémoire, au tournant du XXe siècle lorsque le frère de Lénine a été exécuté pour acte terroriste, Lénine en a été affecté mais il n'en a pas fait tout un plat, cela n'a eu aucune influence sur son parcours ou son comportement politique.

Venons-en à notre sujet.

On ne peut pas dire que l'appel à manifester hier soir ait soulevé les foules, les organisateurs n'ont même pas été foutus de rassembler leurs adhérents si j'en juge les articles de presse qui en ont rendu compte. On est loin de février 34, n'est-ce pas ? Cela devrait faire réfléchir les militants. Où en est le mouvement ouvrier ?

Un internaute

- "Désir, Bergé, Valls, Ayrault etc... n'ont même pas la décence d'attendre les résultats de l'enquête, sans même parler des résultats du procès, pour se livrer à une récupération politique sans scrupule." Vous avez le droit de compléter cette liste, c'est ce que nous allons faire maintenant.

Les faits, à confirmer toutefois dans les jours qui viennent.

- Mercredi soir, le jeune militant d'extrême gauche, âgé de 18 ans, et trois de ses amis sortaient d'une vente privée organisée dans un appartement de la rue de Caumartin, à Paris, quand ils ont croisé la route de leurs agresseurs. Ils ont été attaqués par un groupe de skinheads, exhibant tatouages de croix gammées et sweat-shirt à la gloire de « *Blood and Honour* », un groupe néo-nazi britannique. Transporté dans la foulée à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, Clément Méric a été déclaré en état de mort cérébrale. Selon plusieurs témoins, il a été frappé avec un poing américain, une arme blanche dont le port est interdit en France. L'étudiant serait ensuite tombé et sa tête aurait tapé le poteau, selon plusieurs témoignages. AFP

D'après les premiers éléments, Clément et les individus caractérisés comme « *skinheads* » ont eu une première altercation avec échanges d'insultes lors d'une vente privée de vêtements, notamment des marques Fred Perry et Ben Sherman, particulièrement prisées des skinheads mais aussi des antifascistes, rue Caumartin. Ces deux groupes se sont-ils rencontrés de façon fortuite ? Se connaissaient-ils ? 20minutes.fr

Quatre personnes, trois hommes et une femme, ont été placées en garde à vue, a précisé une source policière. L'auteur présumé du coup mortel figure parmi elles. Dans ses premières déclarations, il a indiqué ne pas avoir eu l'intention de tuer le jeune

homme, décédé à l'âge de 19 ans. Le Point

De l'inconscience à la provocation.

Les propos rapportés qui suivent entre guillemets ne sont pas ceux du journaliste, il faut le préciser à ceux qui ne savent pas lire ou lisent ce qu'ils ont envie de lire.

- Clément Méric *"faisait du terrain, du renseignement, de l'agit-prop"*. *"Il portait tout le temps son badge antifasciste"*, précise un étudiant de première année comme lui. *"C'était un militant qui était tout le temps là. Il tractait contre les fascistes, pour le droit des étrangers, pour l'égalité hommes-femmes"*, ajoute Adrien, de 5e année, qui le connaissait.

Clément militait aussi à Brest à la Confédération nationale du travail (CNT), mouvement anarcho-syndicaliste.

En entrant à Sciences Po, Clément Méric avait rejoint les rangs du syndicat Solidaires, mais n'était adhérent d'aucun parti, d'après plusieurs sources. *"Il avait des engagements très divers"*, antifasciste, anticapitaliste, anti-homophobe avec Act Up au cours des derniers mois, a précisé Claire Cosquer, militante Solidaires Sciences Po. Il avait notamment participé ces derniers mois à plusieurs actions pour dénoncer la recrudescence de propos homophobes. Le 17 avril, en marge d'une manifestation de la Manif pour tous, il faisait partie d'un petit groupe d'étudiants brandissant une banderole *"L'homophobie tue"* et criant *"Pas de fachos dans nos quartiers, pas de quartier pour les fachos"*. *"C'était quelqu'un de ferme dans ses convictions, mais il n'était pas agressif. On pouvait s'engueuler en assemblée générale, et le lendemain il disait bonjour normalement"*, explique Raphaëlle Remy-Lele, une étudiante qui milite à l'Unef et qui l'a fréquenté.

Selon une source policière, il était connu des services spécialisés comme appartenant à un groupe de militants d'extrême gauche qui recherchaient la confrontation avec des militants d'extrême droite, notamment la vingtaine de skins constituant le noyau dur des JNR (Jeunesses nationalistes révolutionnaires, groupuscule radical), avec qui ils *"jouaient à cache-cache et se cherchent depuis quelque temps"*. Le Point

Le gauchisme peut avoir des conséquences tragiques

- A Paris hier soir. *"Le fascisme, c'est la gangrène, on l'élimine ou on en crève"*, ont crié des membres d'Action antifasciste Paris Banlieue, groupe auquel appartenait Clément Méric. AFP

Erreur fatale : on élimine ce qui le nourrit, le régime en place, ensuite il l'aide à crever.

Lu dans un commentaire d'un autre internaute

- Idem pour Hidalgo, qui est une notable du PS, un parti qui fait le jeu du FN en soutenant un gouvernement qui mène une politique dans la continuité du précédent, après avoir promis de s'attaquer à la finance. Hollande est même allé jusqu'à recycler les renégats qui s'étaient mis au service de Sarkozy, comme Jean-Pierre Jouyet.

Cela s'applique au Front de gauche, Mélenchon (PG) et Buffet (PCF) en tant que ministres de Chirac ont mené *"une politique dans la continuité du précédent"* gouvernement *"après avoir promis"* monts et merveilles aux travailleurs.

Récupération politique

Les médias en rajoute une grosse couche dégueulasse, en fait ils se placent au côté des gauchistes, tiens donc, est-ce que le gauchisme ferait le jeu du régime par hasard ?

- il a reçu un coup de poing (américain) et il est mal tombé : *"le tout jeune homme tabassé à mort mercredi soir à Paris par des skinheads"* (Libération)

Tabassé signifie s'acharner sur quelqu'un et le rouer de coups. En réalité, il a reçu un violent coup de poing (américain) et malheureusement en tombant sa tête à taper là il ne fallait pas, certains ont dit un poteau, d'autres ont parlé d'une borne en ciment.

- ses agresseurs sont partis sans avoir conscience de la gravité du choc reçu par M. Clément et ses conséquences, le journaliste leur impute l'intention d'avoir voulu le tuer : *"Son meurtrier s'est marré puis s'est barré"* ; *"frappé à mort"* (Le Nouvel Observateur)

Cela arrange apparemment tout le monde d'émettre l'hypothèse d'un crime, y compris Hollande et Valls, alors qu'il s'agissait d'un tragique concours de circonstance, il se serait tenu à un autre endroit et il serait en vie aujourd'hui et personne n'en aurait parlé.

Un "crime" prémédité.

Valls : *"Incontestablement il y a une connotation politique dans ce crime"*

- Bartolone, a appelé ce jeudi soir à une *"lutte implacable"* contre les *"mouvements ennemis de la République"*.

Si vous parlez de votre République qui bafoue en permanence la démocratie et nos droits sociaux, nous sommes également visés car nous en sommes parmi les ennemis les plus acharnés, nous combattons pour son renversement et l'établissement d'une République sociale, sans le PS évidemment.

- Malek Boutih à Sciences Po. Le député PS de l'Essonne appelle la droite à manifester pour rétablir *"un cordon républicain"*. Selon lui, *"il y a un terreau enrichi par des personnes comme Christine Boutin"*, notamment avec ses propos sur la Palme d'Or à Cannes. *"Toutes les digues ont lâché"*. Le député estime que même si *"les seuls responsables sont les assassins, il y a un contexte qui pousse à la radicalisation de l'extrême droite"*.

Les voilà qui en profitent pour appeler à l'union nationale, quelle pourriture ! Qui fraie la voie au fascisme sinon le PS. Toute son histoire en est marquée.

- Pierre Bergé. *"L'immonde Barjot avait promis du sang, le voilà qui éclabousse la démocratie et la République. Cette manif pour tous se rend elle compte?"*

Quelle démocratie, quelle République, quand un carteron d'affairistes mondialistes flanqués d'ouvriéristes et de petits-bourgeois dégénérés décident que 0,1% de la population doit avoir les mêmes droits que 99.99%, tandis que les droits sociaux et politiques de l'immense majorité de la population sont bafoués ?

- Le président de l'Unef Paul Bernardet à Sciences Po : *"Clément était une personne engagée, son visage a été repéré. Il y a une volonté de mettre à bas tous ceux qui se battent pour l'égalité, la démocratie. Il y a un contexte de haine depuis les débats sur le mariage pour tous. C'est hélas une issue presque logique"*.

Tandis que l'Unef soutient la politique du PS sur les universités, leur privatisation, au nom de l'égalité et de la démocratie évidemment...

Parti de Gauche

- Dans un texte signé de son secrétaire général Alexis Corbière, le Parti de Gauche affirmait que Clément Méric avait été *"violemment frappé au sol par un groupe de plusieurs militants d'extrême droite, manifestement du Groupe JNR (Jeunesses Nationalistes Révolutionnaires)"*.

Faux.

- Selon les premiers éléments de l'enquête, les skinheads seraient partis et auraient attendu *"avec des renforts"*, dehors, le groupe de quatre jeunes gens. La victime *"a été frappée par l'un des skins qui avait un poing américain et a chuté sur la chaussée en heurtant un plot au passage"*. AFP

Ne donnez pas l'oreille aux provocations du dangereux charlatan Mélenchon.

- *"Aux rassemblements, tenez-vous à distance du #PS qui a trop assimilé @LePG à l'extrême droite. Pas d'amnésie sur l'amnésie"*, a tweeté Jean-Luc Mélenchon. Le Parti de Gauche a initié plusieurs rassemblements en France, dont un à Paris auquel le Parti socialiste a appelé dans la matinée à participer, ainsi que le PRG et LO.

Il a pointé du doigt une *"banalisation des Le Pen complaisamment entretenue en même temps (qu'il a lui-même) été continuellement diabolisé"*. AFP

Le populiste accusé de *"récupération"*.

A Paris, place Saint-Michel. Le Front de Gauche a été interrompu dans son discours par les antifascistes qui ont scandé *"récupération"*. *"Plusieurs gauches se confrontent ce soir"*, analyse Louis Morice, notre journaliste. Dans un discours, le syndicat Sud Solidaires estime que *"l'avancée de l'extrême droite est faite des renoncements"* de l'extrême gauche. (Le Nouvel Observateur)

Complétons ce discours en ajoutant que les dirigeants de Sud emboîtent le pas à la CGT et à FO sur le terrain.

Terminons par quelques titres de presse.

- Méric : Copé demande la dissolution des "*groupuscules*" violents d'extrême droite comme d'extrême gauche - LePoint.fr

Copé a raison, les gauchistes, populistes et autres ouvriéristes de gauche ou d'extrême gauche vous tendent la perche, allez-y fermer notre portail pendant que vous y êtes, quel pire ennemi pourriez-vous avoir que l'Opposition de gauche qui combat pour la révolution socialiste mondiale ?

Militant agressé : Mélenchon met en cause "*la banalisation des Le Pen*" - LePoint.fr

Quel triste pitre !

Agression d'un militant : Peillon évoque un climat "*intolérable*" - LePoint.fr

C'est vous qui l'alimentez avec votre politique social-libéral-impérialiste.

Militant agressé : Désir appelle à un "*bloc républicain face aux violences d'extrême droite*" - LePoint.fr

Vous serez en famille...

L'homosexualité est aujourd'hui moins acceptée qu'en 2007 en France - LeMonde.fr

N'auront-ils pas tout fait pour en arriver là ? Les ennemis des homosexuels n'étaient pas apparemment ceux qu'on croyait, cela nous fait penser aux juifs qui ont pour pire ennemi ceux qui parlent en leur nom.

- La députée socialiste Anne-Yvonne Le Drain, interrogée par Le Lab Europe 1, s'en prend directement à l'ex porte-parole de la Manif pour tous : "*J'accuse Frigide Barjot d'avoir libéré des pulsions violentes qui ont directement conduit à cette agression. Elle a ouvert la porte aux serpents.*"

Quand elle promet du sang par exemple, il y a des manières de dire les choses qui ont été prononcées qui vont au delà de ce qui est acceptable. LeMonde.fr -

Le venin des serpents ne présente pas le même degré de dangerosité pour l'homme, étant au pouvoir il semblerait que le vôtre soit fatal à la démocratie...

En conclusion, nous sommes profondément écoeurés par le traitement et la récupération politique dont a fait l'objet la mort de cet étudiant.

ACTUALITE EN TITRES

A la bonne heure !

- France. Le chômage continue à grimper - AFP

- Le taux de chômage atteint 10,8 % au premier trimestre - LeMonde.fr

- Surendettement: les dépôts de dossiers en hausse en avril - AFP

- Le taux de chômage en Grèce atteint 26,8% - L'Expansion.com

Comme des chiffonniers.

- Sauvetage de la Grèce: l'UE et le FMI se déchirent à l'heure du bilan - AFP

- Grèce: la troïka a "*bien fonctionné et fonctionne bien*", selon le FMI - AFP -
- Bruxelles et le FMI en désaccord "*fondamental*" sur la Grèce - L'Expansion.com
- Crise grecque : derrière le mea culpa du FMI, le procès de la troïka - LeMonde.fr

En volà de vrais syndicats... patronaux !

- Les syndicats d'Alitalia acceptent une baisse des salaires - Reuters

Les syndicats d'Alitalia ont accepté une baisse du temps de travail et des salaires dans le cadre d'un accord qui ouvre la voie à un nouveau plan stratégique, a annoncé jeudi la compagnie aérienne italienne. Reuters 06.06

Un lampiste à l'ombre.

- Espagne: un banquier en prison, symbole du désastre des caisses d'épargne - AFP

Un gouvernement expert en gaz...

- Un rapport recommande l'exploration en France des gaz de schiste - Reuters
- Christian Bataille (PS): "*Exploiter le gaz de schiste est dans l'intérêt de la France*" - L'Expansion.com

Parisot et le Medef doivent se réjouir.

... jusqu'à l'hystérie.

- Armes chimiques en Syrie : "*Des preuves indiscutables et irréfutables*" - LeMonde.fr
- Prudence à l'Onu après les annonces sur le gaz sarin en Syrie - Reuters
- Gaz sarin en Syrie : Washington étudie les informations de Paris - LeParisien.fr

Racket

Cigarettes

- Cigarettes: le gouvernement veut une hausse de 40 centimes, selon la presse - AFP
- Hausse du prix du tabac : «*Ça devient infernal*» - LeFigaro.fr
- La contebande de cigarettes dans la ligne de mire de Bruxelles - AFP

PV vidéo

- Colombes passe aux PV vidéo - LeParisien.fr
- Une procédure simplifiée - LeParisien.fr
- Jusqu'à début 2013, pour instaurer la vidéoverbalisation, les communes devaient remplir un dossier spécial. LeParisien.fr 06.06

Intox

- Lettonie : un miracle économique, grâce à l'austérité - LePoint.fr
- Des milliers de partisans pour accueillir Erdogan à l'aéroport - Libération.fr

Miracle !

- La date de péremption des produits frais pourrait être allongée - LeFigaro.fr

Dictature. Tout un peuple en liberté surveillée

- Le renseignement US a accès aux serveurs de tous les grands acteurs Web - 20minutes.fr

- Etats-Unis: Obama critiqué pour des surveillances téléphoniques héritées de Bush - AFP

- États-Unis : des millions d'abonnés téléphoniques surveillés - LeFigaro.fr

La causerie d'hier soir

A propos de la Syrie.

Puisque le mouvement ouvrier se comporte en laquais du gouvernement Hollande-Fabius sur la Syrie et se vautre dans le trade-unionisme, nous allons amplifier nos efforts au côté du peuple syrien que tous abandonnent lâchement. L'éclectisme est l'ennemi de la détermination à combattre pour l'objectif que nous nous sommes fixés, nos dirigeants et leurs partis qui s'ouvrent à tous les courants y compris les plus droitiers en font la démonstration en étant embourbés dans des contradictions qui les réduisent finalement à l'impuissance.

Poursuivons sur la voie que nous nous sommes tracés. Je vous propose un article du *World Tribune*, un magazine américain paru le 31 mai dernier. J'ai traduit les passages qui nous intéressent et qui confirment ce qui a été dit dans la causerie d'hier en y apportant quelques précisions.

Je pousse le vice, car la vérité ou l'honnêteté est devenue une perversion dans notre société, jusqu'à vous donner la version américaine, les anglophones pourront ainsi vérifier que ma traduction est conforme à l'original.

<http://www.worldtribune.com/2013/05/31/nato-data-assad-winning-the-war-for-syrians-hearts-and-minds/>

- NATO data: Assad winning the war for Syrians' hearts and minds - Friday, May 31st, 2013

Info de l'OTAN : Assad gagne la guerre des coeurs et des esprits des Syriens

- After two years of civil war, support for the regime of Syrian President Bashar Assad was said to have sharply increased.

Après deux ans de guerre civile, le soutien au régime du président syrien Bachar al-Assad a fortement augmenté.

- NATO has been studying data that told of a sharp rise in support for Assad. The data, compiled by Western-sponsored activists and organizations, showed that a majority of Syrians were alarmed by the Al Qaida takeover of the Sunni revolt and preferred to return to Assad, Middle East Newsline reported.

L'OTAN a étudié des données qui confirme une forte augmentation du soutien pour Assad. Les données, recueillies par des militants et des organisations soutenus par l'occident, ont montré qu'une majorité de Syriens ont manifesté leur inquiétude face à l'emprise d'Al Qaida sur la révolte sunnite et ont préféré revenir à Assad, rapporte Middle East Newsline.

- *"The people are sick of the war and hate the jihadists more than Assad,"* a Western source familiar with the data said. *"Assad is winning the war mostly because the people are cooperating with him against the rebels."*

"Les gens en ont marre de la guerre et haïssent davantage les djihadistes que Assad," a déclaré une source occidentale familière avec la situation. *"Assad est en train de gagner la guerre surtout parce que les gens coopèrent avec lui contre les rebelles".*

- The data, relayed to NATO over the last month, asserted that 70 percent of Syrians support the Assad regime. Another 20 percent were deemed neutral and the remaining 10 percent expressed support for the rebels.

Les données, relayées à l'OTAN au cours du dernier mois, a affirmé que 70 pour cent des Syriens soutiennent le régime Assad. 20 pour cent se sont déclarés neutres et les 10 pour cent restants ont exprimé leur soutien aux rebelles.

- They said the data came from a range of activists and independent organizations that were working in Syria, particularly in relief efforts.

Les sources (...) ont affirmé que les données proviennent d'un éventail de militants et d'organisations indépendantes qui travaillaient en Syrie, en particulier dans le domaine humanitaire. (...)

- A report to NATO said Syrians have undergone a change of heart over the last six months. The change was seen most in the majority Sunni community, which was long thought to have supported the revolt.

Selon un rapport de l'OTAN, les Syriens ont manifesté un changement de comportement lors des six derniers mois. Ce changement a été davantage le fait de la communauté sunnite majoritaire, qui a longtemps soutenu la révolte.

- *"The Sunnis have no love for Assad, but the great majority of the community is withdrawing from the revolt,"* the source said. *"What is left is the foreign fighters who are sponsored by Qatar and Saudi Arabia. They are seen by the Sunnis as far worse than Assad."*

"Les sunnites n'ont pas de penchant pour Assad, mais la grande majorité de la communauté renonce à la révolte", a précisé cette source. *"Ce qui demeure, ce sont les combattants étrangers qui sont parrainés par le Qatar et l'Arabie saoudite. Ils sont vu par les sunnites comme bien pire que Assad".*

En complément un extrait de l'article du Réseau Voltaire daté du 5 juin : *L'OTAN admet 70 % de soutien à Bachar el-Assad :*

- Depuis deux ans, les événements en Syrie sont présentés par la presse atlantiste et du CCG comme une révolution pacifique cruellement réprimée par un tyran. Au contraire, la presse syrienne et anti-impérialiste les relate comme une attaque étrangère, armée et financée à coup de milliards de dollars.

Il faut préciser que face à cette guerre déclenchée par les puissances occidentales pour faire chuter le régime syrien et installer un gouvernement fantoche à Damas, la question qui est posée ici est celle de l'unité et de l'indépendance de la Syrie et non la nature du régime de Bachar el-Assad.

Mêler ou traiter les deux questions ou les présenter dans le même article revient à les mettre sur un pied d'égalité, qui laissera le choix au lecteur de privilégier l'une ou l'autre, autrement dit, c'est être incapable d'assumer ses responsabilités, c'est se défilier honteusement, et refuser lâchement de trancher sur l'ordre de priorité dans lequel ces questions doivent être abordées.

Ce fut le cas du Rédacteur en chef d'Informations ouvrières Lucien Gauthier à la page 16 du n° 253 présentant le président syrien comme un tyran, alors que c'était ni le moment ni le lieu le plus approprié, comme le fait quotidiennement Hollande et Fabius pour justifier leur intervention en Syrie au côté de la coalition de mercenaires de l'ASL et d'Al-Nosra ou Al Qaïda :

- *"La presse et les gouvernements dénoncent chaque jour les massacres de l'armée du président syrien Bachar el-Assad. Pendant des années, ils ont reçu et encouragé le président syrien. Rappelons que Sarkozy était assis aux côtés de Bachar el-Assad pour assister au défilé du 14 Juillet à Paris. Tout d'un coup, ils découvrent que le régime syrien réprime son peuple."*

Peu importe ce qu'il écrit par la suite, on a envie de dire que le mal est fait, sournois, car il y en aura encore pour dire qu'on fait tout un plat de ce qui leur semblera peut-être un détail, une maladresse, pourquoi pas, on veut bien l'admettre, je parle de la maladresse mais qui manifeste une nouvelle fois le penchant des dirigeants du POI (CCI) à tenir un double langage, sous une forme suggestive, d'autres fois sous la forme d'un non-dit, comme par exemple sur le mariage homosexuel ou pendant des mois le POI n'a pas produit une seule ligne, pas un mot, rien, le silence absolu, révélateur, non ?

Voilà comment il terminait son article, je reproduis ce passage pour qu'on ne m'accuse pas de vouloir lui intenter un procès d'intention.

- *"Une vidéo circule montrant des opposants syriens de la brigade Omar-al-Farouq tuer un soldat syrien, découper son cœur et le manger ! Précisons que cette brigade ne fait pas partie du Front al-Nostra lié à al-Qaïda, mais bien à l'Armée syrienne libre. Et c'est cette Armée syrienne libre que les grandes puissances soutiennent et que de nombreux groupes de gauche et d'extrême gauche appellent les gouvernements occidentaux à soutenir et à armer au nom d'une prétendue révolution syrienne."*

C'est Al-Nosra et non al-Nostra comme Nostradamus ou pourquoi pas Nostradamus, mais bon une faute de frappe en pleine guerre, on lui passera, mais pas le reste, désolé !

Sur ce plan-là, la position du POI est correcte contrairement au Front de gauche ou au NPA, celle qui figure dans le premier passage reproduit pourrait davantage être celles de militants du POI appartenant à un ou d'autres courants que le POI-CCI auquel appartient Lucien Gauthier. Quelle poisse cette "ouverture", n'est-ce pas !

La suite de l'actualisation demain, si le temps le permet, car il a plu ce soir pendant 4 heures, c'est peu.

Il n'a pas vraiment plu depuis un an et la situation commence à devenir critique dans certains villages de l'extrême sud de l'Inde au Kerala, ils ont foré des puits à 1000 pieds (300 mètres) de profondeur sans trouver d'eau, c'est mon propriétaire qui m'a raconté cela cette après-midi en venant chercher le chèque du loyer.

Merde, il est 23h30 je voulais aller me coucher et ils viennent de couper le courant ! Ah il est revenu ! mais avec une importante baisse de tension, donc pas de climatiseur pour le moment, c'est tous les jours ainsi, on est sur les nerfs, pas de la guerre mais presque ! Ah, là ils ont recoupé, c'est dingue, en lisant ces lignes vous le vivez en temps réel, c'est infernal, n'est-ce pas ? Rien à voir avec le confort de la vie en France, avec bien des difficultés, j'en ai bien conscience, mais quand même pas à ce point-là.

[Haut de page ↗](#)

Le 8 juin 2013

CAUSERIE

Pour accéder directement à la causerie de samedi : Samedi

Vendredi soir

[Syrie. Le NPA à la pointe de la réaction au côté du gouvernement Hollande-Fabius.](#)

- Contre les crimes d'Assad, solidarité avec le peuple syrien - Mercredi 5 juin 2013

- *"Les témoignages s'accumulent sur l'utilisation en Syrie d'armes chimiques par le régime de Bachar al-Assad. Contre un peuple soulevé depuis plus de deux ans pour la liberté et la dignité, la terreur de masse ne cesse d'augmenter. Aucune « ligne rouge » ne semble infranchissable. Car Assad bénéficie de fait de l'impunité de la « communauté internationale »."*

Vous avez bien lu : le NPA se réclame de la « communauté internationale », c'est-à-dire de l'OTAN et ses bombardiers.

Vous voyez camarades, vous me permettrez de m'adresser directement à vous, je vous prends ici à témoin que je n'exagère pas en affirmant que le mouvement ouvrier a vraiment touché le fond, je suis même en dessous de la vérité comme vous venez de le constater, la soit-disant avant-garde, les "anticapitalistes", les "révolutionnaires" s'avèrent en vérité pire que les chefs de file des impérialismes américain et sioniste qui tempèrent l'ardeur guerrière de Hollande et Fabius. Vous avez là étalé sous vos yeux la nature contre-révolutionnaire du NPA, tout comme l'était la LCR.

Nous appelons les militants à désertir en masse ce parti de la honte, ce parti était déjà mort politiquement en 2002 en appelant à voter Chirac, maintenant qu'il crève ! C'est excessif, non, c'est la guerre !

Il semblerait d'après les dernières informations recueillies qu'Israël en accord avec ses alliés (Etats-Unis, France, et Grande-Bretagne notamment) aurait décidé d'attaquer la Syrie cet été. Toutes les données sur le terrain se recourent effectivement.

[Suite de l'article consacré à la mort de l'étudiant Méric Clément](#)

Le mouvement ouvrier avait déjà largement entamé son crédit du fait de partis et syndicats corrompus, avec ce coup-là leurs dirigeants tentent-ils de lui porter un coup fatal ?

Apparemment pour eux, peu importe les faits, peu importe également que les travailleurs en aient connaissance et les interprètent en conséquence, seuls comptent l'exploitation qu'ils peuvent en faire pour le compte de leurs appareils, partis qui sont tous à la dérive, la palme revenant au POI qui est le seul parti en France à refuser de communiquer le nombre de délégués présents lors de son congrès et son nombre d'adhérents. Les militants du POI qui se connectent sur le site sont témoins qu'à aucun moment je ne les ai contactés pour le demander de me fournir cette information, au point où nous en sommes cela ne nous intéresse plus du tout.

Comment ne pas éprouver le plus profond dégoût envers tous ces partis qui exploitent en réalité un malheureux concours de circonstances.

Je vais vous dire ce que les travailleurs vont en retenir : deux groupes de jeunes extrémistes aux idées apparemment opposées se rencontrent, les insultent fusent, ils en viennent aux mains, un coup part qui fait trébucher la victime dont la tête vient

heurter violemment un bloc de béton qui se trouvait là et qui entraîne sa mort sans que l'auteur du coup n'ait eu l'intention de le tuer, c'est la faute à pas de chance voilà tout.

Quand j'étais adolescent j'ai été amené à fréquenter une bande de voyous qui passaient son temps à se castagner. J'avais 15 ou 16 ans, j'étais un crétin fini, faible, plutôt lâche, au lieu de les affronter, j'ai préféré rejoindre leur groupe. Ils rackettaient les jeunes du collège situé à 300 mètres de chez mes parents, quand cela leur prenait il s'attaquait à n'importe qui dans la rue, leur spécialité c'était les bals, les fêtes foraines, les boums, les boîtes de nuit. Le plus batailleur d'entre eux se nommait Kamel, ils étaient Kabils pour la plupart, il ne mesurait pas plus d'1,55 mètre, mais ses poings étaient des enclumes, il était d'une souplesse incroyable capable de décrocher la mâchoire d'un géant de 2 m avec un coup de pied. Sa spécialité, c'était massacrer les professeurs d'arts martiaux à la sortie des salles de sport. Lui et sa bande ils ont cogné des centaines de types à coups de poing et coups de pompes sans jamais tuer personne et je les ai vus à l'oeuvre pour vous dire qu'ils s'acharnaient sur leurs proies, j'en étais terrorisé évidemment.

Je ne me serais jamais avisé de provoquer les loubards que je connaissais de vue dans d'autres quartiers ou quand on sortait en boîte, moi je ne participais jamais à leurs bastons. J'ai cessé de les fréquenter assez rapidement après les avoir suivis dans une histoire de vol de voiture qui s'est terminée dans un commissariat de police, je n'étais pas fait pour cette vie-là manifestement.

Donc je suis capable de prendre du recul par rapport à ces histoires de confrontation violente entre groupes de jeunes. Entre nous, pour arborer un badge anti-faf et provoquer un groupe de skinheads, il faut être inconscient ou très con, excusez-moi, mais quand vous voyez place Saint-Michel (ou ailleurs) la dégaîne des membres de cette organisation, on dirait les casseurs que l'on retrouve dans toutes les manif et qui provoquent les flics pour qu'ils chargent. Les organisateurs de manif les connaissent très bien et s'en méfient comme la peste, mais là ils ferment leurs gueules, l'hypocrisie est de mise. Ils sont incapables ou plutôt ils ne souhaitent pas affronter le gouvernement, alors n'importe quoi est bon pour faire oublier leur trahison ou leur lâcheté, et cela fonctionne, la plupart des militants vont tomber dans le panneau, comme avec le mariage homosexuel ou la Syrie.

Habituellement c'est nous qui sommes traités de gauchistes, ce qui est intéressant ici, c'est que les opportunistes de tous poils n'hésitent pas à soutenir le gauchisme, comme quoi ils n'ont aucun principe, ils confirment ainsi tout le bien qu'on pensait d'eux. Ils sont à l'union avec le gouvernement, c'est déjà cela de gagner pour le régime, à quelques semaines de la prochaine conférence antisociale dont ils soutiennent tous la tenue, cela tombe bien, mal pour nous, mais qui s'en soucie franchement ?

Vous allez peut-être penser que je critique tous les partis, en effet c'est le cas, mais Lénine avait-il une autre attitude autrefois ? Non et vous pouvez facilement le vérifier, par contre lui il avait un parti, effectivement cela fait une sacrée différence entre nous, vous l'avez remarqué aussi, qu'y puis-je, en quoi j'y serais pour quelque chose, je ne vais pas créer un parti tout seul avec une poignée d'internautes anonymes, il ne faut pas confondre avec une agence de la CIA.

Qu'est-ce que vous voulez que je vous réponde, qu'on n'a pas la même conception de la lutte de classe, qu'on n'interprète pas la situation de la même manière, qu'on n'en tire pas les mêmes conclusions, qu'on n'utilise pas la même méthode pour nous adresser aux militants et aux travailleurs, qu'en réalité tout nous sépare ou presque, dès lors y compris l'objectif du combat que nous menons. C'est un constat que j'assume pleinement.

NPA

- Agression fasciste à Paris: Mobilisation - Jeudi 6 juin 2013

- Clément, un jeune militant antifasciste, syndicaliste étudiant, a été frappé à mort, hier à Paris, par un groupe de l'extrême droite radicale, les jeunesses nationalistes révolutionnaires.

POI

- Le POI condamne la lâche agression dont a été mortellement victime, hier soir à Paris, Clément Méric. - Jeudi 6 juin 2013

Le Parti ouvrier indépendant condamne la lâche agression dont a été mortellement victime, hier soir à Paris, Clément Méric.

Le Parti ouvrier indépendant sera présent au rassemblement d'hommage et de protestation organisé ce jeudi 6 juin à 18 h 30, place Saint-Michel à Paris.

Justice doit être rendue à Clément Méric. Les coupables doivent être châtiés.

LO.

- Après l'assassinat d'un jeune militant de gauche par des nervis d'extrême droite

- Des nervis d'extrême droite ont battu à mort, hier à Paris, le jeune militant de gauche Clément Méric, 18 ans.

Lutte Ouvrière s'associe à la protestation qu'entend exprimer le rassemblement de ce jeudi 6 juin à 18h30, place Saint-Michel à Paris.

Je vous donne le délibéré du tribunal qui a jugé cette affaire classée dans la rubrique des fait divers : Monsieur X, vous a été déclaré coupable de coups et blessures sur la personne de Clément Méric ayant entraîné la mort sans intention de la donner, vous êtes condamné à X années de prison avec sursis. Affaire suivante.

Quant à la dissolution des organisations d'extrême droite, ne rêvez pas, n'écoutez pas le charlatan Mélenchon, c'est comme les espions ou les milices, il existe l'équivalent depuis l'Antiquité, sous l'Ancien Régime, depuis que le capitalisme existe, seule la classe ouvrière parvenue au pouvoir réprimera, matera la réaction et en viendra à bout.

[IVe Congrès du POI. Une réunion syndicale adossée à un conseil municipal.](#)

Extraits du n°254 d'*Informations ouvrières*.

Une présentation tronquée des faits qui a valeur de manipulation, falsification de la réalité.

- *"En clair, le gouvernement voudrait réaliser à cette occasion une sorte de « compromis historique » pour démembrer des conquêtes ouvrières essentielles. C'était déjà ce qu'il avait tenté de faire avec l'accord national interprofessionnel du 11 janvier (l'ANI) signé par la CFDT et le Medef, mais que la CGT et FO avaient refusé de soutenir."*

On se demandera en lisant ces lignes si l'ANI a vraiment eu des conséquences désastreuses pour les travailleurs, apparemment non, ils s'en foutent ouvertement, je ne sais pas si vous l'avez relevé, ils parlent au nom des fonctionnaires qu'ils représentent en s'adressant à eux, mais pas aux travailleurs en général ou ceux du secteur privé qui comptent pour du beurre ou dont les acquis bradés servent à mettre du beurre dans les épinars des fonctionnaires, c'est ainsi qu'ils pensent et pas autrement.

Ne cherchez pas une caractérisation politique des syndicats, ne cherchez pas une analyse des rapports entre les différents syndicats d'un côté, le capitalisme et l'Etat de l'autre : il n'y en a pas !

- *"Par exemple : peut-on mettre sur le même plan toutes les confédérations syndicales ? Bien évidemment non : la CFDT a signé l'ANI avec le Medef, et la CGT et FO l'ont dénoncé."*

Cela fait plus d'un demi-siècle qu'ils justifient ainsi leurs liens organiques avec les appareils des syndicats et refusent de s'y attaquer autant qu'à l'Etat. A aucun moment le POI ne dénoncera la participation de la CGT et de FO au dialogue social, encore moins appeler au boycott de la conférence des 20 et 21 juin prochains.

"C'est dire que l'indépendance des organisations syndicales est au centre de toute la situation."

Par là ils témoignent en réalité leur totale soumission aux appareils qui roulent pour le régime

Pour montrer à quel point les dirigeants manipulent les faits et sont d'une malhonnêteté incroyable, l'exemple suivant est un modèle du genre.

- *"Le Sénat serait-il devenu un centre de la résistance à la politique réactionnaire du gouvernement ? Non. Mais le vent de révolte qui, dans tout le pays, dresse les élus contre l'intercommunalité forcée, contre les métropoles et contre l'acte III de la décentralisation, ne pouvait qu'atteindre les sénateurs, eux-mêmes élus par les délégués des communes."*

Les faits.

- La suppression de la métropole de Paris, lors de la première lecture au Sénat du projet de loi de décentralisation, a été saluée mardi par l'opposition UMP du conseil régional d'Ile-de-France.

Les sénateurs ont adopté lundi des amendements de suppression des articles traitant de l'organisation de Paris et de l'Ile-de-France, présentés par l'UMP et les communistes (CRC). Les centristes se sont abstenus, sauf trois qui ont voté également cette suppression, mettant le PS et les écologistes en minorité.

"Les sénateurs ont adressé un véritable camouflet au projet du gouvernement", a affirmé Valérie Pécresse, présidente du groupe

UMP à la région dans un communiqué.

Pour elle, *"l'urgence est à la simplification de la carte administrative pour réduire les dépenses publiques" et non à "marier de force les communes au sein de vastes intercommunalités et à créer une nouvelle strate administrative avec la Métropole de Paris, compétente en matière d'urbanisme"*.

C'est d'ailleurs Roger Karoutchi, sénateur UMP des Hauts-de-Seine mais aussi président de la commission des Finances du conseil régional d'IDF qui est l'auteur de l'amendement qui a supprimé la métropole de Paris. AFP 04.06

De vrais révolutionnaires ces sénateurs de l'UMP pour le POI !

Partant de ce constat :

- *"Alors, avons-nous eu raison de placer le IVe Congrès du POI sous le signe de l'ouverture ?"*

Mais vous avez toujours raison, cela fait plus d'un de mi-siècle que vous avez toujours raison, la preuve, voyez où nous en sommes ?

On en aura compris la nature, merci, pas besoin de nous faire un dessin : droitière, comme toutes les "ouvertures" précédentes, aux anarcho-sindicalistes antimarxistes et anticommunistes, aux ex-élus du PS qui le sont tout autant, à des syndicalistes qui n'entendent pas combattre sur le terrain politique et la boucle est bouclée de la liquidation du PCI en 1985, au PT puis au POI.

Autosatisfaction, alors que c'est le seul parti en France qui à l'occasion de son congrès ne communique pas le nombre de ses adhérents et de ses délégués.

- *"Oui, nous avons eu raison. Ces congrès et ce congrès furent pour cela un succès."*

Niaiserie ou le niveau zéro politique

Malgré la résistance des travailleurs qui se manifeste à travers tout le pays quotidiennement en l'absence de toute issue politique que le POI se gardera bien de proposer aux militants et travailleurs :

- *"Et pourtant, ce gouvernement et ce régime de la Ve République en crise, éclaboussés par les scandales, prétendent continuer."*

Normal, c'est le contraire qui ne le serait pas.

- *"La démocratie est en danger ! Car il n'y a pas de démocratie sans indépendance des organisations ouvrières."*

Surtout sans parti combattant pour la révolution socialiste et incarnant la continuité du marxisme !

Chez eux aussi l'alarmisme est de mise en permanence, entre hystérie et paranoïa aigüe.

Sur le plan pratique, le combat politique ne doit pas être axé contre les institutions de la Ve République...

- *"Le combat pour la rupture avec l'Union européenne, c'est maintenant, tout de suite, le combat pour l'indépendance des organisations ouvrières, la mobilisation autour de la vieille revendication du mouvement ouvrier : « Ne touchez pas à nos retraites, elles sont partie intégrante de notre salaire différé ! »"*

... il le garde au frais au fond d'un placard sur le plan théorique dans un fourre-tout incohérent, l'essentiel étant comme au NPA de faire bonne figure et que chacun y pioche ce qui l'intéresse, c'est sans conséquence, nous ne sommes pas dupes.

- *"Face à la catastrophe qui menace, le IVe Congrès du Parti ouvrier indépendant réaffirme que le combat doit se mener pour la rupture avec l'Union européenne, pour l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, pour en finir avec les institutions antidémocratiques de la Ve République et de l'Union européenne, pour une Assemblée constituante souveraine à même de définir ce que doit être la démocratie et de mettre en place un gouvernement de rupture au service de la classe ouvrière."*

Le premier pas... et le dernier, puisque le POI soutient la tenue de la prochaine conférence patronale avec les syndicats. Les faits sont cruels !

- *"Le premier pas dans cette direction, c'est le combat politique pour la préservation de l'indépendance du mouvement ouvrier,*

contre l'ordre corporatiste qui se profile sous l'impulsion du gouvernement. Cela afin d'ouvrir la voie aux combats de classe pour bloquer les plans du gouvernement et imposer les mesures d'urgence qu'appelle la situation"

On ne va pas s'éterniser sur le congrès de ce parti à la dérive et perdre notre temps. D'après les photos qui figuraient dans le n° 254 d'Informations ouvrières, il s'est tenu dans une salle minuscule et ils ont été jusqu'à remercier les petites mains qui se sont occupées bénévolement du stand de leur journal, à croire qu'ils manquaient de main d'oeuvre pour assumer cette fonction qui habituellement est dévolue à des membres du parti...

La suite de l'actualisation du site samedi dans l'après-midi ou en fin de journée.

Samedi

Qui a dit ?

- *"Je veux que notre parti soit le parti le plus européen de France"*.

Réponse : Le premier secrétaire du PS, Harlem Désir. AFP 06.06

Traduisez : le plus réactionnaire, il entend rivaliser avec l'UMP et l'UDI. On n'en doute pas.

FMI-UE, polémique sur le rythme de la mise en oeuvre de la stratégie qu'ils avaient adoptée et ses retombées.

- Le Fonds monétaire international a estimé qu'au lieu d'attendre 2012, l'Union européenne aurait dû restructurer la dette grecque détenue par des investisseurs privés dès 2010. Selon lui, cela aurait peut-être permis moins d'austérité. euronews.fr 07.06

Traduction : l'austérité en Grèce aurait été imposée dès 2010 nous aurions pu en tirer profit plus tôt, depuis la situation a empiré et elle est devenue plus compliquée...

Réponse de Bruxelles.

- Le rapport du FMI *"ne tient pas compte de l'interconnexion entre les pays de la zone euro"*. *"Une restructuration de dette aurait comporté le risque d'une contagion systémique si elle avait été entreprise à ce stade"*, a-t-il expliqué.

Traduction : En 2010 sauver les banques était prioritaire.

Conclusion : Un coup pour rien ou presque quoi. Ne s'affoleraient-ils face à l'explosion du chômage de masse qu'ont engendré leurs mesures et qui pourraient à tout moment déboucher sur une explosion sociale en Europe ?

Réunion du groupe Bilderberg juin 2013

Parole d'internaute

- *"Dites vous bien que ces gens qui ne représentent que les intérêts financiers du monde des affaires vont donner des "conseils" (ordres) à des tas de machins (ONU, Commission Européenne) ou siègent des gens non élus qui vont à leur tour donner des "conseils" à des gens élus mais qui, par intérêt partisans, n'en ont rien à cirer de leurs électeurs."*

Le Nouvel Observateur.

- Selon un sondage publié début mai, la moitié des Français seraient des adeptes de la théorie du complot : ils considèrent que *"ce n'est pas le gouvernement qui gouverne la France"* et qu'*"on ne sait pas en réalité qui tire les ficelles"*. Les *"conspirationnistes"*, très actifs sur internet, nourrissent cette croyance en désignant le Bilderberg comme le détenteur du *"vrai pouvoir dans le monde"*.

Réponse d'un internaute belge.

"Selon un sondage publié début mai, la moitié des Français seraient des adeptes de la théorie du complot "

Belle preuve d'indépendance d'esprit !

L'humain qui exerce son esprit critique est pour le nouvel obs un "*adepte de la théorie du complot*".

Hors le doute et l'esprit critique qu'est ce qui sépare l'homme de l'animal ?

Dormez bonnes gens, le nouvel obs pense pour vous.

Le nouvel obs média aux ordres de ces gens, se veut juge et partie !

Un Belge psychopathe et complotiste. (du moins dans ce cas précis).

J'ai ajouté plusieurs articles dans la rubrique : *Mondialisme, eugénisme, Néo libéralisme, Bilderberg, Trilatérale, Carlyle Group, Goldman Sachs...*

[Après l'agression et la mort de Médic Clément.](#)

Je ne vis plus en France depuis 1996 et je n'y suis pas retourné depuis 2002, cependant je suis quotidiennement ce qui s'y passe sans pour autant être à l'écoute de la propagande que les médias diffusent en boucle à longueur de temps et qui atteint vos oreilles, aussi je ne suis pas ou moins réceptif à la manière dont ils conditionnent ce qu'on appelle l'opinion publique. Je veux dire par là à leur façon de présenter ou de monter en épingle certains faits et d'en occulter d'autres, méthode motivée par un ou des objectifs qu'ils se sont fixés d'atteindre et qui sont conformes à l'idéologie qu'ils représentent ou les intérêts matériels qu'ils défendent, sachant qu'ils appartiennent tous à des banquiers ou font partie d'holdings financières. Leur attitude est dictée par l'actualité politique ou figure dans un agenda politique qu'ils se doivent de respecter, et si les dirigeants des principaux médias ont déjà participé à des réunions du groupe Bilderberg, c'était pour s'assurer qu'ils avaient bien reçu le message de l'oligarchie financière dont dépend leur existence.

Qu'il existe un climat nauséabond en France n'est ni une surprise ni un fait nouveau, pas plus que l'existence d'organisations d'extrême droite, quant à leur manifestation sur la voie publique ou les agressions auxquelles ils se livrent sur des militants de gauche, il semblerait que cela ne soit pas davantage le cas, sauf qu'on en parle davantage parce qu'elles sont plus médiatisées. Il y a quelque temps déjà, j'avais dénoncé le traitement complaisant que les médias et différents partis réservaient à Marine Le Pen, en expliquant que le FN était demeuré pareil à lui-même, ajoutant que de la part d'une fraction de l'UMP cela servait à justifier certains thèmes racistes commun à l'extrême droite, y compris Sarkozy.

Quand le PS s'est employé à faire monter le FN dans les années 70-80, il n'y avait pas une semaine où ne se produisait pas des agressions d'immigrés. A plusieurs reprises dans le site depuis 2006 j'ai eu l'occasion de relater des agressions envers d'étudiants à la fin de manifestations par des groupes d'extrême droite, j'ai par la suite continué de diffuser ce genre d'informations que j'avais trouvées sur un portail, puis j'ai cessé de le faire car je ne pouvais pas être partout, il fallait bien que je définisse des priorités et que je me concentre sur l'essentiel, c'était une décision arbitraire dans le sens où je n'avais pas le choix, je ne peux pas faire figurer dans le portail tout ce qui se passe en France et dans le monde.

Plus récemment encore, j'ai découvert que des organisations sionistes se livraient également à ce genre d'agressions. Puis ce sont les suicides de détenus qui ont attiré mon attention, il y en a encore eu un la semaine dernière mais là tout le monde s'en fout, après ce fut le tour de salariés poussés au désespoir qui décidaient d'abréger leurs souffrances, pas plus tard que la semaine dernière pour le plus récent, entre temps j'avais noté que la liste de clochards crevant comme des chiens dans la rue ne cessait de s'allonger, bref, à cela s'ajoutaient une liste impressionnante, pour ainsi dire ininterrompue, de crimes de plus en plus sordides où des familles entières étaient liquidées, y compris les enfants.

En ayant tout cela à l'esprit en permanence et non entre le fromage et le dessert, ce qui ne risque pas de m'arriver puisque je ne mange ni fromage ni dessert, j'ai estimé que l'altercation qui avait eu lieu entre deux groupes de militants d'extrême gauche et d'extrême droite et qui malheureusement à mal tourné, venait s'ajouter à la longue liste que j'ai établie plus haut sans avoir à lui accorder un traitement ou une attention particulière.

Les médias s'en sont emparés immédiatement pour faire monter la mayonnaise, apparemment leur commanditaire devrait en tirer profit au regard de l'exploitation qu'ils en ont fait. Dans un média, c'est le directeur de la rédaction en concertation avec ses dirigeants qui décide quelle place il sera donné à telle ou telle info qui leur a été transmise, s'il la traiteront ou non et de quelle manière, à quelle journaliste ils vont la confier.

Apparemment cela a fait un flop ou n'a pas vraiment atteint l'objectif qu'ils s'étaient fixés, à mon avis de réaliser un consensus à l'intérieur de ce qu'ils appellent la gauche en y incluant le PS, car Mélenchon s'est déchaîné contre le PS. A moins qu'ils aient estimé que ce serait un bon moyen de diviser encore plus le mouvement ouvrier à deux semaines de l'ouverture de la conférence patronale sur les retraites notamment, sachant qu'à l'intérieur de ce dernier les différents courants ne pouvaient pas se piffrer, on aura du mal à imaginer l'inverse car ils ne craignent rien autant que l'unité du mouvement ouvrier pour faire front contre le gouvernement et le patronat. Sur ce plan-là cette opération a été un demi-succès, puisque jusqu'à présent on ne peut pas dire que le mouvement ouvrier se soit rassemblé au regard des 15.000 travailleurs et jeunes qui ont manifesté dans toute la France, à moins que le mouvement ouvrier soit tétanisé ou décomposé au point de ne pas réagir à cette agression, ou encore que la majorité des travailleurs et jeunes en aient conclu qu'il s'agissait d'un regrettable accident, une bagarre qui a eu une fin tragique comme cela arrive parfois.

Je ne sais pas si vous avez lu la causerie d'hier, il ressort des différents témoignages que ces militants anti-fafs ont provoqué ce groupe de skinheads ou qu'ils aient répondu à leur provocation, peu importe.

Excusez-moi, mais quand vous vous retrouvez face à un groupe de barbares, il faut vraiment être très con pour les pousser à bout ou aller jusqu'à l'affrontement physique. Les anti-fafs se définissent eux-mêmes comme des provocateurs, ils cherchent donc la cogne et les emmerdements avec des mecs qui n'attendent que cela pour les massacrer, qui sont entraînés au combat de rue.

Les skinheads appartiennent au lumpenprolétariat, ce sont des prolos dégénérés qui sont passés de l'autre côté de la barricade, irrécupérables et endurcis du fait qu'ils appartiennent à une organisation et qu'ils agissent en bande, pour le mouvement ouvrier il est clair que ce sera des cibles à abattre sans se poser de questions. Si au cours de la révolution il y en avaient qui reniaient leur appartenance à cette mouvance en se rangeant sous le drapeau de la révolution, on les accueillerait comme n'importe quel travailleur, de même que lorsque une partie des forces de l'ordre ou de l'armée se rangera à nos côtés et sous nos ordres.

Aujourd'hui ce sont nos ennemis, de dangereux voyous qui ont adhéré aux idées nauséabondes de l'extrême droite, il faut donc éviter tout contact avec eux au risque d'y laisser sa vie inutilement. Il y a d'autres moyens de lutter contre l'extrême droite, sans pouvoir en venir à bout répétons-le, c'est seulement le gouvernement ouvrier révolutionnaire une fois le régime en place vaincu qui les désarmera et les liquidera s'ils refusent de rejoindre le camp de la révolution socialiste.

Les organisations anti-fafs sont tout aussi dangereuses pour les jeunes et les travailleurs. Leurs dirigeants sont totalement irresponsables, elles véhiculent une théorie utopique qui n'a aucun lien avec la réalité et les rapports qui existent entre les classes, en poussant des jeunes à provoquer l'extrême droite, ils les exposent à un terrible danger dont ces jeunes n'ont pas véritablement conscience, ils les envoient littéralement à l'abattoir, c'est criminel, oui, c'est le mot qui convient parfaitement pour la circonstance. Vous ne pouvez pas venir à bout de l'extrême droite dans les conditions actuelles, donc tout cela ne sert strictement à rien, c'est comme tuer un patron, un président ou un ministre, un autre les remplacera et voilà tout, sauf dans des circonstances exceptionnelles, mais c'est l'exception qui confirme la règle.

Et Mélenchon avec sa grande gueule, n'a-t-il pas poussé à s'attaquer frontalement à l'extrême droite ? Quand je disais qu'il était dangereux, on en a la confirmation aujourd'hui. Ceux qui ne l'avaient pas encore compris vont avoir encore bien des surprises dans les mois qui viennent, des mauvaises surprises évidemment.

Tenez, deux titres d'articles de presse, les uns et les autres cherchent à fuir leur responsabilité dans ce drame.

- Mélenchon accuse le PS d'avoir instrumentalisé l'extrême droite - Reuters

Vous êtes vraiment un individu immonde monsieur Mélenchon.

- Discours de haine: Vallaud-Belkacem pointe la responsabilité des médias - AFP

Des médias font marche arrière après avoir allumé un incendie qu'ils ne contrôlent plus.

- Le Monde 07.06 - Une rixe fortuite avec un groupe de jeunes activistes d'ultradroite, un violent coup de poing, une chute brutale ne font pas un "assassinat", si les mots ont un sens. Mais, au-delà de l'émotion et de l'indignation qu'il suscite, ce drame témoigne, comme l'a dit justement le ministre de l'intérieur, Manuel Valls, d'une "banalisation de la haine" et de la violence qui sont intolérables.

Comme le chômage de masse, la pauvreté, la précarité sociale... jusqu'au jour où vous y êtes directement confronté, là vous vous réveillez d'un long sommeil, votre insouciance va vous coûter cher car vous ne comprenez rien à ce qui vous arrive, cela peut même vous être fatal... La faute revient à ceux qui vous ont endormis, vous savez ceux qui ne pensaient qu'à l'amélioration de vos conditions de vie immédiates en vous faisant croire qu'il en irait toujours ainsi, après avoir abandonné le socialisme...

- Le Nouvel Observateur -Rue89 - Parler « d'assassinat politique » n'est pas très malin non plus : Clément Méric n'a pas été victime d'un meurtre prémédité – définition d'un assassinat. La situation est plus sauvage : après une altercation verbale, une bande de néonazis a violemment frappé au visage Clément Méric, militant antifasciste, et il en est mort.

Précision ou nouvelle version des faits.

- 20minutes.fr 07.06 - Selon les premiers résultats de l'autopsie, le jeune homme est décédé des suites de plusieurs coups qui lui ont été portés, pas du choc sur un plot métallique, a-t-on appris de sources proches de l'enquête. Selon une des sources, il n'est pas démontré en l'état des investigations que les coups aient été portés avec un coup de poing américain, comme cela avait pu

être évoqué.

La police compte sur l'interrogatoire des suspects, sur l'audition de témoins et l'exploitation de la vidéosurveillance, ainsi que sur l'autopsie de la victime, pratiquée vendredi matin, pour établir les responsabilités dans l'altercation survenue mercredi à la sortie d'une vente privée de vêtements de marques entre deux groupes de jeunes, les uns d'extrême droite, les autres d'extrême gauche.

Ce qui est étrange, on se croirait à Boston, ce sont les versions différentes des faits qui sont diffusées.

Clément Méric n'était pas seul, il était apparemment avec deux copains, quelle est leur version des faits, pourquoi les médias ne les citent pas, pourquoi les font-ils disparaître systématiquement ?

ACTUALITE EN TITRES

[Imposture. Comment faire pour vous dégoûter du socialisme. Mode d'emploi.](#)

Il aura totalement capitulé devant Delors, le chantre du néolibéralisme et de l'Union européenne.

- «*Mauroy, à la fois la continuité et le renouvellement du socialisme*» - Liberation.fr

... qui vaut bien une vérité concernant le PS :

- Mort de Mauroy: "*Il incarnait un socialisme qui n'existe plus*" - L'Express.fr

Pierre Mauroy annonce en juin 1982 un plan de rigueur prévoyant le blocage des prix et des salaires. Un revers économique pour les socialistes au pouvoir depuis un an, qui doivent, en 1983, accentuer le plan d'austérité. C'est le début du "*tournant de la rigueur*", défendu par Pierre Mauroy qui assure alors que "*tout est en ordre*". LEMONDE.FR 07.06

L'ordre capitalist règne, quoi !

Comment opposer socialisme et humanisme.

- Robert Badinter : "*Chez Pierre Mauroy, socialisme et humanité étaient indissociables*" - Le Nouvel Observateur

Loyal... envers le capital, c'est Le Figaro qui le dit !

- Mort de Pierre Mauroy, le socialiste loyal - LeFigaro.fr

Il a "**tenu le cap**"... à droite en bloquant les salaires et instaurant l'austérité !

Jacques Delors. "*Il a tenu le cap, la gauche n'avait pas été au pouvoir depuis longtemps*", a-t-il dit sur BFM TV. "*Il a aussi largement contribué à ce que, en 1983, nous restions en Europe, ce qui a permis ensuite d'autres progrès.*" Reuters

[Savez-vous pourquoi ?](#)

- Les sarkozystes se gardent d'ouvrir les hostilités contre Fillon - LeFigaro.fr

Fillon a été invité à la réunion du groupe Bilderberg qui a débuté le 6 juin. Il a donc été choisi pour être le candidat de l'UMP à la présidentielle de 2017.

[Le règne de la nécessité est impitoyable](#)

- De plus en plus de retraités continuent de travailler - L'Express.fr

[Charrettes](#)

- Chantiers navals: dépôt de bilan pour les Chantiers Baudet de Saint-Nazaire - AFP

- Michelin supprimerait 700 postes à Joué-les-Tours - Reuters

[C'est le retour de l'Ancien Régime ou l'impôt des seigneurs imposés à leurs sujets](#)

- Stationnement: le Sénat donne aux maires le droit de fixer le montant des PV - L'Expansion.com

[C'est beaucoup trop tôt, n'y penser pas trop quand même](#)

- Retraites et salaires: les fonctionnaires envisagent une action d'ici octobre - L'Expansion.com

Et les travailleurs du privé ? Non, ils comptent pour du beurre on vous a dit, ils tiennent à maintenir divisés la classe ouvrière et le mouvement ouvrier.

[Conditionnement](#)

- Le déficit de l'Etat plombé par la faiblesse des taxes à la consommation - L'Expansion.com

Il faut donc augmenter la TVA, CDFD

- Retraites: 75% des Français veulent que le calcul des pensions des fonctionnaires soit revu - 20minutes.fr

Il faut donc réduire les pensions des fonctionnaires, CQFD

- Ce que l'épargne solidaire peut apprendre de la microfinance - L'Express.fr

Dépouiller ou endetter les plus pauvres, une merveille de trouvaille !

[Il faut bien que les conditions objectives mûrissent...](#)

- Minés par la crise, les Espagnols limitent leurs emplettes à l'essentiel - AFP

- Consommation: sorties, voyages, vêtements... les Français se serrent la ceinture - AFP

Soyez révolutionnaires, soyez internationalistes, soyez socialistes : pensez à ceux qui connaissent des conditions de travail et d'existence mille fois plus épouvantables que vous. On ne vous a pas habitués à l'être, c'est bien dommage pour tous les exploités...

[Il faudrait savoir :](#)

- Erdogan se dit ouvert aux "*exigences démocratiques*" - Le Nouvel Observateur

La preuve du contraire :

- Erdogan dénonce une "*campagne de mensonges*" - L'Express.fr

[Les banquiers sionistes sont des farouches partisans de l'égalité et de grands humanistes. Comment, vous ne le saviez pas ?](#)

- Gay Pride : des dizaines de milliers de personnes défilent à Tel-Aviv - LePoint.fr

Vincent et Bruno Boileau-Autin, les premiers mariés homosexuels de France, ont été invités par la municipalité de la ville pour les 20 ans de l'événement. LePoint.fr

[Propagande. Les médias de la désinformation.](#)

- "*Barack Obama n'est pas le monstre liberticide que certains veulent présenter*" - LeMonde.fr

La preuve

- Au Texas, vous pouvez tuer une escort girl qui ne veut pas coucher avec vous - Slate.fr
- Les Européens sont-ils les seuls à ne pas voir ce que l'Europe fait de bien ? - Atlantico.fr
- Syrie : on ne pourra plus dire que l'on ne savait pas - LeMonde.fr

Un jour on vous rappellera ces belles paroles, mais il sera trop tard, voyez ci-dessous ce qui peut vous arriver.

[Il y en a même parfois qui y laissent leur tête...](#)

- Coq : des chercheurs expliquent pourquoi l'animal perd son pénis - Atlantico.fr

Décidément, qu'ils en aient ou non, ils ne pensent qu'à cela !

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le maître es démolition sociale et ses "amis de Paris".](#)

Lors des célébrations des 150 ans du SPD, fin mai à Leipzig, François Hollande a fait l'éloge des réformes de flexibilité du marché du travail menées par l'ancien chancelier Gerhard Schröder. Au risque de s'attirer les foudres de l'aile gauche du Parti socialiste.

Le discours du président français n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd. En réponse, Gerhard Schröder conseille à la France de suivre le modèle de l'Allemagne. "*Aujourd'hui, beaucoup de pays européens, en particulier la France, sont confrontés à des problèmes similaires à ceux de l'Allemagne il y a une décennie*", écrit le prédécesseur social-démocrate d'Angela Merkel, dans une tribune publiée jeudi dans le *Financial Times*.

Dans cette tribune intitulée "*la France devrait copier les réformes de l'Allemagne pour prospérer*", Gerhard Schröder écrit que de nombreux pays, et spécialement la France, font face aux mêmes défis que l'Allemagne il y a une décennie. "*Des réformes structurelles sont nécessaires à cause d'une dette excessive, ainsi que des évolutions démographiques et de la compétition internationale*".

"*De notre expérience avec l'Agenda 2010, nous avons appris que cela prend quelques années pour que les effets (des réformes) aboutissent à des succès visibles*", prévient-il toutefois. Et de conclure : "*J'ai confiance dans nos amis de Paris pour agir comme il se doit*".

Au début des années 2000, Gerhard Schröder, chancelier de l'Allemagne de 1998 à 2005, a lancé un vaste plan de réformes, baptisé Agenda 2010. Ces réformes qui ont flexibilisé le marché du travail sont controversées au sein de la gauche européenne, y compris parmi les sociaux-démocrates allemands. Certains y voient la clé du rétablissement de la compétitivité et de la baisse du chômage ces dernières années en Allemagne. Mais d'autres soulignent qu'elles ont accru les inégalités, développé le secteur des bas salaires et la précarité. L'Expansion.com avec AFP 06.06

[Syrie. Nouveau revers pour Hollande, Cameron et l'Etat sioniste.](#)

Le nouveau gouvernement bulgare vient de l'annoncer : vu le manque des preuves, il doute bien de ce que le Hezbollah soit à l'origine de l'attentat qui a frappé un bus de touristes israéliens en 2012 à Bourgas.

"*Puisque des preuves irréfutables n'existent pas, l'UE ne doit pas inscrire le nom du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes*". "*Il n'existe qu'un seul indice qui paraît bien insuffisant pour accuser le Hezbollah. Nous ne pouvons pas prendre une décision sur foi des documents indirects et de seconde main*". Le nouveau gouvernement bulgare revient ainsi sur une décision que son prédécesseur avait prise sous pressions conjuguées d'Israël et de l'Occident. La demande de Londres pour inclure le Hezbollah sur la liste noire s'est vu apposée une fin de non recevoir mardi par les pays européens qui craignent "*une destabilisation du Moyen Orient*". Cette mesure risque d'affecter les relations de l'UE avec le Liban car le Hezbollah fait partie du gouvernement libanais. french.irib.ir 06.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

La Russie a des intérêts nationaux de sécurité en Méditerranée, a déclaré jeudi le président russe Vladimir Poutine. "C'est une importante région stratégique. Nous y avons nos intérêts liés à la garantie de la sécurité nationale de la Russie", a indiqué le chef de l'Etat, en visitant le Poste de commandement central des forces armées du pays. Selon M. Poutine, c'est pour cette raison que la Russie se propose de créer des conditions pour la présence permanente de ses bâtiments de guerre en Méditerranée. french.irib.ir 06.06

2- Syrie

2.1- L'assaut des centaines de terroristes contre un point de passage au Golan et la contre-attaque de l'armée arabe syrienne, des chars israéliens se sont mis en ordre de bataille non loin du Golan occupé. Selon Al Alam, les autorités de l'armée sioniste ont porté plainte auprès des Nations unies contre la Syrie pour avoir positionné ses véhicules blindés et ses chars dans cette zone. Le point de passage Al Quneitara a été jeudi le théâtre de violents affrontements entre les terroristes et les soldats de l'armée syrienne.

Ces accrochages ont eu un premier effet : l'Autriche a annoncé vouloir retirer ses forces du Golan. La plainte israélienne contre la Syrie intervient alors qu'Israël a bombardé à plus d'une reprise ces deux derniers mois la banlieue de Damas et qu'en vertu d'un accord passé avec les terroristes en guerre contre la Syrie, il soigne les miliciens dans ses propres hôpitaux ! Selon certaines sources c'est en parfaite coordination avec Israël et le Qatar, que les terroristes de l'ASL et d'Al Nosra ont kidnappé les casques bleus dans cette région avant de les libérer en réclamant des rançons. french.irib.ir 07.06

2.2- Les Etats-Unis pourraient empêcher la victoire des forces gouvernementales en Syrie par des frappes de missiles de croisière, a déclaré jeudi soir le sénateur américain John McCain. "Nos options sont limitées, mais nous pourrions utiliser des armes à longue portée, par exemple des missiles de croisière, afin de frapper les forces aériennes de Damas et ses lance-missiles", a indiqué le sénateur intervenant à l'Institut Brookings.

Selon lui, le gouvernement de transition syrien devrait travailler dans un endroit sûr et sécurisé. "Nous sommes en mesure de protéger cette zone à l'aide de missiles Patriot. Nous pourrions également procéder enfin à la formation et à l'équipement des forces de l'opposition syrienne", a expliqué M. McCain. french.irib.ir 07.06

2.3- L'armée syrienne a repris le contrôle de Qouneitra, le principal point de passage dans la zone démilitarisée entre Israël et la Syrie située sur le plateau du Golan. Un secteur géré par les Nations unies. Jeudi matin, des rebelles syriens s'étaient emparés de ce poste frontière après des combats avec l'armée de Bachar al-Assad. Deux Casques bleus ont été blessés lors de ces combats, on ignore pour l'heure leur nationalité.

Des affrontements de trop pour l'Autriche qui annonce son retrait de la force de l'ONU déployée au Golan pour faire respecter le cessez-le-feu. Les Autrichiens comptent 380 hommes sur les 1.000 membres de cette force.

L'Etat hébreu occupe depuis 1967 une partie du plateau du Golan, pris à la Syrie lors de la guerre des Six-Jours. Il craint que le Golan ne devienne le point de départ d'attaques contre des Israéliens de la part de djihadistes qui participent aux combats contre le président syrien. euronews.fr 06.06

3- Liban

L'armée libanaise a mis en garde vendredi contre "un complot" visant à entraîner le Liban dans une "guerre absurde" après la multiplication des violences liées au conflit en Syrie voisine, avertissant qu'elle recourrait à la force pour y mettre fin.

"Le commandement de l'armée (...) appelle les citoyens à se méfier des complots visant à faire revenir le Liban en arrière et à l'entraîner dans une guerre absurde", a-t-il indiqué dans un communiqué, prévenant qu'il répondrait "aux armes par les armes".

"Le commandement de l'armée a tenté au cours des derniers mois d'oeuvrer avec fermeté, détermination et patience pour empêcher le Liban de se transformer en un champ de bataille pour les conflits régionaux et éviter le transfert des événements syriens" dans ce pays, poursuit le communiqué militaire.

"Mais ces derniers jours, certains groupes semblent déterminés à créer des tensions au niveau de la sécurité (...) sur fond de

divisions politiques au Liban concernant les développements militaires en Syrie", ajoute le texte, sans désigner explicitement l'une ou l'autre partie.

Le Liban est profondément divisé entre d'une part un camp farouchement hostile à Damas et appuyant la rébellion, et d'autre part un camp partisan du régime syrien de Bachar al-Assad et mené par le Hezbollah chiite, qui participe aux combats en Syrie.

Le communiqué a été publié au lendemain de trois attaques contre des soldats libanais dans le nord et l'est du Liban et plus d'une semaine après que trois militaires ont été tués par des hommes armés à la frontière.

Jeudi, l'armée a été la cible de tirs à Tripoli, deuxième ville du Liban, alors qu'elle saisissait des stocks d'armes dans les deux quartiers rivaux de Bab el-Tebbaneh (sunnite, comme la plupart des rebelles syriens) et Jabal Mohsen (alaouite, branche du chiisme à laquelle appartient le président Assad).

Ces quartiers s'affrontent régulièrement sur fond du conflit syrien, au prix de dizaines de morts, l'armée se déployant à chaque fois pour tenter d'imposer un cessez-le feu.

Mercredi soir, deux hommes armés, dont un Syrien, ont été tués dans des échanges de tirs avec l'armée libanaise à l'entrée de la localité d'Aarsal dans l'est du Liban près de la frontière syrienne, selon l'armée.

Aarsal est une localité sunnite appuyant la rébellion et servant de point de passage, selon des sources de sécurité, pour les réfugiés, les armes et les rebelles entre Liban et Syrie. AFP 07.06

4- Rwanda

Pour le Rwanda de Paul Kagamé il n'est pas question de négocier avec les FDLR ni de participer à un sommet sur la sécurité africaine en France.

Double no de Kigali en marge du dernier sommet de l'Union africaine, à Addis-Abeba. Le premier concerne la suggestion du président tanzanien Jakaya Kikwete de négocier avec les rebelles hutus des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), qualifiés de « *terroristes* » par le Rwanda. Ibuka, l'influente organisation de survivants du génocide, n'hésite pas à parler d'« *insulte* » et somme Kikwete de se rétracter sous peine de « *saboter* » par avance l'action de la force d'intervention rapide en cours d'installation dans l'est de la RDC - laquelle force est dirigée par un général... tanzanien. Entre le Rwanda et son voisin de l'Est, soupçonné depuis toujours de sympathie pour l'opposition, les relations sont désormais glaciales.

Autre refus : celui qui a répondu à la proposition de François Hollande d'organiser un sommet sur la sécurité en Afrique, le 7 décembre, à Paris. Commentaire d'un proche collaborateur de Paul Kagamé : « *Ceux qui estiment avoir encore besoin de la protection de l'ancien maître colonial se rendront à cette convocation. Ce n'est pas notre cas.* » french.irib.ir 07.06

SOCIAL

1- France

En 2012, 7% des retraités sexagénaires occupaient un emploi, une proportion qui a doublé depuis 2006 et la moitié d'entre eux continue à travailler "car leur retraite ne leur suffit pas pour vivre", selon une étude de l'Insee publiée vendredi.

La moitié de ces retraités âgés de 60 à 69 ans, ayant travaillé après 50 ans, déclarent travailler principalement parce que leur retraite "ne leur suffit pas pour vivre aujourd'hui" et 7% car "cela leur permet de cotiser plus pour améliorer leur retraite de demain".

Quatre sur dix (43%) le font en revanche pour des raisons non financières.

Il est aussi plus répandu parmi les cadres et les diplômés du supérieur. L'Insee avance comme piste d'explication que "ces catégories connaissent des taux de remplacement retraite/salaire plus faibles et peuvent aussi bénéficier d'opportunités accrues de cumul".

Ces retraités qui travaillent occupent deux fois plus souvent que les 50-59 ans des emplois non salariés, notamment de commerçants et de professions libérales (29% contre 14%).

Le travail des retraités pourrait encore se développer : 19% des personnes de 50 à 59 ans interrogées par l'Insee envisagent

de travailler pendant leur retraite, dont plus de la moitié pour des raisons financières. AFP 07.06

2- Portugal

Le Parlement portugais a approuvé ce vendredi un budget rectificatif qui prévoit de nouvelles mesures d'austérité pour compenser celles rejetées en avril par la Cour constitutionnelle et permettre ainsi de respecter les objectifs budgétaires fixés par les créanciers internationaux.

Ce budget a été approuvé sans problème grâce à la confortable majorité dont la coalition de centre droit au pouvoir dispose au Parlement même si le Parti socialiste, principale force de l'opposition, et l'extrême gauche ont voté contre.

Elles prévoient notamment une réduction des budgets de fonctionnement de tous les ministères, un allongement des horaires de travail des fonctionnaires de 35 à 40 heures par semaine, ainsi qu'une hausse de leurs contributions sociales. L'Expansion.com 07.06

3- Grèce

3.1- Le taux de chômage en Grèce a progressé à un rythme ralenti en mars, affectant 26,8% de la population active contre 22,2% un an auparavant.

Plus de la moitié des jeunes de 15-24 ans non scolarisés sont à la recherche d'un emploi (58,4%), tout comme plus du tiers des 25-34 ans, contre des taux respectifs de 53,1% et 30,3% en mars 2012. Le nombre de chômeurs a crû de 19,7% sur un an, à 1,3 million, tandis que la population non-active se chiffrait à 3,3 millions.

Dans un pays qui traverse sa sixième année de récession pour cause de surendettement et rigoureuse cure d'austérité imposée par l'UE et le FMI, les personnes disposant d'un emploi étaient minoritaires, à 3,5 millions, en baisse de 6,4% sur un an. L'Expansion.com 06.06

3.2- *"Notre santé n'est pas à vendre"*, c'est le slogan entonné ce vendredi par les professionnels grecs du secteur sous les fenêtres de leur ministère de tutelle, à Athènes.

Pour réduire les coûts, le gouvernement ferme des hôpitaux, réduit les salaires et les effectifs.

Des professionnels de santé portugais, belges et français se sont joints à la manifestation.

"Nous pensons qu'ils sont en train de tester en Grèce une solution pour toute l'Europe, commente Vladimir Nadeau, salarié dans un hôpital français, à savoir la destruction du système de santé. Nous pensons que le Portugal et l'Espagne sont confrontés à la même situation."

Athènes est en effet le point de ralliement ce week-end de 300 syndicats européens pour un sommet altermondialiste. Tous sont d'accord sur la nécessité d'alternatives à l'austérité.

Et Kostas Tsirikas, le leader de la confédération syndicale des fonctionnaires ADEDY de rappeler : *"le représentant du FMI, Gerry Rice, qualifie la recette appliquée de mauvaise. Les syndicats ont toujours dit que ces politiques étaient injustes pour les travailleurs, et conduisaient à l'impasse."* euronews.fr 07.06

ECONOMIE

Grèce

Le produit intérieur brut (PIB) de la Grèce a reculé de 5,6% en rythme annuel au premier trimestre.

L'économie devrait enregistrer un recul compris entre 4,2% et 4,6% cette année - après une contraction de 6,4% en 2012 - avant une reprise attendue en 2014. Reuters 07.06

SOCIETE

1- Quand l'Etat traque les semences "**clandestines**"

« *Légumes clandestins* » ! L'inscription ironique figure sur les pancartes que des jardiniers et des consommateurs brandissent ce 4 juin sous les fenêtres de la direction régionale de la concurrence et de la consommation à Toulouse. Ils dénoncent la pression sur les petits producteurs qui commercialisent des variétés de légumes non inscrits au catalogue officiel.

Quinze jours plus tôt, le 17 mai, des petits maraîchers ont reçu la visite d'un agent de la répression des fraudes, sur le marché de Lavelanet, en Ariège.

Leur délit : vendre des plants de tomates non inscrites au catalogue officiel et ne pas disposer de la carte du GNIS, l'interprofession nationale des semences et des plants. Ils encourent une amende potentielle de 450 euros...

« *Bien que pour eux qui vendent moins de 10 000 plants par an, cette carte soit gratuite, pour le moment du moins, cette visite a causé un certain émoi, d'autant plus que jusqu'ici cette activité annexe était tolérée et que ces maraîchers ignoraient même que cette carte était obligatoire* », réagissent plusieurs organisations [1] dans une lettre commune. Ces dernières voient dans ce contrôle « *un abus s'inscrivant complètement dans une logique de généralisation du fichage de toutes les activités et de toutes les personnes qui échappent au contrôle des multinationales* ».

L'élu écologiste François Calvet, Vice-Président de la commission agriculture du Conseil régional Midi-Pyrénées, considère également ce contrôle comme « *inopportun* ». « *La vente de plants par les maraîchers peut-être un revenu complémentaire non négligeable, écrit-il. Au moment où l'économie agricole est en crise, il n'est pas acceptable que ces paysans soient mis en difficulté par une application zélée de la réglementation sur la propriété intellectuelle* ».

Plus largement, les organisations associatives et paysannes demandent à « *répondre à la forte demande des jardiniers de pouvoir trouver sur le marché des plants leur permettant de cultiver toute la diversité des variétés paysannes, locales ou exotiques qui ne pourront jamais être toutes inscrites au catalogue.* »

Entre 1954 et 2002, 80 % des variétés potagères auraient été radiées du catalogue selon le Réseau semences paysannes.

Des 876 variétés potagères inscrites en 1954, il n'en restait plus que 182 au catalogue officiel français en 2002.

La raison de ces radiations ? Le poids de l'industrie semencière, qui, depuis cinquante ans, cherche « *à standardiser les semences pour les adapter partout aux mêmes engrais et pesticides chimiques* », estime le Réseau semences paysannes.

« *Ces contrôles sont effectués avec pédagogie pour protéger les consommateurs mais aussi les producteurs* », assure pour sa part la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, Catherine d'Hervé. Cette action intervient alors que la législation sur la commercialisation des semences et des plants est en cours de révision à l'échelle européenne.

Notes

[1] Confédération Paysanne Midi Pyrénées et de tous les départements de la région, Réseau Semences Paysannes, Amis de la Terre Midi-Pyrénées, Amis de la Terre Périgord, Nature & Progrès Ariège, Nature & Progrès Hautes Pyrénées, Nature & Progrès Quercy Gascogne, Nature & Progrès Haute Garonne, Nature et Progrès Aveyron, Croqueurs de carottes, Collectif anti-OGM31, Pétanielle, Terre en vie 65, ATTAC Toulouse, Toulouse en transition, Collectif des Semeurs du Lodévois-Larzac, Kokopelli, collectif des Faucheurs Volontaires, les herbes folles de Saverdun,... internationalnews.fr 06.06

2- Bruxelles ou le représentant des lobbys de l'industrie agrochimique

Une gigantesque escroquerie est en train de se mettre en place à Bruxelles, aux dépens des abeilles, de la biodiversité... et de tous les citoyens qui se battent depuis des années pour faire interdire les pesticides « *tueurs d'abeilles* » en Europe et dans le monde !

Nous devons la stopper net, avant qu'elle n'ait des conséquences dramatiques sur nos cultures et notre alimentation à l'avenir. Je vous demande de signer de toute urgence la pétition européenne ci-jointe et de la faire circuler autour de vous autant que vous le pourrez.

Il n'y a pas un instant à perdre.

Après des années de lutte acharnée des citoyens et des apiculteurs, la Commission européenne s'est officiellement décidé à interdire 3 pesticides néonicotinoïdes extrêmement dangereux pour les abeilles (1).

Les associations ont crié victoire et baissé la garde. Pourtant...

Le compromis que devrait adopter Bruxelles est en réalité un plan désastreux imposé par les multinationales agrochimiques comme Bayer, Syngenta et compagnie, qui mènent depuis des mois un lobbying effrené et extrêmement agressif pour arriver à ce résultat (2).

Objectif : Contrer la volonté des citoyens européens et empêcher l'interdiction REELLE des pesticides tueurs-d'abeilles - malgré les recommandations expresses des autorités sanitaires françaises et européennes (3)... Pour sécuriser les centaines de millions d'euros de profit annuel que ces produits rapportent aux grosses firmes qui les produisent !

Officiellement, les 3 pesticides les plus dangereux seront interdits pour une durée-test de deux ans à l'issue de laquelle les autorités sanitaires contrôleront si l'interdiction a mis un terme au massacre des abeilles, et s'il faut ou non interdire définitivement les néonicotinoïdes.

Or, cette soi-disant interdiction n'aura aucun effet sur la santé des abeilles !

En fait, les 3 pesticides tueurs-d'abeilles seront interdits seulement quelques mois par an... et largement utilisés tout le reste de l'année - sur près de 85% des céréales, et sur une grande partie des cultures de fruits, légumes et herbes aromatiques - empoisonnant largement les sols et l'eau absorbés ensuite par les cultures soi-disant « *non-traitées* ».

De nombreuses études ont montré que ces substances ultra-toxiques peuvent rester présentes dans le sol jusqu'à trois ans après le traitement (4), et que les cultures non-traitées replantées sur le même terrain révèlent des traces de néonicotinoïdes jusque dans leur pollen... que viennent ensuite butiner les abeilles ! (5)

A la fin de la période-test de deux ans, les multinationales pourront prouver que les abeilles continuent d'être décimées malgré la soi-disant interdiction de leurs produits, et qu'ils n'y sont pour rien. Ils auront réussi à blanchir leurs pesticides et à maintenir leurs profits - et pour longtemps !

C'est un plan diabolique, qui nous promet un désastre environnemental sans précédent.

Nous pouvons encore empêcher ça. MAIS IL FAUT AGIR VITE : d'ici quelques jours, la Commission européenne se prononcera sur sa version définitive du règlement européen concernant ces 3 pesticides tueurs d'abeilles.

Nous devons agir avant, pour exiger l'interdiction REELLE de ces pesticides ! Signez dès maintenant la pétition européenne pour contrer les lobbys en cliquant ici !

Si nous ne faisons rien, voici ce qui va se passer dans les 2 prochaines années :

- les pesticides néonicotinoïdes continueront à être utilisés pour les cultures d'hiver, imprégnant ainsi durablement les sols et l'eau...
- les cultures de printemps et d'été 'non traitées' seront infectées par les résidus de ces pesticides, et empoisonneront les abeilles...
- la mortalité massive des abeilles ne déclinera pas, malgré la soi-disant 'interdiction' des néonicotinoïdes
- Syngenta, Monsanto, Bayer et tous les laboratoires agrochimiques pourront à loisir clamer que leurs produits n'ont rien à voir avec la mortalité des abeilles, et obtenir leur réhabilitation totale sur le marché.

Et là, il ne nous restera plus que nos yeux pour pleurer...

Il faut tuer dans l'œuf ce plan démoniaque, et exiger de la Commission européenne qu'elle interdise purement et simplement ces pesticides tueurs d'abeilles, comme elle prétend le faire d'ailleurs !

Pas de compromissions, pas de petits arrangements... Si l'on doit faire un test de 2 ans pour évaluer réellement l'impact de ces pesticides sur les pollinisateurs, alors allons-y franchement !

Les agriculteurs eux-mêmes n'auraient pas à y perdre :

d'après l'INRA, on pourrait réduire rapidement la consommation de pesticides en France de 30 à 40 % - sans aucune perte de revenus pour les agriculteurs - en revenant simplement à un système de rotation des cultures qui permettrait de combattre efficacement les parasites en réduisant durablement l'usage des traitements chimiques (6).

Ca représente tout de même, pour la France uniquement, plus de 20 000 tonnes de substances ultra-toxiques déversés chaque année en pure perte dans nos campagnes !

En fait, les seuls qui seraient ébranlés, ce seraient les chiffres d'affaires des géants de l'agrochimie... Mais la Nature n'a que faire de leurs profits !

Alors s'il vous plaît, aidez Pollinis à créer une véritable onde de choc à travers le pays et l'Europe toute entière, pour que notre pression sur la Commission européenne soit plus forte que celle des lobbys agrochimistes qui sacrifieraient sans vergogne votre santé, votre alimentation et l'avenir même de la Nature pour satisfaire à leurs profits immédiats.

Signez la pétition , et transmettez cet email à un maximum de personnes autour de vous. internationalnews.fr 06.06

[Haut de page ↗](#)

Le 9 juin 2013

CAUSERIE

Sang froid et lucidité, camarades.

Certains me cataloguent volontiers comme gauchiste, c'est leur problème, on pourrait analyser une autre fois ce que cela recouvre.

En réalité, et je l'ai affirmé à plusieurs reprises, je suis un partisan de l'ordre et de la discipline, de la rigueur, je suis bourré de principes que je m'applique et revendique, c'est la seule manière pour essayer de s'en sortir quand on ne vient pas d'un milieu favorisé ou que le moindre faux pas peut s'avérer fatal. Cela s'applique à notre combat politique évidemment.

Pour accéder directement à la causerie de samedi soir: [Samedi](#)

[Clément Méric, suite.](#)

Les derniers éléments

Reuters - Le principal suspect dans la mort du militant antifasciste Clément Méric a été mis en examen samedi soir pour violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner et placé en détention provisoire, a-t-on appris de source judiciaire.

Au total, quatre autres suspects ont été présentés à un juge samedi et ont été mis en examen, dit-on de source judiciaire.

Trois d'entre eux ont été placés sous contrôle judiciaire et le sort du quatrième était encore examiné samedi soir. Le parquet avait requis le maintien en détention des quatre hommes.

Trois jours après "*l'agression mortelle*" de Clément Méric, étudiant de Sciences-Po âgé de 18 ans, Jean-Marc Ayrault a lancé une procédure de dissolution des Jeunesses nationalistes révolutionnaires (JNR), mouvement de jeunesse de Troisième Voie, un groupuscule dont tous les suspects sont des sympathisants.

D'après une source policière, les JNR, composées de 20 à 30 militants, sont le service d'ordre du mouvement d'extrême droite radicale Troisième Voie, qui compte "*4.000 sympathisants et 1.000 adhérents*". Reuters 08.06

D'autres témoignages.

La palme de la désinformation et de la provocation revient au professionnel en la matière : L'Humanité.

L'Humanité - Des "*crânes rasés*" qui auraient délibérément attendu Clément Méric à la sortie d'un magasin. humanite.fr 06.06

Le Point - Un vigile présent sur les lieux du drame est qualifié de témoin "*principale*" par les policiers. L'homme met en cause les

quatre militants du groupuscule antifasciste auquel appartenait la victime, et plus particulièrement l'un d'entre eux. Selon ce témoignage, ce garçon, très remonté, avait des gants de boxe dans son sac et a incité les autres à se battre contre les skinheads, qui, toujours selon le vigile, cherchaient plutôt à éviter l'affrontement et à partir discrètement.

Le témoin a précisé que Clément Méric aurait déclaré à propos des skinheads : "*Ce sont des gens qui ne devraient même pas être vivants.*" Il maintient toutefois que le jeune étudiant n'était pas le meneur, et que si son camarade ne l'avait pas poussé à se battre, rien ne serait arrivé. lepoint.fr 07.06

A Paris hier

Lemonde.fr - "*Cet assassinat est politique*" et "*la montée de l'extrême droite actuelle est une réalité, elle n'est pas fantasmée*", a déclaré Olivier, l'un des membres du groupe Action antifasciste Paris-banlieue, auquel appartenait le jeune homme tué, en tête du cortège parisien. "*On a perdu un frère, un ami, un camarade*", "*un jeune homme qui avait l'avenir devant lui et avait conscience qu'il fallait s'organiser contre la menace fasciste*", a-t-il ajouté avant une minute de recueillement.

Les membres de ce collectif "*antifa*", la plupart vêtus d'un t-shirt noir sur lequel est écrit "*Clément à jamais*", ouvraient le cortège, suivis de quelques milliers de manifestants sans signe d'appartenance politique, comme il était demandé sur la page Facebook du groupe. Lemonde.fr 08.06

1- Ce n'est pas un assassinat, les skinheads n'étaient pas venus à cette vente de vêtements pour bouffer du gauchiste. Ensuite le faf de 20 ans qui a bastonné Clément n'avait pas l'intention de le tuer et passer 20 ans en tôle, foutre sa vie en l'air pour une simple bagare.

2- La montée de l'extrême droite est bien réelle dites-vous, on a envie de dire : prouvez-le. De qui parlez-vous, des gens qui sont engagés dans ces organisations, qui participent à leurs activités, si on en croit le nombre de participants au défilé du 1er mai 2013 du FN à Paris, votre assertion se trouve invalidée, on veut bien croire que l'extrême droite organisée se renforce mais c'est marginal, ou les électeurs qui effectivement se portent plus nombreux sur les candidats du FN, mais là encore attention aux amalgames, pour de nombreux électeurs le FN n'est pas d'extrême droite, de plus ils ne partagent pas forcément les idées les plus répugnantes du FN, loin de là.

3- C'est par connerie pure que vous avez perdu votre pote, oui, connerie pure, c'est bien de cela qu'il s'agit ici, et je pèse mes mots, car de quoi faut-il être conscient pour s'organiser contre une menace qui finalement n'existe pas à proprement parler, sauf à croire dans l'avènement d'un régime fasciste tous les quatre matins, vous êtes atteints de schizophrénie aigue.

Pour ceux qui ne le savent pas la schizophrénie se caractérise notamment par la perte du contact avec la réalité, définition qui s'applique parfaitement ici, jusqu'à se croire plus fort et provoquer un groupe de loubards d'extrême droite réputés pour leur violence.

4- Les membres de ce groupuscule gauchiste se permet de se balader dans la rue ou dans leur école avec un badge bien en vue témoignant de leur engagement "politique", et les participants à ce rassemblement aurait dû s'abstenir de porter des signes indiquant à quel courant politique ils appartenaient, pourquoi, pour ne pas vous faire de l'ombre, parce que vous ne supportez pas les autres courants politiques du mouvement ouvrier ? Il faudrait que le brave peuple qui se fait manipuler quotidiennement par les médias pense que vous seriez les seuls antifascistes de ce pays, les vrais, les purs, les durs, en réalité les plus inconsistants qui soient, et qui plus est, dangereux pour les jeunes qui n'ont pas idée des conséquences parfois dramatiques auxquelles ils s'exposent en vous rejoignant.

Parole d'internaute.

1- "Le procureur n'est pas un méchant et le juge un gentil. Quand un délit grave ou un crime est commis, la police judiciaire est la première saisie et commence ses investigations. Le procureur dirige la police judiciaire (art 12 du CPP).

Au cours des investigations, le procureur par commodités de l'enquête a visé haut en qualifiant les faits de "*d'homicide volontaire*", comme on dit, "*qui peut le plus peut le moins*".

La Police Judiciaire a bouclé son dossier qui a été transmis au procureur qui, comme la loi l'exige quand il y a crime ou délit grave (ici homicide) se dessaisit en demandant la désignation d'un juge d'instruction (réquisitoire introductif d'instance). Le juge désigné demande alors au procureur de lui transmettre le dossier et est maître de l'enquête jusqu'à ce qu'il décide, par ordonnance, soit un non-lieu soit un renvoi devant le tribunal. Le juge, pour mener son instruction, fait appel à des policiers ou gendarmes OPJ nommément désignés par lui, ce qu'on appelle les commissions rogatoires.

Dans le cas présent, le juge d'instruction, à la lecture des pièces du dossier transmis par le procureur, a décidé de requalifier l'infraction en "*homicide involontaire*". C'est donc sur cette base qu'il va travailler dorénavant."

Merci de cette mise au point.

2- "La qualification retenue par le juge d'instruction « *violences volontaires ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner* » paraît logique au vue des premières informations sur ce qui s'est réellement passé. On est loin de l'hystérie du premier jour. Un peu de sang froid ne fait pas de mal et facilite le travail de la Justice et donc le bon fonctionnement de la République."

Cela pose une question qui s'adresse à tous les militants : Comment ceux qui se sont engouffrés dans cette histoire tête baissée, tous les partis, groupes, etc. pourraient-ils, devraient-ils inspirer confiance aux travailleurs et jeunes pour qu'ils les rejoignent ? Ils sont plutôt craignos comme disent les jeunes, je ne sais pas si je leur confierais ma vie, celle de ma fille.

3- "Certes Clément Méric a été tué lors d'un affrontement avec des membres d'un commando d'extrême droite. Il ne faudrait quand même pas oublier qu'il était lui même membre d'un commando d'extrême gauche, qui n'hésitait pas à faire le coup de poing avec ceux d'en face. Cela n'excuse pas le meurtrier."

4- "Je n'aimerais pas être à la place de celui qui a provoqué les skinheads et est tout aussi responsable de la mort de son copain."

Pensez-vous, il doit en être fier !

ACTUALITE EN TITRES

[Monarchie et banquier unis pour le meilleur... et pour le pire](#)

- Mariage royal à Stockholm - euronews.fr

La princesse Madeleine a épousé ce samedi son fiancé Christopher O'Neill, banquier américano-britannique avec qui elle vit depuis trois. euronews.fr 08.06

C'est une constante (historique qui remonte plusieurs siècles en arrière en réalité) sur laquelle on n'insistera jamais assez, dont personne ne parle dans le mouvement ouvrier évidemment. Et ce n'est certainement pas un hasard si le projet du cartel des banquiers sionistes anglo-saxon d'établir un gouvernement mondial ressemble finalement comme deux gouttes d'eau à l'établissement d'une monarchie absolue...

[Hollande, c'est Blair... le pif en moins.](#)

Merkel a dit soutenir Pékin. Quelques jours plus tard son écho lui répond.

- François Hollande veut apaiser la querelle entre l'UE et Pékin - Reuters

Le président français François Hollande a demandé samedi le règlement "*dans la discussion*" de la querelle commerciale entre l'Europe et la Chine, qui sera évoquée lors du prochain Conseil européen. Reuters 08.06

Entre apathie et veulerie.

- Paris soutient l'accord de libre-échange UE-Japon, dit Hollande - Reuters

- Pas de pression française sur le Japon sur le nucléaire - Reuters

[Conditionnement.](#)

- Un jeune sur deux pense qu'il ne pourra pas prendre sa retraite avant ses 70 ans - L'Expansion.com

Donc on peut monter la barre jusque là, CQFD.

- Valls ferait un bon Premier ministre pour 45% des Français - AFP

Donc il pourrait devenir Premier ministre dans les mois à venir, CQFD

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1-Turquie

En Turquie, la mobilisation anti-gouvernementale ne faiblit pas. Ce samedi soir, de nouvelles manifestations étaient organisées à Istanbul et à Ankara, ce qui a donné lieu à des accrochages avec la police. Dans le quartier de Sultangazi, à Istanbul, les forces de l'ordre ont fait usage de canons à eau pour tenter de disperser les manifestants. Plusieurs groupes de supporters de clubs de football sont venus grossir les rangs des protestataires.

Autre théâtre de violence, la capitale Ankara. La police anti-émeute est intervenue pour disperser un rassemblement en centre-ville. Les médias locaux parlent de plusieurs blessés.

De leur côté, les autorités assurent que les choses sont "sous contrôle". C'est ce qu'a déclaré le vice-Premier ministre ce samedi, à l'issue d'une réunion des dirigeants du parti au pouvoir AKP. Une réunion à laquelle participait le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan. Pour les autorités, pas question d'organiser des élections anticipées, comme certains manifestants le réclament. Cela dit, dans un souci de conciliation, le maire d'Istanbul a déclaré qu'il était prêt à apporter des modifications au projet d'aménagement du parc Gezi, à l'origine du mouvement de contestation. euronews.fr 08.06

2- Libye

Au moins 30 morts et des dizaines de blessés, c'est le bilan encore provisoire d'affrontements ce samedi à Benghazi en Libye.

Point de départ : un rassemblement de manifestants devant le siège d'une milice composée d'anciens rebelles. Les manifestants réclament la dissolution de cette milice, accusée de faire régner sa loi à Benghazi. Pour les protestataires, deux ans après la chute de Kadhafi, il est grand temps que les autorités du pays mettent en place une vraie armée et une vraie police.

Le rassemblement, d'abord pacifique, aurait dégénéré avec échanges de coups de feu, pendant plusieurs heures, aux abords du siège de la milice. Les forces spéciales sont finalement intervenues pour mettre fin aux violences. Le Premier ministre a annoncé l'ouverture d'une enquête.

Mais cela ne règle sans doute pas le problème de l'insécurité qui règne à Benghazi. euronews.fr 08.06

3- Syrie

3.1- Les habitants d'Alep ont eu une première manifestation en guise de soutien à l'armée syrienne et à ses opérations dans différentes régions et villes du pays.

Les manifestants ont tenu à rendre hommage à la victoire de l'armée syrienne à Qousseir, à rif de Homs. Dans une seconde manifestation toujours à Alep, les habitants de cette ville se sont déclarés solidaires avec les contestataires turcs et ont soutenu leurs manifestations de protestation contre le gouvernement Erdogan. french.irib.ir 08.06

3.2- Les terroristes d'Al Nosra ont baissé le drapeau de l'ASL à Alep et l'ont remplacé par leur propre drapeaux. Le drapeau de l'ASL - celui de l'époque coloniale française- a été ensuite piétiné sur la place Al Halvaniya.

Placé sur la liste des organisations terroristes, Al Nosra continue à agir à sa guise à Alep. Les Etats-Unis et leurs alliés arabes fournissent la milice en armements. A Qousseir des centaines de nosratistes combattaient l'armée nationale syrienne . Des centaines d'entre eux ont été tués blessés et capturés. french.irib.ir 08.06

3.3- Dans un récent article, le conseiller pour les recherches défensives à l'institut American Interprise, Pelclat, accuse Obama d'échec subi par le camp américain en Syrie. " A mesure que le temps passe, les forces d'Assad avancent et à chaque étape elles arrivent à marquer des points. Leur victoire est de plus en plus large dans le camp d'Assad. Celui-ci est même parvenu à reprendre la ville stratégique de Qousseir. " L'auteur évoque ensuite la récente réunion des représentants us au sujet de la Syrie, une réunion tenue en présence des membres de la sous-commission des forces armées au congrès pour le Moyen-Orient et l'Afrique du nord. "J'y étais moi-même présent et j'y assistais sur la nécessité d'un engagement direct des Etats-Unis dans

le conflit. Car il faut aider les rebelles dans leur combat contre la régime de Bachar. il y a là une question de crédit et de prestige des Etats Unis" après cette entrée en matière, l'auteur s'attaque à l'Iran et se dit inquiet de la montée en puissance de l'Iran à titre de puissance régionale : " les Etats Unis ont des intérêts énergétiques au Moyen-Orient et des alliés dans cette région. L'Iran aussi... M Obama, je dois vous le dire, même la RII a compris que vous avez optez pour une stratégie de défaite en Syrie".

L'auteur citant les participants à la réunion précitée a dénoncé Obama pour son refus de décréter une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie . "Ce refus va dans le sens de l'intérêt de la RII et du régime syrien". Le conseiller s'inquiète surtout du vide du pouvoir que laisserait selon lui la poursuite du refus d'Obama de soutenir efficacement les terroristes, " un vide que rempliront aussitôt le Hezbollah libanais et la RII". Mais quelle solution à cet état? Daniel Pelclat conseille "une coopération étroite entre l'Otan et les régimes arabes pour créer une zone d'exclusion au-dessus de la Syrie et un plus intense trafic d'armements en direction des terroristes. Mais cette intensification d'aide paraît insuffisante vu la taille de l'enjeu : la victoire d'Assad en Syrie préfigure une grande victoire stratégique pour l'Iran. Aussi faut-il l'empêcher à tout prix : outre la livraison d'armes et la zone d'exclusion aérienne, les rebelles pourront être secourus par voie aérienne et à l'aide du système du renseignement turc et jordanien ". french.irib.ir 08.06

SOCIAL

Espagne

Plusieurs centaines de manifestants ont défilé samedi à Madrid contre "l'impunité financière", brandissant des pancartes réclamant "jugement et châtiement" pour les responsables de la débâcle financière de l'Espagne.

"Contre l'impunité financière, contre l'escroquerie des crédits hypothécaires, pour le droit au logement", proclamait l'immense banderole de tête du cortège qui a défilé devant les bureaux de l'association des banques, la Banque d'Espagne et l'Audience nationale, la cour qui instruit les plaintes contre Bankia. L'un des manifestants portait la banderole grâce à une corde de pendu sur ses épaules.

"Les principaux responsables de la crise sont dans les conseils d'administration des groupes bancaires", a affirmé l'un des organisateurs en lisant un manifeste dans un porte-voix.

Il a aussi rappelé que le système des crédits espagnols a été mis récemment à l'index par la justice européenne à cause de certaines clauses pouvant être abusives.

L'association PAH est à l'origine d'une proposition de loi populaire qui a recueilli 1,4 million de signatures et qui prévoit l'extinction de la dette contre la saisie du logement, le gel des expulsions du domicile principal et la transformation en logements sociaux de tous les logements vides appartenant à des banques.

Près de 40.000 logements ont été saisis en Espagne en 2012 à la suite d'impayés, selon la Banque d'Espagne. AFP 08.06

Samedi soir (ou plutôt dimanche matin, il est 0h45 et pas d'électricité !)

Méric Clément, suite. Le parquet fait le jeu du gouvernement.

Certains suggèrent que le gouvernement exploite ce drame pour faire monter l'extrême droite face à l'UMP à un an d'élections municipales et européennes qui se présentent très mal pour le PS et le gouvernement. C'est une explication qui semble plausible.

On ne peut qu'être surpris par le chef d'accusation retenu par le parquet, comme si les protagonistes d'une bagarre avait eu l'intention de s'entretuer, alors qu'il s'en produit des centaines quotidiennement à travers tout le pays.

Il est confirmé que ce sont les antifascistes qui ont provoqué les trois skinheads, mais apparemment le parquet a décidé de ne pas en tenir compte, mieux, ce sont eux qui les ont menacés ouvertement en disant qu'ils allaient les "attendre en bas", pour quoi faire, leur casser la gueule, ils ont été servis au-delà de leurs attentes.

Ces groupuscules qui s'autoproclament antifascistes agissent à la marge du mouvement ouvrier et ne représentent qu'eux-mêmes. Malheureusement des jeunes se laissent entraîner dans ce genre d'organisations dirigées par des inconscients qui se gardent bien de mettre leur propre vie en danger.

Voilà le message que nous adressons à ces jeunes et à la jeunesse du prolétariat, aux travailleurs et aux militants en général.

Vous êtes antifascistes, anticapitalistes, l'injustice vous fait horreur, nous partageons donc le même combat et nous avons les mêmes ennemis, en Syrie, c'est possible de liquider l'équivalent de ces skinheads, salafistes, takfiristes, wahabistes, djihadistes ou mercenaires armés et sanguinaires en tous genres de l'ASL et d'Al-Nosra, mais voilà en France les gauchistes tout comme la gauche ou l'extrême gauche ont choisi le mauvais camp, celui du gouvernement Hollande-Fabius qui les soutient contre le peuple syrien combattant pour préserver son identité et son indépendance qu'incarne le président syrien Bachar Al-Assad.

Refusez votre soutien au gouvernement Hollande-Fabius, rejetez les partis ou organisations qui le soutiennent, fuyez-les comme la peste car en oeuvrant au côté de l'impérialisme américano-sioniste ce n'est pas seulement le destin du peuple syrien qu'ils entendent ruiner mais votre propre sort, car les deux sont intimement liés.

Nous n'avons pas à vous dire quel parti ou quel groupe de militants engagés au côté du peuple syrien rejoindre, c'est à vous d'en décider librement sachant qu'il ne sera possible de venir à bout de la vermine d'extrême droite qu'une fois le régime en place renversé par un soulèvement révolutionnaire des masses exploitées, perspective politique autour duquel tous les militants révolutionnaires devraient se rassembler et combattre ensemble.

Un complément à titre personnel.

Je mesure 1,65m pour 80 kilos, je suis assez baraqué, j'ai 57 ans, je commence à me faire vieux, je ne me bats jamais, j'ai eu une multitude d'altercations avec des Indiens, j'ai été agressé à plusieurs reprises, une fois j'ai pris une brique en plein thorax, une autre fois une pierre en pleine figure et le visage en sang, un autre fois en me baladant en vélo j'ai reçu un violent coup de poing derrière la tête, j'ai été menacé de mort plusieurs fois dans le village où j'habitais avant, régulièrement je dois affronter des insultes, j'ai connu trois tremblements de terre et trois cyclones plus un tsunami où j'ai failli y laisser ma vie, la mer s'est arrêtée à la hauteur de mon cou, bref, je m'en suis toujours bien sorti et j'ai pris des décisions suite à ces expériences dont j'ai tiré des leçons, j'ai notamment revendu ma maison et quitté le bord de mer pour vivre en sécurité.

Je n'ai jamais provoqué ou insulté qui que ce soit, certes il m'est arrivé de prendre certains risques et certaines situations auraient pu mal tourner, chaque fois j'en ai pris conscience à temps et j'ai su prendre les décisions qu'il fallait, parfois au détriment de mon amour propre que j'ai ravalé, on se trouve parfois confronté à des situations où il vaut mieux faire preuve d'humilité sans que notre dignité en souffre, puisque qu'on a dû agir sous la contrainte, surtout quand l'enjeu ne vaut pas le coup, il ne faut pas être borné et stupide, dans d'autres cas c'est différent. A plusieurs reprises j'ai eu l'occasion de frôler la mort de très près depuis que je suis en Inde. Je ne l'ai pas cherché mais je dois reconnaître que j'y étais quand même pour quelque chose, car il arrive qu'on prenne des décisions sans en mesurer sur le coup les conséquences à venir. Ce qui m'a sauvé ce fut peut-être d'en prendre conscience au bon moment et d'en tirer des leçons. Et pourtant je suis habitué à me poser un tas de questions, comme quoi il arrive qu'on passe malgré tout à côté des bonnes. Cela doit nous conduire à être modeste dans la vie et à ne pas juger les autres comme je le répète souvent, je tiens cela de ma propre expérience et je me l'applique à moi-même.

C'est toujours un terrible malheur la mort d'un jeune. J'ai vu un de mes beaux-frères à peine plus âgé mourir dans un accident de moto à quelques centaines de mètres de chez moi. La nuit venait de tomber, il a dû avoir un instant d'inattention et il roulait trop près du bord de la chaussée, le bas-côté était instable, il a dû par mégarde sortir de la chaussée, il a perdu le contrôle de sa moto et sa tête est venue heurter un poteau en ciment et il est mort pendant qu'on le transportait à l'hôpital. C'est très con, trop con, c'était le cadet, mon épouse pleure chaque fois qu'on prononce le nom de son frère. Je l'avais dissuadé de partir travailler à Dubaï et je l'avais aidé financièrement à s'installer comme carrossier. Pas de bol, car Saktivel était un brave garçon, courageux et honnête ce qui est devenu rare. Il en avait fait des sacrifices pour arriver à s'en sortir, c'est ce qui m'a le plus peiné, pour rien finalement.

Un article de l'agence Reuters qui fournit les derniers éléments d'information.

- Le parquet de Paris a retenu samedi le chef d'accusation d'homicide volontaire à l'encontre d'Esteban, principal suspect dans la mort de Clément Méric, et a confirmé que le militant d'extrême gauche avait succombé aux coups qui lui ont été portés.

Le nombre de coups mais aussi la différence de carrure entre le suspect et la victime - qui mesurait 1m80 pour 66 kg -, de même que la suspicion de l'usage d'un poing américain ont mené au choix du qualificatif d'homicide volontaire, a déclaré samedi le procureur de Paris, François Molins.

Esteban, dont le procureur a refusé de divulguer le nom de famille, a reconnu avoir porté deux coups au militant antifasciste, dont celui l'ayant fait tomber.

"Les auditions, non seulement de témoins mais encore de protagonistes eux-mêmes, attestent d'une scène de violence avec des échanges de coups", a déclaré François Molins.

Selon les premiers éléments de l'enquête, un ami de Clément Méric a d'abord "*chambré verbalement*" un skinhead qui se trouvait dans la salle de vente. "*Les nazis viennent faire leur course*", aurait-il lancé.

Clément Méric et ses amis auraient continué à provoquer le groupe d'ultra-nationalistes, menaçant de les "*attendre en bas*". Un vendeur a indiqué avoir alors entendu l'un des skinheads appeler du renfort, visiblement pour en découdre.

Les suspects ont tous donné la même version des faits, à savoir qu'une bagarre "*généralisée et désordonnée*" a éclaté, qu'ils étaient en état de légitime défense et qu'ils n'avaient jamais eu l'intention de tuer le jeune homme, selon des sources policières. Ils disent avoir "*répliqué*", a confirmé samedi le procureur de Paris.

Âgés de 19 à 32 ans, tous ont un casier judiciaire vierge et se disent sympathisants du groupe "Troisième Voie".

Outre l'information judiciaire visant Esteban, le parquet a ouvert samedi une enquête pour violences volontaires en réunion, violences volontaires ou complicité de violences volontaires en réunion à l'encontre des cinq suspects et de toutes autres personnes ayant pu prendre part aux violences.

Des incapacités totales de travail de 3 et 7 jours ont en effet été prononcées à l'encontre des deux amis de Clément Méric présents sur les lieux du drame. L'un dit avoir reçu des coups de poing américains sur les bras, l'autre un coup de poing au visage. Reuters 08.06

Je vais ajouter un mot parce que cela me démange.

Cela devait leur apporter quoi de parler à ces fachos, je voudrais qu'il nous explique la finalité de leur démarche. Se faire tabasser pour ensuite porter plainte contre eux pour qu'ils écopent de quelques mois de prison avec sursis et peut-être une amende ? Je ne comprends pas le but du jeu, cela doit être d'un niveau intellectuel trop élevé pour moi.

En quête d'une tribune, ils se seraient servis du tribunal pour défendre leur cause ? Pour ce qu'en aurait eu à foutre le parquet et les juges franchement ! On cherche à comprendre. Faire parler d'eux dans les médias, c'est réussi, mais à quel prix !

Ils me font penser à des branleurs qui se la pètent et font chier, pas seulement des fachos, mais les gens qui ne pensent pas comme eux, et qui un jour tombent sur des excités qui leur règlent leur compte, ce qu'ils cherchaient depuis longtemps ou ce qui devait leur arriver un jour ou l'autre. Si j'étais procureur, c'est ce que je leur aurais certainement dit.

Quant aux autres dingues, je les enverrais directement au trou en leur rappelant qu'ils devaient garder le contrôle d'eux-mêmes, même face à une provocation ou des propos qu'ils jugeaient injurieux ou déplacés, rien ne peut justifier de frapper une personne qui ne vous a pas agressé physiquement.

Quand j'étais adolescent je me souviens encore comment les bagares commençaient avec mes potes voyous, il suffisait qu'un mec les ait regardés, un d'entre eux s'avançait vers lui et lui disait : tu as vu comment tu m'as regardé ? Qui moi ? Oui toi tête de noeud, et il se prenait un coup de boule. A Paris dans le quartier indien en haut de la rue du faubourg Saint-Denis où on allait faire nos courses tous les samedis, il y avait un local des Hells Angels, on croisait des crânes rasés, et bien j'aurais plutôt été du genre à leur faire des compliments sur leur Harley que de les provoquer !

Quand un militant diffuse ou tracte tranquillement et se fait agresser ou lors d'une manif, on est dans un cas de figure totalement différent, là il s'agit d'une agression politique qui doit être condamnée sans réserve quel que soit le parti ou le syndicat auquel il appartient.

Quelques réactions d'internautes.

1- Homicide volontaire suite à une provocation involontaire, et puis quoi encore ?

Cette justice politique va se retourner contre les bobos parisiens, à voir le nombre de gens qui sont écoeurés qu'une bagarre entre 2 gangs soient tournée en guerre sainte par l'extrême-gauche bien pensante. Apparemment, ce sont les gauchos qui sont allés chercher les skins. Elle est où l'intention d'homicide là ?

Taubira nous doit des explications circonstanciées sur cette décision stupéfiante du Procureur de la République car une bagarre c'est une bagarre et non un guet-apens. On va encore douter de l'indépendance de la justice.

2- Quelqu'un pourrait-il nous éclairer ? Selon les divers articles lus, la rixe semble avoir été provoquée par les amis de Clément Méric. Or, on retient ici l'intention d'homicide volontaire pour les autres. Ca semble contradictoire.

Est-ce, de la part du parquet, le seul moyen de garder en détention l'auteur des coups ?

Le parquet a-t-il connaissance d'une volonté de tuer qu'on ignore ?

Le parquet cède-t-il aux pressions de la rue, même si l'indignation est légitime ?

3- Outre l'information judiciaire visant Esteban, le parquet a ouvert samedi une enquête pour violences volontaires en réunion, violences volontaires ou complicité de violences volontaires en réunion à l'encontre des cinq suspects et de toutes autres personnes ayant pu prendre part aux violences.

Et le tribunal ne tient pas compte du fait que c'est le groupe d'extrême gauche qui a provoqué la bagarre, il ne tient pas compte des témoignages qui le confirment...

4- Là, il y a clairement une volonté de nuire plus que nécessaire par ce chef d'inculpation. Je viens d'entendre les arguments, c'est plus que léger et totalement artificiel.

- Frapper à plusieurs coups dans le visage de la victime qui était moins "baraquée"

- Usage "possible" d'un poing américain : "possible". Ils ne savent même pas si c'est le cas mais ils inculpent pour homicide volontaire sur cette base-là. Et à priori, il n'y avait pas de poing américain utilisé.

Si frapper plusieurs fois dans la tête de quelqu'un correspondait à une tentative d'homicide volontaire, une bonne partie de la France serait en prison suite à des bagarres diverses à l'école, dans les bals, dans les boîtes de nuit, lors de bagarres entre automobilistes, etc... Désormais, ce sont toutes les bagarres qui doivent être considérées comme des tentative d'homicide volontaire, alors !!!

Et ces marches dans toute la France pour la victime. Pourquoi pas des marches pour cette vieille dame égorgée ? Ou des marches dans toute la France pour cette jeune femme poignardée dans le RER ? Et tant d'autres cas encore, des actes immondes mais passés sous silence en plaçant le fait divers ! Pour un extrême gauchiste, c'est plus du fait divers, c'est pire qu'un attentat contre une école.

Là, on a l'impression que c'est le Christ qui s'est fait dessouder.

Tout ça, ça ressemble à un sacré téléguidage politique.

Bien sûr, sans excuser le geste, ça va sans dire.

[Haut de page ↗](#)

Le 10 juin 2013

CAUSERIE

La première partie de la causerie du jour rédigé ce matin et hier soir se trouve plus loin.

J'ai corrigé plusieurs liens erronés vers plusieurs articles sur la Turquie.

Pris par mon travail, j'avais terminé le boulot quand ils ont coupé le courant éteignant mon ordinateur, alors que j'avais oublié de l'enregistrer, j'en ai refait une partie et j'ai laissé tomber le reste, pas le courage de recommencer, il fait une chaleur à crever.

Tenez à propos de crever, hier soir en donnant un coup de balais indien, donc courbé en deux jusqu'au sol, après que mon chien ait mangé, sur la dalle en ciment situer devant la terrasse, je suis encore tombé nez à nez avec un serpent, un jeune, j'ai été tellement surpris que je l'ai envoyé balader en lui filant un coup de balais. Ensuite, j'ai dispersé du DDT en poudre le long de l'entrée sans savoir si c'est efficace ou non comme repoussoir, car il faisait déjà nuit et mon chien dort à quelques mètres seulement.

Au fait, à propos du scandale mondial PRISM, j'avais eu du pif il y a quelque temps déjà en dénonçant les réseaux sociaux et le rôle de Facebook.

Quand vous prenez les noms des dirigeants de Google, Facebook, Microsoft, Apple, Yahoo, AOL, YouTube, Skype et PalTalk, vous vous apercevez qu'ils participent tous à des think thanks néolibéraux, que plusieurs d'entre eux ont déjà été invités aux réunions du groupe Bilderberg, que les uns et les autres sont membres des conseils d'administration des mêmes multinationales

qui forment un cartel avec celui des banquiers, banquiers qu'on retrouve évidemment dans les mêmes conseils d'administration.

Cela signifie que leur stratégie est globale, mondiale, et concerne absolument tous les aspects de la société ou de notre vie jusque dans les moindres détails, y compris les questions sociétales dont ils sont les maîtres d'orchestre. Bien entendu, comme ils le disent eux-mêmes ou sont obligés d'avouer, c'est top secret et ce serait nous qui tentons de savoir ce qu'ils trament dans notre dos qui serions des complotistes. Mais s'ils oeuvraient vraiment pour le bien de l'humanité comme ils le prétendent, pourquoi alors tant de mystères ?

Il n'y a que les naïfs, les crétins ou les vendus pour les croire ou pour ne pas rendre compte aux travailleurs et militants de leurs faits et gestes. Quel parti ces derniers jours s'est attardé sur la réunion du groupe Bilderberg qui vient de se tenir en Grande-Bretagne ?

Je vais vous avouer un truc. Parfois on a mauvaise conscience, on se demande si on ne serait pas un peu ou très médisant envers les partis ouvriers, il est légitime de se poser la question, de se demander si on n'en ferait pas trop, pourquoi tant d'acharnement, etc. Puis, presque quotidiennement ce sont eux qui apportent la réponse à cette question en témoignant qu'ils sont encore pire que ce qu'on avait écrit sur eux, on en est même gêné à dire vrai, on se censure, on se demande jusqu'où ils vont descendre. On en est étonné, ils nous surprennent, malheureusement pas dans le bon sens.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Comment attiser la xénophobie. Personne n'a envie non plus d'être français !](#)

- Mélenchon : aujourd'hui "*personne n'a envie d'être allemand*" - AFP

Et on n'a pas franchement envie de vous ressembler !

L'ennemi il est dans notre propre pays, il s'appelle le capitalisme, ses représentants, ses institutions, son Etat.

L'enfonceur de portes ouvertes à qui les médias offrent gracieusement une tribune.

- Mort de Méric: pour Mélenchon, le FN a "*un lien*" avec les mouvements extrémistes - AFP

Lui il est lié au régime, ils ont au moins un point commun qu'on ne trouvera pas à la Voix de l'Opposition de gauche.

Et la cour suit

- Mort de Clément: "*La dissolution d'un groupe d'extrême droite ne règle rien*" pour Besancenot - L'Express.fr

Besancenot. "*il faut s'attaquer aux racines qui font que l'extrême droite se développe, c'est à dire ce climat raciste et xénophobe*" en pointant "*tous les renoncements de la gauche quand elle est au pouvoir*". L'Express.fr 09.06

La racine vous dites, on va vous dire en quoi elle consiste puisque apparemment vous l'ignorez : elle réside dans le fait de classer le gouvernement et les partis qui y participent à gauche, alors qu'ils incarnent, qu'ils sont liés organiquement au capital, qu'ils en sont les représentants.

La gauche, ce sont uniquement les partis et les courants politiques qui combattent pour en finir avec le capitalisme, ses institutions, son Etat. Je n'ai pas ajouté le socialisme ou la révolution socialiste puisque les anarchistes ne combattent pour cet objectif tout en partageant le reste de nos objectifs politiques.

La droite, ce sont tous les partis ou courants politiques qui se réclament du capitalisme, de l'économie de marché, qui représentent ou défendent les intérêts des capitalistes, qui s'accommodent de l'existence du capitalisme et participent à ses institutions, dont leur existence ou leur survie dépend uniquement du maintien du régime en place.

Ainsi les choses sont parfaitement claires, nettes et précises entre les deux camps en présence, aucune confusion n'est dès lors possible.

Maintenant quand on n'a pas les idées très claires comme c'est votre cas monsieur Besancenot, on a tendance à se fourvoyer ou cela devient une fâcheuse habitude devrait-on dire pour être plus précis, à se tromper de combat ou d'ennemi. Un exemple.

Le NPA soutient le gouvernement Hollande-Fabius qui crèvent d'envie d'aller bombarder la Syrie non pas pour instaurer un régime démocratique en Syrie, mais pour faire main basse sur son pétrole et son gaz, avant de s'attaquer éventuellement à l'Iran, exactement comme l'avait fait avant lui en Libye son prédécesseur Sarkozy. Que l'immense majorité du peuple syrien plébiscite le président Al-Assad au bout de deux ans de guerre ne

vous interpelle pas davantage, confirmant une fois de plus que les faits ou la réalité ne vous intéresse pas. Quand ils contredisent votre position, vous les occulrez, vous les faites disparaître, en fait, vous employez les mêmes méthodes détestables employées par nos ennemis pour conditionner les masses, c'est juste un constat que chaque militant peut faire ou vérifier.

On notera au passage que vous n'avez tiré aucun enseignement de cette expérience (lybienne), répétons-le, les faits, la réalité, cela ne vous intéresse pas plus que les intérêts des peuples que vous prétendez incarner, vous appartenez à cette catégorie de gens à l'esprit étroit ou borné, totalement sclérosé, dans la tête desquels l'idéologie dominante s'est incrustée profondément et vous suivez aveuglément cette idée sans vous soucier des conséquences effroyables qu'elle peut avoir sur le sort de peuples entiers, car ce qui est juste, ce n'est pas le combat que vous menez mais l'idée qui a germé dans votre petite tête de militant rongé par un dogmatisme effréné, hystérique et qui dès lors n'est pas ou plus capable de penser librement.

J'ai rédigé ces lignes à la mémoire du peuple syrien et particulièrement de ce jeune syrien lâchement assassiné par des mercenaires sanguinaires que soutient le gouvernement français, et que vous soutenez donc par voie de conséquence.

- Un jeune Syrien exécuté par des rebelles pour blasphème - lemonde.fr

- Mohammad Qataa, un adolescent syrien de 15 ans a été exécuté en public à Alep par des rebelles islamistes, qui l'accusaient d'avoir tenu des propos jugés blasphématoires.

Mohammad Qataa vendait du café dans les rues du quartier populaire de Chaar. Il s'est disputé avec un individu avant de lancer : *"Même si le prophète Mahomet descend du paradis, je ne deviendrai pas croyant."* Le jeune homme a été capturé samedi par des miliciens de l'Etat islamique d'Irak et de Syrie puis reconduit encore vivant dimanche aux premières heures sur son étal en bois, son corps portant des marques visibles de coups de fouet.

" Les gens se sont rassemblés autour de lui et un membre de la brigade a déclaré : 'Généreux citoyens d'Alep, ne pas croire en Dieu est du polythéisme et maudire le prophète est du polythéisme. Quiconque blasphème ne serait-ce qu'une fois sera puni de cette façon'. " " Il a alors tiré deux balles avec un fusil automatique devant la foule et devant la mère et le père du garçon, il est monté dans une voiture puis il est parti", poursuit l'OSDH.

Rami Abdelrahman ajoute que la mère a imploré les miliciens, dont l'accent indique qu'ils n'étaient sans doute pas syriens, de ne pas tuer son fils. Selon ses parents, Mohammad Qataa avait participé aux manifestations en faveur de la démocratie à Alep. lemonde.fr 09.06

ACTUALITE EN TITRES

[Les ténèbres ou l'odeur putride de la maléfique bassesse humaine.](#)

- Bernard-Henri Lévy, le Magnifique ! - LePoint.fr

Il a cette capacité, cette hauteur de vue et aujourd'hui, peut-être un peu plus, cette sagesse, qui permettent à la pensée de ne pas disparaître complètement dans un monde qui pourrait facilement plonger dans l'obscurité. Ici, l'intellectuel engagé est dans son rôle de vigie, fouillant l'horizon du regard, Bernard-Henri Lévy, le Magnifique. LePoint.fr

- Convertis au libéralisme ? Et si la crise était en train de changer la vision que les Français ont de l'Etat - Atlantico.fr

[Le produit de la décomposition de leur société](#)

- Des pères séparés manifestent à Paris pour l'égalité parentale - AFP

- Paris: Premier rassemblement canin-citoyen samedi - 20minutes.fr

[Désinformation et manipulation](#)

- Un manifestant tué devant l'ambassade d'Iran à Beyrouth Reuters

- Liban: un manifestant anti-Hezbollah tué par balles à Beyrouth Serene ASSIR - AFP

Quel manifestant ? Oh le pauvre manifestant ! En réalité, il s'agissait d'une manifestation organisée par les salafistes.

- Selon la chaîne Al Alam, les salafistes syriens infiltrés au Liban ont tenté de prendre d'assaut l'ambassade iranienne à Beyrouth avant de se heurter à la résistance des partisans d'Assad et du Hezbollah. Les salafistes syriens s'étaient rassemblés à l'appel du parti Al Entema al Libnani. Ils voulaient se manifester devant l'ambassade iranienne. Les accrochages entre pro et anti Assad ont fini par pousser les forces de sécurité libanaises à intervenir et puisque les salafistes étaient armés, les heurts ont provoqué des échanges de tirs. Un salafiste a été tué et 10 autres personnes des deux côtés ont été blessées.

Le calme règne en ce moment autour du bâtiment de l'ambassade ; les heurts au contraire de certaines fausses informations ont éclaté non pas devant l'ambassade mais dans des avenues donnant accès au bâtiment puisque les forces de sécurité n'ont pas permis aux assaillants de se rapprocher du bâtiment. french.trib.ir 09.06

Les infos des journalistes de Reuters et l'AFP sont parfois approximatives ou carrément erronées.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Turquie

Les anti-Erdogan ne se laissent pas impressionner. Des milliers d'entre eux ont repris le chemin de la place Taksim ce dimanche à Istanbul. Un rassemblement politique et un concert y ont été organisés. C'est le dixième jour de mobilisation, et les contestataires répondent coup par coup au Premier ministre.

"Il dit qu'une réponse doit nous être donnée dans les urnes, mais les urnes ne seront qu'une justification de ce que fait le gouvernement, dit un manifestant. La vérité, c'est qu'il faut casser les urnes, boycotter les élections et rester dans la rue".

"Je souhaite que les manifestations se poursuivent jusqu'aux élections locales, réagit une manifestante turque. Ce mouvement, qui a commencé comme une lutte environnementale, est devenu une protestation publique. Nous allons continuer de le soutenir, et ce serait parfait s'il se terminait par une action démocratique comme les élections". La place Taksim d'Istanbul devient, au fil des jours, aussi emblématique que la place Tahrir du Caire. Elle sert de quartier général à l'opposition turque, de jour comme de nuit. euronews.fr 09.06

ECONOMIE

Algérie

La nationalisation imminente par l'Etat algérien de la filiale du numéro un mondial de la sidérurgie ArcelorMittal à Annaba (600 km à l'est d'Alger) est le résultat de l'échec de la privatisation de ce complexe, estiment économistes et syndicalistes.

Réclamée à plusieurs reprises par des syndicats et certains partis politiques algériens, la nationalisation d'El Hadjar privatisé en 2001, n'est plus qu'une "affaire de jours", a annoncé samedi à l'AFP l'ancien secrétaire général du syndicat d'entreprise, Smain Kouadria.

Un pré-contrat a été signé cette semaine entre Arcelor, qui détient 70% des parts du complexe d'Annaba et Sider, son partenaire public algérien, a assuré M. Kouadria, qui a participé à l'élaboration de la feuille de route.

"Douze ans après sa privatisation, le complexe sidérurgique d'El Hadjar fait toujours face aux conséquences du sous-investissement, de la dégradation des installations et équipements, de la fermeture des sites de production essentiels", constate Abdelatif Rebah, économiste.

M. Kouadria renchérit : "C'est l'échec de la privatisation : aucun investissement, la réduction des effectifs et pas d'amélioration des conditions de travail".

Le complexe, propriété de l'Etat algérien, avait été racheté à 70% en 2001 par l'indien Ispat, qui appartient au groupe Mittal.

"Lors de la signature de la privatisation le 18 octobre 2001, les effectifs étaient de 11.200, ils ne sont plus que 5.600 travailleurs", rappelle le syndicaliste devenu député.

La feuille de route, dont l'AFP a obtenu une copie et qui devrait être bientôt présentée au Conseil de participation de l'Etat (CPE), prévoit que Sider injecte 100 millions de dollars au capital et ArcelorMittal 56 millions de dollars.

Un plan de développement sera financé par l'apport de 700 millions de dollars d'une banque publique sur la base d'un échéancier et en fonction de la réalisation du plan 2014/2017, selon cette feuille de route.

Il y est précisé que le complexe devrait atteindre sa pleine capacité de production, 2,2 millions de tonnes d'acier, en 2017.

"Cette semaine, les deux parties ont renégocié pour porter la participation de Sider à 120 millions de dollars et celle d'Arcelor à 100 millions de dollars et arriver ainsi à 51/49 % avec la majorité pour la partie algérienne", a affirmé M. Kouadria.

Il a précisé que la somme prévue initialement dans la feuille de route a déjà été versée.

Pour l'économiste Abderrahmane Mebtoul, *"à l'approche de l'élection présidentielle d'avril 2014 et avec les tensions sociales actuelles, le gouvernement n'est pas préoccupé par la rentabilité économique"*.

"La reprise éventuelle par l'Etat algérien d'une fraction des parts d'Arcelor Mittal entre dans ce cadre d'apaisement social", a ajouté M. Mebtoul dans un entretien publié dans la presse algérienne.

"Arcelor Mittal, qui a empoché de substantiels profits du marché algérien des produits sidérurgiques, a exigé de l'argent frais des banques algériennes pour réaliser ce qui relève de ses affaires d'industrie", analyse M. Rebah, estimant que le groupe faisait "le chantage de l'enfant gâté qui menace de +rompre+ en cas de refus".

L'Algérie importe pour 10 milliards de dollars de produits sidérurgiques chaque année, l'équivalent de 80% de ses besoins en acier.

Le complexe n'a produit que 600.000 tonnes d'acier en 2012, loin de l'objectif de 700.000 tonnes fixé initialement par le groupe.

En 2012, ArcelorMittal Annaba a essuyé des pertes de 33 millions de dollars et ses perspectives de redressement sont limitées, selon la feuille de route.

Cette contreperformance est d'autant plus dommageable qu'elle s'inscrit dans un contexte économique porteur et une demande très dynamique d'acier sur le marché algérien, lit-on dans ce document.

M. Rebah conclut que *"le bilan (de cette privatisation) devrait être rendu public afin que tout le monde puisse juger de la nécessité salutaire de renationaliser ce qui fut jadis le fleuron de l'industrie algérienne"*. AFP 09.06

On en connaît qui vont se jeter tête baissée sur cette info, alors qu'en lisant attentivement on se rend compte que *"Arcelor Mittal, qui a empoché de substantiels profits du marché algérien"* les années passées va injecter 56 millions de dollars et Sider 100 millions de dollars, tandis que l'Etat, donc le contribuable ou les travailleurs algériens 700 millions de dollars via une banque publique, les pertes seront prises en charge par l'Etat qui les fera payer aux travailleurs, tandis que les actionnaires continueront de se verser des rémunérations royales en attendant de percevoir des dividendes qui seront à n'en pas douter *"substantielles"*.

Lundi matin

J'actualise partiellement le site, la suite dans trois heures environ, je dois aller faire des courses.

Pour accéder directement à la causerie de dimanche soir: Dimanche

[Clément Méric, suite.](#)

Extrait d'une lettre publié aujourd'hui par Libération, d'Amaury Chauoi, professeur d'histoire en classes préparatoires (Lycée Kerichen, Brest) de Méric Clément.

- "Le jeune homme savait pertinemment que le militantisme politique vise des adversaires pour ce qu'ils font, non pour ce qu'ils sont."
" Libération.fr 10.06

Et ? Partant de là, puisque vous sembliez bien le connaître, quel conseil ou mise en garde lui avez-vous prodigué ? Aucun, comme ses parents sans doute, tous deux également enseignants.

Pourquoi ? Parce qu'en réalité ce "jeune homme" n'en savait pas davantage que vous, ce qu'il vous sera difficile, voire impossible à admettre, lui il en est mort !

Mais monsieur la vie n'est pas comme on voudrait qu'elle soit, ne le saviez-vous pas ? C'est grave quand on occupe votre fonction ou quand on est parent.

Quand au hasard de nos rencontres on est amené à croiser des gens que l'on ne connaît pas, qui ne sont pas forcément des "adversaires" ou plutôt des ennemis dans le cas présent, il faut se dire ou avoir conscience qu'ils ne porteront pas nécessairement sur les autres le même regard que nous, ils auront peut-être une autre conception que la nôtre des rapports humains ou sociaux. Ce qui vous fait défaut monsieur le professeur, c'est la conscience, oui, la conscience.

Dans le cas de brutes écervelés et endoctrinés à l'extrême droite, l'ignorer ou ne pas y penser, croire qu'ils seraient faits comme nous ou penseraient comme nous peut être une erreur fatale. Ils ne font pas la distinction entre les idées qu'ils combattent ou qui leur répugnent et ceux qui les portent, ils identifient l'un et l'autre, c'est d'ailleurs par ce même procédé d'identification qu'ils deviennent fanatiques et dangereux pour ceux qui ne partagent pas leur idéologie nauséabonde.

Vous interprétez les rapports qui existent dans la société et le comportement des gens à partir de votre propre expérience sans tenir compte qu'il existe une infinité d'expériences qui débordent largement le cadre de votre petite vie paisible et étriquée, et que les gens interprètent les rapports dans la société à partir de leurs propres expériences qui sont différentes de celles que vous avez vécues. En fait, vous commettez l'erreur de leur prêter votre propre interprétation de la société ou des gens.

Si vous remettez constamment en cause vos propres idées ou l'idée que vous vous faites de vous-même, vous devriez parvenir à corriger cette erreur.

La suite plus tard.

Dimanche soir

J'ai ajouté une quinzaine de nouveaux articles. Que l'on soit d'accord ou pas entre nous est une chose, en tout cas personne qui se connecte sur ce portail ne pourra dire par la suite : je ne savais pas ce qui se passait, personne ne m'avait informé. Tout le mérite revient à ceux qui rédigent ces articles je tiens à le préciser.

Pour se détendre ce soir avant d'écouter un peu de musique, on va se la faire cool en ayant une pensée pour la jeunesse, sacrifiée, un peu à la Audiard, je suis un titi parisien, un vrai parigot quoi.

Tous les soirs quand je vais balader mon clébard, une sorte de dogue allemand qui a une démarche de félin, on croise une dizaine de clebs qui traînent dans les allées du lotissement où nous habitons ou sur le chemin en terre que nous empruntons ensuite. Ils les connaissent. Il n'est pas attaché. Dès qu'ils l'aperçoivent ils se cassent presto, pas dingues les bestioles, pas vraiment envie de se faire bouffer par un molosse qui fait deux fois leur taille et pèse trois fois plus lourd qu'eux, il suffirait qu'il leur tombe dessus pour les tuer par étouffement ! Il faut croire qu'un chien a un instinct de survie qui fait défaut à certains humains aussi surprenant que cela puisse paraître.

Yvan n'est pas méchant, il est le plus grand et le plus fort, donc les autres clebs lui doivent le respect, c'est lui le chef quoi. C'est un principe qu'ils respectent parce qu'il correspond à un rapport de forces, c'est la nature qui a fait les choses ainsi, gare à celui qui contredit la nature ! Le casse-dalle ne va pas aller se mesurer au molosse, ceux qui ont saisi ce principe ne se tirent plus quand ils le voient arriver, ils restent sagement à leur place et lui il passe royalement à quelques mètres sans avoir à rouler des muscles, il ne les regarde même plus, l'ordre des choses est respecté et tout se passe pour le mieux à mon grand soulagement.

Il faut dire que contrairement à certains parents, j'ai fait son éducation, car au début lorsqu'on a emménagé dans ce lotissement, dès qu'un chien le voyait il se mettait à aboyer et cela le rendait dingue. J'étais obligé de le tenir attaché, un jour il a tiré tellement fort sur la chaîne qu'il l'a pétée et j'ai bien failli me rétamer. Je lui ai expliqué que les autres chiens avaient autant le droit que lui de se balader librement et que se battre était inutile, c'est la démocratie mon pote. Mais je ne pense pas qu'il voulait se bastonner avec un de ces minables, car il était arrivé où nous habitons avant de s'être retrouvé face à face avec des clebs pouilleux sans qu'il leur règle leur compte. Il n'est vraiment pas méchant, c'est une brave bête, d'ailleurs il ne montre jamais les crocs et ne grogne pas, il se cabre comme un cheval, bondit, puis s'arrête net devant sa proie sans y toucher, tout ce qu'il demande c'est qu'on fasse preuve d'humilité devant lui, une qualité fort utile parfois.

Chacun aura compris la morale de cette histoire qui s'adresse aux jeunes révolutionnaires qui ne supportent plus cette société de merde, leur monde injuste et pourri, je les comprends j'ai été comme eux. Quand en 1976 j'ai participé à mes premières manifs, je croyais que le but du jeu c'était de casser du CRS et de passer à l'assaut d'un ministère, rien de moins. Puis j'ai compris que c'était la combinaison de conditions objectives et subjectives qui pourraient nous permettre de prendre le pouvoir et de changer la société, et que notre rôle était d'aider les travailleurs à en prendre conscience et les organiser, construire le parti qui nous permettrait d'atteindre cet objectif...

Aujourd'hui le parti, sa place et son rôle sont passés à la trappe, c'est juste un rouage intégré aux institutions, une force d'appoint aux syndicats ou à d'autres partis, une sorte de lobby au service des certaines couches, de préférence les moins défavorisées parmi les exploités, la propriété privée d'une clique de dirigeants avec lesquels leurs intérêts s'identifient, dans ces conditions ils ne peuvent pas servir les objectifs que j'ai cités précédemment, d'où le peu de confiance qu'ils inspirent aux travailleurs et aux jeunes qui n'y trouvent pas leur compte.

On ne prétend pas ici remplacer ce parti qui n'existe pas, on essaie seulement de démontrer qu'il existe une autre manière d'aborder les choses ou la réalité puisque celles qui on été employée nous ont menés dans une impasse, que d'autres rapports sont possibles avec les militants et les travailleurs puisque tous les autres ont échoué, on ne propose pas de recettes magiques ou de raccourcis, on part du principe qu'à partir du moment où on recourt à une méthode qui a fait ses preuves, on doit pouvoir aller de l'avant.

On nous dit que la société se radicalise à droite, qu'elle est plus à droite qu'hier ou avant-hier, mais on pourrait tout autant prouver le contraire, il y a 20 ou 30 ans on n'aurait pas imaginé que des travailleurs prendraient en otage leur patron ou des cadres, menacerait de faire sauter leur usine, donc qu'on ne nous raconte pas d'histoires.

Je vais vous dire un truc, on n'imagine pas le nombre d'idées reçues du même tonneau que les militants se trimballent, que les partis colportent. Je vous en donne une qui m'est venue à l'esprit il y a trois heures. Le corps enseignant serait à gauche, traditionnellement à gauche. En réalité il penche en majorité du côté du PS qui est... à droite, et cela depuis des lustres ou plus encore. Ils sont progressistes mais politiquement à droite.

Le problème, c'est que tous les partis ont déserté le combat politique, ils sont tous embringués dans des combines de courants dont ils sont prisonniers, ils ont théorisé ce type de parti, aucun retour en arrière n'est possible puisque la survie de leurs appareils en dépend, Marx aurait dit qu'ils ont vendu leur âme au diable et ils sont foutus. Vous voulez un exemple, prenez l'anarchisme, les anarchistes ou les anarcho-sindicalistes. Lénine et les bolcheviks les ont combattus et ils ont eu raison puisqu'après la révolution d'Octobre ils ont rejoint les rangs de la bourgeoisie, ils n'ont eu de cesse de comploter contre la révolution et le nouvel Etat ouvrier. Et bien Lambert-Gluckstein et Krivine-Besancenot les ont intégrés dans leurs partis.

Ce sont des facteurs de dislocation permanents qu'ils ont introduits dans leurs partis, du coup pour empêcher qu'ils se disloquent ils doivent leur faire des concessions, idem avec d'autres courants du mouvement ouvrier qu'ils ont également intégrés jusqu'au moment où leurs partis ne ressemblent plus du tout à celui qu'ils s'étaient destinés de construire, pire, fatalement ils ont abandonné le combat pour l'objectif qu'ils s'étaient fixés et quand ils évoquent le socialisme ils se mordent la langue pour ne pas en dire davantage.

Parce qu'ils ont été incapables de construire un parti semblable au parti bolchevik qui a comporté jusqu'à une dizaine de tendances en intégrant différents courants révolutionnaires, ils se sont rabattus sur des éléments droitiers du mouvement ouvrier ou opposés au marxisme et à la révolution socialiste, qui ne se reconnaissent pas dans les acquis de la révolution russe de 1917, qui y préfèrent la révolution de 1789, d'où par exemple la référence à l'Assemblée constituante opposée au soviét ou comité ouvrier.

Nous, nous estimons qu'il est possible de construire un tel parti, de rassembler dans le même parti différents courants révolutionnaires qui se réclament du marxisme, des enseignements d'Octobre, du léninisme, de la révolution socialiste. Cela pourrait passer par différentes étapes avant d'y parvenir car maintenant chacun a pris des mauvaises habitudes et pensent dans son coin, ce qui ne facilite pas la discussion, voilà à quoi j'invite les militants à réfléchir. Au niveau de dirigeants ou cadres cela nécessite une ouverture d'esprit qui rompt catégoriquement avec la méthode qui consiste à se retrancher derrière des principes ou je ne sais quelle théorie, qui consiste à reprendre la méthode de Marx et Engels basée sur les faits. Partant de là on peut tout analyser, tout interpréter très facilement, venir à bout de tous les obstacles, de toutes les polémiques et de tous nos adversaires, rien ne peut nous résister, n'était-ce pas ce qu'avaient prouvé Marx et Engels à une autre époque ou encore Lénine ? Comment s'était imposé le marxisme à la fin du XIXe siècle ?

La méthode demeure, elle est toujours valable. Certes, nous n'avons pas de Marx, Engels ou Lénine dans nos rangs hélas ! Et bien ayons l'intelligence de mettre en commun notre bonne volonté et nos talents pour les remplacer, faisons preuve à la fois de modestie et de détermination et nous devrions être à la hauteur de notre tâche, du socialisme.

Au fait, Lénine a aussi combattu le gauchisme. Aujourd'hui quel parti le combat ? Dans les déclarations que vous avez lu ces derniers jours ils ont tous emboîté le pas des gauchistes, du Front de gauche, du gouvernement, des médias, du parquet et d'un

juge. Pour se faire piéger aussi facilement par une vulgaire provocation, cela en dit long sur leur degré de décomposition politique. Là encore, il suffisait de partir des faits et de s'en tenir aux faits pour éviter finalement de faire le jeu du régime, car la récupération politique aussi grossière soit-elle est bien réelle. Vous me direz qu'elle était inévitable, certes, mais ce n'était pas une raison pour y participer.

Si vous penez la plupart des thèmes à caractère social ou sociétal que mettent en avant parfois le PS, plus souvent le Front de gauche et le NPA, mais aussi un tas d'organisations, associations, ong, vous vous apercevrez qu'ils ne tiennent compte ni des faits, ni de la situation économique ou sociale, ni de l'évolution de la société, ni de l'état d'esprit des travailleurs, leur démarche repose uniquement sur l'idée qu'ils en ont, sur des principes ou des valeurs gravés dans le marbre (à géométrie variable !), bref, ils prennent leurs désirs pour la réalité, et ils ajoutent par un tour de passe-passe dont ils ont le secret, que puisque ce serait dans les intérêt des travailleurs ou plutôt certaines couches de travailleurs ou de la société ils seraient légitimes, et toute personne qui estimerait le contraire serait un réactionnaire. Je ne vous en dis pas plus, réfléchissez aux thèmes qu'ils mettent en avant depuis des années.

On décrira une autre fois en détail leur méthode qui est d'une terrible efficacité, puisque à l'arrivée c'est l'ensemble des travailleurs qui sont perdants. C'est très subtil, sournois, mais ça marche, la preuve tout fout le camp !

Dimanche après-midi

Les pages d'accueil des différentes rubriques du site ont été actualisées. Depuis le début de l'année j'ai laissé tomber l'archivage de certains fichiers par manque de temps. Je viens de passer près de 4 heures à cette tâche ingrate et je n'ai pas terminé.

[Haut de page ↗](#)

Le 11 juin 2013

CAUSERIE

Je n'ai plus le temps, ce soir j'ajouterai une vingtaine de nouveaux articles.

La causerie rédigée hier soir

Quelques réflexions très vite.

A propos du site.

On a explosé les compteurs : jeudi : 602 visites, vendredi : 999 ; samedi : 825 ; dimanche : 649. 5.156 visites en 9 jours, 9154 documents téléchargés, là vous êtes encore plus enragés que moi, bravo à vous !

Cela doit être dû à la mort de ce pauvre garçon, les militants devaient être curieux de voir comment j'allais traiter cette question, je ne vois pas d'autres explications. La fréquentation du site va sans doute redescendre autour de 300 visites par jour ou un peu moins, je ne m'emballe pas. Cela signifie quand même qu'il y a sans doute plus de mille militants qui s'y connectent à intervalle plus ou moins régulier, pour un seul homme, pardon militant, ce n'est pas mal, c'est trop même car je ne pourrais pas toujours bosser au même rythme, c'est un boulot de dingue.

Si malgré tout la fréquentation du site demeurerait élevée, cela me poserait un problème, car je devrais faire des choix et me concentrer sur l'essentiel, ce qui vous intéresse en priorité, je fais ce site pour vous. Or, tout ce qui s'y trouve me semble important ! C'est un véritable casse-tête. Je dois aussi ménager ma santé que je néglige. Et puis je ne peux pas rationaliser davantage mon activité ou mon emploi du temps, tout est déjà chronométré à la minute près, c'est pire que chez un patron ! J'allais écrire une connerie, le problème c'est que je suis en Inde et personne ne peut m'aider, car je n'ai pas l'intention de rentrer en France, pas pour le moment en tout cas.

Pendant que j'écrivais ces lignes j'ai visionné la synthèse géographique des visites, beaucoup de Canadiens et d'Américains ou des Français qui vivent là-bas, le bonjour à Ottawa et Bluefield. A Panama City et à Taipei aussi.

Mariage homosexuel.

Cela m'avait échappé, je croyais que jusqu'à présent ce qui était plutôt progressiste c'était l'union libre, le refus de l'institution du mariage, mais depuis quelque temps nos révolutionnaires de salon ou de salle de classe se prosternent devant les institutions.

On peut ajouter les divorces qui n'ont jamais été si nombreux, le choix du Pacs au lieu du mariage par de nombreux couples.

Bref, hier le mariage c'était rétrograde et réac, et en un clin d'oeil sous la présidence d'un homme de gauche, ne vous marrez pas, c'est devenu le must, progressiste. Cette conversion soudaine serait-elle isolée ou recouvrirait-elle d'autres reniements politiques ?

Une petite histoire pour se détendre.

Lors de mon premier mariage, nous nous sommes pointés un peu tard, on a garé la dodoche sur le parking derrière la mairie et on s'est demandé si on y allait ou pas en se marrant, on n'en avait rien à taper du mariage, c'était juste pour une raison fiscale à l'époque, la famille était là on ne pouvait pas leur faire un coup pareil;

Lors de mon second mariage, c'était pour la nationalité française de ma future épouse, afin de s'émanciper de la bureaucratie indienne, là aussi ce fut bâclé. J'avais passé une kurta, une grande chemise blanche indienne histoire de ne pas avoir à porter une cravate, Manju était en sarie, ma première épouse avait porté une grande jupe indienne. On avait horreur du formalisme, du bien pensant, alors que Manju était tyrannisée par les coutumes indiennes, c'est pour cela qu'elle ne veut plus vivre en Inde, en France elle se sent libre, je peux le comprendre. En France il existe une autre forme de tyrannie, plus sournoise, on en a eu la preuve plus haut.

Retraites.

Il y a là de quoi faire tomber le régime, car la manière dont le gouvernement et le patronat l'abordent signifie :

- perpétuer le chômage de masses en libérant des millions d'emplois le plus tard possible ;
- promettre au chômage un maximum de jeunes qui seront dans l'impossibilité d'envisager leur avenir, les conduire au désespoir ;
- obliger les vieux usés par une vie de labeur à se tuer au travail, perspective traumatisante ;
- réduire la durée de vie des travailleurs qui ne profiteront pas de leur retraite ou si peu, ils auront cotisé toute leur vie pour rien, c'est du vol pur et simple ;
- paupériser les retraités. Car ceux qui ont déjà une mauvaise santé seront conduit à prendre leur retraite avant d'avoir suffisamment cotisé pour avoir le droit à une retraite à taux plein.

Nous nous disons la retraite, c'est à 50 ans qu'il faut la prendre pour un ouvrier ou un employé, 55 ans pour un cadre s'ils y tiennent. C'est avoir le droit à une retraite à taux plein après avoir cotisé entre 25 et 30 ans maximum selon qu'on a fait des études ou non. Dans tous les cas de figure, la retraite minimum est fixée à 1.700 euros nets par mois. Comment nous financerons ces mesures sociales ? En reconstruisant la société sur de nouvelles bases, sociales et non capitalistes, une fois les rapports de domination de classe inversés.

Voilà notre base de discussion avec le patronat et le gouvernement. Inacceptable pour eux évidemment, insupportable pour le capitalisme : alors qu'il disparaisse ! Engageons le combat politique pour renverser le régime en place et exproprier les capitalistes, prenons le pouvoir politique pour imposer le respect du droit à la retraite de chaque travailleur manuel ou intellectuel.

Un complément

- Dans un communiqué diffusé lundi, les fédérations fonction publique de la CGT, de FO, de Solidaires, ainsi que la FSU, la CFTC et la CFE-CGC disent pour leur part qu'elles n'accepteront "*aucun nouveau recul*", que ce soit en termes de calcul des pensions, de durée de cotisation ou d'âge de la retraite. AFP 10.06

On sait ce qu'il en est de leur "*communiqué*" et de leur réelles intentions. Lire la suite plus loin.

Le refus de tous les partis et syndicats sans exception à appeler au boycott de la conférence antisociale des 20 et 21 juin prochains, signifie qu'ils ont tous capitulé, qu'il n'y a pas de véritable opposition au gouvernement et au patronat dans ce pays, la gauche est politiquement morte en France.

Et pas seulement en France.

J'ai appris que lorsque Zapatero (PSOE) était Premier ministre en Espagne, il avait été invité à une réunion du groupe

Bilderberg pour présenter son programme de contre-réformes.

Et aujourd'hui à Madrid les manifestants demandent la démission du gouvernement du Parti populaire pour remettre à la place un gouvernement qui serait dirigé.. par le PSOE ! Cherchez l'erreur.

Cela vous interpelle n'est-ce pas, parce que vous avez un esprit libre, vous refusez d'être manipulés par nos dirigeants. Avez-vous remarqué que plus personne ne s'aventure à donner la signification précise de telles situations, comme les deux exemples que je viens de relater, en France et en Espagne ?

Mélenchon a dit que Hollande avait certaines idées de droite, mais il n'a pas dit qu'il était de droite, que c'était un parfait réactionnaire, un représentant du capital. Ce qui laisse la porte ouverte pour qu'il ait des idées de gauche, donc s'il est possible qu'un jour il ait des idées de gauche, c'est qu'il n'est pas de droite, comme Mélenchon. Mais comme c'est impossible, est-ce que cela ne signifierait pas que finalement ils sont du même bord ou partagent la même idéologie ? N'était-ce pas cela qui ne doit pas effleurer l'esprit des militants que la gauche ne serait finalement pas plus de gauche que Hollande ?

Etre de gauche, c'était en 1792 être pour la rupture avec l'Ancien Régime, aujourd'hui c'est être pour la rupture avec le régime en place, Mélenchon se prononce-t-il pour la rupture avec le régime, vous savez tous que non, il le dit lui-même d'ailleurs. Alors il y a quelque chose que je ne comprends pas, on vient de voir que les choses sont parfaitement claires, on sait exactement à quoi s'en tenir vis-à-vis des uns et des autres, dites-moi pourquoi personne ne veut en tenir compte ?

[A propos du groupe Bilderberg](#)

<http://lesmoutonsenrages.fr>

Le Groupe Bilderberg a été fondé en 1954, soit 10 ans après la création du Club le Siècle en 1944 par le Franc-Maçon et homme de l'ombre du pouvoir Français, Georges Bérard-Quélin.

Alors quel groupe est la déclinaison de l'autre ?

La réponse est peut-être bien dans cet extrait du livre magistral de William Guy Carr « *Des Pions sur l'Échiquier* » :

« la réunion initiale de ces planificateurs ès qualité se déroula en 1773 dans la Boutique d'Orfèvrerie de Mayer Amschel Bauer, à Francfort. Celui-ci adopta le nom de «*Rothschild*» ou Rotes Schild, emprunté à l'écu rouge suspendu au-dessus de sa porte et qui signalait son entreprise (l'écusson rouge représente aujourd'hui les armoiries officielles de la Ville de Francfort). Il « n'avait que 30 ans lorsqu'il invita douze autres hommes très riches et très influents à le rencontrer à Francfort. Son objectif était de les convaincre que s'ils acceptaient de mettre en commun leurs ressources, ils pourraient alors financer et contrôler le Mouvement Révolutionnaire Mondial et en faire leur manuel d'action afin d'acquérir le contrôle ultime de la richesse, des ressources naturelles et de la main d'œuvre, dans le monde entier. Une fois cet accord obtenu, Mayer dévoila son plan révolutionnaire. »

« En 1899, J.P. Morgan et Drexel se rendirent en Angleterre dans le but de participer à la Convention Internationale des Banquiers. Lorsqu'ils s'en retournèrent, J.P. Morgan fut nommé à la tête des intérêts de Rothschild aux États-Unis. A la suite de la Conférence de Londres, J.P. Morgan & Company de New York, Drexel & Company de Philadelphie, Grenfell & Company de Londres, Morgan Harjes & de de Paris, M.M. Warburg Company d'Allemagne et d'Amérique et la Maison Rothschild étaient toutes affiliées ».

Ajoutons cet extrait du livre d' Eustace Mullins sous la dictée d'Ezra Pound « *Les secrets de la Réserve Fédérale* » (P.113 et 114 de l'édition Française « Le Retour Aux Sources »)

« Visiblement, ni conscient du lien entre Peabody et les Rothschild, ni que les Morgan avaient toujours été affiliés avec la Maison Rothschild, Carr supposa qu'il avait découvert que cette relation datait de 1899, alors qu'elle remontait en fait à 1835. »

Et si l'Allemagne avait en fait constitué la plus grande Armée du Monde au service de ses intérêt hors sol Allemand et alors même que tout le monde pense qu'elle reçoit ses ordres des USA qui assurent de surcroît une permanence militaire sur son sol ?

En effet aucun traité n'a interdit à l'Allemagne de posséder une armée, mais surtout aucun traité de paix n'a été signé avec ce pays au lendemain de la seconde Guerre Mondiale (Le traité de Paris de 1947 n'inclue pas l'Allemagne) à la différence du traité de Versailles en 1919.

Le fait que la famille Rothschild se soit implantée depuis 200 ans en France expliquerait que le lieu de réunion du premier Think Tank Mondialiste et Internationaliste ne soit pas en sol Allemand mais Place de la Concorde à Paris en France au pied d'une des

plus belles Obélisques du Monde.

On peut ajouter que la réunion préparatoire à la création du Groupe Bilderberg eu lieu à l'hôtel particulier de François de Nervo, dans le 16e arrondissement de Paris en 1952.

On y trouve ce jour là réunis entre autre Antoine Pinay, Président du Conseil et ami du baron de Nervo, Guy Mollet (patron de la SFIO), d'après vous combien de ces trois là étaient membre du club « *Le siècle* » ?

De plus Le baron Léon de Nervo a été un des fondateurs du Mouvement synarchique d'Empire en 1922 et les liens entre le mouvement Synarchique et les Rothschild sont disponibles dans les archives en ligne de la Banque Worms elle-même.

« La Banque Hippolyte Worms est une émanation du groupe bancaire familial Rothschild pour lequel elle exécute certaines opérations. »

<http://www.wormsetcie.com/1944/19440614rapport-sur-la-synarchie.html>

La France serait alors une couverture des plus subtiles et les USA le bras armé de ce qui semble bien être et pour bientôt, le retour du Reich plus conquérant, dominateur et dictatorial que jamais....

Et l'Europe me direz-vous ?

<http://www.dailymail.co.uk/news/article-1179902/Revealed-The-secret-report-shows-Nazis-planned-Fourth-Reich-EU.html>

Un résumé de l'article en Français ce trouve ici :

<http://www.wikistrike.com/article-les-nazis-avaient-planifie-un-4eme-reich-l-union-europeenne-76670146.html>

Fin.

On peut ajouter la famille royale britannique de sang germanique.

On n'est pas obligé de partager les conclusions ou plutôt la formulation de l'auteur de ce portail sur le retour du Reich. On notera que ces rapports sont plus que de simples coïncidences qui ont été corroborés par une multitude d'évènements survenus au cours du XXe siècle, notamment lors des deux guerres mondiales, le krach de 1929 et la faillite de l'Allemagne qui s'en est suivie précipitant la montée de Hitler au pouvoir, la Shoah.

Les liens entre banquiers, monarques et dictateurs ne datent pas d'hier. Ce qui est remarquable, c'est que lorsqu'on les associe, non seulement on comprend mieux le cours de l'histoire des siècles derniers, mais on a là tous les ingrédients qui définissent le Nouvel ordre mondial qu'ils veulent instaurer et qu'on voit se mettre en place sous nos yeux, impuissants jusqu'à présent il faut bien l'avouer. Pour le coup tout correspond parfaitement, toutes les pièces du puzzle sont à leurs places, tout s'éclaire ou devient clair.

Au début de l'année je me suis attardé sur cette question dans des causeries pour ceux que cela intéresse. Ce qui pouvait passer pour une idée farfelue, est en réalité le fil qui relie une grande partie des évènements entre eux, en relation avec les contradictions du capitalisme et la lutte des classes.

On ne peut pas lutter efficacement contre notre ennemi si on refuse de prendre en considération ces rapports qui finalement ont une incidence directe sur l'économie et la politique mondiale, d'où le secret absolu de leurs délibérations. Quand on prend conscience de ces rapports et la manière dont ils se sont traduits au XXe siècle jusqu'à nos jours, on est pris par un profond malaise car on s'aperçoit que la plupart de nos connaissances étaient finalement erronées, on ressent même une certaine humiliation de ne pas avoir été capable plus tôt de déjouer ce qu'il faut bien appeler une vaste manipulation ou machination.

Dorénavant ces liens sont gravés dans mon cerveau, et dès que je lis un article sur l'UE, le FMI, l'euro ou les banques ou tout sujet que les médias montent en épingle, j'y pense systématiquement et je me demande si cela à un rapport avec leur projet, si cela le contrarie, etc. et j'attends la suite pour confirmer ou infirmer ce que je crois avoir compris. Quand cela concerne des institutions, ils y sont toujours mêlés de près ou de loin, et c'est facile de le vérifier, il y a des think tanks ou des lobbies qui se chargent de jouer leurs porte-parole et qui nous renseignent sur la véritable nature d'une décision ou mesure politique. Il est vrai que sur ce plan-là on ne peut pas parler de complot, sauf que le travailleur lambda l'ignore totalement, seule la version officielle et fabriquée des fait lui parvient.

Je pense que notre portail peut aider à comprendre tout cela relativement facilement. Quand on pose correctement un problème ou une question, en général on s'aperçoit qu'y figure la solution ou la réponse qu'on recherche ou la bonne réponse, la piste qui

y conduit, la difficulté consiste uniquement à se poser les bonnes questions à bien poser le problème qu'on a à résoudre.

C'est uniquement une question d'entraînement ensuite, de volonté aussi, il faut vouloir progresser et comprendre, et pour cela il faut commencer par apprendre, là je vous mâche le boulot, je ne suis pas le seul à le faire, en principe, tout en restant modeste, si je ne dis pas de bêtise si vous avez lu mes causeries depuis que je me suis attaqué à la question du gouvernement et de l'économie mondiale, le monde n'a plus beaucoup de secrets pour vous ou vous êtes capables de l'interpréter correctement (selon moi), c'est-à-dire en prenant en compte tous les facteurs et rapports qui existent. On peut encore commettre des erreurs, mais on a acquis les moyens de les repérer et de les corriger. Ce qu'il faut saisir ou retenir c'est la tendance générale qui se dégage de la situation et non chaque fait à moins d'avoir une mémoire encyclopédique, ce qui n'est pas mon cas, c'est une horreur et la fatigue n'aide pas. On arrêtera là, il est 0h45 et je suis épuisé.

La causerie rédigée ce matin

Un cas de conscience

Votre conscience vous honore monsieur Edward Snowden, elle tranche singulièrement avec la couardise des dirigeants de l'avant-garde du mouvement ouvrier qui n'ose même pas prononcer le mot Bilderberg.

Edward Snowden, 29 ans, a révélé au monde l'existence de deux programmes secrets de la NSA, il est un ancien employé de la CIA, travaillant depuis quatre ans chez des sous-traitants de l'agence de sécurité nationale.

Il expliquait dans une interview qu'il avait donné au journal britannique le Guardian:

"Quand vous voyez tout, quand vous les voyez souvent, vous vous rendez compte que ces choses sont vraiment des abus. Mais avec le temps, vous prenez conscience de ces méfaits et vous vous sentez obligés d'en parler. Et plus vous en parlez, plus on vous ignore, plus on vous dit que ce n'est pas un problème, avant que vous ne réalisiez finalement que c'est au public d'en juger, pas à un employé du gouvernement."

Snowden dit avoir risqué sa vie pour protéger la liberté de chacun et la démocratie. *"Depuis mon bureau j'avais la possibilité de mettre n'importe qui sur écoute, que ce soit vous, votre comptable, un juge fédéral voire même le président..."*, expliquait-il récemment. En fournissant ces données confidentielles à la presse, Snowden dit n'avoir poursuivi qu'un seul but: *"informer le peuple sur ce qui a été fait en son nom et ce qui est fait contre lui."* euronews 10.06

Effectivement, quand on déroge au code établi du bien pensant quel que soit le milieu dans lequel on se trouve *"plus on vous ignore"*, j'en connais quelque chose, vous avez raison, *"c'est au public d'en juger"*, aux militants et non à leurs dirigeants s'agissant du mouvement ouvrier.

Pendant un moment on s'est demandé si on n'était pas manipulé par Assange, (Wikileaks) certains le prétendaient mais leurs arguments n'étaient pas cohérents ou probants selon moi, j'ai attendu d'avoir un complément d'informations pour me prononcer, apparemment non.

On a appris ce matin que monsieur Edward Snowden avait quitté son hôtel hier midi, et que depuis personne ne sait où il était, c'est préférable pour lui s'il veut rester en vie.

Méric Clément, suite. Qui sont-ils ?

A propos de la polémique née après la mort de Méric Clément, nous avons affirmé que l'existence des skinheads ou de ces organisations d'extrême droite ne datait pas d'hier, que l'existence ou la montée de l'extrême droite non plus, renvoyant le charlatan Mélenchon à ses études, et bien d'autres d'ailleurs. Le rappel ci-dessous le confirme si besoin était. Ils se manifestent plus ouvertement en période de crise. Le PS l'exploite disions-nous, tout cela est confirmé ici.

1- Le groupe Action antifasciste Paris-banlieue né en 2008 et inspiré d'homologues allemands ou du *"Scalp"* français, reprend en fait la plupart des codes et des valeurs qui étaient celles des *"redskins"* des années 1980. Proches politiquement du communisme et des mouvements anarchistes autonomes, les *"antifa"* adoptent des attitudes assez proches de celles de leurs ennemis les skinheads d'extrême droite.

Tous deux sont issus du mouvement skin non politisé apparu dans les milieux populaires et ouvriers de l'Angleterre dans les années 1970, autour du football et de certaines musiques, et qui s'est ensuite scindé entre skinheads d'extrême droite (*"boneheads"*) et *"redskins"* proches de la gauche radicale. En France, les deux tendances sont représentées, entre autres, par les *"jeunesses nationales révolutionnaires"* (JNR, extrême-droite) de Serge Ayoub, alias *"batskin"*, et les *"Red warriors"* (extrême-gauche). Les deux groupes s'affrontaient régulièrement dans le Paris des années Mitterrand.

Les héritiers des "redskins" des années 1980 existent toujours : Action antifasciste, Collectif antifasciste et autres rassemblements sont organisés en petits groupes autonomes, avec une préférence pour l'action directe, voire l'affrontement physique. Le blog Failfaf présente une série de photos récentes du groupe Action antifasciste Paris-banlieue, auquel appartenait Clément Méric, où l'on retrouve les "codes" redskins : environnement urbain, code vestimentaire...

Sur son site, Action antifasciste pose les bases de son fonctionnement : des groupes "autonomes", cooptés de l'intérieur, cherchant à lutter également contre la "culture fasciste". L'organisation s'était engagée en faveur de la loi sur le mariage gay (...) relaie aussi des messages féministes et écologistes, des appels à manifester en faveur de meilleurs logements pour les Roms, ou issus d'ONG comme Human Rights Watch. Lemonde.fr 06.06

Tout ce qui alimente l'opportunisme et divise la classe ouvrière, ils baignent systématiquement dedans, normal quand on prend la partie pour le tout ou qu'on confond le particulier et le général.

2- - En France, les premiers skins apparaissent dans les années 1970, autour de la fontaine des Innocents dans le quartier des Halles, à Paris.

En France, les premiers skins apparaissent dans les années 1970, autour de la fontaine des Innocents dans le quartier des Halles, à Paris. Comme l'explique Farid (ancien membre du groupe antifasciste Skins des Halles) dans le documentaire Antifa, chasseur de skins, de Marc-Aurèle Vecchione, "tout ce qui conditionnait le look et l'appartenance à une bande à l'époque était d'abord et avant tout dicté par la musique. Chaque musique avait sa tenue vestimentaire et plus ou moins ses comportements." Aux hippies les chemises à fleurs, aux skinheads les polos Fred Perry, entre autres. Ammour ("skin des Halles"), confirme qu'"au départ du mouvement, en 1960, la politique on s'en bat le coquillard. Ce qui compte c'est la zik, les fringues et les potes."

La politisation n'intervient que dans les années 1980. La violence du mouvement skin se transforme alors pour beaucoup en culture de la haine et du nationalisme. En réaction naissent les "antifa" : même uniforme, même comportement violent, mais une idéologie politique diamétralement opposée. Lemonde.fr 010.06

Quand on prend la partie pour le tout ou qu'on confond le particulier et le général, on se fourvoie ou on ne comprend pas grand chose en réalité. Un cours sur la dialectique ne leur serait pas inutile. Nous reviendrons sur cet aspect-là, car il permet de comprendre comment ils sont parvenus à gangrener, disloquer, pourrir, détourner le mouvement ouvrier de son objectif.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le gouvernement en tremble : "quelques mobilisations pour peser" et "peut-être grève" ... à contrecœur.](#)

Eric Aubin, membre de la direction de la CGT, a estimé lundi qu'il "faudra une mobilisation des salariés" avant octobre "pour peser" sur la réforme des retraites, le numéro un de FO, Jean-Claude Mailly, évoquant lui aussi la possibilité de "mouvements sociaux et grèves".

"Sur le dossier des retraites, il faudra une mobilisation des salariés, (il ne faut) peut-être pas attendre octobre, car le calendrier qui nous est donné, c'est que le 20 septembre on aurait un projet de loi qui serait sur la table. Je pense que les salariés doivent se préparer avant à quelques mobilisations pour peser", a déclaré M. Aubin sur RTL.

Le numéro un de FO, Jean-Claude Mailly, a lui aussi prévenu sur France 2 que "si le gouvernement prend des décisions du même tonneau que le gouvernement précédent, oui il y aura mouvements sociaux et peut-être grève aussi". AFP 10.06

Le gouvernement a déjà annoncé la couleur, les dirigeants syndicats n'arrêtent pas d'arpenter les allées du pouvoir, mais eux ils ne savent pas les mesures qu'il a décidé de prendre, ils doivent être les seuls dans le pays. Quant à la mobilisation des travailleurs, peut-être ben qu'oui, peut-être ben qu'on, autrement dit ils vont tout faire pour freiner des quatre fers pour qu'elle n'ait pas lieu, tout en affirmant le contraire évidemment.

Tous au poste de combat !

[Le monarque, ses courtisans et ses alliés](#)

- Le PS, affaibli, courtise ses alliés à l'Assemblée - Reuters

- Le Parti socialiste est contraint de faire la cour à ses alliés radicaux de gauche et écologistes après plusieurs défaites aux

élections législatives partielles qui ont quasiment réduit à néant sa majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Après la victoire dimanche de l'opposition aux deux élections législatives partielles concernant les Français de l'étranger, le groupe PS et apparentés ne compte plus que 292 membres alors que la majorité absolue est fixée à 289.

Thierry Mandon, le porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée, reconnaît que la situation est désormais plus tendue pour la majorité, qui devra assurer sa cohésion au moment où des décisions difficiles doivent être prises, notamment la réforme des retraites attendue à la fin de l'année. Reuters 10.06

Peu importe en réalité, puisqu'une partie de l'UDI ou de l'UMP vient en renfort à l'occasion pour que le gouvernement puisse appliquer sa politique réactionnaire. Et ce n'est pas nouveau là non plus.

- Au PS, en cas de perte d'autres sièges, on souligne que ce ne serait de toute manière pas la première fois que la gauche gouvernerait sans avoir de majorité absolue à l'Assemblée, qui a le dernier mot dans le processus législatif.

En 1988, le Premier ministre Michel Rocard, ne détenait qu'une majorité relative et devait compter sur le groupe communiste pour faire adopter ses textes.

Il a ainsi dû compter sur les voix centristes pour faire adopter la cotisation sociale généralisée (CSG), l'une des grandes réformes du second quinquennat de François Mitterrand.

Aux législatives de juin 1997, Lionel Jospin ne disposait pas d'une majorité absolue mais pouvait compter sur la "*majorité plurielle*" avec un groupe communiste fort de 36 élus et d'un groupe de 33 députés regroupant les radicaux de gauche, les écologistes et le Mouvement des Citoyens de Jean-Pierre Chevènement. Reuters 10.06

Vous voyez, on n'invente rien, les faits, rien que les faits suffisaient à caractériser le PS depuis des lustres... Les manipulateurs, les escrocs ou imposteurs, ce sont ceux qui refusent de prendre en compte les faits.

Question : Quel jeu jouent ceux qui s'y sont toujours refusés ? Pour qui roulent-ils vraiment ? Quelle est la nature de leur propre parti ? Quel est leur véritable objectif politique ? Que recouvrent en réalité leurs discours radicaux ou marxisants ?

[En Italie, c'est une minorité qui gouverne... pour une minorité, devinez laquelle ?](#)

Manipulation à venir au sein du mouvement ouvrier : La "*gauche*" a gagné.

- Six millions d'électeurs étaient appelés aux urnes dans seize capitales provinciales et 500 autres municipalités, le premier scrutin depuis la formation laborieuse d'un "*governissimo*", un gouvernement de coalition droite-gauche fin avril, deux mois après des législatives qui n'avaient dégagé aucune majorité claire.

Si elles devaient permettre, à ce titre, de mesurer les rapports de force au sein de la coalition, elles ont surtout montré la désaffection des Italiens pour la politique.

Dans la capitale, seuls 45% des inscrits ont voté, soit le taux de participation le plus faible jamais enregistré. En 2008, ils avaient été 63% à se déplacer au second tour, qui avait vu la victoire de Gianni Alemanno. Au premier tour, il y a deux semaines, la participation s'était élevée à 62%.

Le centre gauche italien s'est imposé dans les seize grandes villes en jeu lors des élections municipales, notamment à Rome, ce qui devrait permettre au président du Conseil Enrico Letta d'affirmer son autorité face au centre droit au sein de la "*grande coalition*" gouvernementale. Reuters 10.06

55% d'abstention à Rome, je ne connais le taux d'abstention au niveau national, le candidat du Parti démocrate (PD) a obtenu 64% des suffrages exprimés, sa "*légitimité*" est donc de 28,8%, moins en décomptant les votes blancs et nuls.

La démocratie qui en principe se situe au-dessus de 50% si l'on se réfère à une règle purement mathématique, n'existe plus, elle est en permanence violée puisque le résultat qui est validé ou retenu par le législateur à la sortie des urnes et qui a une valeur légal sur les plans juridique et institutionnel se situe largement en dessous de la barre des 50%, ce qui signifie que c'est une minorité qui va exercer le pouvoir, principe en contradiction avec la démocratie.

Ensuite peu importe que les travailleurs désertent les élections municipales (ou législatives, européennes), tous les partis en France sont déjà en campagne pour celles de 2014. Ils vont gaspiller l'énergie et le temps de leurs militants pour rien, rien j'entends, en ce qui concerne notre cause qu'on a toujours à l'esprit, leurs appareils c'est autre chose.

Vous n'avez pas remarqué un truc bizarre :

- il y a moins de mariages et le pacs convient à de nombreux couples, d'autres préfèrent l'union libre, il y a de plus en plus de divorces, eux ils plébiscitent le mariage.

- les travailleurs votent de moins en moins, eux ils veulent étendre le droits de vote aux travailleurs immigrés qui devraient être apparemment une catégorie de travailleurs différente des millions de travailleurs qui préfèrent s'abstenir de voter.

- il y a un chômage de masse, eux ils s'en foutent ils font campagne pour la régularisation des sans-papiers, appelant tous les chômeurs d'Europe à venir s'installer en France. Il n'y a pas de crise du logement non plus...

Ce que je veux dire par là, c'est qu'il existe une autre manière d'aborder ces questions, je me contrefous que les homosexuels se marient ou non, ils peuvent vivre en couple ou se pacser, que les travailleurs immigrés aient le droit de vote ou non, pour faire quoi, légitimer les institutions en place, que des travailleurs isolés soient guidés uniquement par des intérêts individuels et se retrouvent face à des difficultés, des millions de travailleurs se trouvent dans le même cas ou pire sans l'avoir cherché ou demandé, sans que l'on soit en mesure de répondre positivement à leurs difficultés que pour notre part nous traitons collectivement sur le plan politique, tout cela fait penser au petit-bourgeois qui a une lubie dans la tête qu'il faut satisfaire à tout prix immédiatement, qui se fout dans la merde et qui après crie au secours ou appelle sa mère, excusez-nous, nous avons d'autres revendications sociales de nature collective à traiter en priorité, cela ne vous plaît pas, désolé nous ne situons pas ces questions à ce niveau-là ou sur ce plan-là.

On s'aperçoit qu'ils ne tiennent pas compte de la réalité économique, sociale ou politique, pas seulement en France mais dans le monde, leur évolution, pas davantage de l'état d'esprit ou du niveau de conscience des travailleurs, de quelle manière ils peuvent interpréter telle ou telle mesure, si elle va favoriser leur combat ou non, si elle va leur permettre de faire un pas en avant vers l'objectif du combat du mouvement ouvrier, quel bénéfice ils pourront en tirer ou l'inverse, c'est-à-dire renforcera le régime, le rapport entre les classes les laisse indifférent, tout cela ne les intéresse pas, seuls les principes et leur théories figés les intéressent, il suffit qu'ils aient décidé qu'une cause était juste pour décréter qu'elle l'était une fois pour toute pour l'éternité sans se soucier des circonstances dans lesquelles elle était mise à l'ordre du jour, qui la mettait sur le tapis, pourquoi, dans quel objectif, ils sont au-dessus de ce genre de considération, ils ne veulent pas se poser toutes ces questions, notez bien qu'après cela ils vous diront qu'ils ne possèdent pas la vérité alors qu'en réalité ils agissent comme tel, quand on observe en prenant du recul leur manière d'interpréter la situation à l'emporte-pièce, on est littéralement sidéré par leur manque d'esprit critique, par leur absence de liberté de penser.

En résumé, la référence à l'égalité suffirait à remplacer toute forme de réflexion devenue prohibée, décrétée réactionnaire, rétrograde, la réalité, tous les facteurs et rapports qui existent dans la société. Et bien nous ne partageons pas cette manière arbitraire d'interpréter la situation et nous continuerons de le dire, d'expliquer pourquoi, nous n'exigeons de personne de partager nos idées.

ACTUALITE EN TITRES

[Hystérie. Des psychopathes nous gouvernent.](#)

Le conditionnel est de trop, Bush et Obama sont des tyrans...

- Renseignements américains : un ancien membre de la NSA révèle être la source des fuites - Atlantico.fr

- Etat policier, mode d'emploi (merci Bush et Obama) : ce qu'un tyran pourrait faire du système d'écoutes et d'espionnage numériques mis en place par les Etats-Unis - Atlantico.fr

... et leurs émules...

- Surveillance des données : le Canada a renouvelé un programme secret Le Nouvel Observateur avec AFP - Le Nouvel Observateur

... du coup...

- L'Ellysée annonce un contrôle accru des services de renseignement - AFP

- Vers la création d'une inspection des services de renseignement - Liberation.fr

Il faut des policiers pour protéger (après l'agression de Londres et La Défense en France) et surveiller d'autres policiers ou militaires, il va falloir des agents du renseignement pour surveiller d'autres agents du renseignement, pour le simple citoyen, Google, Yahoo, AOL, Facebook et Cie feront l'affaire...

[Confirmation. Grillé !](#)

- Italie : l'état de grâce de Grillo est fini ! - LePoint.fr

[Charrettes](#)

- Allemagne: Siemens veut supprimer 1.000 postes de plus dans l'énergie - AFP

- Lafuma lance un plan de restructuration après une lourde perte semestrielle - AFP

- Pas de repeneur pour les abattoirs Gad Sas: près de 1.700 emplois concernés - AFP

[Pardi, la BCE est là pour les mener à la faillite !](#)

- La BCE n'achètera pas de dette pour sauver un Etat, dit Draghi - Reuters

Ironie de l'histoire, vous pourriez y être conduit, c'est déjà le cas quelque part, disons provisoirement, temps que vous en avez encore besoin...

[La voix des renseignements généraux en France](#)

- Fleur Pellerin: «*Avec des citoyens pourvoyeurs d'informations, il est possible d'améliorer la vie de la cité*» - 20minutes.fr

Vous avez déjà lu des déclarations fracassantes de Fleur Pellerin, du genre la lutte des classe n'existe plus, elle doit être la pire pourriture de ce gouvernement de droite. Vous verrez qu'on en reparlera un jour, car elle sera forcément amenée à jouer un rôle plus important, elle incarne à elle toute seule le néolibéralisme dans ce gouvernement.

[Les ripoux](#)

- Deux ans de prison ferme requis contre Gérard Dalongeville - Reuters

- La secrétaire générale de l'UMP pourrait être menacée par une enquête en Espagne - LeMonde.fr

- Le rapport sur les primes de Claude Guéant transmis à la justice - Reuters

- Arbitrage Tapie: le patron d'Orange Stéphane Richard en garde à vue - AFP

- Jérôme Cahuzac soupçonné d'avoir couvert des fraudes d'HSBC - Le Nouvel Observateur

- Frais d'enquête: Guéant a touché 10.000 euros par mois entre 2002 et 2004 - AFP

[Parler de "qualité quand on est exploité, c'est déjà trop pour nous.](#)

- Pour une majorité de salariés, la qualité de vie au travail s'est dégradée - L'Expansion.com

Là aussi c'est trop !

- Vingt-trois minutes pour trois repas: Le quotidien des Britanniques - 20minutes.fr

Il ne faut pas croire qu'il n'y aurait que les Japonais ou les Américains pour avoir un mode de vie médiocre, pour avoir atteint un degré de décomposition sans nom...

L'UE néolibérale et sioniste.

- L'UE signe un accord "ciel ouvert" avec Israël - Reuters

D'une dictature à l'autre.

- Condamnée à 11 ans de prison pour avoir critiqué l'émir du Koweït sur Twitter - Liberation.fr

Et encore il a fait preuve de retenu, de clémence !

- France. Un homme gravement blessé lors de son interpellation dans le métro parisien - LeMonde.fr

Ils ont employé un Taser, foudroyé, il est tombé à la renverse dans l'escalier mécanique, il est entre la vie et la mort, pour avoir simplement sauté un portique.

Peu importe que ce soit un délinquant ou non, en utilisant cette arme, c'est une tentative d'assassinat, car imaginez qu'ils emploient un Taser sur une personne qui a un problème cardiaque, ils la tuent net sur place, ce sont des meurtriers.

Question : combien de manifestants dans la rue demain ? Nous posons cette question à la confrérie des opportunistes réunie, à ces brave ouvriéristes, ces furieux dogmatiques devenus incapables de penser par eux-mêmes, ce type va être présenté par les médias comme un voyou, donc pas la peine de se déplacer pour cette racaille... Vous croyez qu'ils défendent vraiment vos intérêts tous ces partis, c'est une blague ou quoi ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Moyen-Orient. OTAN et ses alliés.

Des manoeuvres militaires ont débuté ce dimanche en Jordanie. Plus de 8000 soldats et observateurs de 19 pays différents y participent, mais ces exercices n'ont officiellement aucun lien avec le conflit syrien.

Les Etats-Unis ont indiqué qu'ils allaient déployer des missiles Patriot, les mêmes que ceux installés en Turquie en février dernier près de la frontière syrienne. Certains de ces équipements pourraient rester en Jordanie à l'issue de l'exercice.

"Je confirme que l'opposition syrienne n'a pas participé et ne participera pas à cet exercice." a précisé le général jordanien Awni Al Adwan. "Voici ce que nous avons négocié à propos de la présence de forces militaires après l'exercice. Aucune force ne restera à moins que le gouvernement jordanien demande de garder les Patriot et les F-16." euronews.fr 10.06

2- Syrie

Dans un entretien accordé à Al Akhbar, le président Assad annonce la défaite de la guerre de l'occident et de ses alliés arabes contre la Syrie.

" La Syrie s'est engagé sur la voie d'une sortie de la crise concoctée il y a deux ans par l'Occident et par ses alliés . le jeu est terminé". " Au contraire de ce qu'ils essaient de faire croire, les Etats occidentaux se sont rendus à l'évidence et ont déjà accepté leur échec. Tout ce qui les occupe en ce moment c'est de s'arroger une plus grande part pour leurs firmes dans la reconstruction de l'industrie, du secteur énergétique syrien. En ce sens, la Banque mondiale qui ne lève même pas le petit doigt sans la permission des Etats Unis vient de faire un offre de crédit d'une valeur de 21 milliards de dollars , une offre sous certaines conditions".

Assad a affirmé avoir décliné cette offre et partant les dépendances qui en découlaient. Interrogé sur les destructions de la guerre, Assad a affirmé : " il faut faire au plus vite quelque chose pour tous ces syriens qui ont perdu leurs biens au cours de la guerre , tous ces gens qui ont quitté leurs maison mais j'ai aussi des inquiétudes autrement plus important non pas seulement pour la Syrie mais aussi pour tout la région. je suis inquiet d'une extention des conflits ethniques et confessionnels à l'échelle de toute la région". " C'est une perspective très sanglant et très dangereux qui s'ouvre devant l'oumma islamique et je lance un appel pressant pour que les esprits se resaisissent et ne se laissent pas bernés". french.irib.ir 10.06

3- Turquie

Dix jours après le début des violents affrontements avec la police turque, les manifestants ne faiblissent pas. Ce matin, ils se sont fait expulser du parc Kugulu à Ankara. Dans la nuit, les forces de l'ordre de la capitale avaient délogé à coups de gaz lacrymogènes et de canons à eau des groupes réunis devant l'ambassade américaine.

Ceux qui protestent contre les dérives autoritaires du gouvernement et qui réclament la démission d'Erdogan sont descendus dans 78 villes du pays. Ce mouvement à l'ampleur inédite, en 10 ans de pouvoir de l'AKP, a fait trois morts et près de 5000 blessés.

Et la fermeté du Premier ministre n'apaise pas les tensions.

Recep Tayyip Erdogan a occupé la scène médiatique hier en tenant pas moins de six meetings devant ses partisans : *"Nous pouvons seulement être remis en question par les citoyens de Turquie, pas par des groupes marginaux, a déclaré le Premier ministre. Et nous pouvons seulement être remis en question par les urnes."*

Recep Tayyip Erdogan a appelé ses partisans à manifester le week-end prochain : l'AKP a d'ores et déjà prévu deux réunions de masse samedi à Ankara et le lendemain à Istanbul, officiellement pour lancer sa campagne pour les élections municipales de 2014.

Des contre-manifestations qui font craindre une fracture plus profonde encore de la société civile turque.

Dans le centre d'Ankara, au moment même où le Premier ministre s'adressait à ses partisans, des opposants descendaient dans la rue pour dénoncer sa dérive autoritaire.

"Le Premier ministre doit comprendre. Ils nous met en colère quand ils nous traitent de pillards et d'ivrognes et ces discours agressifs incitent plus de gens à aller manifester dans les rues. Par exemple s'il n'avait pas fait ce discours aujourd'hui, je ne serai pas là en train de manifester." explique une manifestante.

A Istanbul, ils étaient encore des dizaines de milliers place Taksim dimanche à réclamer la démission du gouvernement. Ils demandent aussi des sanctions contre les responsables de la répression des précédents rassemblements et l'abandon du projet de réaménagement de la place. Pour la troisième nuit consécutive, des affrontements ont eu lieu entre manifestants et forces de l'ordre. euronews.fr 10.06

4-Egypte

4.1 - L'Egypte, inquiète du projet de barrage hydroélectrique que veut construire l'Ethiopie en amont du Nil, n'exclut aucune option pour protéger ses intérêts, a déclaré lundi le président Mohamed Morsi, tout en ajoutant que son pays ne voulait pas la guerre.

Dans un discours devant ses partisans au Caire, et retransmis à la télévision, le chef de l'Etat a souligné l'importance du Nil pour l'Egypte.

"Nous ne sommes pas les avocats de la guerre mais nous ne permettrons jamais que soit mise en péril notre sécurité en matière d'approvisionnement en eau", a-t-il lancé.

Le Caire, a ajouté le président, n'est pas hostile *"à des projets de développement dans les Etats du bassin du Nil (...) mais à condition que ces projets ne portent pas préjudice aux droits juridiques et historiques de l'Egypte"*.

Or les études menées par l'Egypte, a-t-il poursuivi, ont montré que la construction du barrage éthiopien aurait des *"conséquences négatives"* pour le pays.

Le projet éthiopien, estimé à 4,7 milliards de dollars, a démarré fin mai avec des travaux de dérivation du cours du fleuve.

Un rapport a été établi par une commission tripartite réunissant des experts égyptiens, éthiopiens et soudanais et a contribué à alimenter les craintes de l'Egypte qui estime que l'Ethiopie n'a pas mesuré toutes les conséquences de son projet.

Le barrage monumental, qui doit être inauguré en 2016, sera le plus grand d'Afrique, avec une capacité de 6.000 mégawatts, selon le gouvernement d'Addis-Abeba, soit l'équivalent de six centrales nucléaires. Il devrait permettre à l'Ethiopie de devenir le premier producteur d'électricité du continent africain.

L'Egypte, qui bénéficie aux termes d'un accord de partage des eaux du fleuve datant de la colonisation britannique d'un quota très avantageux, a par le passé menacé d'entrer en guerre contre l'Ethiopie si celle-ci construisait un barrage sans son

autorisation. Reuters 10.06

4.2- Mohamed ElBaradeï, un des leaders de l'opposition au gouvernement Morsi, a qualifié de despote le président égyptien et a appelé le peuple à s'insurger contre.

Le président du parti al-Dastour et membre du Front de salut national d'Egypte, la plus importante coalition anti-gouvernementale, Mohamed ElBaradeï, a déclaré qu'un ordre échoué et despote tue l'âme de la Révolution. french.irib.ir 10.06

5- Libye

Dans la Libye de Kadhafi, aucune arme n'était en circulation «libre» et encore moins utilisée par des civils dans des règlements de compte meurtriers, entre clans, tribus, milices, bandes, groupes, individus pour des raisons diverses mais en rapport avec la course au pouvoir central ou local. En ce temps-là, la Libye connaissait la paix, la sécurité, la stabilité. Un jour, Sarkozy s'est laissé convaincre par un aventurier au masque de philosophe, appelé Bernard Henri-Lévy, entraînant dans son sillage, pourquoi ne pas les citer, Obama et Cameron, en tout trois chefs de grandes puissances, pour s'acharner sur un petit pays, la Libye, sous prétexte de protéger son peuple, sans lui demander son avis, mais en réalité pour mettre à mort son dirigeant.

Depuis, la Libye a fait un grand plongeon dans le chaos et n'est pas sur le point d'en sortir. Chaque jour, les mêmes informations nous parviennent de ce pays autour d'un même fait : la violence armée. Dernièrement, à Benghazi – «*foyer de la révolution*» disaient les médias au service des intérêts des pays occidentaux –, des affrontements entre Libyens ont fait 31 morts et plus de cent blessés. L'information elle-même traduit l'absence de l'Etat et même d'une quelconque autorité : des manifestants «*anti-milices*» ont tenté de déloger une brigade d'anciens rebelles, pompeusement désignée sous le nom de «*Bouclier de Libye*», et les deux belligérants étant lourdement armés, il s'ensuivit un bain de sang, comme il y en malheureusement en permanence dans ce pays.

L'impact de cette instabilité déborde les frontières libyennes et touche les pays proches : Egypte, Tunisie, Mali, Niger et Tchad. Incidemment, notre pays se trouve aussi sous cette menace. Les pays occidentaux interviendront-ils encore une fois, et jusqu'à quand ? Il ne s'agirait plus, pour eux, de protéger la population mais... les «*autorités légitimes*» qu'ils ont installées par la force et qui sont incapables d'empêcher les groupes terroristes de créer leurs sanctuaires en territoire libyen. Experts et diplomates occidentaux sont arrivés à la conviction que la Libye est bel et bien une base internationale du terrorisme qui agit dans la région. Mais pourquoi s'attaqueraient-ils en Libye à ceux qu'ils soutiennent en Syrie ? (Source : Algérie patriotique) french.irib.ir 10.06

SOCIAL

1- France

Une centaine de salariés du site Amazon de Saran (Loiret) se sont mis en grève lundi pour réclamer des augmentations de salaires et dénoncer leurs conditions de travail, à l'instar de leurs homologues allemands.

Le site de Saran emploie 900 salariés et les syndicats du groupe de distribution de produits culturels sur internet (CGT, FO, CFDT et Solidaires) ont appelé à un autre mouvement de grève sur le site de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire).

"Amazon Saran, avec un chiffre d'affaires en hausse de 38%, doit revoir sa politique sociale", a déclaré Clément Jamin, du syndicat CGT.

Les grévistes, souvent présents dans l'entreprise depuis moins de cinq ans, dénoncent aussi "une surveillance de tous les instants" par l'entreprise pour imposer des cadences soutenues. Reuters 10.06

2- Bosnie-Herzégovine

Les manifestations en Bosnie entrent dans leur deuxième semaine. Depuis plusieurs jours, étudiants, familles avec enfants, demandent aux députés d'adopter enfin la loi sur le numéro personnel d'identification, indispensable en premier lieu pour les nouveaux-nés. La Bosnie fait en effet face à un vide juridique depuis février, date de l'annulation de la précédente réglementation : résultat, les nourrissons sont sans papiers.

"Vingt ans après la guerre, remarque Enesa Smajic, venue de Travnik, la Bosnie herzégovine n'a pas avancé et même chaque jour elle recule."

Les querelles politiciennes entre les trois communautés empêchent l'adoption de la loi. Sans identification, les enfants nés après février sont privés par exemple de l'accès à l'assurance-maladie. euronews.fr 10.06

ECONOMIE

Grande-Bretagne

Les contribuables britanniques renflouent les banques irlandaises par la petite porte. The Times indique en effet que la Grande-Bretagne a fourni 10 milliards de livres pour le "*renflouement clandestin*" de l'Ulster Bank, une filiale de la Banque Royale d'Écosse qui a été nationalisée à 81%. Il s'agit d'un "*renflouement clandestin*" car le soutien supplémentaire de 10 milliards de livres n'a en effet pas été soumis à l'avis des députés.

La somme est donc plus de trois fois supérieure aux 3,25 milliards de livres donnés à l'Irlande par le gouvernement britannique et approuvés par le Parlement dans le cadre d'un plan de sauvetage de l'économie irlandaise de novembre 2010 décidé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international.

L'Ulster Bank a donc reçu 14,3 milliards de livres de la Banque Royale d'Écosse afin de couvrir ses prêts devenus toxiques après l'effondrement du marché immobilier irlandais en 2008. Les experts précisent que les prêts toxiques de l'Ulster Bank représentent 12,7 milliards de livres d'un total de 44,3 milliards détenus par la Banque Royale d'Écosse depuis le début de la crise financière.

Si les contribuables n'avaient pas renfloué la banque, elle n'aurait plus alors pu soutenir sa filiale, ce qui aurait été catastrophique. Pour éviter de transférer au gouvernement irlandais les pertes du groupe bancaire, ce qui aurait dévasté l'économie de l'île, le gouvernement britannique a donc opté pour une mise à disposition de fonds.

Ces informations ont été dévoilées alors que les membres du Parlement de la Commission bancaire indépendante s'apprentent à étudier le futur de la Banque Royale d'Écosse, et notamment décider s'il faut la diviser en deux entités et en vendre une partie au secteur privé, probablement au groupe Lloyds Banking. Atlantico.fr 10.06

On retrouve la même méthode crapuleuse qui a précédé le krash de 1929 ou la main mise sur l'or des Américains quelques années plus tard.

Il nous est arrivé d'évoquer un gouvernement parallèle, de l'"*ombre*" agissant aux Etats-Unis, piloté par le cartel des banquiers de la Fed, etc. apparemment il a fait des émules. En fait si l'Etat sioniste est le 51e Etat des Etats-Unis, la Grande-Bretagne en est, comment dire le 52e, ce ne serait pas historiquement correcte, l'Allemagne davantage, disons plutôt le fondateur, les fondations, le modèle, une monarchie, ce qui convient parfaitement.

En fait, la monarchie britannique dont on nous dit qu'elle n'aurait qu'une fonction honorifique ou d'apparat en cache une autre qui détient réellement le pouvoir, celle des banquiers. Mieux encore quand on y regarde de plus près.

Il s'agit d'une monarchie constitutionnelle, parlementaire, en réalité le parlement n'existe (plus) que pour donner un vernis démocratique à cette monarchie sans réel pouvoir, l'oligarchie financière le détenant puisqu'elle a le monopole de la création monétaire (livre) depuis deux siècles, la Banque d'Angleterre (BoE) étant une banque commerciale privée composée de banquiers.

Maintenant comparez cette structure avec l'Union européenne. Vous vous apercevrez que le Parlement européen remplit le même rôle que le Parlement britannique, la BCE a le même pouvoir que la BoE, quant à la Commission européenne elle remplit une fonction similaire à la monarchie pour le compte de l'oligarchie financière qui tire les ficelles et détient réellement le pouvoir. Extraordinaire, non ?

Vous ne pensez pas que ce serait à nos partis de développer cette démonstration devant les militants et les travailleurs ? Pourquoi ne le font-ils pas ?

[Haut de page ↗](#)

Le 12 juin 2013

CAUSERIE

Je suis trop fatigué pour tout relire et corriger les fautes.

Je me suis couché à 1h20 du matin, puis j'ai eu du mal à m'endormir, et je me suis levé à 6h, car j'étais invité à l'inauguration de la maison d'un de mes beaux-frères, l'année scolaire a repris hier, sur les coups de 8 heures du matin il y avait de la circulation... et des chars à boeufs sur la route, du coup je me suis tapé des embouteillages monstres en rentrant. C'est l'Inde quoi !

Bon, il est 15h40, j'ai encore plein de boulot chez moi, je vais aller faire une courte sieste. J'ajouterai encore 11 nouveaux articles ce soir j'en ai ajoutés 12 hier soir. Bonne journée à tous.

Qui a dit ?

- Je suis convaincu qu'il n'y a qu'un seul moyen d'éliminer ces maux graves, à savoir, l'établissement d'une économie socialiste, accompagnée d'un système d'éducation orienté vers des buts sociaux. Dans une telle économie, les moyens de production appartiendraient à la société elle-même et seraient utilisés d'une façon planifiée. Une économie planifiée, qui adapte la production aux besoins de la société, distribuerait le travail à faire entre tous ceux qui sont capables de travailler et garantirait les moyens d'existence à chaque homme, à chaque femme, à chaque enfant. L'éducation de l'individu devrait favoriser le développement de ses facultés innées et lui inculquer le sens de la responsabilité envers ses semblables, au lieu de la glorification du pouvoir et du succès, comme cela se fait dans la société actuelle.

Il est cependant nécessaire de rappeler qu'une économie planifiée n'est pas encore le socialisme. Une telle économie pourrait être accompagnée d'un complet asservissement de l'individu. La réalisation du socialisme exige la solution de quelques problèmes sociopolitiques extrêmement difficiles : comment serait-il possible, en face d'une centralisation extrême du pouvoir politique et économique, d'empêcher la bureaucratie de devenir toute-puissante et présomptueuse ? Comment pourrait-on protéger les droits de l'individu et assurer un contrepois démocratique au pouvoir de la bureaucratie ?

La clarté au sujet des buts et des problèmes du socialisme est de la plus grande importance à notre époque de transition.

Réponse : En 1949, Albert Einstein écrivait un article fondamental pour le lancement de la revue Monthly Review. Cette article figure en entier dans la rubrique du site Défense du marxisme.

Voilà le véritable antisionisme, l'antidote de l'antisémitisme, la parole d'un des intellectuels juifs, scientifique, socialiste, parmi les plus conscients du XXe siècle.

Einstein avait en tête les enseignements de Marx et Engels et les ravages causés par leur pire ennemi, le stalinisme, quand il a rédigé ces lignes. Il a su ne pas faire l'amalgame entre le socialisme et le stalinisme.

Il avait raison de mettre l'accent sur "*l'éducation de l'individu*", autrement dit sa prise de conscience du monde dans lequel il vit, conscience qui fit défaut en Russie mais aussi au dehors de la Russie et qui servit de terrain favorable à l'épanouissement du stalinisme, de cette bureaucratie parasitaire qui étouffa la démocratie ouvrière ou véritable démocratie de la majorité née de la révolution socialiste.

C'est la raison pour laquelle au-delà de l'organisation des masses et de la construction d'un véritable parti communiste, notre principale tâche demeure de favoriser l'élévation du niveau de conscience des travailleurs, pas seulement sur le plan politique, mais en général.

Quand on explique qu'on ne peut pas se borner à un discours purement politique, théorique, doctrinaire, on nous rit au nez, sans blaguer, on nous prend pour des rigolos, des dilettantes pour lesquels la politique ne serait qu'une préoccupation parmi d'autres. J'ai souvent insisté sur le facteur psychologique qui occupe une place importante dans les rapports dans la société à côté du facteur social sur lequel repose nos analyses.

Si tout mène à la politique, tout ne se résume pas à la politique, d'ailleurs l'immense majorité des travailleurs en France ou dans le monde ne pense pas en termes politiques, nous, nous pensons de la sorte en tant que militant et nous commettons l'erreur d'attribuer aux travailleurs notre mode de pensée. Même un militant ne traduit pas en terme politique chacune des expériences qu'il vit en une journée, le prétendre serait commettre un mensonge grossier, de plus ce serait stupide.

La bonne question consiste davantage à se demander si on a acquis, si les travailleurs ont acquis la méthode qui permet d'interpréter la société, le monde, la nature, leur propre nature, tels qu'ils existent dans leurs rapports dialectiques afin d'atteindre un niveau de conscience supérieur permettant d'agir consciemment de telle sorte qu'il soit possible de changer la société et le monde pour qu'ils deviennent meilleurs, tout en préservant notre environnement et en nous épanouissant individuellement.

Cette méthode, c'est le matérialisme dialectique et historique qui à partir des faits et leurs rapports, leur enchaînement, permet

de venir à bout de toutes les questions qu'on peut se poser, les questions qui surgissent à foison spontanément dès lors qu'on a adopté cette méthode d'interprétation de la réalité ou de ce qui a existé à ce jour.

Ce qui est vraiment une expérience passionnante, c'est qu'on cesse littéralement de subir notre existence, que l'on n'a pas vraiment choisi ou si peu en réalité, c'est comme si soudainement il se produisait une rupture avec l'insouciance dans laquelle on baignait jusque là, il se réalisait une prise de conscience de ce que l'on vit en découvrant l'extraordinaire richesse de chaque expérience à côté de laquelle on passait, on atteint un degré de lucidité qu'on n'aurait jamais soupçonné possible avant, on se réapproprie notre propre existence, ce qui d'un coup nous propulse plus près que jamais de notre idéal de liberté, qu'on ne pourra réaliser que collectivement, disons qu'un instant aussi bref qu'un éclair de lucidité on en goûte le nectar qui nous comble de bonheur. Aucune drogue ne peut vous procurer un tel effet qui demeure gravé à tout jamais dans votre cerveau et va nourrir vos futures expériences, l'enrichir, sans effets secondaires néfastes.

Autrefois l'éducation des masses faisait partie des objectifs de notre combat politique, il y a un siècle, depuis on l'a totalement abandonné, je crois même avoir compris que c'était devenu un sujet tabou, un de plus, qui serait assimilable au conditionnement ou à l'endoctrinement des masses, c'est à croire que nos partis ont abandonné l'objectif du combat du mouvement ouvrier tout court, le socialisme.

Marx était capable de mettre ses connaissances à la portée des travailleurs, d'aborder n'importe quel sujet avec une simplicité qui déconcertait ses adversaires parce qu'ils ne pouvaient pas tenir la comparaison. Il n'avait pas de secret ou n'employait pas d'artifices, en employant sa méthode il se mettait tout simplement à la portée de son auditoire, c'était comme si sous leurs yeux un phénomène biologique prenait naissance et se développait en passant par différentes phases avant d'atteindre sa maturité.

En quoi réside sa complexité ? Dans sa simplicité ! J'avais noté un jour que pour Marx les transformations que subissaient les différents facteurs qu'il analysait se produisaient naturellement au lieu d'employer le terme de nécessité qui aurait pu laisser penser qu'un facteur extérieur ou supérieur à la nature (ou la société) dicterait les lois qui la régissaient, qui pour un peu serait mystérieux ou inaccessible et n'en permettrait pas la compréhension.

En disant que les choses se produisent naturellement, on peut entendre par là qu'il est possible de remonter à leur origine à condition de ne pas lâcher le fil qui les relie entre elles. La notion de nécessité est moins précise ou elle est plutôt réservée à un usage restrictif, elle est plus subjective, elle remplit une autre fonction, c'est une création de l'homme devenu étranger à sa propre nature, qui s'étant élevé au-dessus de sa condition animale a pour quête de se la réapproprier pour se libérer du règne de la nécessité, ce qui deviendra possible une fois qu'il aura pris conscience de sa nature sociale. A suivre.

Un livre

Wall Street et l'Ascension de Hitler par Antony C. Sutton, traduction : Jean-François Goulon. édition Le Retour aux Sources (30 juin 2012)

En mettant au jour un cloaque de mensonges, de tromperies et de duplicités, Antony Sutton révèle l'un des faits le plus marquant, et pourtant jamais rapporté, de la Seconde Guerre mondiale : que des banques de Wall Street et des grandes entreprises nord-américaines ont soutenu l'ascension de Hitler vers le pouvoir, en finançant l'Allemagne nazie et en faisant des affaires avec elle. En suivant minutieusement la piste de ce secret bien gardé, grâce à des documents et des témoignages incontestables, Sutton parvient à la conclusion que la catastrophe de 1939-45 bénéficia surtout à un groupe privilégié d'initiés financiers. Il donne le compte-rendu détaillé, preuves à l'appui, du rôle abject que jouèrent les Morgan, les Rockefeller, les frères Warburg ou les Ford, directement ou à travers leurs entreprises, et tous ceux qui financèrent les préparatifs de la guerre la plus sanglante et la plus destructrice de l'Histoire. « *Wall Street et l'Ascension de Hitler* » est le troisième volume d'une trilogie consacrée à l'implication directe des financiers new-yorkais dans la révolution lénino-trotskiste en Russie, l'élection de Franklin D. Roosevelt aux États-Unis et la montée du nazisme en Allemagne. « *La contribution du capitalisme nord-américain aux préparatifs de guerre allemands a été phénoménale et, sans elle, l'Allemagne n'aurait jamais eu la capacité militaire qui conduisit au massacre de millions de personnes innocentes ...* » « *Non seulement ces banquiers et hommes d'affaires nord-américains avaient conscience de la nature du nazisme, mais il assistèrent le nazisme à chaque fois qu'ils y avaient intérêt en sachant parfaitement que la conséquence probable serait une guerre impliquant l'Europe et les États-Unis.* »

Commentaire

Un internaute a prétendu que ce n'était que tissu de mensonges, on peut admettre que des interprétations soient erronées, comme par exemple "*l'implication directe des financiers new-yorkais dans la révolution lénino-trotskiste en Russie*", je n'ai pas lu ce livre, il n'en demeure pas moins que l'auteur n'a pas inventé les documents et les témoignages dont il fait mention.

[Normal : La situation aurait-elle changé, auraient-ils réglé quoi que ce soit ? Non.](#)

- Le retour de produits à l'origine de la crise sur les marchés - LeMonde.fr

[Quand l'anarchie et la surproduction rongent leur système économique.](#)

- Un million d'articles de contrefaçon détruits dans toute la France - AFP

[Pardi, c'est un gouvernement patronal !](#)

- Pourquoi le gouvernement ne s'oppose pas aux 700 suppressions de postes chez Michelin - L'Expansion.com

[En réalité, c'est toute l'économie qui est paralysée et menace de s'effondrer.](#)

- Inde: chute de 12% des ventes automobiles - AFP

[L'UE ou la dictature](#)

- Bruxelles présente sa réforme de l'espace aérien, déjà fortement critiquée - AFP

- L'UE veut protéger l'audiovisuel dans ses négos commerciales avec Washington - AFP

- L'UE dévoile un plan de soutien à la sidérurgie - Reuters

[Les jaunes frappent !](#)

- La CFDT pas opposée au rapprochement des régimes de retraite - Reuters

[Déliquescence](#)

- Médias: Hervé Ghesquière devant le tribunal pour diffamation envers un militaire - AFP

- Canteloup dans le viseur de Delanoë - LePoint.fr

Le maire de Paris compte se plaindre au patron d'Europe 1 des imitations de Nicolas Canteloup, qu'il juge homophobes. LePoint.fr

- Pierre Lellouche et l'ambassadeur de Roumanie s'écharpent à propos des Roms - AFP

- La Licra lance une application pour «*effacer le racisme*» des rues - LeFigaro.fr

- Vatican: le pape François admet l'existence d'un "*lobby gay*" - L'Express.fr

[Le désespoir !](#)

- Bulgarie: septième décès par immolation par le feu - AFP

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[PS. Cynisme, provocation, manipulation... assumés.](#)

Diaboliser le FN pour le faire monter au premier tour et rafler la mise au second des municipales et européennes de 2014.

- Marine Le Pen n'a-t-elle vraiment "*aucun rapport*" avec les JNR ? - nouvelobs.com

Où comment le PS exploite une bagare qui a tourné au drame.

Ces gens-là sont abjectes, ce sont des affairistes, ils n'ont aucune conscience en réalité, et par exemple ce n'est pas par humanisme qu'ils ont aboli la peine de mort, mais uniquement par calcul politique au moment où ils reniaient tous leurs engagements sur le plan social, tout en contribuant au renforcement de l'Union européenne dans ils ont été l'un des principaux artisans en faisant adopter le traité de Maastrich, donc la BCE et l'euro.

Là encore il s'est agit d'une gigantesque manipulation des masses dans laquelle tous les partis ont donné.

Tout l'art de l'opportuniste ou du capitulard consiste à refuser de relier le particulier au général, à traiter chaque question qui lui est soumis sous la forme d'une abstraction déconnectée du reste de la situation, à réaliser une sorte de dichotomie entre le particulier et le générale qui faussera l'interprétation que l'on sera amenée à faire d'une mesure, finalement en interdira la compréhension. Le particulier peut prendre la forme d'une revendication partielle, d'une couche distincte de la population dont l'intérêt ou les intérêts seront décréétés d'intérêt général, voilà en quoi consiste ce tour de passe-passe. Tandis que les revendications à caractère collective et les intérêts de l'ensemble des masses exploitées passeront à la trappe.

L'essentiel ce n'est pas ce qu'on fait ou ce qu'on est pour ceux qui passent leur temps à se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, mais paraître pour mieux tromper les masses, et cela présente l'avantage de fournir un excellent prétexte aux opportunistes pour qu'ils vous soutiennent, ce qu'ils font avec application à travers le front unique qui se transforme alors en une arme extraordinairement efficace contre la classe ouvrière, vous renforcez votre capacité d'action en profitant de cette légitimité ou ce plébiscite inespéré parfois, selon les circonstances, pendant que vos adversaires ou ennemis qui se sont fourvoyés en vous soutenant sortent affaiblis de cette expérience ou n'en tirent absolument aucun avantage sur le plan politique ou organisationnel, bref vous voilà parer pour passer à la suite de votre programme, antisocial, cela va de soi. La méthode est bien huilée et a fait ses preuves, une merveille en somme quand on voit où ils en sont arrivés.

Si j'avais été député, je n'aurais pas voté pour l'abolition de la peine de mort, je me serais abstenu ou j'aurais refusé de participer au vote en expliquant ce qui vient d'être dit, en apportant d'autres précisions en rapport avec la situation de l'époque. Je n'aurais jamais mêlé ma voix à celles des ennemis de la classe ouvrière, car ce qu'ils vous accordent d'une main ils vous le reprennent d'une autre ou encore, ce qui semble être une concession de leur part ne concerne qu'une infime minorité des exploités pour mieux dans la foulée s'attaquer à d'autres couches plus faibles ou aux intérêts de l'ensemble des masses, vous ne voudriez tout de même pas que l'on soit complice d'une telle machination politique, n'est-ce pas ? Il faut être cohérent si l'on veut emporter la confiance des travailleurs. D'où je tiens cela ? De Marx.

Une autre fois je reviendrai sur le front unique et nos rapports au PS et ses satellites, car depuis la dernière fois où je me suis exprimé sur cette question la situation a évolué et de nouvelles questions me sont venues à l'esprit qui nous permettent d'affiner notre analyse, de régler une fois pour toute cette question. Je considère comme une trahison ou un abandon du socialisme le fait de s'adresser à Hollande et aux dirigeants du PS et ses satellites qui figurent dans le camp de nos ennemis.

Je vais vous donner un exemple de front unique.

Il consisterait aujourd'hui à s'adresser aux militants et aux partis dits de gauche, Front de gauche, POI, NPA, LO, plus les organisations ou groupes politiques que l'on estime appartenir à la gauche en leur proposant de mener le combat ensemble sur un seul mot d'ordre : boycott de la conférence antisociale des 20 et 21 juin prochains, afin d'interdire aux syndicats ouvriers d'y participer. Ce serait un des deux axes de notre combat politique.

Le second consisterait à mener le combat sur notre propre programme, celui de la révolution socialiste, c'est-à-dire, contre le gouvernement et les institutions, contre le capitalisme, pour une République sociale, posant la question de l'Etat et du pouvoir politique, puisqu'aujourd'hui (comme hier) toute lutte nous amène à poser cette question dès lors qu'on l'analyse à fond, partant du constat que le capitalisme ne sera jamais en mesure de répondre à l'ensemble des besoins et aspirations des masses exploitées.

Ainsi, à partir de la situation et de l'évolution du capitalisme on réalise le lien avec son développement historique et les conclusions que les marxistes en avaient tirées, nous demeurons fidèle au socialisme, pas par fétichisme, mais en démontrant que c'est une nécessité historique.

Au passage nous validons ou actualisons la théorie du marxisme, qui inclut son développement au cours de la lutte des classe, le léninisme, qui permet de justifier la construction du parti ouvrier révolutionnaire qui combat pour élever le niveau de conscience politique des travailleurs, les organiser, prendre le pouvoir, notre objectif auquel tous les autres sont subordonnés.

Mauroy. Un héritage tout aussi étranger que le PS au socialisme.

- Hollande invoque le bilan de Mauroy pour calmer l'aile gauche du PS - LeFigaro.fr

Allez, un petit coup de pouce avant la prochaine conférence antisociale

- Sondages : enfin un rebond de popularité pour François Hollande - Le Nouvel Observateur

- La cote de popularité de Hollande fait un bond de six points - L'Express.fr

En rendant hommage à Schröder récemment Hollande n'avait pas hésité à apparaître comme un social-libéral assumé, hier en rendant hommage à Mauroy, il a enfoncé le clou, confirmant son intention de poursuivre son offensive contre la classe ouvrière, ne laissant plus aucune marge de manoeuvre à la soit-disant gauche du PS réduite à s'en accommoder, autrement dit le soutenir.

Du coup les voilà bien empruntés pour réagir, maladroitement forcément, ils se découvrent un peu plus, ils n'ont rien trouvé de mieux que d'essayer de convaincre la pire réaction en Europe de les écouter, des fois qu'ils se résoudraient à abandonner leur politique d'austérité.

- Le mouvement de la Gauche populaire est remonté au créneau mardi pour demander à François Hollande d'«assumer la nécessité du débat avec les dirigeants conservateurs européens».

Hollande a répondu sur un ton provocateur et cynique à leurs plaintes, il y était d'autant plus autorisé qu'ils se reconnaissent tout dans Pierre Mauroy, Schröder avant l'heure !

- Le président de la République a vanté «le réformisme », «la rigueur » et «le réalisme » de Pierre Mauroy. Hollande est critiqué pour pratiquer une politique de rigueur, pour suivre une ligne sociale-démocrate, pour avoir mis en place le pacte de compétitivité ou l'accord national interprofessionnel? *«Pierre Mauroy assumait le sérieux budgétaire, le blocage des prix et des salaires, les restructurations industrielles, des décisions qui lui coûtèrent, surtout quand lui, l'homme du Nord-Pas-de-Calais, il lui fallut fermer le dernier puits de mine»*, a répondu le chef de l'État. *"La rigueur, c'était la condition pour poursuivre les réformes, le changement"*, a dit François Hollande.

L'engagement de Hollande à gauche est mis en cause? *«Pour Pierre Mauroy, réformer, ce n'était pas renoncer, c'était réussir ; réformer, c'était se défaire de l'illusion des mots pour passer à la vérité des actes ; réformer, ce n'était pas céder à la réalité mais la saisir à la gorge pour la transformer»*, a expliqué le président. Sa politique européenne est critiquée? Pierre Mauroy *«avait surtout compris que le destin de la France passait par l'Europe, que faire cavalier seul pourrait finir dans une cavalcade sans lendemain»*, a lancé Hollande.

"Il sut convaincre François Mitterrand avec le concours de Jacques Delors (ministre des Finances) pour rester dans le système monétaire européen et ainsi de préparer la création de l'euro", a rappelé François Hollande. Lefigaro.fr et Reuters 11.06

Quel rappel ! il confirme ce que j'ai écrit plus haut et me renforce dans ma position de rejeter tout compromis, toute collusion avec le PS.

Hollande s'est livré à un exercice périlleux qui confirme qu'il n'a pas non de marge de manoeuvre ou plutôt le capitalisme dont il est le représentant, qui a consisté à prêter à la ligne politique adoptée par Mauroy des qualités ou des vertus qui toutes allaient à l'encontre des intérêts des travailleurs, *"le blocage des prix et des salaires, les restructurations industrielles"* ouvrant la voie à un chômage de masse qui n'existait pas précédemment, la fermeture du *"dernier puits de mine"*, jusqu'à l'alignement total sur Bruxelles.

Le Figaro rappelle qu'à *"l'époque, Mauroy avait mis en place la semaine de travail de 39 heures, la cinquième semaine de congés payés, la retraite à 60 ans et l'abolition de la peine de mort. Pour l'instant, les socialistes n'ont qu'une réforme sociétale à se mettre sous la dent, l'instauration du mariage homosexuel"*, des concessions que pouvaient supporter le capitalisme après une augmentation sans précédent de la productivité au cours des trois décennies antérieures, qui plus est, les travailleurs produisant autant en 39 qu'en 40 heures, sans parler que les capitalistes allaient en profiter pour apporter des modifications aux conditions de travail qui ne seraient pas forcément avantageuses pour les travailleurs et permettraient encore d'accroître la productivité ou l'exploitation, la précarité, idem pour la cinquième semaine de congés payés qui fut absorbée sans problème, et quant à la peine de mort, elle ne concernait que les intéressés, pas les travailleurs de toute évidence.

La palme de l'antisocialisme revient logiquement à Pierre Laurent (PCF) : - Mort de Pierre Mauroy : *« il était un grand socialiste »*, autant que vous quoi, merci de cette précision.

[La Commission européenne des multinationales](#)

Privatisation du contrôle aérien.

La Commission européenne a fait mardi des propositions pour relancer sa réforme de l'espace aérien qui, avant même d'être présentée, a suscité la colère des syndicats à l'origine d'actions dans onze pays européens pour dénoncer une "*poursuite de la libéralisation*".

Présenté au Parlement européen, le projet de "*ciel unique 2*" a pour objectif de mieux lutter contre l'encombrement de l'espace aérien, qui représente un surcoût de 5 milliards d'euros par an pour les compagnies aériennes et leurs clients, selon la Commission.

Lancé il y a dix ans, le projet de ciel unique européen est en panne, en raison des réticences des Etats. La Commission a décidé d'actualiser les règles de ce paquet législatif pour lui donner un nouvel élan.

La proposition la plus décrite prévoit une séparation complète entre les autorités nationales de surveillance et leurs régulateurs, les organisations de contrôle de la circulation aérienne.

Cela se traduirait en France par l'éclatement des fonctions assurées actuellement par la Direction générale de l'aviation civile (régulation, surveillance et prestations de service de navigation aérienne).

Cela "*est de nature à remettre en cause ce qui fait notre particularisme et notre efficacité*", a réagi le ministre français des Transports, Frédéric Cuvillier, vivement opposé à ce projet. Il en a profité pour dénoncer un excès de réglementation européenne dans le secteur aérien, alors que le premier paquet législatif pour le ciel unique européen n'a "*pas encore porté tous ses fruits*".

La Commission entend également faire appliquer la simplification de l'espace aérien de l'UE, divisé en 27 blocs nationaux, avec pour conséquence que certains vols ne peuvent emprunter un itinéraire direct. Neuf blocs régionaux devaient les remplacer et être opérationnels fin 2012, mais ce n'est toujours pas le cas. La Commission menace donc de sanctionner les Etats membres pour les pousser à agir.

Elle reconnaît toutefois que cette initiative manquait de souplesse et propose d'assouplir la coopération entre prestataires de services au sein des blocs régionaux. Elle souhaite également renforcer le rôle d'Eurocontrol, le gestionnaire de réseau, afin de raccourcir les trajets.

M. Kallas propose également la mise en concurrence des services d'appui aux organisations de contrôle (services météorologiques, de navigation ou de surveillance). Car actuellement "*les services d'appui constituent le principal facteur de coût de la gestion du trafic aérien*", souligne la Commission.

Chaque jour, 27.000 vols contrôlés se croisent dans le ciel européen et 80% de ces vols sont exploités au sein de l'UE dont les 440 aéroports accueillent 800 millions de passagers par an. AFP 11.06

Plan de bataille contre les sidérurgistes et cadeaux énergétiques aux Maîtres des Forges.

La Commission européenne a dévoilé mardi une série de mesures et de recommandations visant à assurer l'avenir de l'industrie sidérurgique en Europe, frappée de plein fouet par le déclin de la demande, une concurrence de plus en plus dure et des coûts énergétiques élevés.

Ce "*plan d'action global pour l'acier*" présenté par le Commissaire européen à l'Industrie, Antonio Tajani, est la première initiative globale lancée par la Commission depuis 1977 pour tenter d'enrayer le déclin du secteur.

La sidérurgie européenne, explique la CE, "*doit aujourd'hui faire face à d'importants défis: une demande faible, une hausse des coûts de l'énergie, une dépendance vis-à-vis des importations de matières premières, une concurrence rude et souvent déloyale et des exigences environnementales ambitieuses.*"

Face à ces défis, le plan prévoit de s'attaquer aux formalités administratives, de favoriser les programmes d'apprentissage et l'innovation, de garantir une concurrence équitable et de renforcer la compétitivité en abaissant les coûts énergétiques, qui représentent jusqu'à 40 % de l'ensemble des coûts d'exploitation.

Sur le plan social, la Commission préconise de faire appel aux fonds structurels européens et de rationaliser leur utilisation en créant "*une task force interservices qui suivrait les principaux cas de fermeture ou de restructuration importante d'usines sidérurgiques*".

Malgré les objectifs apparemment ambitieux qu'il s'est fixés, ce plan ne fait pas l'unanimité parmi les acteurs de l'acier. Les critiques estiment qu'il comporte assez peu de nouvelles mesures et que des actions plus fortes sont nécessaires pour réduire les surcapacités, remédier à la faiblesse de la demande et améliorer les conditions de financement.

Le plan de la Commission ne propose par ailleurs pas aux Etats d'intervenir pour maintenir en activité les aciéries dont la fermeture a été entérinée, une mesure réclamée par les syndicats. Reuters 11.06

Le Prism déformé de la liberté.

Pendant des décennies, les agences d'espionnage ont surveillé des communications étrangères, cela faisait partie de leur mission. Mais comme le fait remarquer l'envoyé spécial des Nations unies sur la liberté d'expression, dans un rapport sans précédent publié la semaine dernière, les nouvelles technologies ont changé la donne.

Aujourd'hui, des outils accessibles aux gouvernements permettent une forme de surveillance qui n'a jamais été aussi absolue –le tout sous le sceau du secret et sans aucun contrôle populaire– et c'est précisément le danger de Prism. Des entreprises américaines ont été forcées de se plier à l'espionnage américain, rognant les libertés civiles de tous les usagers de leurs services. La surveillance étrangère ne se limite plus à certains canaux spécifiques, comme les communications diplomatiques, ni ne cible des suspects précis –elle est bien plus étendue, capable d'intercepter des millions, si ce n'est des milliards de communications émanant de simples citoyens.

Comme le précise Edward Snowden, l'homme à l'origine des révélations sur Prism, la NSA «cible expressément les communications de tout le monde».

James Clapper, le directeur du renseignement américain, a expliqué jeudi que ses services «s'engageaient à respecter les libertés civiles et la vie privée de tous les citoyens américains». Mais le gouvernement américain affirme aussi agréer à la déclaration universelle des droits de l'homme, qui dispose clairement que tous les citoyens –et pas seulement les Américains– ont le droit de ne pas être l'objet «*d'immixtions arbitraires dans [leur] vie privée, [leur] famille, [leur] domicile ou [leur] correspondance*». Et c'est précisément le problème de la NSA et de son programme Prism: il met le droit universel à la vie privée à la poubelle, et encourage tous les gouvernements du monde à suivre son exemple. slate.fr 11.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

1.1- Les faits.

Le gouvernement grec a annoncé mardi la fermeture temporaire de la société de radiotélévision publique ERT dans le cadre des mesures d'économies budgétaires, suscitant les protestations des salariés et de certains partenaires de la coalition au pouvoir.

Les trois chaînes de télévision de l'ERT ainsi que la radio publique cesseront d'émettre dès ce mardi à minuit et seront relancées à une date qui n'a pas été précisée, après des réformes prévoyant notamment une réduction des effectifs, a précisé le porte-parole du gouvernement, Simos Kedikoglou.

"Au moment où l'on impose au peuple grec de lourds sacrifices, il n'est plus question de repousser au lendemain, d'hésiter, d'épargner les vaches sacrées", a-t-il ajouté - justement à la télévision publique.

Après cette annonce, de nombreux employés de l'ERT se sont rassemblés devant le siège de l'entreprise à Athènes et se sont engagés à combattre cette décision.

L'ERT, qui emploie quelque 2.600 salariés, est doté d'un budget annuel de 300 millions d'euros.

La suspension de toutes ses émissions est l'une des mesures les plus spectaculaires prises par le gouvernement grec dans le cadre du programme d'austérité imposé en échange de l'aide financière internationale accordée par l'Union européenne, le FMI et la BCE.

Pour Simos Kedikoglou, le groupe audiovisuel public était devenu *"un cas typique d'un incroyable gâchis"*.

Les employés de l'ERT toucheront un dédommagement et pourront faire acte de candidature pour retrouver en emploi au sein de la future organisation.

Dès l'annonce, des salariés se sont regroupés devant le siège athénien du groupe, promettant de lutter et appelant à un black-out général des médias en guise de protestation. "*Le journalisme est persécuté. Nous ne permettrons pas que la voix de la Grèce soit réduite au silence*", a dit George Savvidis, qui dirige le syndicat des journalistes POESY.

Des chaînes privées ont interrompu leurs programmes normaux dans le cadre d'un mouvement de solidarité prévu pour durer six heures.

Des unités des forces de police anti-émeutes ont été déployées à l'entrée d'un studio de l'ERT, dans le centre d'Athènes, où des manifestants avaient déroulé une banderole "*A bas la junte, l'ERT ne fermera pas*".

La suspension spectaculaire des émissions de radio et de télévision pourrait aussi avoir des répercussions politiques: deux des partis associés à Nouvelle démocratie, la formation du Premier ministre Antonis Samaras, ont exprimé leur opposition à cette mesure.

"*La radio et la télévision publiques ne peuvent cesser d'émettre*", a notamment dit Yannis Maniatis, un cadre du Pasok, le Parti socialiste, précisant qu'"*une coalition à trois ne peut fonctionner par une politique du 'fait accompli'*".

La décision survient alors que les pouvoirs publics n'arrivent pas à trouver preneur pour sa compagnie gazière DEPA, l'une des compagnies publiques visées par le programme de privatisations en cours. La privatisation de DEPA était censée rapporter un milliard d'euros. Mais le seul candidat pressenti pour cette opération, le russe Gazprom a renoncé.

Selon le plan de sauvetage financier mis au point par l'Union européenne et le Fonds monétaire international, la Grèce doit lever au moins 1,8 milliard d'euros d'ici fin septembre par le biais de privatisations, avec un objectif d'au moins 2,5 milliards d'euros d'ici la fin de l'année.

"*Cette frappe aveugle contre l'ERT est une diversion après le fiasco DEPA*", analyse le député indépendant Christos Aidonis. Reuters 11.06

1.2- Quelques réactions.

Ni le Pasok ni Dimar ne démissionnent du gouvernement.

"*Nous sommes absolument en désaccord avec les décisions et la gestion du gouvernement dans cette affaire*", a déclaré le Pasok (socialiste). "*Nous réitérons notre ferme opposition à la fermeture d'ERT*", a également dit la Gauche démocratique (Dimar). "*C'est un coup d'État*", a pour sa part déclaré aux journalistes Alexis Tsipras, leader du principal parti d'opposition Syriza (gauche radicale), venu en toute hâte au siège d'ERT. Pasok et Dimar ont annoncé qu'ils ne voteraient pas pour le décret gouvernemental lorsqu'il serait présenté au Parlement pour être validé après son entrée en application. Cette rupture de la solidarité gouvernementale pourrait provoquer une crise politique au sein de la fragile coalition en place depuis un an sous la direction du Premier ministre conservateur Samaras, à un moment où la Grèce est surveillée de près par ses créanciers internationaux.

L'hypocrisie de l'UE alors que ses représentants étaient sur place hier soir.

L'Union européenne de radio-télévision (UER), dans un communiqué publié à Genève, a appelé M. Samaras à annuler la décision de fermer ERT. Le président de l'UER, Jean-Paul Philippot, et sa directrice générale, Ingrid Deltenre, ont appelé dans une lettre le Premier ministre à "*user de tous ses pouvoirs pour annuler immédiatement cette décision*", indique le communiqué. Selon les syndicats, en fermant ERT, le gouvernement remplit d'un coup l'objectif assigné par les créanciers de la Grèce de supprimer 2 000 emplois publics d'ici à la fin juin. C'est une "*solution facile pour répondre aux exigences de la troïka*", estime le syndicat Poesy. La Confédération des fonctionnaires du service public Adedy a qualifié le décret de "*coup d'État*". Les hauts responsables de la troïka ont repris lundi à Athènes l'audit des comptes grecs et le contrôle des réformes, parmi lesquelles figurent la réduction du nombre des fonctionnaires et la fusion ou la suppression des organismes publics. Lundi soir, les responsables de la troïka ont eu un entretien avec le ministre de la Réforme administrative Antonis Maniatis sur la restructuration du secteur public. lepoint.fr Vangelis Demeris, journaliste Vangelis Demeris, ex-correspondant à Bruxelles d'ERT.

Slate s'est entretenu avec le journaliste Vangelis Demeris, correspondant à Bruxelles d'ERT de 2001 à février 2013. Il travaille pour le quotidien Ethnos (deuxième quotidien grec) et pour l'agence de presse grecque.

Quelle était la place de l'ERT dans le paysage audiovisuel grec?

ERT est la source majeure d'information pour l'opinion publique. Le paysage audiovisuel grec est très fragmenté. Les chaînes privées sont détenues par différents groupes, mais elles sont beaucoup moins rigoureuses sur le plan de l'information: elles jouent sur l'impression, pas sur les faits. ERT est très portée sur l'information dans l'ensemble. Il y a différentes chaînes avec différents rôles, mais les JT d'ERT sont très regardés. Les débats autour de la crise économique se sont surtout tenus sur les chaînes

publiques. Personnellement, j'ai aussi travaillé dans le privé, et la qualité des débats n'a rien à voir, c'est vraiment meilleur dans le public. C'est extrêmement grave pour la démocratie. slate.fr 11.06

PCF.

La députée communiste française Marie-George Buffet a fermement condamné cette fermeture. "*Non contente de concerner l'emploi de 2000 salariés, une telle décision révolte ! Pour ce qu'elle représente d'insulte au pluralisme, à la création culturelle*", dénonce l'ancienne ministre dans un communiqué.

"*Voilà où mène l'austérité et le refus de s'en prendre aux marchés financiers et à la spéculation. Voilà où mènent les choix européens de protéger les taux d'intérêt des banques : on décide de s'en prendre au moyen le plus populaire qui existe dans l'accès à la culture : la télévision !*" écrit-elle. .lemonde.fr 11.06

Parti de Gauche.

- Les coups d'état financiers ferment les TV et radios publiques - Mercredi 12 Juin 2013

Le Parti de Gauche dénonce fermement la décision du gouvernement Grec prise par décret de fermer manu militari les chaînes de TV (ERT) et de radios publiques. L'austérité sert à justifier l'atteinte à la liberté d'information et d'opinion. Elle asphyxie la démocratie.

La récession porte en elle la régression sociale et répression démocratique. Ce qui s'est passé hier en Grèce le confirme. Mais que l'Union européenne ne joue pas les Tartuffe : le gouvernement grec n'est que l'exécuteur servile d'une politique voulue et appliqué par la Troïka. C'est avant tout elle que nous dénonçons.

NPA .

- Non à la fermeture de la Télévision publique grecque - Mercredi 12 juin 2013 Il s'agit d'un acte de censure, d'une atteinte à la liberté d'expression, à la démocratie mais aussi d'un brutal licenciement collectif de plus de 2600 travailleurs.

Le NPA dénonce ce coup de force et exprime sa pleine et entière solidarité avec les travailleurs de l'ERT et avec le peuple grec. Il soutient le rassemblement de solidarité qui aura lieu aujourd'hui à 18h30 devant l'Ambassade Grecque à Paris, métro KLEBER, 17 Rue Auguste Vacquerie, à Paris.

POI et LO, pas de réaction, ils devaient tous dormir à cette heure si tardive.

2- France

Meyer Habib, vice-président du CRIF (Conseil Représentatif des Institutions Sionistes de France), membre du bureau exécutif du non moins sioniste Congrès Juif Européen, et ancien conseiller du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, vient d'être élu ce dimanche 9 juin député de la 8ème circonscription des Français de l'étranger. Celle-ci comprend des pays du pourtour méditerranéen : Chypre, Grèce, Italie, Malte et Turquie, de même que l'entité sioniste.

L'une des propositions du programme politique de Meyer Habib, qui possède la nationalité israélienne, est pour le moins très étonnante. Il juge en effet important de « *transférer l'ambassade de France de Tel Aviv à Jérusalem, capitale de l'Etat d'Israël* » (proposition n°13).

Cette proposition est doublement illégale au regard du droit international. D'une part, parce que la résolution 478 du 20/08/1980 du Conseil de Sécurité interdit aux Etats membres de l'ONU d'établir à la ville occupée d'al-Qods (Jérusalem) des missions diplomatiques. D'autre part, les résolutions de 1968, 1980, 1999 et 2000 déclarent « *nulle et non avenue* » toute décision du gouvernement israélien allant dans le sens d'une modification du caractère et du statut de la ville sainte de Jérusalem, constituant ainsi une violation flagrante de la Convention de Genève.

Par cette proposition, Meyer Habib démontre qu'une fois de plus l'arrogance sioniste n'a aucune limite ! Comment pourrait-il en être autrement, lorsque l'on constate qu'aucune des résolutions promulguées par les instances internationales n'ont eu d'effets sur le processus de « *sionisation* » de cette ville trois fois sainte ?

La volonté des différents gouvernements israéliens d'isoler al-Qods du reste des territoires palestiniens occupés, par des constructions illégales de colonies rendant ainsi toute rétrocession extrêmement difficile, résulte de ce mépris, de cette arrogance du sionisme qui le mènera inexorablement à sa perte.

Quant à l'élection de Meyer Habib, les chiffres parlent d'eux-mêmes et en disent long sur la faiblesse de son programme :

seulement 3% des Français de la 8ème circonscription de l'étranger ont voté pour lui... french.irib.ir 11.06

3- Turquie

3.1- La police antiémeute turque a tiré des salves de gaz lacrymogène et aspergé à coups de canons à eau les milliers de manifestants rassemblés à Ankara pour demander la démission du gouvernement turc, a constaté une journaliste de l'AFP dans la nuit de mardi à mercredi.

L'intervention des forces de l'ordre s'est produite sur une artère du centre-ville, proche de l'ambassade des Etats-Unis, contre une foule de plus de 5.000 personnes qui scandaient "Gouvernement démission !" et "Tayyip (Erdogan, Premier ministre, ndlr) démission", cible principale de la contestation qui secoue la Turquie depuis le 31 mai.

Brandissant des drapeaux turcs, les manifestants se sont dans un premier dispersés mais beaucoup sont revenus sur les lieux. Au même moment, des affrontements sporadiques se poursuivaient à Istanbul où la police a repris le contrôle de la place Taksim, chassant à 2 reprises à coups de gaz lacrymogènes les manifestants. lexpress.fr 11.06

3.2- La police a pénétré dans l'enceinte du palais de justice d'Istanbul pour interpellé une cinquantaine d'avocats opposés à l'évacuation de la place Taksim . french.irib.ir 11.06

4- Syrie

L'ex secrétaire d'état US , Henry Kissinger met en garde contre les conséquences d'un engagement militaire de Washington en Syrie : " *les Américains n'ont plus aucun appétit pour davantage de guerre , ce qui rend difficile le choix d'un engagement militaire en Syrie. si cette guerre a lieu, cela ne fera que provoquer la fissure au sein même de la société américaine . les autorités devront expliquer à l'opinion américaine et de façon claire quels sont les objectifs d'une intervention militaire contre la Syrie . les Etats Unis ne doivent pas s'impliquer dans un dossier dont ils ne connaissent pas l'issue ni le comment de sa gestion*" french.irib.ir 11.06

5- Irak

Les sources citées par le quotidien libanais Al Mostaqbal font état d'un vaste accord militaire entre l'Iran et l'Irak ! " *c'est un accord qui comprend entre autre l'échange des renseignements sécuritaires et de la technologies militaire liée à la défense aérienne*". Le journal estime que ce nouvel accord est une preuve supplémentaire qui confirme le ralliement de Bagdad à la sphère d'influence "iranienne" au détriment de celle des Etats Unis... " Les sources qu'Al Mostaqbal mentionne sont effectivement anonymes. Pour le journal, " *les récentes déclarations du vice premier ministre Hossein Shahrestani qui affirme une riposte irakienne contre Israël au cas où ce dernier utilise l'espace aérien irakien pour attaquer l'Iran ou la Syrie vient à l'appui de ce dire* " Toujours selon le journal, " *la signature de l'accord militaire est intervenu entre le ministre iranien de la Défense et son homologue irakien*"

Le quotidien va encore plus en avant dans ses conjectures : " *nous disposons d'informations fiables qui font état de la livraison sous peu à l'Irak des systèmes de défense anti aériens russes . Il est même possible que ces systèmes aient déjà été livrés aux irakiens.* " La raison de cette décision iranienne est claire : " *ce sera avec la DCA russe que l'Irak devra protéger son ciel contre l'aviation israélienne si celle-ci décide de pénétrer l'espace aérien iranien* " le journal conclut son information, en faisant état, toujours sur foi des sources anonymes, de la présence au mois dernier des experts militaires iraniens en Irak . french.irib.ir 11.06

SOCIAL

France

Une grève des aiguilleurs du ciel, opposés à la libéralisation du contrôle aérien en Europe, s'est traduite mardi par l'annulation de près d'un quart des vols en France et doit se poursuivre mercredi, même si Paris et Berlin ont demandé à Bruxelles de surseoir au projet présenté au Parlement européen.

Le syndicat autonome des contrôleurs du trafic aérien (SNCTA), majoritaire chez les aiguilleurs, avait déposé un préavis de mardi à jeudi. Mais, après l'intervention du ministre des Transports Frédéric Cuvillier, qui a demandé avec son homologue allemand à la Commission européenne de surseoir à ses projets de libéralisation, le SNCTA a salué une " *évolution encourageante*" et a levé son préavis pour jeudi.

Le mouvement doit toutefois se poursuivre mercredi, d'autres organisations ayant également appelé à la grève.

Outre le SNCTA, les syndicats CGT, CFDT, Unsa et FO de la DGAC ont appelé à la grève mercredi, dans le cadre d'une journée d'action européenne, qui concerne 10 autres pays. Hors de l'Hexagone, les transports devraient toutefois être moins affectés qu'en France.

Tous entendent dénoncer le projet de Bruxelles visant à créer un "ciel unique" européen.

Le commissaire européen des Transports, Siim Kallas, lors de la présentation du projet visant à relancer cette réforme dans l'après-midi au Parlement européen.

"*Quel est le problème?*", a-t-il lancé ensuite lors d'une conférence de presse, lorsqu'on l'invitait à commenter la grève en France. "*Nous proposons uniquement des changements modestes qui entreront pleinement en vigueur en 2020*", a-t-il ajouté. "Il y a de la marge pour des changements structurels et nous pensons que cela créera des emplois supplémentaires".

"*Ce qui nous pose problème, ce n'est pas le principe des règlements +ciel unique+ qui visent à harmoniser la gestion de la navigation au niveau européen*", a expliqué de son côté à l'AFP Olivier Joffrin, responsable de l'Usac-CGT. Mais, a-t-il ajouté, "*ce qu'on n'accepte pas, c'est que la Commission utilise ce biais pour privatiser, et pousser à la libéralisation d'un certain nombre d'activités*".

Il a cité notamment les services qui s'occupent de l'entretien des antennes radars, qui "*sont clairement les yeux et les oreilles des contrôleurs*", et dont l'externalisation présenterait un risque pour la sécurité. AFP 11.06

Ils sont formidables ces "*syndicalistes*", il n'est pas pour mais il n'est pas contre non plus...

ECONOMIE

1- Etats-Unis.

Wall Street a terminé dans le rouge mardi, les investisseurs s'interrogeant sur la pérennité des mesures de soutien à l'économie apportées par les banques centrales après le statu quo décidé par la Banque du Japon sur sa politique: le Dow Jones a cédé 0,76% et le Nasdaq 1,06%.

La décision de la banque centrale japonaise de ne pas amplifier son récent programme d'assouplissement monétaire destiné à stimuler la croissance du pays a alimenté les craintes des acteurs du marché de voir la Réserve fédérale américaine (Fed) commencer à revenir sur ses propres mesures de soutien.

"*Ils s'attendaient visiblement à ce que la Banque du Japon aille plus loin*", a remarqué Andrew Fitzpatrick, de Hinsdale Associates.

"*La question pour eux est maintenant de savoir quand et comment la Réserve fédérale américaine va ralentir son propre programme d'aide à l'économie*", a ajouté l'analyste. La politique monétaire très accommodante de l'institution a en effet largement soutenu l'embellie du marché actions ces derniers mois, notamment via un programme de rachats d'actifs à hauteur de 85 milliards de dollars par mois qui permet d'inonder les marchés de liquidités.

"*La possibilité de voir tout cet argent facile disparaître inquiète fortement les investisseurs et provoque une forte volatilité*", a remarqué David Levy, de Kenjol Capital Management. AFP 11.06

Et nous alors ! Il est tellement dur à gagner qu'en fin de mois on ne se pose pas la question de sa "*volatilité*", il s'est envolé !

2- Russie

La Russie prépare une série de mesures destinées à stimuler la croissance comprenant des projets de construction d'infrastructures, de logements et une politique fiscale favorable aux entreprises, a indiqué mardi à l'AFP à Paris le vice-Premier ministre, Arkadi Dvorkovitch.

"*Nous allons continuer à avoir une politique budgétaire prudente mais, à l'intérieur du budget, nous allons concentrer les dépenses dans des directions qui donneront un résultat maximal en termes de croissance économique*", a indiqué le ministre.

"Je pense avant tout à l'infrastructure, la construction de logements, à la stimulation de la demande d'automobiles de tous types -transports en commun, voitures individuelles et poids lourds", a-t-il expliqué.

Un fonds de prévoyance ainsi que des fonds d'épargne retraite seront mobilisés pour cofinancer des projets dans les domaines ferroviaire et de l'énergie électrique, a-t-il précisé, tandis que des obligations spécialement destinées au financement d'infrastructures devraient être lancées cet été.

Des moyens de "réduire les charges des entreprises" seront mobilisés, notamment des réductions d'impôt sur les bénéfices dans les régions d'Extrême Orient, qui "présentent un bon potentiel", et un "ralentissement du rythme de croissance des tarifs des monopoles naturels", a précisé le responsable.

"Certains programmes mis en oeuvre au moment de la crise en 2009 pourraient également être rétablis", a-t-il ajouté.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) en Russie a nettement ralenti au premier trimestre, s'établissant à 1,6% par rapport aux trois premiers mois de 2012, selon des estimations préliminaires publiées à la mi-mai par l'agence russe des statistiques, Rosstat.

Au premier trimestre 2012, la croissance avait atteint 4,8% en glissement annuel, selon des chiffres révisés. Elle avait ensuite ralenti au cours de l'année et n'a plus représenté que 2,1% au quatrième trimestre de l'an dernier. AFP 11.06

[Haut de page ↗](#)

Le 13 juin 2013

CAUSERIE

J'ai terminé l'actualisation du site, je dis cela pour ceux qui avait lu le premier jet de ce matin, la suite est plus loin. Je n'ai plus le temps de mettre en ligne de nouveaux documents ce sera pour ce soir.

[Grèce. Coup d'Etat politique de la Commission européenne.](#)

Quand les médias protègent la Commission européenne.

Libération - Il y a d'abord la violence, celle de l'écran noir et de 2700 salariés jetés à la rue en pleine nuit. La violence d'une télévision publique éteinte sur une simple décision politique, prise en secret et exécutée comme par des généraux putschistes. L'émoi du peuple grec, qui a gagné toute l'Europe, est à la hauteur d'un acte peu digne d'une démocratie.

S'il est peu probable que la Commission européenne ait ouvertement demandé la fermeture de la télévision et de la radio publiques, la politique d'austérité obtuse imposée à la Grèce en est une des causes. Liberation.fr 12.06

Le journal de gauche des Rothschild, sans rire, se fait ensuite le porte-parole de la Commission européenne reprochant au Premier ministre grec de laxisme : "qui depuis des mois est incapable de mettre en oeuvre les réformes promises", et bien voilà, c'est fait !

Le Point - Grèce - Audiovisuel : l'UE insiste sur la nécessité d'un service public - LePoint.fr -

Et comme très souvent la vérité remonte à la surface malgré eux.

Euronews - "Est-ce que c'est vrai que la Commission européenne a mandaté son représentant de la troïka pour demander la fermeture de la télévision et radio publiques en Grèce ?", interroge un parlementaire européen.

Réponse d'Olli Rehn, le vice-président de la Commission européenne : "La Commission n'a pas demandé la fermeture de l'ERT, pas plus qu'elle ne conteste le mandat du gouvernement grec à gérer le secteur public", a-t-il déclaré", avant d'ajouter : "La Grèce, comme tous les autres pays européens, a besoin d'une pluralité d'offres, de liberté et de qualité des médias. Nous saluons l'engagement du gouvernement grec de lancer un groupe qui remplisse le devoir public de diffusion de manière financièrement raisonnable."

Autrement dit, il se félicite que le Premier ministre grec ait enfin appliqué cette mesure qu'il avait dû lui suggérer, on a appris qu'elle était sur le tapis depuis six mois au moins, afin que la radio et la télévision publiques grecques purgées de ses éléments critiques envers la troïka et le gouvernement, puissent redémarrer avec un effectif réduit et servile qui soutiendra

leur politique, qui vient de conduire le MSCI à retirer à la Grèce le statut de "pays développé" pour la ravalier à celui de "pays émergent" comparable à celui de la Chine ou de l'Inde. (source : euronews.fr et Reuters 12.06)

Le Monde le confirme :

Le Monde - La Commission a également rappelé la place essentielle du service public dans la démocratie européenne et salue "*l'engagement du gouvernement grec à lancer un service audiovisuel qui remplit le rôle de diffuseur public*". lemonde.fr 12.06

Donc la Commission est satisfaite et elle félicite le gouvernement, rien de plus normal en somme.

Et ce n'est pas terminé, la menace concerne l'ensemble des pays de l'UE.

L'Express - Audiovisuel: la télé publique grecque pourrait ne pas être la dernière victime de la crise - L'Express.fr -

Il n'y a pas qu'en Grèce que la télévision publique est menacée. Italie, France, Espagne, Allemagne... la crise touche l'ensemble de l'audiovisuel public européen. L'Express.fr 12.06

Le Figaro - Dans une interview, question du Figaro au député UMP des Alpes-Maritimes Eric Cotti :

Les syndicats de gauche exercent-ils selon vous un contrôle sur l'information à la télévision publique? lefigaro.fr 12.06

Du coup les néolibéraux se lâchent et se prennent à rêver à haute voix :

Atlantico - Et si la suppression de France Télévisions était le meilleur moyen de sauver la mission d'intérêt général de l'audiovisuel public (et d'éviter un destin à la grecque) ? - Atlantico.fr

Vous avez bien lu, et c'est très intéressant car cela rejoint ou confirme les intentions des autorités grecques et européennes : pour sauver "*l'audiovisuel public*", il faut le supprimer, mais comme c'est impossible, cela signifie que "*l'audiovisuel public*" remodelé n'aura pas une "*mission d'intérêt général*" que l'on pouvait déjà contester par ailleurs mais c'est une autre question, il sera entièrement soumis à des groupes de pressions privés et à la défense de leurs intérêts dont fait partie... la troïka, les banquiers, les multinationales et la boucle est bouclée.

Quelques réactions.

Aurélie Filippetti, ministre de la Culture: "*C'est un symbole tragique (...) et donc j'espère que cette décision ne sera pas définitive*". On vient de vous expliquer que non, soyez rassuré et dormez tranquille...

Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole du gouvernement: "*c'est une décision triste*". N'en faites pas trop quand même. Elle s'en fout, quoi !

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF: une mesure "*d'austérité*". Rien de politique dans tout cela, non, non, surtout pas...

Marie Georges Buffet, députée du PCF : "*Voilà où mène l'austérité*". Idem

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du parti de gauche: "*Même les colonels n'avaient pas osé fermer la télé! La servilité médiatique est mal récompensée. Payer une TV pour répéter ce que la troïka a déjà dit est une dépense inutile. De même: à quoi servent les gouvernements et les parlements?*".

S'agissant de vous, on ne se pose même plus la question !

L'histriion s'avilit une fois de plus en recourant à un amalgame infâme. Pour un peu il se réjouirait de cette mesure pour en faire une vengeance personnelle, la Commission vous en sera gré monsieur Mélenchon, on comprend pourquoi vous ne pouvez pas rompre avec l'UE, vous en êtes ici le porte-parole.

Contrairement à ce qu'il affirme, j'ai lu dans plusieurs articles que la télévision publique grecque était le seul endroit télévisuel en Grèce où des discours contradictoires pouvaient encore s'exprimer, ce qui n'existait pas sur les chaînes privées. Je pense qu'on devrait couper la parole à Mélenchon, lui dire de la fermer, est-ce un hasard si les médias aux ordres lui offrent une telle tribune, ils ont reconnu l'un des leurs.

Le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) : "*Il s'agit d'un acte de censure, d'une atteinte à la liberté d'expression, à la démocratie, mais aussi d'un brutal licenciement collectif de plus de 2600 travailleurs*". Un coup d'Etat politique, apparemment ils ne savent pas ce que c'est au NPA, jamais entendu parlé.

Souvenez-vous de ce que nous avons évoqué à de nombreuses reprises, leur objectif est d'instaurer un gouvernement mondial qui serait une dictature, et que pour y parvenir il leur faut liquider tous les droits politiques du prolétariat mais aussi des classes moyennes, tous les organismes ou institutions qui sont liés à ces droits politiques ou s'en font le relais, comme la radio ou la télévision publique, et que l'UE est un instrument permettant d'avancer vers cet objectif à partir du moment où les Etats et leurs représentants y collaborent, d'où la nécessité impérieuse de rompre sans condition avec l'UE, la BCE et l'euro...

Les partis ouvriers et bon nombre d'intellectuels ont refusé obstinément de prendre en compte cet aspect-là du combat du capitalisme, sous prétexte qu'il figurait dans la liste des arguments avancés par des illuminés ou des charlatans qui ont justement pour fonction de le galvauder en l'intégrant dans une théorie du complot délirante qui sert de repoussoir pour qu'on ne s'y intéresse pas. Et bien entendu, rongés par le dogmatisme qui les empêche de penser librement, ils ont sauté à pieds joints dans ce piège, consciemment ou non.

Aujourd'hui encore ils pratiquent le black-out sur tout un pan du combat politique que mènent les représentants de cette monarchie absolue (l'oligarchie financière) contre le prolétariat mondial. C'est ainsi par exemple que vous n'aurez pas à chercher le mot Bilderberg après la réunion que ce groupe vient de tenir en Grande-Bretagne du 6 au 9 juin dernier dans le dernier numéro (255) d'Informations ouvrières, il n'y figure pas. J'imagine que le NPA et LO ont également adopté l'omerta, car seul à leurs yeux le jeu institutionnel mériterait une attention.

Ils y sont tellement intégrés (aux institutions) qu'ils sont devenus complètement aveugles à tout ce qui se passe autour. Or, les mesures économiques, sociales ou politiques que prennent les gouvernements, les institutions, sont le produit des décisions qui ont été prises ailleurs, par ceux qui détiennent réellement le pouvoir, ils l'occultent systématiquement comme s'ils ne voulaient pas que les travailleurs en prennent conscience, ce qui rend leur discours incohérent et inaudible, puisqu'ils sont incapables de faire le lien ou plutôt d'établir les rapports qui existent entre les conséquences de la politique menée par le gouvernement et leur origine avec l'objectif final qu'ils se sont fixés et qu'ils poursuivent.

Rappelez-nous en quoi consistait la méthode du marxisme ?

Partir d'un fait qui avait valeur d'effet ou de conséquence, se poser des questions et étudier une multitude d'hypothèses pour en découvrir la cause, l'origine, remonter jusqu'à la source, analyser tous les rapports intermédiaires, etc. pour parvenir à discerner la tendance principale qui s'en dégageait, son évolution possible, sa direction ou son orientation, etc... Dites-nous, est-ce que c'est la méthode employée par ces partis ? De toute évidence la réponse est négative. A suivre.

Jeudi en fin d'après-midi

[Le chiffre du jour. 500 mille milliards de dollars](#)

Ce serait la somme qui serait manipulée quotidiennement par le biais d'instruments financiers entre les mains d'une poignée de traders travailleurs pour une quinzaine de banques, le scandale du Libor à la puissance 1000, quoi. Je mettrai en ligne ce soir cet article original publié sur le site (américain) de Rolling Stone USA, le 25 avril 2013.

Quand on lit cela, à côté on a l'impression de jouer aux billes dans la cour de récréation d'une école maternelle...

[Monarchie et oligarchie : un lien indéfectible. Pays-Bas. 1954 : Bilderberg - 2013 : le temple des paradis fiscaux.](#)

- Peugeot, Total, BNP, HSBC... Ils comptent 4.858 filiales dans les paradis fiscaux - Le Nouvel Observateur

Aucun des 50 plus grands groupes européens ne fait exception, avec pléthore d'implantations offshore. Leur paradis fiscal préféré ? Les Pays-Bas. Le Nouvel Observateur 12.06

Qui dans le mouvement ouvrier relate cette alliance, ce relation, ce lien qui dure depuis des siècles déjà entre monarchie et banquiers ? Personne, sauf ici. Etonnant, non ? Vous avez choisi le bon portail, celui de la Voix de l'Opposition de gauche... Faites-le connaître autour de vous, vous oeuvrerez à notre cause.

Il sera chez lui, c'est son domaine !

-François Hollande s'invite chez « *Capital* » - LeFigaro.fr

En famille.

-Municipales à Paris: Anne Hidalgo tend la main à EELV, au MoDem et au PCF - L'Express.fr

-Les socialistes finissent par s'entendre sur l'Europe - LeMonde.fr

Le symbole de la monarchie restauré

- Berlin reconstruit le château des Hohenzollern Saint-Paul - LeFigaro.fr

Le nouvel édifice, un centre culturel, sera doté aux trois quarts des mêmes façades baroques que l'ancien palais des rois de Prusse. En ces temps de crise et d'austérité, le coût de cette reconstruction, estimé à 590 millions, fait grincer quelques dents.

-L'Allemagne, le plus grand "borde" d'Europe - LePoint.fr

Après les Pays-Bas quand même.

L'Allemagne et ses banquiers au XVIIe siècle, la monarchie britannique et les Rothschild, la création de la Fed sur le modèle de la Banque d'Angleterre qu'ils détiennent déjà depuis un siècle, la monarchie des Pays-Bas et la première réunion du groupe Bilderberg présidée par Rockefeller, la Commission Trilatérale dont il est aussi le président, le FMI et la Banque mondiale créées à leur initiative, ainsi que l'UE, l'ONU, etc.

C'est marrant, on dirait qu'il existe comme un fil invisible qui les relie à un seul et même objectif.

Ils ont du bol franchement, nous, nous en sommes incapables, nous devons être trop cons, trop vaniteux...

Climat de guerre civile

-Le contrôle d'une femme intégralement voilée dégénère à Argenteuil - 20minutes.fr

- Excédé, le conducteur du bus scolaire force des collégiens à descendre - LeFigaro.fr

-Roland-Garros: quatre anti mariage homo seront jugés le 18 juillet - AFP

-La «salle de shoot» parisienne déchire les riverains - Liberation.fr

-Appel à manifester après le retrait de l'affiche du film "L'inconnu du lac" - AFP

Chez les gangsters.

- BCE-FMI-UE : La troïka censée sauver l'Europe de la crise a-t-elle en fait surtout organisé un énorme hold-up des contribuables européens ? - Atlantico.fr

- La BCE, soutenue par le FMI, continue de se défendre à Karlsruhe - AFP

- Peugeot, Total, BNP, HSBC... Ils comptent 4.858 filiales dans des paradis fiscaux - Le Nouvel Observateur

Confirmation.

- La Grèce ravalée au rang de pays émergent par MSCI - Reuters

Pour Anastasia Frangopoulou, professeur de français dans un lycée d'Athènes, la démocratie est en danger. «*Ce gouvernement utilise des méthodes que l'on n'avait pas vues depuis la chute de la dictature des colonels en 1974. C'est terrible. Il*

supprime sèchement un des principaux vecteurs d'information impartiale: est-on encore dans un pays européen?», interroge-t-elle.

«Le problème est que cette décision des plus brutales crée un précédent pour tous les organismes publics, estime Ilias Iliopoulos, secrétaire général du principal syndicat de la fonction publique, Adedy. À ce train-là, pourquoi ne fermerait-on pas les hôpitaux? Pourquoi ne pas licencier tous les policiers et boucler toutes les écoles? Nous ne vivons plus dans un État de droit et c'est pour cela que cette affaire va très mal finir. Les Grecs étaient peut-être à bout et ne manifestaient plus autant, mais là, ils ne se laisseront pas faire», prévient-il. lefigaro.fr 12.06

Bon, j'avais évoqué cette situation dans un article dès 2005 je crois, vous pouvez le vérifier.

[Lien de cause à effet](#)

- Au Royaume-Uni, les salaires réels baissent depuis 2008 - L'Expansion.com

- Le chômage à son plus bas depuis deux ans en Grande-Bretagne - Reuters

[A qui vous devez dire merci patron ?](#)

- Inquiétude chez les 700 salariés de LFoundry à Rousset - Reuters

... réponse :

- Arnaud Montebourg salue le sursaut industrialiste de l'UE - Reuters

[Racket de l'Etat](#)

- Hausse du prix du tabac début juillet : entre 6,50 et 7 euros le paquet - LeParisien.fr

- Le prix des paquets de cigarettes pourrait augmenter de "30 à 40 centimes" dès le 1er juillet - AFP

- Le prix du tabac augmente au 1er juillet, satisfaction des anti-tabac - AFP

Au nom de l'égalité sans doute entre fumeurs et non-fumeurs, ce sont des réacs !

[Intox](#)

- Scandale du Libor : des changements annoncés pour éviter les manipulations de taux - Atlantico.fr

- L'UE impose plus de transparence aux industries extractives - Reuters

- "En finir avec la corruption en Afrique" - LeMonde.fr

- Une moitié d'Américains d'accord pour une surveillance limitée - Reuters

[Elle les avait fabriqués elle-même !](#)

- Des dizaines d'attentats évités grâce à la surveillance, dit la NSA - Reuters

[La voix de son maître](#)

- Syrie. Londres et ses alliés doivent être "*prêts à faire plus*" - Le Nouvel Observateur

Tel est le message de William Hague, ministre britannique des Affaires étrangères à l'issue de sa rencontre avec son homologue américain. Le Nouvel Observateur 12.06

Vous pouvez compter sur eux !

ACTUALITÉ DU JOUR

En Grèce. Il faut "sauvegarder l'unité et l'avenir du gouvernement" de coalition.

Mis devant le fait accompli, les socialistes du Pasok et la Gauche démocratique ont demandé mercredi une reprise immédiate des émissions, demande ignorée par Antonis Samaras, qui y a vu une preuve que la Grèce ne doit plus être "un Jurassic Park, le seul endroit sur terre où les dinosaures ont survécu".

"On n'a pas entendu de telles réactions quand des milliers d'entreprises ont fermé et des centaines de personnes perdu leur emploi", a raillé le Premier ministre.

"Ils crient parce qu'ils ne veulent pas perdre leurs privilèges, ils ne crient pas pour défendre les droits des gens (...) C'est un nouvel exemple de l'hypocrisie qui a conduit la Grèce là où elle est aujourd'hui et d'un système qui ne veut pas renoncer à ses privilèges", a-t-il martelé.

Selon une source gouvernementale, Antonis Samaras a cependant accepté de rencontrer ses partenaires "dans les prochains jours" pour aborder la question de la fermeture de l'ERT.

L'ERT est aussi critiquée pour ses privilèges, son clientélisme, et sa mauvaise gestion, que respectée dans les milieux culturels pour l'exigence de son travail, notamment en matière de documentaires. Depuis le début de la crise de la dette en 2010, les salariés du groupe ont beaucoup souffert des coupes imposées sur les salaires, évaluées à 45% par les syndicats.

"L'ERT des privilèges s'est écroulée (...) on ne ferme pas la télévision publique, une nouvelle station sera créée très prochainement", a dit M. Samaras lors d'une conférence à la Chambre de commerce grecque à Athènes mercredi soir.

"L'ERT doit assurément être réformée et restructurée. Elle doit être améliorée mais il est essentiel que cela ait lieu alors qu'elle est en activité. Il est inacceptable que l'ERT reste fermée alors qu'il reste des questions en suspens", a déclaré Fotis Kouvélis, chef de file de la Gauche démocratique, à l'issue d'un entretien avec son homologue du Pasok.

"L'ERT est devenue le catalyseur des questions liées à la démocratie, à l'impartialité de l'Etat et à la stabilité de la voie suivie par le pays", avait estimé un peu plus tôt Evángelos Vénizélos. "Nous ne devons pas provoquer de crise sans raison", avait-il insisté dans un communiqué diffusé après une réunion des cadres du parti socialiste.

Il a affirmé qu'il y avait "une ambiance de crise politique" au sein du gouvernement et appelé M. Samaras, "à sauvegarder l'unité et l'avenir du gouvernement" de coalition, formé il y a presque un an après les législatives de juin 2012 sur fond alors d'une crise économique et sociale majeure.

Le gouvernement grec s'est justifié en invoquant un "incroyable gâchis" de l'argent public. L'ERT est doté d'un budget annuel de 300 millions d'euros. En audience cumulée, elle représente environ 13% de part de marché.

La version restructurée de l'ERT sera relancée au plus tôt d'ici quelques semaines, a-t-il dit, ou au plus tard cet automne.

Face au tollé, le porte-parole du gouvernement Simos Kédikoglou a détaillé un projet de loi portant sur la création d'"une nouvelle radio, internet et télévision grecque" qui devrait s'appeler Nerit S.A. et commencer à fonctionner d'ici fin août, avec 1.200 employés au lieu des 2.660 actuellement.

Le syndicat des journalistes a dénoncé un "coup d'Etat" destiné à museler l'information et appelé à des mouvements de grève dans tous les médias grecs.

Un haut responsable du gouvernement grec a noté qu'Athènes était pressé de démontrer aux inspecteurs de la "troïka" qu'il pouvait supprimer 2.000 postes dans la fonction publique, conformément à ses engagements, et que la fermeture de l'ERT était la seule option possible pour tenir cet objectif. Reuters et AFP 12.06

Le drapeau de l'Union européenne brûlé par des salariés de la télévision publique grecque. Plusieurs milliers de personnes se sont réunies devant le siège du groupe audiovisuel à Athènes. euronews.fr 12.06

Qu'est-ce qui permet à Samaras de tenter une telle provocation, un tel coup de force ? La complicité de tous les partis dits de gauche et les appareils syndicaux qui n'appelleront pas à la grève illimitée jusqu'au renversement du régime, pas même du gouvernement.

Mais où est donc passé Syriza ?

Pour Fotis Kouvélis, le chef de file de la Gauche démocratique "*l'ERT doit assurément être réformée et restructurée*", formidable? le Premier ministre s'y emploie. Quant au Pasok, par la voix d'Evángélos Vénizélos, le plus important c'est de préserver la coalition au pouvoir qui applique le programme de la troïka auquel le Pasok souscrit lorsqu'il déclare : "*nous ne devons pas provoquer de crise sans raison*", appelant M. Samaras, "*à sauvegarder l'unité et l'avenir du gouvernement*" de coalition.

[France. Le PS est un parti de droite avec un courant de gauche qui tourne dans le sens inverse des aiguilles d'une montre. La preuve.](#)

- Les socialistes finissent par s'entendre sur l'Europe - Le Monde

La synthèse est arrivée un peu avant minuit. Selon nos informations, les socialistes, réunis mercredi 12 juin en commission des résolutions pour élaborer leur texte d'orientation sur l'Europe qui sera présenté dimanche 16 juin lors de leur convention, ont fini par se mettre d'accord après plus de six heures de négociations.

Dans un communiqué publié peu après, le Parti socialiste indique que son projet européen, intitulé "*Notre Europe*", a ainsi "*réalisé la synthèse du texte, des différents amendements nationaux votés par les militants ainsi que des amendements fédéraux*" pour exprimer "*un soutien fort à la politique conduite par le président de la République et le gouvernement de Jean-Marc Ayrault pour une relance et une réorientation de la construction européenne*". Cette plateforme doit être le programme des socialistes pour les élections européennes de mai 2014, avec un objectif : "*battre les droites européennes*".

"*L'esprit de responsabilité de chacun a permis de nous rassembler car la période le nécessite vraiment face à la montée des populismes en Europe*", explique Jean-Christophe Cambadélis, vice-président du Parti socialiste européen et participant aux négociations. "*On a connu ces derniers jours au PS une sorte de grossesse nerveuse, estime le député parisien. Il y a eu des commentaires maladroits des résultats au lendemain du vote des militants qui n'étaient pas le fait d'Harlem Désir. Le problème n'était pas la victoire du courant social-démocrate sur la gauche du parti, mais le rassemblement de l'ensemble des socialistes derrière François Hollande pour une autre politique en Europe*". lemonde.fr 12.06

La tragi-comédie des derniers jours se termine dans l'opprobre, normal.

Vous admettez donc qu'il n'y a pas plus de courant de gauche que de beurre en branche dans ce parti, on est bien d'accord, ils viennent d'en faire la démonstration pour la énième fois, j'insiste pour les sourds et les aveugles, ceux qui sont un peu lents à la détente ou qui refusent de regarder la réalité en face. Donc tout ce qu'on a pu nous raconter dans le passé à ce sujet n'était que pure fantasmagorie ou invention, demanderez-vous ? Poser la question, c'est y répondre.

Posez-vous une autre question : Quels intérêts avaient ceux qui nous ont menti ou raconté des histoires sur le PS notamment ? Pour quel objectif combattaient-ils vraiment ? Assurément pas pour le socialisme, je vous mets sur la bonne piste...

["Ca y est : j'ai les sous"](#)

Un ancien proche de Bernard Tapie, Benoît Bartherotte, décrit jeudi dans un entretien au quotidien Sud Ouest un Bernard Tapie exultant le soir de l'élection de Nicolas Sarkozy, en mai 2007, déclarant : "*Ca y est : j'ai les sous*".

Benoît Bartherotte, homme d'affaires girondin, a connu Bernard Tapie dans les années 80, alors que lui-même se trouvait à la tête de la maison de couture Jacques Esterel.

Ce soir-là de 20087, Bernard Tapie "*semblait sûr de lui, l'avenir a prouvé qu'il avait raison, mais à court terme*", poursuit Benoît Bartherotte, très connu en Gironde pour son combat contre l'érosion de la Pointe du Cap Ferret, où se trouve sa propriété.

Pour convaincre l'Etat de choisir la voie de l'arbitrage pour régler son différend avec le Crédit Lyonnais, procédure qui lui a rapporté 403 millions d'euros en 2008, Benoît Bartherotte estime que Bernard Tapie, "*tel que je le connais, aura su promettre un arrangement électoral, comme par exemple se présenter à une élection pour bloquer la gauche à un moment décisif*". "*Le problème aujourd'hui ne viendrait-il pas du fait que le contrat n'a pas été rempli?*", s'interroge-t-il.

L'homme d'affaires, qui dit avoir eu quelques démêlés avec Bernard Tapie -- qu'il qualifie de "malin, drôle", mais manquant "*seulement (de) quelques principes moraux*" -- juge que ce dernier a été "*incontestablement*" victime du Lyonnais.

Benoît Bartherotte lui-même avait créé en 1996 l'association des petits porteurs pour l'annulation de la vente litigieuse d'Adidas (APPAVLA), dont les membres s'estimaient aussi grugés par le Lyonnais, et la justice avait condamné la banque, le 7 novembre 1996, à payer une provision de 600 millions de francs (91,5 millions d'euros) aux liquidateurs des sociétés

de Bernard Tapie.

Dans cette veine, Benoît Bartherotte qualifie la décision d'arbitrage de "*logique mais scandaleuse*". Selon lui, "*les turpitudes du Lyonnais ne font pas la vertu de Tapie*", qui avait "*risqué (...) surtout (l'argent) du contribuable*", puisque "*c'était le Crédit Lyonnais qui avait avancé la majeure partie des capitaux*". lexpress.fr 12.06

On va la faire à la manière des Tontons flingueurs, détendons-nous un instant mais tout en étant très sérieux, c'est parfaitement possible, voyez plutôt.

Au départ Tapie n'avait pas un rond ou presque en poche, mais il avait compris comment fonctionnait le système bancaire frauduleux.

Avec quelques complices qu'il n'aura pas de mal à trouver et corrompre, il allait emprunter du fric pour le placer dans des affaires pourries qui seront amenées à couler ou à être revendues. Les prêts que les banquiers lui avaient octroyés il ne les remboursera pas puisqu'ils s'étaient transformés entre temps en dettes pour les entreprises qu'ils avaient rachetées avant de les couler, par contre à titre personnel il sera indemnisé, faisant valoir que c'était à lui que les banques avaient accordé un crédit et qu'il se retrouvait dans la même situation qu'eux vis-à-vis de ces entreprises, les banques devant s'asseoir sur leurs dettes et Tapie récupérant l'argent qui ne lui appartenait pas puisque c'était les banquiers qui lui avaient prêté. Si ces boîtes étaient devenues insolvables pour rembourser les banques, par contre les banques étaient solvables pour rembourser Tapie et le tour était joué.

C'est un peu comme le mécanisme tordu mais diablement efficace, par lequel l'Etat nationalise les dettes et privatise les profits, celui qui en principe détient les richesses s'appauvrit ou se fait piller, tandis que celui qui ne produit aucune richesse s'enrichit. C'est cela le capitalisme !

Une bande "d'escrocs" à la tête de l'Etat.

L'affaire Tapie a pris une nouvelle dimension mercredi avec la mise en examen de Stéphane Richard, le PDG d'Orange et de Jean-François Rocchi, ex-président du Consortium de réalisation (CDR), pour "*escroquerie en bande organisée*".

L'enquête devrait, dans un second temps, se diriger vers Claude Guéant, secrétaire général de l'Elysée sous Nicolas Sarkozy en 2008, qui avait reçu plusieurs protagonistes pour "*valider*", selon eux, le choix de l'arbitrage.

Elle pourrait, en fonction de l'évolution des investigations, remettre en cause le statut de témoin assisté dont bénéficie Christine Lagarde, actuelle directrice générale du Fonds monétaire international (FMI).

Les enquêteurs s'efforcent de déterminer qui a pris l'initiative de proposer un arbitrage privé pour solder le conflit, s'il y a eu un accord entre Nicolas Sarkozy et Bernard Tapie et s'il a existé une entente pour biaiser le processus.

Les enquêteurs doivent également déterminer s'il y a eu des instructions de l'Elysée, les protagonistes ayant confirmé la tenue d'une réunion avec Claude Guéant à l'été 2007.

Christine Lagarde a été placée le 24 mai sous statut de témoin assisté dans ce dossier par la Cour de justice de la République.

L'ex-ministre a officiellement lancé la procédure d'arbitrage, assez inhabituelle pour le règlement d'un conflit qui engage de l'argent public et prise contre l'avis des services de son ministère et de plusieurs avocats consultés, qui prévoyaient une lourde facture pour l'Etat.

Christine Lagarde a dit à plusieurs reprises qu'elle assumait le choix de cette procédure, qui a permis à Bernard Tapie d'obtenir 403 millions d'euros avec les intérêts comme compensation pour la revente par le Crédit Lyonnais de son ancienne entreprise Adidas, dans laquelle il se dit floué.

Stéphane Richard a varié pour sa part dans ses déclarations, assurant au Canard enchaîné de la semaine dernière avoir mis en musique des instructions de l'Elysée, alors que Nicolas Sarkozy venait d'arriver au pouvoir.

Interrogé le 5 juin par Reuters, il a démenti toute pression et évoqué un "*consensus*" entre les acteurs du dossier avec "*validation de l'Elysée*". [Reuters](http://reuters.com) 12.06

Bref, il a avoué qu'ils étaient tous complices, dont Sarkozy et Lagarde, c'est suffisant. Alors qu'attend donc le juge d'instruction pour les mettre également en examen puisque les faits sont avérés ?

Crapuleux un jour, crapuleux toujours

Bernard Tapie continue de s'enrichir... grâce à l'administration. En plein coeur de l'enquête sur l'arbitrage de 2008 en faveur de Bernard Tapie dans son litige avec le Crédit Lyonnais, la Cour de cassation a annulé une créance de 3,8 millions d'euros à destination de l'Urssaf, le 4 juin. Une information révélée dans le Canard enchaîné du 12 juin.

Cette affaire remonte aux années 1990. Alors patron de l'Olympique de Marseille, l'homme d'affaire se porte caution de certaines dettes du club. Dont une de près de 3,8 millions, réclamée par l'Urssaf des Bouches-du-Rhône. Deux ans plus, tard Bernard Tapie se déclare en faillite. S'ensuit la mise en liquidation judiciaire du club. L'Urssaf informe le liquidateur de sa créance même si dès lors, il y a peu de chances pour qu'il recouvre ses millions.

C'est contre toute attente qu'en 2008, Bernard Tapie empoche 403 millions d'euros de la part du Consortium de réalisation (CDR), grâce à l'arbitrage - aujourd'hui contesté - de l'affaire qui l'oppose au Crédit Lyonnais, contentieux lié à la vente d'Adidas par l'homme d'affaires.

Une omission qui va coûter cher au contribuable

Dès lors, l'Urssaf des Bouches-du-Rhône a fait valoir sa créance auprès des liquidateurs des sociétés de Bernard Tapie. Seulement, l'Urssaf a négligé un détail de poids. C'est ce qu'indique au Monde l'avocat de Bernard Tapie, Maître Lantourne. L'organisme aurait dû confirmer l'inscription de sa créance auprès du cabinet Pierrel, chargé de la liquidation, dans un délai d'un an. Or cette omission rendrait la dette caduque. Reste au tribunal de commerce de Marseille de confirmer cet arrêt. Si tel est l'épilogue, Bernard Tapie effacera quatre millions d'euros de créances... aux frais du contribuable.

Si la décision était confirmée par le tribunal de commerce de Marseille, l'Urssaf, et donc l'Etat, se verraient contraints de renoncer à 3,8 millions d'euros, au bénéfice de Bernard Tapie. La date de l'audience n'a pas encore été fixée. lexpress.fr 12.06

Pour parler vulgairement, j'ai l'impression que Tapie les a tous baisés, Mitterrand et le PS, Sarkozy et l'UMP, et ils veulent avoir sa peau, ce qui est intéressant, c'est qu'ils risquent tous d'y laisser des plumes, alors on les encourage à persévérer !

Si après toutes ces affaires les travailleurs n'ont pas envie de vomir le capitalisme c'est à n'y rien comprendre... A mon avis, ils n'en peuvent plus déjà.

[L'UMP ou la blanchisserie](#)

Affaire Wildenstein: nouvelle mise en examen pour blanchiment de fraude fiscale

Liouba Wildenstein, veuve d'Alec Wildenstein, l'un des héritiers de la célèbre famille de marchands d'arts, a été mise en examen mardi pour blanchiment de fraude fiscale, selon les informations recueillies par *L'Express*. L'un de ses avocats, maître Jérôme Casey, n'a pas souhaité confirmer cette information.

Depuis la mort de son mari en 2008, Liouba Wildenstein est engagée dans une bataille avec son beau-frère Guy et le reste du clan. A la mort d'Alec, la veuve hérite en effet d'une dette fiscale de 5 millions euros, qu'elle ne peut honorer. Plusieurs millions d'euros l'attendent pourtant dans un trust aux îles vierges britanniques, argent dont elle ne peut disposer à sa guise, les fonds étant placés sous protection de l'avocat suisse Peter Altorfer, proche de Guy Wildenstein. Son beau-frère lui propose alors un accord: un prêt de plusieurs millions d'euros remboursé avec l'argent bloqué aux îles vierges. Une façon de frauder le fisc français par personne interposée.

Une affaire aux ramifications politiques

Au delà de la bataille familiale, l'affaire Wildenstein a une résonnance politique. Guy Wildenstein fut l'un des principaux donateurs de l'UMP, très impliqué dans la campagne de 2007. Suite à une plainte déposée en 2011 par le ministre du Budget François Baroin, Guy Wildenstein a été mis en examen le 24 janvier 2013 pour fraude fiscale et blanchiment de fraude fiscale. Les ayants droit de Daniel Wildenstein, le père, sont en outre aujourd'hui la cible d'un redressement fiscal d'un montant de 600 millions d'euros, pénalités non comprises, dont 250 millions d'euros sont réclamés à Guy Wildenstein.

Le 28 mai dernier, Paris Match consacrait un dossier de huit pages au destin de Liouba Wildenstein, née Stoupakova. "*Cette femme en guerre contre les survivants du clan doit aussi persuader les autorités françaises de sa totale innocence dans le dossier de fraude fiscale. car elle est pour l'instant soupçonnée au même titre que ses pires ennemis*", concluait l'article. lexpress.fr 12.06

[Quand les trusts pharmaceutiques achètent un député, puis un ministre.](#)

Des détectives mandatés par l'épouse de Jérôme Cahuzac affirmaient dès octobre 2012 détenir une liste de laboratoires

ayant alimenté le compte caché de l'ex-ministre du Budget, a déclaré mercredi l'ancien agent du fisc Rémy Garnier devant la commission d'enquête parlementaire.

Cet inspecteur des impôts du Sud-Ouest à la retraite, un des premiers à avoir évoqué, dans un mémoire à sa hiérarchie, un compte suisse de Jérôme Cahuzac, a affirmé avoir rencontré le 3 octobre, à leur demande, les détectives privés Alain Letellier et Florent Pedebas.

Selon lui, ils étaient mandatés par Patricia Cahuzac, en instance de divorce avec l'ex-ministre. Alain Letellier "*était au courant*" de l'existence du compte caché, a assuré Rémy Garnier, précisant que le détective avait "*apparemment*" été informé par Patricia Cahuzac.

Les deux hommes "*avaient des documents sous les yeux avec une liste de laboratoires qui auraient alimenté le fameux compte*", mais n'ont pas voulu la communiquer à l'ancien agent du fisc, a-t-il ajouté.

"*A un moment donné il a été question de 1,5 million d'euros*", a expliqué Rémy Garnier, tout en soulignant que les détectives lui ont affirmé ne pas avoir les montants des versements laboratoire par laboratoire. AFP 12.06

de 600.000 euros voilà que l'on passe à 1,5 million d'euros, combien de millions en réalité ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- « *Les pays occidentaux, sous la houlette des Etats-Unis, en armant les terroristes opérant en Syrie, sont responsables des crimes et exactions commis à l'encontre du peuple syrien*""", a fait remarquer mardi le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian, lors d'une conférence de presse à Moscou. « *Nous sommes témoins du cours continu de l'envoi d'armes de part des Etats-Unis et des pays européens vers la Syrie, en dépit de la présence active des organisations terroristes telles qu'Al-Qaïda et le Front Al-Nosra,* » a déploré Amir-Abdollahian, soulignant que le soutien appuyé de l'Occident aux terroristes actifs en Syrie a fait déborder l'insécurité vers les pays voisins. Il a rappelé qu'aucun des voisins de la Syrie ne resterait exempt de ce débordement de l'insécurité et que la poursuite des soutiens aux terroristes dirigerait l'insécurité vers le régime sioniste. « *La position de la RII consiste à soutenir simultanément le peuple syrien, l'opposition politique et les réformes appliquées par le gouvernement Assad* », a réitéré Amir-Abdollahian. french.trib.ir 12.06

1.2- Le représentant permanent de la Syrie auprès de l'ONU, Bashar Jaafari accuse certains membres occidentaux du Conseil de sécurité d'atermoiements dans les enquêtes indépendantes internationales sur l'usage des armements chimiques en Syrie, s'inquiétant de la révélation des réalités. french.trib.ir 12.06

2- Egypte

Des affrontements ont éclaté ce soir au Caire, près du ministère de la Culture, où était prévu un sit-in organisé par des artistes et des intellectuels appelant à la démission du ministre.

Des dizaines de manifestants islamistes et des militants anti-gouvernementaux se sont affrontés avant l'intervention de la police.

Plusieurs personnes ont été blessées, selon les rapports d'un journaliste de l'agence France-Presse. Des dizaines d'intellectuels campent devant le bureau du ministre, et l'accusent de vouloir « *islamiser* » la culture, en annonçant qu'ils ne vont mettre un terme à leur mouvement de protestation qu'après sa démission. french.trib.ir 12.06

3- Israël

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a ordonné mercredi le retrait d'un communiqué particulièrement conciliant sur le processus de paix avec les Palestiniens, qui devait être publié lors d'une visite en Pologne, ont rapporté les médias.

Ce communiqué conjoint avec le gouvernement polonais, préparé par des membres du Conseil national de sécurité, organisme dépendant du Premier ministre, affirmait que "*les mesures unilatérales prises par l'une ou l'autre partie sont contre-productives pour parvenir à une paix durable*".

Cette formulation correspond à celle des États-Unis lorsqu'ils critiquent les projets de colonisation israéliens.

Le texte proclamait en outre que *"la légitimité de l'État d'Israël et la sécurité de ses citoyens, tout comme le droit des Palestiniens à un État ne doivent jamais être remis en cause"*, sans mention de l'exigence de M. Netanyahu que l'État palestinien soit démilitarisé et reconnaisse Israël comme *"État juif"*.

Selon la radio militaire, M. Netanyahu, qui n'avait pas été consulté par les auteurs du communiqué, en a exigé au dernier moment le retrait.

Cette décision est survenue au lendemain de l'annonce de la constitution d'un groupe de pression d'une quarantaine de députés sur 120 en faveur *"d'Eretz Israël"* (Israël aux frontières bibliques), qui s'oppose à la création d'un État palestinien et prône la relance tous azimuts de la colonisation.

Ce lobby comprend trois ministres de partis favorables à la colonisation juive ainsi que des députés du Likoud, le parti de M. Netanyahu. Trois autres ministres du Likoud ont également envoyé une lettre de soutien, alors que, selon le quotidien Haaretz M. Netanyahu avait interdit aux ministres de son parti de prendre officiellement part à ce groupe de pression.

Selon le correspondant diplomatique du journal, *"la formulation surprenante du communiqué a alimenté des spéculations sur le fait qu'il s'agissait d'une tentative pour dissiper la mauvaise impression faite par les déclarations du vice-ministre de la Défense Danny Danon la semaine dernière"*.

Mais *"le communiqué n'était pas le résultat d'une décision délibérée du Premier ministre d'envoyer un message modéré à la communauté internationale. Il s'agissait plutôt d'une négligence de la part de Netanyahu et ses principaux conseillers"*, estime-t-il.

Un diplomate israélien a affirmé à l'AFP que ce cafouillage illustre *"l'amateurisme ambiant"*, au moment où le personnel du ministère des Affaires étrangères proteste contre la dégradation de son statut et de ses conditions salariales.

"Voilà ce qui arrive lorsqu'on fait de la diplomatie sans diplomates", a commenté ce responsable sous le couvert de l'anonymat.

M. Netanyahu avait réaffirmé dimanche son engagement à un État palestinien dans le cadre d'un accord de paix, en réponse à M. Danon, lui aussi membre du Likoud, qui avait affirmé que le gouvernement ne soutiendrait pas une solution à deux États.

"Cet accord sera fondé sur un État palestinien démilitarisé qui reconnaît l'État juif, et sur des mesures de sécurité fermes, fondées sur les Forces de défense israéliennes (l'armée, NDLR)", a déclaré le chef du gouvernement au début du Conseil des ministres. AFP12.06

ECONOMIE

1- Grèce

Le fournisseur d'indices MSCI a sévèrement déclassé la Grèce en lui redonnant un statut de pays émergent, avec une pondération bien plus faible que lorsqu'elle avait quitté cette catégorie il y a 12 ans pour intégrer l'indice des pays développés.

Le changement de catégorie pour la Grèce signifie que beaucoup de fonds de pension et, de manière générale, les investisseurs plus prudents cesseront d'investir dans le marché local.

De plus, la Grèce n'aura qu'une pondération minuscule de 0,3% dans l'indice MSCI des pays émergents, moins que celle de 0,4% attribuée au Qatar et aux Emirats arabes unis, promus dans cette catégorie alors qu'ils avaient jusque-là un statut de marchés frontières.

Avant sa promotion en 2001 dans l'indice des pays développés, la Grèce avait une pondération de 5% dans l'indice des émergents. Elle en sera à présent l'une des composantes les plus faibles.

Athènes n'avait qu'un poids symbolique de 0,01% dans l'indice des pays développés mais l'appartenance à cette catégorie, qui pèse un total de 29.000 milliards de dollars, était importante pour son image auprès des investisseurs internationaux.

MSCI a également abaissé la classification du Maroc en faisant passer son indice dans la catégorie des marchés frontières au lieu

des marchés émergents.

La reclassification de la Grèce et du Maroc prendra effet lors des révisions semi-annuelles de novembre 2013 et celle du Qatar et des Emirats en mai 2014, a ajouté MSCI.

MSCI, qui couvre en tout 79 marchés, modifie sa classification en fonction de critères d'accessibilité portant par exemple sur la liquidité.

La Corée du Sud et Taiwan, actuellement dans la catégorie des marchés émergents, restent sous surveillance en vue d'une reclassification dans les marchés développés.

L'annonce de la promotion du Qatar et des Emirats arabes unis dans l'indice des pays émergents a fait bondir la Bourse de Doha de 1,75%, à son plus haut depuis septembre 2008. Reuters 12.06

2- Iran

British Petroleum a placé l'Iran en tête des pays détenteur des réserves de gaz , bien devant la Russie. les réserves gazières du monde qui sont sous-évalués par BP s'établissent à 187.3 trillions mètres cubes fin 2012. Ces réserves seront épuisées au bout de 56 ans.

Selon cette évaluation, la Russie qui occupait pendant plusieurs années le peloton de la production gazière du monde a vu passer ses réserves de 44.6 à 32.9 trillions mètres cubes . Ce qui fait de l'Iran avec 33.6 trillions mètrescubes, le premier détenteur des réserves en gaz dans le monde. Selon les BP les réserves pétrolières de l'Iran et de l'Irak sont en hausse de plusieurs milliards de mètres cubes. Ces deux pays sont ainsi classés troisième et quatrième producteurs pétroliers du monde; Le Venezuela est le premier. french.irib.ir 12.06

3- Inde

La banque centrale indienne est intervenue pour endiguer la chute de la roupie qui a atteint son plus bas niveau face au dollar cette semaine, a indiqué mercredi une source gouvernementale tout en précisant que l'organisme ne défendait "*aucun taux particulier*".

L'intervention mardi de la Reserve Bank of India (RBI) a permis à la devise de se renforcer face au billet vert en s'échangeant mercredi à 58,12 roupies pour un dollar. Avant l'intervention de la RBI, elle s'échangeait à 58,98 roupies

"*Nous ne défendons aucun taux particulier*", a commenté mercredi sur une chaîne de télévision le responsable adjoint de la Commission au plan, Montek Singh Ahluwalia.

"*Mais dans le même temps, la RBI intervient lorsqu'elle pense que les choses vont un peu trop loin*", a-t-il ajouté.

Les analystes estiment que la banque centrale ne peut intervenir de manière importante pour soutenir la roupie car elle doit conserver suffisamment de devises étrangères pour les importations. Elle dispose actuellement d'assez de réserves pour sept mois d'importations, son plus faible niveau depuis 13 ans.

La faiblesse de la roupie rend les produits d'importation plus coûteux, en particulier le pétrole dont l'Inde dépend fortement, et contribue à alimenter un taux d'inflation déjà élevé.

Cette dégringolade survient dans un contexte de sévère ralentissement de l'activité de la troisième puissance économique d'Asie, qui a enregistré en 2012-2013 sa plus faible croissance en dix ans, à 5%. AFP 12.06

Je l'avais annoncé hier, l'économie indienne s'effondre...

[Haut de page ↗](#)

Le 14 juin 2013

[CAUSERIE](#)

Il est déjà 0h15 à Pondichéry, je télécharge dans le serveur une vingtaine de nouveaux articles et je vous souhaite une bonne

soirée ou une bonne journée. A tout à l'heure...

[Retour sur quelques infos.](#)

1- Parole d'un serviteur du régime

J'infâme Mélenchon s'est donc félicité de la fermeture de la télévision publique grecque en déclarant que "*la servilité médiatique est mal récompensée. Payer une TV pour répéter ce que la troïka a déjà dit est une dépense inutile.*"

Ainsi on a là la nature de ce sale type, réactionnaire. Il est vrai que les journalistes font preuve d'un manque de perspicacité en France en ne prenant pas en compte votre propre servilité envers le régime, que voulez-vous, vous l'avez dit vous-même, ils sont à votre image ou celle du régime ce qui revient au même.

De notre côté, même si nous n'en pensons pas moins en règle générale sur la télévision publique, nous faisons preuve de retenue, car nous estimons que le moment est fort mal choisi pour la critiquer, de la même manière que nous évitons de critiquer le régime d'Assad en Syrie, le Hezbollah ou l'Iran. Nous le faisons, mais ailleurs, à part, et sans concession bien entendu.

On pourra mettre cela sur le plan tactique à la nécessité de faire avec des paradoxes qu'il nous faut gérer au mieux sans se fourvoyer et en demeurant fidèle à notre engagement politique. Ce n'est pas toujours facile et on prend le risque d'être incompris sans pouvoir y échapper totalement, peu importe, l'essentiel pour nous est de ne pas nous renier.

On a compris que pour Mélenchon ses petites affaires personnelles sont prioritaires et que le combat politique qu'il prétend mener ne sert que ses propres intérêts qu'en dernière analyse. Il n'a rien à envier au PS ou à ces soit-disant opposant au sein de la CGT qui fait l'objet de nos sujets suivants.

2- PS : la menace.

Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, au PS ils parviennent toujours à réaliser la synthèse des différentes motions ou des différents courants qui s'affronteraient à l'intérieur de ce parti, unité, consensus, ils finissent toujours par se déclarer d'accord sur le fond, ce qui nous fait dire à juste titre qu'il s'agit en réalité d'une grotesque mise en scène. On vient d'en avoir une nouvelle démonstration sur l'Europe.

Pas n'importe comment, ils ont ressorti pour l'occasion le spectre de l'extrême droite après avoir instrumentalisé la mort de ce pauvre garçon, Méric Clément, ils comptent bien l'exploiter pour récupérer des voix aux municipales et aux européennes, prônant la nécessité de "*nous rassembler car la période le nécessite vraiment face à la montée des populismes en Europe*" que la politique du gouvernement alimente au quotidien.

Face à cette menace, ne dispersons pas nos forces ou nos voix, rassemblons-nous derrière notre chef bien aimé, le parti qui est au pouvoir qui s'emploie à lutter contre toute forme de discrimination et d'inégalité comme il vient de le démontrer en légalisant le mariage homosexuel...

Le discours et la méthode sont bien rodés, ils datent des années 70-80.

- Européennes 2014: un sondage place le FN juste derrière l'UMP et devant le PS - L'Express.fr

Je voudrais ajouter un mot, une précision.

On pourrait nous reprocher de ne pas avoir dénoncé l'agression dont a été victime Méric Clément comme une agression politique, parce que dès le début nous avons compris que ce garçon et ses camarades se sont livrés à une vulgaire provocation qui ne pouvait que tourner à leur désavantage, autrement dit, délibérément alors que le rapport de forces n'était manifestement pas en leur faveur, au lieu de faire marche arrière, ils ont persisté jusqu'à l'absurde qui n'avait plus rien à voir avec la défense d'une cause politique mais bien plutôt avec un règlement de compte personnel, sans oublier qu'ils étaient à l'origine de cette bagarre, or nous ne pouvons pas nous situer sur ce terrain-là sous peine de trouver des circonstances atténuantes à l'autre partie, pour un peu on pourrait nous confondre avec un Mélenchon qui s'accommode de l'UE, de l'euro, de l'ONU, auxquels ils trouvent des qualités.

C'est aussi pour cette raison, et pour ne pas être confondu avec tous les opportunistes larmoyants et pitoyables qui se sont précipités avec leurs mouchoirs pour s'épancher sur le triste sort de ce garçon, que nous nous sommes abstenus d'exprimer tout ce que nous avait inspiré ce drame, nous nous sommes fait violence, nous nous sommes retenu d'exprimer la tristesse et la rage que cette violence aveugle nous inspirait, notre dignité et celle de ce garçon nous l'imposaient. Certains n'ont peut-être pas compris ma réaction, cette précision les y aidera peut-être.

3- Le mouvement ouvrier a déserté, capitulé.

Hier par curiosité mais aussi pour en avoir le coeur net comme l'on dit, je me suis connecté sur plusieurs courants de la CGT pour voir s'il y en avait qui appelait au boycott de la conférence antisociale des 20 et 21 juins prochains, en vain, aucun n'y appelle, ce sont tous des guignols, ils ne valent pas mieux que Mélenchon.

Du coup je me suis fait cette réflexion, quand il s'agit de voler au secours d'un gauchiste qui s'est livré bêtement à une provocation au péril de sa vie tout en servant notamment de prétexte au PS pour ressortir le spectre de l'extrême droite, tous ce que comptent d'anticapitalistes le pays répondent tous présents à l'appel, mais quand il s'agit de s'attaquer vraiment, dans la pratique au capitalisme, il n'y a plus personne, sauf le groupe GMI à ma connaissance. J'espère que cela ne vous aura pas échappé. Les faits sont cruels.

4- Une hypothèse hypothéquée

Une idée m'a traversé l'esprit une fraction de seconde, elle est peut-être complètement farfelue, ce qui arrive souvent quand on pense en boucle 24h/24 ou qu'on se pose des centaines et centaines de questions, il y a des déchets.

N'auraient-ils pas projeté de profiter de l'augmentation de l'espérance de vie et de la baisse en moyenne de la fécondité dans les pays les plus développés, pour à un moment donné liquider cette couche de la population particulièrement nombreuse faible et vulnérable, les 60 ans et plus devrait atteindre près de 3 milliards en 2100 sur une population totale de 11 milliards ?

Il en resterait encore 8 milliards, beaucoup trop. Ce qui nous fait dire que leur projet eugéniste était soit une supercherie parce qu'il leur sera impossible de le réaliser, alors que nous sommes convaincus de son existence, soit d'ici là de gigantesques bouleversements naturels ou qui seront les conséquences de la survie du capitalisme surviendront.

Sachant que le capitalisme est au bout du rouleau et qu'il ne peut que développer la barbarie à l'échelle de la planète, on a envie de dire qu'ils se livrent à une extrapolation ou une manipulation en envisageant que la population mondiale pourrait augmenter sans cesse et dans une telle proportion jusqu'à la fin du siècle.

Il va arriver un moment, et c'est déjà le cas dans certains pays, où la courbe de l'espérance de vie va s'inverser, du fait de pandémies qui feront des ravages à grande échelle ou de la paupérisation croissante de la population associée à la surexploitation, des conditions d'existence et de travail infernales, on peut ajouter que de plus en plus d'hommes et de femmes vont devenir stériles, que les défenses immunitaires vont diminuer à cause de l'ingérence croissant d'éléments chimiques nuisibles à la santé, provenant de notre environnement, de l'alimentation ou de médicaments, bref, tout porte à penser qu'on s'orienterait plutôt vers une situation inverse à celle qu'ils décrivent.

Et puis va se poser le problème de l'eau, de la nourriture, de l'espace nécessaire pour faire vivre et cohabiter ces 11 milliards de prédateurs de la nature, de la faune et de la flore, des richesses minérales que renferme la planète, participant à des bouleversements climatiques dont on a commencé à prendre conscience, mais dont l'enjeu demeure moins important que le profit des capitalistes, situation avec laquelle finalement la bonne conscience du petit bourgeois écologiste s'accommode parfaitement puisque le capitalisme lui permet d'avoir un niveau de vie confortable.

5- Où veulent-ils en venir réellement ?

Grâce au progrès réalisé au cours des deux dernières décennies dans les domaines de l'électronique, de l'informatique, des télécommunications et des nanotechnologies, ils sont en mesure de fixer le cours de n'importe quelle marchandise dans le monde, matières premières, produit finis, prêts, obligations ou bons du Trésor, bref, tout ce qui s'achète et se vend, sans tenir compte de l'économie productive ou réelle, des marchandises ou des services réellement existant, de leur valeur, etc. de telle sorte qu'ils sont en train de détruire le capitalisme, les bases sur lesquelles il reposait et sur lesquelles reposaient aussi le socialisme, donc c'est extrêmement grave pour l'humanité entière.

Quels sont "*les enjeux des négociations de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Europe*" demandent le journal *Le Monde*, on vient de les évoquer.

Comment procède-t-il ? Ce serait trop de se lancer ici dans une démonstration pour l'analyser en détail, j'ai déjà eu l'occasion d'aborder cette question dans différentes causeries.

Disons en gros qu'ils substituent au produit né des rapports sociaux de production, la plus-value, dont le taux et le volume varient au rythme ou en fonction de l'évolution des contradictions du capitalisme mondial, dont la lutte des classes, une valeur fictive aux marchandises qu'ils fixent et qu'ils sont les seuls à pouvoir contrôler, de telle sorte qu'ils s'émancipent de tout autre rapport, tous les rapports que génèrent le capitalisme dans la société sont totalement soumis à leur emprise, sans qu'aucun ne puisse contrarier leur domination absolue... Ils ont créé des structures et des instruments financiers qui leur ont permis de

gangrener l'économie réelle au point d'en prendre le contrôle sur le plan politique, puisque leur objectif est politique, l'établissement d'un gouvernement mondial.

C'est ainsi que tous les Etats, les institutions, les partis, les syndicats leur sont acquis à des degrés divers sur les plans national ou international, d'où l'absence de parti ouvrier révolutionnaire et d'Internationale, ce qui ne signifie pas qu'il n'existerait pas une véritable opposition politique à leur projet, elle est disloquée et ne parvient pas à avoir une vision globale de ce qui est réellement en train de se passer sous ses yeux, elle est à l'image du vieux capitalisme qui se disloque sans que rien en sorte parce qu'elle demeure prisonnière d'une interprétation du monde qui ne correspond plus à la réalité, elle se déchire sans cesse et ne parvient à se rassembler pour constituer un pôle de regroupement pour les millions de travailleurs qui dans chaque pays refusent d'être ravalés à l'état d'esclaves.

"Les enjeux des négociations de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Europe" consistent à franchir une nouvelle étape dans l'intégration de l'Europe dans ce projet de gouvernement mondiale, d'en rendre dépendant l'Europe au point de ne plus pouvoir en sortir, faire marche arrière. Ce qui signifierait à terme, comme c'est déjà le cas aux Etats-Unis, la disparition de toute opposition politique au Nouvel ordre mondiale en construction qu'incarne la dictature de l'oligarchie financière, et donc l'impossibilité dans laquelle nous nous retrouverions de s'y opposer, de le combattre, encore moins de le renverser, c'est l'objectif de ces pseudo-négociations puisque tous les acteurs qui y participent sont gagnés au néolibéralisme ou en sont de fervents partisans, quel que soit l'étiquette politique sous laquelle ils se présentent, la droite et la gauche disparaissant totalement puisque à l'arrivée tous les rapports entre les classes, la lutte des classes devraient avoir disparu.

L'enjeu de ces pseudo-négociations réside dans la tentative d'en finir avec les contradictions du capitalisme qui demeurent persistantes en Europe du fait de la particularité de chaque Etat, d'accélérer la mise au pas des capitalistes récalcitrants dont un grand nombre sont amenés à disparaître au profit des plus puissants qui détiendront le pouvoir économique et politique, l'UE ayant été fondée dans cette perspective, fonctionnant déjà pour atteindre cet objectif...

Reste à savoir si le prolétariat va être ou non en mesure de se doter d'une nouvelle direction à temps, on a envie de dire que c'est très mal parti, mais en même temps on n'a pas le droit d'en douter, je ne sais pas si vous mesurez exactement la terrible responsabilité qui pèse sur les épaules de nos dirigeants, tout dépend d'eux, on peut préciser sans exagérer l'avenir de l'humanité.

Vous comprendrez ou non je n'en sais rien, qu'en ayant parfaitement conscience de ce qui est en train de se jouer aujourd'hui, nous ne laissons absolument rien passer aux opportunistes, aux traîtres, aux jaunes. Espérons que certains dirigeants sont encore capables d'évoluer, c'est la raison pour laquelle nous ne voulons pas les juger individuellement, nous combattons leur politique parce qu'elle ne prend pas en compte cette dimension de la situation, nous restons ouverts à la discussion, car c'est uniquement ensemble qu'on pourra s'en sortir ou aller de l'avant.

Ce que je viens d'exposer résume la situation mondiale.

[For ever](#)

- Le directeur technique de la CIA, Gus Hunt, aurait déclaré vouloir collecter des quantités massives d'informations et "*les conserver pour toujours*", rapporte FCW. lemonde.fr 13.06

[Samaras fait un émule : Erdogan.](#)

Les autorités turques, contrôlées par le gouvernement Erdogan, ont infligé de fortes amendes à quatre chaînes de télévision (Halk TV, Ulusal TV, Cem TV et EM TV) qui avaient diffusé des images en direct de la répression place Taksim.

Selon le Conseil supérieur de la radio et la télévision, les images de la dispersion des protestataires « *nuisent au développement physique, moral et intellectuel des enfants et des adolescents* ». Réseau Voltaire 12.06

[Une page Internet et une vidéo](#)

1- Uranium appauvri : les articles et documentaires les plus vus (Iraq, Afghanistan, Gaza, Libye...)

<http://www.internationalnews.fr/article-uranium-appauvri-les-articles-et-documentaires-les-plus-populaires-iraq-afghanistan-gaza-libye-118339637.html>

2- La vérité sur la route de Damas : entretien avec M. Mohamed Najib Elji, chargé d'affaires auprès de l'Ambassade de la République Arabe de Syrie à Paris

<http://www.prussia.tv/La-verite-sur-la-route-de-Damas-entretien-avec-M-Mohamed-Najib-Elji-charge-d-affaires-aupres-de->

I-Ambassade-de-la_v273.html

Entretien avec M. Mohamed Najib Elji, chargé d'affaires auprès de l'Ambassade de la République Arabe de Syrie à Paris

Nous avons souvent évoqué la situation de la Syrie dans ce journal. Voici deux ans que cet état souverain doit faire face à un mouvement armé terroriste sur son sol, dont 80% des combattants sont des étrangers entraînés, payés et armés par des puissances étrangères dont le Qatar, l'Arabie Saoudite, la Turquie, Israël, les USA et , malheureusement, la France. Le cortège d'horreurs commis par ces mercenaires s'accompagne d'une destruction systématique des richesses patrimoniales de la Syrie. Mais il s'accompagne aussi d'une désinformation continue de la part des médias occidentaux et de la chaîne de propagande qatari, Al Jazira.

Nous sommes donc allé à la rencontre de la représentation diplomatique syrienne à Paris. Mme l'Ambassadrice Lamia Shakkur ayant été expulsée par François Hollande, 15 jours à peine après son élection en mai 2012, c'est M. Mohamed Najib Elji, chargé d'affaire auprès de la délégation diplomatique syrienne à Paris, qui a bien voulu répondre à nos questions. Au cours d'un long entretien de plus d'une heure, nous avons pu aborder avec lui, en toute liberté, la situation militaire, la guerre médiatique, les souffrances du peuple syrien mais aussi sa détermination à conserver sa liberté face à un agresseur qui n'est pas syrien, mais également ses appuis en Russie ou en Iran.

Pour l'anecdote, nous sommes les premiers journalistes en France à avoir demandé une interview à l'Ambassade de Syrie. Depuis 2011, pas un seul journal, pas une seule radio, pas une seule télévision n'a eu l'idée de donner la parole aux représentants légaux du peuple Syrien en France... Enfin, sachez que si en Syrie les chaînes françaises continuent d'être diffusées sans aucune censure, en France, les chaînes syriennes ont toutes été censurées. Des fois que vous auriez eu l'idée de vous informer par vous-mêmes. internationalnews.fr 13.06

ACTUALITE EN TITRES

[Et c'est reparti !](#)

- Européennes 2014: un sondage place le FN juste derrière l'UMP et devant le PS - L'Express.fr

[Retraites. Auto-conditionnement.](#)

- Retraites: préférez-vous travailler plus ou cotiser plus? - L'Expansion.com

Ni l'un ni l'autre ! Non, ce n'est pas la bonne réponse :

- Retraites: 52% des Français préfèrent travailler plus longtemps que cotiser davantage - AFP

...tous et pas de jaloux !

- Retraites : les Français veulent aligner public et privé - LeFigaro.fr

Notez bien que c'est fort possible, c'est même probable. Quand le mouvement ouvrier est réactionnaire, vous ne voudriez pas tout de même pas que la majorité des masses ne le soient pas, elles sont paumées, non ? A qui la faute ? Vous avez là la réponse.

[A bas le social à l'origine de la crise !](#)

- La flambée des dépenses sociales plombe le budget des départements - 20minutes.fr

Entre nous, et le pire c'est que c'est vrai quelque part... Quoi donc ? Pardi, que le social est incompatible avec le capitalisme !

[Inhumanité et barbarie.](#)

Chez ces névrosés calculer combien coûte chacun de nos gestes est devenu une obsession.

- Les Français "*travaillent*" 15 heures par semaine en dehors de leur emploi - L'Express.fr

- Les Français ont consacré 57 milliards d'heures à la production "*maison*" en 2010 - AFP

Cuisine, ménage ou bricolage: les Français ont, en 2010, consacré 57 milliards d'heures à la production dite "*maison*", estimée à 959 milliards d'euros, selon une étude de l'Insee à paraître vendredi. AFP 13.06

[Paranoïa grandeur nature pour mieux vous soumettre, vous briser...](#)

- Simulation d'une attaque au gaz sarin à Lyon - euronews.fr

Quelle utilité ? Aucune, la preuve.

- La Commissaire européenne à la coopération internationale, Kristalina Georgieva : "*Il y a peu de chances de vivre une attaque chimique, biologique, radiologique, ou nucléaire*". Vous parlez d'une "*chance*", pour un peu elle le regretterait !

Sauf vous rendre paranoïaque, briser votre résistance, vous affaiblir psychologiquement, ils mènent aussi la guerre sur ce plan-là quotidiennement, sournoisement, comment, en vous poussant à vous résigner à accepter de vous placer derrière le régime, à le soutenir, car votre sort pourrait devenir bien pire dans le cas contraire, ne dit-on pas : on sait ce qu'on quitte mais on ne sait jamais ce qu'on va trouver

- Sidérurgie: l'UE affiche sa détermination face à la Chine et saisit l'OMC - AFP

Après les Etats-Unis...

- La Chine est-elle le plus grand bandit du commerce international ? - Atlantico.fr

Vous pouviez écrire bandit tout court...

[Autorisation carcérale pour la Cnil.](#)

- La Cnil a autorisé l'église mormone à numériser l'état civil français - 20minutes.fr

[Intox](#)

- Contre l'évasion fiscale, le G8, sous pression, progresse peu - Reuters

Lire pas du tout, quand on a à l'esprit qu'ils manipulent quotidiennement les taux sur un montant de quelque 500 mille milliards de dollars, c'est vraiment nous prendre pour des demeurés. Reuters 13.06

- Le sort de l'exception culturelle se joue demain à Bruxelles - L'Expansion.com

Ben voyons, parce que Bruxelles et Washington ce ne seraient pas la même boutique !

Quelle mauvaise volonté, ingrats, fainéants, profiteurs !

- Même formés, les chômeurs ont du mal à retrouver un emploi - L'Expansion.com

[Les sionistes exposent leur oeuvre](#)

- Netanyahu inaugure à Auschwitz une exposition israélienne sur la Shoah - AFP

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Vous y passerez tous !](#)

L'ampleur des sacrifices des fonctionnaires, électorat traditionnel des socialistes, est l'une des inconnues du débat qui sera lancé vendredi avec la remise au Premier ministre Jean-Marc Ayrault du rapport de Yannick Moreau.

"J'entends que certains voudraient que la réforme des retraites soit une réforme du secteur public, mais ce n'est pas le seul sujet", affirme Marisol Touraine. "L'effort nécessaire devra être justement réparti sur l'ensemble des Français",

Une autre ministre dénonce "un discours de droite qui voudrait résumer la réforme des retraites au régime des fonctionnaires".

Dans une période de crise majeure où les Français attendent toujours les résultats de la politique engagée, le spectre de 1995 est dans tous les esprits.

Cette année-là, trois semaines de fronde sociale avaient contraint le Premier ministre Alain Juppé à abandonner son plan de réforme des retraites et de la Sécurité sociale qui prévoyait notamment d'appliquer aux fonctionnaires et aux entreprises les mesures imposées aux salariés du secteur privé.

En coulisses, François Hollande a exhorté le gouvernement à éviter toute cacophonie sur ce sujet sensible. "Seuls les ministres directement concernés s'exprimeront dans la presse", a prévenu le président, selon une ministre.

L'exécutif peut aussi craindre une radicalisation de la gauche extrême, sévère à son égard depuis le début du quinquennat, notamment sur les choix budgétaires et européens.

"Nous ne sous-estimons pas la difficulté de la réforme, mais le président de la République et le Premier ministre sont sereins", dit une ministre.

"Il y a un climat qui nous préserve un peu d'une possible mobilisation sociale" estime le ministre. "Mais je suis peut-être trop optimiste".

"Certains annoncent des drames, du sang et des larmes, ce n'est pas du tout la réforme qu'on essaie de faire", déclare un conseiller du président, qui espère recueillir à cette occasion les fruits de sa priorité donnée au dialogue social.

Mais la Commission européenne, qui a accordé deux ans de répit, jusqu'en 2015, à la France pour ramener sous déficit à 3% du PIB, a sommé Paris de procéder à une réforme ambitieuse et risque de mal réagir si le système n'est que retouché.

"Il va mettre tout, de manière à ce que la concertation puisse être engagée avec les partenaires sociaux sur toutes les solutions possibles. Le gouvernement ensuite fera ses choix après concertation", a-t-il déclaré samedi.

Le gouvernement table notamment sur l'appui des syndicats "modérés", comme la CFDT, pour réitérer l'accord conclu en janvier dernier sur la flexibilisation du marché du travail. Reuters 13.06

Travailleurs des secteurs public et privé, même combat, annulation des contre-réformes sur les retraites adoptées depuis 20 ans ! Alignement : oui, du privé sur le public !

[Fabius, chef de guerre djihadiste.](#)

Le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, a demandé mercredi 12 juin 2013 à la communauté internationale d'arrêter la progression vers Alep des troupes du régime syrien, qui préparent un assaut majeur contre cette ville du Nord.

"Il faut qu'on puisse arrêter cette progression avant Alep. C'est la prochaine cible à la fois du Hezbollah et des Iraniens", a déclaré le ministre, interrogé sur France 2. "Il faut un rééquilibrage parce qu'au cours des dernières semaines les troupes de Bachar Al-Assad, et surtout le Hezbollah et les Iraniens, avec les armes russes, ont regagné un terrain considérable."

"Bachar [...] a utilisé de façon scandaleuse les armes chimiques", a-t-il insisté. "Il faut qu'on l'arrête parce que, s'il n'y a pas de rééquilibrage sur le terrain, il n'y aura pas de conférence de la paix à Genève car l'opposition n'acceptera pas d'y venir. Or il faut une solution politique."

"Derrière la question syrienne, il y a la question iranienne", a poursuivi M. Fabius. "Si on n'est pas capables d'empêcher l'Iran de prendre la main sur la Syrie, quelle crédibilité aura-t-on en exigeant qu'elle n'ait pas l'arme atomique ? Donc, tout est lié."

Tout en plaidant pour "que les résistants puissent se défendre, qu'ils disposent d'armes", Laurent Fabius a ajouté :

"Il nous faut respecter la réglementation européenne qui dit que c'est à partir du 1er août que des armes puissantes peuvent être données. Pour le moment, nous n'avons pas encore décidé."

"Les Américains sont en train d'examiner leurs propres positions", a-t-il ajouté, précisant s'être entretenu mardi par téléphone avec son homologue américain John Kerry. "Il y a dans l'administration américaine des positions différentes. Les Américains auraient voulu se tenir à l'écart, mais le conflit n'est plus local, c'est un conflit régional et même international." internationalnews.fr 12.06

Pourquoi pas mondial ?

C'est la Syrie qui est envahie par une armée de mercenaires, et le régime ne devrait pas réagir, ce ne serait pas normal qu'il se défende. Inutile de se demander quelle aurait été l'attitude de Fabius en juin 40 ! Quelle ordure !

[Dites-moi mon cher ami, quel est mon, pardon, je veux dire notre intérêt dans cette affaire ?](#)

- L'ex-proche de Tapie reconnaît avoir «interprété» la phrase «J'ai les sous» - Liberation.fr

- Pour Bartherotte, "il est évident que Tapie avait fait élire Sarkozy" - L'Express.fr

- Arbitrage : "Tout le monde a donné son feu vert", assure Tapie - LePoint.fr

- Affaire Tapie : Richard dit que Tapie s'est rendu à une réunion à l'Élysée, Sarkozy "furieux" - Atlantico.fr

- Arbitrage Tapie: Nicolas Sarkozy charge Claude Guéant - 20minutes.fr

"Nicolas Sarkozy a donné son feu vert à l'arbitrage" mais après de très nombreuses réunions officielles", indique l'homme d'affaires dans le Figaro.

Et d'après Europe 1, l'affaire «obsède» Nicolas Sarkozy qui est «ulcéré» que l'arbitrage soit contesté et qu'il soit, in fine, mis en cause. «Il tourne en boucle» sur le sujet, confie un proche de Nicolas Sarkozy qui a déjà préparé sa défense.

«Je ne suis jamais intervenu», dit l'ex-chef de l'Etat qui charge Claude Guéant, son secrétaire général de l'Élysée à l'époque. D'après la version rapportée par la radio, c'est Claude Guéant qui a apporté cette solution clé en main à Nicolas Sarkozy, lui expliquant que ce litige entre Bernard Tapie et le Crédit Lyonnais avait déjà coûté 20 millions d'euros à l'Etat et que cette solution de l'arbitrage privé permettrait de clore l'histoire. Nicolas Sarkozy dit avoir fait confiance à son «cardinal» et avoir choisi cette solution, non dans l'intérêt de l'homme d'affaires mais par soucis de l'intérêt général.

L'ex-chef de l'Etat pointe aussi les juges arbitres qui ne lui seraient pas favorables. Parmi ce trio : Pierre Mazeaud, ancien gaulliste qui ne porte pas Nicolas Sarkozy dans son cœur, et Jean-Denis Bredin, avocat étiqueté à gauche.

Par ailleurs ce jeudi après-midi, Stéphane Richard, l'ancien directeur de cabinet de Christine Lagarde, alors à la tête de Bercy, a indiqué que Bernard Tapie avait assisté à une réunion à l'Élysée en 2007 pour cet arbitrage - l'intéressé dit ne plus s'en souvenir - . Atlantico.fr et 20minutes.fr 13.06

[Etat mafieux. "une quinzaine de noms d'ex-ministres ou d'actuels ministres" impliqués dans des fraudes fiscales.](#)

Jeudi matin, Pierre Condamine-Gerbier a été auditionné à huis clos par le député socialiste Yann Galut, rapporteur du projet de loi de lutte contre la fraude fiscale. Pierre Condamine-Gerbier, qui fut jusqu'en 2009 (donc pendant la campagne électorale de 2007), directeur de la délégation UMP en Suisse, a affirmé, comme la veille devant la commission d'enquête sur l'affaire Cahuzac, détenir les preuves qu'une quinzaine de personnalités politiques auraient fraudé le fisc français.

Ce banquier de 42 ans a été de 2006 à 2010 associé gérant de Reyl Private Office, une entreprise de gestion de patrimoine qui fait de l'optimisation fiscale, installée sur la rive suisse du lac Léman. Ses déclarations au Sénat sont simples: il dit disposer d'une liste «d'une quinzaine de noms d'ex-ministres ou d'actuels ministres» détenteurs d'un compte en Suisse et estime que Jérôme Cahuzac n'était qu'un «fusible».

«Je n'ai pas fourni de noms de fraudeurs aux enquêteurs pour des raisons de sécurité. Mais mes documents et mes notes sont consignés auprès d'une partie tierce, et ils seront dévoilés quand mon environnement sera plus sûr. Il y a eu des menaces écrites et orales sur mon intégrité physique ainsi que sur celle de ma famille», a-t-il également déclaré au Sénat. lefigaro.fr 13.06

Au fait, c'est avec ces ministres que les partis (POI notamment) et les syndicats entretiennent des relations, réclament des rendez-vous, auxquels ils remettent des pétitions ou des doléances, que font-ils sinon les cautionner ? Et ensuite, ils prétendent défendre nos intérêts, qui peut le croire sérieusement ?

Fraude fiscale, pots-de-vin, corruption en tous genres, des affairistes sont au pouvoir : chassons-les !

Le site accuse ce jeudi l'ex-ministre d'avoir reçu des pots-de-vin entre 1988 et 1991, époque où il travaillait au ministère de la Santé.

Après l'affaire du compte en Suisse, Jérôme Cahuzac sera-t-il rattrapé par une affaire de pots-de-vin? Mediapart évoque ce jeudi une *"possible corruption"* de l'ex-ministre entre 1988 et 1991. Il travaillait alors au ministère de la Santé sous la houlette de Claude Evin.

La mécanique décrite par le site Internet est simple: des dessous-de-table auraient été versés à l'époque pour obtenir des décisions favorables du ministère dans l'attribution de scanners et d'IRM (appareils d'imagerie par résonance magnétique) à des établissements de santé.

Et un ancien dirigeant d'une société israélienne, Elscint, met directement en cause Jérôme Cahuzac. Il affirme que son entreprise versait de l'argent à l'ex-ministre pour obtenir des marchés. Montant des pots-de-vin? *"200 000 francs pour un scanner, de 500 000 francs pour une IRM"*, indique un fonctionnaire retraité à Mediapart.

Jérôme Cahuzac *"n'a pas répondu"* aux questions des journalistes du site, est-il précisé dans l'article. On ne connaît donc pas, pour l'heure sa ligne de défense sur cette affaire. [lexpress.fr 13.06](#)

Tirez-en la conclusion qui s'impose : rompez avec l'UE !

Les Européens se réunissent vendredi pour le lancement de négociations commerciales avec les Etats-Unis. La France a menacé d'utiliser son droit de veto pour garantir l'exception culturelle.

"Je demande que la France s'oppose à l'ouverture de négociations entre l'Union européenne et les Etats-Unis en vue d'un accord de marché commun. François Hollande n'a aucun mandat pour engager notre pays dans cette mauvaise aventure. Il n'en a jamais parlé dans sa campagne présidentielle, alors qu'il en savait autant que moi à ce moment-là", écrit M. Mélenchon dans un communiqué.

"Je mets en garde: la défense légitime de l'exception culturelle ne saurait être l'arbre qui cache la forêt des reculs sociaux, écologiques ou sanitaires prévus par ailleurs dans cet accord", poursuit-il, jugeant que *"c'est bien l'ensemble du mandat de la Commission européenne qui pose problème"* et que *"c'est le principe même d'un tel accord qu'il faut faire échouer"*.

Vendredi, *"les ministres de la France ne doivent pas être les passe-plats des Nord-Américains. S'ils acceptent l'ouverture de cette négociation, ils condamnent à mort tout projet d'évolution sociale de l'Europe et toute indépendance de la France"*, assure l'ex-candidat à la présidentielle. [AFP 13.06](#)

Ne sont-ils pas déjà condamnés par l'appartenance de la France à l'UE ? Quel charlatan !

Et puis, il ne peut pas rompre avec l'UE, le Front de gauche éclaterait !

Finalement, que défend Mélenchon sinon l'appartenance de la France à l'UE, donc l'UE, CQFD.

L'"ivresse" d'un mégalomane.

Ah, l'ivresse des bons sondages... Même Jean-Luc Mélenchon y succombe. Alors qu'il n'a cessé, depuis la campagne présidentielle, de critiquer les enquêtes d'opinion, voilà le coprésident du Parti de gauche qui donne de l'importance à celle de l'institut YouGov publiée hier par le Huffington Post et i-Télé.

«Front de gauche à 15 %, ex æquo avec le PS. Pour l'ignorer : voir les médias français ou la télé grecque», a-t-il écrit hier sur Twitter. Ou encore : *«Le FN cloué au score de 2012 [soit 18 %, ndr]. Le Front de gauche plus 4 ! Quelle info média ? "Percée du FN." Vivement la télé grecque !»* Mélenchon semble très intéressé par ce sondage qui ne porte pourtant que sur... 732 personnes interrogées. Soit une marge d'erreur de près de 3 points. L'enquête a de plus été réalisée via Internet.

Et que disait-il, fin novembre, sur son blog, à propos des sondages en ligne ? *«Il n'y a dans ce cas aucun moyen de savoir qui répond, si le répondant ne ment pas dans l'espoir de fournir ce qu'il croit être la "bonne réponse" pour empêcher une hypothétique récompense.»*

En mars, lors d'un meeting à Lille, il fustigeait le *«PMU politique pour savoir, d'après ce que dit la grenouille, le sondage et le foie des volailles sacrées, où nous en sommes dans la course à l'échalote. Je m'en fous, je m'en moque, je ne m'en occupe pas !»* Maintenant, si. [liberation.fr 13.06](#)

C'est le genre de type qui passe son temps à tenir un double langage et à se contredire sans cesse, et qui pour qu'on ne le soupçonne pas de recourir à ces procédés indignes d'un dirigeant du mouvement ouvrier accusent les autres d'en user.

On a envie de dire que parmi les militants, il ne bernera que ceux qui veulent bien se laisser berner pour ne pas avoir davantage de principes que cet aventurier. On les invite à désertre le Front de gauche au plus vite s'ils entendent vraiment combattre pour le socialisme au lieu de cautionner Mélenchon qui en est le fossoyeur en agissant de la sorte, car il participe à l'opération qui tend à donner une image épouvantable du mouvement ouvrier, il ne rend pas service à notre cause, il la dessert au contraire.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Le Premier ministre rencontrera lundi le dirigeant socialiste et celui de la gauche démocratique Dimar pour tenter de trouver une "solution" à la nasse dans laquelle il s'est fourvoyé en fermant brutalement toutes les télévisions et radios publics du pays sans préavis, en désaccord avec ses deux partenaires au sein de la coalition.

Le conflit avec le Pasok et Gauche démocratique, qui demandent au Premier ministre de revenir sur sa décision, a tourné à la crise politique la plus grave depuis la formation de la coalition en juin.

"Soit une solution se dessine d'ici une semaine, soit des élections sont inévitables", proclame à la une le journal conservateur Kathimerini.

"Le pays n'a pas besoin d'élections, ce serait une erreur colossale. Mais le Pasok n'en a pas peur", a réagi le chef de file de ce parti, Evangelos Venizelos. "Nous sommes en faveur d'une restructuration de fond en comble de l'ERT, mais pas des partisans de l'écran noir." Reuters 13.06

15 000, c'est le nombre de manifestants décomptés à la mi-journée dans toute la Grèce. Pour soutenir leur télévision, fermée brutalement mardi, les Grecs avaient été appelés à une grève générale : les transports en commun à Athènes, les chemins de fer et les administrations à travers le pays ont suivi le mouvement.

La grève générale, déclenchée dans l'urgence par les syndicats après la fermeture des ondes et des écrans, n'a guère mobilisé.

Il n'est en effet pas facile de perdre une journée de salaire pour faire grève dans un pays où les salaires ont été rabaissés depuis trois ans de crise, et où le taux de chômage a atteint 27,4% de la population active au premier trimestre, selon les chiffres publiés jeudi par les statistiques grecques.

Les transports ont été faiblement touchés par la grève, à part les transports urbains d'Athènes. La plupart des banques, des commerces et la poste sont restés ouverts.

Une dizaine de vols intérieurs à Athènes ont été annulés et une cinquantaine ont été reprogrammés, en raison d'un arrêt de travail des aiguilleurs du ciel.

Devant le bâtiment de l'ERT, des milliers d'Athéniens ont répondu à l'appel des syndicats.

La décision de débrancher la radiotélévision publique vient non seulement tester la détermination des employés à sauver leurs antennes, mais elle teste aussi la solidité de la coalition gouvernementale, sérieusement ébranlée par la fermeture de l'ERT.

La fermeture a été décidée en effet seulement par le parti du 1er ministre. Ses partenaires de coalition critiquent cette décision, idem pour Alexis Tsipras, le leader de Syriza, principal parti d'opposition : "Le signal de la télé publique s'éteint seulement quand un pays souverain est conquis par des puissances étrangères, ou bien quand la démocratie bascule vers la dictature."

Les journalistes continuent de proposer des programmes, visibles sur internet. Nassos Athanasiou a été présentateur pendant 30 ans : "Le gouvernement a décidé d'enterrer la télévision publique. Je ne peux pas l'accepter." euronews.fr et AFP 13.06

Mais c'était déjà une dictature, avec laquelle monsieur Tsipras vous vous accommodez assez bien apparemment puisque

vous refusez de rompre avec la troïka, l'euro, non ? Tout comme Die Linke ou le Front de gauche qui en sont les complices.

2- Tunisie

Le rappeur tunisien "Weld El 15" a été condamné jeudi à deux ans de prison ferme pour avoir insulté la police dans une chanson, selon une journaliste de l'AFP, un jugement qui a déclenché des heurts au tribunal.

Le verdict a été annoncé par le juge du tribunal de Ben Arous, une banlieue de Tunis, devant lequel Alaa Yaâcoub, dit "Weld El 15", comparaisait libre. Il a été aussitôt emmené en prison.

Des protestations et heurts avec la police ont éclaté à l'annonce du verdict.

Des cris se sont élevés dans la salle d'audience parmi les partisans du chanteur et la police est intervenue brutalement pour évacuer des artistes et amis du rappeur qui ont assisté au procès.

Certains ont été pourchassés et tabassés à l'extérieur du tribunal par les policiers présents en nombre dès l'ouverture du procès.

Un gaz irritant s'est répandu aux alentours du tribunal, mais il n'était pas possible d'en déterminer l'origine, la police accusant les amis du rappeur d'en avoir fait usage.

"Le jugement rendu est très sévère pour un artiste qui a décidé de se livrer de son propre gré à la justice", a réagi de son côté l'avocat principal de la défense Me Ghazi Mrabet.

"C'est d'autant plus injuste qu'il n'existe aucun texte pour réprimer un travail artistique", a-t-il ajouté.

Le musicien avait été condamné par contumace en mars à deux ans de prison ferme après la diffusion sur Youtube d'un clip intitulé "Boulicia Kleb" (Les policiers sont des chiens).

Selon son avocat, le rappeur a été inculpé notamment de "complot pour commettre des violences contre des fonctionnaires" et "d'outrage à la police".

Quatre autres rappeurs, co-accusés à l'origine dans la même affaire et condamnés à des peines de prison ferme en mars, ont été relaxés en avril lors d'un second procès. AFP 13.06

3- Etats-Unis

Edward Snowden, l'ancien consultant américain à l'origine de révélations sur des programmes de surveillance des communications par les Etats-Unis, détient des documents secrets identifiant des cibles de piratage en Chine, rapporte vendredi 14 juin le South China Morning Post (SCMP). Le quotidien de Hong Kong affirme avoir consulté un extrait des dossiers concernés au cours d'un entretien avec le jeune homme dans la mégapole chinoise où il s'est réfugié le 20 mai après avoir transmis des éléments explosifs au Guardian et au Washington Post. Y figurent notamment les adresses IP (internet protocol, le numéro d'identification d'un appareil connecté) visées et la date des infractions.

Le SCMP n'a pas publié ces adresses ni identifié les personnes ou institutions impliquées. Selon le journal, les documents permettent de savoir si une opération est en cours ou conclue et semblent indiquer un taux de réussite des tentatives d'infraction de 75%.

Parmi les institutions "hackées" par l'Agence nationale de sécurité figure l'Université chinoise de Hong Kong, qui abrite le fameux Internet Exchange Point (IXP) de Hong Kong, dit Edward Snowden dans un entretien au South China Morning Post, quotidien en langue anglaise de Hong Kong, publié jeudi.

Les IXP, très nombreux dans le monde, sont une infrastructure permettant aux fournisseurs d'accès à internet (FAI) d'échanger du trafic internet entre leurs réseaux. Edward Snowden ne cite pas nommément la plate-forme mais ses propos suggèrent qu'elle a peut-être été une des cibles de la NSA.

"Le fait que l'Université chinoise ait été piratée a été sans doute un bon choix", note Charles Mok, membre du Conseil législatif de Hong Kong et spécialiste informatique.

Les révélations d'Edward Snowden se sont jusqu'ici concentrées sur l'ampleur des activités d'espionnage de la NSA à l'encontre des citoyens américains. Ses derniers commentaires sur la Chine et Hong Kong, où il se cacherait, illustre ce que peut faire la NSA

en matière de surveillance d'autres pays.

Selon lui, la NSA a mené plus de 61.000 opérations de piratage dans le monde. "*Nous piratons la colonne vertébrale des réseaux, par exemple les immenses routeurs internet, qui nous donnent accès aux communications de centaines de milliers d'ordinateurs sans avoir à les pirater un à un*", dit-il au South China Morning Post.

"*J'ignore les informations spécifiques qu'ils cherchaient sur ces machines, je sais seulement qu'utiliser des moyens techniques pour pénétrer sans autorisation dans des appareils civils est une violation du droit et c'est éthiquement douteux*", a déclaré Edward Snowden au quotidien anglophone. L'ancien consultant de la puissante agence de renseignement américaine NSA assure que les Etats-Unis ont accès "*aux communications de centaines de milliers d'ordinateurs*" y compris à Hong Kong et en Chine.

Le jeune homme de 29 ans, affirme par ailleurs vouloir rester dans le territoire autonome chinois pour y "*combattre le gouvernement américain dans les tribunaux*". Pékin a indiqué jeudi n'avoir "*aucune information à fournir*" sur lui. lemonde.fr et Reuters 14.06

4- Syrie

Washington vient de passer à une étape supérieure dans le dossier syrien. Nul ne sait encore quelles peuvent être les conséquences de cette déclaration, mais la Maison Blanche a estimé jeudi 13 juin que "*des lignes rouges*" avaient été franchies en Syrie, accusant Bachar al-Assad d'avoir utilisé des armes chimiques, dont le gaz sarin. La présidence américaine a en outre annoncé un soutien militaire aux rebelles syriens sans donner plus de détails.

La Maison Blanche s'est abstenue de préciser la forme que prendrait cette assistance militaire. Elle n'a pas à ce stade annoncé une décision d'armer les rebelles face au pouvoir du président Bachar al-Assad, évoquant une augmentation de l'aide non-létale et assurant qu'elle prendrait "*des décisions à (son) propre rythme*".

Le conseiller n'est pas allé jusqu'à parler de livraisons d'armes. Mais cette aide sera "*différente tant en nature qu'en échelle, de ce que nous avons fourni jusqu'ici*", a-t-il dit.

Ben Rhodes a par ailleurs affirmé que la Maison Blanche n'était pas encore parvenue à une décision sur l'imposition ou pas d'une zone d'exclusion aérienne en Syrie, alors que le "Wall Street Journal" a assuré jeudi soir que le Pentagone avait présenté un tel plan à la tête de l'exécutif.

Attendu en Irlande du Nord en début de semaine prochaine pour le sommet du G8, Barack Obama y "*consultera ses partenaires*" au sujet de la Syrie, a souligné Ben Rhodes, en évoquant aussi la Russie, soutien jusqu'ici indéfectible du régime Assad, qui a bloqué à l'ONU toutes les résolutions contraignantes contre Damas.

"*Nous avons communiqué les informations sur les armes chimiques aux Russes (...) et nous pensons que la Russie et tous les membres de la communauté internationale devraient être préoccupés*" par un recours à de tels armements, a remarqué Ben Rhodes.

Il a répété la position américaine selon laquelle une transition politique en Syrie devrait inclure "*une démission de Bachar al-Assad*". Mais "*les Russes ne l'ont pas encore accepté*", a-t-il concédé.

Entre 100 et 150 personnes, au minimum, ont été tuées dans des attaques chimiques, a annoncé dans un communiqué Ben Rhodes, conseiller adjoint de sécurité nationale du président.

"*Le président a clairement dit que l'utilisation d'armes chimiques, ou le transfert d'armes chimiques à des groupes terroristes, était une ligne rouge pour les Etats-Unis*", a-t-il expliqué. "*Le président a affirmé que le recours à des armes chimiques changerait son équation, et c'est le cas*".

"*Nous pensons que le régime Assad garde le contrôle de ces armes. Nous ne disposons pas d'informations solides, corroborées indiquant que l'opposition en Syrie a acquis ou utilisé des armes chimiques*", a-t-il indiqué.

De son côté, le sénateur républicain John McCain avait annoncé au Sénat américain, quelques minutes avant, que des armes seraient bien livrées aux rebelles, citant "*plusieurs sources fiables*", avant finalement de faire machine arrière.

Par ailleurs, un responsable américain de la Défense a annoncé jeudi que les Etats-Unis vont laisser des chasseurs de combat F-16 et des missiles Patriot en Jordanie, pays frontalier de la Syrie, après des manoeuvres communes qui doivent s'achever à la fin du mois.

L'administration américaine, qui étudie la possibilité d'armer l'opposition syrienne mais n'a encore pris aucune décision à ce sujet, devrait également laisser une unité de Marines sur des navires amphibies au large des côtes du pays, a-t-il été décidé après des consultations avec les responsables jordaniens, a précisé ce responsable sous couvert d'anonymat.

Les chasseurs, les missiles antimissiles et les navires avaient été envoyés en Jordanie pour un exercice militaire baptisé "*Eager Lion*", mais les responsables américains ont décidé de les laisser sur place à la demande de la Jordanie, qui craint de voir les violences en Syrie déborder sur son territoire.

"Il a été décidé qu'ils resteraient sur place", a déclaré ce responsable américain.

Quelque 2.400 Marines prennent part aux manoeuvres militaires en Jordanie, où ils sont arrivés à bord de trois navires amphibies. Les responsables américains n'ont en revanche pas précisé combien de F-16 avaient été déployés.

En Egypte, d'influents oulémas sunnites venant de plusieurs pays arabes ont appelé à mener le jihad en Syrie contre le régime "confessionnel" de Bachar al-Assad, et dénoncé l'appui fourni par le Hezbollah.

Selon une source occidentale, des représentants des pays pro-opposition vont rencontrer vendredi en Turquie le général Idriss, considéré comme un interlocuteur fiable par les Occidentaux. Il a besoin d'*"argent, de munitions et d'armes"* pour asseoir son leadership et gagner en crédibilité auprès des combattants sur le terrain, selon cette source.

Dans un nouveau rapport, la Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme Navi Pillay a dénoncé "les tueries incessantes" en Syrie.

Le sénateur américain John McCain a loué jeudi la décision de Barack Obama d'accroître le soutien militaire aux rebelles syriens contre le régime de Bachar al-Assad, mais réclamé une nouvelle fois l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne et la livraison d'armes lourdes.

"Ce n'est plus le moment de prendre des mesures faibles. Il est temps d'agir de façon décisive", a déclaré l'élue, peu après l'annonce de la Maison Blanche. *"Nous avons besoin d'armes lourdes capables de s'en prendre aux chars, et nous avons besoin de missiles sol-air"*.

"La seule chose qui changera l'équation sur le champ de bataille est la destruction de la capacité aérienne (du régime de Bachar al-Assad) et l'établissement d'une zone sûre" d'exclusion aérienne, a-t-il martelé, fidèle à sa ligne adoptée depuis des mois.

John McCain estime que les défenses aériennes syriennes peuvent être détruites par des missiles de croisière, sans intervention terrestre.

Au Congrès américain, de nombreux responsables parlementaires ont apporté leur soutien à la Maison Blanche.

"Je soutiens la décision du président d'augmenter l'aide à l'opposition syrienne autorisée, et j'encourage l'administration à commencer, sérieusement, à armer l'Armée syrienne libre", a dit de son côté Ed Royce, président républicain de la commission des Affaires étrangères de la Chambre.

Le porte-parole du président républicain de la Chambre, John Boehner, a quant à lui estimé qu'il était *"grand temps d'en finir avec le bain de sang du régime Assad en Syrie"*.

"Alors que le président Obama examine ses options, nous espérons qu'il consultera le Congrès avant toute action", a indiqué Brendan Buck dans un communiqué.

SOCIAL

1- France

La direction de La Poste a fait état jeudi d'un taux de grévistes de 5,88% en France à la suite d'un appel à une journée d'action lancé par la CGT, qui a recensé de son côté 16 à 20% de salariés en grève.

La CGT, premier syndicat chez les postiers avec près de 30% des voix aux dernières élections professionnelles, avait appelé les agents à se mobiliser notamment sur l'emploi et les conditions de travail.

Selon Christian Mathorel, représentant du syndicat, le mouvement était "*inégal selon les régions*", avec des taux de grévistes atteignant 90% dans certaines localités comme à Valenciennes (Nord).

Un rassemblement devant le siège parisien de l'entreprise a réuni quelque 250 personnes, selon Benoît Martin (CGT)

Pour le syndicat, La Poste, qui emploie quelque 240.000 personnes, "*doit rester aux postiers et aux usagers et pas aux financiers*". AFP 13.06

250 personnes devant le siège parisien de l'entreprise pour 240.000 salariés, attendez cela fait combien en terme de participation, 0,1%, c'est un succès camarades, la lutte, la lutte, la lutte, voilà un slogan qui mobilise, qui est utile !

Grèce

Le taux de chômage a continué sa progression au premier trimestre 2013, atteignant 27,4%.

Le chômage dans la tranche d'âge 25-29 ans a progressé pour atteindre 41,2%

"*Le taux d'emploi a été réduit de 2,3% au premier trimestre 2013 par rapport au dernier trimestre 2012 et de 6,3% sur un an*", a indiqué le communiqué d'Elstat.

Il y a un an, au premier trimestre 2012, le chômage affectait 22,6% de la population active et 52,7% des jeunes de 15-24 ans non scolarisés.

Comptant six ans de récession et traversant la quatrième année de l'application d'une politique stricte d'austérité en échange de prêts de l'UE et du FMI, la Grèce continue d'être le pays de la zone euro le plus touché par le chômage. AFP 13.06

[Haut de page ↗](#)

Le 15 juin 2013

CAUSERIE

La seconde partie de l'actualisation du site est plus loin.

En raison d'une actualité encore très chargée, j'actualiserai le site en plusieurs fois, il est déjà 10h20 ce matin et je dois absolument faire des courses pour la semaine prochaine.

Rectificatif.

Grèce. Samaras n'avait pas envisagé de fermer l'ERT il y a six mois comme je l'ai écrit par erreur, mais six semaines, c'était une coquille.

Affaire Méric Clément. Une dernière précision.

Maintenant que chacun a retrouvé ses esprits, je voudrais une dernière fois revenir sur l'affaire Méric Clément.

Dans les heures qui ont suivi tous les partis et syndicats avaient reçu les dépêches des agences de presse les informant des faits. Je les ai lus également. Que disaient-elles ? Rien de plus que ce que nous avons appris par la suite, à savoir qu'un groupe de militants d'une organisation antifasciste avait provoqué des skinheads dans un magasin de vêtements du 9e arrondissement de Paris, que suite à des insultes ils en étaient venus aux mains et que malheureusement un des militants du groupe antifasciste avait été grièvement blessé et se trouvait entre la vie et la mort.

Ensuite les médias s'en sont emparés les premiers pour dénoncer l'agression mortelle d'un militant d'extrême gauche par des militants d'extrême droite, allant jusqu'à parler d'assassinat politique. Il fallait manifestement faire monter la sauce.

Par la suite tous les partis leur ont emboîté le pas comme un seul homme occultant du même coup la version originelle des faits que les médias s'étaient empressés sciemment ou consciemment d'occulter avant eux.

Trois jours plus tard, les médias allaient procéder à un retropédalage en ressortant la version originelle suite aux investigations judiciaires qui elles allaient rétablir les faits dans leur intégralité, qui allaient être corroborés par différents témoignages, confirmant une nouvelle fois la version originelle transmises par les agences de presse.

Bien que le juge en charge du dossier ne soit pas remonté à l'origine de cette bagarre, il ne pouvait plus maintenir la thèse de l'assassinat politique avancé précédemment par les médias, qui du coup temporisèrent en attendant la suite qui serait donnée à cette affaire, on en est resté là.

Qui s'est fait piéger ou a fait preuve d'une hypocrisie monstrueuse et qui est le dindon de cette mauvaise comédie ? Les mêmes !

Les médias se sont dit qu'elles pourraient exploiter cet incident à condition d'en faire une affaire politique, d'où la tentation de présenter les faits sous cet angle-là. Mais les partis partis politiques qui connaissaient dans le détail les faits dont la version n'a pas varié à ce jour il faut le préciser, quel intérêt avaient-ils à déformer les faits, à s'en écarter, sinon à les exploiter à leur tour ?

Et si vous cherchez les dindons de cette farce cynique, c'est de leur côté qu'il faut se pencher, car les médias se sont rétractés depuis en mettant l'accent sur les auteurs de cette provocation qui a mal tourné, tandis que les partis n'ont pas varié de version, ils ont poursuivi et renchéri pour couvrir leur hypocrisie et leur manipulation des faits jusqu'au ridicule, puisque maintenant tout le monde sait que les gauchistes ont été à l'origine de cette affaire, qu'ils l'ont sciemment provoquée.

Finalement les médias s'en tirent relativement bien, ils s'en tiennent aux faits désormais, alors que les partis sont embourbés dans leurs mensonges.

Quand j'ai eu mon épouse au téléphone il y a quelques jours je lui ai demandé si elle en avait entendu parler. Elle m'a répondu que c'était une bagarre entre deux groupes de jeunes qui avait été violente et qu'il y avait eu un mort. Effectivement, c'est ce que le travailleur lambda ou la plupart des travailleurs retiendront. Sur qui retombe le ridicule, devinez. Si vous croyez que c'est en agissant de la sorte que l'on va redorer le blason du mouvement ouvrier, on est franchement mal barré.

Pour ma part, j'ai eu la version originale dans les heures qui ont suivi en me connectant sur Internet. Donc je m'en suis tenu à cette version, j'ai refusé de verser dans l'hypocrisie générale, je m'en suis tenu aux faits, strictement aux faits au lieu de les interpréter à ma convenance ou de les déformer, que cela plaise ou non à certains militants peu m'importe. J'ai trouvé particulièrement abjecte l'exploitation politique qui en a été faite et les déclarations que j'ai pu lire.

Qu'est-ce que vous croyez, moi aussi j'ai pensé à ce pauvre garçon mort bêtement, cela m'a révolté autant que lorsque j'apprends qu'une pauvre fille s'est faite violée dans un parking, c'est dégueulasse, c'est injuste, mais en tant que militant ce n'est pas sur ce plan-là que nous devons réagir, mais sur le plan politique. S'il avait été agressé alors qu'il diffusait par exemple, la situation aurait été totalement différente, donc aurait mérité un autre traitement, on aurait alors évoqué une agression politique.

Quand on se livre à une telle provocation, on sort du cadre du combat politique. Car une bagarre ne peut régler ou venir à bout d'aucun problème politique, on se place sur le terrain individuel qui consiste à en faire une question purement personnelle qui se réduit à un affrontement physique entre deux individus dont le plus fort l'emporte, le plus fort physiquement et non sur le terrain des idées politiques, ce qui démontre bien qu'on ne se situe pas ou plus sur le terrain politique. C'est une erreur de jeunesse qui peut avoir de graves conséquences hélas !

A 57 ans j'ai conservé encore cette envie d'en découvrir tout de suite, sur le champ, donc je comprends parfaitement l'impatience de ces jeunes, si je ne me raisonnais pas je serais volontiers gauchiste ou pire encore, je me verrais bien mettre une balle dans la tête de Fabius qui tient absolument à bombarder la Syrie, j'y ai pensé une bonne partie de la journée, il veut à tout prix "stopper" l'armée syrienne avant qu'elle reprenne Alep, je me suis dit que c'était lui qu'il faudrait "stopper" net, maintenant, et qu'il n'existait pas d'autres moyens, puis l'idée m'est passée parce que je suis totalement impuissant face à cette situation et cela ne résoudrait sans doute rien, j'ai continué mon travail politique avec encore plus d'acharnement, c'était plus sage.

Je suis tout sauf un serviteur soumis aux institutions devant lesquelles tous les partis se vautrent lamentablement et à la légalité que je suis prêt à violer chaque fois que cela est possible et à laquelle les partis font allégeance, respectent scrupuleusement, ce qui entre nous doit bien faire marrer tous ceux qui la violent, assurément on va aller loin avec de tels dirigeants !

[Une méthode particulièrement efficace.](#)

Comment procèdent-ils pour présenter ou faire passer des mesures réactionnaires pour des avantages ou des mesures progressistes (ANI, retraites, UE, accord de libre- échange EU-UE, etc. ?

Préambule.

Comment parvenir à ses fins en mettant en avant un sujet que l'on souhaite traiter, et qui par le seul fait de son évocation ou de

sa signification pose problème ou sera sujet à polémique entre différents acteurs.

Partant de là, tout l'art de la manipulation va consister pour en venir à bout et parvenir à un accord, à soustraire de l'attention et de la discussion les éléments qui portent à controverse et pourrait contier ce projet.

- 1- Dissocier un élément du tout que l'on veut exploiter ou mettre en avant ;
- 2- Lui accorder un statut ou un traitement particulier ou privilégié de telle sorte qu'il suscite un consensus ;
- 3- Occulter soigneusement ou minorer tous les autres qui présenteraient des intérêts contraires ;
- 4- Faire en sorte que l'on ne parle plus que de cet élément isolé ;
- 5- Accorder à l'ensemble les mêmes vertus que cet élément présenterait après traitement.
- 6- Conclure par un accord sur cette base.
- 7- Le présenter comme une avancée sociale et un succès et la boucle est bouclée.

La réalisation d'un tel accord n'est possible entre différents protagonistes qu'à partir du moment où ils sont tacitement d'accord sur le fond, où ils partagent la même interprétation de la situation, où leurs analyses se rejoignent, et finalement leur objectifs qu'ils ont en commun sans le laisser paraître, s'agissant de questions sociales ou politiques, la même idéologie.

On pourrait expliquer ce mécanisme autrement. Au lieu de dire que l'exception confirme la règle, principe qui sera légèrement modifié ici, mais suffisamment pour lui donner une portée totalement différente, selon lequel l'exception permet à la règle de s'appliquer, seule l'exception ayant retenu l'attention et ayant fait l'objet d'un traitement, tandis que la règle sera appliquée les yeux fermés comme si un accord préalable de principe existait déjà entre les différents acteurs.

Dès lors, ceux qui s'acharnent à mettre en avant les différences ou les désaccords qui existeraient entre ces différents acteurs reprennent à leur compte exactement la même méthode qui s'apparente à une manipulation sournoise, méticuleusement mise au point, parfaitement rodée et terriblement efficace au regard de la situation sociale et politique.

C'est important de le comprendre, car c'est notamment en utilisant cette méthode que les capitalistes et ses représentants relayés par les médias diffusent leur propagande dans les masses, et c'est aussi de la sorte que les partis ouvriers et les appareils syndicaux justifient leur politique et qu'ils sont parvenus à pourrir le mouvement ouvrier, à mieux enchaîner le prolétariat au capitalisme et aux institutions, bien que ces derniers temps de moins en moins en France et en Europe.

C'est la même méthode qui est employée pour isoler et traiter des questions de société ou certains rapports qui concernent en réalité l'ensemble des masses exploitées et l'ensemble des rapports qui existent dans la société, pour finalement faire en sorte que certaines couches de la population s'opposent les unes aux autres tandis que le régime est épargné puisque les rapports (sociaux de production) qui en sont à l'origine n'ont pas été abordés, font l'objet d'un consensus, l'ensemble des acteurs étant subordonnés au capitalisme, donc cette question ne méritait aucun traitement.

C'est ainsi que sont traitées les droits des femmes travailleuses, les questions environnementales, etc. En réalité toutes questions économiques, sociales et politiques qui viennent à l'ordre du jour. Le résultat ou la condition pour que cela soit possible : que l'imperméabilité ou la frontière qui délimitait ou existait entre les différentes classes en présence ait sauté ou saute, disparaisse, de telle sorte que toutes les questions abordées soient traitées exclusivement dans le cadre du régime en place et n'en sortent pas, au nom de l'intérêt général de préférence, dès lors il est aisé de comprendre à qui en dernière analyse profitera le traitement de ces questions soumis à ce carcan : la classe dominante.

Comment le gouvernement vient-il de procéder concernant l'ouverture de discussions commerciales entre l'Union européenne et les Etats-Unis dans la perspective d'un accord de libre-échange ?

Pas autrement, en mettant en avant l'exception culturelle qui si elle était acceptée suffirait pour accepter l'ouverture de ces négociations. C'est fait !

Qu'a fait de son côté Mélenchon ? Il a employé la même méthode.

A savoir qu'il a mis en avant les inconvénients ou les conséquences qui découleraient d'un tel accord pour "la France", alors qu'en réalité, ce qui permet à cette négociation d'avoir lieu et de déboucher sur un accord réside (en France) dans le refus du Front de gauche de rompre avec l'UE, ainsi il laisse le champ libre à Hollande puisque finalement sur le fond ils sont d'accord

pour reconnaître la légitimité de l'UE. Vous aurez constaté au passage que Mélenchon n'a pas posé comme condition la rupture de Hollande avec l'UE, puisqu'il en est incapable lui-même, il a occulté cette question en utilisant la méthode que je viens de décrire. Efficace, n'est-ce pas ? Tellement efficace que les militants n'y comprennent rien.

La suite de la causerie de ce matin

J'ai encore fourni un boulot de dingue aujourd'hui et je n'ai plus le temps de mettre en ligne des articles de presse et des nouveaux articles dans d'autres rubriques, ce soir ou demain.

Il peut m'arriver d'interpréter une info à contresens parce que je l'ai lue trop rapidement, veuillez me le signaler s'il vous plaît. J'en avais commis un ce matin en ayant lu démocratie au lieu de démographie, je m'en suis aperçu au tout dernier moment, j'ai à peine quelques secondes ou minutes à consacrer à certaines infos, je me relis très rapidement, je vérifie surtout le formatage de la page, c'est vraiment un boulot de dingue, merci d'avance.

Au fait, je ne peux pas vous quitter sans ajouter un mot.

Au Brésil contre la hausse du prix des transports, en Afrique du Sud dans les mines, en Bulgarie, en République Tchèque, en Espagne, en Grande Bretagne (G8) contre la corruption, les banquiers, au Portugal, en Grèce, et bien entendu en Syrie et bien d'autres pays encore, les masses résistent, se battent pour leurs droits, cherchent la voie du soulèvement pour en finir avec le vieux monde, alors courage camarades, gardons le moral, rejoignez le combat pour la révolution socialiste, nous vaincrons, le socialisme vaincra !

Bon wek-end à tous.

[Libor, ISDAfix, WM/Reuters, cours du pétrole. Un système mafieux disiez-vous ? Comme vous êtes encore loin du compte !](#)

Récapitulons.

- Après le scandale du Libor qui a révélé qu'une poignée de banquiers avaient tripoté les prix d'instruments financiers à hauteur de 500 mille milliards de dollars,

- avant-hier on a mis en ligne un article faisant mention d'une autre gigantesque escroquerie sur l'ISDAfix, un indicateur étalon qui permet de calculer à travers le monde les prix des swaps de taux d'intérêt qui concerne les grandes villes, les grandes entreprises et les gouvernements souverains pour gérer leur dette, soit un marché estimé à environ 379 mille milliards de dollars,

- et voilà qu'aujourd'hui on apprend la possible manipulation de l'indicateur de référence de la valeur des devises, le taux WM/Reuters, marché où près de 4,7 trillions (4,7 mille milliards) de dollars sont brassés chaque jour, dominé par quatre banques : DBK, Citigroup Fnc, Barclays Plc et UBS AG. Et ce n'est pas fini.

- on vient d'apprendre que les établissements bancaires auraient pu également manipuler le prix de l'essence. C'est très sérieux puisque c'est l'Organisation internationale des commissions de valeurs irrévocables (OICVI) qui l'affirme dans un rapport préparé pour le G20 et publié en juin. (source : Bloomberg et Atlantico.fr 14.06)

Et vous allez perdre de votre temps à vous demander si telle ou telle revendication sociale serait bien raisonnable, s'il ne faudrait pas faire preuve de mesure et rester dans des normes acceptables, pour qui, pour l'économie capitaliste pardi, patati patata...

C'est franchement du délire, on vous prend pour des abrutis, pendant que de l'autre côté ils piochent à coup de centaines ou milliers de milliards dans la caisse, truandent autant qu'ils peuvent pendant que vous peinez à survivre, ouais, dans votre poche, celles des travailleurs, mais où ont donc la tête les dirigeants des partis ouvriers, dans quel monde vivent-ils, sur quelle planète bordel ?

Vous ne voyez pas la réalité, elle s'étale là sous vos yeux, tandis qu'ils l'ignorent ou feignent de l'ignorer car ils disposent des mêmes informations que vous et moi. Demandez-leur des comptes, c'est votre droit légitime.

[Au Pays-Bas ou au pays du groupe Bilderberg et du Nouvel ordre mondial : et "l'honneur est sauf"!](#)

Vous connaissiez la collusion qui existait entre la monarchie, les banquiers sionistes anglo-saxons et les nazis pendant la Seconde guerre mondiale, en 2013 ajoutez l'extrême droite. Comme quoi on ne racontait pas des blagues.

- Le président du Sénat néerlandais a annoncé dans la nuit de jeudi à vendredi sa démission suite à des accusations selon

lesquelles il aurait tenu le chef de file de l'extrême-droite Geert Wilders à l'écart pendant la cérémonie d'intronisation du roi Willem-Alexander en avril, ont rapporté les médias néerlandais.

Le quotidien de centre-gauche De Volkskrant avait assuré mercredi que Fred de Graaf avait écarté Geert Wilders du petit groupe de députés qui devaient escorter le roi à son entrée dans l'ancienne église où se tenait la cérémonie d'intronisation, retransmise en direct à la télévision.

"*C'est tout à son honneur, il s'agit de la seule bonne décision*", a réagi le chef de file de l'extrême-droite néerlandaise pendant la nuit, cité par l'agence de presse néerlandaise ANP : "*l'impartialité d'un président du Sénat ne doit laisser aucune place au doute et cela n'était clairement pas le cas*".

Selon le chef de file du parti socialiste Emile Roemer, la position de M. de Graaf est devenue "*en tous les cas intenable*" : "*il est clair qu'il a attiré une apparence de partialité sur lui-même et cela est inacceptable de la part d'un président*", a-t-il assuré à l'ANP.

Son parti soutenait le précédent gouvernement avant que celui-ci ne démissionne en avril 2012, Geert Wilders ayant fait échouer les négociations sur la réduction du déficit budgétaire.

Le parti pour la liberté (PVV) de M. Wilders, qui lors de la dernière campagne électorale, s'était attaqué à l'Union européenne, était passé de 24 sièges à 15 à la chambre basse du parlement.

Le chef de file de l'extrême-droite a brièvement rencontré le roi jeudi : "*heureusement, le président du Sénat et maître-manipulateur du VVD n'a pas pu l'empêcher*", avait-il alors écrit sur Twitter.

Geert Wilders, dont le procès s'était ouvert en octobre 2010, avait été relaxé en juin 2011 d'incitation à la haine et à la discrimination envers les musulmans, pour avoir notamment appelé les musulmans à se conformer à la "*culture dominante*" ou à s'en aller. AFP 14.06

Excellent, Emile Roemer, dont le parti est affilié à l'Internationale à laquelle appartient le PS approuve la décision du président du Sénat, autrement dit se range au côté du chef de file de l'extrême-droite.

Les partis de l'Internationale socialiste vous ont donné envie de vomir, ce n'était pas suffisant apparemment puisque aucun parti n'a rompu avec le PS, pourvu que cela elur file une terrible dysenterie, car à la fin on se demande bien ce qui pourrait vousles réagir, en sont-ils encore capables, contactez-nous pour en témoigner, anonymement.

En guise de conclusion : la monarchie est au petit soin avec un nazillon qu'elle reçoit volontiers dans son palais, celui-ci lui rend service en lui permettant de se débarrasser d'un élu qui avait manifesté son opposition à l'UE, la création du groupe Bilderberg auquel la famille royale participe depuis plus de 50 ans, avec l'approbation d'une autre pourriture, le chef du parti dit socialiste.

Tour d'illusionnisme de la CGT.

La CGT estime "*qu'il faut engager la discussion sur d'autres bases avec une prise en compte des propositions alternatives, notamment celles de la CGT*".

Elle entend "*saisir l'opportunité de la conférence sociale des 20 et 21 juin pour porter le débat sur l'ensemble des éléments qui permettraient de relancer une véritable dynamique de progrès social*", affirme la centrale dirigée par Thierry Lepaon. AFP 14.06

Ils veulent discuter de quoi, avec qui, sur quelles bases ? Avec les patrons et leur gouvernement ? Ils ont fixé l'agenda. Vous l'avez accepté. Ils ont fixé les règles du jeu. Vous avez décidé d'y participer. Dès lors l'affaire est entendu, vous cautionner cette mascarade, vous en êtes le complice, vous êtes un agent du capital et rien d'autre, tout le reste est du baratin.

La seule position correcte : boycott de cette conférence antisociale, à bas les jaunes et les traitres, abolition de toutes les contre-réformes sur les retraites des deux dernières décennies ! Il n'y a rien à négocier, nos vies et notre droit à la retraite à 50 ou 55 ans à taux plein n'est pas négociable et si c'est incompatible avec la survie du capitalisme, qu'il disparaisse.

Que le gouvernement et le patronat prennent seuls l'initiative de s'attaquer à nos retraites, de la sorte le mouvement ouvrier aura les mains libres pour le combattre, dans le cas contraire, il aura les pieds et les mains liés pour l'affronter et il n'en sortira rien, nous serons vaincus.

Voilà en quoi consiste véritablement une position conforme aux intérêts des travailleurs et à la défense de l'indépendance des syndicats. Tout autre position les livre à nos ennemis.

Syrie. C'est tellement élémentaire.

- La Syrie a franchi «*la ligne rouge*» en utilisant des armes chimiques contre l'opposition, avertit Washington - 20minutes.fr

Question.

"Pourquoi le régime de Bachar al-Assad aurait-il eu recours à du gaz sarin contre des rebelles, à petite échelle. Militairement parlant, ce n'est absolument pas rationnel", estime Alexei Pushkov, responsable de la commission des Affaires étrangères à la Douma.

De leur côté, l'Union européenne et l'OTAN dénoncent toujours l'utilisation d'armes chimiques en Syrie. euronews.fr 14.06

Ils reçoivent du renfort de leurs amis salafistes :

- Egypte: des milliers d'islamistes défilent au Caire contre le régime syrien - AFP

ACTUALITE EN TITRES

Soyons «*juste et efficace*» : chassons-les du pouvoir !

- Retraites : Hollande veut une réforme «*juste et efficace*» - LeParisien.fr -

La preuve :

- Rapport Moreau sur les retraites: "*Aux salariés de faire tous les sacrifices*" - L'Expansion.com

... et estimez-vous heureux...

- Retraites - Ayrault : "*Les efforts à faire ne seront pas écrasants*" - LePoint.fr

Faites attention quand même en traversant...

... bien que...

- Retraites : "*Il faudra de toute façon travailler un peu plus longtemps*" - LeMonde.fr

La fatalité, vivre pour travailler engraisser un système mafieux...

La Constitution est une une "*zone de non-droit*" : abolition !

- Pas de bouleversement du droit du travail en prison, conforme à la Constitution - AFP

Le Conseil constitutionnel a débouté vendredi deux détenus de Metz qui dénonçaient le travail en prison comme une "*zone de non-droit*", en considérant que l'absence de contrat de travail pour les personnes incarcérées exerçant un emploi en prison ne les privait pas de leurs droits et libertés fondamentales.

Révolution !

- «*Face au chômage, les jeunes n'ont qu'une perspective: la révolte*» - Liberation.fr

Alors que les ministres du travail allemand, français, italien et espagnol se retrouvent vendredi à Rome sur ce sujet, Bernadette Ségol, secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats, dénonce la mollesse de l'Europe face au fléau qui ravage le continent. «*Face au chômage, les jeunes n'ont qu'une perspective: la révolte*» Liberation.fr 14.06

Cette porte-parole de l'UE s'inquiète et elle prévient ses collègues que la révolte gronde, elle fait son boulot quoi, à moins

qu'elle songe à sauver sa peau, je veux dire par là celle de la CES...

Liberticide

- La traque aux fraudeurs des péages est lancée - LeFigaro.fr

Les sociétés d'autoroutes ont désormais accès au fichier des plaques d'immatriculation. LeFigaro.fr 14.06

Hier on apprenait que le CNIL avait livré l'Etat civil aux Mormons, et voilà que ce sont de entreprises privées qui vont disposer de fichiers de police... Aux Etats-Unis, la dictature est déjà assurée par la CIA, le FBI, la NSA... et leurs sous-traitants privés...

Fumisterie

- Interdit de fumer sur les terrasses closes, tranche la Cour de cassation - AFP

Les empoisonneurs et les affameurs.

- L'agroalimentaire, champ de batailles commerciales entre les Etats-Unis et l'Union européenne - LeMonde.fr

... du coup...

- Gaspillage alimentaire: la guerre est déclarée - AFP

- Le gouvernement lance la chasse au gaspi alimentaire - Liberation.fr

Cessons de vider les champs et les rayons pour remplir les poubelles: le Plan anti-gaspi du gouvernement signé vendredi par tous les acteurs de l'alimentation doit conduire à réduire de moitié le gaspillage d'ici 2025. AFP 14.06

Vont-ils vous imposer d'installer une caméra au-dessus de votre poubelle, je ne parle pas de votre ordination ou de votre téléphone portable ?

Les affameurs de l'ONU crient à la famine

Le représentant de la FAO, l'organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'alimentation, Laurent Thomas, a ainsi fait valoir que la somme des aliments gâchés dans le monde (1,3 milliard de tonnes - 750 milliards d'euros) suffirait amplement à rassasier les 868 millions d'affamés. AFP 14.06

Message entendu : l'Etat va s'attaquer au repas des cantines scolaires, des hôpitaux, etc.

L'Etat de son côté va inclure progressivement d'ici 2014 des clauses anti-gaspi dans les marchés publics de la restauration collective - taille des portions adaptée aux publics visés et préparation des repas. AFP 14.06

Il ne vous aura pas échappé que la FAO vient à peine de rendre public son rapport, que le gouvernement français a déjà le sien tout prêt et ils correspondent pile-poïl. D'après vous qui a rédigé le rapport originel qui a servi aux deux ?

Toujours en quête d'union nationale

- Maltraitance des enfants: Valérie Triewweiler pour une "*grande cause nationale*" - AFP

La méthode dont j'ai parlé, elle est géniale, une vraie boîte à malice !

Qu'on se le dise.

- La participation des écolos au gouvernement mise en cause par les militants - LeMonde.fr

... on s'en fout, on a d'autres chats à fouetter

- EELV : "*Nous sommes plus utiles dans les institutions qu'en les critiquant*" - LeMonde.fr

[Il reste les camps !](#)

- Pour en finir avec les retards au travail - L'Express.fr

[Sauver les banques avec l'argent du contribuable, le vôtre quoi.](#)

- Le MES mettra Etats et créanciers à contribution - Reuters

[Intox](#)

Ne le soyez pas trop quand même, ce sont eux qui vous financent !

- G8: Londres promet un coup fatal aux paradis fiscaux, les ONG sont pessimistes - AFP

Quelle épreuve de force !

- Négociations de libre échange Europe/USA: Bruxelles va tenter de faire fléchir Paris - L'Expansion.com

Comme sur l'UE, le TSCG, la "**règle d'or**", le budget 2014, l'ANI, les retraites, la ligne ne serait-elle pas plutôt jaune des fois ?

- Retraites: Hollande face aux lignes rouges de sa propre majorité - LeFigaro.fr

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Hollande, la voix de Washington ou le porte-parole du gouvernement mondial néolibéral](#)

- Paris accepte des discussions commerciales USA-UE - Reuters

La France a accepté l'ouverture des discussions commerciales entre l'Union européenne et les Etats-Unis, ont annoncé vendredi soir à Luxembourg des responsables de l'UE. Reuters 14.06

Exception culturelle: les Européens parviennent à un compromis - AFP

Qu'en est-il vraiment ?

Réunis à Luxembourg, les 27 devaient se mettre d'accord sur le mandat confié à la Commission européenne pour négocier un méga-accord de libre-échange avec Washington. Ces décisions ont jusqu'ici toujours été prises à l'unanimité.

La ministre française du Commerce, Nicole Bricq, avait annoncé au début des discussions que Paris refuserait le projet de mandat "*en l'absence d'une exclusion claire et explicite du secteur audiovisuel*".

Les ministres du Commerce européens se sont mis d'accord vendredi pour exclure le secteur audiovisuel du mandat de négociations commerciales avec les Etats-Unis, comme la France le demandait pour protéger l'exception culturelle, a annoncé la Commission.

"*Les services audiovisuels ne sont pas dans le mandat pour le moment mais pourraient y être ajoutés plus tard*", a ensuite expliqué le porte-parole du commissaire européen en charge du Commerce, M. De Gucht, au cours d'une conférence de presse, à l'issue de plus de 12 heures de négociations. AFP 14.06

Ni Hollande ni Nicole Bricq ne retiendront cette mise au point lourde de menace pour l'avenir, ils s'en foutent, pour eux seuls comptaient cet accord, ils l'ont ils sont satisfaits et l'oligarchie financière peut sabler le champagne !

[Quand le ministre de l'Intérieur se sucrait](#)

Le parquet de Paris a annoncé avoir ouvert vendredi une enquête préliminaire sur les primes en liquide perçues par Claude Guéant.

L'enquête a été ouverte à la suite de la publication le 10 juin d'un rapport d'inspection selon lequel quelque 10.000 euros mensuels, puisés dans les "*frais d'enquête et de surveillance*" des policiers, ont été "*remis*" à M. Guéant entre 2002 et 2004, alors qu'il était directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy. AFP 14.06

Banquiers ripoux

Le parquet de Paris a ouvert le 31 mai dernier une information judiciaire contre X pour blanchiment de fraude fiscale visant la banque suisse Reyl & Cie, a-t-on appris vendredi de source judiciaire.

L'information est également ouverte du chef de blanchiment de fraude fiscale en utilisant les facilités procurées par l'exercice d'une activité professionnelle, notamment celle de banquier, a-t-on précisé, confirmant une information du Monde.

Elle a été confiée au juge Renaud van Ruymbek.

Pierre Condamine-Gerbier, un ancien cadre de Reyl & Cie, qui abritait le compte de Jérôme Cahuzac, a déclaré jeudi devant une commission parlementaire détenir une liste d'hommes politiques français détenant un compte en Suisse.

Après sa filiale française, la maison mère du groupe bancaire suisse UBS a été mise en examen en France la semaine dernière pour "*démarchage bancaire illicite*".

Les représentants de la banque se sont vu notifier le statut de témoins assistés pour des faits de "*blanchiment de démarchage bancaire illicite*" et "*blanchiment de fraude fiscale*". Reuters 14.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Le Premier ministre conservateur grec Antonis Samaras, sous pression, a proposé vendredi de rouvrir partiellement la radio-télévision publique grecque, dont la fermeture brutale mardi soir a suscité un tollé en Grèce et à l'étranger. «*Une commission temporaire bénéficiant d'un large soutien des partis (politiques) peut être nommée pour engager un petit nombre d'employés afin que la diffusion de programmes d'information puisse reprendre immédiatement*», a déclaré Samaras dans un communiqué, publié au quatrième jour de manifestations devant le siège de la radio-télévision publique ERT.

Selon une source gouvernementale, le but de cette rencontre est de rétablir «*le langage commun*» entre les trois formations politiques et «*trouver une solution commune*». «*Cela est faisable car l'objectif des trois partenaires est une télévision indépendante sans les dysfonctionnements qui pesaient sur l'ERT*». Pasok et Dimar réclament l'annulation de l'acte législatif portant seulement les signatures de Samaras et du ministre des Finances Yannis Stournaras, qui a entraîné l'interruption des programmes de l'ERT mardi soir et l'extinction du signal par des forces de l'ordre. libération.fr 14.06

Donc la solution envisagée par le gouvernement, c'est de mettre en oeuvre plus tôt que prévu exactement les mesures qu'il avait programmées, avec l'accord des soit-disant partis de gauche qui font partie de la coalition au pouvoir, des partis de droite comme La Nouvelle Démocratie de Samaras... ou le PS en France.

Le «*le langage commun*» pour «*trouver une solution commune*» fait partie de la méthode que j'ai décrite. Ils ne parlent plus de supprimer la télévision publique ou de la privatiser, mais de faire passer son effectif de 2.600 à 1.200 salariés une fois expurgée des contestataires, opposants déclarés, syndicalistes...

2- Turquie

Ce vendredi, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a consenti à un geste d'apaisement. Il a promis, comme il l'avait fait la veille au soir, de ne pas toucher au parc tant que la justice ne s'est pas prononcée sur ce dossier. Mais en échange, il a demandé aux manifestants de rentrer chez eux.

«*Je dis aux jeunes : 's'il vous plaît, cessez l'occupation du parc Gezi'. Maintenant, si certains groupes veulent poursuivre*

cette occupation de manière illégale, alors, nous allons devoir régler cela. Il faut bien comprendre que ce parc n'appartient pas à quelques-uns, il appartient à tous les Turcs".

Cela suffira-t-il pour mettre fin au mouvement de contestation ? La réponse appartient aux manifestants encore rassemblés dans le centre d'Istanbul. euronews.fr 14.06

3- République tchèque

Le Premier ministre tchèque Petr Necas luttait vendredi pour sauver son gouvernement après la crise provoquée la veille par une vague d'interpellations sans précédent impliquant sa collaboratrice directe et des personnalités politiques proches du pouvoir.

Le parti social-démocrate CSSD réclame le départ immédiat de M. Necas et de son cabinet et l'organisation d'élections anticipées, les prochaines législatives étant normalement prévues pour le printemps 2014.

"Si le Premier ministre ne démissionne pas dans les heures qui viennent, le CSSD déposera une nouvelle motion de censure", a averti le chef du groupe parlementaire du CSSD, Jeronym Tejč.

La Chambre des députés qui a suspendu les débats jusqu'à mardi, pourrait se pencher sur une motion de censure à la reprise des débats.

"Les élections anticipées représentent l'unique issue logique et démocratique à la situation actuelle", a de son côté affirmé le chef du CSSD Bohuslav Sobotka, après s'être entretenu avec le président Milos Zeman.

"Je pense que des élections anticipées auront bien lieu. Je n'arrive pas à imaginer que la situation actuelle puisse durer encore un an", a estimé la politologue Vladimira Dvorakova, à l'antenne de la télévision publique CT 24.

Le cabinet de centre droit de M. Necas, largement fragilisé par sa politique de rigueur budgétaire et par de nombreux scandales de corruption, a déjà survécu à cinq motions de censure et à trois votes de confiance depuis son installation en juillet 2010, mais il n'a plus de majorité parlementaire depuis 2012.

Sa directrice de cabinet, Mme Nagyova, qui a été interpellée dans la nuit de mercredi à jeudi par la brigade de lutte contre le crime organisé, est mise en examen pour avoir notamment demandé au service de renseignement militaire d'organiser la filature de Mme Radka Necasova, épouse du Premier ministre dont il est en train de divorcer, et deux employés de l'office du gouvernement.

Il lui est reproché d'avoir utilisé *"son influence découlant de ses rapports personnels avec M. Necas"*, selon l'acte de mise en examen.

Sans évoquer le nom de sa collaboratrice, le Premier ministre s'est déclaré vendredi *"profondément déçu"* par l'implication dans l'affaire de trois responsables du service de renseignement militaire, deux généraux et un colonel.

M. Necas a déploré que des gens qui ont participé aux efforts internationaux de stabilisation en Afghanistan soient compromis dans l'affaire actuelle.

"Ce sont des gens qui ont derrière eux trois missions en Afghanistan à l'Hindou-Koush où ils ont combattu les Talibans", a souligné le Premier ministre. Mais par leurs actions récentes, *"ils ont fatalement porté préjudice à la République tchèque"*, a-t-il déploré.

Mme Nagyova et d'autres personnalités, notamment deux anciens députés de l'ODS Petr Tluchor et Ivan Fuksa, ont été interpellées lors d'une vaste opération menée par 400 policiers de la brigade de lutte contre le crime organisé (UOOZ), notamment au siège du gouvernement et au ministère de la Défense.

Sans citer de noms, le directeur de l'UOOZ, Robert Slachta, a fait état d'un *"groupe criminel organisé qui fonctionnait sur la base des liens de clientélisme"*.

L'objectif de ce groupe était un *"gain démesuré"* ainsi qu'une *"certaine part d'influence sur des organismes d'Etat"*.

Entre 120 et 150 millions de couronnes (entre 4,7 et 5,8 millions d'euros) ont été saisis lors des 31 perquisitions, ainsi que des *"dizaines de kilogrammes d'or"*, selon M. Slachta. AFP 14.06

4- Bulgarie

Des milliers de personnes ont manifesté vendredi à Sofia pour dénoncer la nomination d'un magnat de la presse, Delian Peevski, à

la tête des services de sécurité bulgares.

En scandant "*Mafia !*" et "*Démission !*", 10.000 manifestants se sont rassemblés devant le siège du gouvernement. D'autres manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes du pays.

Pour les contestataires, la nomination de Peevski est une nouvelle preuve que les institutions publiques sont de plus en plus soumises à des intérêts privés.

Les députés socialistes et leurs alliés du PDS, parti représentant la minorité turque, ont approuvé sans débat et à la majorité simple la nomination de Peevski, lui-même élu du PDS.

Ce vote a eu lieu quelques heures après l'entrée en vigueur d'une nouvelle législation enlevant au président de la République le pouvoir de nommer les chefs des services secrets.

Le parti de centre droit GERB, arrivé en tête des élections législatives du 12 mai mais qui a refusé de former un nouveau gouvernement, cédant la place à ses rivaux socialistes, a réclamé l'organisation de nouvelles élections. Il a qualifié de "*ridicule*" la nomination de Peevski.

Le président Rossen Plevneliev a même demandé aux députés de revenir sur leur choix. Il a décidé de réunir la semaine prochaine le Conseil de sécurité nationale pour discuter de cette nomination contestée.

En 2007, Peevski avait dû quitter son poste de vice-ministre à la suite d'une affaire de corruption. L'enquête avait ensuite été abandonnée et il avait repris ses fonctions.

Sa mère est propriétaire d'un puissant groupe de journaux et de chaînes de télévision. Reuters 14.06

5- Syrie

Le régime du président syrien Bachar al-Assad, conforté par l'appui russe, a démenti vendredi les accusations des Etats-Unis sur un recours par ses troupes aux armes chimiques, et dénoncé l'intention américaine d'aider militairement les rebelles.

Le démenti syrien a suivi de peu la déclaration de Moscou, allié indéfectible du régime Assad, qui a jugé "pas convaincantes" les accusations américaines et critiqué la décision américaine d'augmenter son aide aux insurgés.

"*La Maison Blanche a fait publier un communiqué truffé de mensonges sur le recours aux armes chimiques en Syrie, en se basant sur des informations fabriquées*", a déclaré un responsable des Affaires étrangères syriennes cité par l'agence officielle Sana.

"*Les groupes terroristes armés actifs en Syrie (rebelles, ndlr) sont en possession d'armes chimiques mortelles et de la technologie nécessaire pour leur fabrication*", a-t-il en revanche insisté.

Régime et rebelles se sont mutuellement accusés en mars d'avoir eu recours aux armes chimiques, mais Damas a refusé une enquête de l'ONU.

Jeudi, les Etats-Unis ont clairement accusé le régime syrien d'avoir eu recours aux armes chimiques, dont du gaz sarin "*à échelle réduite*" contre les rebelles, en faisant état de "*100 à 150 morts*".

Le président américain Barack Obama "*a affirmé que le recours à des armes chimiques changerait son équation, et c'est le cas*", a prévenu son conseiller adjoint de sécurité nationale, Ben Rhodes, évoquant une "augmentation de notre aide" à la direction des opérations militaires rebelles. Washington s'est jusqu'à présent refusé à franchir le pas de la livraison d'armes et l'ambassadrice américaine à l'ONU Susan Rice a souligné qu'une éventuelle zone d'exclusion aérienne, réclamée par l'opposition pour contrer la force de frappe du régime, présentait des "*inconvenients et des limites*", et qu'aucune décision n'avait été prise à ce sujet.

Le président français François Hollande a affirmé que la position américaine confirmait la nécessité d'"exercer une pression, y compris sur le plan militaire" sur la Syrie.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a estimé que l'augmentation des livraisons d'armes en Syrie n'aiderait pas à résoudre la situation.

"*Il n'y a pas de solution militaire, seule une solution politique peut régler ce problème de manière durable (...)* La voie militaire

mène directement à la désintégration du pays", a-t-il martelé.

Comme l'Otan et l'Union européenne, M. Ban a insisté sur l'urgence d'envoyer une mission de vérification de l'ONU en Syrie.

"La décision américaine d'armer les groupes terroristes armés démontre (...) l'implication directe des Etats-Unis dans le bain de sang syrien", a insisté pour sa part le responsable syrien cité par Sana.

A Londres, le chef de la diplomatie William Hague a dit partager "l'analyse" américaine sur le recours aux armes chimiques et souligné que le sommet du G8 lundi et mardi en Ulster débattrait de "la réponse forte et déterminée" à apporter.

En marge de ce sommet, M. Obama et son homologue russe Vladimir Poutine ont prévu un entretien bilatéral sur la situation en Syrie, a annoncé le Kremlin.

Le conseiller diplomatique du Kremlin Iouri Ouchakov, a estimé que l'aide militaire de Washington aux rebelles compliquerait les efforts de paix, alors que les deux puissances tentent avec grande peine de réunir une conférence internationale.

En Turquie, des responsables américain, français, britannique et saoudien ont rencontré vendredi le chef d'état-major de l'Armée syrienne libre (ASL), Sélim Idriss, pour discuter d'une "mise en oeuvre concrète" de l'aide à la rébellion.

Sur le terrain, l'armée tentait de prendre les quartiers rebelles du vieux Homs, assiégés depuis un an et à la périphérie desquels de violents combats ont éclaté, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). AFP 14.06

6- Israël

L'Entité sioniste applaudit les islamistes qui mettent la Syrie à feu et à sang.

Dans son commentaire du jour, l'analyste militaire du quotidien israélien Yediot Aharonot, Alex Fishman, a exhorté le gouvernement de son pays à «laisser les Arabes s'entretuer tranquillement», parce que, estime-t-il, la moindre intervention israélienne pourrait les unir à nouveau contre leur ennemi historique. «Les doigts de Netanyahu le démangent, " écrit-il. Celui qui l'a vu cette semaine faire des menaces au ministère des Affaires étrangères, devant la commission de la Défense à la Knesset, "a vu un chef avec le doigt sur la gâchette.»

L'auteur énumère tous les drames qui déchirent le monde arabe : «Chaque jour, quelque 400 à 500 personnes sont tuées dans les pays qui nous entourent. A Tripoli, au Liban, des combats ont lieu tous les jours entre les quartiers de Djabel Mohsin et Bab Al-Tabani."

En Syrie, 80 personnes sont tuées chaque jour. Les Kurdes dans le nord de la Syrie ont coupé avec l'Etat.» Et d'enchaîner : «Chez les Palestiniens, il n'y a pas de solution en vue au désaccord entre le Hamas et l'Autorité palestinienne. En Egypte, c'est le chaos économique et constitutionnel, et, dans les rues, c'est la débandade totale. Les Egyptiens sont préoccupés par le projet de construction d'un barrage par l'Ethiopie sur le Nil bleu, qui fournit 80% de l'eau à l'Egypte.» Plus à l'ouest, «en Libye, les tribus et les milices armées se massacrent les unes les autres. Là, les morts ne se comptent plus. Les grandes villes de la Tunisie entrent dans un état de couvre-feu tous les soirs. Des soldats tunisiens sont tués en combattant les salafistes à la frontière avec l'Algérie». Quant à l'Irak, «il est déjà divisé en trois, et la guerre civile reprend de plus belle, sans parler de ce qui se passe en Somalie, au Tchad, au Soudan, au Yémen et au Bahreïn». Et l'auteur d'en tirer une conclusion des plus cyniques, mais qui laisse méditatif : «Depuis deux ans, le monde arabe brûle et s'anéantit sans aucune intervention extérieure, et cela pourrait continuer encore pendant de nombreuses années. Alors, pourquoi devrions-nous, nous Israéliens, en raison de quelques généraux trublions et un Premier ministre à la gâchette facile, donner aux Arabes l'occasion de s'unir autour du seul dénominateur commun qu'ils ont : la haine d'Israël ?» french.trib.ir 14.06

SOCIAL

1- Brésil

Ils ne digèrent décidément pas la hausse des prix des transports publics. Ce 4ème jour de contestation à Sao Paulo a fait plus de 55 blessés, tandis que plus de 160 personnes ont été interpellées.

La police, qui a cherché à disperser les manifestants rassemblées dans le centre-ville, estime qu'ils étaient environ 5000 sur l'avenue Paulista, la principale artère de Sao Paulo, soit le même effectif que mardi.

L'augmentation des prix des billets de bus, de métro et de train se chiffre à 7%.

Les dégâts matériels s'accumulent : bus incendiées, vitrines brisées, alors que doit s'ouvrir dans deux jours la coupe des confédérations.

La situation est loin de s'apaiser; hier les employés du rail ont lancé un mouvement de grève, rendant la, la circulation encore plus chaotique à Sao Paulo, mégapole de 20 millions d'habitants. euronews.fr 14.06

2- Afrique du Sud

Plusieurs milliers de mineurs sud-africains ont cessé le travail vendredi, organisant un sit-in dans une mine exploitée près de Rustenburg (nord) par le groupe Anglo American Platinum (Amplats) pour protester contre la suspension de quatre leaders syndicaux, a-t-on appris de source syndicale.

"Ils ne veulent pas sortir du puits car ils réclament que la suspension de leurs responsables soit levée", a indiqué à l'AFP George Tyobeka, un dirigeant du nouveau syndicat AMCU, dont quatre responsables ont été suspendus par la direction pour avoir triché sur les chiffres d'adhésions dans un contexte de rivalités syndicales qui ont fait de nombreux morts dans ce bassin minier. french.trib.ir 14.06

J'ai préféré cet article à celui d'euronews qui ne précisait à quel syndicat appartenait les quatre responsables ont été suspendus.

ECONOMIE

Espagne

La dette publique de l'Espagne a fortement progressé au cours du premier trimestre 2013, établissant un nouveau record à 88,2% du PIB.

La dette du pays a augmenté de 15,2 points de pourcentage par rapport à la même période de l'année précédente, une hausse liée tant à l'administration centrale qu'aux 17 régions autonomes, selon les chiffres publiés vendredi par la Banque d'Espagne.

En montant brut, l'endettement du pays atteignait 922,828 mds d'euros au premier trimestre 2013, un record absolu depuis l'année 2000, contre 774,926 milliards un an plus tôt.

La dette de l'administration centrale (Etat et Sécurité sociale) atteignait 796,817 milliards d'euros au premier trimestre, soit 76,2% du PIB, contre 655,365 milliards un an auparavant.

La dettes des régions qui inquiètent le gouvernement après avoir largement contribué au dérapage des comptes publics, a bondi de 29,51% à 189,589 milliards d'euros, soit 18,1% du PIB.

Les municipalités affichent elles une dette de 42,795 milliards d'euros, soit 4,1% du PIB, en hausse sur un an de 16,1% sur un an.

Les chiffres publiés vendredi, qui sont ceux pris en compte par l'UE dans le cadre de la procédure pour déficit excessif, tiennent compte du prêt européen de 41,3 milliards d'euros au secteur bancaire espagnol, a précisé à l'AFP une porte-parole de la Banque d'Espagne.

Le gouvernement prévoit que la dette publique du pays, qui s'alourdit mécaniquement avec la hausse des déficits, devrait s'envoler à 91,4% en 2013, 96,2% en 2014, 99,1% en 2015 et 99,8% en 2016. AFP 14.06

[Haut de page ↗](#)

Le 16 juin 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de mettre en ligne une vingtaine de nouveaux articles que j'ai téléchargés dans mon disque dur, ce sera pour ce soir, à moins qu'on ait un orage, hier soir on a eu de fortes pluies, le bonheur, et aujourd'hui un soleil radieux ! Je n'en ai

pas profité puisque j'ai encore bossé comme un dingue. Bon, il va falloir se calmer...

[Une vidéo](#)

Interview d'Edward Snowden, l'auteur des révélations sur le système de surveillance de la NSA

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=RMfR0VQDqww

[Parole d'informateur](#)

1- *"Les banksters manipulent tous les prix!*

Un de leur trucs : vendre à découvert toutes les compagnies aériennes, et avec les milliards libérés, acheter du kérosène pour en faire monter le prix, ce qui fait baisser les compagnies aériennes! Et à la fin, on revend le kérosène très cher aux compagnies aériennes, et avec les milliards, on rachète les compagnies aériennes bon marché!"

2- *"Faudrez vous réveiller les journalistes..."*

Vous croyez qu'en 2008 quand le prix du pétrole est monté à 180 dollars c'était par l'action du saint esprit!

Il ne fait aucun doute que les banques avaient anticipé des pertes sur les subprimes et ont spéculé sur les matières premières, ce qu'ils font et feront toujours.

Sinon il faut savoir que ce petit jeu de spéculation sur les matières premières affament et tueent près de 50 millions de personnes par ans, voir "Les nouveaux maîtres du monde" de Jean Ziegler.

Oui une guerre mondiale par an sous l'autel du libéralisme, tel est le bilan."

Et alors, quelle conclusion vous en tirer, on le garde ou on le fait disparaître le système capitaliste ?

Merci pour cette contribution, car je n'avais pas pensé à ce facteur ou plutôt j'y avais pensé mais je ne l'ai pas développé, le fait qu'ils *"tuent près de 50 millions de personnes par ans"*. Il est vrai qu'à ce compte-là ils peuvent se passer d'une Troisième Guerre mondiale, bien que d'autres facteurs entrent en ligne de compte, à mon avis cela ne fait pas le compte en terme de destruction de forces productives... ; et puis, ils sont sur la bonne voie ou ils avancent à grand pas dans leur projet de gouvernement mondial, ce serait franchement dommage de ne pas s'entendre (avec les Russes et les Chinois) et de tout foutre par terre...

[Une analyse sur le syndicalisme et la situation](#)

A la fin des années 60 et au début des années 70 ils ont commencé à s'attaquer à des pans entiers de la classe ouvrière, mine, textile, métallurgie, électroménager et biens d'équipement, etc, qui annonçait la direction qu'était en train de prendre le capitalisme dans le cadre du développement de l'Union européenne, orientation qui serait confirmée et attaque qui serait amplifiée au cours des décennies suivantes. C'était donc à cette époque qu'il aurait fallu changer de stratégie et rassembler nos forces pour créer un nouveau syndicat ouvrier qui cette fois aurait été indépendant de l'Etat et révolutionnaire.

Comment m'est venue cette réflexion ce matin que je m'étais déjà faite depuis un moment sans trouver le temps de l'approfondir ? En observant la situation à laquelle nous sommes confrontés et l'impasse politique dans laquelle nous nous trouvons. Je sais qu'il y en a qui affirment que tout serait possible d'un coup de baguette magique, moi je préfère m'en tenir aux faits et demeurer lucide au lieu de vous raconter des histoires, à vous de juger quelle est la meilleure méthode pour faire avancer notre cause, vers le socialisme.

Je me suis dit voilà ce qui se passe dans les entreprises : un beau matin votre patron ou le représentant des actionnaires vient vous annoncer la fermeture de l'usine ou qu'ils vont licencier en masse. Face à cette situation, les travailleurs étant désarmés pour l'affronter vont tentés de résister, se mobiliser, en vain, comme chacun sait dans 99% des cas, patron ou actionnaires vont parvenir à leur fin.

Vous pouvez soumettre l'idée qu'il faudrait les exproprier et prendre le contrôle de l'usine, les salariés ne suivront pas parce qu'ils n'y ont pas été préparés, on a fait en sorte pendant des décennies qu'ils soient solidement enchaînés au capitalisme, ce n'est donc pas du jour au lendemain qu'ils pourraient briser ces chaînes.

Imaginons maintenant qu'il ait existé un véritable syndicat ouvrier qui pendant des décennies ait oeuvré à saper les bases

du capitalisme comme avait su le faire avec succès le parti bolchevik de Lénine, qu'il soit parvenu à se développer et à s'imposer dans nombre de grandes et moyennes entreprises en menant une politique conforme au socialisme, gageons qu'il aurait attiré vers lui les éléments les plus conscients de la classe ouvrière (ce qui aurait aussi permis de construire le parti), certains syndicats ouvriers auraient été obligés de se radicaliser sur la gauche, tandis qu'en réaction d'autres se seraient radicalisés à droite tout en perdant de l'influence dans le mouvement ouvrier et le prolétariat.

Ce syndicat ouvrier révolutionnaire n'aurait pas attendu d'être mis devant le fait accompli pour réagir, possédant des informations données par la direction projetant la fermeture prochaine de l'usine ou de procéder à des centaines de suppressions d'emplois, il aurait réuni le personnel en assemblée générale et lui aurait soumis la proposition de prendre le contrôle de l'usine et d'exproprier ses propriétaires avant que ces derniers les jettent à la rue. Il va de soi qu'il est impensable d'imaginer que ce processus soit initialisé de l'extérieur, que des militants débarquent dans une entreprise pour soumettre une telle proposition aux salariés, cela ne marcherait pas, il faut que les salariés y soient préparés, que leur niveau de conscience politique se soit élevé au niveau qui leur permette de saisir cette proposition, de comprendre et d'accepter tout ce qu'elle inclut, sinon c'est du gauchisme.

Cette proposition n'aurait pu être portée à la connaissance du personnel qu'à partir du moment où son niveau de conscience politique aurait évolué en présence de ce syndicat, y compris au niveau national et d'une multitude d'entreprises, des millions de travailleurs étant influencés par sa politique et celle du parti ouvrier révolutionnaire, ainsi il ne se serait pas retrouvé isolé dans son combat comme c'est le cas aujourd'hui, les salariés de cette entreprise aurait reçu le soutien de syndicats à différents niveaux, des centaines de milliers ou des millions de travailleurs dans le pays, du parti, etc.

A l'inverse, aujourd'hui qu'est-ce qui se passe, lorsque les travailleurs sont confrontés à cette situation, ils sont totalement désarmés, anéantis, ils disposent de syndicats vendus ou corrompus par le capitalisme, ils le sont eux-mêmes et ils n'ont plus qu'à subir le sort que le patron ou les actionnaires leur ont réservé, après avoir résisté, certes, mais en vain. Quels enseignements ils en tirent ? Aucun évidemment.

Ce n'est pas là de la politique fiction comme l'interprèteront ceux qui pratiquent le culte de la personnalité, les trois organisations ou partis trotskistes OCI-PCI, LCR et LO sont responsables de l'absence d'un tel syndicat et du parti.

Fonder un nouveau syndicat ouvrier s'imposait d'autant plus que vers le début ou le milieu des années 70 les syndicats existants étaient appelés à devenir marginaux au sein même de la classe ouvrière, ils allaient perdre leurs bastions traditionnels les uns après les autres du fait même de l'évolution du capitalisme mondial et des rapports politiques qui allaient connaître d'importantes transformations, la disparition de l'URSS et ses satellites s'inscrivant dans cette perspective à court terme désormais, l'incapacité de saisir l'opportunité et la nécessité de créer ce syndicat a été le produit de l'incurie politique de ces dirigeants, de leur incapacité à analyser la dynamique qui se dégageait de l'ensemble de la situation pour finalement être incapable d'en prévoir les développements. Ils en sont toujours au même point, ils n'ont pas évolué d'un millimètre depuis cette époque.

Le dogmatisme est aussi mortel que le gauchisme, pire même, puisqu'il agit sur une autre échelle...

[Passer de 37,5 annuités à 41, un détail. Après le "piège", la "ruse". Ecoutez maître renard.](#)

Pendant des années pour épargner ou soulager les appareils de la CGT et de FO, les dirigeants du PT puis du POI ont prétendu que les braves dirigeants syndicaux étaient tombés dans les "pièges" que leur aurait tendu le gouvernement. Ils viennent d'en donner une version actualisée, la "ruse" remplaçant le "piège", ce n'est pas un canular, ce qui montre au passage qu'ils seraient capables d'évoluer...

Extrait du n°255 d'*Informations ouvrières*, page 2.

- "*Pour tenter de faire passer la pire contre-réforme des retraites jamais osée par un quelconque gouvernement avant lui, le gouvernement Hollande ruse.*"

Et après cela ils reprochent au gouvernement de dramatiser la situation, ils font exactement la même chose, notons au passage, ils en sont coutumiers en fait. C'est tellement grotesque qu'on se demandera si l'auteur de ces lignes ne se livre pas à un concours avec Hollande. En réalité, la méthode est bien rodée, elle a fait ses preuves, nulle "ruse" là-dedans.

- "*(Hollande) ... il organise une « concertation » avec les confédérations syndicales et le patronat, qui doit commencer dans une semaine, lors de la conférence sociale, pour se poursuivre tout l'été.*"

Il semble que certains soient disposés, les yeux grands ouverts, à plonger la tête la première dans ce stratagème."

En effet, vous aussi, elle est là la "ruse" : attirer l'attention sur le PCF alors que le POI n'appellera pas au boycott de cette conférence patronale, en cela on se demandera quelle est le plus hypocrite des deux sachant parfaitement à quoi s'en tenir à

propos du PCF. C'est pas mal joué, mais un peu éculé comme méthode pour nous duper.

- "(le gouvernement) Sans « concertation », il se retrouverait, pour ainsi dire, tout nu !"

Plus cynique sera difficile à trouver. Ce qui signifie que c'est sciemment que le POI refuse d'appeler au boycott pour obliger la CGT et FO à refuser de siéger à cette conférence, sachant que sans leur participation effectivement Hollande ou plutôt ce processus "se retrouverait, pour ainsi dire, tout nu" ou perdrait toute légitimité, ce que Yan Legoff se passera bien de préciser ; au POI (au NPA ou à LO), ils ne sont pas censés aider les militants à comprendre la situation ou les rapports qui existent entre les appareils, cela vaut mieux pour eux on l'aura compris, encore moins à développer une analyse quand elle risque de contredire leur politique.

Pas de bol décidément, après trop tard à la soupe, être contredit immédiatement par les faits, voilà que vos contradictions vous trahissent, on n'a même pas besoin de les interpréter, les faits se suffisent à eux-mêmes.

Et je ne sais pas si les militants du POI s'en sont rendus compte, Yan Legoff s'en vante, il se contrefout littéralement de ce que vous pouvez penser, parce que eux, les patrons du POI S.A. l'ont décidé ainsi, il le confirme dans un second article : "Bref, tout repose sur la « concertation » avec les « partenaires sociaux », qui sera officiellement lancée lors de la conférence sociale la semaine prochaine et qui se poursuivra tout l'été." Et quelle conclusion en tire-t-il ? Mais aucune voyons ! Si vous attendiez autre chose de leur part, c'est que vous ne les connaissez pas encore, on va vous aider.

Là vous venez d'avaler une belle couleuvre, rassurez-vous, vous aurez tout l'été pour la digérer, mais ce n'était qu'un amuse-gueule, passons au boa en guise d'entrée qui devrait vous tenir en haleine : "Le gouvernement sait bien qu'il n'obtiendra pas la signature des syndicats. Il ne la cherche même pas", c'est vrai, il s'en tape et le POI aussi, c'est cela la meilleure, c'est comme aux Jeux Olympique, l'essentiel c'est de participer et ils le savent tous. Passons au plat de résistance, ah il est aussi consistant qu'un anaconda, allez ne soyez pas ingrats ce sont vos dirigeants qui régalent : "Ce qui est capital, pour le gouvernement Hollande, c'est d'associer d'une manière ou d'une autre les organisations syndicales", vous aussi, que vous ayez encore faim ou non, vous devez vous farcir ce repas indigeste et vénimeux qui prend sur la fin la tournure de la dérision, ne vous marrez pas, c'est de vous dont il se moque, de nous, il l'avait annoncé dès l'entrée, il l'a confirmé par la suite et il a terminé en enfonçant le clou, si vous n'êtes pas mort politiquement après cela, c'est que vous êtes des supers résistants, bravo !

Epilogue, oui car il y a un dessert, c'est compris dans le menu ne vous bilez pas : "Et le gouvernement pourra alors présenter son texte de loi fin septembre, en se vantant d'avoir écouté tout le monde", on croirait lire un article du Parisien ou de Paris-Match ! Et après, nous insistons, quelle conclusion en tire-t-il ? Mais aucune voyons, vous êtes bouchés ou quoi, il commente l'actualité et puis voilà, il a fait son boulot Legoff, lui aussi il vous a "écoutés", à vous de jouer dans votre coin pour stopper Hollande, le patronat, Bruxelles, Washington, on compte sur vous camarades ! Et bon courage !

Quand on manque à ce point de discernement ou de perspicacité, on fait autre chose Yan Legoff, je ne sais pas par exemple on va diffuser le dimanche matin sur un marché ou on se lève à six plombes pour tracter devant une usine... Plus sérieusement.

Quand il dit "tout repose sur la « concertation »", qu'est-ce que cela signifie "tout" ? Il répond que Hollande pourra se vanter "d'avoir écouté tout le monde", mauvaise réponse. En participant à cette conférence, en réalité les syndicats bradent plus que nos acquis, ils bradent leur indépendance, celle de la classe ouvrière, à terme, jusqu'à son existence comme classe.

Pourquoi Legoff ne peut-il pas le dire ? Parce que l'appareil du POI est lié à ceux des syndicats qui selon lui sont indépendants, il a besoin de les présenter comme tels pour justifier ce lien organique. Il ne peut donc pas dénoncer leur participation à cette conférence comme une remise en cause de leur indépendance sans remettre en cause du même coup la conception qu'ils ont de l'indépendance des syndicats. Vous savez, c'est comme les philosophes qui créent un système, puis qui passent leur temps à le justifier en brochant sur les brillantes idées qu'ils ont conçues et qui ont un rapport inversé à la réalité ou pas du tout selon les cas. Allons plus loin.

De quelle manière les dirigeants syndicaux (notamment) bradent l'indépendance des syndicats ? En cautionnant cette "concertation" par leur simple participation ils légitiment les acteurs qui en sont à l'initiative, le gouvernement et le patronat qui était demandeur, partant de là ils délégitiment toute action qui serait entreprise par la suite pour s'opposer aux mesures qu'ils auraient adoptées, soyons plus précis, ils délégitiment ceux qui seraient tentés de s'y opposer, les travailleurs, ils les désarment ou les neutralisent, et c'est la raison pour laquelle Lepaon et Mailly évoquent une future mobilisation, après l'avoir plombée à l'avance, ils feront tout pour empêcher qu'elle soit massive et la mener dans une impasse. Si le gouvernement est légitime, c'est que les travailleurs ne le sont pas, c'est sous-entendu, mais c'est ce que cela signifie et que le travailleur lambda retient.

Vous me direz que nous sommes en présence de contradictions successives, que c'est à n'y rien comprendre ou que cette démonstration n'est pas cohérente. Détrompez-vous, chez eux une contradiction n'en est pas vraiment une, ils s'en sortent en en développant une autre et ainsi de suite, c'est dans cette suite de contradictions qui vous sembleront incohérentes que se trouve précisément la cohérence de la méthode qu'ils utilisent à la fois pour parvenir à leur fin et pour que personne n'y comprenne quoi que ce soit ou ne puisse les contredire. C'est très subtil, vous ne pouvez comprendre un tel mécanisme ou un système qu'en le pénétrant pour le faire exploser, de l'extérieur vous n'avez aucune emprise sur lui, cependant c'est de

l'extérieur qu'il vous faut agir, car si vous êtes pris vous-même par ce système, vous êtes cuit. Bref, c'est dialectique comme aurait dit le père Karl lorsqu'il n'avait pas envie d'en dire plus, contentons-nous de cette brève analyse pour le moment.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'en acceptant de participer à cette "concertation", ils acceptent de se placer sur le terrain du patronat et du gouvernement, quoi qu'ils puissent dire ou faire à côté, du coup, comment voudriez-vous que les travailleurs et les militants se placent sur un autre terrain, cela est rendu beaucoup plus difficile, souvent impossible. C'est dès l'instant où ils acceptent de se placer sur le terrain du capital ou de se soumettre à son agenda que l'indépendance de la classe ouvrière et de ses organisations est remise en cause. En acceptant de se placer dans le carcan du dialogue social, c'est la lutte des classes qui disparaît. Ensuite ils appellent à la mobilisation pour la faire renaître de ses cendres, quelques foyers s'allument ici ou là et puis le feu s'éteint, la contre-réforme est passée.

S'il n'existe aucun argument pour justifier l'exploitation de l'homme par l'homme, il n'en existe aucun non plus pour justifier cette supercherie. Il n'existe aucun argument qui résiste à l'épreuve de la critique pour justifier sur le plan tactique ou stratégique ou encore politique le refus d'appeler au boycott de cette conférence.

ACTUALITÉ DU JOUR

Tartufferies

1- Commerce: la France gagne son bras de fer sur l'exception culturelle - AFP

Les 27 ont accédé aux demandes de la France, mais le compromis final prévoit que l'audiovisuel pourra être ajouté "plus tard" dans le mandat de négociations, a indiqué le commissaire européen en charge du Commerce, Karel De Gucht, qui militait pour n'écarter aucun domaine des discussions avec les Etats-Unis de peur qu'ils fassent de même.

La Commission se réserve donc la possibilité de réviser les termes du mandat, et donc d'inclure le secteur audiovisuel. AFP

2- L'agroalimentaire préservé dans l'accord avec les Etats-Unis - Reuters

"En ce qui concerne les préférences collectives (OGM, promoteurs de croissance, décontamination chimique des viandes et clonage animal), la France a obtenu la préservation des acquis européens et la non-remise en cause des législations nationales", ajoute-t-il. Reuters

Explication.

Un échec des discussions vendredi aurait jeté une ombre sur la réunion du G8 qui se tient la semaine prochaine en Ulster. Les négociations pour établir l'accord de libre échange entre l'UE et les Etats-Unis devraient y être officiellement lancées. AFP

Comment réagissent les médias ? Mode d'emploi.

La France crie victoire sur l'exception culturelle face aux Américains L'Expansion.com - il y a 20 heures

... et 9 heures plus tard, changement de ton, la manip était un peu trop grossière.

Exception culturelle: la France peut-elle vraiment crier victoire? L'Expansion.com - il y a 11 heures

Jusqu'à l'os... et dans l'os !

Qui a dit :

- "Personne ne conteste le bon boulot qu'a fait Jérôme Cahuzac. Il a fait une erreur, mais il a reconnu les faits. Ici, je sens beaucoup plus de déception que d'amertume. Mais les gens commencent à tourner la page". Reuters 15.06

Réponse : Bernard Barral, candidat du PS à la législative partielle de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) qui a lieu aujourd'hui, qui se dit optimiste pour le résultat final, car finalement la seule chose qui compte pour lui et le PS : les postes et les prébendes qui vont avec.

Rappel à mettre au compte du " **bon boulot qu'a fait Jérôme Cahuzac**"... pour s'enrichir :

1- Jérôme Cahuzac soupçonné d'avoir couvert des fraudes d'HSBC - Le Nouvel Observateur du 10 juin 2013

Le 23 avril, le parquet de Paris a ouvert une information judiciaire sur les conditions dans lesquelles des milliers de contribuables français ont ouvert des comptes non déclarés en Suisse chez HSBC, pratique révélée en 2009 par un ex-informaticien de la banque, Hervé Falciani. Le Nouvel Observateur

2- Après l'affaire du compte en Suisse, Jérôme Cahuzac sera-t-il rattrapé par une affaire de pots-de-vin? Mediapart évoque ce jeudi une "possible corruption" de l'ex-ministre entre 1988 et 1991. Il travaillait alors au ministère de la Santé sous la houlette de Claude Evin.

Et un ancien dirigeant d'une société israélienne, Elscint, met directement en cause Jérôme Cahuzac. Il affirme que son entreprise versait de l'argent à l'ex-ministre pour obtenir des marchés. Montant des pots-de-vin? "200 000 francs pour un scanner, de 500 000 francs pour une IRM", indique un fonctionnaire retraité à Mediapart. Lexpress.fr 13.06

Pour la crapule Barral, Cahuzac aurait seulement "fait une erreur", alors qu'en réalité on est en présence d'un parrain de la criminalité financière en bande organisée.

A ceux qui s'emploient à trouver des circonstances atténuantes au PS ou pire à le couvrir, qu'ils nous excusent de rendre compte quasi quotidiennement des faits qui démontrent à quel point il est pourri jusqu'à l'os et même au-delà.

Au fait, ce n'était pas une "erreur", mais une sale manie d'un ripou.

Ah ces « progressistes » autoproclamés... des réactionnaires !

Le PS est entrée en campagne pour les élections européennes, vous avez dû le remarquer à l'occasion de l'exploitation politique qu'ils ont fait de la mort de Méric Clément. Cette élection tout comme les municipales s'annonçant particulièrement dévastatrices pour ce parti, il lance donc une vaste opération d'enfumage auprès de la population pour masquer leur engagement (indéflectible) au côté du capital, de l'UE.

Comment procèdent-ils ?

C'est simple, il faudrait plutôt se demander comment se présentent-ils et comment les médias les présentent :

- A Paris, les « progressistes » s'en prennent à l'euro-austérité Liberation.fr

Vous avez la réponse, ce seraient des « progressistes » qui en réalité ne font que poursuivre la politique du précédent gouvernement en l'aggravant et ils demeurent fidèles à la ligne politique réactionnaire définie par la Commission européenne, et lorsqu'on les observe attentivement, on s'aperçoit qu'ils auraient même tendance à en rajouter pour témoigner leur totale soumission à l'idéologie néolibérale de leurs maîtres.

L'affaire du mariage homosexuel qu'ils ont monté de toutes pièces avait justement pour objectif de les faire passer pour des « progressistes », alors que nous sommes en réalité en présence de furieux réactionnaires sur le plan sociale et politique, avouons que cette opération a fonctionné à merveille puisqu'ils ont réussi à se rallier l'ensemble de l'extrême gauche, sauf notre courant politique, qui s'est totalement déconsidérée.

Ces « progressistes » viennent de célébrer les obsèques de P. Mauroy qui justement inaugura à l'instigation de J. Delors la mise en oeuvre d'une politique d'austérité qui est toujours en place, qui s'est amplifiée au cours des dernières années, et que Delors prétend dénoncer, estimant sans doute que militants et travailleurs avaient la mémoire courte, ce qui n'est pas totalement faux d'ailleurs, à ceci près que le gouvernement Hollande-Ayrault n'a pas rompu avec cette politique depuis qu'il est installé, ce qui nous fait dire qu'avec ce tour de passe-passe ils ne tromperont que ceux qui veulent bien se laisser berner par leur discours démagogique, autrement dit ceux qui en ont encore les moyens, ce qui exclut les millions de travailleurs qui peinent déjà à survivre.

Car en effet, pour la majorité des travailleurs, ce qui compte c'est la dure réalité à laquelle ils sont confrontés quotidiennement qui les conduit à rejeter ce genre de discours et se traduit par une abstention massive à ce genre d'élections. Pour notre part, nous situant à leur côté, nous appelons au boycott des élections municipales et européennes de 2014 qui ne peuvent servir qu'à légitimer les institutions de la Ve République et l'existence de l'Union européenne, des institutions qu'il nous faut abolir pour pouvoir mettre en oeuvre une politique conforme aux intérêts des travailleurs.

- Plusieurs personnalités social-démocrates et socialistes européennes ont sonné la mobilisation samedi à Paris, autour de Harlem Désir, pour « rompre avec les politiques d'austérité » des « conservateurs » qui ne font à leurs yeux qu'épuiser les peuples, et prôné la relance, à quelques jours du prochain sommet de l'UE.

Etaient présents notamment à ce Forum, organisé par la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation européenne d'Etudes Progressistes (Feps) Alfredo Perez Rubalcaba, secrétaire général du PSOE (Espagne), Evangelos Venizelos (Pasok, Grèce), Guglielmo Epifani, secrétaire national du Parti démocrate (Italie), et Martin Schultz, le président du Parlement européen, généralement considéré comme leur probable candidat pour la prochaine présidence de la Commission de Bruxelles.

Très applaudi, Jacques Delors a lancé quelques flèches contre la Commission européenne présidée par José Manuel Barroso et contre les « idées néo-libérales ».

« Quand je lis certains documents de Bruxelles, j'ai l'impression que si le salarié est plus mobile, s'il accepte d'avoir moins de salaire et s'il accepte qu'il y ait moins de conditions pour le chômage, le système est sauvé. Ce n'est pas possible d'accepter de tels discours. Les gouvernements devraient rejeter de tels documents », a-t-il lancé, devant une assistance ravie. libération.fr 15.06

C'est le comble de l'hypocrisie, et au final cet exercice consiste uniquement à émettre des souhaits qui ne seront jamais suivis d'effets.

C'est très fin sur le plan psychologique. Car en formulant ces souhaits ils ne font que reprendre ceux des masses qui rejettent l'austérité, ils se les approprient sans que cela ne leur coûte rien puisqu'ils ne rompent pas avec cette politique, c'est juste une manière de détourner les travailleurs des partis qui proposent une autre politique, et fort de ce soutien, ils peuvent continuer à appliquer leur politique antisociale et la boucle est bouclée.

C'est assurément machiavélique, il faut être animé par une détermination sans faille à soutenir le capitalisme et faire preuve d'un cynisme sans fond pour recourir à un tel procédé, ce sont les "qualités" qu'Aaron Russo avait discernées chez son ami Rockefeller (voir la vidéo) qui l'a sans doute fait assassiner.

[Ce qui les inquiète tous : les résultats des élections européennes de 2014 et le rejet massif de l'UE](#)

Euronews interview. Anibal Cavaco Silva, président du Portugal:

Anibal Cavaco Silva- Les plans de sauvetage ne peuvent éluder les questions prioritaires de la croissance et de l'emploi. Dans le cas contraire, il y aurait un fossé grandissant entre les citoyens européens et leurs dirigeants. C'est une source d'inquiétude à l'approche des élections de 2014.

... d'après toutes les informations dont je dispose (...) si le Portugal devait traverser une autre crise politique, nous serions dans une situation plus grave que celle que nous vivons actuellement.

Euronews : Au regard de l'état désastreux dans lequel se trouve le Portugal sur les plans économique et financier et de la gestion ruineuse des compagnies publiques, on ne voit pas beaucoup de personnes responsables, rendre des comptes devant la justice. Pourquoi? Y a-t-il un problème avec le système judiciaire?

Anibal Cavaco Silva : Je pense donc que ce que vous dites n'est pas correct. Euronews.fr 15.06

ACTUALITE EN TITRES

[Une variante perverse de coupable mais pas responsable.](#)

- Carlton : DSK "bénéficiaire" mais "pas proxénète" pour le parquet - AFP

Je sais mes perfidies,
Enone, et ne suis point de ces femmes hardies
Qui goûtant dans le crime une tranquille paix,
Ont su se faire un front qui ne rougit jamais.
Racine, Phèdre

[Intox](#)

- G8: accord de Cameron avec ses outre-mer contre l'évasion fiscale - AFP
- Scandale du Prism: Facebook et Microsoft jouent la transparence - L'Expansion.com
- Qatar: l'émir devrait céder le pouvoir à son fils - AFP

En réalité, il y est contraint par les Américains (lire l'article du Réseau Voltaire)...

Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme. Dites, et cela rapportera combien ?

- Montebourg complimente Vuitton : "*la France a besoin de vous*" - Le Nouvel Observateur

Il doit déjà penser à se recaser...

Harcèlement psychologique. Psychose.

- Royaume-Uni: l'armée escorte un avion d'Egyptair après une note suspecte - AFP

Une passagère du Boeing, Nada Tawfik, qui travaille pour la BBC, a expliqué sur la chaîne de télévision en continu avoir trouvé dans les toilettes de l'appareil une note sur laquelle était inscrit "*Je vais mettre le feu à cet avion*".

"*Ca ressemblait presque à l'écriture d'un enfant ou alors il s'agissait d'une personne à l'écriture peu soignée, mais c'était très inquiétant surtout à cette période où tout le monde se préoccupe de la sécurité aérienne*", a-t-elle ajouté. AFP

Cette employée de la BBC, elle ne travaillerait pas aussi pour le MI6 comme certains journalistes ?

Qu'ont-ils trouvé d'autre ? Rien !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- ONU - Sahel

L'ONU invite les pays du Sahel à renforcer leurs systèmes d'alerte, échanger des informations et coordonner leur surveillance des frontières pour lutter contre le terrorisme et le crime organisé, dans un rapport visant une "*stratégie intégrée*" pour la région.

Le texte, dont l'AFP a obtenu une copie, a été élaboré par les services de l'envoyé spécial pour le Sahel Romano Prodi et transmis vendredi par le secrétaire général Ban Ki-moon aux 15 membres du Conseil de sécurité.

L'ONU, indique le rapport, veut aider les pays du Sahel à "*établir des mécanismes coordonnés pour lutter contre le terrorisme et le crime organisé afin que police, garde-frontières, armée, douanes (. .) travaillent ensemble de manière cohérente et dans le respect des droits de l'homme*".

Parmi les nombreuses idées avancées figurent une "*réunion régionale des services de renseignement pour échanger des informations sur la menace d'al-Qaïda et de ses affiliés*".

L'ONU propose aussi une "*aide technique*" aux policiers et magistrats des pays concernés et invite ceux-ci à se concentrer davantage sur le financement des activités illégales.

Un des points évoqués est "*l'échange d'informations (...) entre les aéroports en Amérique latine, Afrique de l'ouest, Sahel, Maghreb et Europe pour contrer les trafics à la source, à destination et en transit*". french.irib.ir 15.06

Guantanamo à l'échelle de l'Afrique...

2- Grèce

Quatrième jour de fermeture de l'ERT, la radio-télévision publique grecque, et quatrième jour de protestation. Pour les syndicats et les partis de gauche, pas question d'une réouverture partielle comme le propose le Premier ministre. Antonis Samaras a en effet suggéré une réouverture provisoire durant deux mois, avec des effectifs réduits. Et d'appeler ses partenaires de coalition à la responsabilité sur le sujet. Cette proposition a donc été rejetée par les socialistes du Pasok et par le Dimar, petit parti de la gauche démocratique.

Les résultats des trois instituts de sondage Metron analysis, Kapa research et VPRC publiés sur le site internet d'information Tvxs.gr montrent que respectivement 68%, 64,4% et 65% des personnes interrogées s'opposent à la fermeture de l'ERT, décidée unilatéralement par le Premier ministre conservateur Antonis Samaras, à la tête depuis un an d'un gouvernement dans lequel sont présents, aux côtés de son parti (Nouvelle Démocratie), les socialistes (Pasok) et la Gauche démocratique (Dimar) qui ont exprimé leur désaccord sur le sujet.

Seuls un peu moins d'un tiers des sondés (29% pour Metron analysis, 32,1% pour Kapa research, et 27% pour VPRC) sont d'accord avec cette décision.

"Ce que fait le gouvernement Samaras est inacceptable", commente Kostas Karpouzou, réalisateur à l'ERT. "On n'a jamais vu ça ailleurs dans le monde. Mais les gens vont empêcher cela, ils ne vont pas permettre le lancement d'une nouvelle chaîne".

A terme, le Premier ministre envisage une profonde restructuration de l'audiovisuel public, en coupant notamment dans les effectifs.

Mais pour l'économiste Stavros Papayannis, le gouvernement risque de se heurter à une levée de bouclier de la population. "On a le sentiment, dit-il, que les autorités veulent céder les chaînes publiques, les fréquences de ces chaînes à des groupes privés. Ces médias privés seraient plus à même de servir les intérêts du gouvernement".

Dans une tribune publiée samedi dans le quotidien libéral Kathimerini, le Premier ministre défend sa décision, qui, selon lui, illustre *"la volonté politique et la détermination"* de son gouvernement de lutter contre *"les bastions d'opacité et de gaspillage"* pour faire avancer les réformes et sortir la Grèce de la crise.

"On ne peut faire d'omelette sans casser des oeufs", écrit-il.

Le ministère des Finances a demandé au Parquet chargé des affaires de corruption d'ouvrir une enquête sur d'éventuels délits concernant la fourniture d'équipements ou l'attribution de la production des programmes de l'ERT.

M. Samaras assure que les 2.700 employés du groupe, dont le licenciement est programmé, seront *"généreusement indemnisés"*, et même que *"certains vont être embauchés dans la nouvelle radiotélévision"*, dont les effectifs seront d'environ 1.200 personnes.

Le Conseil d'Etat doit se prononcer, également lundi, sur la suspension de l'acte législatif concernant la fermeture de l'ERT après un recours du syndicat du personnel de l'organisme dans ce sens.

Une réunion sur le sujet est prévue lundi soir entre le Premier ministre et les chefs des partis qui composent la coalition au pouvoir. En l'absence de solution, le gouvernement pourrait être obligé de démissionner, ce qui pourrait entraîner des législatives anticipées.

"Dur poker sur fond d'élections", titrait samedi le journal Kathimerini, estimant que la réunion de dimanche *"sera déterminante"* pour l'avenir de la coalition gouvernementale.

Selon le sondage de Kapa research, la majorité des Grecs, 57,1%, ne veulent pas d'élections anticipées contre 40,1% qui disent le contraire.

"Les citoyens souhaitent une stabilité politique et des changements sur la base des institutions démocratiques (...) le pays n'a pas besoin d'élections", a dit M. Vénizélos dans un entretien à paraître dimanche dans l'hebdomadaire Real News, soulignant toutefois la nécessité d'*"un consensus"* au sein de la coalition. euronews.fr et AFP 15.06

Vous avez là tous les éléments pour comprendre les rapports qui existent entre les différents partis cités ici qui finalement partagent la même politique : nécessité de restructurer l'ERT, stabiliser les institutions, réaliser un consensus, ainsi ils appartiennent donc bien à la même famille : celle de la réaction.

A ceux qui n'en sont pas convaincus. Ne dites surtout pas qu'on exagère, ils en font la démonstration sous nos yeux, vous voulez quoi de plus pour les caractériser telles qu'ils sont ? Vous cherchez quoi au juste, vous voulez protéger qui, quoi, quels intérêts défendez-vous réellement ? Dites-nous le, cela nous intéresse.

3- Egypte

Les Frères musulmans ou la voix de Washington.

- Le président égyptien Mohamed Morsi a annoncé samedi la rupture complète des relations diplomatiques avec le régime de Bachar al Assad et a exigé le départ des combattants du Hezbollah de Syrie.

S'exprimant devant des dignitaires sunnites réunis au Caire, le président égyptien, issu des Frères musulmans, a déclaré: "*Nous avons décidé aujourd'hui de rompre complètement les relations avec la Syrie et avec l'actuel régime syrien.*"

Mohamed Morsi a aussi adressé une mise en garde au Hezbollah, mouvement chiite libanais combattant aux côtés des forces gouvernementales syriennes contre les insurgés cherchant à renverser Bachar al Assad.

"*Nous nous opposons au Hezbollah dans son agression contre le peuple syrien*", a-t-il dit. "*Le Hezbollah doit quitter la Syrie et ce ne sont pas des paroles en l'air. Il n'y a pas de place pour le Hezbollah en Syrie.*"

Mohamed Morsi a aussi exhorté la communauté internationale à instaurer une zone d'exclusion aérienne en Syrie afin de favoriser les rebelles contre les forces gouvernementales, qui disposent de la maîtrise des airs. Reuters 15.06

4- Syrie

De violents affrontements ont eu lieu entre deux milices terroristes à Rif d'Idlib. Les brigades Seyr Hanaou et les brigades des aigles de Saqlayn se sont mis à s'entretuer. La querelle a éclaté sur une cargaison d'essence détournée depuis les boulangeries de la ville et que les terroristes voulaient trafiquer en Turquie. Quatre terroristes ont été tués et des dizaines d'autres ont été blessés.

Les tirs de roquettes ont détruit plusieurs repaires où se réfugiaient les terroristes des deux côtés. Les terroristes de la première milice Hanaou se sont emparés des positions des "aigles" et se sont mis à vider leurs stocks d'armes et de munitions; les chefs terroristes Ayman Janhoun, Fadi Moussa, Abou Mansour et Hamour al Hamimi ont été contraints de fuir. Les terroristes ont par ailleurs réussi à couper la route de liaison Al Aboudiya entre la Syrie et le Liban au niveau de Divsiyah. french.trib.ir 15.06

5- Iran

Le religieux modéré Hassan Rohani a créé la surprise samedi en remportant dès le premier tour la présidentielle iranienne avec 50,68% des voix, une victoire qui marque le retour des modérés et réformateurs au gouvernement après une longue traversée du désert.

M. Rohani a promis durant la campagne plus de souplesse dans le dialogue avec l'Occident, mais sa victoire ne marquera toutefois pas une rupture dans la politique de la République islamique, les dossiers stratégiques comme le nucléaire ou les relations internationales étant sous l'autorité directe du Guide suprême Ali Khamenei.

Samedi soir, dans un message lu à la télévision d'Etat, le nouveau président a salué "*la victoire de la modération sur l'extrémisme*", mais insisté pour que la communauté internationale "*reconnaisse les droits*" de l'Iran en matière nucléaire.

M. Rohani a "*obtenu 18,6 millions de voix sur un total de 36,7 millions de votes exprimés*", a déclaré le ministre de l'Intérieur Mostafa Mohammad Najjar à la télévision d'Etat.

Il a ajouté que "*la participation avait atteint 72,7%*", sur les 50,5 millions d'électeurs appelés aux urnes, contre 85% en 2009. AFP 15.06

6- Turquie

Les protestataires du parc Gezi à Istanbul ne désarment pas. "*Nous allons poursuivre notre résistance contre toute injustice dans notre pays*", indique dans un communiqué le collectif Solidarité Taksim, qui chapeaute les manifestants. La promesse du Premier ministre turc de suspendre la destruction du parc en attendant le verdict de la justice n'a donc pas suffi à désamorcer la crise.

"*Nous n'avons aucune confiance ni en Recep Tayyip Erdogan, ni dans le maire d'Istanbul*" réagit ce manifestant. "*Ils nous avaient dit qu'aucun assaut ne serait lancé et ça n'a pas été le cas*".

La police turque a évacué samedi soir les milliers de manifestants qui occupaient le parc Gezi d'Istanbul, deux heures après un nouvel ultimatum du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan les sommant de vider les lieux. Les forces de l'ordre ont

pénétré dans le parc, le bastion de la fronde antigouvernementale qui agite depuis deux semaines la Turquie, et l'ont vidé de tous ses occupants par des tirs de grenade lacrymogènes.

Des tentes détruites et des manifestants interpellés

De nombreuses tentes dans lesquelles les occupants s'apprêtaient à passer une nouvelle nuit ont été détruite lors de l'intervention, et plusieurs manifestants interpellés, ont constaté les journalistes de l'AFP. Peu auparavant, les forces de l'ordre avaient évacué, d'abord avec des canons à eau puis avec des gaz lacrymogènes, plusieurs manifestants qui s'étaient réunis sur la place Taksim pour scander des slogans hostiles à Recep Tayyip Erdogan. euronews.fr et 20minutes.fr 15.06

7- Libye

Au moins six soldats des forces spéciales libyennes ont été tués lors de combats avec des manifestants. Des manifestants qui réclament la dissolution des groupes armés issues de la révolution contre Kadhafi et désormais plus ou moins intégrées aux forces de sécurité libyennes. Des échanges de coups de feu nourris ainsi que des explosions ont résonné plusieurs heures notamment près du QG des Forces spéciales.

Le nouveau pouvoir en Libye n'a pas réussi à désarmer et à dissoudre les groupes d'ex-rebelles. Certains font la loi dans le pays malgré l'opposition d'une grande partie de la population. euronews.fr 15.06

8- Qatar

L'émir du Qatar, cheikh Hamad ben Khalifa Al-Thani, se prépare à céder le pouvoir à son fils dans ce riche Etat gazier qui joue un rôle diplomatique primordial sur la scène arabe, ont indiqué des responsables qataris et des diplomates.

Selon plusieurs sources politiques, le Premier ministre, un cousin de l'émir, pourrait perdre le portefeuille des Affaires étrangères qu'il détient depuis 1992, voire perdre sa fonction de Premier ministre qu'il occupe depuis 2007.

"Ce changement pourrait intervenir assez vite, après la visite du président François Hollande" la semaine prochaine au Qatar, a ajouté cette même source.

Ces informations interviennent alors que le riche Etat gazier du Golfe a pris depuis les soulèvements arabes qu'il a encouragés une importance primordiale sur la scène politique arabe.

Le Premier ministre a joué un rôle central dans la politique étrangère volontariste du Qatar, qui a participé à l'intervention armée en Libye, et soutient activement les rebelles contre le régime du président syrien Bachar al-Assad.

Quant au prince héritier, cheikh Tamim, il occupe des fonctions de plus en plus importantes, notamment dans les dossiers internes. Selon un responsable qatari, son père lui aurait déjà transféré "*plus de 60% de ses prérogatives dans les domaines de l'armée et de la sécurité*".

Né en 1980, cheikh Tamim, deuxième fils de l'émir et de cheikha Moza, sa deuxième épouse, est le commandant en chef adjoint des forces armées et le chef du comité olympique.

L'émir, qui a pris le pouvoir en 1995 à la faveur d'une révolution de palais contre son père, a affirmé récemment à plusieurs diplomates qu'il a rencontrés qu'il souhaitait passer le pouvoir à son fils.

"Il souhaite ainsi marquer une première dans le monde arabe", où son pays a appuyé les soulèvements contre des autocrates qui sont restés des décennies au pouvoir, a indiqué l'un d'eux.

Ces diplomates ont estimé que cette décision pourrait être liée "*aux développements dans la région*", où la politique du Qatar semble se heurter à l'indécision des Etats-Unis sur le dossier syrien, plutôt qu'à son état de santé.

Cheikh Hamad, âgé de 61 ans, souffre en effet de problèmes rénaux, "*qui le forcent à réduire son activité mais n'influent pas sur sa capacité à diriger le pays*", selon un responsable qatari proche des cercles du pouvoir.

Des responsables qataris interrogés ont cependant souligné que la décision de l'émir de confier le pouvoir à son fils pourrait ne pas avoir lieu dans l'immédiat. "*Si cheikh Tamim est immédiatement nommé émir, cela signifierait que son fils aîné, âgé de quatre ou cinq ans, deviendrait prince héritier*", souligne l'un d'eux en privé.

"Il faudrait dans ce cas procéder à un amendement constitutionnel pour nommer un des frères de cheikh Tamim comme prince héritier", ajoute-t-il.

Formé comme son père à la prestigieuse académie militaire britannique de Sandhurst, c'est un francophile et parfait francophone.

Quatrième fils de l'émir, il a été nommé prince héritier le 5 août 2003 après le désistement en sa faveur de cheikh Jassem, son frère aîné, également fils de cheikha Moza.

Cheikh Hamad est l'artisan du Qatar moderne et a fait de cet Etat qui détient les troisième réserves en gaz naturel de la planète un acteur incontournable sur la scène internationale. AFP 15.06

9- Israël

Normalement, l'arrestation en Europe du chef d'un réseau de trafic d'organes humains aurait dû faire les gros titres des journaux.

Il n'en a pourtant rien été avec l'arrestation d'un certain Gedalya Tauber le 6 juin dernier à l'aéroport de Rome. On ne trouve que quelques références sur cette affaire sur internet comme cet article du journal Sud-Ouest, un des plus détaillés de ce que la presse francophone a à nous offrir:

Italie. Un Israélien arrêté à Rome pour trafic d'organes - Faits divers vendredi 07 juin 2013.

Gedalya Tauber, un ex-officier israélien de 77 ans à la tête d'un trafic international d'organes humains a été arrêté jeudi à l'aéroport Leonard de Vinci de Rome, a annoncé vendredi la police italienne. L'homme était recherché depuis octobre 2010.

Recherché par toutes les polices du monde et fiché par Interpol, l'ancien militaire a été identifié à l'aéroport par deux agents, dont le responsable de la police de l'air et des frontières, Rosario Testaiuti.

« Nous avons arrêté Gedalya Tauber qui est visé par un mandat d'extradition à la suite d'une condamnation à la peine de prison à perpétuité en Israël », a déclaré Antonio Del Greco, un responsable de la police à l'aéroport.

Cerveau du trafic d'organes entre le Brésil et Israël Israélien résident au Brésil, Gedalya Tauber avait été arrêté en 2010 pour trafic d'organes, avec son partenaire Eliezer Ramon et six autres Brésiliens, à Recife, au nord-est du Brésil. Considéré comme le cerveau du trafic d'organes entre le Brésil et Israël, il organisait des opérations à l'hôpital de Sainte Augustine de Durban, en Afrique du Sud.

Son groupe enrôlait des Brésiliens provenant des quartiers pauvres de Recife et payait entre 3 000 et 10 000 dollars pour un rein, qui était ensuite transplanté à l'acheteur. Tauber s'occupait aussi bien de trouver les donneurs que les bénéficiaires, ces derniers tous Israéliens. Selon les médias il aurait organisé plus de 35 opérations illégales dans l'hôpital de Sainte Augustine.

Gedalya Tauber est donc un ressortissant de l'entité sioniste, ancien officier de l'armée de surcroît, deux bonnes raisons d'être discret car ne sommes-nous pas là devant ce qu'on appelle des circonstances atténuantes?

Et puis, nous apprend la presse sioniste, Gedalya Tauber a aussi été chef de la police de Tel Aviv et, surtout, c'est un survivant de l'holocauste

Je ne sais pas pourquoi la presse française a tu ce détail pourtant crucial qui devrait valoir l'indulgence à ce trafiquant devant n'importe quel tribunal qui a tiré quelque leçon des méfaits ineffaçables du nazisme. french.trib.ir 15.06

SOCIAL

1-Bราซิล

Un millier de manifestants étaient rassemblés samedi aux alentours du stade Mané Garrincha de Brasilia, à quelques heures du coup d'envoi de la Coupe des Confédérations et étaient maintenus à distance par les forces de l'ordre, a constaté une journaliste de l'AFP sur place.

Pour la plupart des jeunes, les protestataires s'insurgent contre les dépenses gouvernementale faites pour organiser ce tournoi ainsi que le Mondial de football dans un an alors que le pays est déficitaire dans beaucoup de secteurs.

"Je renonce à la Coupe, je veux plus d'argent en santé et éducation", scandaient les manifestants qui se sont donné rendez-vous à travers les réseaux sociaux.

Vendredi, ce sont 400 militants du mouvement des "Sans toit" qui avaient bloqué l'accès du stade de la capitale et brûlé des pneus pour réclamer des logements décentes et décerner un "carton rouge à la Coupe".

Selon les organisateurs de la manifestation, 1.000 personnes ont répondu à l'appel tandis que la police avance le chiffre de 500. AFP 15.06

2-Pérou

Des heurts ont éclaté vendredi soir entre la police et des étudiants manifestant contre une réforme de l'éducation. french.irib.ir 15.06

ECONOMIE

Afrique

Réunir des décideurs politiques et économiques pour penser l'avenir du continent africain. C'est l'ambition affichée par le New York Forum Africa, qui tient sa deuxième édition à Libreville au Gabon. Un événement à l'initiative du président gabonais Ali Bongo Ondimba et du publicitaire et homme d'affaires Richard Attias.

Parmi ses nombreux invités, l'entrepreneur, Ivor Ichikowitz à la tête du groupe Paramount Afrique du Sud, un leader mondial de la défense et de l'armement : *"pendant longtemps, on a parlé de l'essor de l'Afrique, et c'est un petit peu ce qui s'est passé. Et maintenant c'est une réalité, la réalité c'est que les Africains aujourd'hui sont responsables de leur avenir. Le fait que tout le monde vienne en Afrique en est la preuve"*.

Faire des affaires en Afrique, mais aussi permettre au continent de se prendre en main, c'est aussi le credo d'un autre participant, Henri-Claude OYIMA, PDG du groupe financier gabonais BGFIBank : *"L'Afrique a une population jeune, très importante, a des ressources minières importantes. Donc à partir de là, l'émergence de l'Afrique, ce n'est pas un choix mais une nécessité. Une nécessité parce que la jeunesse africaine, parce que les Africains, doivent vivre en Afrique et donc par ricochet développer l'Afrique par leurs propres moyens"*. euronews.fr 15.06

Ah ben si c'est un "leader mondial de la défense et de l'armement" qui se penche sur le sort de l'Afrique, les Africains sont mal barrés !

[Haut de page ↗](#)

Le 17 juin 2013

CAUSERIE

Je vais préparer une causerie qui démontrera qu'en refusant de caractériser le PS comme un parti bourgeois, du capital, la gauche et l'extrême gauche en lui emboitant le pas au cours des quatre ou cinq dernières décennies se sont rendus coupables en alimentant la xénophobie, le communautarisme, le racisme, l'homophobie, en participant à la liquidation des valeurs ou principes dits républicains, etc. tout en prétendant les combattre au nom de l'égalité sous un régime capitaliste, préparant ainsi les conditions politiques de la désagrégation, non pas de la société dans laquelle nous ne nous reconnaissons pas, mais de la civilisation humaine.

Ce qui m'a conduit à envisager de m'attaquer à cette question, c'est en observant que chaque fois que le PS met un sujet en avant, tous systématiquement se lancent à la suite, chacun à sa manière, on verra cela en détails. Sachant que ce parti est en réalité un des porte-parole de la réaction et que ses intentions sont uniquement guidées par les besoins de la classe dont il incarne les besoins et non par des préoccupations humanistes, on devinera sans mal que les questions qu'il porte à l'ordre du jour serviront de toutes autres fins que celles affichées, et que leur traitement ne profitera pas vraiment à ceux qui semblaient concernés, pire encore, ils en seront les principales victimes, il en va ainsi des femmes travailleuses, des immigrés, des homosexuels notamment.

C'est un terrain glissant ou pourri par excellence, j'en ai parfaitement conscience, aussi je ne m'y aventurerai que lorsque je pourrai affirmer que la boucle est bouclée, formule employée par je ne sais plus quel marxiste autrefois qui signifie qu'on a analysé à fond une question ou qu'on en est venu à bout.

Une petite histoire indienne pour se détendre en début de semaine, on a bien besoin. Je l'ai rédigée hier soir.

Ce soir, lors de notre promenade quotidienne sur le chemin en terre qui est situé à l'extérieur du lotissement où nous habitons, avec mon chien nous marchions lorsqu'un jeune Indien venant en sens inverse à une trentaine de mètres de nous fait un écart. Spontanément je me dis qu'il préfère s'écarter que de se retrouver au contact d'Yvan. Pas du tout, c'était pour se soulager, devant moi, cela ne le gêne pas et moi non plus. Je continue ma route en regardant devant moi sans faire attention à lui. Yvan marchait à un mètre derrière moi. Arrivés à la hauteur de l'Indien, je dis à Yvan de ne pas bouger. J'avais à peine dit cela que le voilà qui à son tour sort du chemin pour aller se planter à quelques mètres de l'Indien, il lève la patte et se met à pisser !

Ah, mais c'est que la bête a de l'humour me suis-je dit ! Et je l'ai félicité, ce qui a bien fait marrer l'Indien. Ensuite j'ai dit à Yvan qu'il devrait vivre vieux, car l'humour est bon pour la santé.

A propos d'humour, la politique est un domaine tellement aride ou sec, qu'il faut en user parfois pour se détendre, c'est ce que j'essaie de faire avec plus ou moins de bonheur en choisissant des titres aux actualités en titre ou du jour, je n'ai malheureusement pas le temps d'y consacrer plus que quelques instants, cela me vient à l'esprit ou non et on fait avec.

Cela contraste avec l'actualité qui est souvent triste ou angoissante, ou le traitement soporifique que les uns et les autres lui réservent. On essaie de mettre de la bonne humeur ou un peu de bonheur dans le cœur des militants ou des travailleurs qui nous lisent sachant que le monde dans lequel nous vivons n'a vraiment rien de drôle. Parfois on en a besoin pour garder le moral ou confiance dans l'avenir.

En regardant la réalité en face, je ne vous épargne rien et j'en ai bien conscience, c'est dur, mais c'est nécessaire pour comprendre le monde dans lequel nous vivons, il est ainsi, aussi on a bien le droit à quelques fantaisies pour supporter cette épreuve. Nous ne sommes pas que des machines à penser ou à militer, nous sommes aussi de fragiles êtres humains avec nos difficultés, nos états d'âme, nos faiblesses, etc. Nous pouvons nous le permettre parce que nous sommes d'une rigueur absolue sur les principes, c'est cela notre force, qui nous autorise cette souplesse.

Bonne semaine à tous.

Rectificatif.

Dans la causerie du 15, j'ai évoqué la manipulation du prix de l'essence par les banquiers en présentant cette info comme nouvelle, alors qu'elle datait du 17 juillet 2012. Le contenu de l'info était correct.

"Il faut sortir du système capitaliste."

L'article (en ligne dans le site) d'Eric Toussaint (président du CADTM Belgique), publié le juin 12 sur le portail mondialisation.ca : « *La solidarité européenne n'a jamais existé dans le cadre de l'UE. Il faut une solidarité entre les peuples européens* » est intéressant, car l'auteur dans une interview se débat avec des contradictions qu'ils partagent encore en partie ou qu'ils essaient de surmonter, pour finalement au tout dernier moment nous livrer sa conclusion : "*Il faut sortir du système capitaliste.*". Effectivement, il n'existe pas d'autres alternatives.

Bravo monsieur Toussaint, vous faites honneur aux intellectuels belges que nous saluons à nouveau !

On l'encourage à approfondir son analyse du fonctionnement du capitalisme en remontant jusqu'à ses fondements, il ne lui restera plus qu'à partager les conclusions pratiques (politiques) des marxistes et rejoindre leur combat pour la révolution socialiste, le seul moyen d'en finir avec le capitalisme.

Parole d'internaute

A propos de PRISM

- "*Certes, ces dérives de surveillance généralisée des citoyens est inquiétante, mais on peut douter de l'utilité d'alerter les citoyens du monde de ce danger.*

En effet, ceux-ci on prit l'habitude, depuis des années, de s'exhiber publiquement sur les réseaux sociaux, sur les forums, de poster leurs photos intimes, leurs relations, leurs orientations religieuse et sexuelle et bien d'autres choses encore.

Pour nombre de nos concitoyens (dont probablement moi-même), tout ce qui pourrait être connu l'est déjà, disponible publiquement, sans avoir à faire du DPI ou du PRISM. Du coup, ils doivent se dire que tout ça, c'est pas si grave que ça, et si

ça permet d'arrêter des terroristes, c'est toujours ça de prit."

Vous avez raison, les gens sont profondément conditionnés, de telle sorte qu'ils croient être à l'origine d'un besoin dont ils ne peuvent plus se passer et qu'on a créé spécialement pour eux, dans un but qu'il ignore et à leur insu.

ACTUALITÉ DU JOUR

Election législative partielle de Villeneuve-sur-Lot. Quand la réalité vous rattrape au galop : Dégage !

Hier nous titrions : *Jusqu'à l'os... et dans l'os !* C'était écrit, trop fastoche !

Le candidat du PS avait quant à lui osé soutenir vendredi dernier que Cahuzac avait fait du "*bon boulot*", cela lui a été fatal, car effectivement "*les gens commencent à tourner la page*", c'est fait, ils l'ont éliminé dès le premier tour !

Du coup, comme reste seuls en lice les candidats de l'UMP et du FN, le PS s'est précipité pour appeler à voter pour le candidat de l'UMP au second tour, en famille quoi, qu'il ne compte pas sur nous pour l'imiter. Gageons que d'autres vont lui emboîter le pas, à suivre donc.

- Le Parti socialiste a essuyé un nouvel échec dimanche soir dans l'ancien fief de Jérôme Cahuzac lors du premier tour de la législative partielle visant à le remplacer à l'Assemblée nationale, coiffé au poteau par l'UMP et le FN.

Le maire UMP de Fumel, Jean-Louis Costes, est arrivé en tête avec 28,71% des voix, suivi du Front national, Etienne Bousquet-Cassagne (26,04%), selon le décompte des voix dans la troisième circonscription du Lot-et-Garonne, comprenant Villeneuve-sur-Lot, Fumel et 115 autres communes.

Bernard Barral (PS) a obtenu 23,69%, représentant seulement 10,35% des inscrits, score insuffisant pour être qualifié au second tour (12,5% des inscrits sont requis pour se maintenir).

Le président de la République François Hollande a estimé que ce résultat devait être analysé comme une "*séquelle*" de l'affaire Cahuzac, sans vouloir en tirer d'autres conclusions, estimant que "*c'est quand il n'y a plus d'espérance qu'il y a des votes extrêmes*".

Après ce scrutin également marqué par un taux d'abstention très élevé -- 54,12% des voix contre 37,31% en 2012, lorsque Jérôme Cahuzac l'avait emporté haut la main avec plus de 61% de suffrages-- les socialistes conservent la majorité absolue à l'Assemblée nationale, avec trois sièges au-dessus de la barre fatidique.

Le PS a immédiatement appelé à "*faire barrage*" au FN au second tour, qui arrive en outre en tête à Villeneuve-sur-Lot, la ville dont M. Cahuzac fut maire.

Bernard Barral a suivi les consignes nationales, en appelant lui aussi à un "*front républicain*", qui soutiendrait le maire UMP de Fumel, 49 ans, contre le jeune Etienne Bousquet-Cassagne, 23 ans.

Bernard Barral a aussi dénoncé "*la division de la gauche*", alors qu'il a manifestement souffert de l'éparpillement des voix à gauche, le candidat des Verts Lionel Feuillas et la candidate du FG, Marie-Hélène Loiseau, obtenant respectivement 2,78% et 5,08% des suffrages. AFP 16.06

Erreur monsieur, la "*gauche*" ou ce que par commodité on appelle ainsi s'est opposé à un candidat qui soutient la politique social-libéral-impérialiste du gouvernement, de droite et qui s'appelait Bernard Barral.

Et quel aveu de la part de Hollande ! Car il est vrai qu'il "*n'y a plus d'espérance*" et vous en êtes responsable avec bien d'autres.

Vous avez un avant-goût de ce qui va se passer aux municipales et aux européennes de 2014.

Hollande. La méthode : "*le dialogue social dans tous domaines*".

Le "*le dialogue social*" ne démarre pas autour d'une table, mais dès lors que vous en acceptez le principe qui est l'antithèse de la lutte de classe. Voilà ce qu'il faut toujours avoir présent à l'esprit. Surtout pour la suite.

Dans la vie, pour évaluer la situation ou le rapport de forces quand vous vous retrouvez face à une personne excitée qui profère des menaces à votre rencontre ou qui se situe parmi vos ennemis déclarés, on dit que si elle est disposée à discuter avec vous, vous avez une chance qu'elle vous épargne et ne vous frappera pas, elle considère que vous vous trouvez en position de faiblesse en acceptant de l'écouter, et non l'inverse comme on pourrait l'interpréter par erreur...

Et bien là dans la confrontation entre des représentants de deux classes aux intérêts opposés et inconciliables (théoriquement), c'est à peu près la même chose. Vous connaissez les intentions du gouvernement et du patronat, dès lors :soit vous discutez avec eux et la partie est gagnée pour eux, vous vous retrouvez en position de faiblesse, et quoi que vous fassiez par la suite, ils savent qu'ils n'ont rien à craindre ; soit vous frappez directement en rejetant toute discussion avec eux et vous mobilisez toutes vos forces pour les vaincre, autrement dit, vous restez sur le terrain de classe des exploités au lieu de vous situer sur celui des exploités ou leurs représentants.

Ceux qui refusent d'appeler au boycott sont des conciliateurs, des lâches ou des vendus ou encore des jaunes, à vous de voir dans quelle catégorie vous situez chaque parti et syndicat.

Retraites.

En disant que les syndicats sont "*clairvoyants*", "*conscients*", Hollande a parodié Sarkozy et Fillon qui les avaient félicités pour avoir fait preuve de "*responsabilité*" en laissant passer la contre-réforme des retraites qu'ils avaient initiée. Hollande sait qu'il peut compter sur eux.

Dans Capital dimanche, s'agissant des retraites et de la conférence des 20 et 21 juin, Hollande a été affirmatif, l'une des principales mesures a déjà été décidée par le gouvernement, le nombre d'annuités nécessaires pour partir à la retraite et bénéficier d'une retraite à taux plein va encore augmenter, ce qui est totalement inacceptable pour les travailleurs.

Partant de ce constat, il n'y a rien à négocier, sauf à accepter un nouveau recul social pour les travailleurs en participant à cette conférence, et c'est bien la seule signification qu'aurait la participation des syndicats, puisque le cadre fixé se confond désormais avec son objectif qui est connu de tous, Hollande l'ayant exposé clairement, dès lors la seule position conforme aux intérêts des travailleurs devrait être de refuser de participer à cette conférence, de la boycotter.

Agir autrement, c'est légitimer Hollande et les mesures qui seront prises pendant ou à l'issue de cette conférence par le gouvernement conformément aux besoins exprimés par le patronat. C'est dans ce cadre que Lepaon et Mailly appellent à la mobilisation, après avoir manifesté leur soutien au régime ou avoir trahi les travailleurs.

- Retraites: la durée de cotisation va augmenter, confirme Hollande - AFP

- François Hollande a confirmé dimanche que le gouvernement augmenterait la durée de cotisation pour obtenir ses droits à la retraite, afin de "*suivre*" l'évolution de l'espérance de vie.

"*Dès lors que nous vivons plus longtemps, notre durée de cotisation doit suivre (...) pour le moyen et long terme*", a-t-il dit dans l'émission Capital sur M6. AFP 16.06

Au moins vous savez pourquoi vous vivez plus longtemps : pour travailler plus longtemps... afin que le capitalisme vive plus longtemps aussi.

Si vous réfléchissez un peu, vous vous rendrez compte que tout ce qui est présenté comme un progrès sous un régime capitaliste, toute mesure ou réforme sociale adoptée en régime capitaliste se retourne systématiquement contre les exploités. C'est la raison pour laquelle les marxistes combattent pour des réformes sociales uniquement dans la perspective du renversement du régime capitaliste, qu'ils refusent de soutenir toute réforme qui serait prise à l'initiative du parti de l'ordre ou ses suppléants.

Ce combat a été abandonné par tous les partis qui se réclament du marxisme ou du socialisme, vous ne trouverez pas un seul syndicat en France qui diffuse dans les entreprises ou les administrations les oeuvres des marxismes sur le capital, l'Etat, le syndicalisme. Réforme sociale ou révolution, socialisme ou barbarie, telle est l'alternative.

Poursuivons la lecture de cet article de l'AFP.

- Les partenaires sociaux vont dire "*leurs préférences, leurs interdits, leurs tabous mais je ne me laisserai pas empêcher, ainsi que le gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Si je leur demande ce qu'ils veulent la réponse ce sera +rien+*", a observé le chef de l'Etat.

Il enfonce le clou, il n'y a RIEN à négocier ou à attendre de cette conférence pour les travailleurs, les syndicats y participeront donc sur le terrain fixé par Hollande, celui du capital, ce qui revient ouvertement à bafouer les besoins des travailleurs et à prendre

en charge ceux du patronat.

- Toutefois, a estimé François Hollande, *"les partenaires sont tout de même clairvoyants - les syndicats sont conscients..."*

"Je veux qu'un jeune puisse se dire qu'il aura une retraite s'il travaille, qu'une personne de 55 ans sache les conditions de son départ en retraite. Et je veux dire aux retraités qu'on ne touchera pas à leur retraites et qu'on sécurisera leur retraite", a-t-il conclu. AFP 16.06

Admirez le cynisme ! Traduisons.

- Un jeune *"aura une retraite s'il travaille"*, mais comme un sur deux sera bientôt voué au chômage comme en Grèce, en Espagne ou au Portugal, voire en Italie, etc. il sera privé de retraite à l'arrivée, où il sera tellement vieux au moment de la prendre qu'il n'en profitera pas ou quelques années seulement, s'il ne crève pas avant ! Il aura aussi le *"choix"* et partir plus tôt à la retraite, dans ce cas-là il sera réduit à la misère.

En résumé le message de Hollande aux jeunes se résume ainsi : soit vous prendrez votre retraite si vieux que vous n'en profiterez pas, soit vous prendrez votre retraite plus tôt et c'est une fin de vie misérable à laquelle je vous soumetts.

- Si maintenant vous avez 55 ans, malheur à vous, vous pensiez partir à la retraite d'ici quelques années, Hollande va faire durer votre martyr plus longtemps en augmentant le nombre d'annuités qu'il vous faudra pour pouvoir la prendre à taux plein, vous pourrez toujours partir à la retraite plus tôt en étant réduit à l'indigence.

Sur le chômage.

- Il a affirmé qu'il s'y *"accrocherait comme un mort de faim"*. AFP 16.06

Domage qu'il parle de ce qu'il ne connaît pas ! C'est une provocation insupportable envers les millions de travailleurs qui sont au chômage.

Sur le Smic

- Il a en tout cas exclu *"pour l'instant"* un coup de pouce pour le Smic qui sera donc revalorisé au 1er juillet prochain strictement à ce que prévoit la loi, c'est-à-dire une indexation sur l'inflation.

"La loi, pour l'instant c'est la loi", a affirmé M. Hollande, rappelant que le gouvernement avait donné ce fameux coup de pouce l'an passé (0,6 point sur 2% de revalorisation). AFP 16.06

Pendant que ses amis banquiers et autres actionnaires du CAC40 continuent de se goinfrer, normal, il est leur représentant.

Bon, alors toujours sur la ligne du *"front unique"* en direction des dirigeants du PS, des syndicats ?

En aparté, il y en a même qui ont trouvé le moyen de pousser l'abjection jusqu'à instrumentaliser la mort de Méric Clément pour appeler au front unique des syndicats pour que justice lui soit faite. On se demande jusqu'où ira leur décomposition politique.

Néolibéralisme : "la voie du succès" !

- Grèce: la fermeture de la ERT ouvre la voie à la réduction du secteur public - AFP

Mme Merkel, qui s'est entretenue au téléphone dimanche après-midi avec M. Samaras, *"a exprimé son respect et son soutien pour la politique de réformes claire du gouvernement grec"*, selon le communiqué.

"La Grèce a déjà fait de sensibles progrès et est déjà aujourd'hui dans une situation bien meilleure, sur beaucoup de points, qu'il y a encore quelques mois", indique le porte-parole du gouvernement allemand dans le communiqué.

"Maintenant, il est particulièrement important de mettre en oeuvre tout ce qui a été convenu avec la Troïka (des bailleurs de fonds internationaux de la Grèce --UE-BCE-FMI--, ndlr), aussi en ce qui concerne le service public, pour continuer sur la voie du succès", ajoute-t-il.

Dimanche, M. Samaras avait indiqué que la fermeture soudaine de la radiotélévision publique ERT, entraînant le licenciement d'environ 2.700 employés, s'inscrit dans le cadre des engagements de la Grèce pour poursuivre les réformes et réduire

le secteur public. AFP 16.06

ACTUALITE EN TITRES

Manipulation des masses.

- Le président défend le rythme de ses réformes - LeFigaro.fr
- Une majorité de Français juge que Hollande réforme trop lentement - Reuters
- Selon un sondage CSA, 64 % des Français jugent le rythme des réformes trop lent. - Reuters 16.06

En réalité les "*Français*" attendent des réformes et non des contre-réformes et ils s'impatientent...

De zélés serviteurs

- Les chômeurs vont battre le pavé - LePoint.fr

De quoi s'agit-il au juste? Une mobilisation de masse des chômeurs en vue ? Pas vraiment.

- ... les associations de chômeurs (MNCP, Apeis, AC!), soutenues par deux syndicats de Pôle emploi et Attac, contestent le refus du gouvernement de les associer à la conférence sociale qui se tient jeudi et vendredi. LePoint.fr 16.06

Eux aussi ils veulent être de la partie, il faut bien qu'ils justifient les subventions que leur octroie généreusement le régime, non ? Ne vous bilez pas, Hollande sait que vous le soutenez...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

Deux semaines après le début de la contestation en Turquie, deux des principaux syndicats turcs, le KESK et le DISK, ont appelé à une grève générale ce lundi dans tout le pays. Ils veulent ainsi protester contre le déferlement de violences à l'encontre des manifestants opposés au Premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

Cet appel à la grève générale a été lancé dimanche, alors qu'au même moment, les partisans du Premier ministre turc s'étaient réunis pour un meeting géant à Istanbul. Devant des dizaines de milliers de soutiens, Recep Tayyip Erdogan a justifié l'intervention de la police, samedi soir sur la place Taksim, pour déloger à coup de gaz lacrymogènes et des canons à eau les manifestants. Cette évacuation a provoqué de violents affrontements entre les forces de l'ordre et les protestataires.

«*J'ai dit que nous étions arrivés à la fin. Que c'était devenu insupportable. [Samedi], l'opération a été menée et [la place Taksim et le parc Gezi] ont été nettoyés (...) c'était mon devoir de Premier ministre*», a notamment lancé Recep Tayyip Erdogan à la foule.

«*Nous n'abandonnerons pas cette place aux terroristes*», a-t-il également souligné, en référence aux drapeaux ou aux banderoles de certains mouvements politiques interdits qui avaient été déployés sur la place Taksim.

«*Ce pays n'est pas une terre ordinaire. Vous ne pouvez pas organiser de rassemblement partout où vous le souhaitez. Vous pouvez le faire là où c'est autorisé*», a également souligné le chef du gouvernement. Lors de son discours, le Premier ministre a donné rendez-vous aux contestataires aux élections municipales de mars 2014. 20minutes.fr 16.06

2- Russie

Vladimir Poutine s'est interrogé dimanche sur les raisons qui poussent les Occidentaux à vouloir armer des rebelles syriens qui, à

en croire le président russe, "*dévoient les entrailles de leurs semblables*".

Prenant la parole à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre britannique David Cameron à la veille du sommet du G8 en Irlande du Nord, il a déclaré qu'aussi bien le gouvernement que les insurgés syriens étaient à blâmer pour le bain de sang dans leur pays.

"*Vous n'allez pas nier qu'on ne peut vraiment pas venir à l'aide de gens qui non seulement tuent leurs ennemis, mais les éventrent pour dévorer leurs entrailles publiquement et face aux caméras. Ets-ce vraiment ceux-là que vous voulez soutenir?*", a-t-il demandé.

"*Est-ce à eux que vous voulez donner des armes? Si c'est le cas, cela n'a alors que très peu de choses à voir avec les valeurs humanitaires qui sont prêchées en Europe depuis des siècles*", a-t-il ajouté.

Le chef de l'Etat russe faisait allusion à une vidéo très perturbante mise en ligne sur internet où l'on voit un combattant rebelle manger ce qui semble être le coeur d'un soldat gouvernemental. Reuters 16.06

3- République tchèque

Le Premier ministre tchèque de centre droite Petr Necas a annoncé dimanche soir qu'il démissionnerait lundi, reconnaissant sa responsabilité dans un scandale de corruption politique et d'abus de pouvoir touchant sa plus proche collaboratrice, tentant toutefois de sauver la coalition.

"*Je démissionnerai demain (lundi) du poste de Premier ministre. Je suis conscient de ma responsabilité politique*", a déclaré M. Necas, au cours d'un point de presse tenu au terme d'une réunion des chefs de la coalition gouvernementale.

"*Je suis un homme combattif. Mais je me rends parfaitement compte aussi que le moment est venu de partir*", a-t-il affirmé.

M. Necas a plaidé pour la continuation de l'actuelle coalition tripartite de centre droite jusqu'aux législatives normalement prévues en mai 2014, mais avec un nouveau Premier ministre qui serait proposé par son parti ODS.

Pour devenir réalité, la solution proposée par M. Necas doit nécessairement obtenir le feu vert d'au moins 101 députés, au sein d'une chambre basse de 200 sièges.

Composé des partis de droite ODS et TOP 09 du chef de la diplomatie Karel Schwarzenberg ainsi que de la petite formation centriste LIDEM, la coalition au pouvoir depuis 2010 ne dispose toutefois pas de majorité parlementaire, depuis 2012.

L'opposition de gauche s'oppose avec véhémence à cette solution "hors réalité" selon elle et continue de réclamer l'organisation d'élections anticipées. AFP 16.06

4- Koweït

La Cour constitutionnelle du Koweït a invalidé dimanche les dernières élections législatives, qui avaient été boycottées par l'opposition, et dissous le Parlement, tout en approuvant une réforme du mode de scrutin vivement contestée par les opposants.

Le président de la Cour, Youssef al-Matawa, a annoncé cette décision qui n'est pas susceptible d'appel au terme d'une audience de plusieurs heures.

C'est la deuxième fois que le Parlement est dissous en un an. En juin 2012, la Cour avait dissous la chambre, alors dominée par l'opposition, pour vices de forme. L'actuelle chambre est dominée par les partisans du gouvernement, l'opposition ayant boycotté les élections de décembre pour dénoncer la réforme électorale.

La Cour constitutionnelle était appelée à se prononcer sur la constitutionnalité d'un décret pris par l'émir en octobre modifiant la loi électorale de 2006 et limitant le choix des électeurs à un seul candidat, contre quatre auparavant.

Ce décret avait accentué une grave crise politique qui secouait l'émirat depuis 2006, provoquant une vague de manifestations de rue parfois violentes, l'opposition estimant que l'émir avait outrepassé ses pouvoirs et que la mesure favorisait une manipulation du scrutin.

La cour a statué que le décret était "*conforme à la Constitution*", servait "*l'intérêt national*" et donnait une chance aux minorités d'être représentées au Parlement.

Les juges ont cependant invalidé le scrutin de décembre, ordonnant de nouvelles élections : ils ont évoqué l'inconstitutionnalité d'un deuxième décret de l'émir ayant institué la Commission nationale des élections, selon le texte de l'arrêt publié dimanche.

"La décision (de la Cour) prouve que le Koweït est un Etat dont les institutions sont régies par la Constitution et la loi. J'en appelle à tous les Koweïtiens à respecter ce jugement et à s'y conformer", a déclaré à la télévision l'émir, cheikh Sabah al-Ahmad Al-Sabah, qui s'était engagé par avance à accepter la décision de la Cour constitutionnelle.

Le gouvernement, réuni en session extraordinaire, a pour sa part ordonné la mise en oeuvre de cet arrêt.

Mais les opposants islamistes, nationalistes et la plupart des groupes d'opposition libéraux ont appelé dimanche à boycotter les prochaines élections.

Le dirigeant de l'opposition et ex-président du Parlement Ahmad al-Saadun a déclaré que ces opposants avaient formé au cours d'une réunion dimanche un comité qui décidera d'une série d'actions contre ce jugement "*qui a pratiquement mis fin à la Constitution*".

Avant même que la Cour ne tranche, plusieurs chefs de l'opposition avaient déjà estimé qu'une confirmation du décret sur le nombre des candidats à choisir nuirait profondément au système parlementaire dans l'émirat, première monarchie du Golfe à s'être dotée dès 1962 d'un Parlement élu.

"C'est la pire des décisions", a commenté l'ex-député de l'opposition Walid al-Tabtabaï, prédisant, comme d'autres opposants, une persistance de la crise.

L'ancien parlementaire Moubarak al-Waalan a prévenu qu'un retrait du décret était "*le seul moyen de sortir de la crise actuelle*", alors que l'ex-député Mohamed al-Kundari a déploré sur Twitter que la Cour constitutionnelle ait "*donné raison au régime*".

En revanche, un groupe de l'opposition libérale, le Bloc de l'Action nationale, a annoncé dans un communiqué respecter la décision de la justice.

Le ministre de l'Information, cheikh Salman Humoud al-Sabah, a salué la décision, assurant dans un communiqué qu'elle allait "*consolider la pérennité du système démocratique*" au Koweït.

En décidant de la dissolution du Parlement, la Cour a précisé que les lois votées par la chambre depuis son élection restaient valides.

Le président du Parlement dissous, Ali al-Rached, a précisé que les prochaines élections se dérouleraient "*sur la base de l'amendement à la loi électorale*".

Les groupes de l'opposition avaient prévenu en mai qu'ils ne participeraient à aucun scrutin qui ne soit pas organisé sur la base de la loi de 2006, et avaient réaffirmé cet engagement mercredi. AFP 16.06

5- Israël

Selon le site Alahd, les militaires sionistes ont chargé l'équipe de presse de la chaîne russe Russia Today. Les journalistes tournaient un reportage sur le chemin de retour des manifestants rassemblés à l'appel des associations des villages d'Al Taroun quand les militaires sionistes ont attaqué la manifestation et ont usé de grenades du gaz lacrymogène.

Les soldats sionistes ont également chargé les activistes étrangers et les journalistes à bord de véhicules et ont brisé les vitres de leurs voitures. Idem pour le car qui transportaient les pacifistes. Les militaires israéliens ont bloqué la route à ce bus en mettant le feu aux pneus. french.trib.ir 16.06

6- Libye

Un juge a été abattu dimanche matin à la sortie du tribunal de Derna, ville de l'est de la Libye considérée comme un bastion des islamistes, ont annoncé les autorités libyennes.

"Une voiture s'est arrêtée et des hommes lui ont tiré dessus", a dit Mansour al Hassadi, élu de Derna à l'Assemblée nationale libyenne. "*Il est mort sur le coup*."

Le tribunal de Derna vient tout juste de reprendre un fonctionnement normal après les perturbations liées à la révolution de 2011 ayant abouti au renversement de Mouammar Kadhafi.

"Les tribunaux viennent seulement de reprendre leurs activités et cela peut contrarier ceux qui appellent ouvertement à l'instauration de la loi islamique à Derna", a dit un proche du juge tué.

Les habitants de Derna ont fait état de plusieurs manifestations ces derniers mois de partisans de l'application de la charia, sous la conduite de représentants de milices islamistes.

Cette ville du littoral méditerranéen est considérée dans cette partie de la Libye comme un pôle de recrutement de combattants pour l'Irak, l'Afghanistan et la Syrie. Reuters 16.06

Voilà ce qu'ils veulent faire de la Syrie.

SOCIAL

1- Espagne

Des milliers de personnes ont manifesté à Madrid dimanche contre la politique d'austérité et le taux de chômage record, exhortant le Premier ministre espagnol Mariano Rajoy à se concentrer sur la création d'emplois pour sortir le pays de la récession.

Au son des tambours et des sifflets, les manifestants ont défilé dans les rues du centre de la capitale espagnole sous un soleil de plomb, agitant des drapeaux aux couleurs rouge et blanc des syndicats, et brandissant des pancartes sur lesquelles était écrit: "*L'austérité ruine et tue*" et "*Les coupes budgétaires sont du vol*".

Les manifestations ont eu lieu simultanément dans 28 autres villes espagnoles, dont Barcelone, seconde ville du pays, et Vigo, plus grande ville de Galice (nord-ouest), au bord de l'Atlantique.

Elles étaient organisées par les trois plus importants syndicats espagnols: la Commission des travailleurs, l'Union générale des travailleurs et la Fédération syndicaliste des travailleurs. AFP 16.06

2- Venezuela

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a promulgué samedi la loi sur le contrôle des armes qui condamne notamment le port de celles-ci à 20 ans de prison dans un pays qui affiche le taux le plus élevé d'homicides d'Amérique du Sud.

"*Je promulgue la loi sur le désarmement pour la paix de la patrie*", a déclaré le président Maduro lors d'un déplacement dans l'Etat de Vargas dans le nord du pays.

Début juin, l'Assemblée nationale du Venezuela avait voté à l'unanimité cette loi prohibant le port d'armes pour les civils.

Le texte prévoit des peines de sept à 20 ans de prison pour les civils portant une arme ou en faisant le trafic. En outre, le texte restreint la vente aux particuliers d'armes et de munitions et interdit l'exhibition d'armes dans les lieux publics.

La loi régit également l'usage de leurs armes par les forces de l'ordre et les tireurs sportifs. Elle impose également que les munitions légales soient marquées.

En février, le gouvernement avait entamé une opération de recensement des armes en circulation. Des campagnes incitent en outre les détenteurs d'armes à les remettre volontairement aux autorités, en échange d'autres biens.

Selon le gouvernement, 3.400 homicides ont été enregistrés au 1er trimestre 2013, et 16.000 en 2012. Avec un taux d'environ 55,2 meurtres pour 100.000 habitants, le Venezuela affiche un record dans ce domaine en Amérique du Sud.

Une évaluation officielle remontant à 2009 évoque la présence dans ce pays de 29 millions d'habitants de neuf à 15 millions d'armes, légales et illégales, pour 40.000 ports d'armes officiellement accordés. AFP 16.06

3- Bangladesh

Plus de 140 employés, principalement des femmes, de deux usines textile près de Dacca, la capitale du Bangladesh, sont tombés malades dimanche après avoir bu de l'eau sur leur lieu de travail, a annoncé la police.

Au moins 141 personnes ont été hospitalisées à Joydevpur, une ville industrielle au nord de Dacca, a déclaré à l'AFP l'inspecteur de police Humayun Karbir.

"*Nous soupçonnons en priorité une contamination de l'eau*" fournie aux employés par les usines, fermées pour la journée, a-t-il ajouté.

Ces usines travaillent pour des marques occidentales, ont précisé les autorités, qui n'ont pas indiqué lesquelles dans l'immédiat.

Début juin, 600 ouvriers d'une usine située à Gazipur, à la périphérie de Dacca, étaient aussi tombés malades après avoir bu de l'eau sur leur lieu de travail. AFP 16.06

[Haut de page ↗](#)

Le 18 juin 2013

CAUSERIE

J'ai laissé de côté quelques infos par manque de temps, et ce matin je n'ai pas trouvé d'article satisfaisant sur la Turquie et la grève générale lancée par les syndicats, on a seulement appris qu'Erdogan menaçait de faire appel à l'armée, et hier ils ont organisé des rafles dans tous le pays d'opposants au régime, à suivre

A propos du site

Avant-hier soir, en utilisant le logiciel FileZilla j'ai pu contrôler que tous les fichiers dont j'ai fourni les adresses depuis début 2012 figuraient bien dans le serveur du site. Il en manquait une trentaine environ. Au total le site comporte désormais quelque 8.000 fichiers.

Avant-hier également avant de mettre de nouveaux articles en ligne, j'en ai parcouru quelques-uns rapidement et j'en ai laissé plusieurs de côté qui ne valaient rien ou qui étaient des doublons. Apparemment cela se produit souvent sur le portail Mondialisation.ca, ils laissent aussi passer des articles franchement réactionnaires, le problème c'est que je n'ai pas le temps de tous les lire.

Je vais sans doute arrêter les infos en bref, car je ne peux pas passer ma vie devant un écran d'ordinateur, je dois absolument me libérer au moins une heure par jour pour m'occuper de mes affaires, me reposer un peu et faire autres choses, lire par exemple, cela me manque terriblement, au cours des 37 dernières années, c'est la première fois que je ne prends plus le temps de lire.

Il faut nous concentrer sur l'essentiel.

Le travail que nous avons fait au cours des 5 dernières années nous a permis de progresser. On a actualisé un grand nombre de questions théoriques, on a vérifié ou étudié un certain nombre d'hypothèses, on est parvenu à rassembler l'ensemble des facteurs et des rapports qui composent la situation mondiale sur le plan économique et politique, on a procédé à de nombreuses analyses que nous avons essayé de pousser le plus loin possible, nous sommes parvenus à dégager une ligne politique cohérente, à caractériser les différents acteurs politiques, nous avons fait en partie l'inventaire de la lutte des classes depuis 1940, on a essayé de se réapproprié la méthode du marxisme, d'y demeurer fidèle sans en faire un fétiche, bref, sur tous les fronts nous avons avancé, c'est en tout cas ma conviction ou le constat que je dresse modestement car il nous reste encoee un énorme travail à faire.

On a commis quelques erreurs qu'on a corrigées par la suite, peut-être qu'on est passé à côté de certaines, c'est possible, je n'en sais rien, l'avenir nous le dira. En attendant, en mettant en oeuvre la méthode du marxisme, on a pu vérifier ensemble qu'elle fonctionnait à merveille, dans le cas contraire, c'est moi qui n'ait pas été à la hauteur. Maintenant je ne dois pas me laisser prendre dans l'engrenage de l'actualité et en devenir esclave, il faut aussi consacrer son temps à d'autres activités qui seront autant d'ouverture d'esprit et nourriront ma réflexion. Si la vie est la meilleure école qui soit, passer sa vie devant un écran, ce n'est pas la vie, on ne peut pas la réduire à cette activité.

Et puis, il faut revenir à la vocation première du site qui n'était pas de faire de la propagande pour des idées ou de défendre des positions, bien que cela en fasse partie, l'essentiel était de diffuser une méthode pour interpréter le monde, de montrer qu'elle fonctionnait, qu'elle était efficace, redoutable pour nos adversaires et nos ennemis, de faire en sorte que les militants se l'approprient ou la maîtrisent autant que faire se peut pour se forger librement leurs propres convictions, j'espère y avoir contribué, inutile d'ajouter modestement puisque tout le mérite revient à ceux qui ont fourni cet effort, j'aime bien que les choses ou les êtres soient à leurs places, c'est plus sains comme rapports.

La fatigue et le manque de temps m'ont joué de mauvais tours parfois, mon entourage aussi, donc pour éviter de finir par créer moi aussi une sorte de système dans lequel je m'enfermerais pour ensuite passer mon temps à le justifier, ce qui finalement n'apporterait plus rien à personne, je préfère me lancer de nouveaux défis, je ne sais pas encore comment je vais m'y prendre, je dois encore y réfléchir. La question qui me taraude est de gagner en efficacité, en crédibilité, le problème c'est que je ne sais pas exactement qui se connectent sur le site.

Les différents partis ou formations politiques en tant que tels ne m'intéressent pas, je considère qu'ils ont tous faits faillite. Il me semble plus productif de se pencher sur les contradictions des différentes analyses du capitalisme et ses institutions qui nous sont proposés par les partis et une multitude d'acteurs, des intellectuels essentiellement, qui ont pignon sur rue comme l'on dit, sur les méthodes mises en oeuvre par les médias et les instituts de sondage pour conditionner les masses et les tromper, bref, s'attaquer aux différents aspects de l'idéologie dominante qui sont parvenus à s'ancrer dans la tête des dirigeants des partis ouvriers, des militants, des intellectuels et des travailleurs, puisque finalement c'est un des piliers sur lequel repose le régime, on n'est bien d'accord, n'est-ce pas ?

Cela demande une grande disponibilité d'esprit et de réfléchir à tête reposée, car il peut arriver qu'on commette aussi des contresens quand on se précipite sur un article pour l'interpréter, cela m'est arrivé parfois. C'est le genre d'erreur qui ne pardonne pas, car des lecteurs en déduiront que vous avez tenté de les manipuler, alors que je n'en ai jamais eu l'intention. Il faut donc se libérer du temps pour se consacrer sérieusement à cette activité. Je pense au formidable travail qu'avaient effectué Marx et Engels pour se débarrasser de toutes les théories foireuses qui existaient à leur époque, nous nous en servons encore aujourd'hui mais pas suffisamment, il faut donc aussi du temps pour relire leurs ouvrages et d'autres auteurs parmi les plus fameux dans leur domaine.

Et puis, pour conclure il ne faut pas oublier que je ne suis pas un intellectuel, cela me demande un énorme effort de concentration quotidiennement pour faire ce travail, cela ne vous dit peut-être rien, je n'en sais rien, mais c'est harassant, car c'est spontanément que je dois trouver les ressources pour traiter à la suite pendant environ 10 à 12 heures par jour un tas de questions dans une multitude de domaines.

Il arrive forcément un moment où on arrive à saturation, je le sens, je peux l'observer et cela me contrarie, car la qualité de mon travail s'en ressent obligatoirement. C'est comme pour faire une bonne digestion. Il est recommandé de ne pas se gaver et de laisser un espace vide dans l'estomac pour que les sucs gastriques se mélangent bien aux aliments, afin que la digestion ne soit pas contariée ou qu'elle ne soit pas ralentie, dans le cas contraire on peut être incommodé, voire pire, libérer des toxines qui passent dans le sang.

[Les "jours heureux". Pour qui ? Pardi, par pour les malheureux !](#)

A l'époque des tickets de rationnement, des soupes populaires, des sans-abris et des bidonvilles, sans rire car on n'en a pas du tout envie :

- Appel pour que reviennent les jours heureux !

Appel lancé par les Clubs « Penser la France » (CPF), le Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP) et le Pôle de renaissance communiste en France (PRCF).

On retrouve ici le même principe et la même méthode, qui consiste à s'accommoder du capitalisme à défaut de lutter pour le renverser sous prétexte que l'amélioration des conditions de vie serait une priorité pour finalement abandonner l'objectif du combat du mouvement ouvrier.

Rappelons au passage que ces "jours heureux" coïncidèrent avec la reconstruction de l'Etat et du capitalisme français sous l'égide du PCF, avec la trahison du mouvement révolutionnaire se développant à la fin de la Seconde Guerre mondiale, Thorez décrétant face aux masses en arme qu'il ne pouvait y avoir en France d'"*un seul Etat, une seule police, une seule armée*", ceux des capitalistes, tandis que les dirigeants de la CGT décrétaient que la grève était "*l'arme des trusts*", condamnant et brisant les grèves spontanées qui éclataient, et que les initiateurs ou les premières signataires de cet appel en faisaient justement partie ou en sont les héritiers.

Vous voudriez qu'on vous fasse confiance ? Cela doit être une plaisanterie.

[Admirez le timing.](#)

- du 6 au 9 juin dernier se tenait la réunion annuelle du groupe Bilderberg .

- le 17 juin, les Etats-Unis et l'Union européenne entamaient officiellement les négociations pour l'établissement d'un marché de

libre-échange transatlantique

- le même jour se tenait un nouveau sommet du G8

Quelques sujets de philosophie du bac sur lesquels planchent actuellement les lycéens.

- Le langage n'est-il qu'un outil?

Non, c'est aussi un signifiant.

- La science se limite-t-elle à constater les faits?

Heureusement que non, sinon l'homme n'aurait jamais évolué !

- Peut-on agir moralement sans s'intéresser à la politique?

La morale est le produit de la lutte des classes.

- Le travail permet-il de prendre conscience de soi?

Il permet de prendre conscience des rapports sociaux de production qui existent dans la société et de la place qu'on occupe.

- Que devons-nous à l'Etat?

Rien répondra un exploité, dans la mesure où il incarne les intérêts de la classe dominante.

- Interprète-t-on à défaut de connaître?

C'est l'inconscience qui nous guide à défaut de connaissance ou de conscience.

Que des bonnes nouvelles !

- Bulgarie : le gouvernement recule après un week-end de manifestations - euronews

- La tension est à son comble à Ankara - euronews

- Éclaboussé par un scandale de corruption, le chef du gouvernement tchèque démissionne - euronews

- Québec: 14 chefs d'accusation contre le maire de Montréal - euronews

- Indonésie: manifestation contre la hausse du prix des carburants - AFP

- Des milliers de Brésiliens dans la rue - Libération.fr

Comment ils pourrissent la société et font le lit de la réaction. Quelques exemples tirés de l'actualité.

1- Gifler son enfant n'est pas anodin, selon une campagne publicitaire - 20minutes.fr

J'ai été un enfant battu et je n'ai jamais levé la main sur ma fille, donc je serais porté spontanément à condamner l'emploi de la violence envers un enfant. C'est ce que je pensais il y a peu encore, depuis en observant l'évolution de la société qui se délite de partout à une vitesse affolante j'ai changé d'avis.

Si les parents n'ont pas atteint un niveau de conscience leur permettant d'exiger quelque chose de leur enfant d'une autre manière qu'en lui administrant une gifle ou en le punissant, j'y suis favorable si cela est efficace, car dans le cas contraire cela signifierait que les parents n'auraient absolument aucun moyen de se faire obéir par leurs enfants, ce qui pourrait avoir de graves conséquences comme on peut le constater tous les jours.

Quant aux conséquences de cette violence maîtrisée envers un enfant, elles peuvent être dépassées par la suite, je crois en avoir

fait la démonstration en revenant de très très loin et en étant parfaitement équilibré sur le plan mental, sentimental ou sexuel notamment. Je ne préconise pas cette méthode évidemment, mais je ne la condamne pas. On ne compte plus les gosses qui échappent au contrôle de leurs parents, à tout contrôle même.

Et au passage on emmerde les sentimentalistes à la noix qui sortent du même tonneau que les ouvriéristes ou les tiers-mondistes qui voudraient faire partager leur manque de rigueur et de cohérence à la terre entière, quitte à la pourrir pour encore avoir raison.

Contrairement à la façon d'agir de mes adversaires, ce n'est pas la réalité qui doit s'adapter à nos principes, mais nos principes qui doivent évoluer en fonction des transformations que connaît la société. Eux ils sont bornés ou sclérosés, moi j'estime avoir un esprit libre.

2- Exception culturelle: Barroso qualifie la France de "**réactionnaire**" - AFP

Alors qu'il est le porte-parole de la pire réaction : le néolibéralisme. S'il peut se permettre cette sortie, c'est parce que le PS et la gauche sont amarrés à l'UE, sont empêtrés dans leurs contradictions et finalement aussi réactionnaires que lui.

Ils ont adhéré au mondialisme au-delà de la mondialisation, Barroso le sait, ils doivent en assumer les conséquences jusqu'au bout. Barroso est logique ou cohérent, ce sont ses adversaires qui ne le sont pas et qui n'ont absolument aucune crédibilité auprès des masses.

3- Lot-et-Garonne: Bousquet-Cassagne (FN) tend la main à la "**gauche populaire**" - AFP

Parce que le FN prétend être progressiste, les progressistes étant devenus des réactionnaires en ayant abandonné le combat pour le socialisme, ils lui ont cédé le terrain et il en profite.

Barroso traite Hollande le "**socialiste**" de réactionnaire, et le FN se voudrait de "**gauche**" pour un peu, vous ne vous demandez pas ce qui cloche, comment on a pu en arriver-là ? Un conseil, ne cherchez pas du côté de Barroso ou du FN.

4- Face au FN, Dati refuse "**le front républicain**" - AFP

En cela, alors qu'il devrait profiter à l'UMP, elle témoigne son attachement à un ou des principes, alors que le PS et la gauche sont prêts à brader les leurs et apparaissent comme des traîtres. Là encore ce sont les réactionnaires qui apparaissent vertueux, le comble ! Je rejette évidemment ce "**front républicain**" en faveur d'un candidat du parti de l'ordre, agir autrement serait le comble de l'avilissement, comme appeler à voter Chirac en 2002, par exemple.

Ce serait un candidat du PS face un du FN que je n'appellerais pas davantage à voter pour le candidat du PS. Je n'ai pas à me faire le complice d'un parti réactionnaire parce qu'il arborerait une étiquette socialiste. Si une étiquette l'emporte sur les faits, autant dire qu'on est prêt à brader nos principes et nos convictions à la première occasion ou plutôt qu'on n'en a pas vraiment. Trop peu pour nous.

5- Il faut se pencher sur la montée du FN en milieu rural, déclare Hamon - AFP

La population du milieu rural serait davantage à l'écoute du FN, alors que la gauche et l'extrême gauche en exploitant honteusement la mort de Méric Clément poussent les masses vers le FN dès lors que la seule alternative demeure l'UMP ou l'abstention.

L'hypocrisie et le refus de tenir compte des faits coûtent finalement très très cher au mouvement ouvrier et au prolétariat, et ce n'est pas fini. Vous avez là la réponse au point n°3.

6- Gérard Filoche : "**C'est nous, socialistes, qui sommes le problème**" - Le Nouvel Observateur

En réalité, le problème c'est plutôt que vous vous prétendez socialiste alors que vous ne l'êtes pas, ainsi vous agissez en fossoyeur du socialisme en son nom, vous servez de repoussoir aux travailleurs ou militants qui pourraient se porter vers le socialisme.

Là encore, en prétendant être ce qu'ils ne sont pas, la réaction pourra sans difficulté leur reprocher et apparaître fidèle à ses idées, une valeur sûre quoi, dans laquelle la population peut avoir confiance à défaut de partager ses idées.

En guise d'épilogue très vite.

Vous pouvez reprendre toutes les questions qu'ils ont été traitées depuis 40 ans, vous vous apercevrez qu'ils ont chaque fois procédé de la même manière pour aboutir exactement au même résultat, du féminisme à l'homophobie, en passant par

l'antiracisme, l'écologie et bien d'autres thèmes encore. Tenez l'écologie : l'air qu'on respire n'a jamais été aussi pourri, le monde n'a jamais été une telle poubelle et ce qu'on bouffe n'a jamais été aussi dégueulasse ! Alors à quoi cela a-t-il servi ? Mais mon enfant, à assurer la survie du régime et à mieux diviser ceux qui entendaient le combattre.

Ce matin j'ai repensé à un truc en me marrant. Autrefois tous les jours on entendait les mots tapette, pédé, pédale, mon père traitait mes potes de pédales parce qu'ils avaient les cheveux très longs, quand je les ai laissé pousser à mon tour il m'a dit que j'étais une gonzesse, un compliment quoi ! Mais à l'époque il y avait en réalité très rarement des agressions contre les homosexuels, moins qu'aujourd'hui, idem pour le racisme, des gens se défoulaient verbalement et cela n'allait pas plus loin, il n'y avait pas plus de ségrégation qu'en 2013, on n'en faisait pas tout un plat, pour mon père les Algériens étaient crouilles, des bougnoules, des ratons, du coup j'en ai fait mes potes pendant un moment, ils en croisaient toutes la journée sur les chantiers où ils travaillaient comme menuisier, puis il est devenu un adepte du couscous chez le cousin du coin, un Algérien qui tenait un resto, il ne l'a jamais traité de crouille et a sympathisé avec lui, mon père n'était pas raciste, il était ignorant tout simplement. C'est vous les antiracistes qui auraient pu en faire un raciste, oui, je vous accuse de ce crime.

Alors qu'on arrête de nous emmerder avec ces conneries j'ai envie de dire, ce sont ces abrutis avec leur bonne conscience à cent balles qui sont à l'origine du communautarisme, qui ont manipulé les militants à la suite du PS et ses satellites, qui ont monté ces problèmes en épingle avec l'aide des médias de tels sortes qu'ils sont devenus incontrôlables, le régime s'en régale, il est aux anges, la provoc marche à fond, le législateur en profite pour renforcer son arsenal répressif et liberticide, c'est génial, pour nous c'est un cauchemar.

Au fait, je me suis laissé pousser les cheveux, je suis devenu une petite pédale pour emmerder encore feu mon père et j'en suis fier. On n'en peut plus messieurs les impuissants anticapitalistes ou les révolutionnaires. Je ne dis pas cela méchamment, je me fais provocateur ici pour leur montrer à quel point ils sont débiles ou à côté de la plaque, réfléchissez un peu si c'est encore possible, vous vous êtes égarés semble-t-il, le socialisme, c'est par là, La voix de l'Opposition de gauche.

ACTUALITE EN TITRES

[Le gouvernement mondial en gestation !](#)

- Le G8 exhorte l'Europe à mettre en place l'union bancaire - Reuters

[En famille.](#)

- Rémunération des patrons : Hollande choisit la même voie que Sarkozy - LePoint.fr

- Le futur président du Medef salue le code sur les salaires patronaux - Liberation.fr

[Bravo !](#)

- France: 67.977 détenus au 1er juin, un nouveau record - AFP

... et ce n'est pas terminé...

- Valls muscle le renseignement en créant une direction générale - LeFigaro.fr

[Question perverse.](#)

- Le capitalisme est-il devenu trop vicié pour survivre ? Et c'est l'âme damnée de Reagan qui a lancé le débat - Atlantico.fr

[Non, sans blague !](#)

- Comment l'argent influence notre morale - Atlantico.fr

[Intox](#)

1- Quelle audace !

- Retraites: la CFDT est contre un rapprochement des modes de calcul entre le privé et le public - L'Expansion.com

... mais vraiment dans le sens où vous l'entendez :

Il a réitéré que "*la CFDT est pour une remise à plat*" du système des retraites pour aller "*vers une réforme systémique*"...
L'Expansion.com 17.06

On comprend mieux, on est soulagé !

2- Tiens, donc :

- Affaire PRISM: Apple a reçu 5000 requêtes des autorités en six mois - L'Expansion.com

Et alors ?

"*Quelles que soient les circonstances, nos équipes juridiques évaluent chaque demande et, uniquement si cela est approprié, nous fournissons les informations les plus limitées possibles aux autorités*", ajoute le communiqué d'Apple. L'Expansion.com 17.06

Ben voyons !

Pas si sûr que cela.

- Syrie : l'objectif du G8 est de "*trouver une solution politique*" - LeMonde.fr

En insistant sur le départ du président Assad, la Grande-Bretagne et les autres puissances occidentales ont bloqué toute initiative régionale ou internationale pour un règlement pacifique de la crise en Syrie. french.irib.ir 17.06

ACTUALITÉ DU JOUR

Cinéma.

Le ton est brusquement monté lundi entre la France et la Commission européenne après des commentaires virulents de José Manuel Barroso sur la prétendue attitude "*réactionnaire*" de ceux qui défendent l'exception culturelle.

"*Cela fait partie d'un agenda antimondialisation que je considère comme complètement réactionnaire*", a dit José Manuel Barroso dans une interview publiée lundi par l'International Herald Tribune, un journal américain publié à Paris.

"*Certains se disent de gauche mais en réalité, ils sont extrêmement réactionnaires*", a ajouté le président de l'exécutif européen qui, tout en se déclarant partisan de l'exception culturelle européenne, souhaitait qu'aucun sujet ne soit tabou dans les négociations commerciales qui vont s'ouvrir avec les Américains.

Le président de la République François Hollande, la ministre de la Culture Aurélie Filippetti et de nombreux responsables politiques, de droite comme de gauche, de Rachida Dati (UMP) à Sylvie Guillaume (PS), ainsi que de nombreux artistes comme Jean-Michel Jarre ont dénoncé les propos "*consternants*" et "*inacceptables*" de M. Barroso.

Visiblement embarrassé, le porte-parole de M. Barroso à Bruxelles, Olivier Bailly, a tenté de rassurer les responsables français. Le terme "*réactionnaire*" ne visait pas la France, a-t-il assuré.

"*Le président Barroso a toujours affirmé son attachement à l'exception culturelle*" et "*il n'y a aucune divergence sur le fond entre la Commission et le gouvernement français sur ce point*", a affirmé le porte-parole.

En fait, a-t-il expliqué, M. Barroso avait dans sa ligne de mire ceux qui ont lancé "*des attaques personnelles (...) souvent violentes et injustifiées*" contre sa personne et la Commission.

M. Barroso n'a semble-t-il guère apprécié les déclarations fracassantes du cinéaste Costa-Gavras qui, lors d'une conférence de presse la semaine dernière au Parlement européen à Strasbourg, a affirmé que "*M. Barroso est un homme dangereux pour la culture européenne*". Il a peu goûté également la lettre ouverte signée par plusieurs cinéastes européens dont l'Espagnol

Pedro Almodovar et le Portugais Manoel de Oliveira dénonçant "*un homme cynique, malhonnête, méprisant qui nuit aux intérêts européens*".

Mais, tout en cherchant à minimiser le différend avec Paris, le porte-parole a confirmé les positions intransigeantes de la Commission.

Le secteur audiovisuel pourra être remis sur le tapis pendant les négociations commerciales avec les Etats-Unis, a-t-il assuré. "*Il est clair que la Commission peut à tout moment dans la négociation (avec Washington) revenir vers les Etats membres pour proposer une révision de ce mandat sur toute question*", a-t-il insisté.

C'est hors de question lui a répondu fermement le chef de l'Etat français. L'exception culturelle "*est un principe qui a toujours été évoqué et à chaque fois écarté des négociations commerciales*" conduites par l'Union européenne ces dernières décennies, a dit M. Hollande en marge du sommet du G8 en Irlande du Nord.

"*Il n'y a pas de raison que ça change cette fois-ci dans la discussion avec les États-Unis*", a-t-il martelé.

"*Ce que je demande au président Barroso, c'est maintenant de mettre en oeuvre le mandat qui a été décidé par les négociateurs au niveau des gouvernements*", a souligné François Hollande.

En fait, c'est une véritable crise de confiance qui s'est ouverte entre Paris et Bruxelles. Une source européenne à Bruxelles a confié à l'AFP que les autorités françaises ont demandé dès la publication de l'interview "des explications" à la Commission européenne.

M. Barroso "*doit revenir sur ses propos ou partir!*", a prévenu Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national du PS chargé des questions internationales et européennes.

Selon M. Barroso, les négociations pour conclure un accord de libre-échange avec les Etats-Unis pourraient durer deux ans. Le mandat de la Commission dirigée par M. Barroso expire à l'automne 2014.

Le négociateur européen, le Belge Karel De Gucht, est également sur la sellette. Le commissaire au Commerce a dit qu'il discutera audiovisuel avec les Etats-Unis malgré le mandat donné à la Commission par les ministres européens.

M. De Gucht "*devrait respecter la démocratie et le droit!*", a affirmé l'eurodéputé socialiste Catherine Trautmann en demandant "de quel droit, avec quelle légitimité, peut-il ainsi revenir à la charge?". AFP 17.06

Monsieur Barroso a utilisé le procédé du renversement de la charge de la preuve à l'encontre de ceux qui refusent d'inclure la culture dans les négociations entre les Etats-Unis et l'Union européenne pour l'établissement d'un marché unique transatlantique, dont le gouvernement français qu'il a traité au passage de "*réactionnaire*", ce qu'il est évidemment, à lui de prouver maintenant qu'il ne l'est pas, alors que toute sa politique en porte le sceau. On y reviendra plus loin.

Ce qu'ils appellent le principe de "*l'exception culturelle*", s'il n'est pas réactionnaire, il n'est pas forcément non plus progressiste. Ne perdons pas de vue que nous vivons sous un régime capitaliste et que sans le financement des banques et les subventions de l'Etat bon nombre de créations artistiques ne verraient pas le jour, et que celles qui en bénéficient servent à maintenir l'illusion que nous serions en démocratie et non sous une dictature du capital, banquiers et Etat n'étant pas vraiment des philanthropes.

Ce qui se joue ici, c'est uniquement un plus grand accès au marché européen de la culture qui représente des centaines de milliards d'euros et sur lequel les Américains lorgnent avidement.

Quant à la culture en soi, les uns et les autres s'en désintéressent totalement ou disons qu'elle passe au second plan, la culture américaine ayant déjà largement envahi l'espace européen depuis de nombreuses décennies, qui, au-delà des arts concerne également le mode de vie des Européens, et donc de penser, leur objectif étant de les soumettre à leur idéologie néolibérale, ce qui est justement le thème et l'objectif de ce marché unique de libre-échange entre les E-U et l'UE qui a un caractère et un objectif éminemment politique sur lequel les uns et les autres évitent de s'attarder et pour cause, ils en connaissent parfaitement la teneur.

Ce qui est intéressant ici, c'est que Barroso qui est un ultra réactionnaire a visé directement le gouvernement, donc le PS en affirmant que "*certain se disent de gauche mais en réalité, ils sont extrêmement réactionnaires*", on serait presque porté à lui donner raison s'il ne l'était pas lui même et si le projet qu'il porte ne l'était pas non plus.

Cependant, on ne tombera pas dans le piège qui consisterait à déterminer lequel des deux est le plus ou le moins réactionnaire, pour se ranger derrière celui qui le serait le moins tout du moins en apparence, c'est la position adoptée habituellement par les opportunistes de tous partis sur pratiquement toutes les questions qui leur sont soumises ou viennent à l'ordre du jour.

Notre position consistera au contraire à condamner et rejeter en bloc ce processus de négociations transatlantiques qui a pour fonction de franchir un nouveau pas vers l'établissement d'un gouvernement, d'une dictature mondiale sous commandement de l'oligarchie financière américaine notamment dans laquelle serait intégrée l'UE.

Maintenant Hollande et le PS confrontés aux illusions des intellectuels et artistes qui ont voté pour eux et les considèrent toujours comme progressistes, doivent ménager leur base électorale, les quelques pans de la petite-bourgeoisie qui les soutiennent encore, aussi il leur faut témoigner qu'ils ne seraient pas réactionnaires en résistant aux injonctions des Américains dont Barroso est le porte-parole, alors que quotidiennement sur le plan social ils démontrent qu'ils le sont.

Vous avez pu observer avec quelle promptitude ils ont violemment réagi pour préserver les apparences sur lesquelles reposent finalement le gouvernement et le régime en place. Qui peuvent-ils encore espérer tromper sinon ceux qui veulent bien se laisser berner parce qu'ils y trouvent leur compte ? Ils sont nombreux dans ce cas-là dans le milieu culturel. Qu'ils ne se fassent aucune illusion, qu'ils écoutent ce qu'a dit M. De Gucht, il a vendu la mèche.

Quant à la sortie de Catherine Trautmann qui a demandé "*de quel droit, avec quelle légitimité, peut-il ainsi revenir à la charge?*", mais voyons, avec le même "*droit*" et la même "*légitimité*" que vous accordez à l'Union européenne, les commissaires européens et leur président sont bien nommés par les chefs d'Etat, non, vous l'auriez oublié, dites-nous que nous nous trompons ou que vous seriez disposée à rompre avec l'Union européenne, on ne vous posera même pas la question, on connaît d'avance votre réponse.

Moralité de cette histoire : toute vérité n'est pas bonne à dire, par n'importe qui, n'importe quand.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

En plein lancement du G8, voici que Londres est soupçonné d'avoir espionné le G20, en 2009. Dernier épisode de la tourmente orchestrée par l'ex-agent de la CIA Edward Snowden, dont le Gardian vient de publier des nouvelles allégations.

Selon les documents produits par Snowden, cette année-là, les Britanniques auraient utilisé un système d'écoutes et d'interception des télécommunications lors de deux rencontres internationales portant sur la crise économique mondiale et rassemblant les principaux pays développés et émergents. Les délégations turque, sud- africaine ainsi que le président russe auraient fait l'objet de surveillance toute particulière.

C'est le centre d'écoutes des services secrets britanniques, le GCHQ, partenaire de la NSA américaine, qui était chargé de cette surveillance, 45 personnes auraient été mobilisés 24 heures sur 24. La semaine dernière, Londres avait déjà dû se défendre de toute collusion illégale avec les services américains :

"On a suggéré que le GCHQ utilise notre partenariat avec les USA pour obtenir des informations qu'il ne peut avoir légalement, c'est une accusation sans fondement" avait martelé William Hague, qui a sous sa tutelle les services secrets britanniques.

Selon les révélations de Edward Snowden, le centre d'écoutes britannique s'appuierait sur le programme américain Prism depuis au moins juin 2010. euronews.fr 17.06

2- Grèce

Le Premier ministre conservateur grec, Antonis Samaras, a de nouveau proposé lundi à ses deux partenaires de la coalition gouvernementale la réouverture "*transitoire*" de la radio-télévision publique sous la houlette d'une commission tripartite, selon une source gouvernementale.

Une commission composée de représentants des trois partis de la coalition sera chargée "*d'embaucher un nombre de journalistes chargés de faire fonctionner de nouveau la radio-télévision publique*" jusqu'à ce que soit adopté un nouveau projet de loi sur l'audiovisuel public, a-t-on indiqué de même source.

"Des conseillers étrangers, de la BBC, ou d'autres groupes européens vont aider à la constitution du nouvel organisme", a souligné cette source.

Parmi ces points, figure un prochain remaniement ministériel, d'ici à la fin juin, selon cette source.

Une réunion ministérielle était en cours lundi soir entre M. Samaras et les dirigeants du Pasok (socialiste) et du Dimar (gauche démocratique), Evángelos Vénizélos et Fotis Kouvélis respectivement, pour tenter de trouver une solution et sortir de l'impasse provoquée par la fermeture de l'ERT.

Des manifestations contre la fermeture de l'ERT se poursuivaient pour la septième journée consécutive devant le siège de la télévision publique dans la banlieue nord de la capitale grecque et sur la place Syntagma en face du Parlement, où le chef de l'opposition, Alexis Tsipras a prononcé un discours pour fêter à sa manière le premier anniversaire du gouvernement Samaras, péniblement sorti vainqueur des élections du 17 juin dernier. Selon ce dernier, la fermeture d'ERT, décidée sans préavis et sans concertation, sera le "chant du cygne" du gouvernement Samaras. AFP 17.06

Parce que si au moins il y avait eu "préavis" et "concertation", sans doute que cette décision aurait été acceptable, CQFD

3- Maroc

La justice marocaine a condamné lundi un journaliste à deux mois de prison avec sursis pour diffamation. Il avait rapporté l'organisation par un ministre marocain d'un "somptueux" dîner privé lors d'un déplacement à l'étranger.

Au bout de cinq mois de procès, le tribunal d'Aïn Sebaâ, près de Casablanca, a condamné Youssef Jajili, directeur de la publication de l'hebdomadaire Al-An, à une amende de 4500 euros.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce Abdelkader Amara avait porté plainte l'année dernière à la suite de la publication d'un article par Al-An qui affirmait qu'un dîner "*fastueux*" avec champagne avait été organisé par le ministre en marge d'un déplacement officiel au Burkina Faso. Ces "*allégations*", pour le ministre, équivalait à un acte visant à "*attenter à son honneur et sa dignité*".

Au cours du procès, le journaliste a maintenu ses affirmations mais a refusé de mettre en danger ses sources. euronews.fr 17.06

4- Bulgarie

Week-end de manifestations en Bulgarie. Les opposants au gouvernement formé il y a seulement deux semaines se sont de nouveau rassemblés ce dimanche à Sofia et en province. Ils demandent la démission du Premier ministre de centre gauche, Plamen Orecharski.

Selon la police, plus de 15000 protestataires ont sillonné les rues de la capitale bulgare, et ce, pour la troisième journée consécutive. Les manifestants reprochent au chef du gouvernement d'obéir à "*l'oligarchie*".

Le Premier ministre s'accroche. Moins de trois semaines après sa prise de fonctions, il a écarté dimanche l'hypothèse d'une démission estimant que cela serait "*extrêmement irresponsable en raison d'une nouvelle déstabilisation du pays*".

Le mouvement de contestation a éclaté vendredi dernier. Des milliers de personnes étaient alors descendues dans les rues de Sofia pour dénoncer la nomination de Delyan Peevski, membre du parti de la minorité musulmane turque, à la tête de l'Agence nationale de sécurité qu'ils voyaient comme une nouvelle preuve de la soumission des institutions à des intérêts privés. L'homme n'a en effet pas d'expérience et est lié à un grand groupe de médias et à une banque.

Face aux injonctions de la rue, le député controversé a dû renoncer au poste ce samedi. Le chef du gouvernement a admis que "*cette candidature était inacceptable pour la société*" tout en confiant qu'il cherchait "*une personnalité forte qui puisse combattre avec résolution les pratiques de fraude fiscale*".

Mais les protestataires ne décolèrent pas. Dimanche ils étaient encore plus de 10 000 à manifester, soit près du double que la veille. euronews.fr 17.06

5- Canada

Fraudes, corruption, complot, abus de confiance au total 14 chefs d'accusation ont été rédigés contre le maire par interim de la ville de Montréal Michael Applebaum.

Il a été emmené vers 6h ce matin heure locale par les l'unité anticorruption de Québec dans un poste de police. Il devra répondre d'accusations portant sur des projets immobiliers situés dans l'arrondissement de notre Dâme-de-Grâce.

Deux autres personnes, un conseiller municipal et un haut fonctionnaire sont également impliquées dans ces affaires de corruption qui remonterait à la période 2006-2011.

Michael Applebaum assurait l'intérim pour achever le mandat de Gérald Tremblay démissionnaire jusqu'aux prochaines élections en novembre prochain. euronews.fr 17.06

6- Russie

La Russie ne permettra pas l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie, hypothèse proposée selon la presse américaine par des responsables militaires à Washington, a déclaré lundi le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères.

Nous avons vu avec l'exemple de la Libye la manière dont une telle zone est mise en place et la façon dont de telles décisions sont appliquées. Nous ne voulons pas la répétition d'un tel scénario en ce qui concerne le conflit en Syrie. Je pense qu'en principe nous ne permettrons pas un tel scénario, a dit Alexandre Loukachevitch lors d'une conférence de presse. french.irib.ir 17.06

7- Palestine

Il ne fallait pas se fier aux promesses d'aide et d'alliance du Qatar !

Les dirigeants du bureau politique du Hamas ont annoncé vouloir quitter le Qatar dans la foulée de la crise politique grave qui secoue l'émirat gazifère. selon Al Manar, "*l'instabilité politique dont est victime ces dernières semaines le Qatar a poussé les dirigeants du Hamas de s'apprêter à élire domicile dans un autre pays étranger que le Qatar!!! Amman, Khartoum et Le Caire , c'est entre ces trois capitales que Mechaal et ses compagnons comptent s'installer.*"

La crise de plus en plus aigüe qui secoue le pays a plongé le Qatar dans un climat de répression et de tension sans précédente, ce qui a poussé le Hamas à penser à s'installer dans un autre pays étranger. mardi les sources d'information ont fait état de l'échec d'un coup d'état fomenté par le premier ministre Hamad Ben Jassem contre l'Emir Al Thani. Le prince héritier Tamim devra bientôt prendre la tête de l'exécutif . Après avoir joué le rôle moteur des révoltes "*formatées*" dans les pays, révoltes soldées par l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans, l'Emir Al Thani a été prié par les Américains de quitter le pouvoir et de céder la place à son fils qui se dit un libéral convaincu et hostile aux excès des salafistes. french.irib.ir 17.06

SOCIAL

Brésil

Il s'agit des plus grosses mobilisations depuis celles dirigées en 1992 contre la corruption du gouvernement de l'ex-président Fernando Collor de Mello, qui avait démissionné durant son procès politique devant le sénat.

La manifestation de Rio, la plus importante du pays, a réuni lundi 100.000 personnes, d'abord pacifiquement, contre l'augmentation des tarifs des transports publics et les dépenses somptuaires engagées pour préparer le Mondial-2014 de football, avant de dégénérer dans la violence à la nuit tombée.

Un groupe de quelques dizaines de manifestants a pris d'assaut le parlement de l'Etat de Rio. Les policiers anti-émeutes les ont finalement dispersés dans la nuit.

Des hommes du bataillon de choc de la police militaire, arrivés sur place à bord de véhicules blindés, ont tiré des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc contre ce groupe de manifestants et procédé à plusieurs arrestations.

Ces manifestants avaient tiré des cocktails molotov et des pierres contre le bâtiment. Certains avaient même essayé de s'y introduire par des fenêtres.

Les protestataires s'étaient donné rendez-vous sur les réseaux sociaux et ont rassemblé plus de 200.000 personnes dans tout le pays. Il s'agit en majorité de jeunes "*qui ont perdu confiance dans les partis politiques*", selon des analystes entendus à la chaîne de TV en continu Globo news.

A Brasilia, cinq mille manifestants ont protesté dans le quartier des ministères, symbole du pouvoir. Quelque 200 d'entre eux ont réussi à grimper sur le toit du parlement où ils ont entonné l'hymne brésilien avant d'en redescendre spontanément.

"Nous sommes arrivés dans la maison du peuple. C'est le premier pas pour montrer que nous ne sommes pas morts; ils pensaient que l'on s'arrêterait pour voir le football mais le Brésil n'est pas seulement ça", a déclaré à l'AFP Bruno Pastrana, un étudiant de 24 ans, assis sur le toit du Congrès National.

A Sao Paulo, où 65.000 manifestants ont défilé sur l'avenue Paulista, un groupe a essayé d'envahir le parlement local mais a été arrêté par les gaz lacrymogènes de la police.

Des scènes similaires se sont répétées à Porto Alegre, Curitiba, Belo Horizonte notamment, en pleine Coupe des Confédérations de football, répétition générale en miniature du Mondial dans un an.

"Nous ne permettrons pas que des manifestations perturbent les événements que nous nous sommes engagés à réaliser", avait averti quelques heures plus tôt le ministre des Sports, Aldo Rebelo.

Dans une apparente volonté d'apaisement, la présidente Dilma Rousseff a rectifié le tir quelques heures plus tard, affirmant que "les manifestations pacifiques sont légitimes et propres à la démocratie".

"C'est le propre de la jeunesse de manifester", a-t-elle ajouté dans un communiqué. Reuters 18.06

[Haut de page ↗](#)

Le 19 juin 2013

CAUSERIE

J'ajouterai une quinzaine d'articles ce soir et j'actualiserai la rubrique Articles de presse.

Aux lecteurs qui se connectent sur le site depuis peu de temps.

Ce soir en mangeant ma salade de crudité qui tenait lieu de repas, après m'être sifflé deux cocktails quand même pour tenir le coup jusqu'à 23h ou minuit, entre deux rafales de vent et coupures de courant j'ai eu une pensée pour les lecteurs qui se connectent sur le site depuis peu de temps et qui ne me connaissent pas forcément. Entre nous j'ai horreur d'Internet pour son anonymat, mais c'est bien utile quand même si on peut l'utiliser pour faire avancer notre cause.

On peut facilement se méprendre sur les gens et leurs intentions, comme on peut facilement commettre des contresens, personne n'est parfait, ni vous ni moi. Je parle souvent de ma vie pour que vous me connaissiez mieux, cela me semble légitime, maintenant n'allez pas croire pour autant que je serais du genre extraverti. Pas du tout, en fait je ne parle jamais de mon passé aux gens que je rencontre, il n'y a qu'une ou plutôt deux personnes au monde à qui je me livre, ma fille et sa tendre mère, pourquoi, parce qu'elles me connaissent tellement bien qu'elles sont en principe capables de me comprendre.

Ce soir (mardi) on va un peu de détendre.

J'espère qu'il ne vous est pas venu à l'esprit que je pourrais être homophobe et je vais vous raconter pourquoi je ne peux pas l'être. J'avais 10 ou 11 ans lorsque j'ai eu une expérience homosexuel avec un garçon de mon âge, notre relation a duré deux ans environ, avant que mes parents déménagent de Paris à Rueil (92) et que je change d'école. Bien plus tard, j'ai vécu l'époque androgyne des années 70-75 avec Bowie et Ziggy Stardust. Avec mes potes, on écoutait Rod Stewart, Alice Cooper, Queen, Bowie, Lou Reed, Pink Floyd, Deep Purple, Led Zeppelin, les Who, etc, on portait les cheveux longs, on se maquillait même quand on sortait au Golf Drouot ou au Gibus à Paris ou dans d'autres boîtes, tout en s'éclatant à coup de pétards tous les soirs et plus encore...

J'avais des potes qui étaient homosexuels, d'autres qui marchaient à voile et à vapeur, moi je suis resté hétérosexuel tout en ayant un faible pour Bowie, ce n'était pas un sujet tabou, on n'en parlait jamais, chacun faisait sa vie comme il l'entendait, à aucun moment ce fut un problème entre nous, parfois un mec faisait une avance à un autre histoire de tâter le terrain, cela se faisait ou non, peu importe, chacun respectait l'autre c'était tout. Voilà pourquoi aujourd'hui quand j'observe le tapage qui est fait sur cette question, je me dis qu'il y a vraiment quelque chose qui ne tourne pas rond dans cette société, elle a régressé en réalité, alors qu'on nous présente les dernières mesure comme une avancée, on se moque de nous, de vous, car à aucun moment je n'ai marché dans leur combine. Quant aux manifestations exubérantes du type Gay pride, c'est le comble de la décomposition et de la décadence de la société qui s'expose au grand jour, de gens qui ont un sexe à la place du cerveau, ce qui n'était pas le cas des homosexuels que j'ai connus.

Pourquoi je ne peux pas être raciste. Je suis issu d'un milieu ouvrier pauvre, j'ai fréquenté des kabyles, mes potes s'appelaient Kamel, Rachid, Amid, Kader, etc. puis j'ai eu des potes d'un milieu plutôt petite bourgeois mais aussi ouvrier parmi lesquels il y avait des homosexuels ou des bisexuels, j'ai vécu pendant plus de 10 ans dans la ville qui concentrait le taux d'immigrés le plus important de France, Clichy-sur-Seine. J'avais de si bonnes relations avec les commerçants arabes du coin qu'ils m'appelaient cousin, je n'ai jamais eu aucun problème avec un immigré à Clichy. Depuis plus de 24 ans je partage ma vie avec une femme noire d'origine indienne, j'ai déjà passé plus de 18 ans en Inde, pas dans l'ex-quartier colonial blanc où se terrent les expatriés, mais parmi la population locale. Et pour finir, j'adore Dany le compagnon de ma fille qui est de la Réunion et qui est encore plus foncé que mon épouse ainsi que ma petite-fille Cassie, sans parler de ma soeur qui vit avec un Algérien, l'autre qui vit avec un Portugais, mon oncle Jacques qui était Italien, bref, à nous tous on couvre tous les continents, alors me prêter un instant l'idée que je pourrais être raciste serait le comble de la stupidité, cela m'est arrivé en lisant des courriels il y a quelques années de cela.

Et quand je parle du milieu ouvrier, je suis né dedans et je n'ai cessé d'y baigner, en France comme en Inde, on pourrait m'accuser de parler de ce que je ne connais pas parce que je vis désormais à 10.000 kms de la France, sauf qu'en ayant travaillé dans plus de 45 entreprises différentes en France et en Inde, je sais de quoi je cause. J'ai déménagé plus de 25 fois, j'ai voyagé, j'ai vécu sur plusieurs continents, ce n'est pas seulement mes idées que je n'hésite pas à remettre en cause pour en vérifier la validité, mais mon existence. J'ai bossé dans le privé avec en permanence l'épée de Damocles du chômage suspendu au-dessus de la tête parce j'ouvrais toujours ma gueule, cela m'a donné le goût du défi, de ne pas le craindre, je ne dirais pas le goût de l'aventure car je ne suis pas un aventurier, c'est par accident ou par hasard que j'ai été amené à autant bouger la plupart du temps, la société me l'a imposé, cela donne l'occasion d'enrichir ses connaissances à travers une multitude d'expériences et de rencontres qui finalement vous façonnent et vous transforment.

Maintenant quand j'observe en 2013 comment se comportent ceux qui parlent en notre nom, je m'interroge, je ne me reconnais pas du tout dans leurs discours ou leurs positions, je crois qu'en dehors du boycott de la conférence patronale des 20 et 21 juin prochains adopté par le groupe GMI, je ne partage absolument aucune position adoptée par les partis ouvriers et d'autres formations politiques sur toutes les questions qui ont été soulevées depuis des années, chaque fois j'ai constaté une déviation opportuniste plus ou moins prononcée sur les plans théorique ou politique, à aucun moment j'ai pu me dire, là cette fois je peux reprendre ce discours à mon compte ou soutenir sans réserve une position exprimée.

Du coup, je n'en tiens absolument plus compte, je ne lis qu'après coup ce qu'ils ont écrit, je préfère m'informer directement à la source, voir en quoi consiste les faits, ensuite je les analyse et si nécessaire j'en tire des enseignements. Le travail des dernières années m'a permis d'acquérir cette autonomie, cette liberté qui est à ce jour ce que j'ai de plus cher. Dès que j'aborde un sujet, c'est sous un aspect critique que je le traite, car c'est sous cet angle-là que les idées me viennent spontanément au cerveau.

Prenez le féminisme.

On nous a raconté que la situation des femmes s'était améliorée, que dorénavant la société leur donnerait les moyens de s'épanouir; etc. Comment cela, en régime capitaliste, les femmes s'épanouir? On ne doit pas penser ou parler des mêmes alors... Immédiatement je détecte une contrevérité qui en réalité sert à camoufler une autre réalité, mais surtout un objectif non avoué que notre ennemi poursuit et qu'il me faut exposer au grand jour.

Le must, cela doit être ses femmes isolées et livrées à la solitude, la famille monoparentale où la femme se retrouve seule à élever un ou plusieurs enfants avec toutes les difficultés qu'on imagine. Quel bonheur, quel progrès ! Au moins, elles travaillent, comme dirait le farouche féministe Rockefeller, elles se font exploitées et elles en redemandent, alors profitons-en, il n'y a pas de raison ! (Zntretien avec Aaron Russo, voire la vidéo en ligne)

Quelle aberration ! Il en existe des dizaines et des dizaines du même genre, c'est incroyable, et nos valeureux anticapitalistes ou révolutionnaires trouvent cela très bien, cela leur convient ! Quand on n'a pas d'idéal, la télévision, le téléphone portable, la console de jeu, etc que l'on change tous les quatre matins pour le dernier modèle le remplace, on appelle cela le progrès paraît-il. On ne pense qu'à soi, ses lubies, ses petits caprices de petits-bourgeois qui deviennent cause nationale, voire internationale, internationalisme oblige !

Sur le racisme.

Il y a environ deux mois avant que ma télé claque, ils passaient sur TV5Monde Asie un téléfilm sous forme de feuilletons appelé Aïcha. En le regardant, je me suis aperçu qu'il faisait la promotion du communautarisme. Je n'ai vu que les quatre premiers épisodes. En gros, il s'agissait d'une fille d'origine algérienne qui vivait dans une cité de la banlieue parisienne et qui était éprise d'un garçon, un Français de souche on va dire. Pour fréquenter ouvertement cette fille et pouvoir éventuellement l'épouser, il devait absolument se conformer aux coutumes et au rite de la religion musulmane de son père principalement, sa mère étant plus tolérante, et bien entendu, cela était présenté de telle sorte que le garçon devait s'y plier, c'était normal. Par contre, une situation opposée où cela aurait été à cette fille de se plier aux règles ou principes disons républicains en vigueur en France ne se posait même pas, impensable. Je vous passe l'épisode où l'on voyait un groupe de femmes converties à l'islam réclamant que la piscine municipale soit réservée exclusivement aux femmes un jour par semaine.

Quand j'ai rencontré mon épouse qui est hindouiste en 1989, à l'époque je ne militais plus. Son oncle qui me l'avait présentée était disposé ainsi que les parents de mon épouse pour que l'on fasse une cérémonie très simple non religieuse, sans la présence d'un brahman, c'est moi qui est insisté pour qu'elle ait un caractère religieux puisque ma future épouse était croyante et cela ne me posait aucun problème. En fait, nous nous passerons du brahman et la cérémonie a été en partie conforme à la tradition hindouiste sans plus, plutôt païenne d'ailleurs, aucun dieu n'étant de la fête. Depuis je ne suis astreint à aucune obligation religieuse par mon épouse ou sa famille et cela fait 24 ans.

Maintenant quand vous comparez mon expérience avec ce téléfilm, vous vous dites qu'ils alimentent le communautarisme, qu'ils en sont à l'origine, qu'ils l'ont encouragé. J'ai un autre souvenir à raconter.

Cela devait être en 1972 ou 1973, je devais avoir 17 ou 18 ans, c'était l'époque où je fréquentais mes pote kabyles. J'avais fait connaissance d'Abiba, une fille de mon âge d'origine algérienne, très simple, douce et ravissante, nous nous fréquentions en copain seulement. Elle m'invitait à déjeuner chez elle, je connaissais ses parents. Le temps passait et on se voyait de plus en plus souvent, quand on n'était pas ensemble, je pensais à elle, elle me manquait. Puis un jour nous en sommes venus à parler de nos rapports, et là elle m'a dit en face : écoute Jean-Claude, entre nous cela n'ira jamais plus loin, c'est uniquement de l'amitié, on est différent, tu comprends, ce n'est pas possible, il ne faut pas y penser, moi de mon côté j'étais prêt à faire ma vie avec elle, je me moquais bien qu'elle soit d'origine algérienne ou musulmane, mais j'ai parfaitement compris son discours et je n'ai pas insisté, je ne voulais pas qu'on se dispute. Et quelque temps plus tard nous nous perdîmes de vue.

Cette fille et sa famille n'étaient sans doute pas disposées à passer outre certains principes qui leur étaient chers et ils y restèrent fidèles sans envisager de me les imposer, ce qui n'aurait d'ailleurs rien changé à mon origine et à ce qui m'avait été inculqué au titre de mon éducation qui étaient différents des leurs, en rester là valait mieux pour tout le monde, que le contraire qui aurait consisté en un reniement forcé de nos convictions qui aurait pu demeurer entre nous ou se traduire par des tensions par la suite ou une rupture, un échec.

En observant ce qui se passe en France, j'en conclus que ce sont les minorités ou des couches particulières qui dorénavant imposent leurs lois à la majorité, je ne pense pas en particulier à une communauté issue de l'immigration, c'est valable pour les femmes, les non-fumeurs, les homosexuels, les écologistes, etc. tous les lobbies organisés qui agissent comme des moyens de pressions sur le législateur, la population, la société pour leur imposer leurs droits au détriment du droit collectif qui se retrouve réduit au rang d'exception, dont la portion diminue de jour en jour. La nation implose, elle explose de l'intérieur.

Ils forcent le droit ou le cadre juridique à évoluer plus vite que l'économie (qui devrait passer au socialisme), à s'adapter à des conditions économiques et sociales (en régression) qui ne permettent pas de régler les problèmes qu'ils prétendent résoudre, du coup ils favorisent le développement d'un ressentiment au sein de la population encore plus fort envers certaines communautés, comme si leur objectif était la dislocation de la société ou créer une atmosphère de haine qui précède une guerre civile, c'est déjà le cas dans certains quartiers ou certaines cités. C'est là-dedans que donne la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes, c'est pitoyable et effrayant.

Fondamentalement, aucun des problèmes soulevés ici ne peut trouver une solution satisfaisante sous un régime capitalisme, qui plus est de nos jours où il est la proie d'une gigantesque crise ou est entrée en putréfaction. Je ne dis pas qu'il ne faut pas lutter contre le racisme, etc. mais en lui donnant un contenu politique qui soit orienté vers le socialisme... Je ne sais pas si vous avez pris conscience de l'ampleur du problème, tous ces gens-là prétendent le contraire, cela viendrait de la droite traditionnelle, ils hurleraient à la supercherie ou à la manipulation, à la réaction, mais comme cela vient du PS ou ses satellites, ce serait progressiste, il faut les soutenir et y participer, à part cela ils sont indépendants du PS, tu parles, autant que du régime ou de l'Etat ! Vous aurez encore l'occasion de le juger aux prochaines élections municipales et européennes.

On se fout littéralement de nous, voilà la vérité. Nous sommes face à une gigantesque supercherie qui conduit au chaos et à la barbarie.

Ils n'ont pas seulement importé en France les contradictions de l'impérialisme américain, ils ont importé les contradictions auxquelles sont confrontés les pays émergents et au-delà les pays dominés, sous-développés, qui ont quasiment un statut de colonie ou de comptoirs comme au XIXe siècle, et qui font face à un développement inégal ou à de gigantesques inégalités sociales. Ils en usent pour dresser les différentes communautés les unes contre les autres comme on peut l'observer au Moyen et au Proche-Orient par exemple, on retrouve le même phénomène dans certaines banlieues ou villes en France. Ici ils se servent de la religion, là ils utilisent les différentes origines, aux Etats-Unis par exemple. C'est ce modèle là qu'ils importent ou développent dans tous les pays de l'UE pour les dresser contre la majorité de la population qui est présentée comme raciste, xénophobe, intolérante, réactionnaire, c'est insupportable.

Il est tard et je vais vous raconter une dernière petite histoire, la cerise sur le gâteau, on va enfoncé le clou bien profond.

Il y a quelques jours en formatant les adresses de fichiers que j'allais mettre en ligne, je tombe sur un article publié par Mondialisation.ca où l'auteur ressortait l'histoire des colons britanniques qui avaient inscrit sur des écriteaux à l'entrée de certains édifices : Interdit aux chiens et aux Indiens, là je crois qu'il s'agissait des Chinois, peu importe.

Je l'ai lu la première fois il y a plus de 30 ans maintenant, dans un ouvrage d'Alexandra David Neel, à l'époque j'en avais déduit que les Anglais étaient racistes, à cette époque je n'avais jamais voyagé et je ne connaissais pas l'Inde. En fait, ce qu'il voulait dire par là, c'était que les Indiens n'ayant pas le même niveau de conscience (de vie, de connaissance, économique, etc.) qu'eux, sachant par expérience qu'ils pouvaient se soulager n'importe où et agir de manière totalement inattendue, il était préférable de les tenir à distance de certains lieux, parfois il s'agissait de jardins ou de parcs, chaque grand bâtiment comportait des espaces verts. Sinon pourquoi auraient-ils pris soins d'associer les chiens et les Indiens sur des écriteaux en dehors des fonctions qui leur étaient communes, on ne peut pas imaginer qu'ils aient tenu à afficher ainsi le mépris qu'ils pouvaient témoigner aux Indiens par ailleurs, cela aurait été du domaine de l'infantilisme ou tellement futile, absurde. Il faut aussi avoir en tête que les Indiens des classes dominantes traitent ou considèrent les Indiens des classes inférieures de chien ou comme des chiens, je parle encore aujourd'hui, et là c'est ouvertement.

Après ces longues années passées en Inde, j'ai été amené à revenir sur les intentions que je prêtais aux Anglais sur ce coup-là, peut-être que je me trompe, mais je ne le pense pas, car il m'est arrivé à plusieurs reprises de surprendre des membres de la famille de mon épouse ou des visiteurs en train de se soulager dans le jardin derrière la maison, alors qu'on possédait deux toilettes où qu'il leur était possible d'aller dans le terrain vague situé derrière notre terrain. De la même manière que lorsqu'ils sont repartis il me faut passer derrière eux pour ramasser des papiers ou autre détritiques qu'ils ont allègrement balancés dans le jardin. Pour un Indien, c'est un comportement normal, il faut simplement le savoir. Un Indien se soulage sur place, là où il est, y compris en ville, tous les soirs quand je me promène avec mon chien, à quelques dizaines de moi je peux observer des culs d'hommes et de femmes en train de chier, je n'y prête pas attention évidemment, je ne tiens pas à les déranger, et l'Indien jette ce qu'il a à la main absolument n'importe où, et quand je double un autobus en moto je fais un écart pour ne rien recevoir sur la tête, un crachat par exemple, cela m'est arrivé bien sûr, quand il n'y en a pas un qui vomit par une fenêtre ! Et gare à vous, si vous la remener, vous n'aviez qu'à ne pas vous trouver là à ce moment-là ! Je vous raconte cela sans animosité, vous avouerez que j'ai le sens de l'humour quand il faut, ce qui doit faire défaut à mes détracteurs dont l'horizon semble limité à ce qu'ils aperçoivent de leur fenêtre.

C'est juste un constat, cela ne me choque pas et je n'en fais pas tout un plat, je ne juge personne, et je ne réclame pas une loi, on pourrait dire qu'avec ces écriteaux les Anglais étaient les précurseurs de ce qui se fait aujourd'hui et que je condamne, je ne les imiterais pas je vous rassure, ce comportement correspond au niveau du développement économique du pays, pas seulement, et puis cet argument doit être étayé, nous poursuivrons une autre fois. Un dernier mot, à l'entrée des supermarchés réservées à la classe moyenne principalement, il y a un gardien en uniforme pour interdire l'accès aux mendiants, il n'y a pas un écriteau : Interdit à la plèbe en guenilles.

Une dernière histoire, très courte.

Mon beau-frère devait s'occuper de ma machine à laver qui était tombée en panne. Au bout de trois semaines, rien, et j'en suis à laver mon linge à la main. Je l'engueule, il me dit qu'il n'a pas trouvé la pièce et qu'il fera le nécessaire d'ici 48h. Effectivement, deux jours plus tard deux employés d'Onida se pointent. Je les engueule aussi, et par curiosité je leur demande depuis combien de temps mon beau-frère leur a téléphoné, ils me font voir leur fiche : la veille ! Bon, je me calme et je comprends que mon beau-frère est responsable de ce délai. Quand je dis que j'engueule quelqu'un, je feins la colère, intérieurement je suis parfaitement calme c'est le seul langage qu'ils comprennent malheureusement, comme des gosses. Il faut faire preuve de beaucoup de psychologie pour vivre en Inde.

J'ai mon épouse au téléphone et je lui raconte. Je commence par lui dire que son frère est un sacré con et qu'il s'est foutu de moi, après je me ravise et je lui dis, non, je viens de te dire une connerie, en fait il a cherché une pièce d'occasion pour que cela ne me coûte pas cher, comme il l'aurait fait pour lui, et en désespoir de cause il s'est résolu à contacter le fabricant. Et effectivement, ce matin pour un simple ressort et un soufflet en caoutchouc avec le déplacement j'ai payé 750 roupies, au lieu de 50 roupies disons.

Vous voyez comme quoi on peut se méprendre facilement et être injuste, involontairement j'entends. Mon beau-frère a voulu faire au mieux, pas de bol, et pour moi au mieux ce n'était pas d'économiser 700 roupies, mais de pouvoir me servir de la machine à laver rapidement, pour lui 700 roupies c'est une somme, pour moi ce n'est rien ou presque. Ma première réaction était erronée, c'est en y pensant sur le coup que j'ai pu immédiatement me corriger, parce que je savais ce qui se passait dans la tête de mon beau-frère, comme quoi je les connais bien. Alors le premier qui me sort que je méprisais les Indiens, qu'il ne connaîtrait pas évidemment, je le fusille !

[Retour sur l'élection de Villeneuve-sur-Lot](#)

Avec 54,12 % d'abstention lors du premier tour de l'élection législative partielle de Villeneuve-sur-Lot dimanche dernier, le record de 37,31 % de 2012 est pulvérisé.

Et au lieu d'en tirer la leçon que parmi les abstentionnistes il doit se trouver un certain nombre de travailleurs qui tournent le dos aux institutions et ses partis pour leur proposer une politique en rupture avec les institutions et construire un parti ouvrier révolutionnaire sur cette base politique correcte, au contraire, tous les partis sont en lice pour participer aux élections de 2014...

Parole d'internaute

- "Les fonctionnaires ont raison de se mobiliser. Ils en ont même beaucoup de raisons de se mobiliser. C'est que M. Hollande en avait fait sa "clientèle" favorite dans la course à l'Elysée. Et, miracle, ça avait fort bien marché... Sauf que c'était sans compter avec les revirements si chers à M. Hollande, par ailleurs si fort dans l'art de manier la synthèse lorsqu'il occupait la fonction de premier secrétaire du PS. Sauf qu'il n'est plus rue de Solférino mais à l'Elysée et, là où il se trouve, c'est une autre paire de manches ! Il avait bien compté sur sa ministre de la fonction publique pour "adoucir" la plaie mais Mme Lebranchu a dit tout haut ce qu'elle pensait et les mots ont fait mal chez les fonctionnaires qui ont été purement et simplement trompés par le président de la République."

Les fonctionnaires sont un électorat essentiel pour le PS - les deux tiers ont voté François Hollande au second tour de la présidentielle en 2012. L'express.fr

Je rectifie, pas seulement, pour le régime surtout et tous ceux qui bouffent à son râtelier...

ACTUALITE EN TITRES

[Vous avez oublié le quatrième : vous !](#)

- Villeneuve-sur-Lot: "La stratégie des trois petits singes est la pire", selon Guedj (PS) - L'Express.fr

[Encore un faux révolutionnaire !](#)

- Le pape François : révolutionnaire sur la forme, conservateur sur le fond - LeFigaro.fr

[Seules les intentions sont "concrètes", normal.](#)

- Le G8 uni contre le "fléau" de l'évasion fiscale - AFP

... c'est vite dit...

- Le G8 s'engage contre la fraude fiscale, peu d'actions concrètes - Reuters

Le groupe des huit pays les plus industrialisés s'est engagé mardi à renforcer la lutte contre le blanchiment d'argent et la fraude fiscale mais n'a annoncé que peu de mesures concrètes en ce sens. Reuters

La bonne grille de lecture était la suivante : il s'y est engagé, son action est terminée, normal.

[Plus de morts que les guerres en Aghanistan, en Libye et au Mali.](#)

- 302 sans-abri "morts de la rue" recensés depuis six mois en France - AFP

De novembre 2012 à mai 2013, "302 décès ont été recensés. Et depuis début 2013, 183 SDF sont morts", a précisé à l'AFP Christophe Louis, président du Collectif "Les morts de la rue".

Certains n'ont qu'un prénom ou un surnom : "Magali, 31 ans, morte le 17 janvier à Rennes", "Alain, dit +Kojak+, 46 ans, mort en avril à Strasbourg". D'autres n'ont pas pu être identifiés: "Un homme, 29 ans, mort le 21 mars, boulevard Victor Tuby dans le vieux Cannes", "une jeune mineure, morte le 2 février rue Joyeuse à Avignon".

Tous ne sont pas morts dans la rue, mais parfois à l'hôpital, dans un hébergement ou un logement, après des années d'errance: c'est le cas pour "Alain Haussy, 45 ans environ, mort le 9 novembre lors d'une première nuit à l'hôtel après des mois de rue à Valenciennes" ou "Dominique, 50 ans, mort le 8 avril chez lui à Rennes, après un parcours de rue". AFP 18.06

29 ans, 31 ans, 45 ans, 46 ans, 50 ans, merde ils étaient encore jeunes, arrête chéri tu vas nous couper l'appétit, tu as le chic pour nous briser le moral, toi !

Vous avez raison, on s'en tape, moi ce qui me passionne c'est le blocage du point d'indice, mon statut, ma retraite, pas vous ? Comment, vous ne lisez pas la presse ouvrière ?

[La vie ? Un fait divers.](#)

- 73% : la hausse du nombre de sujets "*faits divers*" dans les JT depuis 2003 - Atlantico.f

[Privatisation.](#)

- L'Etat suédois cède 5,7% du capital de la banque Nordea - Reuters

Le gouvernement suédois a annoncé mardi la cession d'une participation de 5,7% dans Nordea, la principale banque nordique, reprenant ainsi un processus de privatisation interrompu en 2011. Reuters

[On veut bien jouer, mais à guichet ouvert seulement : profitez-en !](#)

- La Fed devrait maintenir sa politique de soutien à l'économie - AFP

- Le Nikkei devrait gagner plus de 50% cette année - Reuters

[Les djihadistes sont au pouvoir en Egypte.](#)

- Égypte : un vétéran du djihad nommé gouverneur de Louxor Minoui, Delphine - LeFigaro.fr

Adel Mohammed al-Khayat fut l'un des chefs des Gamaa al-Islamiya, responsables du massacre de 58 touristes étrangers en 1997.

[Intox](#)

1- Soupçons de partialité du juge Gentil: les différents scénarios possibles - L'Express.fr

- Les méthodes de "*cow-boy*" du juge Gentil - LePoint.fr

2- Enlèvements: Les pays du G8 s'accordent pour ne pas payer de rançons - 20minutes.fr

3- Le G8 accouche d'un accord a minima sur la Syrie - AFP

- Poutine empêche le G8 de régler le sort d'Assad - Reuters

Vladimir Poutine a fait en sorte mardi au sommet du G8 de faire capoter les efforts des Etats-Unis et des pays occidentaux pour sceller le sort du président syrien Bachar al Assad, évoquant même de nouvelles ventes d'armes à la Syrie. Reuters

[Hard discount social.](#)

- Mailly : le ton de la conférence sociale "*sera plus dur que l'an passé*" - Le Nouvel Observateur

[Heureusement qu'il existe une solution !](#)

- Surpopulation carcérale: Les surveillants de prison crient leur ras le bol - 20minutes.fr

- Le FN veut 40.000 places de prison supplémentaires - Le Nouvel Observateur

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Hollande : Un simple pion qui se laisse manipulé par les maîtres du monde.](#)

1- Affaire Cahuzac. Il ne savait pas, il ne savait rien...

Enregistrement de Cahuzac : Hollande informé le 15 décembre - Le Nouvel Observateur

- "*Je ne souhaite rien tant que clouer définitivement le bec des calomnieux. Je redis que je n'ai jamais ouvert ou possédé de compte à la banque UBS, en Suisse ou ailleurs à l'étranger. Jamais*", insiste-t-il. lemonde.fr 20.12.2012

Trois témoins ont authentifié devant les enquêteurs de la Division nationale d'investigations fiscales et financières (Dniff) la validité de l'enregistrement, indiquent Mediapart et le Parisien. Le Point.fr 15.03.2013

Cahuzac démissionne le 18 mars 2013

- François Hollande, et donc Jean-Marc Ayraut et Pierre Moscovici, mentent selon Laurent Mauduit (Mediapart), pour qui « *la faute éthique et politique commence le 7 février quand il y a cette manipulation avec la demande d'entraide administrative et une campagne de presse tapant sur Mediapart* ».

Invité ce matin par le Grand Direct des Médias sur Europe 1, Laurent Mauduit n'a pas mâché ses mots. "*Bien sûr que François Hollande savait ! Il le savait au moins dès lors qu'il y a l'information préliminaire qui est ouverte. Il a menti en disant qu'il l'avait découvert avec les aveux de Cahuzac*". (Europe1.fr 04.04)

2- Offensive de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste contre la Syrie.

Roland Dumas (PS) : les Anglais préparaient la guerre en Syrie depuis 2010

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=5vz5EKII3fQ

- Intervenant dans l'émission « *Ça vous regarde* » (LCP), l'ancien ministre français des affaires étrangères, Roland Dumas, a indiqué avoir été démarché par les Britanniques en 2010 —c'est-à-dire avant le « *printemps arabe* »— pour soutenir une guerre contre la Syrie, dans l'intérêt d'Israël.

Les révélations de M. Dumas semblent confirmer notre hypothèse que l'attaque de la Syrie était prévue par les clauses secrètes du Traité de Lancaster House du 2 novembre 2010. Ce document, censé organiser la coopération militaire franco-britannique, comportait des clauses secrètes sur l'attaque de la Libye. Or, nous avons toujours souligné que les guerres de Libye et de Syrie avaient été planifiées simultanément. voltairenet.org 17.06

3- Iran. Ses maîtres ont parlé.

- François Hollande: Le président iranien Hassan Rohani «*bienvenu*» à la conférence de paix sur la Syrie -20minutes.fr

Rappel :

- "*En ce qui nous concerne, en tous les cas, pas l'Iran*", a déclaré à la presse à Paris le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Philippe Lalliot. Reuters 17.05

- Laurent Fabius, a répété mercredi qu'inviter l'Iran, "*dont l'objectif est d'empêcher une solution positive*" en Syrie, constituerait une erreur. Reuters 29.05

[La véritable nature du Front de gauche. Socialiste ou "**radica**"l en parole seulement, où serait la différence ? Il n'y en a pas.](#)

- Le Parti de Gauche (PG) souhaite que le Front de Gauche (FG) présente des listes autonomes aux municipales à Marseille, ville tenue par l'UMP Jean-Claude Gaudin depuis 1995, afin "*de proposer une alternative radicale et une politique cohérente aux Marseillais*", a-t-il annoncé mardi.

Radicale, radicale, aussi vite dit aussi vite contredit :

- "*On veut notre autonomie à Marseille encore plus qu'ailleurs*", a-t-elle ajouté, disant faire particulièrement attention à "*l'abstention et au score du FN*".

Par ailleurs, Mme Batoux a précisé que des discussions avec EELV étaient en cours "*puisque'ils se sont positionnés sur une*

autonomie par rapport au PS".

Au second tour, la consigne de vote donnée aux militants du FG "*dépendra de la présence du FN*", a précisé Mme Batoux.

Autant dire qu'ils serviront la soupe au PS chaque fois qu'il se retrouvera face au FN. Entre nous, si j'étais un dirigeant du PS, je ferais tout pour faire monter le FN histoire de récupérer les voix qui traîne dans la poubelle de la gauche et de l'extrême gauche.

- ...la question étant toujours discutée au sein du Front de gauche où "*il n'y a aucun enthousiasme à être allié avec les socialistes*" selon lui.

Mais bon, vous y êtes tellement habitués, cela ne devrait pas trop vous coûter, et puis ce sera à charge de revanche, le PS vous octroiera des postes rémunérés dans des commissions municipales ou autres missions qu'il vous confiera ainsi que d'autres avantages en nature, vous avez raison ne soyez pas trop "enthousiaste", on pourrait avoir des doutes sur vos réelles intentions...

- En désaccord avec cette stratégie, le PCF marseillais - qui lors des municipales de 2008 s'était allié au socialiste Jean-Noël Guérini dès le premier tour à Marseille - appelle de son côté au "*rassemblement le plus large possible mettant le cap à gauche*", a rappelé le secrétaire départemental Pierre Dharréville, contacté par l'AFP. AFP 18.06

Ne vous marrez pas, le "*rassemblement le plus large possible mettant le cap à gauche*"... avec le PS et ses satellites tous de droite !

Au moins les staliniens sont fidèles à eux-mêmes, ils s'engagent à soutenir ouvertement un pilier du régime, le PS.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Selon une source bien informée liée à l'ASL , une première cargaison de missiles Konkurs vient d'arriver en Syrie . "*il s'agit de 250 missiles et c'est le premier convoi d'armes lourdes. c'est la Turquie qui a transité cette cargaison dont s'est accaparé l'un des groupes jihadistes, Ahrar al Cham*". "*C'est la milice Ahrar al Cham qui est en charge de la distribution des convois d'armes lourdes. Outre ces missiles anti char, la milice vient de recevoir 1000 obus de mortier B10*".

Ahrar al Chaam est l'une des milices liées à Al Nosra que la Maison Blanche est en train d'armer d'armes lourdes bien qu'elle l'ai mise sur sa liste noire. C'est sous prétexte du gaz sarin utilisé par le régime Assad qu'Obama envoie désormais éhontément des armes lourdes aux terroristes! french.irib.ir 18.06

2- Arabie saoudite

2.1- Les tout derniers agissements des responsables saoudiens trahissent l'imminence d'un grand événement à propos de la Syrie.

C'est le site saoudien SABAQ, qui l'a annoncé, dans un article intitulé : les nouveaux agissements des Saoudiens témoignent de l'imminence d'un grand événement. Le retour inopiné du roi Abdallah au pays, il y a deux jours, a vivement préoccupé les analystes arabes voire internationaux qui s'interrogent sur la raison de ce retour hâtif, selon le site saoudien. « Cette question prend plus d'importance lorsque l'on constate que ce retour a eu lieu quelques heures après une rencontre avec le chef de la diplomatie saoudienne, Saoud Al-Fayçal et le chef des services secrets Bandar ben Sultan, ce qui est dans son genre un événement très rare. Car c'est la première fois que ces deux responsables se rendent ensemble de manière inopinée en France, constate le site, selon qui les agissements des responsables saoudiens ne se résument pas cela, au lendemain du retour du roi Abdallah, le chef de la garde nationale a eu une visite officielle en Turquie où il a rencontré le premier ministre Erdogan et de là il s'est rendu à Paris. « Tous ces agissements, selon SABAQ, parlent d'un événement imminent concernant la guerre en Syrie dans un proche avenir. » french.irib.ir 18.06

2.2- Un coup de palais, dirigé par le prince Khaled Ben Sultan (photo), aurait été planifié en Arabie saoudite. C'est pour le prévenir que le roi Abdallah aurait limogé le vice-ministre de la Défense (20 avril), puis le chef d'état-major des armées (10 mai).

Un ordre d'arrêt du prince Khaled Ben Sultan aurait été signé par le roi dès son retour précipité du Maroc, dimanche 16 juin 2013. Réseau Voltaire 17.06

2.3- Nouveau plan US/Arabie contre la Syrie?

Un certain Mojtabeh , "*citoyen saoudien*" qui fait régulièrement des révélations sur l'état de la famille régnante en Arabie saoudite établit un rapport direct entre le retour du roi Abdellah du Maroc et la lutte du pouvoir qui a mis en ordre de bataille les Al-Saoud. "*Ce retour n'a rien à voir avec la crise syrienne. Le roi a peur que le royaume n'éclate en son absence!*" dit cette source qui affirme : "*l'Arabie saoudite est en phase d'un changement de stratégie en Syrie. La présence saoudienne en Syrie comporte trois volets : le soutien financier et militaire aux milices dites modérées, laisser le régime Assad prendre le contrôle de Homs (!!) et les côtes syriennes pour pousser les milices opposées à accepter la négociation, pousser ces mêmes milices à accepter une surveillance internationale après la fin des violences et signer une entente régionale et internationale sous l'auspice saoudo-américaine*".

La source ajoute : "*Au contraire des apparences l'Arabie saoudite s'oppose à ce qui est communément appelé " révolution syrienne". Car Riyad a peur qu'en cas de la victoire des anti Assad, une révolution similaire ait lieu en Arabie saoudite puis comme les USA, il craint un futur régime syrien aux tendances anti israéliennes*". "*Les services secrets saoudiens, jordaniens et américains ont beaucoup tenté de faire connaître à la Syrie le même sort que celui de l'Irak or ces efforts ont échoué et les événements vont dans un sens opposé à celui que Riyad souhaitait . Le plus grand défi qui s'oppose aujourd'hui à l'axe Riyad/US s'appelle le jihadisme*".

La source poursuit : "*La défaite de Qusseir a asséné un coup irréparable aux milices takfiris-jihadiste. Les milices dites modérées viennent de tenir une réunion aux Emirats sous l'égide de Riyad et de Washington. Les saoudiens tentent de faire accroire aux miliciens qu'il est désormais impossible de renverser Assad et qu'il faut seulement resserrer l'étau autour du régime syrienne et le limiter dans un triangle chiite (homs, les régions côtière) et qu'il est temps d'accepter le cessez le feu*". Mojtabeh affirme qu'il n'existe aucun plan de création des zones d'exclusion aériennes en Syrie avec ou sans présence de Riyad et le plan précité aurait été même accepté par certains des miliciens présents a la réunion des Emirats" french.trib.ir 18.06

SOCIAL

1- France

Les salaires des quelque 5,2 millions de fonctionnaires, bloqués depuis 2010, devraient de nouveau être gelés par le gouvernement en 2014, une mesure "*inacceptable*" et "*scandaleuse*" pour les syndicats, déjà très remontés contre un éventuel nouveau mode de calcul des retraites des agents.

"*Pour l'instant, dans la préparation du budget 2014, nous n'avons pas pris le choix de dégeler*" le point d'indice qui sert de base au calcul des salaires des agents du public, a annoncé mardi matin sur France Info la ministre de la Fonction publique Marylise Lebranchu.

Disant comprendre que les fonctionnaires "*aient une impression d'injustice*", Mme Lebranchu a expliqué le gel du point, revalorisé de 0,5% pour la dernière fois en 2010, par un "*déficit public extrêmement important*".

Selon la Cour des comptes, une hausse de 1% du point augmenterait de fait de 800 millions d'euros la seule masse salariale de l'État (80,6 milliards d'euros en 2013).

La ministre avait déjà laissé entendre par le passé que la situation se prolongerait sauf en cas de "*retour à meilleure fortune*".

En annonçant le gel du point pour 2013, elle avait aussi annoncé des "*mesures immédiates*" pour améliorer les carrières des plus bas salaires (catégories C) et des négociations pour améliorer la progression dans la carrière.

Alors que les syndicats s'étaient indignés dans la journée d'apprendre la nouvelle à la radio, Mme Lebranchu a indiqué dans la soirée dans un communiqué avoir eu des "*échanges*" avec eux sur la question.

Elle a souligné que la carrière des catégories C serait revalorisée "*dès le 1er janvier 2014*" et a insisté sur le fait qu'une "*clause de rendez-vous 2014*" était prévue "*sur les mesures générales salariales, dont le point d'indice*" dans le cadre de la négociation engagée sur les carrières et les rémunérations.

Depuis le changement de gouvernement il y a plus d'un an, les syndicats de la fonction publique, terreau électoral de la gauche, réclament une revalorisation du point.

Mardi, les représentants interrogés par l'AFP ont condamné l'annonce de la ministre aussi bien sur la forme que sur le fond. AFP 18.06

Pourquoi sur la question des salaires et des retraites notamment, ne pas s'adresser à l'ensemble des travailleurs des secteurs public et privé et les rassembler dans un même combat contre l'Etat et les capitalistes ?

On a pu observer à une multitude de reprises que les dirigeants syndicaux étaient parfaitement informés de ce que tramaient gouvernement et patronat dans le dos des travailleurs, pour ensuite jouer la comédie du crime de lèse-majesté ou prétendre qu'ils tombaient des nus ou apprenaient par les médias les décisions adoptées ou les mesures retenues par le gouvernement ou le patronat, ce qui leur fournissait un prétexte pour hurler au scandale et faire oublier la collusion qui existait entre eux. Ils passent leur temps à arpenter les allées du pouvoir quand ils ne se téléphonent, nous ne sommes pas dupe.

Camarades fonctionnaires, votre ennemi, c'est l'Etat des capitalistes, votre employeur...

2- Brésil

Une classe moyenne qui place les services publics devant le foot.

Cela se passe au Brésil, pays qui va accueillir la coupe du monde 2014 et où le football est plus que le sport national. 11 milliards d'euros pour organiser l'événement sportif, ces manifestants préféreraient les voir investis dans des hôpitaux et des écoles.

Ce qui a déclenché cette colère citoyenne : une banale augmentation de 20 centimes du prix du billet de bus à Sao Paulo. La ville de 11 millions d'habitants est couverte de tags : *"non au 3,20"* , *"3,20 c'est du vol..."* 3 réals 20, équivaut à 1,12 euros. Les habitants ici payent le ticket de bus le plus cher au monde par rapport aux salaires, ils doivent travailler 14 minutes pour le payer.

Le maire de la ville, Fernando Haddad du Parti de Travailleurs au pouvoir, se défend d'avoir trop augmenté le tarif : *"Des efforts ont été faits durant l'année pour que l'évolution du tarif soit bien en dessous de l'inflation. On a dégagé 600 millions de réals de subventions, l'équivalent de 207 millions d'euros..."*

Les protestations ont pour toile de fond une économie brésilienne en perte de vitesse. Le PIB n'a augmenté que de 0,9% en 2012, et de 0,6% au premier trimestre 2013. Or l'inflation est à 6,5% par an.

Et même si le chômage n'est qu'à 5,5%, pour beaucoup de brésiliens, joindre les deux bouts chaque mois est difficile. C'est surtout les prix de l'alimentation qui ont beaucoup augmenté ces derniers temps, comme l'assure cette femme sur ce marché de Rio de Janeiro : *"La semaine dernière, un sac de pommes de terre comme celui ci coûtait 1,50 réals, aujourd'hui, c'est 2 réals. Ça n'arrête pas d'augmenter, on ne peut plus suivre..."*

Septième économie de la planète, le Brésil souffre encore d'énormes inégalités sociales malgré des années de vigoureux développement économique. Le pays manque aussi de d'infrastructures de qualité, alors que des milliards sont dépensés pour accueillir le mondial de foot l'an prochain et les Jeux Olympiques en 2016. euronews 18.06

3- Afrique du Sud

La hausse des coûts et les troubles sociaux dans les mines de platine sud-africaines pourraient mettre en danger quelque 121.500 emplois, et 60% de la production, ces deux prochaines années, a averti mardi la banque japonaise Nomura.

La hausse des coûts d'exploitation --en raison des augmentations de salaires, du durcissement de la réglementation, de la hausse des tarifs de l'électricité et de la nécessité de trouver des filons plus profonds-- ainsi que les risques politiques et sociaux vont obliger les mines à réduire leurs opérations pour limiter les pertes, selon les analystes de Nomura.

Ils brossent un sombre tableau d'un secteur qui produit près de 80% du platine mondial, et qui a été profondément marqué par la tragédie de Marikana (nord), où la police a tiré sur des grévistes, faisant 34 morts, en août 2012. Les mines sont toujours agitées par de sanglantes rivalités syndicales, principalement entre le NUM, proche du pouvoir, et le syndicat Amcu, qui conteste sa suprématie et bouleverse l'ordre établi en négligeant les canaux traditionnels de dialogue social, n'hésitant pas à maintenir la pression en multipliant les débrayages.

"Il y a environ 24.000 emplois à risque l'an prochain (et) 121.500 en 2015", écrivent-ils, avec à la clef des baisses de la production de 14% en 2014 et 59% en 2015. "C'est un nombre énorme, à la fois en termes absolus et en poids politique."

Le secteur des métaux du groupe platine employait environ 195.000 personnes en 2011, selon les derniers chiffres de la Chambre des mines d'Afrique du Sud.

Ces chiffres dépassent largement les plans actuels du numéro un mondial du secteur, Anglo American Platinum (Amplats), qui veut supprimer environ 6.000 emplois dans le pays. Le groupe voulait se séparer de 14.000 employés, mais a reculé devant les menaces de grève et la pression du gouvernement, qui prépare déjà les élections d'avril 2014.

Selon Nomura, de nombreuses compagnies minières pourraient annoncer des plans sociaux après les élections. AFP 18.06

[Haut de page ↗](#)

Le 20 juin 2013

CAUSERIE

J'ai mis en ligne ce matin 33 nouveaux documents, il en reste encore quelques-uns en économie, ce sera pour ce soir, je dois maintenant préparer la causerie du jour et je suis en retard. A plus tard, dans 6 ou 7 heures environ.

De retour, il est 15h38 ici à Pondichéry. Il reste les articles de presse à actualiser, d'ici 2 heures, je dois aller faire des courses.

[Où va le vieux monde ? La dictature mondiale s'expose ou la normalisation de la barbarie.](#)

L'impérialisme anglo-saxon apparaît ainsi au grand jour comme le parrain des talibans, des barbares féodaux dégénérés, ayant comme quartier général ou pour capitale celle des Frères musulmans, Doha, Riad demeurant celle d'Al-Qaïda après Washington et Tel Aviv.

C'est sur ces régimes putrides et ces bandes armées sanguinaires que s'appuient Obama, Cameron, Hollande, etc. pour instaurer la démocratie au Moyen et au Proche-Orient, c'est terrible, cela fait froid dans le dos, non ? Tout cela est à l'image du nouvel ordre mondial qu'ils projettent d'imposer, un aperçu en quelque sorte.

A suivre

[Donnons la parole à Paul Craig Roberts \(ex-ministre de R. Reagan\) \(Washington est fou - mondialisation. ca 18.06\)](#)

- Les sondages montrent que 65% de la population américaine s'opposent à l'intervention américaine en Syrie. Malgré cette indication claire de la volonté du peuple, le régime Obama est en train de concocter un cas de propagande pour armer encore plus les mercenaires de Washington envoyés pour renverser le gouvernement laïque syrien et pour imposer une « zone d'exclusion aérienne » sur la Syrie, qui, si l'on se réfère à la Libye, signifie que les avions des Etats-Unis ou de l'OTAN vont attaquer l'armée syrienne au sol, servant ainsi de forces aériennes aux mercenaires importés par Washington, pudiquement appelés « rebelles syriens ».

Washington a déclaré il y a quelque temps que la « ligne rouge » qui amènerait la Syrie sous l'attaque militaire de Washington était l'utilisation par le gouvernement Assad d'armes chimiques de destruction massive contre les mercenaires de Washington. Une fois que cette annonce a été faite, toute personne avec un cerveau savait immédiatement que Washington fabriquerait de faux renseignements certifiant que Assad avait utilisé des armes chimiques, tout comme Washington a présenté aux Nations Unies le mensonge intentionnel, par le secrétaire d'État Colin Powell que Saddam Hussein en Irak avait des armes dangereuses de destruction massive. Rappelez-vous l'image de la National Security Advisor Condi Rice de « champignon atomique sur les villes américaines ? » Les mensonges propagandistes étaient les ordres du jour de Washington.

Et ils le sont toujours. Maintenant, Washington a fabriqué le faux renseignement, et le président Obama a annoncé avec un visage impassible, que Assad de Syrie a utilisé du gaz sarin à plusieurs reprises et que, entre 100 et 150 personnes « de son propre peuple », un euphémisme pour les mercenaires étrangers fournis par les Etats-Unis, ont été tués par les armes de destruction massive.

Réfléchissez à ça une minute. Aussi malheureuse que puisse être toute mort dans une guerre, peut-on appeler 100-150 décès « destruction massive » ? Selon les estimations les plus faibles, l'invasion des mercenaires étrangers parrainés par les Etats-Unis en Syrie a coûté 93.000 vies, au regard desquelles 150 décès représentent 0,0016%. Si on arrondit vers le haut, les 150 décès de Washington reviennent à deux millièmes de un pour cent.

En d'autres termes, 99,998% des décès n'ont pas franchi la « ligne rouge ». Mais le 0.002% (arrondi) l'ont fait.

Oui, je sais. La position de Washington n'a pas de sens. Mais quand a-t-elle jamais eu un sens ?

Nous allons élargir notre esprit un tout petit peu et pousser plus loin. Assad sait que Washington a fixé une "ligne rouge". Cela a été répété maintes et maintes fois dans le but de créer dans l'esprit du public américain distrait qu'il y a un motif réel et valable pour attaquer la Syrie. Pourquoi Assad utiliserait des armes de destruction massive interdites pour tuer une infime poignée de 100-150 mercenaires américains alors que son armée est en train de les balayer sans l'utilisation du gaz, et quand Assad sait que l'utilisation du gaz jeterait l'armée américaine contre lui ?

Comme l'a énoncé clairement le gouvernement russe, l'accusation de Washington n'est pas crédible. Aucune personne informée ne pourrait le croire. Sans doute, beaucoup d'Américains portant leur patriotisme sur leurs manches tomberont pour le dernier mensonge de Washington, mais personne d'autre dans le monde ne le fera. Même les marionnettes de l'OTAN de Washington appelant à attaquer la Syrie savent que la justification de l'attaque est un mensonge. Pour les marionnettes de l'OTAN, l'argent de Washington submerge l'intégrité, pour laquelle les récompenses sont faibles.

Les Russes le savent pertinemment que Washington ment. Le ministre russe des Affaires étrangères Lavrov a déclaré: *«Le gouvernement [d'Assad], comme le dit ouvertement l'opposition, connaît un succès militaire sur le terrain. Le régime [d'Assad] n'est pas au pied du mur. Quel sens y a-t-il pour le régime d'utiliser des armes, surtout pour si peu ».*

Lavrov est une personne relativement civilisée dans le rôle de diplomate principal de la Russie. Toutefois, d'autres responsables russes peuvent être plus rudes dans leur rejet des derniers mensonges flagrants de Washington. Yury Ouchakov, un collaborateur du président russe Vladimir Poutine a déclaré: *«Les Américains ont essayé de nous présenter des informations sur l'utilisation d'armes chimiques par le régime [de Assad], mais à vrai dire, nous avons pensé que ce n'était pas convaincant. Nous ne voudrions pas invoquer les références au [aux mensonges infâmes du] Secrétaire d'État Colin Powell [à l'ONU accusant l'Irak pour les ADM], mais les faits ne semblent pas convaincants à nos yeux. «Aleksey Pushkov, le président de la commission des affaires étrangères de la Douma russe, va droit au but. «Les données sur l'utilisation par Assad d'armes chimiques sont fabriquées par le même établissement qui produisit les mensonges sur les armes de destruction massive de Saddam Hussein. Obama est en train de marcher sur les pas de George W. Bush ».*

Ici, en Amérique personne n'entendra jamais parler aussi franchement de la part des médias presstituéés américains.

Le double langage Orwellien est aujourd'hui la langue du gouvernement des États-Unis. Le Secrétaire d'Etat John Kerry a accusé Assad de nuire aux «pourparlers de paix», pendant que les Etats-Unis arment ses mercenaires syriens.

Le double langage de Washington est maintenant évident pour le monde entier. (Fin de l'extrait)

Les arguments présentés ici sont imparables ou d'une logique implacable. Dès lors tous ceux qui défendent la politique de Hollande-Fabius sur la Syrie sont de furieux dogmatiques, des gens dangereux pour lesquels la "ligne rouge" se passe dans leur tête et n'a rien à voir avec la réalité, ce sont des charlatans ou des aventuriers...

Quand on pense que c'est un ex-ministre de Reagan qui tient ce discours et vient en aide au peuple syrien, alors que des anticapitalistes de salles de classe ou de salon optent pour le camp de la réaction, avouez qu'on a raison de se désintéresser de ces derniers, parvenu à ce point de décomposition, il n'y a plus rien à en espérer, on leur préférera encore cette personnalité qui a pourtant servi un des pires présidents réactionnaires des Etats-Unis.

[La duplicité des renégats. Comment redonner un vernis démocratique aux institutions ? Mission impossible.](#)

- L'Assemblée dénonce... les dix députés qui dénoncent ! - Le Nouvel Observateur

Les institutions et ses partis sont affaiblis, il faut donc en profiter pour tirer à boulets rouges dessus, non ? Et bien non, personne ne veut s'y coller, ce ne serait pas encore à l'ordre du jour, pour les opportunistes ou les vendus ce ne le sera jamais en réalité, ou si, quand il sera trop tard pour se justifier maladroitement.

Pour les uns l'extrême droite monte, pour les autres non, le FN stagne dans les urnes ou progresse peu, ils commentent l'actualité comme des pipelettes.

D'autres, de dangereux gauchistes, j'ai lu cela hier dans une publication du NPA, appellent à constituer des comités antifascistes dans tous les quartiers, toutes les communes, qui à l'occasion (manifestations) pourraient se transformer en services d'ordre ou milices.

J'appelle les militants et surtout les jeunes à prendre leurs jambes à leur cou et à fuir ces militants s'ils ne veulent pas qu'il leur arrive le même sort qu'à Méric Clément, pour rien, pour un bénéfice politique absolument nul. Fuyez les gauchistes, l'ultra gauche aussi, les adeptes de la violence individuelle, du coup de force à la Blanqui, c'est terminé depuis un siècle et demi

ACTUALITE EN TITRES

Intox.

Parole de servante.

- Exception culturelle: il faut rester "*vigilants*", selon Filipetti - AFP

Il crache son venin.

- Fraude fiscale: Moscovici veut aller plus loin contre une "*pratique toxique*" - AFP

Mieux, un ministère VIPiste !

- Fraude fiscale : "*Il n'y aura pas de cellule VIP à Bercy*" - Le Nouvel Observateur

Surtout pas interdire toute transaction avec eux.

- La France accentue la pression sur les paradis fiscaux - Reuters

Ils en tremblent déjà !

- Le Royaume-Uni veut pouvoir envoyer les banquiers fautifs en prison - L'Expansion.com

Quand c'est Golman Sachs qui est aux commandes !

- Grande-Bretagne: mieux encadrer les banquiers pour éviter une nouvelle affaire Libor - AFP

Tous pour un, tous pourris, solidarité oblige !

- COR - L'UE impose des amendes à neuf groupes pharmaceutiques - Reuters

Abolir le régime ? Pas vraiment.

- Dix députés lancent un appel à l'abolition de leurs «*privilèges*» - 20minutes.fr

Quelle audace !

- Prism : l'UE met la pression sur les États-Unis - LePoint.fr

Busherie.

- À Berlin, Barack Obama exhorte au désarmement nucléaire - LePoint.fr

Conditionnement

Pourquoi pas ?

- Rapport Moreau : pourquoi taxer les retraités n'est plus tabou - LeMonde.fr

Parce que la conscience politique des masses a reculé à défaut de progresser. En tirer profit, c'est la moindre des choses pour la classe dominante. A défaut d'un ennemi de classe désigné, votre ennemi sera votre collègue de travail, votre voisin, votre parent, le musulman, le chômeur, l'homosexuel, l'étranger, alors pourquoi pas les retraités, non ?

- Gel des salaires des fonctionnaires: Berger (CFDT) "*scandalisé*" - AFP

Parce que cela aurait été annoncé "*sans concertation avec les organisations syndicales*", autrement dit, il déplore de ne pas avoir été associé à cette mesure et donc n'avoir pas pu s'y préparer, pour préparer ses troupes à l'accepter...

Souvent dans le passé vous avez pu entendre ce genre de sornette, comme quoi les dirigeants syndicaux avaient été contraints d'appeler à la mobilisation parce que le gouvernement les aurait mis devant le fait accompli, oubliant de préciser qu'ils avaient réagi ainsi uniquement parce qu'ils n'avaient pas eu le temps de manoeuvrer ou d'adapter leur tactique pour mieux faire passer la mesure décidée par le gouvernement et qu'ils s'étaient retrouvés ainsi acculés à devoir mobiliser contre leur gré.

Quand la social-démocratie passa avec armes et bagages dans le camp de notre ennemi. Un "**évènement**" assurément "**exceptionnel**" que nous ne louperons pas.

- Centenaire 14-18: la France souhaite un évènement exceptionnel - AFP

A la baisse !

- OCDE: contre la faim dans le monde, il faut surtout agir sur les revenus - AFP

Confirmation. Fatalité, banalisation. Leur politique pour atteindre leur objectif politique à l'échelle mondiale.

- "*Les guerres civiles sont malheureusement des guerres d'avenir*" - LeMonde.fr

L'air de rien, ils y préparent les esprits...

[La survie du capitalisme : le chaos et la barbarie.](#)

- 45,2 millions de réfugiés dans le monde, un record depuis 20 ans - AFP

A mettre au compte en premier lieu de l'impérialisme américain (et ses alliés) qui exerce une hégémonie militaire sur une grande partie du monde.

[Militairement, c'est une autre affaire, mais c'est plus discret.](#)

- Ashton au Proche-Orient: «*Diplomatiquement, l'Union européenne renvoie l'image d'une non-puissance*» - 20minutes.fr

[Euphémisme pour un mensonge.](#)

- Le Hamas admet une détérioration de ses relations avec l'Iran - Reuters

Depuis que la guerre contre la Syrie a commencé les dirigeants du Hamas ont été amenés à faire un choix : rester aux côtés d'Assad ou bien quitter le camp anti américain et s'engager dans la vaste tranchée qui est celle des pro américains et battre les tambours de la guerre anti Assad. Le chef du bureau politique du Hamas, Mechaal a choisi la seconde option et s'est engagé sous la bannière des Frères musulmans et des salafistes extrémistes dont le chef est Youssef Al Qaradawi. french.irib.ir 19.06

[Quand on vous qu'ils ne pensent qu'à cela :](#)

- Sexualité dans les maisons de retraite: Une formation est lancée - 20minutes.fr

Quel pied !

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[En famille au Château.](#)

Premier acte. Mise en condition.

- Les syndicats à l'Élysée à la veille de la conférence sociale - Reuters

Les syndicats français se sont retrouvés mercredi à l'Elysée pour une réunion consacrée au syndicalisme européen, l'occasion de prendre ses marques à la veille de la conférence sociale de cette fin de semaine à Paris.

François Hollande et le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, ont réuni les responsables des syndicats CFDT, CFTC, CGT, CGT, FO et Unsa autour de la secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats, Bernadette Ségol.

"Lorsque l'on a la pauvreté qui augmente, lorsque l'on a les inégalités qui augmentent, cela veut dire qu'il faut changer les politiques économiques", a-t-elle déclaré à sa sortie, réclamant un plan de relance pour l'emploi et l'activité en Europe.

Second acte. La réponse. Le chantage à l'emploi contre des baisses de salaire.

- Salaires : l'Elysée prône aussi la modération dans le privé - LeParisien.fr

Pourquoi, parce que les patrons seraient naturellement généreux, trop généreux avec leurs salariés ?

- Les salariés du privé devraient aussi se serrer la ceinture. C'est en tout cas le souhait de l'Elysée, au nom de la défense de la compétitivité et de l'emploi. En créant le crédit impôt compétitivité et emploi (CICE), le gouvernement diminue d'environ 20 Mds€ les charges des entreprises. De l'argent qui doit servir à alléger le coût du travail, pas à l'alourdir. *« Une partie des partenaires sociaux pense que le CICE doit se traduire par des hausses de salaire, explique-t-on dans l'entourage de François Hollande. Si on faisait ça, le CICE ne servirait à rien. »*

« Si les entreprises acceptent de ne pas augmenter les salaires — en contrepartie de créations d'emplois — et les partenaires sociaux acceptent de le comprendre, les choses iront beaucoup mieux. Ça aussi, ce sera discuté à la conférence sociale », précise-t-on dans l'entourage du président. D'autant que l'Etat estime avoir montré l'exemple. *« L'Etat a fait zéro augmentation quand les entreprises ont fait environ + 2,1% en 2012 »,* déplore-t-on à l'Elysée. LeParisien.fr 19.06

Inutile de vous frotter les yeux vous avez bien lu, si le gouvernement fait un cadeau de 20 Mds€ aux entreprises, c'est pour qu'ils aillent dans la poche des patrons et des actionnaires pas dans celles des travailleurs, non mais sans blague !

Hollande est encore plus pourri que le Medef, cela vous étonne, nous, non. Et vous n'êtes pas au bout de vos surprises. Il sait aussi que les dirigeants syndicaux le sont tout autant puisqu'ils acceptent de discuter avec lui et son gouvernement. Et ceux qui souhaitent malgré tout encore le rencontrer, que faut-il en penser ?

Troisième acte. Il y en a un qui lâche le morceau.

Retour à l'Elysée avec les dirigeants syndicaux.

- Selon le leader de la CFTC, Philippe Louis, a dit ne pas voir de si grande différence entre les syndicats "réformistes" et les "clivants".

"On ne peut vouloir le dialogue social et n'être que dans la contestation mais je pense qu'en France tout le monde est effectivement pour ce dialogue social", a-t-il dit. *"Alors il y a des clivages qui se font mais on voit que sur les dossiers, le clivage n'est pas aussi profond et qu'on peut chacun faire avancer les dossiers même si au bout du compte, tout le monde ne signe pas"*. Reuters 19.06

Excellent, on vous adore monsieur Louis Philippe, vous mériteriez un titre royal franchement, si, si, *"tout le monde ne signe pas"*, qu'est-ce que cela peut bien faire puisque l'orientation politique de ceux qui ne signent pas est finalement la même que celle de ceux qui signent. Cela vaut pour les partis qui soutiennent les appareils de la CGT et FO dont l'orientation politique est finalement identique à celle du Front de gauche par exemple.

[Hégémonie américaine. Harcèlement, tyrannie, barbarie.](#)

- Traite d'humains: Pékin et Moscou épinglés, risques de sanctions - AFP

Les Etats-Unis épinglent la Chine et la Russie pour ne pas en avoir fait assez contre la traite des êtres humains, dans un rapport assassin qui peut déclencher des sanctions américaines contre ces deux puissances avec qui les relations sont déjà tendues. AFP19.06

Ils ont oublié le régime de Doha et Riad qui ont vidé leurs prisons des criminels qui y croupissaient en échange d'aller faire le djihad en Syrie.

Idem pour les Frères musulmans en Tunisie et en Egypte qui recrutent dans la sous-prolétariat qu'il réduit à l'état de lumpenprolétariat ou chaire à canon qu'il envoie massacrer des innocents en Syrie et se faire massacrer par la même occasion, idem en Lybie, Afghanistan, Turquie, au Yémen, au Liban, tous les pays de la région et au-delà puisqu'ils recrutent même en Europe et au Canada.

Pour notre part, nous soutenons le régime du président Bachar-Al-Assad qui incarne l'unité et la souveraineté de la Syrie.

Hier soir, j'ai repensé à la position que nous défendons en y intégrant les derniers éléments en notre possession, la déclaration de Dumas qui a affirmé que l'impérialisme anglo-saxon et sioniste se préparait à entrer en guerre contre le régime syrien dès 2010.

Au départ, il y a un peu plus de deux ans, un mouvement de contestation s'est exprimé en Syrie contre le régime en place. Il était ultra minoritaire. Le régime fort des informations qu'il devait déjà posséder sur les intentions imminentes de cette coalition impérialiste et de la manière dont elle avait opéré pour liquider Kadhafi et son régime, réprima avec retenue mais fermement les premières manifestations. Puis, les salafistes qui étaient des agents des puissances occidentales ou qu'ils avaient infiltrés se sont mêlés aux manifestants en se mettant à tirer sur la police et l'armée les forçant à répliquer.

Ainsi le cycle provocation, répression, récupération ou manipulation et dénonciation du régime comme tyrannique était lancé.

L'opposition syrienne s'est retrouvée totalement dépassée par les événements et s'est fait manipuler à son tour en pensant à tort que ces mercenaires djihadistes étrangers étaient venus leur prêter main-forte et qu'ils combattaient pour la même cause. Grave et fatale erreur, puisqu'ils allaient détruire leur pays qu'ils allaient mettre à feu et à sang sur ordre de Washington, Londres et Paris via les monarchies du Golfe, pillant, violant, massacrant hommes, femmes et enfants, des villages entiers, dressant les uns contre les autres les différentes communautés qui vivaient jusque là en paix dans le pays.

Jusqu'au moment, mais trop tard semble-t-il, on n'entendit plus du tout parler de l'opposition syrienne qui de fait s'était rangée entre temps au côté du régime d'Assad et à laquelle il organisa en milice et distribua des armes pour combattre les contras. Pour finalement apprendre dans un rapport commenté par la CIA, par la voix d'organisation liée aux puissances occidentales ayant réalisé des sondages parmi la population syrienne que plus de 70% soutenait Assad et qu'elle le reconduirait au pouvoir si des élections présidentielles devaient avoir lieu aujourd'hui, confirmant que le régime incarne bien l'indépendance du pays à laquelle tous les Syriens sont attachés, facteur déterminant sur lequel repose ma position.

Je me positionne donc au côté du peuple syrien combattant pour son indépendance contre tous ses ennemis, y compris le gouvernement impérialiste français, le Front de gauche et le NPA qui pour le coup sont des coalitions ou des partis réactionnaires, pro-impérialistes, contre-révolutionnaires.

En 1918, j'aurais été au côté du gouvernement bolchevik, du côté de la révolution socialiste et du nouvel Etat ouvrier pour réprimer ceux à Kronstadt qui voulaient les renverser et rétablir l'Ancien régime ou remettre le pouvoir à la bourgeoisie.

Quand on maîtrise l'ensemble de la situation au lieu d'interpréter l'histoire par le petit bout de la lorgnette, qu'on en mesure les dangers, qu'on en connaît l'évolution probable selon le développement de certains rapports déterminants, on se doit de prendre les décisions politiques qui s'imposent conformément au but politique qu'on s'est fixé, aux intérêts fondamentaux de classe qu'on incarne, sans se laisser distraire par les caprices ou les lubies de petits-bourgeois ignorants et impatientes qui tendent à prendre leurs désirs pour la réalité.

Nous rappellerons à ceux qui l'auraient oublié ou qui l'ignorerait, que Lénine est décédé prématurément à 56 ans des suites des deux balles qu'ils avaient reçues dans le cou et une épaule tirées non pas par un agent du tsar ou un garde blanc, mais bien par une de ces révolutionnaires d'extrême gauche qui prétendaient servir la cause du socialisme. Les petits-bourgeois qui aujourd'hui se prétendent anticapitalistes, révolutionnaires, d'extrême gauche et qui finalement se rangent au côté de la réaction mondiale contre le peuple syrien, contre son propre peuple en réalité, sont de la même veine, nous les appelons à se reprendre et à rejeter la position adoptée par les dirigeants de leurs partis.

En cela, je persiste et signe, et j'assume entièrement mes positions, jusqu'au bout. Contrairement à absolument tous les partis ou formations politiques, je ne crains pas d'être à contre courant des masses ou de la majorité des militants qui baignent dans l'ignorance et s'alignent honteusement pour ces derniers sur les positions de l'impérialisme français et anglo-saxon, je combats sous le drapeau de la révolution socialiste, à ma manière et avec mes faibles moyens j'estime assumer la continuité du marxisme.

[Le IIIe Reich était sioniste et n'est pas mort.](#)

La chambre basse allemande, le Bundestag, a adopté le 13 juin 2013, une résolution proclamant la relation étroite entre l'Allemagne et Israël.

La résolution amalgame dans une même condamnation les actes antisémites commis en Allemagne et la Résistance à l'occupation israélienne (incluant le Hezbollah).

Tous les partis politiques de l'assemblée ont soutenu la résolution, à l'exception de Die Linke, qui s'est abstenue. Réseau Voltaire 14.06.

Aucun parti pour voter contre l'amalgame horrible réalisé ici entre antisémisme et antisionisme.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Les discussions entre le Premier ministre grec Antonis Samaras et ses deux alliés gouvernementaux n'ont rien donné mercredi, la crise de l'audiovisuel public évoluant vers une véritable crise de gouvernance au sein de la coalition au pouvoir.

Les trois dirigeants des partis de la coalition doivent se réunir une nouvelle fois jeudi.

"Il s'agissait d'une discussion très difficile qui va continuer et sera conclue demain (jeudi) soir" a déclaré le dirigeant socialiste Evángelos Vénizélos en sortant de la résidence du Premier ministre conservateur après trois heures et demie de discussions.

Pour le dirigeant du petit parti de gauche modérée Dimar, Fotis Kouvelis, la rencontre tripartite a été une épreuve "*pénible*".

M. Samaras peine à sortir d'une crise qu'il a lui même créée en fermant unilatéralement, sans l'accord de ses partenaires, l'émetteur de la radio-télévision publique ERT le 11 juin dernier, sans préavis ni discussion, privant le pays de toutes ses chaînes de télévisions et stations de radio publiques ainsi que de nombreuses chaînes étrangères. Cela a déclenché une tempête mondiale de protestations.

Les participants à la réunion de mercredi soir ont confirmé à mots couverts que les discussions butaient autant sur des problèmes de gouvernance et de partage des pouvoirs au sein de la coalition que sur le seul conflit de l'audiovisuel.

"Ce n'est pas seulement le problème de l'ERT (l'organisme de radiotélévision public, NDLR), c'est un problème de gestion du gouvernement de coalition à trois partis (...) Nous devons avoir une collaboration qui assure un terrain d'entente entre les trois partis" a dit M. Kouvelis.

"L'un des problèmes discuté était la façon dont l'organisme d'audiovisuel public va fonctionner, après la décision du conseil d'Etat. D'autres questions ont aussi été discutées, questions que le Premier ministre avait soulevé il y a deux jours" a dit de manière sybilline, le porte-parole du gouvernement Simos Kedikoglou.

Quelque 2.000 personnes, selon la police, ont manifesté pour la huitième soirée consécutive devant le siège de la radiotélévision publique contre la fermeture des émetteurs qui entraîne la perte d'emplois pour quelque 2.700 personnes.

Certaines banderoles appelaient à "*licencier Samaras*", et non pas les "*salariés de l'ERT*".

Le dirigeant de l'opposition Alexis Tsipras (gauche radicale Syriza), venu soutenir les manifestants, a estimé qu'"*aucun compromis n'était possible en démocratie*" et appelé au renversement du gouvernement. (Un effet d'annonce. - Ndlr)

Jusqu'à présent, le Premier ministre refusait de rétablir l'ERT telle qu'elle existait, affirmant que l'organisme coûte trop cher. AFP 19.06

Contrairement aux allégations du gouvernement d'Antónis Samarás, le groupe de télévision publique ERT était bénéficiaire en 2012 à hauteur de 40,9 millions d'euros. Réseau Voltaire 17.06

2- Bulgarie

Le parlement bulgare a annulé mercredi la nomination controversée du député Delyan Peevski à la tête de l'Agence de

sécurité nationale (DANS), qui a déclenché une vague de manifestations depuis vendredi contre la soumission du pouvoir à l'oligarchie.

L'annulation a été votée à l'unanimité par les 128 députés présents, alors que le plus grand groupe parlementaire du parti conservateur Gerb de l'ex-Premier ministre Boïko Borissov a boycotté le parlement.

"*J'ai commis une faute politique (avec la nomination de M. Peevski), ce dont je m'excuse auprès des citoyens bulgares*", a déclaré le Premier ministre Plamen Orecharski mercredi au parlement, tout en réaffirmant son refus de démissionner.

"*Une démission du gouvernement mettra en doute l'issue des négociations*" avec Bruxelles sur le financement européen pour 2014-2020. Des élections immédiates sans amendement du code électoral reproduiront le parlement existant et "*provoqueront un chaos*", a-t-il estimé. Magnat de la presse lié à une banque puissante, M. Peevski soutenait Boïko Borissov, renversé en février sous la pression de la rue, puis a misé sur la victoire de l'opposition. Il jouit d'une réputation controversée en raison de sa richesse inexplicable et son influence dans des médias contrôlés par sa famille. Sa nomination avait provoqué des manifestations immédiates dans tout le pays vendredi.

Les protestations se sont poursuivies les jours suivants et se sont dirigées contre le gouvernement de l'économiste Plamen Orecharski en place depuis trois semaines seulement. De nouveaux rassemblements sont prévus à Sofia mercredi dans la soirée.

M. Orecharski, qui se rend jeudi à Bruxelles, a demandé mercredi au parlement "*un soutien provisoire pour un paquet de mesures d'urgence de stabilisation*" en faveur des milieux défavorisés et en vue d'améliorer le climat des affaires. Un mois après les élections du 12 mai, l'opinion publique est polarisée: 51% réclament une démission du gouvernement et 48% veulent qu'il reste en place, selon un sondage de l'institut Alpha Research publié mercredi. Et 85% des personnes interrogés soutiennent le mouvement de protestation déclenché par la nomination de M. Peevski.

Les chances de longévité de ce gouvernement soutenu par les socialistes (PSB) et le MDL sont jugées limitées: 37% estiment qu'il ne survivra que quelques mois, 20% lui donnent un an jusqu'aux élections européennes en mai. Seulement 18% pensent qu'il accomplira son mandat de quatre ans. "*Jamais jusqu'à présent l'opinion publique n'a été aussi négative un mois après des élections*", indique l'institut. L'attitude négative vis à vis du MDL, tant pour des raisons nationalistes qu'en raison de soupçons de népotisme, fait aussi dégringoler le soutien envers son allié socialiste de 32% en un mois. euronews.fr 19.06

3- Afghanistan

Kaboul a exprimé mercredi son mécontentement face à la perspective de discussions directes entre Américains et talibans en suspendant ses négociations sur un accord de sécurité avec Washington et en menaçant de ne pas discuter avec les insurgés dans leur nouveau bureau de Doha.

En visite à Berlin, le président américain Barack Obama a réagi en indiquant qu'il s'attendait à des "*tensions*" avec le gouvernement afghan et espérait "*que le processus (allait) se poursuivre*" malgré tout.

Mardi, les talibans et les Américains avaient annoncé une "*prochaine*" reprise de leurs contacts en vue de discussions de paix, après l'ouverture le même jour à Doha, au Qatar, d'un bureau de représentation taliban, un événement historique après plus de 11 ans de guerre.

Washington, qui dirige la force internationale de l'Otan en Afghanistan (Isaf), alliée de Kaboul face aux rebelles, avait aussitôt annoncé par la voix de responsables anonymes des rencontres "*dans quelques jours*" entre émissaires américains et talibans.

Mais le département d'Etat a démenti mercredi que des discussions aient été "*programmées*" cette semaine. L'envoyé spécial des Etats-Unis pour l'Afghanistan et le Pakistan, James Dobbins, qui devait partir mardi pour ces deux pays, via Ankara et Doha, n'a pas quitté Washington, selon le ministère.

Un autre responsable de l'administration Obama a toutefois confié à quelques journalistes son espoir que ces premiers entretiens avec les talibans se tiennent dans "*les prochains jours*".

Premier acte: mercredi matin, le porte-parole de M. Karzaï annonce qu'il suspend ses négociations d'accord bilatéral de sécurité avec Washington, pour marquer son mécontentement. "*Il y a une contradiction entre ce que le gouvernement américain dit et ce qu'il fait en ce qui concerne les discussions de paix*", a expliqué à l'AFP le porte-parole Aimal Faizi.

Kaboul menace de boycotter des discussions à Doha

Cet accord doit définir les modalités de la présence américaine en Afghanistan après la fin de la mission de combat de l'Otan fin

2014, mais aussi le nombre de bases américaines dans le pays et le statut des soldats américains sur place. Il doit notamment régler la question épineuse de l'immunité des soldats qui avait fait capoter le même type d'accord voulu par les Américains en Irak.

Deuxième acte, en milieu d'après-midi: la présidence afghane annonce que le Haut Conseil pour la paix (HCP), une instance créée par le président Karzaï pour tenter de négocier avec les insurgés, "ne participera pas aux discussions de paix au Qatar, à moins qu'elles ne soient menées par les Afghans".

Or cette perspective semble improbable à ce stade: le porte-parole du bureau taliban à Doha, Mohammed Naïm, avait déclaré mardi que des discussions avec le gouvernement de Kaboul n'étaient pas à l'ordre du jour "*pour le moment*", semblant toutefois suggérer cela pourrait évoluer en fonction des "*circonstances*".

Les espoirs de paix avaient déjà été quelque peu douchés la nuit dernière par l'attaque, revendiquée par les talibans, de la base américaine de Bagram, au nord-est de Kaboul, qui a coûté la vie à quatre soldats américains.

Un autre porte-parole taliban au Qatar, Mohammad Sohail Shaheen, a confirmé sur Al-Jazeera que les insurgés n'avaient pas l'intention d'arrêter leurs attaques en dépit des futurs contacts diplomatiques. "*Il n'y a pas de cessez-le-feu (avec les Etats-Unis). Ils nous attaquent et nous les attaquons*". AFP 19.06

Le président afghan Hamid Karzaï est inquiet et il a de quoi : il est le prochain sur la liste des Américains !

4- Syrie

4.1- Les ministres des Affaires étrangères du groupe dit "*des amis de la Syrie*" se réuniront samedi à Doha pour discuter de l'aide militaire à apporter à la rébellion, a indiqué mercredi une source diplomatique française.

Les onze pays participants seront la France, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Italie, la Jordanie, l'Arabie saoudite, le Qatar, les Emirats arabes unis, la Turquie et l'Egypte. Cette réunion a pour but de répondre aux besoins exprimés par la rébellion syrienne lors de la réunion du 14 juin à Ankara entre le général Selim Idriss, plus important chef militaire de la rébellion, et des représentants de ces 11 pays, selon la même source. french.trib.ir 19.06

4.2- Selon Amin Hatit , analyste libanais, les Etats Unis ne tolèrent pas la défaite militaire des rebelles en Syrie et comme toute guerre digne de ce nom, ils pensent à changer les commandants : Erdogan et l'emir Al Thani sont les deux victimes expiatoires de la défaite militaire US en Syrie.

En effet, l'échec militaire doublé d'un échec politique ont amené les Américains à changer leurs pion. Et puisqu'il faut un tel changement, les USA commencent par le pion plus faible à savoir le Qatar. "*C'est dans ce même sens que les Américains sont en ce moment même en phase de propulser un pion tout frais en la personne de Tamim Ben Hamad à la tête du Qatar et que les manifestations secouent les deux grandes villes turques à savoir Istanbul et Ankara. C'est vrai que l'émir Al Thani a remporté la bataille en Tunisie, en Egypte et en Libye. Il a même réussi à s'attirer le soutien d'une tranche de dirigeants du Hamas. Mais l'émir a péché par excès de confiance en soi ; il a promis à Ankara et aux Américains de renverser en l'espace de trois à six mois Assad. Deux et demi plus tard, Assad est toujours au pouvoir. cette fausse promesse a faussé les calculs des Américains et a coûté trop cher à Washington qui a perdu une partie de son influence au Moyen Orient. Ceci ne peut se réparer à moins d'un changement des commandants défectueux! C'est en quelque sorte, l'emprise US dans la région qui s'érode au lieu que ce soit Assad qui s'en aille!*" french.trib.ir 19.06

SOCIAL

1- Brésil

De nouvelles manifestations se sont produites mercredi à Sao Paulo où le blocage d'une autoroute et de plusieurs rues paralyse les transports de la plus grande ville du pays.

Ces manifestations, qui ont commencé la semaine dernière et se déroulent dans tout le pays, sont les plus importantes depuis 20 ans. Les Brésiliens protestent pêle-mêle contre l'inflation, la déficience des services publics et la violence policière.

Mercredi, le maire de Sao Paulo, Fernando Haddad, envisageait une éventuelle réduction des tarifs dans les autobus après des baisses intervenues dans un certains nombre de grandes villes.

L'armée a été envoyée en renfort dans plusieurs villes qui doivent accueillir la Coupe de football des Confédérations dans le cadre

des mesures prévues pour assurer le déroulement de cette manifestation sportive considérée comme une répétition avant le Mondial 2014.

Les renforts sont notamment présents à Fortaleza dans le nord-est du pays, où le Brésil doit rencontrer le Mexique mercredi et où des manifestations ont déjà eu lieu. L'armée sera aussi déployée à Rio de Janeiro, Salvador, Belo Horizonte et dans la capitale fédérale, Brasilia.

Mercredi matin dans le centre de Sao Paulo, des débris de verres et de divers objets étaient éparpillés sur les pavés et sur le fronton de l'Hôtel de ville était orné de graffitis.

"Le peuple s'est réveillé", pouvait-on lire en écho aux slogans scandé par les manifestants.

Interrogé par la presse à l'occasion d'un point de presse de la Fifa à Maracana, le stade mythique de Rio de Janeiro, le vice-ministre des Communications, Cesar Alvarez, s'est voulu rassurant en niant que le gouvernement ait perdu le contrôle des rues.

"Perdre le contrôle est quelque chose d'impossible. Je ne dirais pas que nous avons perdu le contrôle, non", a-t-il dit.

Le ministre a ajouté: *"Le gouvernement de l'Etat ainsi que les autorités locales vont se concerter pour faire en sorte que les manifestations ne gênent pas le flux des spectateurs et que les manifestants respectent le droit de ceux qui veulent aller voir les matches"*. Reuters 19.06

2- Espagne

Une évacuation d'usine comme il y en a de plus en plus en Espagne... 70 employés de la société Troquelera del Norte ont été évacués de force par la police ce mardi dans le Pays basque espagnol. Un ordre d'éviction avait été donné per les nouveaux propriétaires du bâtiment.

Les employés, impayés depuis janvier dernier, occupaient l'usine depuis le 6 mai dernier. Selon les syndicats responsables de la mobilisation, les employés n'ont même pas été officiellement licenciés.

La tension est montée d'un cran quand les derniers ouvriers, réfugiés dans l'usine et cachés entre les machines, ont été sortis de force.

L'évacuation terminée, les serrures du bâtiment ont été changées. euronews.fr 19.06

Il ne reste plus qu'à s'organiser et résister les armes à la main, non ?

3- Japon

L'ampleur de la contamination radioactive à Fukushima suscite toujours des d'interrogations. Des taux très élevés de tritium et de strontium 90 – un élément hautement toxique – ont été relevés dans les eaux souterraines accumulées au pied des réacteurs. Mais Tepco, qui exploite la centrale, assure qu'il n'y a pas eu de fuite dans l'océan.

"Les taux de radioactivité relevés dans les eaux du Pacifique correspondent à ceux observés ces derniers mois. Nous pensons donc que cette pollution n'a pas d'impact", explique le directeur général de Tepco, Toshihiko Fukuda.

Tepco a annoncé des niveaux de strontium trente fois supérieur à la limite légale. Une découverte inquiétante qui intervient alors que l'opérateur a demandé l'autorisation de rejeter dans l'océan de l'eau faiblement contaminée qu'il ne peut plus stockée. euronews. fr 19.06

[Haut de page ↗](#)

Le 21 juin 2013

CAUSERIE

Dorénavant, je laisse en ligne les infos des 7 derniers jours, du coup la page est un peu volumineuse. Si vous avez des problèmes de lenteur pour l'ouvrir, avertissez-moi. J'ajouterai encore quelques articles ce soir ou demain matin. Je suis très fatigué et pas disposé à causer. On a déjà atteint les 10.000 visites ce mois-ci, bravo à vous, c'est encourageant.

Bon week-end à tous.

Une analyse.

Nous nous trouvons dans une période extrêmement périlleuse de l'histoire mondiale, tandis que les anciennes structures de pouvoir s'effondrent et que la domination des USA commence à faiblir. Mais l'empire riposte. Les Etats-Unis et Israël tentent de renforcer des mouvements néolibéraux tributaires d'une accumulation de capitaux pour les riches et d'une pauvreté accrue pour la plupart des gens.

Afin d'éviter une poussée révolutionnaire majeure parmi ceux qui sont privés de leurs droits, ces élites ont incité à des conflits sectaires : Sunnites contre Chiites, Arabes contre Kurdes, Chrétiens contre Musulmans, Juifs contre Musulmans et Chrétiens, etc.

Ce mortel jeu de diversion par le biais de guerres et de conflits civils rencontre l'opposition de ceux qui se soulèvent dans des endroits comme la Turquie et le Brésil. Si nous pistons l'argent et les manipulations des services secrets occidentaux ou israéliens, nous pouvons comprendre pourquoi les Frères Musulmans ont décidé de rendre l'Egypte islamiste et pro-occidentale et de rompre ses relations avec la Syrie. Nous pouvons aussi comprendre les bombardements en Irak dont l'objectif était de déclencher un conflit entre Chiites et Sunnites. Nous pouvons également comprendre les frénétiques manipulations médiatiques des informations. Et nous pouvons comprendre le soutien du Président Obama à la violation de l'intimité de citoyens américains, sous prétexte de sécurité.

Je ne sais ce qu'apportera le court terme, mais sur le long terme je crois que les hommes s'éveillent et qu'ils feront choix de diriger leur énergie non pas les uns contre les autres, mais contre les faiseurs de mal qui s'efforcent de fomenter des luttes sectaires. Le monde est trop peuplé et les technologies beaucoup trop mortifères pour faire autre chose que rejeter les incitations hostiles lancées pour le seul bénéfice des milliardaires.

Au cours des dernières semaines, la protestation contre les politiques néolibérales des gouvernements en Turquie, au Brésil, en Egypte, en Tunisie et ailleurs sont de bons annonceurs d'un avenir positif. Il nous faudrait nous tenir tous par la main et dire : nous voulons la justice économique, et nous voulons la paix qui ne peut être fondée que sur la justice ; nous voulons les droits humains, nous rejetons le sectarisme, et nous ne pouvons rester neutres à bord d'un train en marche (Howard Zinn). Nous devons prendre parti : pour les droits de la majorité défavorisée et non pour les plans cupides et violents des élites.

Mazin Qumsiyeh

Source : french.trib.ir 20.06

Il faut proposer un cadre organisé, un parti, une Internationale à cette "*majorité défavorisée*". Il faut donc un programme social et politique, une stratégie pour combattre le capitalisme dans chaque pays et à l'échelle mondiale en s'appuyant sur les enseignements de la lutte de classe du prolétariat des XIXe et XXe siècle jusqu'à nos jours. Il faut surtout définir l'objectif que l'on veut atteindre et par quel moyen. Renverser le capitalisme ou s'en accommoder en l'améliorant ? Par le biais des urnes ou par une révolution qui serait prolétarienne et socialiste ?

S'en accommoder nous a conduit à la situation actuelle, il faudrait donc arrêter de reproduire sans cesse la même erreur. Et sans théorie révolutionnaire, pas de parti révolutionnaire, impossible de vaincre notre ennemi, entre la propriété privée des moyens de production, le capitalisme, et la propriété collective des moyens de production, le socialisme, existe-t-il pas une autre alternative ? Non, alors adoptons le socialisme et voyons comment on peut avancer dans cette voie ensemble. Rejeter l'amalgame entre le socialisme et le stalinisme qui fut le pire ennemi du socialisme.

Qu'on se le dise !

Extrait du n°256 d'*Informations ouvrières*.

- "*Tous les appels à « l'union nationale », au « front républicain », au « consensus droite-gauche », à l'association des syndicats aux contre-réformes vont dans le même sens : la marche à la décomposition, fondée sur la destruction des droits de la population laborieuse.*"

Vous avez le droit d'ajouter le refus du POI d'appeler au boycott de cette conférence patronale et de rompre avec les appareils de la CGT et de FO qui y participe, le gouvernement, Hollande.

D'ailleurs il faudrait rectifier ou apporter une précision, nos droits sociaux sont détruits sur fond de liquidation de nos droits politiques qu'incarne la soumission de tous les partis au capitalisme et ses institutions. Ceci explique cela, il faut le dire,

l'expliquer, l'analyser et en tirer des leçons politiques et pratiques, sinon à quoi bon.

Ils ont commencé par liquider nos droits politiques (UE, soumission de tous les partis au capital), ensuite ils s'attaquent à nos droits sociaux (plus aucun parti ne combat réellement les appareils vendus des syndicats), et ils compèteront leur oeuvre en instaurant un gouvernement mondial. Ouvrez les yeux, observez, c'est en train de se passer, on n'arrête pas d'en fournir les preuves. L'orientation du capitalisme mondial on la connaît, sauf que les partis ouvriers sont incapables de définir une stratégie pour la combattre. Pourquoi ? Parce qu'ils rejettent cette analyse... On a déjà expliqué tout cela dans des causeries précédentes et on en a marre de se répéter.

Impensable, ce n'est pas leur conception de la lutte de classe ou plutôt de la collaboration de classe avec les appareils :

La parole à Jean-Marc Constantin, syndicaliste dans l'administration des douanes, à Chambéry (Savoie) :

- *"Enfin, je voudrais ajouter que quand on est militant syndical, il faut être présent dans les instances syndicales décisionnelles, si on veut gagner — et pour gagner, il faut faire des propositions dans ces instances pour faire bouger les stratégies de lutte."*

Qu'est-ce qu'on ne ferait pas pour *"être présent dans les instances syndicales décisionnelles"*, n'est-ce pas ? Encore un qui a de l'avenir dans les appareils !

Pour eux, c'est *"gagner"* sur des revendications immédiates leur unique objectif, améliorer la condition ouvrière pour certaines couches d'exploités seulement de manière à ce qu'elles puissent mieux supporter l'existence du capitalisme, qu'il n'est pas question de combattre pour le faire disparaître vous l'aurez compris.

Ils ont tourné le dos, abandonné depuis des lustres (1940) à cet objectif de l'émancipation du capital qui définissait le syndicalisme révolutionnaire du début du XXes siècle. Au POI et ailleurs, ils ne veulent plus en entendre parler, s'adapter au mouvement spontané des masses bourré d'illusions, de fait, au capitalisme au lieu de combattre pour le socialisme, tel est le contenu de leur combat.

Ce serait juste une question de mauvaise volonté, qui n'aurait rien à voir avec la nature politique du PS.

- *"Incapables de tirer les leçons de la situation — car ne le voulant pas — Hollande et le gouvernement persistent et signent."*

C'est sans doute pour le convaincre de le vouloir que le POI prépare une délégation d'élus auprès de Hollande.

Rompre avec une mauvaise politique, mais pas un mauvais Etat ou un mauvais système économique.

- *"Rompre avec cette politique dictée par l'Union européenne et la troïka."*

Vous avez là le produit des illusions que le POI colporte dans le PS (et le PCF) qui coïncident avec son incapacité de rompre avec ce parti, lien qui ne saute pas forcément aux yeux comme c'est le cas ici, mais qui apparaît clairement dans ses rapports aux appareils syndicaux qui sont liés au PS ou partagent la même idéologie.

Contribution de Sébastien, postier :

- *"Ce gouvernement trahit les masses, applique une politique injuste"*

Oh le vilain! Non, désolé, le gouvernement applique la politique qui correspond à la nature politique de ses différentes composantes et de l'idéologie, de la classe sociale qu'il représente ou dont il défend les intérêts.

Pour prêter au gouvernement *"une politique injuste"*, cela sous-entend que selon vous il aurait dû ou il devrait faire une politique *"juste"*, ce qui témoigne au passage que vous ignorez tout de ses partis, autrement dit, vous méconnaissez la nature sociale du PS, mieux, vous ne comprenez rien à la situation et aux rapports entre l'économie et le politique, entre les besoins du capitalisme en crise et la politique du gouvernement qui tend à les satisfaire, bref, vous militez dans le vide, vous brassez du vent, vous perdez votre temps et vous nous faites perdre le nôtre !

Il confirme qu'ils sont incapables de voir plus loin que le bout de leur nez ou de leur assiette, il n'y a rien de politique dans tout cela, c'est du trade-unionisme de bas étage.

- *"Il faut un véritable parti de gauche qui prenne en compte les aspirations du peuple"*.

C'est leur unique objectif ou perspective politique, autrement dit ils n'en ont pas.

Cash !

L'ancien secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant, dont le nom apparaît dans plusieurs enquêtes, a acquis un appartement de 90m2 à Paris dans une rue huppée de la capitale et l'a payé comptant 717.500 euros, selon «*Paris Match*»...

«*D'où vient l'argent qui lui permet de s'installer enfin dans ses meubles, après trente ans à sillonner la France dans des logements de fonction?*» s'interroge le magazine. Contacté, l'intéressé «*n'a pas souhaité faire de commentaires*».

Le nom de l'ancien ministre apparaît dans plusieurs enquêtes: en tant qu'ancien secrétaire général de l'Élysée dans celle sur l'arbitrage Tapie-Crédit lyonnais, ainsi que dans l'affaire d'un éventuel financement libyen de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007. Le 14 juin, le parquet de Paris a également ouvert une enquête préliminaire sur les primes en liquide qu'il a perçues entre 2002 et 2004, alors qu'il était directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur. 20minutes.fr 20.06

D'où vient cette somme importante ? Peut-être de là ?

Un ancien interprète de Mouammar Kadhafi confirme que l'ex-dictateur libyen a bien versé des millions de dollars pour appuyer la campagne électorale de Nicolas Sarkozy en 2007. Ce témoignage sera diffusé ce jeudi soir dans le magazine de France 2 Complément d'enquête.

Interrogé par une équipe de France 2 pour l'émission Complément d'Enquête qui doit être diffusée ce jeudi soir, Mofta Missouri, ancien interprète de Mouammar Kadhafi authentifierait un document publié par Mediapart en avril 2012.

Le site Internet avait révélé l'engagement pris par le régime libyen de verser "50 millions d'euros" destinés à soutenir la campagne électorale de Nicolas Sarkozy de 2007. Une publication contre laquelle l'ex-chef de l'Etat avait porté plainte.

Dans l'interview rendue publique ce jeudi, Moftah Missouri indique une somme différente. Selon lui, le président libyen lui avait personnellement dit avoir versé "20 millions de dollars" pour cette campagne. Si la vidéo n'apporte pas de réponse plus précise quant au montant exact, elle plaide bien pour l'existence d'un lien financier entre le camp Sarkozy et le régime de Kadhafi. l'express.fr 20.06

ACTUALITE EN TITRES

Conditionnement

Les trois quart ce serait franchement mieux !

- Un tiers des salariés du public pour le gel de leurs salaires - Reuters

Ben voyons, vous avez le droit d'y croire !

- La loi sur la transparence «*permet de restaurer la confiance dans les élus*» - Liberation.fr

Une femme sur trois vit dans des conditions indignes au XXIe siècle du fait de l'existence du capitalisme...

- Une femme sur trois dans le monde victime de violence d'après l'OMS - euronews.com

Demain ils les vénèreront, c'étaient des saints qui s'ignoraient...

- À Rakka, les islamistes syriens imposent leur loi avec retenue - Reuters

Intox

Données personnelles: la Cnil met Google en demeure - L'Expansion.com

La Cnil qui vient de livrer l'état civil au Mormon, l'identité des détenteurs de plaques d'immatriculation aux sociétés qui gèrent

les péages des autoroutes, etc. ?

[Si vous le dites.](#)

- Un député de gauche : « *On fait du Sarkozy, en pire* » - LeFigaro.fr

Député radical de gauche du Calvados, Alain Tourret, 65 ans, avocat, spécialiste du droit du travail.

Le Figaro : La qualité du travail législatif se dégrade?

Alain Tourret : Par la force des choses. Actuellement, beaucoup de textes passent par la voie de l'urgence. Il devient quasiment impossible de les réécrire, de discuter du fond. Cela devient très manichéen: « *Vous êtes pour? Vous êtes contre?* ». Nous produisons sans réfléchir. On fait du Sarkozy, en pire. Cela aura forcément des conséquences. LeFigaro.fr 20.06

Non, mais monsieur, à quoi bon réfléchir quand on participe aux institutions, les jeux sont faits, vous n'étiez pas au courant ?

[Tant mieux, les conditions objectives doivent encore mûrir !](#)

- Croissance, chômage, impôts, pouvoir d'achat: les sombres perspectives de l'Insee pour 2013 - L'Expansion.com

Le PIB tricolore va reculer de 0,1% cette année, le taux de chômage grimper à 11,1%, les salaires vont encore ralentir et le pouvoir d'achat va stagner, selon la note de conjoncture publiée par l'Insee. L'Expansion.com

[Les Pays-Bas exécute une décision du gouvernement américain. Normal au pays de Bilderberg.](#)

Le trublion numérique Kim Dotcom a vivement critiqué la décision prise par une entreprise des Pays-Bas de supprimer de ses serveurs tous les fichiers liés à Megaupload.

Sur Twitter, Kim Dotcom a dénoncé le plus grand « *massacre de donnée de l'histoire d'internet, orchestré par le gouvernement des États-Unis et le Département de la Justice* » euronews.com 20.06

Mais au fait, c'est bien à la Haye qu'est installé le TPI, ce tribunal d'exception ? Une simple coïncidence sans doute.

[Eugénisme. Le sionisme arabe sera-t-il à la hauteur du sionisme juif des années 40 ?](#)

Le Syndrôme respiratoire coronavirus du Moyen Orient présente un risque important en environnement hospitalier.

C'est l'une des conclusions de l'étude lancée en mai dernier par des chercheurs en Arabie Saoudite, alors que l'inquiétude ne semble pourtant pas augmenter dans les régions concernées.

Le MERS, ce virus proche du SRAS (Syndrome respiratoire aigu sévère) a tué 32 personnes en Arabie Saoudite depuis septembre 2012.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, 38 personnes ayant contracté le coronavirus sont décédées dans le monde, sur 64 cas confirmés.

A l'approche du pèlerinage de la Mecque, où des centaines de milliers de musulmans sont attendus en Arabie Saoudite, l'OMS et les autorités locales déplorent le fait que les ventes de masques chutent et que la vigilance semble retomber dans le pays. euronews.com 20.06

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Conférence patronale des 20 et 21 juin 2013](#)

Inutile de se jeter tête baissée sur ce sujet, rappelons le contexte dans lequel se situe cette conférence patronale.

- « *Si les entreprises acceptent de ne pas augmenter les salaires — en contrepartie de créations d'emplois — et les partenaires sociaux acceptent de le comprendre, les choses iront beaucoup mieux. Ça aussi, ce sera discuté à la conférence sociale* », précise-t-on dans l'entourage du président. leparisien.fr 19.06

Cela signifie que c'est l'ensemble des travailleurs qui doivent subir une dégradation de leur niveau et de leur condition de vie, pendant que les capitalistes bénéficient de privilèges leur permettant d'augmenter leur profit, sur fond d'évasion fiscale à hauteur de centaines de milliards d'euros pour les plus importantes entreprises, et continuer de vivre comme des seigneurs. L'objectif du gouvernement et du patronat n'est pas de s'attaquer aux inégalités sociales, mais de les accroître.

Le tableau est planté, chacun sait à quoi s'en tenir, chacun aura compris les rapports qui constituent la toile de fond de cette mascarade dont tous les syndicats sont complices.

Passons à un article de l'AFP qui relate la journée d'hier.

- L'emploi et les retraites ont été jeudi au coeur de la première journée de la conférence sociale ouverte par François Hollande, qui a annoncé un plan pour contrer le chômage de masse, applaudi par le patronat.

Dans son discours inaugural, le président Hollande, qui avait réuni durant trois heures les leaders des organisations syndicales et patronales au Palais d'Iéna pour cette deuxième conférence sociale de son quinquennat, a fait du dialogue social le moyen de redresser le pays: "*La réforme par le dialogue a montré sa pertinence*", a-t-il dit, appelant patronat et syndicats à avoir "*foi*" dans cette méthode. (Voyons, mais ils l'ont puisqu'ils y participent tous. -NdIrl)

Il a demandé aux partenaires sociaux d'unir leurs forces pour combattre "*la défiance, le doute et le désarroi*" un "*mal encore plus profond*" que la crise précisant que "*le sérieux budgétaire ne sera pas en France l'austérité*".

L'emploi reste la priorité absolue, a assuré le chef de l'État, qui maintient son objectif d'une inversion de la courbe du chômage en fin d'année. "*Si je devais retenir qu'un seul enjeu, c'est celui de l'emploi*", a-t-il dit en annonçant "un plan d'action" *pour pourvoir les emplois sans candidats par une formation rapide des demandeurs d'emploi*".

Le ministre du Travail Michel Sapin a précisé qu'*un plan extrêmement ambitieux sera mis en place à la fin de l'été*" afin "*de former les chômeurs*" pour ces emplois.

L'idée de s'attaquer aux postes vacants (quelque 300.000) qui ne trouvent pas preneurs est applaudie par la patronne du Medef, Laurence Parisot. "*J'ai tout de suite dit au président à quel point nous étions partants, je l'ai même encouragé*", a-t-elle dit. "*Nous pourrions agir assez vite parce que nous connaissons la situation*".

Arrêtons-nous là un instant.

Que dit Hollande ? Il vante le dialogue social, la méthode de collaboration de classes dans laquelle il a "*foi*" et qui "*a montré sa pertinence*" avec l'ANI en janvier dernier. Il a raison, aucun syndicat n'a boycotté cette conférence, ils sont tous prêts à collaborer, on devrait les appeler les collabos. Bref, rien de nouveau de ce côté-là.

Hollande se fait le porte-parole des besoins des capitalistes en faisant de l'emploi une priorité. Comment ?

Il dit que s'il devait "*retenir (...) un seul enjeu, (ce serait) celui de l'emploi*", autrement dit tous les autres doivent être sacrifiés à cette cause, objectif "*applaudi par le patronat*". Qu'est-ce que cela signifie, pourquoi le patronat "*applaudit*" ?

Parce que ce qui sera sacrifié en amont, la législation du travail, le contrat de travail, le coût du travail, etc. profitera en aval au patronat puisque les nouveaux emplois créés prendront en compte ces nouvelles conditions de travail et de rémunération qui permettront au patronat de conserver envers eux davantage de plus-value, de profit.

Quant au chômage, il compte bien l'entretenir et le maintenir à un haut niveau pour continuer de faire pression sur les travailleurs pour les obliger à prendre n'importe quel emploi à n'importe quel salaire, cela permet aussi d'accroître la concurrence entre les travailleurs, de les diviser, pendant que le patronat gouverne et dicte sa loi. Ce qui explique notamment pourquoi il veut rallonger la durée de cotisation, repousser de fait l'âge auquel les travailleurs prennent leur retraite, au lieu de libérer des millions d'emplois qui pourraient être immédiatement occupés par des chômeurs, ce qui pourrait entraîner à terme une pénurie de main d'œuvre et renchérir les salaires, ce qu'il faut éviter à tout prix.

Hollande dit, ma priorité c'est l'emploi, alors qu'il n'a en tête que des emplois précaires, des emplois où les travailleurs ne sont plus qu'une masse taillable et corvéable à merci et pour ainsi dire sans droit pour le contester en dehors de se mobiliser et de faire grève.

Il a ouvert la voie, logiquement les syndicats vendus s'engouffrent à la suite. Reprenons où cet article s'était arrêté, avec la question soulevée des "postes vacants".

- Mais le leader de FO Jean-Claude Mailly est, lui, très critique et soulève la question de "l'attractivité" de ces métiers. "Dans la restauration, les conditions de travail, de rémunération font que des salariés hésitent à y aller ou ne pensent qu'à en partir".

Le numéro un de la CFDT, Laurent Berger, a réclamé l'annonce vendredi "des propositions précises avec des objectifs chiffrés". "On ne peut pas avoir un discours ambitieux sur l'emploi et demain avoir une annonce qui fait pschitt".

Pour la CFE-CGC également, la mesure reste insuffisante: "Nous demandons des actions immédiates avec un plan de relance de l'emploi", affirme sa présidente.

Donnez-leur des garanties, faites-leur des propositions précises, proposez-leur un plan, et les voilà comblés !

Retraites.

C'est là que cela risque de coïncider. Sur le chômage, pour le gouvernement et le patronat la voie est dégagée et ils peuvent avancer tranquillement, les chômeurs sont atomisés, peu ou pas organisés, invisibles comme l'on dit. S'agissant des retraites c'est plus compliqué parce que cela touchent absolument l'ensemble des travailleurs du pays, qu'ils soient organisés ou non peu importe, chacun sait compter et comprend de quoi il s'agit, de son propre sort, surtout pour ceux qui ont atteint ou dépassé 50 ans et qui ressentent déjà la fatigue des ans.

Pour bien faire, il faudrait que les syndicats rassemblent les travailleurs des secteurs public et privé sur la base des revendications les plus avantageuses pour l'ensemble des travailleurs, donc exigent un alignement des retraites sur celles des fonctionnaires telles qu'elles existaient avant les contre-réformes des dernières années.

Ainsi l'unité de l'ensemble des travailleurs du public et du privé serait réalisée. Sauf que voilà, aucun syndicat ne reprend à son compte cette revendication, aucun parti non plus, tous s'entendent pour conserver le statut différencié qui existe entre public et privé qui divise le prolétariat et le mouvement ouvrier, à croire qu'ils ne souhaitent pas leur donner les moyens de s'unir pour combattre ensemble le gouvernement et le patronat, l'Etat.

Vous avez là en grande partie l'origine de la situation actuelle, l'impasse et la faiblesse dans laquelle se trouve le mouvement ouvrier, l'incapacité dans lequel il se trouve de résister au patronat et à l'Etat et à les vaincre. Répétons-le encore une fois, absolument tous les partis ouvriers en sont complices, depuis des lustres évidemment cela ne date pas d'aujourd'hui ou d'hier.

Dites-nous pourquoi un ouvrier qui travaille dans une usine du secteur privé ne devrait pas avoir le même droit à la retraite qu'un ouvrier qui travaille à la RATP par exemple ? Qu'est-ce qui permet de le justifier ? Absolument rien, sauf un accord tacite entre les représentants du mouvement ouvrier et l'Etat qui remonte à l'après-guerre, qui résulta d'une trahison, d'un marchandage pour permettre de reconstruire tranquillement le capitalisme français et assurer la stabilité du pouvoir politique, de l'Etat.

C'est cette trahison, ce principe de collaboration de classes entre les appareils des syndicats et des partis ouvriers d'un côté, l'Etat et ses représentants ainsi que le patronat de l'autre qui est à l'origine de cette situation, trahison et collaboration permanente, qui en réalité n'a jamais cessé jusqu'à nos jours, que nos braves révolutionnaires et autres trotskistes ont soutenu, comme chacun peut l'observer encore aujourd'hui puisqu'aucun ne reprend à son compte cette revendication et n'appelle au boycott de cette conférence, à l'exception du GMI.

Ils prétendent combattre pour l'unité de la classe ouvrière, mais quand on y regarde de plus près on s'aperçoit que c'est sur des bases faussées au départ et contre lesquelles ils ne combattent pas, autrement dit ils se moquent de nous.

Idem pour l'indépendance des syndicats, qui à travers cet accord tacite passé avec l'Etat qui consiste à accepter un traitement inférieur pour le secteur privé en terme de retraite, témoigne qu'elle n'existe pas.

Poursuivons la lecture de ce compte-rendu de l'AFP sur la question des retraites.

- Le sujet le plus épineux reste celui des retraites. Les pistes de la prochaine réforme gouvernementale se précisent: "L'allongement de la durée de cotisation reste la mesure la plus juste, à condition qu'elle soit appliquée à tous" en tenant compte de la "pénibilité", a affirmé le chef de l'Etat. Le rapport de la Commission Moreau propose un allongement jusqu'à 44 ans.

Les syndicats, CGT et FO en tête, sont vent debout contre une telle mesure: "c'est un désaccord de fond", a affirmé Jean-Claude Mailly. La CGT a déjà prévu des mobilisations en septembre.

La table ronde sur les retraites a montré qu'il "y a quand même des positions de fond assez inconciliables" et en allongeant à nouveau la durée de cotisation, le gouvernement "prend le risque de mobilisations sociales dès la rentrée", a prévenu Annick Coupé, porte-parole de Solidaires.

De son côté, le patronat est offensif sur ce sujet et continue de réclamer un report de l'âge légal du départ à la retraite - piste que François Hollande a totalement exclue - et refuse une hausse des cotisations.

D'après ce que j'ai lu dans un autre article il y a quelques jours, le gouvernement prévoirait d'inclure une partie des primes dans le calcul des retraites des fonctionnaires pour mieux faire passer la pillule de l'allongement de la durée de cotisation. Pas sûr que cela suffise à calmer les fonctionnaires, mais c'est un élément de division qui sera exploité par les uns et les autres.

Au-delà des discours des dirigeants syndicaux, chacun sait qu'ils vont tout faire pour empêcher qu'il y ait une mobilisation massive des fonctionnaires qui pourrait donner des idées aux travailleurs du privé, pas seulement sur leur retraite, mais sur l'ensemble de leurs revendications, le syndrome tunisien, égyptien, turc ou brésilien depuis ces derniers jours, le gouvernement doit l'avoir à l'esprit.

Il faut aider à l'organisation et à la mobilisation des travailleurs dans et à l'extérieur des syndicats dans tout le pays, dans l'unité des organisations et des partis tout du moins à la base ou au niveau de différentes instances dans les syndicats, les préparer au combat, faire monter la sauce ou faire en sorte que la mayonnaise prenne, faire en sorte qu'ils soient prêts à descendre dans la rue par millions, que chacun se dise que c'est possible de vaincre le gouvernement et le patronat dès lors qu'on s'y met tous ensemble, posant en ce qui nous concerne la nécessité d'un Etat et d'un gouvernement ouvrier qui représente réellement les intérêts des travailleurs.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

1.1- Les trois partis de la coalition gouvernementale en Grèce n'ont pu se mettre d'accord jeudi soir sur les modalités de réouverture de la société d'audiovisuel public ERT, brutalement fermée par mesure d'économies il y a neuf jours.

La direction de la Gauche démocratique se réunira vendredi matin pour examiner ce dossier, a-t-on appris de source autorisée.

Le dirigeant du Pasok, deuxième parti de la coalition en importance, a souligné la gravité de la situation et invité la Gauche démocratique à ne pas quitter l'équipe gouvernementale.

"La situation est particulièrement grave pour le pays, pour l'économie et pour les citoyens", a dit Venizelos. "Nous voulons conserver un gouvernement à trois et nous demandons à la Gauche démocratique de ne pas rompre." Reuters 20.06

1.2- Les salariés de la radiotélévision publique ERT ont entamé leur neuvième jour de protestation contre la fermeture brutale des émetteurs, qui concerne quelque 2700 emplois. Adopté dans le cadre du plan d'austérité, le décret gouvernemental a depuis été suspendu par le Conseil d'État, mais les principales chaînes de télévision n'ont toujours pas repris leurs diffusions.

Le Pasok et la Gauche démocratique réclament que le groupe rouvre exactement dans l'état où il se trouvait avant sa fermeture, puis qu'il soit dégraissé, tandis que le Premier ministre conservateur Antonis Samaras est, lui, favorable à une ERT de transition, avec une trentaine de journalistes. euronews.com 20.06

2- Turquie

En Turquie, les protestataires sont nettement moins virulents que ces dernières semaines, mais apparemment, ils assument cette stratégie moins radicale. Debout ou assis, ils sont quelques-uns à manifester Place Taksim à Istanbul. Ils ne constituent pas un trouble à l'ordre public. Les forces de l'ordre n'ont donc pas de raison d'intervenir.

A Ankara, en revanche, des heurts ont une nouvelle fois éclaté la nuit dernière entre manifestants et policiers. euronews.com 20.06

3- Etats-Unis

3.1- Un document top secret contredit les assurances de Barack Obama sur la surveillance

Personne n'écoute vos conversations téléphoniques ou ne lis vos emails sans l'autorisation d'un juge, a juré à plusieurs reprises Barack Obama à ses concitoyens. Ou pas. Selon deux documents top secrets publiés par le Guardian, la NSA a bien le droit et la capacité d'exploiter des données domestiques sans le feu vert direct de la justice.

Le quotidien britannique, à qui l'analyste Edward Snowden a fourni de nombreux documents de la NSA, publie deux ordonnances signées en 2009 par l'Attorney General (à la tête du département de la Justice) Eric Holder. Les documents couvrent les procédures que doit suivre la NSA pour surveiller des personnes basées à l'étranger. Et si espionner des citoyens américains sans mandat validé par un juge est interdit, plusieurs exceptions permettent de passer outre.

La NSA peut conserver et exploiter, pendant cinq ans, des données domestiques «*interceptées par erreur*», à condition que le directeur de l'agence pense «*raisonnablement*» qu'elles permettent de prévenir un danger. Dans son interview au Guardian, Snowden expliquait que dans la pratique, certains analystes pouvaient «*espionner qui ils voulaient, y compris le président*».

Selon le document, cette exception existe «*à cause de l'incapacité de la NSA à filtrer toutes les communications*». En clair, l'agence ratisse large, ne peut pas tout analyser en temps réel et peut, après coup, exploiter des données domestiques prises dans la nasse. Il y a encore trois jours, un élu a pourtant posé cette question au directeur de l'agence: «*La NSA peut-elle lire les emails de citoyens américains?*» Réponse concise de Keith Alexander: «*Non.*» 20minutes.fr 20.06

3.2- Des drones utilisés à des fins de surveillance aux Etats-Unis : certains s'en doutaient. Robert Mueller, le directeur du FBI, l'a confirmé ce mercredi lors d'une audition devant une commission du Sénat.

«*Le FBI utilise-t-il des drones de surveillance sur le sol américain ?*», lui a demandé le républicain Chuck Grassley, membre de la commission Justice du Sénat. – Oui, a simplement répondu le patron du FBI, qui s'est empressé d'ajouter que cela se faisait «*très rarement*» et «*de manière très limitée*».

Il n'y a pas que le FBI qui a recours à ce genre d'engin. Le département de sécurité intérieure s'en sert aussi, pour surveiller, par exemple, la frontière avec le Mexique.

Ces engins sans pilotes peuvent servir à pister des individus considérés comme suspects. Ils peuvent aussi intercepter des messages transmis via les réseaux wifi. Voilà qui ajoute aux récentes révélations sur le programme secret de surveillance des communications sur internet.

Mardi, Dianne Feinstein la présidente de la commission du renseignement au Sénat avait évoqué cette question de l'utilisation des drones. Selon elle, il s'agit de «*la plus grande menace sur la vie privée*» des Américains. euronews.com 20.06

4- Syrie

4.1- Selon le Times de Londres, le Premier ministre britannique David Cameron aurait proposé à ses partenaires de l'OTAN d'assassiner le président Bachar el-Assad et d'organiser un coup d'État militaire à Damas. Dans une telle perspective, le nouveau leader syrien romprait avec la Résistance anti-israélienne, mais l'essentiel de l'appareil baasiste resterait au pouvoir.

Ce n'est pas la première fois que «*le camp de la démocratie*» envisage d'instaurer une dictature militaire en Syrie. C'était déjà un objectif assumé d'Hillary Clinton et du général David Petraeus lors de l'attaque du 18 juillet 2012. À l'époque, une bombe avait assassiné les leaders du Conseil syrien de sécurité nationale ouvrant la voie à un coup, tandis que 40 000 «*contras*» attaquaient la capitale. Mais, s'appuyant sur la Garde nationale, l'État avait résisté.

Par la suite, la France et la Turquie avaient vainement tenté d'assassiner le président el-Assad.

La proposition de M. Cameron suppose la complicité d'un membre de l'entourage présidentiel et d'un des principaux dirigeants syriens actuels, au sein de l'armée ou des services de sécurité. french.irib.ir 20.06

4.2- A peine une semaine après la décision de Washington de lever l'embargo sur la livraison d'armes aux terroristes en Syrie, les informations font état d'un plan signé Kerry qui consiste à bombarder les bases aériennes syriennes, un plan rejeté d'emblée par le Pentagone.

Selon Russia Today, le chef d'état major le général Dempsey a qualifié le projet kerryen de folie et a mis en garde contre les dangers éminents qu'une campagne de bombardement aérienne anti syrienne ferait encourir à l'administration US. Le secrétaire d'état avait appelé la semaine dernière au cours d'une réunion en présence des hauts responsables de l'armée à ce que soient bombardées les régions syriennes «*où Assad emploie de l'arme chimique pour réprimer ses opposants*». Le chef d'état major ne s'est pas opposé à ce plan mais en a rappelé les risques et a demandé davantage d'informations au département d'état en ce

qui concerne ses plans pour "après la campagne de bombardement". Ces derniers jours des rencontres secrètes et à haut niveau ont été multipliées entre Kerry et les responsables de l'armée et certains représentants républicains exigent que la Maison Blanche s'implique davantage en Syrie et qu'elle ne se contente pas uniquement à armer les opposants. french.irib.ir 20.06

4.3- Pourquoi l'ASL & Cie. viendraient-ils s'asseoir à la table des négociations alors que les US et leurs alliés européens sionistes et arabes -qui affirment publiquement qu'avant toute négociation il faut un rééquilibrage des forces sur le terrain donc plus de massacres de civils syriens par les barbares cannibales - assurent haut et fort qu'ils vont continuer de les armer ?

Ainsi selon des sources diplomatiques dans la ville de Daraa au Sud de la Syrie et au Nord le long de la frontière turque la phase de transfert d'armes est en cours. Selon certaines informations des véhicules blindés dont des t-62 et des tanks T-55 - de vieux tanks russes blindés achetés par la Libye de Khadafi et transférés sur la frontière turco syrienne - ont été passés clandestinement à l'ASL Al Nusra Al Qaeda. Une mission d'évaluation comprenant des forces spéciales US Française Britannique de 8000 hommes sont actuellement déployés sur les frontières syro jordanienne et syro turque pour organiser des "corridors humanitaires" de livraisons d'armes.

Au Nord 3000 kurdes dont certains chassés de Turquie par Erdogan dans son initiative de paix avec le PKK et qui ne disposent d'aucun papier d'identité vont bénéficier d'un entraînement en plus de la formation militaire acquise dans lutte contre l'armée turque cette fois pour combattre l'Armée Nationale Syrienne.

Au sein de l'ASL composée à 95% d'étrangers parmi les 5% de Syriens dont des officiers déserteurs certains ont été assassinés par les terroristes affiliés à AlQaeda et leurs familles systématiquement menacées.

C'est pourtant à l'ASL & Cie que les US et leurs alliés dont la France veulent livrer des armes lourdes type RPG MANPADS missiles sol air et véhicules blindés. french.irib.ir 20.06

SOCIAL

Brésil

Une marée humaine a envahi les rues du Brésil, à l'appel des réseaux sociaux, avec quelque 300 000 manifestants dans la seule ville de Rio des Janeiro, poussant la présidente Dilma Rousseff à annuler un voyage officiel prévu au Japon. Ils étaient déjà des centaines de milliers et leurs flots ne cessaient de grossir dans une centaine de villes du pays, notamment à Brasilia (25 000), Sao Paulo, Recife (50 000), Salvador (20 000). A Rio de Janeiro, après un début de marche pacifique, de premiers incidents ont éclaté devant la mairie entre un groupe de manifestants et la police.

La police de Rio a twitté une estimation officielle d'un expert universitaire en sécurité qui a évalué à 300 000 le nombre de manifestants dans la capitale carioca, tout en précisant à l'AFP qu'elle n'avait pas encore d'estimation propre.

Pour la première fois depuis le début du mouvement il y a une dizaine de jours, des organisations de la société civile et partis de gauche ont annoncé leur intention de se joindre aux cortèges avec leurs banderoles.

Les manifestations se poursuivent au Brésil, malgré la décision de plusieurs municipalités d'abandonner la hausse des tarifs des transports, qui avait déclenché la grogne. Hier soir, des affrontements ont opposé manifestants et forces de l'ordre à Niteroi, de l'autre côté de la baie de Rio. Des protestataires ont tenté de bloquer le pont qui relie les deux rives, avant d'être violemment délogés par la police.

Face à la pression populaire, le maire de Rio, Edouardo Paes, a accepté, à son tour, de baisser les prix des tickets de bus, mais déplore les conséquences d'une telle décision. "C'est un manque à gagner de 90 millions de dollars, que nous aurions pu investir dans des secteurs importants de la ville. Il va donc falloir faire des choix et définir les priorités", dit-il.

D'autres rassemblements plus calmes ont eu lieu à Belo Horizonte ou Brasília. Les manifestants dénoncent les investissements massifs réalisés pour le Mondial de football, alors que le secteur public souffre d'un manque criant de moyens.

"Les gens se sont réveillés. La hausse des tarifs des tickets de bus a été l'étincelle. Aujourd'hui, on se bat pour de meilleurs services de santé, une meilleure éducation, pour plus de sécurité. Nous sommes fatigués, c'est le temps de la lutte. On en a assez de l'injustice", clame un Brésilien.

"Je veux une bonne éducation, de bons hôpitaux, et non pas un stade de foot", demande une jeune femme.

Les pancartes de protestation ont même envahi les stades de football, qui accueillent actuellement la Coupe des Confédérations. Des violentes échauffourées ont eu lieu à Fortaleza, en marge du match entre la Seleçao et le Mexique.

Ce mouvement cristallise désormais toutes les frustrations de la population de ce pays émergent de 194 millions d'habitants: services publics précaires comme la santé et l'éducation, corruption de la classe politique, sommes colossales - 11 milliards d'euros - investies pour l'organisation du Mondial-2014 de football. euronews.com et liberation.fr 20.06

[Haut de page ↗](#)

Le 22 juin 2013

CAUSERIE

J'ai actualisé les infos de presse, la suite dans 2h30 ou 3h environ, il est 13h36 ici et je n'ai pas encore déjeuné. A plus.

15h49. Je mettrai de nouveaux articles en ligne ce soir ou demain matin.

Au Brésil ou en Turquie, mais aussi en Inde où je vis ou en France on peut, on devrait reprendre ces mots d'ordre ou s'interroger sur leur signification politique.

- Euronews.com : *"Assez de la corruption, nous voulons des hôpitaux et des écoles à la hauteur des normes de la FIFA"* lit-on sur les pancartes.

"Les prix sont abusifs, se plaignent les manifestants, il y a beaucoup d'impôts", *"les gens partent à la retraite avec pas suffisamment d'argent pour se payer l'hôpital ou les transports"*, ajoute cette femme. Euronews.com 21.06

Salaires et retraites misérables, prix trop chers, trop d'impôts et taxes, services publics inexistants ou délabrés, etc. et pendant ce temps-là banques et multinationales se goinfrent, trafiquent leurs comptes le plus légalement du monde, sèment la souffrance, la terreur, la guerre sur tous les continents, dans chaque foyer, etc. comment ne pas faire le lien entre les deux ?

L'article que j'ai rédigé hier soir.

Vous m'excuserez le ton que je prends, mais en vivant à 10.000 kms de la France en observant ce qui se passe avec du recul, je suis littéralement atterré en voyant que finalement les partis et les syndicats suivent l'agenda et l'ordre du jour qui leur sont imposés par le gouvernement et le patronat. C'est stupéfiant.

Cela saute aux yeux et je me suis encore demandé si je devais continuer ou arrêter si finalement personne ou presque ne s'en aperçoit.

Dans la foulée du scandale mondial du Libor qui concernait une somme gigantesque, quelque 500 mille milliards de dollars, on a appris qu'en réalité tous les taux ou cours étaient trafiqués quotidiennement par une poignée de banquiers. A cela s'ajoute l'évasion fiscale nommée modestement optimisation fiscale en ce qui concerne les entreprises, qui se chiffre chaque année à des dizaines de milliards d'euros ou beaucoup plus en France, qui s'ajoutent aux 80 ou 100 milliards d'euros que les actionnaires du CAC40 se partagent chaque année, sans parler des rémunérations mirobolantes de leurs dirigeants. Voilà pour la cour des grands, qui agissent ainsi impunément, tout à fait légalement le plus souvent.

Et dans la cour des petits, on trouve le citoyen lambda, le pigeon, le crédule, l'ignorant, le pauvre type, salarié ou petit-patron qui paie tout plein pot, taxé, imposé, contrôlé, surveillé, mis à l'amende...

C'est la cour de récréation du niveau maternel dans laquelle jouent les partis ouvriers et les syndicats qui n'entendent pas s'attaquer ou combattre le capital et ses institutions. Il faut noter que les grands peuvent agir de la sorte en toute impunité parce qu'ils bénéficient du soutien et de la protection de l'Etat, des institutions. Or c'est justement pour ces institutions qu'on nous appelle à voter, autrement dit, pour ceux qui font notre propre malheur, cela peut sembler complètement aberrant ou incroyable, mais c'est la stricte réalité. On en est là en gros.

En haut, les grands font ce qu'ils veulent, Amazone déclare son activité au Luxembourg et ne paie pas d'impôt ou très peu en France sur des bénéficiaires qui sont minorités, au point d'être insignifiants. Apple est imposé en Irlande à hauteur de 2%, c'est le directeur fiscal américain qui l'a déclaré devant une commission du congrès, 2%, vous, vous êtes imposés au total à 48% environ. Bref, nous sommes en présence d'un système qui favorise les riches dans des proportions gigantesques au détriment de la population qui est littéralement rackettée. Partant de là, la fiscalité étant particulièrement avantageuse pour les multinationales

et les grandes entreprises, les banques, l'Etat se voit contraint de pressuriser au maximum le contribuable, la bonne poire, la vache à lait, le couillon de service.

Donc, on va lui demander de se serrer encore plus la ceinture, de se priver davantage, de faire de nouveaux sacrifices, pendant qu'en haut ils se gavent comme jamais dans le passé, et ce sont ceux qui vous demandent de faire ces efforts qui sont les complices de ces prédateurs, c'est cela la meilleure, en premier lieu Hollande et son gouvernement.

Non, il y a mieux encore, c'est qu'aucun parti n'a pensé qu'il détenait une mine d'or entre les mains avec ces informations, ces faits, car là il ne s'agit pas d'interprétations, de doctrine ou de théorie, absolument rien de subjectif là-dedans, que du concret, palpable, vérifiable, connu, référencé, c'est du béton armé, indestructible, et bien la meilleure ou plutôt le pire, c'est qu'aucun parti n'a imaginé qu'il pourrait s'en saisir pour lancer une campagne nationale sur ce thème à travers tout le pays en distribuant des millions de tracts, appeler à des réunions, des meetings...

On vous demande d'accepter une baisse de votre salaire ou de vivre avec un salaire ou une retraite misérable, de patienter au chômage, on vous demande de travailler plus, on vous demande de travailler plus longtemps, en fait on vous impose toute cela au nom de la crise, pendant qu'en haut ils se livrent à une orgie de centaines, de milliers de milliards d'euros, il y a là de quoi faire tout sauter, remonter le travailleur le plus indolent, révolter ceux qui n'en peuvent déjà plus, on a là une bombe sociale et politique entre les mains...

Et bien non, personne ne veut l'exploiter, à croire qu'ils ont tous démissionné, en quelque sorte, ils sont tous en train de lorgner sur la conférence patronale, ils sont au garde-à-vous en train d'attendre que leur maître leur remette l'agenda des mois à venir, sans plaisanter, c'est bien ainsi que cela se passe.

Je me suis demandé si je voyais la situation sous un autre angle parce que je suis à 10.000 kms de la France ou parce que je suis marxiste, les deux sans doute. A moins que je ne sois devenu fou ! Qui est fou ?

Je connais bien la psychologie des masses, là on a matière à les faire bondir, produire un choc, un électrochoc dans leur cerveau amplement conditionné ou formaté par le régime, un truc genre coup de massue qui ne vous laisse pas indifférent, qui ne peut pas vous laisser indifférent si on vous présente bien les faits, car encore une fois il ne s'agit que de faits, bruts, qui interpellent chacun, dans le genre, je vous le fais populaire : ils nous prennent vraiment pour des abrutis ou des cons, ils nous sucent jusqu'à la moelle les ordures, c'est incroyable, on ne peut pas laisser passer cela sans réagir, trop, c'est trop, et ils nous demandent de partir à la retraite plus tard, ils veulent nous faire cerver au boulot ces pourris, c'est scandaleux, il faut faire quelque chose bordel, etc.

Si vous ne croyez pas que les travailleurs pourraient avoir cette réaction, un conseil, arrêtez tout de suite de militer, vous perdez votre temps, faites autre chose. Dites-le à vos dirigeants, ce sont les premiers concernés.

Je vais vous dire un truc, vous me croyez ou non, mon épouse est profondément arriérée, avec ce genre d'arguments j'ai réussi à la soulever, à la mettre en rogne jusqu'à la rage, par téléphone en plus, je ne plaisante pas, j'ai fait le test, j'ai même été obligé de la calmer !

Tout est dans l'art de présenter les choses, sans les travestir bien sûr, de se mettre au niveau de nos interlocuteurs, le plus simplement possible, je le répète, les faits se suffisent à eux-mêmes, inutile de broder vous vous écarteriez du sujet et vos arguments perdraient en intensité.

Alors où ont la tête nos dirigeants ? Ils jouent dans la cour de récréation des petits, des gagne-petit, des ramasse-miettes, ils sont en-deça de tout il faut craindre. Souvenez-vous camarades ce que j'ai écrit à plusieurs reprises, nos alchimistes voient des transmutations de la société tous les quatre matins, et le jour où ils ont de l'or entre les mains, ils le prennent pour du plomb.

Hier soir en regardant sur TV5Monde Asie le reportage de Premières lignes dédié à l'évasion fiscale, vous savez quelle a été ma première réaction ? Epidermique : bordel, quel bonheur de vivre ici, je ne paie pas d'impôt, je n'ai même pas de boîte aux lettres, je me démerde pour survivre et jusqu'à présent je ne m'en plains pas, en revanche je n'ai aucun droit, mais si je payais des impôts en plus cela ne changerait rien dans un tel pays ! Vous vous n'avez pratiquement aucun droit, vous croyez que vous en avez mais vous vous leurrez en vérité, et en plus vous êtes hyper taxés ou imposés.

C'est cette émission qui relatait la situation que vous vivez au quotidien qui m'a inspiré cette causerie, j'étais révolté par l'incurie politique de nos dirigeants qui ne l'exploitent pas, il fallait que je réagisse.

Qui a dit ?

- "Pourtant, je le jure devant Dieu, si j'avais aujourd'hui à choisir entre Saddam Hussein et Al Qaïda, je me battrais aux côtés de Saddam. Il n'y a rien de pire qu'Al Qaïda."

Le ministre a rappelé qu'il avait combattu pendant plus de vingt ans l'ancien président irakien Saddam Hussein, membre de la minorité sunnite du pays.

Vendredi, le ministre irakien des Transports, Hadi al Amiri, qui dirige l'organisation Badr, un mouvement politique chiite issu d'une puissante milice entraînée par l'Iran et dont les membres font aujourd'hui partie des forces de sécurité irakiennes. Reuters 21.06

Il a raison. C'est étonnant, il est moins borné que nos intellectuels ou professeurs révolutionnaires ou de gauche qui sont apparemment incapables de gérer les paradoxes que l'histoire nous impose, à croire qu'ils ne savent pas ce que c'est ou ne les discernent pas.

En Syrie, vous pouvez prôner un gouvernement ouvrier et paysan, il n'existe pas la queue d'un parti qui pourrait incarner ce mot d'ordre ou alors une poignée de militants dont 99% de la population ignorent même l'existence. Question : Alors qui de ces militants ou du régime syrien en place serait aujourd'hui à même de défendre l'unité et l'intégrité, l'indépendance de la Syrie pour résister à la horde de mercenaires étrangers armés par les puissance occidentale qui terrorise, massacre, détruit systématiquement leur pays? Poser la question, c'est y répondre.

Les choses simples s'énoncent simplement.

Mais pour la majorité des intellectuels ce qui est simple est suspect à leurs yeux. Il faut que la situation ou les choses soient compliquées car il ne faut pas que le citoyen ordinaire y comprennent quelque chose, imaginez un peu, ils ne pourraient plus justifier le statut privilégié dont ils bénéficient par rapport au reste des travailleurs, ajoutons, que leur accorde gracieusement le régime, et pour cause ils lui rendent ainsi un fier service.

Et puis un intellectuel, c'est en général un petit-bourgeois qui prend volontiers ses désirs pour la réalité. Il se place au-dessus d'elle. La réalité ne peut lui dicter sa loi, c'est lui qui doit la façonner, elle doit se conformer à ses désirs ou ses interprétations et non l'inverse, alors si par malheur elle ose lui imposer des rapports qui viennent troubler sa petite vie paisible ou son mode de pensée qu'il a érigé en système et lui assure cette tranquillité d'esprit dont il est jaloux et défend bec et ongle, il ne peut que la travestir, la rejeter, la nier, pour finalement s'enfermer dans la vérité qu'il croit avoir conçue lui-même, alors qu'en réalité il ne fait qu'adopter les idées de la classe dominante, il faut dire que c'est plus reposant, cela présente moins de risque, et puis il a au moins la satisfaction d'obtenir l'appui de la majorité ignorante, oui ses principes ou sa bonne conscience ne va pas au-delà, médiocre.

ACTUALITE EN TITRES

[Un révolutionnaire ? Non, c'est un député du Modem qui dit cela.](#)

- Jean Lassalle: "*Les citoyens ont la haine des politiques*" - L'Express.fr

Si vous le dites ! Il a ajouté, sauf les élus locaux, les maires. Cela n'engage que lui.

A tous les échelons des institutions dont font partie les maires, ils appliquent la même politique, gèrent la société pour le compte du capitalisme, ils sont les garants du respect de la Constitution de la Ve République...

La "**faiblesse**" : [c'est la survie du régime.](#)

- Ayrault appelle à «*ne jamais faire preuve de faiblesse*» face à l'extrême droite - Liberation.fr

- Les Français de plus en plus nombreux à voter FN, selon un sondage - AFP

26% des Français pourraient voter pour le Front national à une élection nationale, et 29% pourraient le faire à une élection locale. AFP 21.06

D'un côté vous dites qu'il faut aller voter, de l'autre tous les partis qui ont été un jour au pouvoir ont démontré qu'ils avaient échoué à résoudre vos problèmes, pire, qu'ils étaient tous pourris, alors il faudrait savoir, si les institutions de la Ve République sont respectables autant voter pour un parti qui a potentiellement la capacité de parvenir au pouvoir, il ne reste que le FN, c'est la réflexion potentielle que peut se faire le travailleur lambda, ou alors vous ne participez pas aux institutions, vous refusez de participer aux élections présidentielles, législatives, etc. et européennes...

Ah, enfin !

- L'ex-PDG d'Enron va sortir de prison 10 ans plus tôt que prévu - AFP

Intox

- "*Le défi des dirigeants de la Fnac sera de protéger l'entreprise de ses actionnaires*" - L'Expansion.com

Pas à vous assurément !

- A quoi ressemblerait une économie plus humaine ? - Atlantico.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand l'émir Hollande soutient la normalisation des relations avec les talibans.

Dites-moi qui sont vos amis et je vous dirai qui vous êtes, ou les amis de mes amis sont aussi mes amis.

- François Hollande souhaite faire du Qatar un allié "*normal*" - Reuters

Au beau fixe sous Nicolas Sarkozy, qui a entraîné le Qatar dans l'intervention en Libye, les relations avec la France ont plutôt bien résisté à la victoire du candidat socialiste, pourtant réservé vis-à-vis de l'émirat avant son élection.

(Mais c'était "*avant*", l'époque des bonnes intentions reprises en cœur par les médias et sa cour et on est après maintenant. - ndlr)

"*La continuité républicaine vue de Doha fonctionne parfaitement*", juge un homme d'affaires français qui se rend régulièrement dans l'émirat.

L'entourage de François Hollande abonde dans ce sens.

"*Le Qatar est un pays ami de la France, c'est peut-être un ami de Nicolas Sarkozy mais c'est surtout un ami de la France*", juge un conseiller de François Hollande.

(Mais on n'en a jamais douté, des Frères musulmans ou djihadistes, d'Al-Qaïda, du Front Al Nosra, des talibans... Tous ce que la terre peut compter de pourritures sont vos amis. - ndlr)

"*Il y a eu un certain nombre de polémiques à la fois sur la présence du Qatar en France et sur sa politique étrangère, le but de la visite du président de la République c'est de ramener un peu de sérénité dans tout cela*", dit un de ses conseillers.

(Soutenir un régime féodal barbare que l'impérialisme américain utilise pour orchestrer des contre-révolutions dans l'ex-empire ottoman, semer la terreur en Syrie, déstabiliser le Liban, etc. pour appeler cela "*sérénité*" il faut être animé d'un cynisme dans fond. -ndlr)

(Il va essayer de leur refourguer sa camelote ! -Ndlr)

La mère des batailles pour la France reste néanmoins le contrat pour renouveler la flotte de l'armée de l'air du Qatar, à laquelle l'avionneur Dassault aimerait vendre son Rafale.

(Normisation des relations avec un micro-Etat qui sert de base arrière au Pentagone ou à l'Otan, à la CIA et au Mossad pour déstabiliser tous les régimes de la région qui ne leur sont pas acquis ou qu'ils ont programmé de renverser depuis au moins 2001 - ndlr)

L'Elysée souhaite aussi tordre le cou à l'idée que François Hollande donne une importance disproportionnée à cet Etat de deux millions d'habitants, dont à peine 10% de nationaux.

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une politique régionale plus vaste, dit ainsi son entourage, qui rappelle ses visites récentes

en Arabie Saoudite et aux Emirats arabes unis.

Mais l'activisme diplomatique du Qatar, qui a autorisé les taliban d'Afghanistan à ouvrir une représentation à Doha, en fait un pays de plus en plus présent dans le jeu régional.

Les ministres des Affaires étrangères du groupe des "*Amis de la Syrie*" se réuniront ainsi samedi à Doha pour discuter des moyens d'apporter un soutien concret à l'opposition syrienne.

Sur ce dossier, la France ne critique pas officiellement l'aide qu'accorderait le Qatar à des groupes islamistes radicaux, mais plaide pour une meilleure coordination du soutien international à l'Armée syrienne libre.

(Vous avez là la confirmation du soutien de Hollande aux barbares d'Al-Nosra et autres mercenaires sanguinaires agissant en Syrie, autrement dit la soit-disant lutte pour venir en aide à l'opposition syrienne démocratique a fait long feu. Il ne s'en cache même plus, à quoi bon.- ndlr)

L'Elysée dément aussi toute friction avec le Qatar sur le Mali, où de l'aide humanitaire en provenance de l'émirat se serait retrouvée entre les mains des combattants islamistes.

(Le développement et le financement de groupes djihadistes au Mali par le Qatar a rendu service à la France pour justifier son intervention militaire, il n'y a donc pas de quoi en vouloir au Qatar, CQFD. -ndlr)

Les conseillers de François Hollande admettent néanmoins que le soutien du Qatar aux islamistes dans les révoltes arabes apparaît parfois trop exclusif aux yeux de la France.

(Trop voyante, maladroite il faut traduire, mais finalement Hollande s'en fout, il a eu son intervention militaire, c'est la seule chose qui compte pour eux. -ndlr)

"*Les Frères musulmans peut-être, mais pas seulement les Frères musulmans*", expliquent-ils en prônant une approche plus inclusive de toutes les forces politiques démocratiques qui ont émergé des printemps arabes. Reuters 21.06

(Un énorme mensonge, puisqu'ils se sont servis justement des Frères musulmans pour liquider ou marginaliser "*les forces politiques démocratiques*" qui émergeaient dans en Tunisie, Egypte, Syrie, etc. - ndlr)

[Le rideau de la conférence antisocial est retombé. Le couperet ce sera pour plus tard, chacun y travaille.](#)

Des relations bien policées, propres, pour ainsi dire cordiales, ils se connaissent tous, les rôles sont distribués, le scénario écrit d'avance, la mise en scène est parfaite, ils sont donc faits pour s'entendre à merveille, sur notre dos cela va de soi, bien entendu il y a une intrigue sinon cela manquerait d'intérêts, apparemment elle était un peu fade puisque Mailly a déclaré qu'on s'y "*emmerdait*" sec en vérité, il n'avait qu'à s'en prendre qu'à lui-même, mais se faire violence et rompre avec le gouvernement ce n'est décidément pas son truc, c'est un acteur, un comédien, il est payé pour cela et doit assumer jusqu'au bout cette mascarade, on comprend.

Ce qu'on comprend et qu'on hésite à interpréter par crainte de voir des militants tomber en syncope, c'est le consensus, le mot complot est trop vilain pour l'employer ici bien qu'il serait parfaitement approprié, c'est le consensus, la collusion qui existe entre tous le partis ouvriers et les appareils des syndicats pour refuser de boycotter cette conférence antisociale sachant qu'elle a pour seul objet de brader nos droits sociaux.

Il faut donc en déduire qu'ils sont tous au chevet du capitalisme et que le mouvement ouvrier a été décapité, il n'a plus de direction, plus d'orientation hormis celui de soutenir le capitalisme en crise, en quelque sorte s'il n'est pas encore mort, ils s'emploient minutieusement à l'achever.

Aucun ne s'en vantera évidemment, d'ailleurs cela fait belle lurette (c'est un euphémisme !) qu'aucun ne s'aventure plus à fournir la moindre analyse des rapports existant entre les partis et les syndicats, le patronat ou l'Etat, ce serait trop compromettant pour eux, on comprend.

Il ne reste plus que des militants de différentes tendances dans divers partis ou syndicats, sincères, honnêtes, courageux, qui dépensent leur temps et leur énergie pour tenter de résister à ce rouleau compresseur réactionnaire ou contre-révolutionnaire, d'organiser les travailleurs, défendre nos droits, en réalité contre la volonté et la politique de leurs dirigeants qui quel que soient leurs discours soutiennent le régime en place.

Le tableau n'est guère réjouissant, parce qu'on ne parvient pas à briser ce carcan, on en est les otages. Ces dirigeants ont

confisqué le mouvement ouvrier pour en faire un instrument au service du capitalisme à défaut de rompre avec ses représentants et de combattre pour le socialisme.

On conçoit très bien que les militants aient beaucoup de mal à résister face à cette soumission totale à l'ordre établi de la part de leurs dirigeants, à moins que ne se manifeste par là leur incurie politique, le résultat est le même, il conduit à interdire toute perspective politique aux travailleurs en dehors du capitalisme. Donc, quand vous vous demandez comment on a pu en arriver là, ne cherchez pas du côté des travailleurs ou des autres militants, tournez-vous plutôt vers nos dirigeants, c'est uniquement leur responsabilité.

Quand on pose une question, en général il existe une réponse, et là en la matière, qui d'autres qu'eux pourraient être responsables de l'impasse politique dans laquelle nous nous trouvons ? Faites donc l'inventaire de la lutte de classe depuis 70 ans, vous devriez parvenir au même constat que moi. Et puis, pour être encore plus précis, ce qu'on leur reproche, ce n'est pas trop la situation actuelle, admettons ou supposons un instant (seulement!) qu'elle ait été inévitable, mais les positions et les rapports politiques qu'ils adoptent qui sont totalement insupportables, c'est le témoignage de leur totale capitulation et j'en suis aussi désolé que vous.

Place à la comédie, pas vraiment humaine.

- Conférence sociale: mécontentement syndical et inquiétudes patronales - AFP

Et qui tire les ficelles ?

"*Le dialogue social n'est pas un jeu d'ombre. Il est au coeur de notre méthode de gouvernement*", a affirmé le Premier ministre Jean-Marc Ayrault

Sur les retraites, sujet qui a suscité de vives polémiques pendant la conférence, il s'est borné à annoncer qu'il lancerait lui-même la concertation le 4 juillet qu'il espère "*dense, riche et sincère*".

Les grandes centrales syndicales sont sorties de ce grand raout en affichant leur mécontentement.

On n'attend rien d'un ennemi qu'on combat, à part sa capitulation, sa défaite.

Particulièrement remonté, le secrétaire général de la CGT Thierry Lepaon a dit "*ne pas regretter*" d'avoir appelé à une mobilisation en septembre sur les retraites, et s'est dit déçu par le "*manque d'annonces concrètes*" du gouvernement "*en matière de salaires, du pouvoir d'achat et de droits à la retraite*". Le plan sur les emplois vacants est à ses yeux une "*opération de communication*".

L'essentiel : c'est de participer.

Un "*rendez-vous manqué*"

Le chef de file de FO Jean-Claude Mailly, qui tout au long de la rencontre a insisté sur l'inutilité de cette "*grand-messe*", a lancé comme une boutade : "*Je retourne dans le monde réel*".

Mailly. Conférence sociale : "*Tout le monde s'emmerde !*" devant la caméra de LCP

"*Enfin je parle pas des gars FO*", se reprend-t-il immédiatement. (Pardi, ils sont payés pour cela et ils en redemandent, c'est tout ce qu'ils savent foutre ! - ndr) "*Mais tout le monde trouve ça long, peut-être que vous aussi d'ailleurs*", s'enquiert-il auprès de l'assistance, interrogé par des journalistes devant le Palais d'Iena. Le Nouvel Observateur 21.06

Ce sont de grands frustrés.

La présidente de la CFE-CGC Carole Couvert a aussi évoqué un "*rendez-vous manqué*". "*C'est une grosse déception. (...) ce n'est pas d'un coup de baguette magique qu'on va inverser la courbe du chômage*", a-t-elle lancé.

Pour s'élever au-dessus de la médiocrité, le scénario était mal choisi. Et les acteurs.

Même son de cloche chez Bernadette Groison (FSU): "*Les réponses qui ont été faites aujourd'hui ne sont pas à la hauteur*".

Il y en a même qui en font une jaunisse, les abonnés

De son côté, le chef de file de la CFDT, Laurent Berger, a fustigé le manque "*d'élan et d'effectivité*" du plan gouvernemental sur l'emploi, même s'il y a vu "*des choses intéressantes*". Il avait plus tôt réclamé des "*propositions précises*" et des "*objectifs chiffrés*".

Sur les retraites, il a regretté de ne pas "*y voir clair*", mais dans une critique voilée sur la méthode des syndicats contestataires, il a dit: "*Vu la gravité de la situation de notre pays, aucun acteur ne peut rester dans le commentaire*".

Et ceux qui l'assument.

Seules la CFTC et l'Unsa avaient une appréciation positive et sans bémol de la rencontre.

Le bonheur, c'est par là.

De son côté, le patronat a salué la méthode de dialogue, "*c'est une très bonne méthode*" a lancé Laurence Parisot, puis évoquant une conférence "*très utile*". Elle a toutefois été très critique sur le dossier des retraites appelant une nouvelle fois à un report de l'âge légal de départ et un allongement de la durée de cotisation. Elle a aussi reproché au gouvernement de ne pas oser un rapprochement public-privé.

L'essentiel, c'est que la méthode fonctionne, que le gouvernement soit légitimé.

Après la rencontre avec M. Ayrault, la ministre des Affaires sociales Marisol Touraine prendra la main pour consulter les partenaires sociaux dans l'espoir de faire "*émerger des lignes de rassemblement*". Mais au final le gouvernement décidera seul et présentera un projet de loi en septembre. AFP 21.06

[La NSA ou le GCHQ vous communique.](#)

"*Nous prenons la vie privée des gens au sérieux, et nous faisons tout notre possible pour protéger (leurs) informations*", ajoute Facebook, tout en ajoutant que "*même avec une équipe forte, aucune entreprise ne peut prévenir les pannes à 100 %*".

Une panne de logiciel au sein du réseau social Facebook a provoqué le partage involontaire des numéros de téléphone et des adresses courriels de 6 millions d'utilisateurs, a reconnu la société vendredi. Aucune information financière ou d'autre nature n'a été échangée entre les comptes, et il n'y a "*pas de preuve que cette panne ait été utilisée malignement*", a précisé l'entreprise dans une note de sécurité, ajoutant être "*irrité et embarrassé*" par ce problème. lemonde.fr 21.06

Un conseil, évitez Facebook et Cie, cela a juste été créé pour vous fichier et vous faire perdre votre temps, satisfaire votre égocentrisme dans une société où le respect et le partage des valeurs humanistes deviennent rares, et surtout ne jamais utiliser sa carte bancaire sur Internet, évitez aussi de s'en servir pour régler des achats.

Directement du consommateur au donneur d'ordres.

Un ancien responsable de la sécurité informatique de Facebook, Max Kelly, en charge notamment de la protection des données personnelles, a été embauché en 2010 par la NSA, l'agence de renseignement américaine responsable du désormais fameux programme d'espionnage PRISM. L'information vient du New York Times, qui a publié un article sur les liens entre la NSA et la Silicon Valley.

Le quotidien explique que la NSA est l'un des plus gros clients des entreprises spécialisées dans le datamining et le Big Data, que les agences gouvernementales n'hésitent pas à investir dans des start-up pour s'assurer la mainmise sur les dernières technologies (notamment via un fonds d'investissement dirigé par un ancien directeur de la NSA), ou encore à venir recruter dans les conférences comme Defcon, le plus gros rassemblement de hackers au monde.

L'article explique que la coopération entre la NSA et les sociétés technologiques de la Valley est en fait très étroite, y compris en termes humains. Une manière, pour les entreprises, de se plier aux exigences des pouvoirs publics tout en gardant un certain contrôle sur les process mis en place.

Il révèle par ailleurs l'existence d'un projet secret lancé chez Skype il y a environ cinq ans, baptisé Project Chess, destiné à étudier les problématiques juridiques et techniques de l'écoute des conversations téléphoniques sur Skype. L'Expansion.com 21.06

Vous avouerez que parfois le hasard de l'actualité fait bien les choses.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

1.1- En Turquie, c'est en silence qu'on proteste à présent. Après deux semaines d'occupation bruyante la place Taksim reste un lieu d'expression du malaise qui ronge la société turque. Le reportage de la RTP

Les syndicats ont aussi rallié la protestation avec des manifestations et des appels à la grève. Car aux demandes de plus de liberté individuelle des *"Indignés"* turcs, il faut ajouter le malaise sur les atteintes aux droits des travailleurs. La Rai uno.

Le Premier ministre Erdogan a répondu aux protestations en qualifiant les manifestants de terroristes. Face à des milliers de partisans réunis à Istanbul le dimanche, il a rappelé à tous ceux qui veulent l'entendre qu'il compte avec le soutien de la majorité. France2. euronews.com 21.06

1.2 18 membres d'une petite formation d'opposition, le Parti socialiste des opprimés turcs, ont officiellement été inculpés pour leur participation au mouvement anti-gouvernemental, qui fait rage depuis trois semaines à Istanbul et Ankara. Ils sont poursuivis pour *"appartenance à une organisation terroriste"*, et *"destruction de biens publiques"*, et risquent plusieurs années de prison.

La police turque avait procédé en milieu de semaine à plusieurs dizaines d'interpellations, notamment dans les milieux d'extrême-gauche, très actifs dans ce mouvement de contestation. La capitale Ankara a de nouveau été le théâtre tôt ce matin d'affrontements entre manifestants et policiers anti-émeute. euronews.com 21.06

2- Grèce

La Gauche démocratique (Dimar) a décidé de retirer ses ministres du gouvernement grec. Un signe de protestation après l'échec des négociations sur la réouverture de l'audiovisuel public (ERT). Il y a dix jours, le Premier ministre, Antonis Samaras, avait ordonné la fermeture de l'ERT, invoquant des raisons budgétaires, une mesure jugée brutale par certains élus. *"Pour nous c'est un problème de légalité démocratique"*, a expliqué Fotis Kouvelis, le dirigeant du plus parti de la coalition avec 14 élus au Parlement.

Une majorité que Dimar continue de soutenir malgré son retrait. En conséquences, il ne devrait pas y avoir d'élections anticipées. Mais la situation demeure plus confuse qu'auparavant pour les citoyens. euronews.com 21.06

3- Etats-Unis

3.1- Le président américain Barack Obama a nommé vendredi un nouveau directeur au FBI, Jim Comey, et vanté les mérites de son prédécesseur Robert Mueller, qui était arrivé à la tête de la police fédérale juste avant les attentats du 11 septembre 2001.

Jim Comey, un ancien responsable de l'administration Bush, procureur et spécialiste de la sécurité nationale pendant plus de 20 ans, s'était opposé en 2004 à la Maison Blanche sur un programme d'écoutes de l'Agence nationale de sécurité (NSA), aujourd'hui au coeur de révélations sur le vaste système américain de surveillance des communications.

M. Comey *"était prêt à abandonner un travail qu'il aimait plutôt que de participer à quelque chose qu'il estimait fondamentalement mauvais"*, a déclaré dans la Roseraie de la Maison Blanche M. Obama, en rappelant que le nouveau directeur du FBI avait menacé à l'époque de démissionner.

Jim Comey, alors ministre de la Justice par intérim, en remplacement de John Ashcroft hospitalisé, avait refusé de donner l'aval de son ministère au programme d'écoutes conduit par la NSA.

"Connaître Jim Comey c'est aussi connaître sa féroce indépendance et sa profonde intégrité (...) C'est rare de croiser des personnes comme lui à Washington parfois. Il s'en fiche de la politique", a ajouté le président américain.

Obama a aussi fait l'éloge de M. Mueller, à qui il avait demandé de prolonger de deux années son mandat de 10 ans. *"Vous vous souviendrez de lui comme l'un des directeurs les plus fins de l'histoire du FBI et l'un des serveurs de la nation les plus admirés"*, a affirmé M. Obama.

"Je connais peu de gens qui dans leur vie publique ont montré autant d'intégrité et autant de constance sous la pression que Bob Mueller", a-t-il ajouté.

Le mandat de M. Mueller, arrivé à la tête du FBI une semaine avant les attentats du 11 septembre 2001 contre les Etats-Unis, a été dominé par les questions de terrorisme. AFP 21.06

En tant qu'organisateur avec le Pentagone et la CIA de tous les coups pourris orchestrés par les néoconservateurs et les néolibéraux aux Etats-Unis et dans une multitude de pays dans le monde où l'impérialisme américain est intervenu directement ou en sous-main depuis 200, il faut reconnaître que le FBI a fait preuve d'une "intégrité" et d'une "constance" parfaites.

Quand on dit qu'ils sont capables de faire preuve d'un cynisme illimité, on ne nous croit pas, on fabulerait ou noircirait le tableau, on en a la preuve ici, et c'est pour cela que cela marche, parce que la plupart des gens ne peuvent imaginer une telle monstruosité. Ils sont bons ou généreux naturellement, et quand ils deviennent le contraire, c'est uniquement parce qu'on les y a forcés inconsciemment, en abusant de leur ignorance.

Au passage vous voyez sur quoi repose notre confiance dans les masses, sur leurs aspects positifs... Alors soyez positifs vous aussi, croyez dans les masses et devenez socialistes, vous ne le regretterez jamais.

3.2- Une course contre la montre s'est engagée, vendredi. Washington a officiellement inculpé l'analyste Edward Snowden pour «espionnage» et «*vol et utilisation illégale de biens gouvernementaux*». L'administration Obama a surtout demandé à Hong Kong d'interpeller ce responsable des fuites sur les programmes américains de surveillance d'Internet et des télécommunications, alors qu'un homme d'affaires affilié à WikiLeaks s'active pour organiser un vol via jet privé vers l'Islande, où Snowden espère demander asile.

Réfugié à Hong Kong depuis le 20 mai, le néo-trentenaire est visé par un mandat d'arrêt provisoire, précise le Washington Post qui cite des responsables américains s'exprimant sous couvert d'anonymat. Un traité d'extradition est en vigueur entre Hong Kong et les Etats-Unis, mais Pékin a le droit d'opposer son veto.

Selon les médias américains, il est possible, et sans doute probable, qu'Interpol ait émis une «red notice» gardée secrète, visant à intercepter l'ancien employé de Booz Allen Hamilton avant qu'il ne quitte Hong Kong.

Sauf que dans le même temps, Olafur Sigurvinsson, un dirigeant de DataCell, une entreprise islandaise qui gère la collecte des fonds de WikiLeaks, affirme qu'un jet privé est prêt à partir et pourrait «*décoller demain (samedi, ndr)*». «*Toute la logistique est en place. Nous attendons juste une réponse du gouvernement*» islandais, a-t-il confié à la chaîne locale Channel 2.

Réputée pour sa défense des libertés, l'Islande avait rappelé la semaine dernière que toute personne souhaitant obtenir l'asile politique devait d'abord venir sur son territoire. Encore faut-il que Snowden y réussisse. Même privé, un avion doit annoncer sa feuille de route et la liste des passagers à bord. Dans les grands aéroports, les procédures d'immigration doivent se faire avant le décollage. Dans les plus petits, en revanche, il n'y a pas toujours le personnel adéquat. Mais les Etats-Unis pourraient toujours tenter d'envoyer un agent en urgence pour contrôler l'appareil avant qu'il ne quitte le tarmac. 20minutes.fr 21.06

4- Palestine

Selon des sources diplomatiques, le Hamas est désormais à deux pas d'être "neutralisé". la résistance palestinienne multiplie ces derniers temps ses rencontres avec les diplomates US/européens dans des capitales européennes, pour entrer définitivement dans le camp des "modérés" et d'assister à titre de "partie acceptable" aux pourparlers prochains entre l'Autorité autonome et Israël. les Américains évoquent au cours de ces rencontres "des projets économiques qui touchent directement Gaza". Tony Blair, membre du quartette, parle de son côté de l'exploitation du gaz dans la bande de Gaza, manière d'acheter le silence et la complicité du Hamas, ainsi que le disent les analystes. le Hamas se rapproche ainsi à la "modération" telle que le souhaitent les européens et les américains.

Khaled Mechaal et Ossameh Hamdan, responsables de la politique étrangère du Hamas participent de façon régulière à ces rencontres. Abou Marzouq s'est ainsi rendu en secret en Egypte pour s'entretenir avec les ambassadeurs occidentaux dont le représentant américain. french.irib.ir 21.06

Désolé, le Hamas était connu pour être une opposition radicale d'opérette manipulée par Israël.

5- Syrie

Les habitants des dizaines de villages de la province d'Idleb se sont mobilisés contre les terroristes d'Al Nosra qui tentent de s'infiltrer dans leurs villages.

Les syriens se rassemblent désormais dans le cadre des comités dit populaires. A Aboudali petit village de la banlieue d'Idleb, un attentat à la voiture piégée s'est produit faisant des dizaines de morts et de blessés parmi les habitants. Aussitôt après cet attentat, les habitants sont entrés en guerre contre les terroristes, les villageois sont déterminés à empêcher les terroristes

d'entrer dans leurs villages. Les comités mobilisent ainsi des tribues d'Idleb , l'une des principales composantes de la société syrienne. " *Nous avons décidé de faire face aux terroristes, aux pilleurs, aux voleurs , dit l'un des chefs tribaux* " nous nous sacrifierons pour la Syrie, nous nettoieront la moindre parcelle de sa terre de la présence des terroristes. french.trib.ir 21.06

SOCIAL

Brésil

L'attaque du ministère des affaires étrangères par des manifestants jeudi soir à Brasilia a eu l'effet d'un électrochoc sur les autorités brésiliennes. Après une semaine d'inertie, la présidente, Dilma Rousseff, a convoqué ses principaux ministres à une réunion de crise ce vendredi dans la capitale. Objectif : cerner les attentes des manifestants et voir comment y répondre.

Jeudi, plus d'un million de personnes ont protesté contre des services publics défectueux, la corruption de la classe politique, la vie chère et les dépenses astronomiques consacrées à l'organisation du Mondial 2014 de football.

Le mouvement de protestation a été convoqué sur les réseaux sociaux par des jeunes issus de la classe moyenne émergente et qui rejettent toute affiliation politique. euronews.com 21.06

ECONOMIE

1- Espagne

Le gouvernement conservateur espagnol a annoncé vendredi qu'il économisera 6,5 milliards d'euros d'ici 2015 en "*rationalisant*" son administration publique, affirmant qu'au total, les réformes globales visant ce secteur, pour certaines déjà adoptées, représenteront près de 38 milliards d'économie jusqu'à cette date.

"*L'objectif est d'avoir une administration beaucoup plus efficace*", a indiqué la porte-parole du gouvernement, Soraya Saenz de Santamaria, après le Conseil des ministres.

Ces réformes représentent "*un travail gigantesque, inédit dans l'histoire de l'Espagne,*" a affirmé Soraya Saenz de Santamaria.

Les nouveaux objectifs annoncés vendredi répondent aux recommandations d'une Commission de réforme de l'administration publique (Cora), créée en octobre.

Le rapport de cette commission, présenté mercredi par Mariano Rajoy, contenait 217 mesures "*de grande ampleur*" destinées à "*réduire la dépense et améliorer l'efficacité de l'administration publique, simplifier les procédures, supprimer les organes non nécessaires et faciliter les procédures*".

Mariano Rajoy avait cité comme exemple de redondance possible entre le gouvernement central et certaines des 17 régions autonomes, "*les agences de météorologie, les organes de défense de la concurrence ou des agences de l'énergie*". AFP 21.06 Haro sur les services publics !

2- Grande-Bretagne

Des intermédiaires financiers britanniques réclament un réexamen d'urgence des normes comptables IFRS, dont la fiabilité les laisse sceptiques.

Leur appel tombe au lendemain de la révision à la hausse par l'Autorité de régulation prudentielle (PRA) britannique des besoins de fonds propres des banques.

"*Il y a à l'évidence un problème de taille avec les méthodes comptables. Comment les commissaires aux comptes ont-ils pu donner leur blanc-seing à ces établissements ?*", s'est interrogé Tim Bush, directeur de l'analyse financière et de la gouvernance du consortium d'investisseurs PIRC.

Les dernières estimations de la PRA, deux renflouements financés par le contribuable, des cessions d'actifs et des placements de titres sans nombre justifient une refonte rapide des règles comptables de manière à ce que les investisseurs aient une idée

plus juste de la situation financière des banques, a-t-il ajouté.

Dans un document remis à la commission parlementaire sur les normes bancaires (PCBS) et à la Commission européenne, les investisseurs disent que les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) ne donnent pas un aperçu "*réel et juste*" de la performance d'une entreprise, sapent la confiance des investisseurs et remettent en cause la stabilité économique.

Les sociétés britanniques sont astreintes à tenir une comptabilité aux normes IFRS depuis 2005. Leurs détracteurs affirment que la manière dont ces normes privilégient la neutralité au détriment de la prudence donne trop de facilité aux entreprises et aux banques pour minimiser leurs créances douteuses ou irrécouvrables.

Une disposition à venir devrait obliger les banques à constituer des provisions pour pertes par anticipation et non plus, comme c'est le cas à l'heure actuelle, lorsqu'une perte est constatée.

La PCBS estime que cette nouvelle règle apporterait un changement bienvenu mais elle prévient qu'une mise en oeuvre trop tardive ne peut que contribuer à saper un peu plus la confiance des investisseurs envers les banques.

La PCBS, dans un rapport sur les normes employés dans l'ensemble du secteur bancaire, juge que les "*carences*" du système IFRS le rendent inapte à un usage réglementaire, et réclame un ensemble de règles distinctes fondées sur le principe de prudence. Reuters 21.06

En réalité le fonctionnement des banques est opaque puisqu'elles ont toutes des comptes dans des paradis fiscaux, tous leur comptes sont trafiqués, ils le savent tous sans en connaître le degré exact évidemment, et ce qui est dit ici prouve que cela va continuer, un "*usage réglementaire*" des nouvelles normes qu'ils ont établis s'avèrera impossible puisque les banques ont déjà mis au point des mécanismes pour les contourner et ainsi de suite.

Non, exproprier les banquiers, la finance dans sa totalité est la seule alternative politique possible.

3- Russie

La Russie a signé vendredi un méga-contrat de 270 milliards de dollars sur 25 ans qui double les exportations de pétrole à la Chine, confirmant ses ambitions de conquête des marchés asiatiques.

Le document fait partie d'une série de gros accords conclus lors du forum économique international de Saint-Petersbourg dans le domaine des hydrocarbures, qui assure plus de la moitié des revenus du budget fédéral.

Ils auront également pour conséquence très symbolique de casser le monopole de Gazprom pour les exportations de gaz.

Ils donnent par ailleurs accès aux groupes chinois à l'exploitation des gisements aussi bien du pétrole comme du gaz, notamment dans l'Arctique russe.

"*Il s'agit, dans les faits, d'une nouvelle ère de coopération*", a souligné le président russe Vladimir Poutine.

"*Nous passons de relations basées uniquement sur les livraisons de matières premières à une coopération complète dans la production et la technologie*", a-t-il ajouté.

La Russie a mis en service fin décembre le deuxième tronçon de l'oléoduc Sibérie-Pacifique, capable de transporter 30 millions de tonnes par an, et à terme 50 millions, vers la mer du Japon.

Les contrats signés vendredi renforcent également les relations gazières.

CNPC va acquérir 20% du projet d'usine de liquéfaction du gaz mené par le groupe privé Novatek, allié à Total, sur la péninsule de Jamal, dans l'Arctique russe.

En échange, la compagnie publique chinoise s'engage à aider son partenaire à trouver des financements pour travailler dans cette zone inhospitalière, où elle doit aussi coopérer avec Rosneft.

Elle s'engage aussi sur le long terme à acheter trois millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) par an dans cette usine, d'une capacité totale de 16,5 millions de tonnes par an.

Rosneft a également signé des contrats prévoyant à partir de 2019 des exportations de GNL aux japonais Marubeni (1,25 million

de tonnes par an) et Sodeco (1 million).

Ces achats vont contraindre la Russie à ouvrir les exportations de gaz à d'autres producteurs que Gazprom, qui a tout fait ces derniers mois pour l'empêcher et négocie depuis des années un contrat avec Pékin.

Mais Vladimir Poutine a relevé vendredi que cette libéralisation permettrait "*d'utiliser en totalité le potentiel d'extraction du gaz*" dans l'Arctique.

La Russie craint de se faire doubler dans la zone Asie-Pacifique par les Etats-Unis, qui comptent exporter du gaz bon marché grâce à la révolution du gaz de schiste. AFP 21.06

[Haut de page ↗](#)

Le 23 juin 2013

CAUSERIE

J'ai mis en ligne une dizaine de nouveaux articles, quelques-uns suivront ce soir ou demain, je n'ai plus le temps, en fait j'en ajoute tous les jours, à vous de regarder les dates d'actualisation qui figurent en rouge en face des titres des différentes rubriques.

La page d'accueil du site s'est enrichie et elle est très longue, utilisez au maximum les liens et utilisez une souris dotée d'une roue crantée pour naviguer plus facilement. Cette page est comme elle est, j'ai bien observé ce qui se fait ailleurs, côté pratique je n'ai rien trouvé de mieux ; les titres de toutes les rubriques tiennent sur un seul écran (19") ou deux si votre écran est plus petit, j'ai aéré volontairement les titres car sinon ce serait illisible.

Lisez l'article dans cette page (presse) : «*La crise syrienne n'est pas une guerre civile entre Syriens mais une guerre entre grandes puissances au travers des Syriens.*» (23.06) du colonel Alain Corvez, qui est intervenu lors d'un colloque sur la Syrie le 19 juin dernier à l'Assemblée Nationale. Faites-le lire aux militants du Front de gauche et du NPA, cela les fera peut-être réfléchir.

Autre chose.

A Istanbul, Rome, Lisbonne, Madrid, Athènes, Rio de Janeiro, etc. les masses se mobilisent, mais pas en France, les partis ouvriers et les appareils des syndicats auraient-ils cadencé le mouvement ouvrier depuis l'élection d'Hollande ? C'est ce que nous annonçons avant le 6 mai 2012 en référence au 10 mai 1981, par expérience quoi. Jusqu'à quand y parviendront-ils ?

Vous me direz : et après ? Rien. Vous avez raison de vous préoccuper de l'après, on ne pense qu'à cela.

Autre chose.

Tous les soirs je me connecte sur la radio francophone iranienne pour connaître les derniers développements de la situation en Syrie, au plus près du champ de bataille en somme.

Je ne mets pas en ligne la totalité des articles que je lis, vous auriez l'impression de vous retrouver dans un pays dévasté par la guerre, il faut être blindé pour supporter cela tous les jours, c'est la vie du peuple syrien, de nos frères et soeurs innocents camarades, et ce carnage, cet enfer porte un nom : Obama, Cameron, Hollande...

Ne serait-ce que leur existence, les voir à l'écran, les entendre, lire leurs déclarations, déclenche chez moi une violence spontanée car j'ai sans cesse à l'esprit l'énormité de leurs mensonges et leurs crimes, les multiples souffrances qu'ils infligent à tant de peuple à commencer par les leurs, qu'il m'est impossible de partager les analyses et encore moins les conclusions de nos dirigeants, j'ai l'impression qu'à travers le regard qu'ils portent sur le monde c'est comme s'ils étaient confortablement installés dans des fauteuils au cinéma en train de regarder et commenter une fiction, une histoire qui ne les concerne qu'indirectement, de loin, car ils ont le don de s'adapter, de s'accommoder du monde qui les entoure ou dans lequel il baigne, et encore par procuration le plus souvent, ils sont coupés de la réalité, étrangers à ce que vivent les masses pour supporter la présence de Hollande et son gouvernement, des appareils syndicaux.

D'où vient mon inspiration, ma méthode ?

Souvent je mets sur la table des sujets qui ulcèrent littéralement certains militants, il y en a d'autres qui s'étonnent et se demandent d'où je peux sortir toutes ces idées, tous ces rapports, pourquoi d'autres ne le font pas, à quoi bon les étudier, était-ce vraiment utile ? Parfois je fais l'idiot ou j'aborde une question avec un trait d'humour ou je me pose en provocateur, je me

fais ironique ou même vulgaire, c'est uniquement parce que c'est le meilleur moyen, peut-être le seul d'aborder l'air de rien des questions importantes pour notre combat.

Si nous en sommes rendus là aujourd'hui, c'est qu'il existe bien une explication, non ? Les réponses à cette question qu'on nous a fournies ne me conviennent pas ou plutôt la plupart du temps l'absence de réponse, il est légitime d'être plus exigeant et d'avoir l'audace de tenter de donner d'autres réponses, ensuite les militants retiennent celles qui leur conviennent, librement, on ne forcera jamais quelqu'un à partager nos convictions en recourant à des procédés malhonnêtes ou en occultant une partie de la réalité.

- "Dans les révolutions bourgeoises, la conscience, la préparation, la méthode ont joué un rôle beaucoup moins grand que celui qu'elles sont appelées à jouer et jouent déjà dans les révolutions du prolétariat. La force motrice de la révolution bourgeoise était également la masse, mais beaucoup moins consciente et moins organisée que maintenant. La direction était aux mains des différentes fractions de la bourgeoisie, qui disposait de la richesse, de l'instruction et de l'organisation (municipalités, universités, presse, etc.). La monarchie bureaucratique se défendait empiriquement, agissait au petit bonheur. La bourgeoisie choisissait le moment favorable où elle pouvait, en exploitant le mouvement des masses populaires, jeter tout son poids social sur le plateau de la balance et s'emparer du pouvoir.

Mais, dans la révolution prolétarienne, le prolétariat est non seulement la principale force combattive, mais aussi, dans la personne de son avant-garde, la force dirigeante. Seul, le parti du prolétariat peut, dans la révolution prolétarienne jouer le rôle que jouaient, dans la révolution bourgeoise, la puissance de la bourgeoisie, son instruction, ses municipalités et universités. Son rôle est d'autant plus grand que la conscience de classe de son ennemi s'est formidablement accrue. Au cours des siècles de sa domination, la bourgeoisie a élaboré une école politique incomparablement supérieure à celle de l'ancienne monarchie bureaucratique.

Si le parlementarisme a été pour le prolétariat jusqu'à un certain point une école de préparation à la révolution, il a été encore davantage pour la bourgeoisie une école de stratégie contre-révolutionnaire. Il suffit, pour le montrer, d'indiquer que c'est par le parlementarisme que la bourgeoisie a éduqué la social-démocratie, qui est maintenant le plus puissant rempart de la propriété individuelle.

L'époque de la révolution sociale en Europe, comme l'ont montré les premières expériences, sera une époque de batailles non seulement implacables, mais raisonnées, beaucoup plus raisonnées que chez nous en 1917." (Il faut étudier Octobre. - L. Trotsky)

1- Le parlementarisme ne peut plus remplir ce rôle d'"école de préparation à la révolution", parce qu'il n'existe aucun parti au sein du parlement qui incarne la révolution socialiste. En existerait-il un que sa voix serait étouffée, il serait marginalisé, il serait censuré par les médias, et il n'aurait aucune chance jamais d'obtenir un jour la majorité, ce qui nous fait dire que le parlementarisme est mort de nos jours, d'où notre refus de participer aux institutions.

2- La social-démocratie de "rempart de la propriété individuelle" est devenue un de ses piliers au sein des institutions, la quantité s'est transformée en qualité ou a franchi un nouveau stade, irréversible évidemment.

3- Raisonner, c'est quelque chose que nos dirigeants se réservent à leur usage ou profit personnel ou qu'ils sont incapables de faire.

Raisonner, cela signifie qu'il faut reprendre la méthode de Marx et l'enseigner aux masses, en réalité ce n'est pas plus difficile qu'un théorème de Pythagore ou la règle de l'accord du participe passé avec l'auxiliaire avoir ou encore de changer une roue, c'est encore plus facile que se servir de la télécommande d'une télévision ou d'utiliser un ordinateur.

Partant de là, ne pas le faire, c'est délibérément manifester la plus mauvaise volonté qui soit.

Si nous avons un parti et un journal, une page par semaine serait consacrée à l'enseignement de la dialectique, du matérialisme dialectique, et historique ensuite. Les exercices pratiques seraient tirés de l'actualité, de la vie de tous les jours dans la société. Notre journal n'aurait absolument rien à voir avec ce qui se fait aujourd'hui. Si le journal doit répéter ce qu'on trouve ailleurs, il ne sert absolument à rien. Il doit y figurer ce qui n'existe nulle part ailleurs. Une autre page serait consacrée à démonter la propagande des médias au lieu de reproduire leurs articles. Une page serait consacrée à montrer comment fonctionnent les rapports entre les classes, les partis, les syndicats, les institutions à partir des derniers développements de la situation. Ah ce serait un véritable journal de combat politique sur tous les fronts contre notre ennemi, on ne laisserait rien passer !

Populaire, facile à lire, chacun aurait l'agréable surprise en le refermant d'avoir appris quelque chose, d'avoir réfléchi à certaines questions sous un angle qu'il ne se représentait pas, d'avoir progressé, ce qui est encourageant et vous met de bonne humeur, vous remonte le moral au passage. Ne cherchez pas, ce journal n'existe pas. En quelque sorte on reprendrait la méthode que j'utilise dans les causeries en l'améliorant encore, la première partie seulement, là où figurent des analyses, parfois quelques mots ou une ligne suffisent pour interpeller le lecteur ou éveiller sa curiosité, caractériser un fait.

Notre objectif ne serait pas d'informer, mais d'aider les masses à progresser en se servant de l'actualité sociale et politique afin de déserrer l'étau de l'idéologie dominante qui tend à les étouffer, car elle est omniprésente. Nous nous livrerions à un véritable travail de sape permanent et en profondeur de la propagande de la classe dominante qui possède de nombreux relais ou porte-parole dans la société. Pas sous un angle propagandiste, on ne serait pas crédible ou les lecteurs se méfieraient, ils penseraient que nous voudrions les manipuler à notre tour, non, plutôt sous l'angle : voyez cela tombe sous le sens, ce sont les faits, c'est tellement logique, si simple à comprendre que la suspicion du lecteur tomberait ou serait vaincue, il serait conquis par notre méthode avant de l'adopter petit à petit à son tour, et pour certains de rejoindre un parti qui fait preuve d'un tel talent, car c'est tout un art, j'en suis convaincu.

Que valent un journal et un parti qui n'ont pas rendu compte de la dernière réunion du groupe Bilderberg ? Ils n'ont produit ni fait ni analyse, car pour eux quand les plus puissants de la terre se réunissent à huis clos avec un parterre d'invités triés sur le volet pendant trois jours, c'est pour parler de la pluie et du beau temps, cela ne présente aucun intérêt. Ils pratiquent la désinformation silencieuse, pernicieuse s'il en est, puisque peu le remarqueront en dehors des curieux qui s'informent ailleurs et ils ont bien raison. Etes-vous sûr qu'ils oeuvrent vraiment pour notre cause, le socialisme et non pour les miettes que leurs maîtres sont prêts à nous accorder tout en nous maintenant sous leur joug ?

- *"Le rapport entre la fonction intellectuelle et la fonction prolétarienne (ouvrière) dans le mouvement ouvrier social-démocrate pourrait être exprimé peut-être, d'une façon assez précise, par une formule générale : les intellectuels résolvent bien les problèmes « en principe », dessinent bien un schéma, raisonnent bien sur la nécessité de faire... alors que les ouvriers le font, transforment la théorie grise en une réalité vivante.*

Je ne verserai pas le moins du monde dans la démagogie, je ne minimiserai pas le moins du monde le rôle de l'élément conscient dans le mouvement ouvrier, je ne réduirai en rien la portée gigantesque de la théorie marxiste, des principes marxistes, si je dis à présent : au congrès aussi bien qu'à la conférence, nous avons élaboré la « théorie grise » de l'unification du parti ; camarades ouvriers ! aidez-nous à transformer cette théorie grise en une réalité vivante ! Allez en masse dans les organisations du parti. " (Lénine La réorganisation du parti Novaïa Jizn, n° 9, 13 et 14, parus les 10, 15 et 16 novembre 1905.)

Note - « *Grise est la théorie, mon ami, mais vert l'arbre éternel de la vie.* » (Lénine. Lettres sur la tactique - Écrit entre le 8 et le 13 (21 et 26) avril 1917) Il cite les paroles de Méphistophélès du Faust de Goethe.

Lénine avait raison de préciser « *en principe* », j'ajouterai pour ma part la précision suivante, à condition de mettre cette théorie à la portée de la classe ouvrière, et c'est là que les choses se gâtent, pire encore, car cette théorie doit s'appuyer dans la pratique sur les éléments les plus avancés de la classe ouvrière pour se traduire sur le plan organisationnel, de la construction du parti, mais aussi ou surtout ne pas s'écarter ou abandonner l'objectif de notre combat qu'incarnent les revendications sociales des couches les plus défavorisées qui ne seront jamais satisfaites sous un régime capitaliste.

Il est là le secret du parti ouvrier indépendant qui lui permet de maintenir ou de ne pas lâcher le fil de la continuité du marxisme, et non chez les couches moyennes ou supérieures, les intellectuels qui ont de quoi supporter l'existence du capitalisme et qui s'en accommodent très bien, qui ne voient pas pourquoi il faudrait changer de régime puisqu'ils se trouvent bien ainsi, pour eux le capitalisme, c'est déjà le socialisme ! Si on prend appui sur ces couches, il est évident qu'à un moment donné votre parti n'aura plus rien d'ouvrier, d'indépendant, et de socialiste, ce sera devenu un parti réformiste petit-bourgeois démocratique comme les autres. C'est bien ce que sont devenus tous les partis, n'est-ce pas ?

L'Inde au quotidien, c'est quoi ?

- Nouvel effondrement meurtrier en Inde
- Un pont s'effondre à Calcutta
- Inde: incendie meurtrier à Calcutta
- Un bus s'écrase dans un ravin en Inde
- Inde: l'effondrement d'un immeuble fait au moins 72 morts
- Un immeuble construit illégalement s'effondre à Bombay

Il s'agissaient de trois immeubles différents il faut préciser.

Une petite histoire.

Mon propriétaire, un militaire Français d'origine indienne à la retraite, il a 47 ans, accompagne son fils à l'aéroport de Chennai (ex-Madras) à 170 kms de Pondichéry. Un des copains de son fils repart en France en même temps que lui avec ses parents dans une autre voiture. Ils ne font pas la route ensemble au retour.

Quelques heures après être retourné à Pondichéry, mon propriétaire habite à trois cent mètres de chez moi dans le même lotissement, il reçoit un coup de fil, les parents du copain de son fils ont eu un accident au retour, ils sont morts tous les deux. Il m'a raconté cela en état de choc au téléphone, je n'ai pas pu le rencontrer il avait le lendemain de cet accident une forte fièvre et je lui ai apporté des antibiotiques. Il a dû se dire que cela aurait pu lui arriver avec son épouse à la place des parents de ce garçon. Mon propriétaire est sympathique et nous discutons souvent politique, il n'a pas une sale mentalité et il n'est pas borné, rien que pour cela je l'aime bien.

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande, président des barbares de l'ASL et du Front Al Nosra, de l'Etat des talibans : "**Nous savons où sont nos amis**".

- A Doha, Hollande salue les excellentes relations franco-qataries - AFP

- François Hollande veut dissiper la méfiance que suscite le Qatar - LeMonde.fr

- Pour Hollande, le changement de politique avec le Qatar n'est pas pour maintenant - 20minutes.fr

- "*Tous les présidents successifs en France y ont veillé avec leur tempérament, leur façon de faire mais pour nous c'est une constante de l'action politique extérieure. Nous savons où sont nos amis*", a-t-il assuré évoquant "*une estime réciproque, une compréhension*" entre les deux pays. AFP 22.06

Vous ne vous mordez pas les doigts tous les matins pour avoir voté ou appelé à voter pour Hollande ? Si non, c'est que vous êtes déjà manchot et on vous plaint !

Comme quoi nous ne nous sommes pas trompés en déclarant que vous et votre parti faisiez partie de nos ennemis. On attendra encore pour que le reste du mouvement ouvrier nous rejoigne. Vous, militants, travailleurs qui vous connectez sur ce portail, n'hésitez pas à le proclamer et soyez-en fiers, notre drapeau est sans tâche.

A bas Hollande et le PS, les bourreaux du peuple syrien ! Du vôtre, du nôtre par la même occasion.

Le "**retour**".

-Comment Nicolas Sarkozy prépare son retour - LeMonde.fr

-Sarkozy accuserait Fillon d'être «*le pire des traîtres*» - 20minutes.fr

Selon le quotidien Le Monde de samedi, c'est le dynamisme politique de François Fillon qui pousserait Nicolas Sarkozy à sortir du bois. «*C'est le pire des traîtres, il n'est pas capable de me dire en face ce qu'il dit dans les médias*», se serait emporté l'ancien chef d'Etat en visant son ancien Premier ministre, face à un visiteur de ses bureaux parisiens de la rue de Miromesnil. 20minutes. fr 22.06

Fillon sait par expérience qu'il a à faire à un hystérique complexé qui s'emporte dès que quelqu'un ose le contredire ou exprimer un avis différent du sien ou pire le critique, c'est un fait qu'il est pratiquement impossible de s'exprimer librement devant un individu aussi crispé, au mental si déséquilibré, au caractère si acariâtre, à l'ego si démesuré ou au comportement si autoritaire sous peine d'aller immédiatement à l'affrontement.

De deux choses l'une, soit Fillon a fait bonne impression lors de sa participation à la réunion annuelle du groupe Bilderberg début juin et cela exite La Talonnette qui se sait grillé, du coup il va tout tenter pour faire trébucher son adversaire d'ici les élections, il dispose encore de trois ans pour y parvenir, c'est long et largement suffisant, soit ils l'ont classé parmi les toquards et en désespoir de cause mise à nouveau sur le roturier qui aurait une réelle chance de l'emporter en 2017, face à un président en perdition et massivement rejeté, une extrême droite incapable de franchir la barre des 50% au second tour d'une présidentielle, le tout sur fond d'abstention qui l'avantagerait finalement.

Si c'est la seconde version la bonne, ils ont peut-être tiré le ticket gagnant avec un duel Sarkozy-Le Pen au second tour, le nazillon étant sûr d'être réélu avec une confortable avance, mais attention messieurs, avec un taux d'abstention record depuis 1958.

ACTUALITE EN TITRES

Normal, c'est la maison mère, leur modèle.

- Espionnage: Snowden juge l'agence britannique «pire» que la NSA - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

La police turque a utilisé des canons à eau pour disperser des milliers de manifestants de retour samedi sur la place Taksim à Istanbul, provoquant à nouveau des heurts après plusieurs jours de calme qui succédaient à trois semaines de manifestations sans précédent contre le gouvernement islamo-conservateur.

Les manifestants s'étaient rassemblés sur la place Taksim pour commémorer l'assaut donné par la police une semaine plus tôt dans le parc Gezi, jouxtant la place, le dernier bastion de la contestation antigouvernementale.

Les contestataires ont conspué le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, appelant à sa démission et scandant : "*ce n'est qu'un début, continuons le combat*", avant de jeter des billets rouges sur la place et sur les marches menant au parc Gezi, en hommage aux morts, aux blessés et aux personnes arrêtées au cours de la répression policière des manifestations.

Mais une heure et demie plus tard, et après des sommations appelant les manifestants à évacuer la place, la police est entrée en action, des centaines de membres de la police antiémeute repoussant la foule avec leurs boucliers, appuyés par des canons à eau, a constaté un journaliste de l'AFP.

La police n'a pas eu recours sur la place à de grenades lacrymogènes, dont l'usage massif contre les manifestants au cours des dernières semaines avait été très critiqué, notamment par les associations de médecins.

Mais très vite, elle a repris ses habitudes au cours de heurts qui l'ont opposée à des centaines de manifestants dans les ruelles du quartier de Beyoglu, proche de la place Taksim.

Après plusieurs charges contre des jeunes jetant des pierres et des bouteilles, les forces de l'ordre ont arrosé le quartier de gaz lacrymogène. Les policiers ont également tiré sur les manifestants avec des balles en caoutchouc.

Dans la rue Mis, connue pour ses bars, un groupe d'agents antiémeute a été pris à partie par les consommateurs, qui jetaient des verres et des bouteilles depuis les balcons, et des chaises et des tables depuis les terrasses sur la rue. Il a réussi à quitter les lieux après avoir tiré une grenade de gaz lacrymogène.

La police a brièvement roué de coups quelques manifestants, sous les yeux d'un journaliste de l'AFP.

Des groupes de jeunes commençaient à ériger des barricades sommaires dans certaines ruelles.

Ailleurs, plusieurs hommes en civil et munis de bâtons menaçaient les manifestants, sous les yeux de la police.

La police est également intervenue contre des manifestants dans deux quartiers d'Ankara, Tunali Hilmi et Dikmen, a rapporté le quotidien Radikal.

Au moins quatre personnes sont mortes et plus de 7.800 ont été blessées lors de la répression des précédentes manifestations, selon l'Union des médecins de Turquie.

Des milliers de personnes ont été interpellées, mais la plupart ont été relâchées.

Une cinquantaine de suspects, liés selon les autorités, à une organisation d'extrême gauche clandestine, ont été inculpés pour appartenance à une organisation terroriste et placés en détention préventive vendredi et samedi à Istanbul et Ankara. AFP 22.06

2- Syrie

2.1- Il s'agit de Abdel Jabar al Akidi, le président du conseil militaire d'Alep et membre du conseil de commandement.

Al Akidi a démissionné parce que " *l'ASL ne jouit plus du crédit et du prestige nécessaire auprès des groupes armés anti Assad*". Comment a réagi l'ASL à cette démission? L'ASL dit avoir eu l'intention de limoger Al Akidi de son poste de président di conseil militaire d'Alep pour éviter le cumul des mandats . Al Qods Al Arabi va aussi dans le même sens en citant le général déserteur : " *je donne ma démission du conseil directif de l'ASL et je préfère rester au sein du conseil militaire d'Alep. cette seconde fonction est lourde à assumer et de surcroit, les attitudes enfantines decertains membresde l'ASL , le fait qu'ils passent toute à journer à palabrer, à voyager, à perdre du temps sont les principales raisons qui justifient ma décision "*

Le général a critiqué le comportement irresponsable des membres de l'ASL qui l'ont discrédité. Cette démission intervient alors que les Etats Unis viennent d'envoyer des missiles anti-aériens à l'ASL espérant pouvoir provoquer un retournement de tendance sur le champ de bataille où l'armée arabe syrienne a le dessus. french.irib.ir 22.06

2.2- Vendredi, les terroristes d'Al Nosra et leurs complices de l'ASL ont lancé un assaut contre les positions de l'armée syrienne et face au feu nourri des soldats, ils ont renoncé à leur offensive et se sont retirés en laissant derrière eux au moins 200 morts. Les soldats de l'armée nationale ont ainsi nettoyé l'autoroute Idleb/Lattaquié . Un convoie de 20 voitures dotés de mitraillette a également été détruit . Parmi les terroristes liquidés vendredi, figurent de gros bonnets terroristes tels qu'Abdel Rahman alias Abou Hajar, chef de Lawa Jond al Rahman ou encore Adel Kaebaj, Ossameh Ahmad Karbaj, Adnan Mohamad Bakour, Adi Yahya al Hassan ou encore Zakariya al Mohamad. french.irib.ir 22.06

2.3- "*Il faut fournir d'urgence tout matériel nécessaire à l'opposition syrienne*": cette déclaration commune des pays se disant "*Amis du peuple syrien*" parle, sans la nommer, d'une livraison d'armes aux insurgés. L'aide militaire, a-t-il été précisé à la réunion de Doha, au Qatar, sera donnée via le Conseil militaire de l'Armée syrienne libre. "*La force est nécessaire pour obtenir la justice, a expliqué le Premier ministre du Qatar, Hamad ben Djassim al-Thani. La fourniture d'armes est le seul moyen d'obtenir la paix dans le cas de la Syrie*". (Alors que ce sont eux qui ont déclaré la guerre à la Syrie, il ne faut jamais l'oublier sous peine de se tromper de camp, il faut se le graver dans le crâne. -ndlr)

Les onze pays réunis au Qatar, dont les Etats-Unis et la France, ont également condamné l'intervention du Hezbollah libanais et de combattants iraniens dans le conflit syrien. La Russie, pour sa part, croit plutôt à une nouvelle conférence de Genève, visant à trouver une solution politique. "*Si notre but est cette conférence de Genève, alors nous devons éviter toute discussion qui mènerait à l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne, a déclaré Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie russe. Nous devons aussi éviter les résolutions unilatérales présentées devant l'Assemblée générale de l'ONU*".

La rébellion syrienne réclame avant tout des armes anti-chars et anti-aériennes pour lutter d'égal à égal avec l'armée de Bachar al-Assad.

L'Arabie saoudite a indiqué lors de la réunion de Doha qu'elle avait commencé à livrer ce type d'armes aux insurgés. euronewws. fr 22.06

2.4- Ils étaient 121 États à participer à Paris au sommet des Amis de la Syrie. C'était le 6 juillet 2012. On parlait d'une chute imminente de la Syrie dont on se divisait déjà les richesses.

Les « *Amis de la Syrie* » sont invités à se réunir, le 22 juin 2013, à Doha (Qatar). L'ordre du jour porte sur les livraisons d'armes à l'« *Armée syrienne libre* », en présence de son « *chef d'état-major* », le général Salim Idriss.

Le général Salim Idriss est considéré comme un interlocuteur privilégié par les 11, auxquels il a présenté ses doléances, le 14 juin. Cependant, malgré son titre, il n'existe pas d'« *état-major de l'ASL* », mais une coordination par l'OTAN des groupes combattant sous ce label.

Cependant, sur 121 États membres, seuls 11 participeront à la réunion (Allemagne, Arabie saoudite, Égypte, Émirats arabes unis, États-Unis, France, Italie, Jordanie, Qatar, Royaume-Uni et Turquie). Les 110 autres membres se tiendront prudemment à l'écart.

En effet, lors du sommet du G8 à Lough Erne, le président Vladimir V. Poutine a rappelé que la livraison d'armes aux groupes armés en Syrie viole le droit international et expose ceux qui s'en rendent coupables à des poursuites devant les

tribunaux internationaux. Réseau Voltaire 21.06

3- Etats-Unis

Les musulmans de New York, irrités par le programme d'espionnage généralisé du Département de police de la ville (NYPD) à leur encontre, ont décidé de porter plainte, mardi 18 juin, contre le maire Michael Bloomberg.

Le maire Michael Bloomberg a défendu les agissements du NYPD ainsi que le commissaire de police, Raymond Kelly, et le commissaire adjoint de l'intelligence, David Cohen.

Dans la plainte, les avocats des associations de droits civiques, dont l'association américaine de défense des libertés civiles (ACLU), ont mis en exergue l'illégalité de la procédure de surveillance, qui a également entravé la liberté religieuse des musulmans.

Selon les plaignants, l'attitude de la police a poussé les responsables musulmans à modifier leurs sermons et leurs comportements pour ne pas attirer davantage d'attention des autorités.

« A travers le programme de surveillance des musulmans, le NYPD a imposé une marque injustifiée de suspicion et de stigmatisation sur des New-Yorkais musulmans respectueux de la loi, dont les plaignants dans cette affaire », est-il indiqué dans la plainte. « Lorsqu'un service de police transforme des personnes respectueux de la loi en suspects parce qu'ils vont à la mosquée et non dans l'église ou la synagogue, il viole les garanties d'égalité et de liberté religieuse de notre Constitution », indique-t-on aussi.

Un rapport des organisations de défense des droits civiques dénonçant les pratiques de la police a été remis en mars 2013 au NYPD, près de deux ans après la découverte du programme d'espionnage en 2011 par l'Associated Press. french.trib.ir 22.06

SOCIAL

1- Italie

Des dizaines de milliers de personnes ont participé samedi dans le centre de Rome à une grande manifestation en faveur de l'emploi et de l'équité fiscale, à l'appel des trois principales confédérations syndicales du pays, a constaté l'AFP.

"Il n'y a plus de temps à perdre. Les syndicats considèrent qu'il est urgent que l'emploi revienne au centre des choix politiques et économiques. Les investissements, la redistribution des revenus, la reprise de la consommation représentent les conditions indispensables pour soutenir notre économie", indique un document syndical conjoint.

Réunis sur la place Saint-Jean de Latran, les manifestants qui tenaient des centaines de bannières et de ballons colorés, ont suivi les discours des leaders des trois confédérations qui organisaient pour la première fois depuis dix ans une grande manifestation unitaire dans la capitale italienne.

"Nous sommes dans les rues aujourd'hui car le pays a besoin de réponses rapides pour sortir de la crise. Et la première réponse dont le pays a besoin est un allègement fiscal en faveur des travailleurs et des retraités pour faire repartir la consommation et la production", a déclaré Susanna Camusso, leader de la CGIL (gauche), principale confédération syndicale italienne.

Les trois syndicats *"sont profondément convaincus qu'en l'absence d'une réponse"* de la part du gouvernement *"on perd du temps et la crise s'aggrave"*, a ajouté Mme Camusso qui était à la tête de l'un des deux cortèges qui ont traversé la ville pour finir sur la place Saint-Jean de Latran.

"Nous sommes fatigués des belles paroles. Il ne suffit pas d'énumérer les problèmes, les gouvernements existent pour les résoudre", a lancé pour sa part Luigi Angeletti, patron de l'UIL (modéré).

"Le pays se meurt et la classe politique perd son temps en discutant", a dénoncé pour sa part Raffaele Bonanni, leader de la CISL (catholique), estimant que le chef du gouvernement *"doit avoir davantage de courage"*.

Le Parti démocrate (PD, gauche), principale formation politique italienne, a soutenu la manifestation et son secrétaire, Guglielmo Epifani, ex-leader de la CGIL, s'est joint aux manifestants.

Le gouvernement de coalition gauche-droite d'Enrico Letta a mis le chômage, en particulier celui des jeunes, au centre de ses préoccupations et pousse en faveur d'une action européenne concertée dont les premiers contours devraient, selon

Rome, apparaître dès le sommet européen de la semaine prochaine.

Le chômage dans la péninsule a atteint un nouveau record en avril et il s'établit désormais à 12% de la population active, mais chez les jeunes de 15-24 ans ce taux est monté à 40,5%. AFP 22.06

Chouette, ils sont tous d'accord, le Parti démocrate, l'UIL, la CGIL et la CISL, sur quoi, mais sur la priorité à donner à l'emploi qui justifie la baisse du coût du travail, les coups de hache portés dans la législation du travail au profit du patronat, comme en Allemagne, au Portugal, etc et en France avec l'ANI.

Mais aussi pour sortir de la crise sans remettre en cause le capitalisme, autrement dit pour que le capitalisme surmonte cette crise, ils s'en font les porte-parole, ce sont donc les travailleurs qui vont le payer le prix fort, qui doivent le sauver, tel est leur discours et leur objectif.

2- Espagne

Au son des sifflets et des couvercles de casseroles, plusieurs centaines de personnes ont défilé samedi à Madrid pour dénoncer "*la fraude et les abus bancaires*", visant notamment les taux d'intérêts plancher des crédits ou les "*preferentes*", titres financiers à hauts risques vendus à des particuliers qui ont quasiment tout perdu avec la crise.

Plusieurs rassemblements similaires étaient prévus dans une vingtaine d'autres villes du pays, à l'appel notamment de l'association de défense des petits épargnants Adicae.

"*La marée des consommateurs contre les fraudes financières. Changeons la banque*", proclamait la grande banderole en tête du cortège.

"*Bankia escroque et vole ses clients*", "*contre la fraude des +preferentes+*", pouvait-on lire sur les pancartes vertes et roses brandies par les manifestants, dont de nombreux retraités, qui ont défilé sur une grande artère du centre-ville.

"*Dehors les crédits pourris, les taux planchers et les abus bancaires*", accusaient d'autres pancartes sur fond jaune.

Les manifestations de ce type se sont multipliées ces derniers mois avec l'éclatement du scandale des "*preferentes*" qui ont touché des centaines de milliers de personnes.

Les associations ont également dénoncé les "*taux plancher*" de certains crédits immobiliers à taux variables. Les banques privée BBVA et nationalisées NovaCaixaGalicia et Cajamar, ont annoncé la suppression de cette clause jugée "*abusive*" par le Tribunal suprême dans les cas où les débiteurs n'ont été suffisamment informés.

Mais d'autres, comme Bankia, Santander, Banco Sabadell ou Banco Popular ont décidé de ne pas les supprimer.

Plusieurs ex-dirigeants bancaires, comme l'ex-vice président du gouvernement PP et ex-PDG de Bankia, Rodrigo Rato, emblématique de la gestion des caisses d'épargne, sont poursuivis en justice.

Cinq ex-hauts responsables de la Cam, une autre caisse d'épargne renflouée avec 2,8 milliards d'euros de fonds publics, sont eux soupçonnés d'escroquerie et d'abus de biens sociaux pour avoir notamment octroyé des crédits douteux et des conditions de départ mirifiques à certains. AFP 22.06

"*Changeons la banque*", quelle illusion ! Exproprions les banquiers et prenons le pouvoir, c'est déjà mieux, au moins c'est une perspective politique.

3- Brésil

De nouvelles manifestations avaient lieu samedi au Brésil, au lendemain d'un discours conciliateur de la présidente Dilma Rousseff qui a été accueilli avec scepticisme sur les réseaux sociaux, vecteurs de la fronde sociale qui secoue le grand pays émergent d'Amérique latine.

Plus de 60.000 personnes manifestaient à Belo Horizonte (sud-est), où se jouait le match Japon-Mexique de la Coupe des Confédérations, en scandant "*la Coupe pour qui?*".

La police a commencé à tirer des gaz lacrymogènes quand des manifestants ont voulu franchir les périmètres de sécurité autour du stade et ont jeté des pierres.

"Nous sommes contre le Mondial parce qu'il masque les problèmes du pays", a déclaré à l'AFP Leonardo de Melo, un musicien. Pour lui, le discours de la présidente a été de la "rhétorique".

"Le changement réel est dans la rue, j'espère que le mouvement va se poursuivre", dit-il.

A Salvador de Bahia (nord-est) où se disputait le match Brésil-Italie, 200 personnes seulement, bien moins que prévu, ont manifesté, selon un journaliste de l'AFP sur place.

"J'ai trouvé le discours de Dilma illusoire. Nous ne voulons pas lui faire quitter le pouvoir, nous voulons que la même quantité d'argent, voire plus, dépensée pour la construction des stades soit allouée à l'éducation et la santé. Un policier ici gagne une misère; Ils nous répriment mais on lutte pour eux aussi", affirmé Alexandre, 23 ans, étudiant en droit.

Des dizaines de supporters disséminés dans les tribunes du stade de Salvador, ont brandi à bout de bras des pancartes portant des messages similaires à ceux déployés lors des manifestations monstre qui ont eu lieu dans tout le Brésil tels : "Descendons dans la rue pour changer le Brésil", avant les hymnes nationaux, a constaté l'AFP.

D'autres manifestations avaient lieu dans au moins 12 villes du pays, dont Brasilia, la capitale, et la mégalopole Sao Paulo, poumon économique du pays. Certaines sont dirigées contre un projet de réforme constitutionnelle (PEC37) prévoyant de retirer le pouvoir d'enquêter aux parquets, souvent perçus dans le pays comme des acteurs efficaces contre la corruption.

A Rio de Janeiro, une quarantaine de manifestants protestaient samedi pacifiquement devant l'immeuble du gouverneur Sergio Cabral à Leblon, le quartier le plus chic de Rio où le prix du m2 atteint 11.000 dollars.

Plusieurs se préparent à passer la nuit dans des tentes à la façon des "indignés" espagnols.

"Nous allons rester là pour l'instant", explique à l'AFP Vinicius Fragoso, le visage peint aux couleurs du Brésil.

"(La présidente) Dilma a parlé comme si elle était en campagne électorale : des promesses, des promesses, des promesses; c'est maintenant qu'elle voit que ça va mal? Il faut que les gens détruisent le mobilier urbain pour qu'elle s'en rende compte?", dit il.

Le Mouvement "Passe livre" (ticket gratuit, ndlr), à l'origine du mouvement contre la hausse du tarif des transports en commun il y a presque deux semaines, a annoncé sur sa page Facebook qu'il poursuivrait les mobilisations.

Tenant de reprendre la main au lendemain de manifestations historiques qui ont rassemblé jeudi 1,2 million de personnes, Mme Rousseff a promis un "grand pacte" national pour l'amélioration des services publics et de rencontrer les "leaders des manifestations pacifiques".

Elle a défendu l'organisation du Mondial de football dans un an, en assurant que l'argent public dépensé pour les stades serait intégralement récupéré auprès des entités privées ou publiques qui les exploiteront à l'avenir.

Répondant aux revendications multiples des manifestants, elle a reconnu qu'il était nécessaire de trouver des "moyens plus efficaces de lutter contre la corruption". AFP 22.06

Haut de page ↗

Le 24 juin 2013

CAUSERIE

On mettra en ligne ce soir quelques nouveaux articles, plus des articles de presse.

Dans l'article qui suit, j'ai imaginé comment notre ennemi perçoit la situation en France notamment. Il doit s'en tenir aux faits contrairement aux dirigeants du mouvement ouvrier qui s'en écartent ou les maquillent. C'est là que réside leur force, leur atout. C'est tellement basique à comprendre que cela en est navrant, désolant, pitoyable.

On se demande pourquoi, mais pourquoi agissent-ils ainsi, veulent-ils notre perte qu'ils n'agiraient pas autrement. Cela me rend malade d'écrire ces lignes, sincèrement, je suis bouleversé en observant de quelle manière les choses se passent, je ne veux pas le croire puis il faut bien me rendre à l'évidence que je ne rêve pas. Je me demande si je ne perds pas mon temps...

Le crépuscule du mouvement ouvrier ?

- Printemps arabe, hiver des femmes - euronews.com

Les droits des femmes ont régressé dans le sillage des révolutions arabes. euronews.com 23.06

C'était bien l'objectif des amis de Hollande, les Frères musulmans qu'il est allé saluer à Doha, au Qatar les femmes sont traitées comme des chiens, mais cela convient parfaitement à Hollande. Au passage, qui a dit que la franc-maçonnerie était une organisation progressiste, humaniste ? Ils ont dû confondre avec monarchiste et obscurantiste.

Allons plus loin. Pourquoi attaquer l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, demain peut-être le Liban et l'Iran ? Parce que selon le plan arrêté par les maîtres du monde, il ne faut pas que des régimes profitent de l'exploitation de leurs richesses pour octroyer des droits sociaux à leurs peuples, même limités, éducation, santé, transport, logement, etc. le développement de services public est contraire à leur objectif, ce qu'ils démontrent partout dans le monde, y compris dans l'UE en les détruisant systématiquement. C'est le même processus qui est à l'oeuvre partout et qui est commandé par le même impératif politique.

Les peuples doivent être maintenus dans un état permanent de précarité et de servitude totales envers la classe qui détient le pouvoir, prétendre qu'ils auraient des droits sociaux ou politiques est incompatible avec l'idée qu'ils se font de la société. Pour répondre à leurs besoins à caractère social, les masses doivent travailler en acceptant les conditions qu'on leur impose et se les payer s'ils en ont les moyens, dans le cas contraire ils s'en passeront. L'Etat n'a pas à leur fournir à un tarif préférentiel ou pire gratuitement, ce serait autant de profit qui n'irait pas dans les poches des nantis, qui plus est, cela pourrait leur donner de mauvaises habitudes et développer chez eux l'idée qu'ils pourraient sans cesse améliorer leur condition d'existence, ils en viendraient à s'organiser pour obtenir des droits sociaux, il faut éviter à tout prix de tomber dans cet engrenage infernal, c'est totalement exclu, ils doivent demeurer dans un état proche de l'indigence et se satisfaire du niveau de vie médiocre qu'on a conçu pour eux.

Pour couper court à l'espoir d'une vie meilleure, nous avons corrompu leurs organisations et leurs partis politiques, nous détenons désormais toutes les institutions politiques, nous avons mis en place des institutions supranationales qui ont pour finalité de terminer le travail engagé qui consiste à détruire ou d'asservir leurs Etats, et pour compléter le tableau nous sommes en train de mettre en place un système de contrôle de la population mondiale qui nous permettra de prévenir tout soulèvements à venir, de les détourner et les détruire avant même qu'ils ne prennent une forme organisée menaçante, de telle sorte que notre pouvoir soit absolu et que personne ne puisse le contester dans l'avenir, ainsi nous serons parvenus à notre objectif politique, le Nouvel ordre mondial règnera.

Par la suite, il ne nous restera plus qu'à supprimer les peuples ou les populations superflues, inutiles, en trop grand nombre, nous avons mis en place un grand nombre de procédés qui y concourent déjà mais qui ne s'avèreront vraiment efficaces que dans quelques années ou décennies, nous travaillons sur de nouveaux projets à l'efficacité encore plus redoutable, la combinaison des deux produira en chaîne une dévastation pire qu'une guerre mondiale sans ses conséquences néfastes pour nous, de façon à ramener la population mondiale à un niveau acceptable, qui ne mette pas en péril les ressources de notre planète et permettra ainsi d'assurer notre propre survie pour les décennies ou siècles futurs.

Pour le moment nous n'en sommes qu'à l'étape qui consiste à réduire la population en esclavage, à liquider ses droits sociaux, bon, esclavage c'est un grand mot, disons que nous faisons en sorte que ses besoins ne dépendent que d'elle-même, qu'ils soient forcément réduits, nous ne devons lui permettre d'accéder qu'à ce qui est strictement nécessaire à sa survie ou ses besoins quotidiens, à condition qu'elle travaille évidemment. Nous y oeuvrons dans tous les pays après avoir attelé leurs Etats au marché et mis en place des mécanismes financiers opaques qui nous permettent de le contrôler entièrement, de telle sorte que nous asséchons leur finance, ce qui les oblige à tailler à la hache dans leurs budgets sociaux, pas suffisamment et pas assez rapidement à notre goût, mais nous progressons, c'est l'essentiel.

Tous les gouvernements en Europe font preuve de bonne volonté à notre égard et nous sont acquis, à vrai dire, comme c'est nous qui détenons le nerf de la guerre, l'argent ou la planche à billets, ils n'ont pas vraiment le choix puisqu'aucun n'envisagerait sérieusement de rompre avec nous et le capitalisme. Quant à leur opposition, elle est fantôme, corrompue, éparpillée, leurs opposants passent leur temps à se déchirer entre eux, c'est un vrai régal.

Pour les discréditer auprès de leur peuple et empêcher qu'ils ne se regroupent sur une ligne politique qui serait dangereuse pour nous, on a développé une politique qui a consisté à mettre en avant les droits de certaines couches minoritaires, voire ultra minoritaires dans la société, en les opposant aux droits de la majorité, ils sont tellement bornés ou abrutis qu'ils ont sauté à pieds joints dans notre piège qui va se refermer sur eux, ce qui s'est soldé comme nous l'avions prévu par l'opposition entre certaines couches et le reste de la population et la perte finalement de leurs droits collectifs, cela ils ne l'ont pas encore compris, c'est pour dire à quel point ils sont décomposés, cela nous fait bien rire quand ils évoquent le capitalisme décomposé, ne leur disons pas, laissons-les croupir dans leur miasme.

Il nous faut préciser comment nous nous y sommes pris tellement cela à fonctionner à merveille. On est parti de leur foutu

République, vous savez avec son égalité, ses droits égaux pour tous, de la foutaise en réalité, cela n'a jamais existé, mais le plus fort c'est qu'ils y croient, pour eux cela existe vraiment, c'est dément n'est-ce pas, mais ils sont comme cela que voulez-vous ces socialo-communo-anarcho-trotskyistes. Ce qu'on a fait est très simple, on en a rajouté une couche, on s'est dit : mais pourquoi cette magnifique égalité qu'ils ont élevée au rang de dogme ne pourrait pas servir notre projet, on va leur sortir les uns après les autres tous les cas où ce droit n'est pas appliqué, on est partie des femmes, on est passé aux immigrés en passant par les amoureux de l'air pur et des petits oiseaux, l'écologie, on a embrayé sur les communautés religieuses et dernièrement on leur a sorti les homosexuels, dans d'autres pays on a fait plus fort encore avec les pédophiles, les zoophiles et les adeptes de l'inceste, Pays-Bas, Allemagne, Suisse dans l'ordre, c'est machiavélique assurément, mais génial il faut bien l'admettre. On en a d'autres dans notre sac à malice, cette stratégie de la diversion a permis de les éloigner de leur objectif politique qu'ils ont fini par abandonner les uns après les autres. Ils n'avaient pas d'os à ronger, on leur en a fournis, ils se sont usés les dents dessus. Ils en ont tellement pris l'habitude que dorénavant ils suivent sans broncher l'agenda que le Medef et le gouvernement leur imposent, ils sont disciplinés au-delà de ce qu'on avait osé espérer.

On a ouvert les frontières avec Shengen, on a concocté des lois qui dérogent aux droits nationaux du travail, entre nous, l'UE quel instrument merveilleux, cela a permis un afflux massif de travailleurs légaux ou illégaux déstabilisant le marché du travail et poussant les salaires à la baisse tout en permettant de faire monter le chômage, de créer des tensions dans tout les pays jusqu'à faire monter l'extrême droite qui n'est pas vraiment notre ennemi, et ils ont tous marché comme un seul homme dans la combine ces crétins, formidable, non, mieux, ils en redemandent ! Après la Libye, le Mali, la Syrie, c'était un jeu d'enfants, on les a bernés en beauté, regardez, il n'y en pas un finalement pour soutenir le régime syrien, on n'a plus qu'à l'écraser, ils ne bougerons pas, l'opposition n'existe plus, elle a été réduite à néant à force de se compromettre année après année, décennie après décennie.

Le mouvement ouvrier est moribond mon cher banquier, le socialisme est mort, Warren avait raison de les narguer ces minables on a gagné la partie, ne vendons pas la peau de l'ours avant de l'avoir tué, disons qu'on est en train de la gagner avec l'aide de nos ennemis, un jour réformiste, un autre gauchiste, opportuniste toujours, c'est leur devise. Je vais vous dire mon cher ami quel est notre point fort qui est leur point faible : c'est que nous nous sommes déterminés et rien ne nous fera fléchir, nous avons une vision à long terme qui remonte à très très loin, plusieurs siècles en arrière en réalité, nous poursuivons un objectif et absolument rien ne nous en fera dévier, alors qu'eux ils manquent singulièrement de détermination, un jour leur parti compte jusqu'à 9 ou 10.000 adhérents, un petit coup de blues ou un reflux et voilà qu'il en perd la moitié ou les trois quarts et ainsi de suite, parce que, et c'est là notre chance, ils ne croient pas dans leurs idées en définitif, non, ils n'y croient pas, ce sont des gagne-petit qui ne combattent pas sur le long terme, ils se satisfont du court terme, de l'immédiat, des miettes qu'on leur reprendra un jour où l'autre, ils n'ont pas d'idéal, leur théorie est sans doute juste, le vieux Marx était un savant redoutable, eux à côté ce sont de minables dogmatiques, et bien ils n'y croient pas, ils ne la comprennent même pas, ils l'ont diluée, déformée au possible ce qui fait notre bonheur, car quiconque se réclame du marxisme passe pour un écervelé, ils nous sauvent la vie en somme, bref, du coup ils en sont toujours au même point, mieux, leurs forces sont tellement disloquées qu'ils sont réduits à l'impuissance, alors profitons-en...

Il nous reste à nous attaquer à la classe moyenne, un gros morceau, c'est un de nos objectifs prioritaires. Nous avons fait en sorte que le niveau de vie des gens d'en bas stagne ou régresse, une partie importante d'entre eux ne survivent déjà que grâce aux subventions que leur accorde l'Etat, nous ne pourrions pas en attendre davantage, ils sont déjà en dessous de la ligne de flottaison, on ne peut pas les pressuriser davantage. Ils survivent et c'est bien, on est tranquille de ce côté-là, la délinquance se développe parallèlement et c'est une bonne chose, on peut en tirer profit politiquement. D'ailleurs cela rejoint ce qu'on peut attendre de nos attaques contre la classe ou les couches moyennes qui vont en avoir marre de passer à la caisse, une partie d'entre elles va se tourner vers l'extrême droite, du coup le PS va pouvoir brandir cette menace pour faire passer sa politique, la nôtre à vrai dire, tout en préparant la relève en cas de besoin, l'UMP est toujours un cheval sûr. Et puis l'extrême gauche sert nos intérêts, elle est tellement embourbée dans ses contradictions qu'il suffirait de lui mettre le nez dedans pour qu'elle suffoque, son niveau de crédibilité est d'ailleurs proche de zéro dans la population, quant à l'extrême droite, elle nous mange dans le creux de la main, discrètement, elle ne peut nous servir que d'aiguillon, d'élément provocateur, déstabilisateur, pendant une période temporaire, elle pourrait finir le sale boulot que les autres ne parviennent pas à terminer parce qu'ils s'endorment sur leurs lauriers, il faut sans cesse les harceler et les rappeler à l'ordre, mais bon, ils sont fidèles c'est le principal, on doit bien admettre quelques obstacles ou difficultés passagères.

Pour conclure ce chapitre, une partie des travailleurs sont devenus pauvres, à peine 50% est imposable, c'est donc la classe moyenne qui paie à leur place. Elle l'accepte de moins en moins, en faisant monter le FN on pourrait lui faire miroiter qu'en payant moins à la place des pauvres, des fainéants, des chômeurs, des immigrés, etc. elle pourrait maintenir, voire améliorer son niveau de vie, ce qui n'est pas vrai évidemment, il s'agirait de lui faire croire. Pendant ce temps-là on continuerait de s'attaquer à ses privilèges, en ayant un bouc émissaire sur lequel reporter sa hargne, on serait relativement tranquille pendant un bon moment, et puis on lui en sortira d'autres si nécessaire. Après tout, c'est elle en premier qui a foncé tête baissée dans le féminisme, l'écologie, etc. en se détournant de la classe ouvrière, on peut se permettre qu'elle tire sur nous, dénoncer la finance ou l'oligarchie financière la défoulera, de toutes manières on ne risque rien, elle n'a aucun moyen de nous atteindre, et puis elle est trop attachée à ses privilèges, on fera en sorte de la diviser à son tour, on ne l'attaquera pas de front, mais couche par couche, c'est le seul moyen d'en venir à bout, ensuite on n'aura plus qu'à lui porter le coup de grâce, elle sera trop corrompue et affaiblie pour réagir, n'oublions pas qu'elle est incapable de rivaliser avec notre détermination...

J'ai rédigé cet article d'un trait en m'inspirant des faits portés à notre connaissance dans de nombreux articles que vous avez pu lire

ou consulter dans le portail. Je n'ai rien inventé ou découvert j'ai relié les faits entre eux.

Vous êtes sceptique, c'est votre droit, ce soir ou demain je vais mettre en ligne un article d'un médecin qui sur la base de constatation, donc de faits vérifiables, affirme que "*l'espérance de vie en bonne santé diminue pour la première fois et que ce mouvement devrait s'accélérer dans le futur. A suivre.*"

Parole d'internaute

1- "*Comment se compromettre de la sorte avec le Qatar, cet Etat féodal fantoche créé à sa convenance comme les autres monarchies factices du Golfe par l'impérialisme britannique? Il suffit de se référer au dernier rapport d'Amnesty International pour voir à quel point les droits élémentaires y sont bafoués: pas de liberté d'expression, discrimination des femmes, statut des immigrés -90% de la main-d'oeuvre- proches de l'esclavage, domestiques maltraitées et victimes de violences sexuelles.*"

Mais c'est l'avenir du vieux monde monsieur, c'est la conception de la société et du monde du PS (pas seulement).

Quant à Amnesty International, qui a son siège à Londres, organisation richissime et au train de vie digne des traders de la City, vérifiez-le sur le Net (wikipedia), c'est la bonne conscience frelatée des grandes puissances occidentales qui l'air de rien accompagne toutes les campagnes lancées par les représentants de la classe dominante qui ne servent qu'à diviser les peuples.

Ce genre d'organisation a pour principale fonction, hormis produire des rapports dans la passé et de nos jours sur les pays qui sont dans le colimateurs de l'impérialisme américain, ex-URSS et ses satellites, Chine, Venezuela, Cuba, tout comme Reporter sans frontières, ils partagent le même créneau et ont les mêmes parrains, de faire croire qu'on vivrait dans un monde où la démocratie se développerait, qu'elle serait l'objectif politique des pays dominants qui en seraient les porte-parole, pendant que les dirigeants de ces mêmes pays imposent une dictature à leur propre peuple, c'est le cas aux Etats-Unis et dans l'UE notamment., alors qu'elle sert à justifier les guerres impérialistes. Amnesty International sert par son existence de couverture démocratique à la guerre contre la Syrie par exemple.

Cela reste à vérifier, j'ai cru comprendre qu'en France Amnesty International était dirigée par le PS.

2- "*Hollande nous enfonce systématiquement dans la chaîne de Ponzi de la " finance " mondiale, au moment précis où il faut sortir de cette "dette" et de l'effondrement du modèle de développement dont les qataris sont le paradigme.. Notre pays et ses citoyens n'ont aucun " besoin " de l'argent des qataris, ni de leur islamisme wahhabite, ni, à terme, de son pétrole. Hollande travaille désormais pour le medef à temps plein. "*

Si vous le dites...

3- "*Qui ignore que le Qatar est une monarchie moyenâgeuse et policière ?"*

Ceux qui refusent de rompre avec le PS, ceux que le Qatar a achetés dans certaines banlieues via des imams rétrogrades...

4- "*On vend des armes au Qatar pour des djihadistes qui poursuivent leurs exactions en Syrie. Nous, nous n'envoyons pas d'armes...Et des sectes moyenâgeuses endoctrineront les jeunes de nos banlieues... Vendre sa jeunesse à des idéologies contraires aux principes de notre Démocratie n'est pas une valeur de gauche."*

Qui vous a dit que Hollande et le PS étaient de gauche, vous les croyez, pas nous...

La France vend des armes au Qatar qu'il livre aux djihadistes qui massacrent la population syrienne...

ACTUALITE EN TITRES

[Cherchez l'erreur.](#)

- Manifestation antifasciste à Paris - AFP

Les antifascistes qui ont défilé hier à Paris sont les mêmes qui refusent de soutenir le régime syrien qui sans le soutien du peuple syrien serait tombé depuis longtemps, à croire qu'ils ont le même objectif qu'Obama, Cameron et Hollande, cherchez l'erreur.

[L'objectif du gouvernement, du Medef et de tous les syndicats : des millions d'emplois précaires à bas coût comme en Allemagne, en Irlande...](#)

- Sapin: objectif de quelque 540.000 emplois aidés fin 2013 - AFP

Comment ils se partagent les rôles.

Lors de la conférence, le gouvernement a mis l'accent sur les emplois non pourvus. Le secrétaire général de la CGT Thierry Lepaon a notamment qualifié ce plan sur les emplois vacants d'"*opération de communication*" tandis que le chef de file de la CFDT Laurent Berger fustigeait le manque "*d'élan et d'effectivité*" du plan gouvernemental sur l'emploi. AFP 23.06

Non monsieur Lepaon, ce n'était pas une vulgaire "*opération de communication*", mais bien une stratégie politique pour satisfaire les besoins exprimés par le patronat...

Que le jaune Berger à la suite du Medef se plaigne que les choses n'aillent pas assez vite à son goût, rien de plus normal.

[Quel privilège : le premier fournisseur en armes des assassins du peuple syrien !](#)

- François Hollande veut renforcer la coopération de défense avec le Qatar - lemonde.fr

Premier fournisseur des forces armées du Qatar lemonde.fr 23.06

Il est allé prendre de leurs nouvelles auprès des chefs des ravisseurs, ses amis.

- Hollande pense que «*les otages sont vivants*», et recherche des «*contacts sûrs*» pour les libérer - 20minutes.fr

[Provocation - réaction - indignation - récupération.](#)

- Manifestation à Paris contre le fascisme, en mémoire de Clément Méric - Liberation.fr -

- Paris : Une exposition anti-homophobie saccagée dans le 3e - 20minutes.fr -

- «*Ils m'ont jetée à terre en me traitant de sale Arabe et de sale musulmane*» - Liberation.fr -

[Et à Doha : directement du producteur au consommateur !](#)

- Pour Montebourg, Barroso "*est le carburant du Front national*" - AFP

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- France

Jean-Louis Costes, le candidat UMP à la succession de Jérôme Cahuzac l'a finalement emporté face au candidat FN dimanche soir dans la 3ème circonscription du Lot-et-Garonne, une victoire par 53,76% à laquelle le front républicain pour faire barrage au FN semble n'avoir qu'incomplètement contribué.

Le nouveau député a remercié les électeurs de gauche "*d'avoir voté pour notre candidature et de ne pas avoir choisi d'avoir sur ce territoire un député du Front National*".

Le jeune candidat FN, Etienne Bousquet-Cassagne, qui a obtenu le score important de 46,24% des suffrages, tout en échouant à devenir le troisième député frontiste, a pour sa part reconnu "*une défaite au goût de victoire*".

En tout état de cause, les électeurs ne se sont pas fortement mobilisés, quoique mieux qu'au premier tour (47,53% d'absention contre 54,12% la semaine dernière), et surtout, un pourcentage élevé d'entre eux (14,25%) a voté blanc ou nul. AFP 23.06

61,78% des électeurs ont refusé de voter pour l'un des deux candidats ou de voter tout court, donc monsieur Costes n'a aucune légitimité.

2- Etats-Unis

2.1- Edward Snowden a échappé au piège américain qui pouvait se refermer sur lui à Hong Kong. Le jeune Américain, consultant en informatique, demande désormais l'asile politique à l'Equateur. Inculpé d'espionnage dans son pays, il a pris un vol de la compagnie russe Aeroflot qui est arrivé à Moscou ce dimanche. Selon la compagnie aérienne, il aurait voyagé avec une collaboratrice du site internet WikiLeaks, qui lui apporte son soutien. Edward Snowden s'est volatilisé après l'atterrissage, il ne faisait pas partie des passagers qui ont passé le contrôle des passeports au terminal de l'aéroport de Moscou.

En revanche, une voiture diplomatique de l'Equateur a été remarquée devant le terminal. Le ministère équatorien des Affaires étrangères a ensuite confirmé que Edward Snowden avait demandé l'asile politique à ce pays.

Dans la soirée, le site WikiLeaks fondé par Julian Assange a annoncé que M. Snowden était "*en route pour la République d'Equateur par un chemin sûr afin d'obtenir l'asile*".

"*Il est escorté par des diplomates et des conseillers juridiques de WikiLeaks*", a indiqué WikiLeaks dans un communiqué publié à Londres.

Selon des sources russes, le nom de Snowden figure sur un vol Aeroflot décollant lundi à 14H05 (10H05 GMT) à destination de Cuba. Les mêmes sources affirmaient, avant que ne soit révélée sa demande d'asile à l'Equateur, qu'il rejoindrait ensuite le Venezuela.

Le gouvernement de Hong Kong n'a pas souhaité arrêter l'informaticien comme le réclamaient les Etats-Unis.

Les Etats-Unis sont "*décus*" par la décision "*particulièrement troublante*" de Hong Kong de ne pas arrêter l'ex-consultant de la CIA Edward Snowden avant qu'il ne quitte ce territoire, a déclaré dimanche le ministère américain de la justice.

Un porte-parole du département de la Justice a assuré que Washington, qui voulait qu'Edward Snowden soit arrêté et renvoyé aux Etats-Unis, avait respecté toutes les exigences du traité d'extradition en vigueur entre Washington et Hong Kong, où Snowden s'était réfugié.

L'annonce du départ d'Edward Snowden pour Moscou, même pour un transit, a fait sensation, la Russie -- dont les relations avec les Etats-Unis reprennent dernièrement des accents rappelant parfois l'époque de la guerre froide -- ayant récemment indiqué qu'elle examinerait le cas échéant une demande d'asile politique du jeune Américain.

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a déclaré ne rien savoir de la destination d'Edward Snowden.

La justice américaine a indiqué qu'elle mènerait "*la coopération policière adéquate*" avec les pays où Snowden pourrait se rendre.

"*La chasse est lancée*", a confirmé Dianne Feinstein, la très bien informée présidente de la commission du Renseignement du Sénat américain, sur la chaîne CBS. L'Express.fr, euronews.com et AFP 23.06

2.2- Le gouvernement a inculpé l'ancien consultant de la National Security Agency (NSA), Edward Snowden, pour trois crimes, dont deux tombent sous le coup de l'Espionnage Act. Snowden devient ainsi la huitième personne à avoir été inculpée sur la base de l'Espionnage Act sous la présidence d'Obama, selon Firedoglake. Ces huit inculpations représentent plus du double des inculpations totalisées par tous les présidents précédents réunis.

Avant l'administration Obama, seulement trois personnes ayant laissé fuiter des informations avaient été inculpées via ce statut, adopté en 1917, et qui n'avait jamais vraiment été destiné à visé les auteurs de fuite. Les arguments qu'utilise Obama aujourd'hui, pour poursuivre les auteurs de fuite via l'Espionnage act, furent d'abord utilisés par l'administration de Ronald Reagan. Elle voulait alors pousser un analyste civile de la Navy qui avait fait fuiter des photographies à un magazine militaire britannique. Mais la pratique est désormais répandue.

Dans le Guardian, Glenn Greenwald se demande comment ces poursuites judiciaires sont "*le moins du monde défendables*", de la part d'un président qui avait juré de conduire Washington vers une nouvelle ère de transparence. Bien sûr, Snowden a sans doute enfreint la loi, précise Greenwald, mais il est loin d'avoir pratiqué des actes d'*«espionnage»*. Il n'a pas vendu de secrets à des gouvernements étrangers, ni essayé de s'en servir pour son usage personnel, de quelque manière que ce soit.

Snowden a simplement révélé quelque chose qu'il avait vu. «*L'ironie est évidente*», explique Greenwald, «*ce sont les mêmes personnes qui ont construit un système de surveillance omnipotent, pour espionner n'importe qui, dans le monde entier, y compris leurs propres citoyens, qui accusent maintenant d'espionnage la personne qui s'est contentée de révéler l'existence du système*». slate.fr 23.06

3- Bulgarie

Il n'y a pas un soir sans manifestation depuis neuf jours en Bulgarie. Dans la capitale, Sofia, et d'autres grandes villes, des milliers de personnes ont encore réclamé ce samedi la démission du nouveau gouvernement. euronews.com 23.06

4- Egypte

Plus de 400 soldats américains vont se déployer bientôt en Egypte pour "contrôler" les troubles et la révolte qui secouent le pays depuis des mois le pays. Les soldats égyptiens partent pour une mission de neuf mois en Egypte.

Mais que vont-ils faire? Ces marines vont se déployer dans des postes de contrôle à travers la région du Sina. une autre mission de ces soldats consiste à surveiller à la bonne application du cessez-le-feu entre l'Egypte et Israël. " *Ces soldats sont censés passer à l'action en cas de révolte ou d'insurrection* ". Ce contingent de soldats américains est aussi formé pour faire face à l'usage des bombes artisanales et des cocktails molotov . Selon Washington post, les 400 soldats us font partie d'une force internationale composée de 13 pays. Le contingent américain a été entraîné pendant six mois dans le centre de Forthood en Californie. french.irib.ir 23.06

SOCIAL

Espagne

Plusieurs milliers de personnes ont défilé dimanche à Madrid et dans d'autres villes espagnoles pour protester contre les réformes du système de santé public dans le cadre du programme d'austérité.

A Madrid, les manifestants dont beaucoup portaient des blouses blanches, ont défilé derrière une grande pancarte demandant la préservation d'un système de "santé à 100 % public et universel". Les protestataires brandissaient également des pancartes avec les inscriptions "On ne joue pas avec la santé" ou "on nous vole notre santé".

On assiste à "une dégradation totale" du système de santé, déplore Lourdes Alonso, médecin de famille de 54 ans.

Le gouvernement régional de Madrid, contrôlé par le parti populaire de Mariano Rajoy a décidé de privatiser la gestion d'hôpitaux et de centres de soin de la capitale.

"Je suis contre les privatisations, qui remet en cause un système qui fonctionnait à la perfection", déclare Fernando Pérez, un infirmier de 37 ans. AFP 23.06

[Haut de page ↗](#)

Le 25 juin 2013

CAUSERIE

8h43 du matin à Pondichéry.

J'ai ajouté 13 articles, la suite de l'actualisation du site d'ici 7 heures. Bonne journée.

CQFD

Nous ne pouvons pas rompre avec le PS, c'est la seule alternative institutionnelle à la droite et à l'extrême droite. Boycoter les élections municipales, impensable.

Nous ne pouvons pas rompre avec les appareils vendus de la CGT et de FO, c'est la seule alternative aux syndicats jaunes.

Boycotter le dialogue social, impensable.

Nous ne pouvons pas rompre avec leur République et leur Etat, c'est la seule alternative à l'UE. Boycoter les élections européennes, impensable.

Bref, vous l'aurez compris ils ne peuvent pas rompre avec le capitalisme et ses représentants, ses institutions, parce que pour eux il n'existe plus aucune alternative politique.

Question : on aurait pu concevoir que ces positions auraient été justifiées, positives, pourquoi pas, il ne faut exclure aucune hypothèse. Mais en réalité, dans les faits, elles ont apporté quoi à ces partis, POI, NPA, LO, elles se sont traduites comment sur le plan de la construction du parti, du niveau politique des masses, est-ce qu'elles les ont servies à progresser ou au contraire elles ont accompagné leur régression politique, celles des masses et de ces partis, du mouvement ouvrier ?

Certains vont peut-être penser que je radote, que je ne fais qu'attaquer le mouvement ouvrier, en réalité, je ne fais que le décrire tel qu'il est.

Tenez, il y a quelque temps quand j'avais encore le temps de lire, j'avais extrait quelques passages d'*Où va la France ?* de Trotsky rédigé en 1936. Ces passages fourmillent d'éléments sur les rapports entre les masses, les syndicats et les partis, l'agitation et la propagande, qui permettent de mieux comprendre la situation en 2013.

1- Le capitalisme a porté les moyens de production à un niveau tel qu'ils se sont trouvés paralysés par la misère des masses populaires qu'il a ruinées. De ce fait, tout le système est entré dans une période de décadence, de décomposition, de pourriture.

Non seulement le capitalisme ne peut pas donner aux travailleurs de nouvelles réformes sociales, ni même de simples petites aumônes, mais encore il est contraint de reprendre même les anciennes. Toute l'Europe est entrée aujourd'hui dans l'ère de "contre-réformes" économiques et politiques. La politique de spoliation d'étouffement des masses n'est pas le fruit des caprices de la réaction mais résulte de la décomposition du système capitaliste. C'est là le fait fondamental et tout ouvrier doit le comprendre s'il ne veut pas être dupé par des phrases creuses. C'est précisément pourquoi les partis démocratiques se décomposent et perdent l'un après l'autre leurs forces, dans l'Europe entière.

2- Une véritable alliance du prolétariat et des classes moyennes n'est pas une question de statique parlementaire, mais de dynamique révolutionnaire. Cette alliance, il faut la créer, la forger dans la lutte.

3- Il faut prendre les classes dans leur mouvement, se régler sur leur tête et non sur leur queue. Malheur à qui reste sur place!

4- La crise sociale, dans son expression politique, est la crise du pouvoir.

5- L'unique facteur progressif de l'histoire aujourd'hui n'est pas l'esprit de combinaison des députés et des journalistes: c'est la haine légitime créatrice des opprimés contre les oppresseurs. Il faut se tourner vers les masses, vers leurs couches les plus profondes. Il faut faire appel à leur raison et à leur passion. Il faut rejeter cette mensongère "prudence" qui sert de pseudonyme à la couardise et qui, dans les grands tournants historiques, équivaut à la trahison. Le Front unique doit prendre pour devise la formule de Danton: "De l'audace, toujours de l'audace, et encore de l'audace".

6- Le fatalisme optimiste, qui semblait convaincant il y a un quart de siècle, résonne aujourd'hui comme une voix d'outre-tombe. Radicalement ; fausse est l'idée qu'en allant vers la crise future le prolétariat deviendra infailliblement plus puissant que maintenant. Avec la putréfaction ultérieure inévitable du capitalisme le prolétariat ne croîtra pas et ne se renforcera pas, mais se décomposera, rendant toujours plus grande l'armée des chômeurs et des lumpen-prolétaires; la petite bourgeoisie entre-temps se déclassera et tombera dans le désespoir. La perte de temps ouvre une perspective au fascisme, et non à la révolution prolétarienne.

7- Il est remarquable que l'Internationale communiste aussi, bureaucratisée jusqu'à la moelle, ait remplacé la théorie de l'action révolutionnaire par la religion du fatalisme. Il est impossible de lutter, car "il n'y a pas de situation révolutionnaire". Mais une situation révolutionnaire ne tombe pas du ciel, elle se forme dans la lutte des classes. Le parti du prolétariat est le plus important facteur politique quant à la formation d'une situation révolutionnaire. Si ce parti tourne le dos aux tâches révolutionnaires, en endormant et en trompant les ouvriers pour jouer aux pétitions et pour fraterniser avec les radicaux, il doit alors se former non pas une situation révolutionnaire, mais une situation contre-révolutionnaire.

8- Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier !). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations intermédiaires, transitoires : entre une situation non révolutionnaire et une situation pré-révolutionnaire, entre une situation pré-révolutionnaire et une situation révolutionnaire

ou... contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique.

9- Le front unique est actuellement privé de quelque programme que ce soit. En même temps l'expérience propre du Parti communiste dans le domaine de la lutte pour les "revendications immédiates" a un caractère extrêmement lamentable. Tous les discours, articles et résolutions sur la nécessité de riposter au capital par des grèves n'ont jusqu'à présent abouti à rien, ou presque. Malgré une situation de plus en plus tendue dans le pays, il règne dans la classe ouvrière une stagnation dangereuse.

10- L'énoncé des revendications immédiates est fait très généralement : défense des salaires, amélioration des assurances sociales, conventions collectives, "contre la vie chère", etc. On ne dit pas un mot sur le caractère que peut et doit prendre dans les conditions de la crise sociale actuelle la lutte pour ces revendications. Pourtant, tout ouvrier comprend qu'avec deux millions de chômeurs complets et partiels, la lutte syndicale ordinaire pour des conventions collectives est une utopie. Pour contraindre dans les conditions actuelles les capitalistes à faire des concessions sérieuses il faut briser leur volonté ; on ne peut y parvenir que par une offensive révolutionnaire. Mais une offensive révolutionnaire qui oppose une classe à une classe, ne peut se développer uniquement sous des mots d'ordre économiques partiels. On tombe dans un cercle vicieux. C'est là qu'est la principale cause de la stagnation du front unique.

La thèse marxiste générale : les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire, prend à l'époque du déclin capitaliste l'importance la plus immédiate et la plus brûlante. Les capitalistes ne peuvent céder aux ouvriers quelque chose que s'ils sont menacés du danger de perdre tout.

Mais même les plus grandes "concessions", dont est capable le capitalisme contemporain, lui-même acculé dans l'impasse, resteront absolument insignifiantes en comparaison avec la misère des masses et la profondeur de la crise sociale. Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être de revendiquer l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Evidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir.

11- Et pourtant, la lutte pour les revendications immédiates a pour tâche d'améliorer la situation des ouvriers. En mettant cette lutte au premier plan, en renonçant pour elle aux mots d'ordre révolutionnaires, les staliniens considèrent, sans doute, que c'est précisément la lutte économique partielle qui est le plus capable de soulever de larges masses. Il s'avère justement le contraire : les masses ne font presque aucun écho aux appels pour des grèves économiques. Comment peut-on donc en politique ne pas tenir compte des faits?

Les masses comprennent ou sentent que dans les conditions de la crise et du chômage des conflits économiques partiels exigent des sacrifices inouïs, que ne justifieront en aucun cas les résultats obtenus. Les masses attendent et réclament d'autres méthodes, plus efficaces. Messieurs les stratèges, apprenez chez les masses: elles sont guidées par un sûr instinct révolutionnaire.

12- L'idée finale de la résolution programmatique du Comité central couronne dignement tout l'édifice. Citons-la littéralement : "En combattant chaque jour pour soulager les masses laborieuses des misères que leur impose le régime capitaliste, les communistes soulignent que la libération définitive ne peut être obtenue que par l'abolition du régime capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat."

Cette formule ne sonnait pas mal à l'aube de la social-démocratie, il y a un demi-siècle et plus. La social-démocratie dirigeait alors non sans succès la lutte des ouvriers pour des revendications et des réformes isolées, pour ce qu'on appelait le "programme minimum", en "soulignant" bien que l'affranchissement définitif du prolétariat ne serait réalisé que par la révolution. Le "but final" du socialisme était alors tracé dans le lointain nébuleux des années. C'est cette conception, qui déjà à la veille de la guerre s'était complètement survécue, que le Comité central du Parti communiste a transportée inopinément dans notre époque, en la répétant mot pour mot, jusqu'à la dernière virgule. Et ces gens invoquent Marx et Lénine !

Quand ils "soulignent" que l'"affranchissement définitif" ne peut être obtenu que par l'abolition du régime capitaliste, ils s'ingénient à l'aide de cette vérité élémentaire à tromper les ouvriers. Car ils leur suggèrent l'idée qu'une certaine amélioration, même importante, peut être obtenue dans les cadres du régime actuel. Ils représentent le capitalisme pourrissant et déclinant comme leurs pères et leurs grands-pères représentaient le capitalisme robuste et ascendant. Le fait est indiscutable: les staliniens se parent des dépouilles du réformisme.

La formule politique marxiste, en fait, doit être celle-ci :

En expliquant chaque jour aux masses que le capitalisme bourgeois pourrissant ne laisse pas de place non seulement pour l'amélioration de leur situation, mais même pour le maintien du niveau de misère habituel, en posant ouvertement devant les masses la tâche de la révolution socialiste comme la tâche immédiate de nos jours, en mobilisant les ouvriers pour la prise du pouvoir, en défendant les organisations ouvrières au moyen de la milice-les communistes (ou les socialistes) ne perdent pas, en même temps, une seule occasion pour arracher, chemin faisant, à l'ennemi telle ou telle concession partielle, ou, au moins, pour l'empêcher d'abaisser encore plus le niveau de vie des ouvriers.

Comparez attentivement cette formule aux lignes de la résolution du Comité central citées plus haut. La différence, espérons-nous, est claire. D'un côté le stalinisme; de l'autre, le léninisme. Entre eux, un abîme.

13- Non moins important est l'autre côté de la question. Au moment du premier mouvement gréviste impétueux en Russie, il y eut une seule fraction de la social-démocratie russe qui tenta de se borner à des revendications économiques partielles: ce fut ceux qu'on appela les "économistes". Selon leur opinion, il fallait repousser le mot d'ordre: "A bas l'autocratie!" jusqu'à l'apparition d'une "situation révolutionnaire". Lénine jugea les "économistes" comme de misérables opportunistes. Il montra qu'il fallait préparer activement une situation révolutionnaire même en période de mouvement gréviste.

14- Les masses ouvrières comprennent ce que ne comprennent pas les "chefs", c'est-à-dire: dans les conditions d'une très grande crise sociale une seule lutte économique partielle, qui exige d'énormes efforts et d'énormes sacrifices, ne peut pas donner de résultats sérieux. Pis encore : elle peut affaiblir et épuiser le prolétariat.

Les ouvriers sont prêts à participer à des manifestations de lutte et même à la grève générale, mais non pas à de petites grèves épuisantes presque nullement devant les masses en prêchant des grèves au nom des "revendications partielles immédiates". Ils sentent que les plans bureaucratiques des chefs ne correspondent absolument pas à la situation objective, ni à l'état d'esprit des masses. Sans grande perspective, les masses ne pourront et ne commenceront à lutter.

Il ne faut pourtant pas croire que la radicalisation des masses continuera d'elle-même, automatiquement. La classe ouvrière attend une initiative de ses organisations. Quand elle en sera venue à la conclusion que ses attentes sont trompées-et cette heure n'est, peut-être, pas si loin-le processus de radicalisation se brisera, se transformera en manifestations de découragement, de prostration, en des explosions isolées de désespoir. A la périphérie du prolétariat, des tendances anarchistes côtoieront des tendances fascistes. Le vin se sera changé en vinaigre. Les changements de l'état d'esprit politique des masses exigent la plus grande attention. Sonder cette dialectique vivante à chaque étape, c'est la tâche de l'agitation.

15- Pour déterminer à quel degré les masses sont prêtes à la grève générale et en même temps renforcer l'état d'esprit combatif des masses, il faut mettre devant elles un programme d'action révolutionnaire.

16- "Attendre", "faire durer", "gagner du temps", tels sont les mots d'ordre des réformistes, des pacifistes, des syndicalistes, des staliniens. Cette politique se nourrit de l'idée que le temps travaille pour nous. Est-ce vrai ? C'est radicalement faux ! Si, dans une situation pré-révolutionnaire, nous ne menons pas une politique révolutionnaire, alors le temps travaille contre nous.

17- Un état-major révolutionnaire ne peut naître de combinaisons de sommets. L'organisation de combat ne coïnciderait pas avec le parti, même s'il existait en France un parti révolutionnaire de masse, car le mouvement est incomparablement plus large qu'un parti. L'organisation de combat ne peut pas non plus coïncider avec les syndicats, qui n'embrassent qu'une partie insignifiante de la classe et sont soumis à une bureaucratie archi-réactionnaire. La nouvelle organisation doit répondre à la nature du mouvement lui-même, refléter la masse en lutte, exprimer sa volonté la plus arrêtée. Il s'agit d'un gouvernement direct de la classe révolutionnaire.

Il n'est pas besoin ici d'inventer des formes nouvelles: il y a des précédents historiques. Les ateliers et les usines élisent leurs députés, qui se réunissent pour élaborer en commun les plans de la lutte et pour la diriger. Il n'y a même pas à inventer de nom pour une telle organisation : ce sont les soviets de députés ouvriers.

18- Le 9 juin 1936, nous écrivions: "La Révolution française a commencé." Il peut sembler que les événements aient réfuté ce diagnostic. La question est en réalité plus compliquée. Que la situation objective en France ait été et reste révolutionnaire, il ne peut y avoir de doute. Crise de la situation internationale de l'impérialisme français; liée à elle, crise interne du capitalisme français; crise financière de l'Etat; crise politique de la démocratie; désarroi extrême de la bourgeoisie; absence manifeste d'issues dans les anciennes voies traditionnelles. Cependant, comme l'indiquait déjà Lénine en 1915: "Ce n'est pas de toute situation révolutionnaire que surgit la révolution, mais seulement d'une situation telle qu'au changement objectif se joint un changement subjectif, à savoir la capacité de la classe révolutionnaire de mener des actions révolutionnaires de masse suffisamment puissantes pour briser (...) l'ancien gouvernement qui, jamais, même en période de crise, ne "tombe" si on ne le "fait" pas tomber." L'histoire récente a apporté une série de tragiques confirmations au fait que la révolution ne naît pas de toute situation révolutionnaire, mais qu'une situation révolutionnaire devient contre-révolutionnaire si le facteur subjectif, c'est-à-dire l'offensive révolutionnaire de la classe révolutionnaire, ne vient pas à temps en aide au facteur objectif. Fin.

J'espère que vous aurez retrouvé là en grande partie la méthode que j'utilise. Je n'ai pas le temps de commenter ces différents extraits, lire mes causeries précédentes qui se rapportent à chacun des thèmes abordés par Trotsky.

[Quand le vieux monde se fait escroc.](#)

- Bernard Tapie en garde à vue dans l'enquête sur l'arbitrage - AFP
- Arbitrage Tapie: Stéphane Richard met en cause Christine Lagarde - L'Expansion.com
- Vaste escroquerie à la Madoff impliquant une dizaine de pays européens - AFP

[Le mouvement ouvrier n'était pas suffisamment gangrené.](#)

- Les réseaux sociaux ont conquis les Français - L'Expansion.com

[L'émir ne répond plus...](#)

- Les gardiens de prison, mobilisés, s'adressent à Hollande - AFP

[Ils se déchaînent, que craignent-ils ? Comment créer un climat délétère ou de guerre civile permanent...](#)

Au tour des mères de s'opposer aux pères.

- Pension alimentaire: les mauvais payeurs ciblés - LeFigaro.fr
- Coup de filet antiterroriste en Île-de-France: six personnes en garde à vue - LeParisien.fr

Ils sont partout !

- Neutralité religieuse et promotion de la diversité: l'injonction paradoxale faite aux entreprises - LeMonde.fr

Religion et communautarisme au chevet du capitalisme

- Agressions de femmes voilées à Argenteuil : « *Quoi ? On doit créer une milice ?* » - Rue89

Nous y voilà !

- Agen : deux jeunes violemment agressés par des skinheads - Le Nouvel Observateur

Merci pour la pub, pour eux quoi !

- Ayrault insiste sur la sécurité "*pilier*" de la cohésion nationale - AFP

Il voulait dire : du régime !

- Contre le FN, Hollande prépare un plan d'action pour les banlieues - Liberation.fr - C'est dans les quartiers populaires que se recrutent les bataillons d'abstentionnistes que le PS doit faire revenir vers les urnes s'il veut contrer le FN. Liberation.fr 24.06 Et contre la réaction à laquelle est associé le PS, quel est le plan d'action de la gauche et de l'extrême gauche ?

[Le PS fraie la voie au fascisme](#)

- Après Villeneuve-sur-Lot, Hollande veut rejouer l'union de la gauche - LeFigaro.fr
- Jean-Marc Ayrault défend le front républicain - AFP
- Jean-Marc Ayrault demande à l'UMP une position claire sur le FN - Reuters

On ne demandera pas au PS une "*position claire*" sur le socialisme : il y est étranger !

Trotsky expliquait que la bourgeoisie recourt au fascisme quand elle ne peut plus gouverner ou n'a plus d'autres moyens pour imposer sa politique et affronter le prolétariat. Avant cela elle a le Front populaire ou son équivalent dégénéré de nos jours qui fraie

la voie à un régime bonapartiste (de la IVe à la Ve République) ou au fascisme.

Ainsi le PS s'inscrit dans ce processus, il gère la société pour le compte des capitalistes, et rencontrant des difficultés, il s'emploie à faire monter l'extrême droite pour les surmonter, et au cas où il n'y parviendrait pas, soit ce serait le parti de l'ordre officiel, l'UMP, dans sa version d'extrême droite qui prendrait le relais, soit le parti d'extrême droite, le FN. Ceux qui sont aux basques du PS, de Hollande, en sont donc les complices.

[Le Front de gauche à la rescousse des néolibéraux pour s'attaquer à la classe moyenne.](#)

- Paris: Bientôt une taxe sur les résidences secondaires? - 20minutes.fr

Le président du groupe FG/PCF à Paris propose de taxer plus durement les propriétaires...

Vous avez raison, c'est le meilleur moyen pour que la classe moyenne se tourne vers l'extrême droite... En fait, ils rendent service à la pire réaction, sous couvert d'égalité évidemment, ils combattent aussi bien l'extrême droite que pour le droit au logement des travailleurs, vous y croyez vous ?

[Mélenchon voyage en famille.](#)

- Jean-Luc Mélenchon: «*Je ne voyage qu'en classe affaire*» - 20minutes.fr

Le coprésident du Front de Gauche aurait-il des goûts de luxe? Dans un reportage diffusé dimanche, dans le magazine «*13h15, le dimanche*» sur France 2, Jean-Luc Mélenchon a indiqué: «*Moi, quand je voyage, je voyage en classe affaire. J'ai passé l'âge d'aller me faire briser le dos à la classe économique*». 20minutes.fr 24.06

Il n'est pas député européen pour des prunes le charlatan !

[La dictature de Bruxelles.](#)

- La Commission européenne dénonce "*le chauvinisme*" françaisAFP

- Barnier demande à Montebourg d'arrêter de se "*défausser*" sur l'EuropeL'Expansion.com -

- Bruxelles ouvre la voie à la fusion ICE-NYSE Euronext - AFP PAC: l'UE et la Commission veulent un accord cette semaine - AFP

- Eurotunnel va saisir les autorités de marchés après la chute de son action - AFP

Eurotunnel va saisir les autorités de marchés en France et en Grande-Bretagne après avoir vu son action s'effondrer depuis jeudi, jour où la Commission européenne a sommé de faire baisser les tarifs imposés aux trains qui passent dans le tunnel sous la Manche. AFP 24.06

[Il est bien placé pour en parler, Bruxelles et le néolibéralisme est l'extrême droite du capitalisme.](#)

- Barroso assimile une partie de la gauche à l'extrême droite - AFP

Ce genre de discours n'est rendu possible que parce qu'à l'arrivée ni la gauche et ce qu'il appelle par erreur la gauche, le PS, et l'extrême droite se nourrissent du capitalisme et ne rompent ni avec lui ni avec l'UE.

Prenez le discours de Montebourg, il a accusé la Commission d'agir contre les peuples européens et de donner ainsi "*raison à tous les partis souverainistes et anti-européens*" (AFP 24.06). Il tient un double langage, il ose même un amalgame qui consiste à dénoncer à la fois la Commission européenne et les partis qui s'opposent à la soumission des Etats à l'UE qui finalement lui convient très bien puisque le PS y participe, il a voté tous les traités européens qui s'attaquent systématiquement aux droits des peuples européens, c'est de l'hypocrisie à l'état pur.

En fait, il reproche à la Commission de donner des arguments aux opposants à l'UE, dont il est un chaud partisan, c'est un réactionnaire, il figure bien dans le même camp que Barroso, CQFD.

[Les mains sales de l'Internationale socialiste jaune et les vases communicants de l'extrême droite vers la droite.](#)

- Le chef de file du Pasok promu n°2 du gouvernement grec - Reuters

Le Premier ministre grec conservateur Antonis Samaras a procédé lundi à un remaniement gouvernemental, en nommant le dirigeant socialiste Evángelos Vénizélos, ministre des Affaires Etrangères et vice-président du gouvernement.

Le remaniement est également marqué par le retour d'Adonis Georgiadis, ex cadre du parti d'extrême droite Laos jusqu'à 2009 avant de passer à la droite, qui est nommé ministre de la Santé. [lexpress.fr 24.06](#)

[Profitez-en, c'est pas chère !](#)

- IBM s'implante à Lille et promet d'embaucher 700 jeunes - AFP

[La régression sociale: c'est moderne !](#)

- "Travail du dimanche: une réponse moderne et efficace à la morosité économique" - [L'Express.fr](#) -

[Vos amis les barbares à l'oeuvre messieurs Hollande et Fabius.](#)

- Syrie : un franciscain abattu par les rebelles - [Le Point.fr](#)

Le père François Mourad est mort dans le couvent de Ghassanieh, près de Homs, qui a été entièrement pillé par un groupe rebelle. [Le Point.fr 24.06](#)

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1 - France

1.1 - Bernard Tapie, placé lundi en garde à vue dans l'affaire de l'arbitrage contesté avec le Crédit Lyonnais a été placé lundi en garde à vue dans l'enquête sur l'arbitrage controversé sur le litige qui l'opposait au Crédit Lyonnais au sujet de la vente d'Adidas, et qui lui avait accordé en 2008 plus de 400 millions d'euros.

Dans cette affaire, les juges s'intéressent à la décision du tribunal arbitral d'octroyer en 2008 403 millions d'euros à M. Tapie en règlement du litige avec le Crédit Lyonnais né de la vente, en 1993, de l'équipementier sportif Adidas, qu'il avait acquis trois ans plus tôt.

Les magistrats soupçonnent cet arbitrage d'avoir été biaisé à son profit. Ils veulent savoir comment l'homme d'affaires a plaidé sa cause à l'Elysée et au ministère de l'Economie et s'intéressent de près à ses liens avec les arbitres.

Stéphane Richard, le PDG d'Orange et ex-directeur de cabinet de l'ancienne ministre de l'Economie Christine Lagarde, l'ancien patron du Consortium de réalisation (CDR, chargé de gérer l'héritage du Crédit Lyonnais) Jean-François Rocchi, et l'un des juges arbitraux, Pierre Estoup, ont été mis en examen pour "*escroquerie en bande organisée*" dans ce dossier.

Outre M. Tapie, les policiers ont également placé lundi matin en garde à vue Jean Bruneau, ancien président de l'association des petits porteurs de BTF (Bernard Tapie Finances, ancienne société cotée en Bourse), selon une source proche de l'enquête.

Au coeur de l'affaire, il y a une réunion fin juillet 2007 à l'Elysée en présence, selon M. Richard, du secrétaire général, Claude Guéant, du secrétaire général adjoint, François Pérol, de M. Rocchi, du conseiller justice de l'Elysée, Patrick Quart, mais également de M. Tapie.

Lors de cette réunion, Claude Guéant avait tranché: "*Nous allons faire l'arbitrage*", a rapporté M. Richard aux enquêteurs, se disant "*surpris*" de s'être retrouvé face à MM. Guéant, Pérol et Tapie. Personnage central, Claude Guéant devrait lui aussi être prochainement convoqué par les enquêteurs, qui ont déjà perquisitionné à son cabinet et son domicile.

Sur la réunion à l'Elysée, M. Tapie a multiplié les interviews, laissant entendre qu'il avait pu effectivement prendre part à une telle rencontre. L'enquête a également montré que M. Tapie avait eu plusieurs rendez-vous avec Nicolas Sarkozy, à l'Elysée, en

2007 et 2008.

L'homme d'affaires devrait également s'expliquer sur ses liens avec l'arbitre Pierre Estoup, ancien haut magistrat à la cour d'appel de Versailles.

Les enquêteurs en particulier s'interrogent sur le sens d'une dédicace faite par M. Tapie, en juin 1998, dans un livre offert à M. Estoup. "*Votre soutien a changé le cours de mon destin*", lui écrivait-il.

Comme l'a révélé Le Monde, les policiers s'interrogent sur une possible tentative d'intervention de M. Estoup en faveur de l'homme d'affaires lors d'un procès sur les comptes de l'Olympique de Marseille. Dans ce procès en appel, l'homme d'affaires avait finalement évité toute peine de prison ferme.

Selon M. Tapie, cette dédicace n'a rien à voir avec ce procès. AFP 24.06

1.2. - Avant son audition, Le Point.fr a recueilli le témoignage de l'ancien président de l'Association des petits porteurs pour l'annulation de la vente litigieuse d'Adidas, Jean Bruneau.

Quand avez-vous rencontré Me Chouraqui, l'ancien avocat de Tapie ?

Fin octobre 1997, c'est Francis Chouraqui qui m'a contacté. Il se proposait d'aider l'Appavla et m'a demandé mes intentions pour les minoritaires. Dès 1997, nous avons des preuves que la Société de banque occidentale (SDBO) et le groupe Crédit lyonnais s'étaient vendus à eux-mêmes Adidas, en se servant de sociétés offshores situées dans des paradis fiscaux. Me Chouraqui a participé à la désignation de monsieur le bâtonnier Jean-René Farthouat en tant que mandataire ad hoc de CEDP (ex-Bernard Tapie Finance). Ce fut sa seule mission.

Lors de notre première réunion, il m'a expliqué faire appel à des professeurs de droit et d'anciens magistrats à la retraite pour des consultations. Il m'a précisé qu'il en avait un particulièrement compétent pour la mission que je voulais lui confier. Il m'a donné ses coordonnées téléphoniques et son fax. J'ai découvert qu'il s'agissait de Pierre Estoup (l'un des trois juges arbitres mis en examen pour escroquerie en bande organisée). Mais contrairement à ce que prétend Me Chouraqui, Pierre Estoup ne m'a jamais contacté. Je ne lui ai jamais commandé, ni payé la moindre consultation pour une quelconque action judiciaire, tant pour mon compte personnel que pour celui de l'Appavla.

Pouvez-vous nous expliquer la teneur de votre courrier du 29 avril 2007 à Me Maurice Lantourne ?

Ce courrier dérange au plus haut niveau et jette un trouble dans l'esprit des juges d'instruction. Dans ce dossier, j'ai toujours été tenu à l'écart de la majeure partie des informations et des décisions. Au cours d'une pause déjeuner prise le 24 avril 2007 (le jour où a été signé l'accord prévoyant le rachat des actions des 27 minoritaires, NDLR), j'ai assisté à une discussion entre des avocats du consortium de réalisation (CDR). Ceux-ci craignaient que le règlement des 27 minoritaires ne débouche sur une indemnisation amiable de GBT (le groupe de Bernard Tapie, NDLR) de l'ordre de 274 millions d'euros. Ils affirmaient que le CDR ne pourrait jamais se défilier en vue d'un règlement en faveur de GBT, grâce aux preuves accablantes que les avocats avaient récupérées par [mon] intermédiaire... (...)

Dans cette affaire politico-financière, nous assistons à une véritable hystérie collective. Les victimes deviennent les accusés... Le gouvernement actuel est en train de vouloir armer le bras de la justice. La raison ? Le Parti socialiste veut se venger de Bernard Tapie qui lui a fait perdre dans le passé les élections européennes.

Aujourd'hui, le PS a peur que Bernard se présente en 2014 aux élections municipales à Marseille... D'où la nécessité de le mettre en examen puis peut-être en taule... Le Point.fr 24.06

1.3. - Mis en examen dans l'affaire de l'arbitrage opposant Bernard Tapie au Crédit Lyonnais, Stéphane Richard ne veut pas tomber tout seul... Le PDG d'Orange a assuré lundi à l'AFP que l'ex-ministre de l'économie Christine Lagarde, dont il était le directeur de cabinet à Bercy, avait opté "*en totale connaissance de cause*" pour l'arbitrage pour régler le litige qui opposait Bernard Tapie au Crédit Lyonnais sur la vente d'Adidas.

Dans cette même déclaration écrite à l'AFP, il annonce en outre sa décision de contester devant la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris sa mise en examen pour "*escroquerie en bande organisée*", qu'il juge "*infondée et infamante*".

La patronne du Fonds monétaire international (FMI), qui a été simplement placée sous le statut de témoin assisté, avait déclaré fin mai aux magistrats de la Cour de justice de la République (CJR) que M. Richard paraissait très favorable à la solution de l'arbitrage. Elle avait alors estimé qu'elle aurait pu avoir plus d'informations dans le processus de décision qui l'a amenée à opter pour le choix controversé de l'arbitrage entre M. Tapie et le Consortium de réalisation (CDR), qui gérait l'héritage du Crédit Lyonnais.

Une instruction écrite de Christine Lagarde

"Suite aux articles parus dans certains médias ces derniers jours, je tiens à préciser que c'est en parfaite information de la position des différents services de l'Etat et en totale connaissance de cause que Christine Lagarde (...), dont j'étais le directeur de cabinet, a donné instruction par écrit de voter en faveur de la décision de l'entrée en arbitrage", a indiqué M. Richard à l'AFP. "Je confirme l'avoir tenue en permanence informée de toutes les évolutions de ce dossier". "J'ai donc décidé de former un recours devant la chambre de l'instruction contre ma mise en examen que je considère infondée et infamante", ajoute-t-il. L'Expansion.com avec AFP 24.06

2- République tchèque

Le président tchèque Milos Zeman a provoqué une levée de boucliers en prônant un "gouvernement d'experts" comme solution à la crise ouverte par la démission du Premier ministre Petr Necas au milieu d'un scandale de corruption et d'abus de pouvoirs.

M. Zeman, qui doit officialiser sa décision mardi après-midi, a fait cette suggestion dans une interview radiodiffusée dimanche. Il l'a ensuite confirmé lundi, lors d'une réunion tripartite syndicats-gouvernement-patronat, consacrée au salaire minimum.

"Je suis personnellement convaincu que ce gouvernement d'experts, indépendamment de la longueur de son mandat qui pourrait être de trois mois environ en cas d'élections anticipées, pourrait se pencher sur cette question", a affirmé M. Zeman, cité par l'agence CTK.

Les partis politiques représentés au Parlement s'y opposent avec véhémence, penchant pour l'organisation d'élections anticipées. La voie la plus rapide serait une autodissolution de la Chambre basse conduisant à de nouvelles législatives 60 jours après.

Une majorité qualifiée requise de 120 voix sur 200 ne poserait aucun problème pour une alliance ad hoc des partis de droite et de gauche. Les élections anticipées pourraient ainsi avoir lieu en fin d'été ou en début d'automne.

Le projet de M. Zeman, vétéran de la gauche, constitue "la solution la moins stable et en même temps la solution la plus avantageuse pour Zeman et son parti (SPOZ)", notait le quotidien économique Hospodarske Noviny.

L'économiste Jiri Rusnok, 52 ans, ministre social-démocrate des Finances en 2001-2002 et de l'Industrie en 2002-2003, aujourd'hui sans affiliation partisane, était cité comme candidat potentiel à la tête d'un tel "cabinet d'experts".

M. Zeman s'est borné à affirmer qu'il avait "en ligne de mire" quatre personnalités "respectées".

La coalition sortante de centre droit souhaite, elle, le maintien du gouvernement jusqu'aux élections normalement prévues en mai 2014, avec à la tête de l'exécutif Miroslava Nemcova, vice-présidente du parti de droite ODS de M. Necas et chef de la chambre basse.

"Au moment où des partis politiques sont prêts à former un gouvernement qui a de bonnes chances d'obtenir au moins 101 des 200 voix des députés, le président ne devrait pas présenter son propre projet", estime le spécialiste du droit constitutionnel, Jan Kysela, de la Faculté de Droit à Prague.

Si le président Zeman s'en tient à son projet, tout indique que la coalition sortante s'alignera sur l'idée de l'opposition sociale-démocrate (CSSD) d'organiser rapidement des élections anticipées, réclamées vigoureusement par CSSD depuis le début de la crise.

"Nous avons fait clairement savoir au président que nous ne soutiendrions pas une telle solution (du gouvernement d'experts, NDLR)", a déclaré lundi Mme Nemcova.

La Constitution permet trois tentatives pour former un gouvernement avant l'organisation d'élections anticipées. Le président désigne le Premier ministre pour les deux premières tentatives, alors que cette tâche revient au président de la Chambre basse pour la troisième.

Mme Nemcova ne cache pas son inquiétude quant aux possibles retombées économiques de la crise: "Le gouvernement d'experts n'aura pas de soutien. Puis, il y a aura des élections anticipées, puis encore la formation d'un nouveau gouvernement, qui sera sous contrainte de temps pour imposer le budget 2014. Le temps passera et les marchés étrangers réagiront", a-t-elle averti.

M. Necas et son gouvernement de coalition, au pouvoir depuis juillet 2010, sont tombés lundi dernier à la suite d'un scandale de corruption politique et de moeurs impliquant son chef de cabinet, Jana Nagyova, présumée être sa maîtresse. AFP 24.06

3- Brésil

La présidente du Brésil Dilma Rousseff a proposé lundi à Brasilia un référendum sur la "*réforme politique dont a tant besoin le pays*", secoué par un mouvement de protestation historique et a annoncé le déblocage de 18,5 milliards d'euros pour les transports publics.

Le coût des transports urbains et leur piètre qualité avaient embrasé le pays ces dernières semaines en pleine Coupe des confédérations de Football et des préparatifs coûteux pour accueillir l'an prochain la Coupe du monde (Mondial). Les manifestants, dont une délégation a été reçue lundi par la présidente, ont accepté le dialogue avec le pouvoir mais ont fait savoir qu'ils ne cesseraient pas leur lutte pour la gratuité des transports pour autant.

Mme Rousseff, de son côté, a également promis de criminaliser la corruption en la rendant passible des peines les plus sévères.

Réitérant sa ferme volonté d'écouter "*la voix de la rue*", la présidente du Brésil a fait ses annonces lors d'une réunion publique avec les gouverneurs et maire du pays dans la capitale.

"Je veux proposer un débat sur la convocation d'un plébiscite populaire qui autorise le fonctionnement d'un processus constituant spécifique pour mener la réforme politique dont le pays a tant besoin", a-t-elle déclaré.

La présidente brésilienne n'a pas précisé quel type de réforme politique elle envisageait pour garantir un meilleur fonctionnement des institutions.

Un référendum ne peut être convoqué au Brésil que par le parlement, où le Parti des travailleurs (PT) au pouvoir n'a pas la majorité absolue et gouverne avec une coalition de partis.

La dernière assemblée constituante au Brésil remonte à 1986, au lendemain de la dictature militaire (1964-85).

Outre le référendum Mme Rousseff a annoncé que "*le gouvernement destinera 50 milliards de reais (18,5 mds euros) à de nouveaux investissements en travaux de mobilité urbaine*" pour améliorer les transports en commun dans le pays.

La construction de métros doit être privilégiée a-t-elle indiqué. L'autobus demeure le moyen de transport le plus utilisé par les 194 millions de Brésiliens, alors que l'augmentation constante du nombre de voitures dans le pays provoque un trafic de plus en plus chaotique dans la plupart des grandes villes.

"La lutte continue. La lutte pour la gratuité (des transports) pour tout le monde continue", a réagi la représentante du mouvement "*Passe livre*" (ticket de transport gratuit, ndlr), Mayara Longo Vivian.

"Le dialogue est un pas important, mais sans actions concrètes qui confirment les améliorations pour la population il n'existe pas de progrès", a-t-elle ajouté. AFP 24.06

4- Jordanie

En Jordanie, une source bien informée vient de révéler que les services de renseignements et de sécurité tentent d'engendrer une explosion de puissante intensité dans le camp des réfugiés syriens pour ainsi rendre le terrain propice à une intervention militaire américaine en Syrie.

Le quotidien libanais Al-Safir cite une source bien informée jordanienne : « *Il existe des informations prouvant que les conditions se réunissent peu à peu pour que des attentats aient lieu dans le camp de réfugiés syrien Zaatari* ».

« *Les services de renseignements de la Jordanie et des Etats-Unis tentent d'accuser la Syrie de provoquer cette explosion pour ainsi rendre le terrain propice à une intervention militaire américaine en Syrie* », a ajouté la même source. « *Si cette explosion survient, les militaires américains resteront définitivement en Jordanie même après la fin de la manœuvre militaire conjointe baptisée "Eager Lion 2013"* ». Dans le même temps, les sources officielles américaines ont révélé que le nombre des militaires américains, fusiliers et les forces navales inclus, qui resteraient en Jordanie après la fin de la manœuvre "Eager Lion 2013" atteindrait mille personnes. Ce alors que la Jordanie avait anancé le chiffre de 700 Gi's. Par ailleurs, les médias jordaniens et occidentaux viennent de faire part de l'installation de 300 militaires américains sur les frontières syro-jordaniennes et près du camp de réfugié syrien Zaatari. Le Roi Abdallah dont le premier ministre ne cesse de se défendre contre toute implication jordanienne dans une éventuelle guerre est-il il en train de jouer un double jeu? french.trib.ir 24.06

5- Arabie Saoudite

Un ex-responsable au Département américain à la Défense a jugé dangereuses les politiques hostiles de Riyad face à la Syrie.

Interviewé par la chaîne d'informations Presse TV, Michael Maloof, auparavant responsable au sein du Pentagone, a déclaré que les Etats-Unis armaient les terroristes en Syrie pour ainsi mettre en œuvre les politiques de Riyad face à Damas. « *Le régime saoudien a adopté une politique erronée envers Damas sans connaître les retombées néfastes d'une telle politique* », a dit Michael Maloof avant d'ajouter : « *La livraison d'armes aux terroristes mettra en péril la sécurité des pays arabes de la région dont l'Arabie saoudite* ». Les groupes terroristes, soutenus par les Etats-Unis, le Qatar, l'Arabie saoudite et la Turquie, déstabilisent la Syrie depuis mars 2011 afin d'affaiblir l'axe de la résistance. Massacrant les civils et les forces de sécurité, ils tentent de rendre le terrain propice à l'intervention militaire des pays étrangers en Syrie. french.trib.ir 24.06

6- Algérie

C'est à peine si la police algérienne s'est aperçue de ce phénomène : l'afflux des milliers de " *touristes*" originaires des pays du golfe Persique ! selon le site Al Youm al Saba, le général de brigade Larzaq Ghali , chef de police algérienne, "*un contrôle sécuritaire plus strict est désormais imposé sur les vols en provenance et en partance de la Turquie et de Dubaï*". "*Ces dernières semaines, l'aéroport international de Boumedienne à Alger et de nombreux autres aéroports dans le pays ont été le théâtre d'un trafic de passagers sans précédent. Quelques 176.163 personnes sont arrivés les cinq premiers mois de 2013 en Algérie contre 167.060 personnes qui l'ont quitté. c'est un afflux sans précédent, un record qui inquiète*", dit le chef de police.

Selon des sources de renseignement , des bandes de recrutement des terroristes sont plus que jamais actives dans les pays du golfe Persique. Elles arrivent en Algérie , en Tunisie, en Libye où ils recrutent des jeunes pour les emmener faire le "*jiihad*" en Syrie. les jeunes algériens arrivent en Turquie puis en Syrie où ils rallient les rangs des takfiris. french.trib.ir 24.06

7- Palestine

Après l'Égypte, version palestinienne du Tamarrud, ou Rébellion, campagne qui sera lancée cette semaine pour protester contre l'Autorité palestinienne, la division entre la Cisjordanie et Gaza, et l'occupation israélienne.

Les organisateurs de la « *Ya Filastini Tamarrud !* », ou campagne « *Rebelles palestiniens !* », viennent de la Palestine occupée et au-delà. Ce qui les motive, c'est « *le mépris affiché par les gouvernements de Cisjordanie et de Gaza pour la dignité du peuple palestinien* ». Les rebelles lanceront d'abord leur campagne sur Facebook, puis chercheront ultérieurement à recueillir les signatures des Palestiniens à travers le monde.

Safaa Srour, membre de la campagne Tamarrud, a dit à Al-Akhbar, « *Les deux gouvernements, en Cisjordanie et à Gaza, se sont engagés dans des orientations politiques qui nuisent au peuple palestinien. Cela nous a poussés à prendre l'initiative et à lancer notre campagne pour s'élever contre toutes les handicaps politiques qui entravent la bataille contre l'occupation.* » Les frontières qui séparent les Palestiniens et la diaspora empêchent les militants de la campagne de se rassembler dans un seul endroit spécifique. En fin de compte, ils n'ont trouvé aucune autre solution que les services des réseaux sociaux pour promouvoir la campagne.

Farouk Arar, autre membre de la campagne, a déclaré : « *Nous ne voulons pas que notre initiative se limite à la Palestine occupée. La rébellion doit être reprise par tous les Palestiniens. La campagne ne doit pas être un phénomène temporaire qui parfois se réveille, parfois décline* ».

Tamarrud, selon Arar, aspire à la fin de la division et à raviver la conscience des Palestiniens de leurs droits et devoirs historiques pour chasser l'occupation et mettre fin aux prétentions de légitimité de l'Autorité palestinienne. Arar dit aussi que la campagne vise à organiser l'action sur le terrain avec une large participation, mais à l'écart des factions politiques traditionnelles. Elle pense que la campagne en ligne se concentrera en sur ceux qui ont accès à Internet dans un premier temps, et dans une nouvelle étape, la campagne initiera une pétition qui couvrira l'ensemble des communautés palestiniennes, y compris la diaspora. Al-Akhbar - french.trib.ir 24.06

8- Liban

Tout au long du mandat du président Ahmadinejad, les Etats-Unis n'ont cessé de crier à l'ingérence iranienne en Amérique Latine.

L'alliance irano vénézuélienne chaque jour plus fort donnait ainsi de la matière aux analyses et aux commentaires les plus saugrenus, accusant l'Iran de chercher à élargir son influence dans une région que les américains considèrent comme leur propre chasse gardée. Mais comme toute accusation venue de l'Amérique celle-ci aussi vient de tomber à l'eau à la faveur d'un rapport que le département d'Etat a élaboré : cité par Washington Times, le rapport affirme qu'au contraire des allégations précédemment avancées, l'Iran "*ne s'ingère pas dans les question sécuritaires touchant l'Amérique Latine. il ne soutient pas les groupes terroristes sur ce continent*" "*il n'existe aucune preuve allant dans le sens d'une implication iranienne dans des activités suspectes en Amérique latine*", affirme le rapport qui se place ainsi à rebours d'un rapport élaboré par la

commission des relations étrangères du sénat au risque de le froisser. Les sénateurs avaient accusé l'Iran d'avoir créé une filiale du Hezbollah au Venezuela pour mettre au défi " *les Etats-Unis dans leur propre zone géostratégique*". french.trib.ir 24.06

SOCIAL

Bangladesh

Des centaines d'ouvriers du textile au Bangladesh et des survivants de l'effondrement du Rana Plaza ont manifesté lundi deux mois après le pire accident industriel de ce pays défavorisé d'Asie du sud, en réclamant des comptes au gouvernement sur les personnes toujours portées disparues et sur le volet financier.

Proches des victimes et ouvriers se sont rassemblés sur les lieux du drame à Savar, à une trentaine de km de Dacca, où l'immeuble de neuf étages s'est effondré le 24 avril, faisant 1.129 morts.

De nombreux proches ont éclaté en sanglots en relatant leurs efforts vains pour retrouver des membres de leur famille. D'autres appelaient à la peine de mort pour le propriétaire du Rana Plaza, qui abritait plusieurs ateliers de confection travaillant pour des marques occidentales d'habillement.

"*Je n'ai pas retrouvé le corps de ma soeur aînée, Laboni Begum*", confiait Shimu Akter, une ouvrière du textile âgée de 18 ans qui fut, elle, extraite des décombres deux heures après l'effondrement de l'immeuble. "*Nous avons vu tous ceux que les autorités ont retrouvés, mais elle n'était pas parmi eux*".

Selon un responsable du gouvernement local, 316 ouvriers étaient toujours portés disparus mais les autorités estiment qu'ils pourraient figurer parmi les centaines de personnes ayant été enterrées dans un cimetière public après n'avoir pu être identifiées. AFP 24.06

ECONOMIE

Portugal

Les principales confédérations patronales portugaises ont affirmé lundi que le programme de rigueur budgétaire négocié en échange d'une aide financière internationale avait échoué, et appelé le gouvernement à changer de cap afin de "*sauver le pays de la récession*".

"*Le plan d'austérité pour le Portugal a été une réponse de court terme, appliquée comme si c'était la seule possible, mais aujourd'hui, face à ses résultats, personne ne peut commettre l'irresponsabilité de la défendre ou, pire encore, de la poursuivre*", ont-elles déclaré dans un communiqué conjoint.

"*Il est urgent de changer de cap*" et "*il faut de toute urgence prendre des mesures pour sauver le pays de la récession*", ont souligné les quatre confédérations représentatives des secteurs de l'industrie (CIP), du commerce et des services (CCP), du tourisme (CTP) et de l'agriculture (CAP).

"*La politique de redressement budgétaire reste centrée sur la réduction de la demande intérieure, une hausse de la fiscalité insensée et l'absence de financement pour les petites et moyennes entreprises*", ont ajouté lundi les confédérations patronales, appelant notamment à une révision de la fiscalité des bénéfices réalisés par les entreprises.

"*Le premier pas pour corriger une erreur est de la reconnaître, mais le gouvernement tarde à donner des signes en ce sens*", ont-elles regretté.

Cette prise de position du patronat intervient alors que le gouvernement de centre-droit, de plus en plus contesté, affrontera jeudi une nouvelle grève générale convoquée par les deux principales confédérations syndicales portugaises pour protester contre sa politique d'austérité. AFP 24.06

[Haut de page ↗](#)

Le 26 juin 2013

CAUSERIE

Racket de l'oligarchie financière. Ils ont de la suite dans les idées.

Samedi, lors de la réunions des ministres des Finances de l'UE, le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble a proposé que les actionnaires, les créanciers, les déposants et les titulaires de comptes subissent une ponction de 8%, affirmant que cette solution demeurerait plus favorable pour eux, car leurs pertes seraient beaucoup plus importantes si les banques faisaient faillite.

Schäuble et Moscovici ne sont pas parvenus à surmonter leur désaccord. Le ministre des Finances allemand a estimé que les règles ne pouvaient pas être à géométrie variable en fonction des situations, parce que cela pourrait créer un avantage concurrentiel pour certaines banques.

L'idée de Schäuble n'est pas nouvelle. Déjà en 2011 le Boston Consulting Group avait estimé qu'imposer une taxe de 30% sur tous les actifs serait la seule façon de sortir de la crise de l'euro. Selon certains économistes il n'y a pas d'autre solution que de prendre l'argent là où il est : sur les comptes des épargnants.

Entre 2008 et 2011, les contribuables européens ont consacré plus de 4,5 trillions (un trillion = mille milliards) d'euros, soit un tiers du PIB de l'UE, au sauvetage des pays et des banques. Reuters 24.06

Il s'agirait de ponctionner 8% sur tous les comptes bancaires selon Schäuble. Cela concernerait en priorité la classe moyenne.

Manipulation, instrumentalisation, stratégie.

De l'individualisme du gauchiste à l'extrême droite en passant par les néolibéraux.

- Cohn-Bendit sur Europe 1 à la rentrée - LePoint.fr

- Robert Ménard, porte-flambeau de la dédramatisation du FN - Le Monde

L'un ex-maoïste, porte-parole de l'UE et du néolibéralisme, l'autre ex-LCR puis PS passé à l'extrême droite, on peut dire qu'ils ont de la suite dans les idées... Ils ont assuré leur brillante carrière et ne manquent de rien, à croire que certaines idées ont un prix, pas les nôtres, pas à vendre.

- Antifas lyonnais : «*Nos valeurs sont pour la solidarité entre les peuples*» - Liberation.fr

- Mort de Clément Méric: «*Tout ce qui est dit, c'est de la calomnie*» - Liberation.fr

- Seul l'un d'eux (du collectif Action antifasciste Paris-banlieue - ndlr), "*ce qui s'est réellement passé le 5 juin, nous le saurons le jour du procès. En attendant, tout ce qui est dit, c'est de la calomnie.*" Liberation.fr 25.06

Pourquoi faudrait-il attendre "*le jour du procès*", ils étaient quatre de leur collectif sur place avec Méric Clément le 5 juin lors de cette bagarre, et ils ne savent pas ce qui s'est passé exactement, ils nous prennent pour des cons. Quand on fait une connerie, on l'assume, on ne nie pas les faits.

- Il poursuit: «*Clément Méric est mort, il a été tué sous les coups d'Esteban. Voilà, les seuls faits avérés pour l'instant. Et oui, il y a eu provocation. Quand on se pavane dans la rue avec un tee shirt sur lequel est écrit "100% pur race", c'est une provocation. Face à un acte intolérable, nous réagissons. Notre réaction est verbale, politique. Mais forcément, face à l'extrême droite qui n'agit que par la violence, les choses dégénèrent parfois.*» Liberation.fr 25.06

Dites-donc, si chacun devait réagir face à ce qu'il estime être une provocation, on s'entreferait dans votre société, pourvu qu'elle ne voie jamais le jour ! En quoi cela a-t-il à voir avec la lutte des classes ? Absolument rien.

Moi ce que je trouve "*intolérable*" ce sont les types en costard cravate trop propres sur eux pour être honnêtes, des crapules, ils ne méritent pas de vivre quand on voit la misère dans le monde, moi ce que je trouve insupportable ce sont ces femmes maquillées et habillées comme de grosses salopes, des putes je vous dis, des allumeuses ou des nymphomanes qui poussent au viol, c'est criminel, comment, vous n'avez pas envie de réagir, mais il faut chatier ces provocateurs...

Vivement un Etat policier au moins cela nous évitera toutes ces dérives et ces provocations grotesques, tout ce que le pays

comporte de gens aux attitudes provocatrices, voire suspectes ou dangereuses seront pourchassés et emprisonnés... à commencer par les militants du mouvement ouvrier. Ah ben non alors rétorquent les gauchistes, ce n'est pas ce que nous voulions qui arrive ! Non, mais c'est ce à quoi conduit votre propre comportement irresponsable. Vous l'ignoriez peut-être.

Vous ignorez les rapports entre les classes, le fonctionnement des institutions, l'état d'esprit du législateur qui voyez-vous jusqu'à preuve du contraire n'est pas vraiment favorable au mouvement ouvrier, à la cause que vous défendez et que nous partageons. Par votre ignorance, vous lui donnez des armes pour mieux nous combattre et assurer la stabilité du régime, oui, vous aidez nos ennemis, vous desservez notre cause.

On nous dira que ces provocations sont des manifestations sans importances de militants versant dans l'individualisme, l'infantilisme, animés de bonnes intentions, sauf que dans une autre période, lorsque l'heure de l'affrontement entre les classes se précisera, le législateur ne fera pas dans le détail, le sentimentalisme ou l'ouvriérisme à deux balles qui prévaut aujourd'hui dans le mouvement ouvrier et frappera l'extrême gauche de préférence.

Il faut être un crétin pour ignorer qu'interdire ou dissoudre des organisations d'extrême droite ou néo nazies ne sert strictement rien, puisqu'elles continueront d'exister sous une autre forme, c'est même pire, car du coup leurs membres seront amenés à agir plus discrètement ou dans la clandestinité sans être inquiétés par la suite.

Pour conclure résumons. Le PS se sert ou instrumentalise l'extrême gauche gauchiste à laquelle il apporte son soutien, dans le même temps il s'attaque à des organisations d'extrême droite, mais en réalité c'est sa fraction institutionnelle qu'il vise, le FN. Pas pour les raisons qu'il avance évidemment.

Il sait que ces organisations d'extrême gauche gauchistes ne présentent aucun danger pour sa politique ou l'Etat, que le soutien mesuré qu'il leur apporte ne se traduira pas par une radicalisation des masses vers l'extrême gauche puisque en majorité elles désapprouvent le recours à la violence dans la lutte des classes, par contre, sachant qu'elles sont plutôt à droite en l'absence d'une issue politique ou d'alternative crédible organisée au capitalisme, en mettant l'accent sur l'extrême droite une partie des masses peut y voir une alternative politique et être tentées de se reporter sur le FN. Peut-on dire au détriment de l'UMP ? Pas si sûr. Pourtant cela paraîtrait logique, certes, mais ce n'est pas le seul facteur.

Le PS s'emploie à faire monter le FN pendant que l'UMP perd une partie de l'électorat, du coup le PS se retrouve face au FN et l'emporte forcément. Sauf que voilà, chaque fois que ce scénario a été employé quand le PS était au pouvoir, il a abouti au résultat inverse, c'est le PS qui a perdu une partie de l'électorat, tandis que l'UMP demeurait stable et du coup à l'arrivée il ne restait plus que le FN et l'UMP en lice. J'ai utilisé l'expression "*l'électorat*" de ces partis qui va et qui vient, et non "*leur électorat*" qui signifierait qu'ils ont un électorat attiré ce que je récuse, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Deux facteurs doivent être pris en compte encore.

Le premier, c'est que le PS ne se bat pas forcément pour gouverner ou être en première ligne.

En étant dans l'opposition et en détenant un nombre considérable de mandats locaux, ils cumulent avantages et prébendes sans les inconvénients, ce n'est pas négligeable et c'est relativement confortable. De plus, le PS est présent dans un tas de commissions ou ses élus sont aussi nommés pour collaborer à des études, des rapports, participer à une multitude d'organismes, de missions, etc, ajoutons leur présence dans les conseils d'administration d'entreprises publiques, le tout rémunéré comme il se doit, bref, ils ne sont pas au pain sec, en réalité les deux principaux partis ou coalitions et leurs satellites se partagent le travail, le pouvoir et les prébendes qui vont avec depuis 1958.

Que la direction du PS estime légitime que de temps en temps ses pairs témoignent leur reconnaissance envers ses élus et leur permettent d'accéder à certaines fonctions auxquelles sont liés des privilèges ou des gratifications exceptionnelles (parfois à vie !), c'est ce qui justifie la course à l'échalotte entre l'UMP et le PS pour accéder au pouvoir. Mais pas seulement.

Le second a un rapport avec la crise du capitalisme et du régime.

Quand le parti officiel de l'ordre n'est plus en mesure d'assumer le pouvoir parce qu'il est rejeté par les masses, c'est son suppléant, son suppléant qui est chargé de prendre la relève afin d'assurer la stabilité et la continuité du régime pour le compte des capitalistes dont les uns et les autres sont finalement les représentants.

Sauf qu'en période de crise profonde du capitalisme, l'expérience ou l'alternance au pouvoir risque de tourner court, le parti parvenu au pouvoir peut rencontrer comme son prédécesseur plus ou moins rapidement des obstacles ou des difficultés qui tendent à l'empêcher de poursuivre la même politique, voire de l'aggraver. C'est le cas de figure auquel il est confronté plus ou moins aujourd'hui. Cette crise du pouvoir est rendu supportable grâce à la collaboration des appareils traîtres et jaunes des syndicats soutenus par tous les partis ouvriers.

Il lui faut donc mettre en avant des mesures pour faire diversion, diviser ses opposants, les affaiblir, ou au contraire sortir des mesures marginales auxquelles ses opposants vont se rallier et qui lui permettront de stabiliser son pouvoir pour appliquer son programme politique, poursuivre son offensive contre la classe ouvrière.

C'est dans ce cadre que s'inscrit l'instrumentalisation que le PS entend faire de l'affaire Méric Clément et de la provocation de l'extrême gauche gauchistes envers des militants d'extrême droite. Cela lui permet de diviser l'extrême gauche en donnant satisfaction à son aile la plus gauchiste, individualiste, au détriment de celle qui est véritablement organisée autour d'un programme et qui du même coup se retrouve amalgamées aux gauchistes, c'est pas mal joué il faut avouer, cela n'est rendu possible que parce que le POI, le NPA et LO ont eux-mêmes versés dans le gauchisme dans cette affaire au lieu de s'en tenir strictement aux faits. A l'arrivée, tous les partis de l'extrême gauche gauchiste en passant par tous les partis de la gauche se retrouvent au côté du gouvernement et du PS, au moment même où celui-ci organisait une conférence consacrée au saccage de nos retraites à laquelle tous ces partis adhéreront puisque aucun n'appellera à la boycotter, ainsi le mouvement ouvrier est totalement cadennassé sur tous les fronts, et les tenants du régime dont le PS peuvent s'en réjouir.

Tandis que l'extrême droite institutionnelle, le FN, profite de cette diabolisation, étant présentée comme une menace, donc une alternative possible au PS et à l'UMP à défaut d'être crédible, ce que ne pouvait pas prétendre l'extrême gauche éclatée et complètement marginée dans la société, coupée des masses.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que dans le cas où le PS serait incapable de poursuivre sa politique réactionnaire, si l'UMP n'était pas en ordre de bataille pour prendre la relève, il préparerait l'arrivée au pouvoir du FN, le dernier recours des capitalistes, qui materait, briserait, liquiderait purement et simplement le mouvement ouvrier, vous aurez à coeur de lire l'article consacré aux recommandations de JP Morgan qui confirme ce qui vient d'être exposé ici.

Ce que nombre de militants n'arrivent pas à admettre ou à se graver dans la tête, c'est que le PS est le représentant d'une idéologie, d'une classe sociale, et que pour servir ses intérêts il est prêt à tout, il ne renoncera jamais, il ne changera jamais, c'est sa raison d'être. S'il doit porter l'extrême droite au pouvoir, il le fera, il l'a déjà fait dans le passé mais personne ou peu ne s'en souviennent ou ne l'ont vraiment compris.

Revenons une dernière fois à cette affaire.

En réalité les seuls faits sont les suivants :

- Le film de la RATP *«prouve que le groupe d'extrême gauche a attendu longtemps les skinheads à côté de la station de métro pour en découdre»*. Ce qui confirme les témoignages de vigiles et organisateurs de la vente privée de vêtements de marques anglaises (...) qui ont *«vu et entendu les militants antifascistes chambrer les skinheads, Clément Méric ayant été le plus provocateur»* en charriant les *«fachos qui font leurs courses»* et en leur lançant : *«On vous attend dehors.»* Le freluquet n'aurait pas été le dernier à chercher les costauds rasés, comme nous l'écrivions dès le 7 juin : *«Verbalement, c'est le groupe d'extrême gauche qui a été le plus vindicatif à l'intérieur de la salle des ventes mais, physiquement, c'est la bande d'extrême droite qui a été la plus virulente à l'extérieur.»* Liberation.fr 25.06

- Selon *Le Point*, ce sont Méric et ses amis qui ont commencé: un certain Samuel -un des skins mis en examen- reçoit le premier coup. Les mêmes témoignages affirment : *"Les mecs d'extrême droite ont cherché à échapper à l'affrontement, n'ont fait que se défendre, puis ont répliqué."* Lexpress.fr 25.06

Ils ont insulté les skinheads, cela ne leur suffisait pas, Méric Clément leur donne rendez-vous "dehors", et ils les ont "attendus longtemps", puis l'un d'entre eux démarre la bagarre en frappant un skinhead, tous les témoignages concordent, ce sont les faits et nous nous en tiendrons aux faits. Ils n'ont pas varié depuis le premier jour.

Ces gauchistes ont délibérément créé cet incident, qu'espéraient-ils en tirer, quel bénéfice le mouvement ouvrier pouvait-il en attendre ? Absolument aucun, sauf à se ridiculiser, à perdre toute crédibilité auprès des travailleurs les plus censés qui s'en remettent aux faits et qui rejettent ces méthodes. Fuyez le gauchisme, rejoignez je ne sais pas, le POI, le GMI...

ACTUALITE EN TITRES

Intox

- Les députés ont voté les textes sur la transparence et la fraude fiscale - 20minutes.fr

- La France n'est pas le "béni-oui-oui de l'Europe", dit Ayrault - Reuters

- Les groupuscules d'extrême droite Troisième Voie et JNR annoncent leur dissolution - LeMonde.fr

[Quand on vous dit que cela turlupine la classe dominante.](#)

- Sondage: 68% des Français sont satisfaits de leur vie sexuelle - 20minutes.fr

Ils n'ont pas tous dit la vérité, cela tout de même fait pas mal de frustrés.

[L'UE des banquiers.](#)

- Expulsions en Espagne: Bruxelles s'inquiète plus pour les banques que pour les familles - L'Expansion.com

[Droite-droite, quoi !](#)

- Grèce: cohabitation droite-socialistes face à la crise - AFP

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[La version du progrès vue par le vieux monde à abattre.](#)

- Le commerce mondial d'armes florissant, percée de l'Asie - AFP

Les exportations et les importations d'armements dans le monde sont passées de 56,5 à 73,5 milliards de dollars (de 43 à 56 milliards d'euros) entre 2008 et 2012, selon l'étude publiée par IHS Jane's.

"A ce rythme", le marché pourrait atteindre 100 milliards de dollars d'ici 2018 et avoir plus que doublé d'ici 2020.

Mais la part de l'Europe occidentale a baissé, tombant à 27,5% en 2012 contre 34,5% en 2008, alors que celle de l'Asie-Pacifique, Chine incluse, grimpeait de 3,7% à 5,4% sur la même période.

Les budgets de défense des pays d'Asie-Pacifique devraient en outre dépasser ceux des Etats-Unis et du Canada d'ici 2021, atteignant 501 milliards de dollars (+35% par rapport à 2013). Avec en tête dans cette région, la Chine, suivie par l'Inde, le Japon, l'Australie et la Corée du Sud.

Globalement, la progression des budgets de défense dans le monde devrait aussi se poursuivre: ils pourraient atteindre 1.650 milliards de dollars d'ici 2021 (+9,3% par rapport à 2013).

Israël, pour sa part, devrait devenir le premier exportateur de drones d'ici la fin 2013, devançant les Etats-Unis, et en vendre deux fois plus que les Américains d'ici 2014.

"Les exportations israéliennes sont vraiment impressionnantes", alors que "de nombreux pays musulmans refusent de faire affaire avec eux", constate Ben Moores. AFP 25.06

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- États-Unis

Edward Snowden, assure avoir longuement réfléchi avant de publier les détails du programme PRISM, une machine à espionner tous les américains contraire à la démocratie selon l'ex-consultant de l'agence de renseignement américaine NSA.

"Si j'avais voulu nuire aux États-Unis, je pouvais bloquer le système de surveillance en un après-midi. Mais ce n'était pas

mon intention. Je pense que tous ceux qui se disent cela n'ont qu'à se demander... S'ils étaient à ma place, vous savez : vous avez une vie privilégiée, vous vivez à Hawaï, au paradis, et vous gagnez plein d'argent, qu'est-ce qui fait que vous laissez tout derrière vous?"

Après la CIA, le jeune homme travaille depuis 4 ans pour le cabinet de conseil Booz Allen Hamilton, sous traitant de l'Agence de sécurité nationale, pour un salaire de annuel de 200 000 dollars. A ce titre, il collabore au programme de surveillance sur internet, hautement secret, de la NSA. Des données sensibles qu'il va décider d'exfiltrer. euronews.com 25.06

Nous soutenons sans réserves Edward Snowden.

2- Syrie

2.1- Les Etats-Unis et la Russie ne sont pas parvenus mardi à se mettre d'accord sur les conditions d'organisation d'une conférence internationale de paix sur la Syrie.

Réunis pendant cinq heures à Genève, diplomates russes et américains ont affiché leurs désaccords sur nombre de questions, de la date de la conférence à la liste des participants, a déclaré le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Guennadi Gatilov.

Les deux parties vont retourner dans leurs capitales respectives pour consultations mais il n'y a toujours pas d'accord sur la composition de la délégation de l'opposition syrienne, ni sur la participation de l'Iran que Moscou juge indispensable, a-t-il ajouté.

Wendy Sherman, qui dirigeait la délégation américaine, n'a fait aucun commentaire.

Le chef de la diplomatie américaine John Kerry doit rencontrer son homologue russe Sergueï Lavrov la semaine prochaine. D'autres discussions pourraient ensuite avoir lieu, a indiqué de son côté l'Onu.

La semaine dernière, en marge du sommet des pays du G8 en Irlande du Nord, une source rapportait que la conférence de Genève n'aurait probablement pas lieu en juillet mais plutôt en août. Reuters 25.06

Américains, Français et Britanniques ont tout fait pour la torpiller, c'était joué d'avance, ils ne veulent pas d'une solution politique, seule une solution militaire et l'écrasement de la résistance syrienne figure à leur programme... depuis 2001, pour rappel.

2.2- L'ASL vient d'annoncer l'arrivée du cheikh salafiste, Al Assir en Syrie et dit vouloir mobiliser tous ses moyens pour lui offrir l'hospitalité.

Selon Shia New.com, l'un des commandant de l'ASL, Bassam al Dada a annoncé cette nouvelle lors d'un entretien : " *Nous disposons d'informations selon lesquelles le cheikh Al Assir est entré en Syrie. Il est l'un des plus fervents opposants d'Assad. Le peuple syrien lui réservera un très bon accueil car il lui doit beaucoup. L'ASL l'aidera pour qu'il puisse atteindre ses objectifs*". Al Assi est sous la protection de l'ASL et l'ASL est prête à mettre à sa disposition tous ses moyens (ndlr : armements?). Al Dada poursuit : " *Al Assir et son fils et ses compagnons ont été auparavant à Qusseir et c'est l'ASL qui lui a demandé de quitter Qusseir. Al Assir est un héros pour le peuple syrien, c'est un homme qui n'a cessé de défendre le Liban*". " *ceux qui ont coopéré avec le Hezbollah pour expulser Al Assir ou pour le tuer regretteront leur geste. Al Assir est un héros arabe et sa place est dans nos coeurs*".

Al Assir est recherché par la justice libanaise. Il est coupable du meurtre de 25 soldats libanais au cours des affrontements qu'il a provoqué à Saïda. french.trib.ir 25.06

L'ASL financée et armée par Hollande-Fabius offre l'hospitalité à un salafiste recherché par la justice libanaise après une attaque contre l'armée libanaise qui s'est soldée par une quinzaine de morts dans ses rangs, ce qui fait de Hollande et Fabius des complices d'un criminel, il faudrait les livrer à la justice libanaise, non ?

3- Turquie

Plus de 2.000 personnes se sont réunies mardi soir en lisière de la place Taksim à Istanbul pour dénoncer la décision de la justice de laisser un libéré un policier accusé d'avoir tué un manifestant, a constaté un journaliste de l'AFP.

"*Nous demanderons des comptes aux assassins*", "*pour Ethem, pour la justice*", "*contre le fascisme, épaulé contre épaulé*", ont scandé pendant plus d'une heure les manifestants, dont plusieurs centaines étaient assis face à un cordon de dizaines de policiers en tenue antiémeute qui leur barrait l'accès au centre de la place. AFP 25.06

4- Liban

C'est dans les moeurs des inféodés aux grandes puissances! Le courant pro occidental de 14 mars, après avoir largement appuyé le salafiste Al Assir, vient de le dénoncer par crainte d'être traité de complice des crimes commis par ce dernier et de ses disciples à Saïda. Dès l'émergence du phénomène Al Assir, le 14 mars a opté pour une politique équivoque qui consistait à soutenir en coulisse le gourrou salafiste et à rester neutre en public . la haine anti hezbollah d'Al Assir ne pouvait pas laisser indifférent Harir et son entourage. Pourtant, les violences de ces derniers jours à Saida, la guerre directe menée contre l'armée libanaise ne sont pas de nature à permettre au 14 mars de manifester encore publiquement de la sympathie pour Al Assir, qui blessé a pris la fuite lundi à bord d'un 4x4 qatari et se réfuge depuis on ne sait où.

Selon le journal Al Jomhuriya, Saad Hariri a laissé ouvert ces deux derniers jours ses canaux en direction de l'armée et a même présenté ses condoléances à l'armée libanaise pour la mort de plusieurs soldats au cours de l'attaque salafiste contre un poste de soldats libanais. En ce sens, le malin Hariri vient de demander au chef d'état major libanais de " *prendre toute sles mesures nécessaires pour empêcher la fitna et imposer l'autorité de l'Etat libanais*". Le chef de la fraction Futur au parlement Siniora lui a d'ailleurs emboité le pas en dénonçant Al Assir et en affirmant le rôle primordial de l'armée dans la sauvegarde de la sécurité et de au Liban mais qui peut croire que le gourrou Al Assir a agi sans le consentement de Riyad et donc sans l'appuie du 14 mars? french.irib.ir 25.06

5- Egypte

Des centaines d'habitants d'Abou Moussallam d'un village du gouvernorat de Gizeh au sud du Caire, ont cerné dimanche la maison d'un musulman chiite après avoir appris qu'un responsable religieux chiite, Hassan Shehata, s'y trouvait. Les assaillants ont détruit les ameublements avant d'incendier la maison. Quatre personnes ont été tuées, dont Hassan Shehata et son frère, et plusieurs autres blessées. Dans une vidéo postée sur internet par des militants des droits de l'homme, on voit des hommes tirer dans la rue le corps ensanglanté d'une victime, une corde autour du cou, sous les yeux de dizaines de témoins. Les assaillants criaient "*Infidèles*", a raconté une femme qui a survécu à l'attaque, accusant la police de n'avoir rien fait pour empêcher les crimes.

L'attaque a été condamnée par des groupes et personnalités égyptiens qui l'ont qualifié d'acte inhumain, mené que par des barbares. Sur les films, enregistrés et circulés abondamment, les habitants expliquant aux journalistes combien ils étaient « *fiers* » de ce qui s'était passé. Selon un habitant s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, les gens étaient « *furieux contre Shehata car il a récemment convaincu plusieurs habitants d'embrasser le chiisme* ». Environ une vingtaine de familles chiites vivent à Abou Moussallam. Les chiites représentent moins de 1 % de la population égyptienne, dans sa très grande majorité de confession sunnite. Un chiffre difficilement vérifiable car la religion chiite n'est pas reconnue par l'État égyptien.

Le gouvernement est toujours incapable d'enrayer cette justice extra-légale. Encore une fois, la police est arrivée trop tard et n'a pu empêcher le bain de sang. Pourtant, dans un communiqué le gouvernement a promis lundi "*une punition exemplaire*" aux responsables de ce lynchage ! Al Azhar a souligné que ces assassinats étaient aux antipodes des enseignements de l'Islam et a demandé "*le châtimeut le plus rigoureux*" pour les coupables. Selon une opinion partagée par l'opposition libérale, les Frères musulmans, en ne prenant pas la défense des chiites, cherchaient à apaiser leurs alliés salafistes. Le parti Destour de Mohamed ElBaradeï voit dans ces crimes "*la conséquence directe de l'écœurant discours de haine qui se répand de plus en plus, au vu et au su du gouvernement et avec la bénédiction du président*" Morsi. french.irib.ir 25.06

SOCIAL

Allemagne

C'est dans le secteur des abattoirs que plus d'une vingtaine de sociétés emploieraient systématiquement au noir des travailleurs venus de Roumanie et de Pologne. 90 bureaux et maisons ont été perquisitionnés, 22 personnes arrêtées. euronews.com 25.06

Haut de page ↗

Le 27 juin 2013

CAUSERIE

Demain ou après-demain on fera un nouveau point sur la situation mondiale en intégrant les derniers développements. J'ajouterai ce soir une vingtaine d'articles que j'ai téléchargés dans mon disque dur.

Vous aurez remarqué que tous les thèmes ou toutes les questions que j'ai abordés depuis le mois de janvier coïncident les uns

après les autres avec l'actualité, comme quoi il est préférable de regarder la réalité en face pour pouvoir traiter tranquillement et sereinement avec du recul et je l'espère suffisamment de discernement le moment venu, chaque question qui fait l'actualité et qui mérite une réponse, je le précise parce que la mode serait plutôt de ne pas en proposer et de laisser aux représentants de la classe dominante le privilège d'en apporter. En deux mots, il vaut mieux savoir de quoi on parle.

Quand nous traitons l'actualité, nous ne nous limitons pas à celle qui fait la Une de la presse nationale ou du 20h. La situation est le produit de rapports qui n'apparaissent pas forcément au grand jour ou qui sont évoqués à la marge ici ou là, c'est donc à nous d'établir les liens qui existent entre eux tout en essayant d'évaluer leur degré d'implication dans la situation actuelle, l'importance qu'il faut leur accorder, la place que chacun occupe et leur rôle respectif. On peut facilement se méprendre et confondre cause et effet ou conséquence, moyen et but, aussi il est impératif de partir des faits et de bien discerner ce qui appartient à chaque acteur ou facteur, déterminer leur origine, leur motivation, dans un contexte donné qui est le produit de rapports passés, en évolution dans une direction précise qui n'est pas pour autant figée.

Notre objectif est double.

D'une part, interdire à l'idéologie dominante d'influencer nos analyses ou notre manière d'interpréter le monde, de pénétrer dans notre cerveau, ce qui nécessite justement de la débusquer partout où elle est présente ou de discerner la manière dont elle se manifeste dans tous les domaines, y compris dans les sciences et les arts.

D'autre part, être capable de définir une intervention qui ne dépende pas de l'actualité très largement façonnée par les médias ou dominée par les thèmes que la classe dominante a décidé de mettre à l'ordre du jour pour influencer la conscience des masses, les conditionner.

Les sujets que nous traitons quotidiennement doivent être en rapport avec la nécessité d'élever le niveau de conscience des masses, de les aider à mieux comprendre le fonctionnement de la société, indépendamment de l'actualité, bien qu'il soit toujours possible d'établir un lien avec elle, ils ne peuvent pas et ne doivent pas nous être dictés par un autre impératif qui échapperait à notre contrôle ou qui nous serait imposé, nous passerions à côté de l'essentiel qui consiste pour nous à faire ressortir les rapports qui sous-tendent la réalité, à remonter à l'origine des rapports qui constituent la situation, à reconnaître les mécanismes, la dialectique qui est à l'oeuvre, de façon à ce que la situation apparaisse plus clairement aux travailleurs, nous leur proposons des réponses aux questions qu'ils ne se posent pas ou confusément où auxquelles personne ne souhaite répondre.

Notre méthode est comparable à celle employée en psychanalyse lorsque le thérapeute s'emploie à faire passer de l'inconscience à la conscience certaines expériences traumatisantes qu'a vécues un patient et qu'il a refoulées dans son inconscience, et qui se sont traduites par des blocages psychologiques ou des tendances pathologiques ou encore un déséquilibre mental, en les faisant remonter à la surface et en lui faisant revivre, si possible avec la même intensité, il l'aide à s'en libérer, à les sublimer, ce qui permet de le soulager et de recouvrer une vie normale, des rapports plus équilibrés sur le plan sentimental ou avec le monde extérieur.

Le travail du militant avec les travailleurs devrait s'inspirer de celle du psychanalyste qui ne se met pas à la place de son patient, qui ne fait le travail à sa place et surtout qui ne confond pas les deux, chacun a le sien, c'est au patient de s'en sortir tout seul, de faire le chemin qui le mène à se libérer des pulsions refoulées qui entravaient ses rapports à lui-même et au monde extérieur, à prendre conscience ou d'être davantage conscient de l'un et de l'autre.

En conclusion, notre objectif est de demeurer indépendant de la classe dominante, de son idéologie, etc. de nous situer exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat, de ses besoins, de la nécessité historique et impérieuse qu'il parvienne au pouvoir et que le capitalisme disparaisse, et d'aider les travailleurs à emprunter le même chemin, à se situer sur le même terrain, à épouser le même objectif, à en prendre conscience puisque jusqu'à présent ils en sont incapables et n'ont pas d'idéal, s'interdisent quelque part d'en avoir un.

Je voudrais insister sur ce point particulier, car quand on y pense on se dit que cela doit être terrible de vivre sans cet idéal de liberté, de s'interdire d'imaginer qu'il serait possible de vivre dans une société meilleure et plus juste. Cela doit forcément produire des ravages psychologiques considérables qu'on n'a pas encore évalués. C'est l'état d'esprit que doit avoir un condamné à perpétuité qui sait qu'il passera le restant de ses jours enfermé entre les quatre murs de sa cellule, dont tout espoir de connaître autre chose que sa condition présente s'est éteint.

D'où la résignation ou la fatalité ambiante dans laquelle les représentants de la classe dominante voudrait enfermer les travailleurs, c'est à la fois le produit et l'objectif de sa politique une fois conditionnés pour mieux les contrôler, les asservir, les réduire en esclavage.

C'est pour briser cet engrenage infernal qui conduit à notre perte et à celle de l'humanité entière, qu'il est indispensable par tous les moyens à notre disposition de les aider à renouer avec l'idéal de liberté qu'incarne le socialisme et le communisme. C'est un droit légitime et imprescriptible que chaque travailleur et militant devrait adopter, opposer à chaque revendication du patronat, que la vie et le travail qu'on produit n'a d'intérêt qu'à partir du moment où on a la certitude que la société sera meilleure et plus

juste demain, et qu'il faut se débarrasser de tout ce qui entrave le processus conduisant à un monde libéré de l'exploitation de l'homme par l'homme et toute forme d'oppression.

Faire en sorte que les travailleurs renouent avec cet idéal est notre priorité. Mais cela ne peut être rendu possible qu'à partir du moment où on desserre le carcan de l'ignorance dans lequel on baigne et qui se confond avec l'interprétation du monde que nous sert la classe dominante et ses lieutenants du mouvement ouvrier.

C'est possible dans la mesure où vivre sans idéal est un cauchemar au quotidien. On peut se leurrer soi-même et se dire plus ou moins heureux dans cette société en n'étant pas très exigeant, surtout pour les autres, mais cela ne dure jamais très longtemps. Et puis, comment fermer les yeux et rêver de jours meilleurs quand on est cerné de toute part par tant de souffrances, d'inégalités ou d'injustices dont nos proches sont victimes ou partout dans le monde, quand le bruit des canons résonnent dans vos oreilles, sans en comprendre la signification ?

On a envie de comprendre dans quel monde on vit, de savoir ce qui se passe réellement, puis on se demandera quoi faire pour changer la société, le monde. Aujourd'hui on n'ose même plus se poser la question ou on n'y croit pas vraiment soi-même. Pourtant c'est parfaitement légitime, c'est notre droit. Si on abdique cette aspiration, on est foutu, on n'a plus qu'à subir, dépérir, quelque part on est déjà mort.

Pour alimenter notre réflexion, des extraits de deux articles qui ne devraient pas vous laisser indifférent.

Contrôle de la population.

Comment contrôler la population, comment la formater, la rendre inapte à certaines aptitudes intellectuelles, la rendre esclave des instruments qui ont été conçus à cet effet ? Un nouvel exemple qui nous concerne tous ou presque puisque j'ai délibérément rejeté l'usage du smartphone.

Atlantico : Une étude de Business Insider révèle que 88% des téléspectateurs américains utiliseraient leur smartphone tout en regardant la télévision. Les technologies de plus en plus intrusives nous ont-elles transformés en des êtres multitâches incapables de faire une seule chose à la fois ? Quelles peuvent être les conséquences d'une telle évolution ?

Jeremy Bodon : Le multi écran est en effet une pratique croissante qui vient s'ajouter à celle déjà bien répandue qu'est le multitâche, et qui consiste à faire des allers-retours entre sa boîte mail et son navigateur web, ou à chatter tout en consultant des informations sur Internet. Au XVIIe siècle, Pascal disait « *que tout le malheur des hommes vient d'une seule chose, qui est de ne savoir pas demeurer en repos dans une chambre.* » Or aujourd'hui avec la banalisation de ces nouveaux médias, les individus sont perpétuellement affairés et distraits. De nouvelles habitudes comportementales émergent et créent une forme de besoin d'être continuellement stimulé.

Pourtant, paradoxalement derrière cette impression gratifiante d'être stimulé en permanence et d'accomplir plusieurs tâches à la fois, le degré d'attention des individus en pâtit. L'activité multitâche alourdit en effet notre charge cognitive et impacte négativement sur notre capacité à nous concentrer sur une seule tâche à la fois et à l'accomplir convenablement.

Quelle est l'influence d'Internet et des smartphones sur notre façon de penser, d'agir, et notamment sur notre façon de se concentrer ?

Que l'on soit sans cesse sollicité et interpellé par un coup de fil, un sms, une notification d'application ou que l'on soit naturellement poussé à consulter les réseaux sociaux ou de l'information sur Internet, cette hyper-connectivité interfère avec nos capacités de concentration ainsi que nos processus d'action et de prise de décision.

De même l'utilisation incessante de ces objets – que ce soit chez soi ou au travail, dans la rue ou lorsque l'on discute avec quelqu'un – nous place dans une situation que le neuroscientifique Jean-Philippe Lachaux définit comme une juxtaposition de contextes dans un même espace. Alors que notre perception du monde, notre attention et les actions que l'on a à y faire sont naturellement focalisées et orientées par le contexte environnant dans lequel nous sommes immergés, avec les technologies de type smartphone il y a un surgissement de nombreux contextes dissemblables à celui dans lequel nous nous trouvons physiquement.

La conséquence est que cela affaiblit la qualité de notre expérience sensorielle dans l'instant présent. Par exemple, lorsque nous exécutons une tâche, nous focalisons notre attention sur celle-ci en faisant abstraction des perceptions secondaires qui nous entourent. Ainsi lorsqu'on lit un livre, notre attention se concentre sur la lecture et nous ne percevons plus ce qui se passe autour, nous sommes en quelque sorte complètement immergés dans cette expérience sensorielle et faisons abstraction du reste. Avec le smartphone, les contextes se superposent et l'attention est prise à défaut par les innombrables actions que nous avons à faire. Cela affecte donc notre concentration et peut également se traduire par des troubles d'hyperactivité. Par exemple dans la vie professionnelle, les salariés ont désormais le devoir d'être "omnidisponibles" et de répondre aux e-mails de manière pressante, que ce soit au bureau ou en dehors de ses heures de travail. En étudiant ces nouvelles pratiques, un

psychiatre américain s'est ainsi aperçu que de plus en plus de cadres américains sont affectés par des troubles d'hyperactivité nommés ADT pour Attention Deficit Trait, lesquels se traduisent notamment par des problèmes de concentration et entravent les processus de décision notamment de priorisation des tâches.

Quels sont les processus cognitifs en œuvre dans ce phénomène ?

Il a été montré que la perpétuelle distraction induite par l'utilisation des smartphones dans notre quotidien affecte par voie de conséquence les processus de mémorisation qui va se traduire par un déficit de mémorisation des informations. Les capacités cognitives qui interviennent pour mener des réflexions poussées, analyser des informations et les transférer de notre mémoire à court terme vers notre mémoire à long terme s'en trouvent ainsi malmenées. Une expérience menée par une équipe de psychologues de l'université de Columbia aux États-Unis, a ainsi montré que le fait d'avoir toute information disponible à portée de doigt conduit les individus à ne plus faire l'effort de se rappeler ce qu'ils lisent lorsqu'ils savent qu'ils pourront le retrouver plus tard. De même, lorsque les gens sont face à des problèmes et questions difficiles, le premier réflexe qui leur vient à l'esprit est "*la recherche Google*". Autrement dit, naturellement et sachant que le savoir est disponible à tout moment, nous ne faisons plus l'effort ni de retenir, ni de faire marcher notre mémoire pour résoudre des problèmes. La facilité avec laquelle nous avons désormais accès aux informations, participe ainsi à l'affaiblissement des capacités mnésiques du cerveau humain. Néanmoins, cela renforce dans le même temps ce que l'on appelle la mémoire transactive, laquelle consiste à minimiser la mémorisation d'une information si l'on sait qu'elle est disponible continuellement et que l'on peut ainsi en disposer lorsqu'on le souhaite. L'expérience menée par ces chercheurs a ainsi montré que les sujets d'étude se sont révélés plus enclins à se souvenir comment et où retrouver une information.

On peut également noter que le surgissement intempestif de ces objets est aussi préjudiciable à une forme d'attention diffuse. En effet, c'est lorsque l'on ne fait aucune tâche en particulier que notre expérience du monde est la plus pleine. Pourtant à mesure que les smartphones détournent notre attention, les expériences sensorielles complètes, ancrées dans le présent et le contexte environnant se font plus rares. L'oisiveté, la contemplation et la pensée divagante se raréfient au profit de sollicitations incessantes et d'actions sans repos. Or, de la même manière que le sommeil joue un rôle important pour le processus d'apprentissage et de consolidation de la mémoire, vous avez à l'état de veille une activité cérébrale qui se met en marche lorsque l'on n'accomplit aucune tâche en particulier, et que les neuroscientifiques appellent "*le réseau du mode par défaut*". Celui-ci joue un rôle important à la fois pour apprendre et mémoriser des informations, trouver de nouvelles idées, et pour les processus liés au soi, c'est-à-dire pour la construction et la consolidation de son identité et de son expérience autobiographique. Mais ces nouvelles pratiques d'utilisation incessante du smartphone entravent ces moments de repos de l'activité cérébrale. L'esprit est désormais occupé par un flot discontinu d'informations qui réduisent et brisent ces instants de réflexion et d'introspection.

Peut-on être influencé et contrôlé par un objet, par un outil tel que le smartphone ?

Il y a effectivement une forme de dépendance et de nécessité d'avoir recours à l'objet qui s'instaure. Au même titre que n'importe quel stimulus extérieur, l'objet exerce sur nous une forme d'influence qui peut entraver notre processus de prise de décision et dans une moindre mesure d'action. A fortiori, ces objets possèdent des fonctionnalités qui permettent de "pousser" l'information à nous et qui peuvent être apparentés à un phénomène de pouvoir de suggestion. L'exemple type est le service Google Now dont le slogan est "l'information dont vous avez besoin au moment où vous en avez besoin". Ainsi avec ces fonctionnalités de notifications, nous n'avons plus besoin de faire l'effort de nous rappeler, on se laisse en quelque sorte tout simplement guidé. Nous sommes dans une situation où nous programmons en amont et sommes interpellés en retour.

La relation de dépendance relative, voire d'addiction (certains parlent de "**nomophobie**" pour désigner les personnes angoissées à l'idée de se retrouver sans leur téléphone fétiche) que nous entretenons parfois avec nos téléphones mobiles est-elle assimilable à une pathologie ?

Effectivement, la nomophobie et également le phénomène FOMO (Fear of Missing Out) qui est le fait de contrôler en permanence ses réseaux sociaux de peur de rater quelque chose, est assimilable à une forme de dépendance. De nombreuses expériences et témoignages d'utilisateurs de ces technologies montrent que la privation de ces objets et plus largement de l'accès à internet affecte les individus à différents niveaux. Car l'objet n'est pas simplement un outil de communication mais il est devenu le support d'un nombre importants de ses données personnelles et une fenêtre qui nous connecte constamment à nos proches et amis, ce qui nous donne le sentiment de ne plus être complet quand on en est privé. Cela favorise ainsi la création d'un lien fort d'appartenance psychologique qui peut même aller jusqu'au lien affectif avec l'objet. Des psychologues de services d'addictologie ont ainsi constaté chez les utilisateurs les plus accros et notamment chez les plus jeunes, l'apparition de sentiments d'isolement et un repli sur soi ainsi qu'une angoisse liée au fait d'en être coupé. Atlantico.fr 25.06

Cela se passe de commentaires. Terrible perspective et déjà réalité aux États-Unis, non ?

Eugénisme.

Menée conjointement par l'Association Nationale pour la Sécurité Génétique et l'Institut de l'Écologie et de l'Évolution, cette

étude russe a duré deux ans, avec pour cobayes des hamsters de race Campbell, une race qui possède un taux de reproduction élevé. Ainsi, le Dr Alexey Surov et son équipe ont nourri pendant deux ans et d'une manière classique les petits mammifères, à l'exception près que certains d'entre eux ont été plus ou moins nourris avec du soja OGM (importé régulièrement en Europe) résistant à un herbicide.

La groupe qui a été nourri avec du soja OGM, n'a eu que 40 petits, dont 25% sont morts. Et, pire, dans le groupe qui a mangé le plus de soja génétiquement modifié, une seule femelle a réussi à donner naissance, soit 16 petits au total, dont 20% sont finalement morts.

Ainsi, à la troisième génération, les hamsters qui, pour les besoins de l'étude, ont eu, dans leur menu, une part importante de soja OGM, n'étaient plus capables de se reproduire... <http://www.notreterre.org> - avril 2013

L'hypocrisie semble ne plus connaître de limite.

"La grand-messe est maintenant terminée et nous n'avons pas communié!", titre Jean-Claude Mailly pour son éditorial daté du mercredi 26 juin : pas nécessaire, vous êtes converti au capitalisme !

"La feuille de route gouvernementale est bien celle du gouvernement, elle n'est pas de notre responsabilité dans l'écriture comme dans sa mise en œuvre."

Sauf que vous vous êtes embarqué dans cette aventure, vous avez accepté d'y participer alors que personne ne vous y obligeait, le reste est du baratin, à ce stade le gouvernement ne vous en demandait pas plus et il ne vous a rien demandé de plus, n'est-ce pas ?

Le POI fait aussi fort pour camoufler sa capitulation, son consensus avec les appareils.

Comment procède-t-il ? Il reproche aux autres partis ce qu'on pourrait lui reprocher en pensant peut-être que cela pourrait être suffisant pour faire diversion, c'est raté !

Extraits du n°257 d'Informations ouvrières.

- *"A la gauche du gouvernement, cette fois, le Front de gauche a fait comme si la politique du gouvernement pouvait être infléchie par cette conférence, pesant ainsi pour que les syndicats y participent!"*

A notre connaissance vous n'avez pas appelé à son boycott, donc vous ne valez guère mieux.

- *"Comme si cette conférence sociale n'avait pas été d'abord conçue pour tenter d'enserrer les syndicats dans le piège de la « concertation »..."*

Et voilà qu'ils nous ressortent le "piège" dans lequel les malheureux dirigeants auraient pu tomber malgré eux, à part cela ils ne les soutiennent pas, mais non, mais non, voyons !

- *"Bref, de « gauche », de droite, chacun avec ses raisons, tous étaient pour cette conférence sociale. Car au PS comme à l'UMP, il y a un consensus pour que les organisations syndicales cessent de l'être."*

Effectivement "tous", y compris votre parti.

Le refus de regarder la réalité en face se double d'un aveuglement quasi-névrotique, pathologique chez D.Gluckstein dans son éditorial :

- *"Au lendemain de la conférence sociale des 20 et 21 juin, le gouvernement a rendu public un document de quarante-quatre pages intitulé « feuille de route sociale ». Présenté comme « le fruit des travaux de la grande conférence », il « formalise des constats et objectifs pour l'essentiel partagés » même si « chacune des organisations participantes conserve ses attentes et priorités »."*

Et plus loin :

- *"Dans quelle mesure ces « constats et objectifs » ont-ils été réellement « partagés » ou non par les représentants des organisations ouvrières, l'avenir nous le dira."*

Parce qu'on devrait avoir des doutes sur les intentions et la nature des appareils vendus des syndicats, notamment la CGT et FO ?

Il n'a pas fait référence aux développements que pourrait connaître la lutte de classe dans les mois à venir, il a fait référence au déroulement de cette conférence et à l'attitude des dirigeants syndicaux, donc ne confondez pas et ne prêtez pas à Gluckstein une interprétation qui n'est pas la sienne en y substituant la vôtre, la vôtre peut être juste, la sienne est conforme au lien organique qui lie l'appareil de son parti à ceux des syndicats et avec lequel il n'a pas du tout envie de rompre, à l'inverse des militants du POI peut-être.

Et pour qu'on ne s'attarde pas trop sur cette question, une fois notre sort livré aux appareils

- ... *"il y a urgence à rassembler les forces de la classe ouvrière sur le terrain de l'indépendance de classe"*, qu'il vient justement de s'employer à brader en servant la soupe aux appareils, très fort.

Une autre question importante d'actualité doit être abordée, qui en principe devrait faire l'objet d'une campagne politique ou s'inscrire dans l'agitation d'un parti ouvrier combattant pour abattre le régime en place : la révision de la Constitution de la Ve République pour y faire entrer le dialogue social et les syndicats. Une excellente occasion, une de plus, depuis des années elles n'ont cessé de se multiplier mais chaque fois tous les partis sans exception se sont employés pour ne pas s'en servir pour avancer la nécessité de l'abolir, apparemment ils y tiennent.

Quand on dit qu'ils sont tout juste bons à commenter l'actualité on n'exagère pas ou si peu, au mieux ils sont dans la dénonciation, mais quant à proposer autre chose, là ils sont aux abonnés absents. Ils sont sur la défensive, ils ne cessent de reculer défaite après défaite, et acculer au bord du précipice ils vous laisseront vous y précipiter, on conçoit que cela ne séduise pas un grand nombre de travailleurs et que de plus en plus de militants désertent et ils ont raison, qu'ils s'y jettent eux-mêmes ces dirigeants !

C'est d'autant plus désolant de la part du POI qu'il est le plus sérieux de tous les partis ouvriers, d'ailleurs nous partageons certaines positions.

Ils ont essayé d'améliorer leur journal, en vain à part la dernière page, et encore, puisqu'ils n'ont pas encore compris que c'était à partir des infos qui y figurent très souvent qui mériteraient d'être développées et à partir desquelles il faudrait mener l'agitation. Le problème, c'est qu'il leur faudrait changer leurs rapports à l'ensemble de la société de fond en comble, notamment avec les travailleurs, ce qui nécessiterait de modifier leur conception de la lutte de classe en fonction des transformations qu'a connu la société et ils en sont incapables ou ils s'y refusent obstinément.

J'ai pensé que je pourrais abandonner les infos en bref dans notre portail puisque pour l'essentiel vous pouvez les retrouver dans Informations ouvrières, sauf sur l'économie. Dans le rubrique Actualité du jour j'inclus de plus en plus les infos qui méritent un commentaire ou une analyse, il suffirait de l'étoffer au besoin et laisser tomber le reste, on conserverait l'Actualité en titre que je peux traiter assez rapidement. J'ai déjà abordé cette question, j'y réfléchis encore. Je ne peux plus passer tout mon temps devant l'écran, ma santé s'en ressent, je vous passe les détails, chacun le comprendra.

[Ca roule pour eux !](#)

Une bonne nouvelle dans cet océan de mauvaises nouvelles.

On peut échapper à la crise et vivre mieux. La preuve : en 2012, dans le monde, ils étaient douze millions à être millionnaires. Le montant cumulé de leur fortune est passé de 42 700 milliards de dollars en 2011 à 46 200 milliards en 2012.

Par comparaison — et pour montrer que, malgré la crise, on peut, si on veut —, en 2007, les riches ne possédaient que 40 700 milliards de dollars.

Selon un rapport de RBC, gestionnaire de patrimoine, en 2015, la fortune de ces riches devrait franchir un nouveau bond et dépasser les 55 000 milliards de dollars. Comparativement, le budget de la France est de 291 milliards d'euros. Selon les chiffres du FMI de 2013, 0,5 % de la population mondiale détient 35 % de la richesse mondiale. Aux Etats-Unis, 1 % de la population possède 18 % des revenus totaux. Il y a vingt-cinq ans, c'était 8 %. La moitié de ces millionnaires vivent dans trois pays : Etats-Unis, Allemagne et Japon. L'Amérique du Nord compte le plus de millionnaires : 3,73 millions. En Europe, le nombre de millionnaires a augmenté de 7,5 %, et leur fortune s'est accrue de 8,2 %.

En France, 430 personnes sont millionnaires, juste derrière la Grande-Bretagne (465), mais en tête, c'est l'Allemagne, avec plus de mille millionnaires.

La preuve est faite, la crise est donc une source d'enrichissement... pour ceux qui sont déjà riches. Pour les autres... (source : Informations ouvrières n°257, page 16)

Voilà des éléments qui sont plus parlants ou percutants que de longs discours ou tout ce qu'on peut lire dans le reste de ce journal

qui a un caractère purement trade-unioniste. Mais les dirigeants de ce parti ont décidé qu'ils ne les exploiteront pas. Pourquoi ? Je l'ai évoqué plus haut, ajoutons parce qu'ils ne comprennent rien à la psychologie des masses, comment elles fonctionnent ils l'ignorent. Est-ce que cela les intéresse de le savoir ? On est en droit de se poser la question.

Quand au bout de 2,3,4,5 décennies vous lisez toujours le même discours dans la bouche des mêmes dirigeants ou de leurs disciples, vous vous retrouvez face à la même méthode qui a prouvé amplement sa faillite, vous vous demandez s'il est encore raisonnable de se poser ce genre de questions.

Je rappelle à l'occasion aux militants qui téléchargent chaque semaine les quelques pages d'Informations ouvrières que je mets en ligne, qu'ils peuvent s'y abonner, ce journal n'est pas réalisé gratuitement, pensez-y. Je ne mets pas ces pages en ligne pour nuire au POI ou lui faire perdre de l'argent, mais uniquement pour vous informer, ne confondez pas et essayons d'être au moins correcte entre nous. Après ce que j'ai écrit plus haut vous ne pourrez pas m'accuser de rouler pour le POI, ce qui ne me gênerait pas, je ne le prendrais pas comme une insulte ou une calomnie, j'ai seulement des principes et j'y tiens.

ACTUALITE EN TITRES

Un régime en putréfaction

- Arbitrage: gardes à vue prolongées pour Tapie et son avocat Lantourne - AFP

- Le «système Dassault» serait-il en train d'implorer? - 20minutes.fr -

- Ziad Takieddine admet avoir financé la campagne de Balladur - Reuters

Intox

- L'entreprise au service de l'humain: l'enjeu des sociétés du XXIe siècle - L'Express.fr

Parce que la recherche exclusive du profit a montré ses limites, certaines entreprises se tournent vers des objectifs plus larges et assument leurs responsabilités dans l'émergence d'un monde meilleur. L'Express.fr 26.06

Au secours, on s'étrangle ! Les salariés et leurs familles de France Télécom, Renault, etc. apprécieront...

- A Paris, une radio syrienne promet une couverture indépendante - Reuters

La radio est financée par Canal France International (CFI), une agence financée par le ministère des Affaires étrangères et l'IMS, l'international media support au Danemark. Elle reçoit également le soutien financier de l'ambassade de France en Syrie.

Les journalistes, qui sont pour la plupart des militants âgés d'une vingtaine d'années, ont suivi une formation dispensée par Reporters Sans Frontières dans le sud de la Turquie. Reuters 26.06

Dis-moi qui tu fréquentes et qui te finance et je te dirais qui tu es : la voix de la réaction ou de l'impérialisme français (notamment) en l'occurrence.

- Le Sénat adopte la réforme bancaire en deuxième lecture - AFP

- La démocratie est en danger en Egypte, dit Mohamed Morsi - Reuters

- Le nouvel émir réaffirme l'indépendance du Qatar - Reuters

"Nous ne prenons pas d'instruction et ce comportement indépendant est un fait établi", a déclaré le nouvel émir, dans une allocution télévisée de quinze minutes. Reuters 26.06

Messieurs les banquiers, profitez-en le fric coule à flot !

- La fin des mesures exceptionnelles est "lointaine", dit Draghi - Reuters

La politique monétaire de la BCE restera accommodante à l'horizon de la projection, a-t-il ajouté, tout en soulignant que la banque centrale ne pouvait créer de la croissance économique, une tâche qui relève des gouvernements.

"Notre politique a été accommodante par le passé, elle l'est par le présent et elle le restera pour l'avenir envisageable", a dit Mario Draghi à Paris, devant les membres des commissions des finances, des affaires étrangères et des affaires européennes de l'Assemblée nationale.

"Notre sortie reste lointaine", a-t-il ajouté, à propos des mesures exceptionnelles prises par la BCE pour répondre à la crise en zone euro.

Cependant, face aux difficultés que continue de rencontrer la zone euro, "il est important de reconnaître que les résultats que peut obtenir la politique monétaire ne sont pas sans limites", a insisté Mario Draghi. "La politique monétaire ne peut créer de la croissance au sein de l'économie réelle."

"La BCE fait tout ce qui est en son pouvoir pour stabiliser les marchés et soutenir l'économie", a-t-il expliqué. "A présent, c'est aux gouvernements et aux parlements de tout mettre en oeuvre pour rehausser la croissance potentielle, renforcer la compétitivité et construire une UEM plus forte et plus stable." Reuters 26.06

Mangez avec les doigts !

- Les couverts ont une influence sur le goût des aliments - 20minutes.fr

Ma grand-mère Noémie mangeait toujours les frites avec les doigts car elle disait qu'elles n'avaient pas le même goût avec une fourchette. Ici en Inde, on mange encore avec la main droite ou gauche pour les gauchers et cela ne pose un problème à personne, il faut juste se laver les mains avant et après.

Comment la réaction sacrifie les droits civiques des afro-américains.

- Aux Etats-Unis, une gifle pour les droits civiques - Liberation.fr

- Etats-Unis : la Cour suprême donne le feu vert au mariage homosexuel - Atlantico.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

PS. Pas un jour sans rappeler qu'ils incarnent la réaction.

- Laurent Fabius prend ses distances avec le "Barroso-bashing" - Reuters

"Le débat avec la Commission (européenne), oui, mais tout ce qui est pugilat, non", a dit le ministre français des Affaires étrangères sur RMC et BFM TV. "Il faut éviter de personnaliser."

Pour Claude Bartolone, interrogé par Le Parisien, c'est "un homme dépassé".

Benoît Hamon a pour sa part estimé sur i>Télé qu'il entretenait l'euroscpticisme.

"M. Barroso, comme beaucoup de commissaires européens aujourd'hui, contribue à entretenir une forme de distance avec le projet européen" et ajoute à la "désespérance" ambiante avec son "obsession" de l'austérité, a déclaré le ministre délégué à la Consommation.

"La désespérance, ça mène parfois au Front national", a ajouté ce ministre issu de l'aile gauche du PS.

Une analyse dont s'est dissocié mercredi Laurent Fabius, dont la voix tranche régulièrement dans le chœur gouvernemental.

"Dire que c'est à cause de ce que décide M. Barroso que les gens votent Front national, c'est quand même faire un court-circuit assez frappant. Je pense que les raisons sont beaucoup plus profondes et je ne l'aurais pas formulé ainsi", a-t-il dit. (Remplacez Barroso par le PS et vous vous passerez du "court-circuit". -ndlr)

La construction européenne n'est plus, aujourd'hui, "regardée comme une grande aventure mais comme, parfois, une mésaventure", a déploré le chef de l'Etat. "Il y a une crise économique. Eh bien l'enjeu pour l'Europe c'est de montrer qu'elle peut aider nos pays à sortir de la récession."

"Si elle est identifiée à ce qui punit, à ce qui empêche, à ce qui entrave, alors il y aura cette rupture que l'on constate aujourd'hui entre les citoyens et l'Europe", a-t-il ajouté. "Mais si l'Europe est regardée comme protégeant, accélérant, innovant et investissant, alors les Français, comme tous les Européens, auront de nouveau la tête tournée vers l'Europe." Reuters 26.06

En fait, ils reprochent à Barroso de faire du tort à l'Union européenne à travers ses déclarations, ils sont encore plus réactionnaires que lui !

Barroso ne fait que manifester l'impatience de ses maîtres de l'oligarchie financière avec lesquels il est en contact permanent face à des gouvernements qui doivent manier la carotte et le bâton dans leur pays respectif pour assurer la stabilité de leur régime. Barroso et ses maîtres s'en foutent complètement, ils leur disent : démerdez-vous, c'est votre boulot, on ne vous a pas choisis pour autres choses, CQFD.

- Qatar: François Hollande félicite le nouvel émir - L'Express.fr

[En prison, la mémoire leur revient tout d'un coup...](#)

L'intermédiaire en armements Ziad Takieddine a reconnu avoir financé la campagne présidentielle d'Edouard Balladur en 1995 via des rétrocommissions issues de contrats d'armements avec l'Arabie saoudite et le Pakistan, a-t-on appris mercredi auprès de son avocat.

L'homme d'affaires franco-libanais a fait ces aveux le 20 juin dernier devant les juges Renaud Van Ruymbeke et Roger Le Loire chargés de l'instruction, a dit à Reuters Me Francis Vuillemin, confirmant une information du quotidien Le Monde.

Pour la première fois jeudi dernier, Ziad Takieddine a avoué avoir remis six millions de francs (1,22 million d'euros) à Thierry Gaubert, un proche d'Edouard Balladur et ancien collaborateur de Nicolas Sarkozy à la mairie de Neuilly, lors de trois voyages à Genève (Suisse) à la fin de 1994.

En novembre 1994, juste après la signature du contrat Sawari II portant sur la vente à Ryad de trois frégates Lafayette, Thierry Gaubert a demandé à Ziad Takieddine "1,5 million de francs, afin de financer la campagne de M. Balladur", selon Le Monde.

"M. Takieddine accepte à condition qu'il le lui remette en cash à Genève, où M. Gaubert détenait lui-même des avoirs", écrit le quotidien. L'opération se serait répétée dix jours plus tard avec un nouveau versement de 1,5 million de francs et une troisième fois pour un montant de 3 millions de francs pour "boucler les comptes".

"Mon client conteste formellement et s'expliquera devant le juge", a dit à Reuters l'avocat de Thierry Gaubert, Me François Esclatine.

"Ce n'est qu'a posteriori, après avoir obtenu les contrats, que les demandes ont été formulées", indique Me Vuillemin. "Ce système de rétrocommissions n'avait pas été fixé à l'avance, Ziad Takieddine a vraiment travaillé sur les contrats, il a concouru à leur déblocage, les commissions qu'il a perçues dans le cadre de ces contrats sont, elles, légitimes."

Pour son avocat qui parle d'évolution "spectaculaire", les aveux de Ziad Takieddine ne sont pas "nuisibles personnellement" à son client mais sont très "incommodantes" pour les personnes concernées.

L'homme d'affaires sera confronté à Thierry Gaubert le 1er juillet et à Nicolas Bazire, alors directeur du cabinet d'Edouard Balladur et directeur de sa campagne présidentielle, le 5 juillet, selon Me Vuillemin.

Ziad Takieddine a également dit que Nicolas Bazire l'avait appelé en décembre 1993 pour l'informer qu'il allait être contacté par Thierry Gaubert, qu'il avait mandaté. Reuters 26.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bulgarie

Une séance du parlement bulgare a été annulée mercredi par manque de quorum, les députés ayant été dissuadés de participer par la présence autour du Parlement d'environ un millier de manifestants qui scandaient "Mafia" et "Démission".

A peine 112 députés sur 240 se sont enregistrés pour cette séance, où le Premier ministre Plamen Orecharki devait présenter la candidature d'une vice-ministre chargée de l'économie et des fonds européens.

Les ultra-nationalistes d'Ataka, dont les 23 députés soutiennent tacitement le gouvernement technocrate de M. Orecharki, ne se sont pas présentés au Parlement, alors que le parti conservateur de l'ex-Premier ministre Boïko Borissov (97 députés) boycotte depuis plus d'une semaine le travail de l'Assemblée.

Le gouvernement compte sur le soutien officiel des socialistes (PSB) et du parti de la minorité musulmane MDL, qui ne réunissent ensemble que 120 députés sur 240 et sont ainsi à un siège près dans l'impossibilité d'assurer seuls le quorum.

Le chef de file des socialistes, Sergueï Stanichev, a admis mercredi que le Parlement pouvait être dissout et de nouvelles élections anticipées organisées, après celles du 12 mai dernier.

"Si Ataka déclare ne plus participer au travail du Parlement, cela changerait la situation en vue d'élections anticipées", a-t-il déclaré.

"Il est évident que le gouvernement ne peut pas fonctionner sans Parlement", a admis M. Orecharki.

"Je crains que l'instabilité que nous vivons ne se poursuive sous les prochains gouvernements", a-t-il ajouté.

Les manifestants, qui protestent pour le 13e jour consécutif à Sofia, ont décidé de se réunir à partir de mercredi pour "prendre un café" devant le Parlement chaque matin où les députés doivent siéger.

La vice-présidente du parlement Maïa Manolova (socialiste) a essayé d'inviter des manifestants discuter d'amendements au code électoral en vue d'une meilleure représentation de petits partis. Elle a toutefois été sifflée et a reçu des jets d'oeufs, de tomates et de croissants.

Des centaines de manifestants sont restés autour du Parlement toute la matinée, et des milliers de manifestants devaient défilé dans la soirée, pour le treizième jour de suite, devant le siège du gouvernement et du Parlement et bloquer des carrefours en centre-ville.

La police a mis en garde contre "des provocations préparées ce jour". AFP 26.06

2- Turquie

En Turquie la décision de la justice de libérer un policier qui avait tué un manifestant a jeté des milliers de personnes dans les rues à Istanbul, certaines mimant la mort de la victime de 26 ans.

Le Premier ministre Erdogan a reçu pourtant un soutien de poids dans le processus d'adhésion à l'UE. Celui du Conseil de l'Europe, dont le pays est l'un des 47 membres : "La Turquie est l'un des pères fondateurs du Conseil de l'Europe, a souligné Thorbjorn Jagland, secrétaire général du Conseil de l'Europe, la Turquie et le Conseil de l'Europe s'écourent, et nous avons aussi discuté de la façon dont le Conseil de l'Europe et la Turquie peuvent continuer à travailler sur des réformes indispensables en Turquie." euronews.com 26.06

3- Koweït - Emirats arabes unis.

Les deux pays ont décidé de créer un comité sécuritaire conjoint pour faire face aux frères musulmans. Selon Al Ghobs, journal koweïtien, les diplomates des deux pays se sont entretenus de la mise en oeuvre d'un comité commun de lutte contre le terrorisme. Les noms des députés salafistes du parlement koweïtien figurent sur la liste mise en place par ce comité.

Les deux pays ont décidé de ne permettre à aucune partie d'influer sur les structures sécuritaires des pays du golfe Persique. Les deux parties se sont aussi penchées sur la Syrie. Les Frères entretiennent d'intenses activités dans les deux pays précités qui ont peur d'un printemps salafiste à l'image de celui qui s'est produit en Tunisie, en Égypte, en Libye. Les Emirats ont démantelé un réseau de salafistes égyptiens. french.irib.ir 26.06

4- Libye - Mali

La Libye est désormais un "*centre important de transit*" du terrorisme et cela devient "*extrêmement dangereux*", a estimé mardi un dirigeant de l'Union africaine en marge d'une réunion sur le Sahel à Oran en Algérie.

"*J'ai beaucoup de rapports selon lesquels la Libye est devenue un centre important de transit des principaux groupes terroristes d'un pays vers l'autre*", a déclaré le directeur du centre de l'UA de lutte contre le terrorisme, Francisco Caetano José Madeira, à quelques journalistes.

"*Nous avons des informations selon lesquelles certains terroristes actifs au Mali considèrent la Libye comme un refuge et un lieu de réorganisation*", a-t-il ajouté, jugeant que "*cela devient extrêmement dangereux*".

La situation en Libye a suscité nombre d'interventions au deuxième jour de cette réunion entre experts africains et occidentaux, organisée dans le cadre du Forum mondial de lutte contre le terrorisme.

"*La question de la Libye est dans tous les esprits*", a confirmé le représentant de l'Union européenne pour le Sahel, Michel Reveyrand de Menthon. "*C'est l'une des clés pour espérer stabiliser le bloc sahélien*".

L'UE a proposé un projet de coopération pour le contrôle des frontières de la Libye, mais selon des sources occidentales, la désorganisation est telle dans ce pays depuis le renversement du régime de Kadhafi fin 2011 que "*pour l'instant, c'est très difficile*".

"*Très peu de pays du Sahel ont les moyens pour vraiment protéger leurs frontières*", a souligné le responsable de l'UA.

Un moyen de lutter contre la porosité des frontières et la désorganisation serait de développer ces zones, selon une piste de travail envisagée par l'UE.

En attendant, la situation au Mali demeure difficile. Malgré l'accord politique sur la tenue de l'élection présidentielle le 28 juillet et le déploiement de l'armée dans le nord, peu d'indices existent sur le devenir des groupes islamistes qui s'étaient installés dans ce pays.

"*On a du mal à savoir exactement ce qu'il s'y passe. La menace est toujours là mais elle est difficile à cerner*", notait un diplomate occidental.

Certains, comme Abdou Karim Traoré, un haut diplomate burkinabé, jugent "*indispensable*" une collaboration avec les puissances occidentales tandis que M. José Madeira a réclamé des drones. Mais pour identifier les groupes terroristes, le travail sur le terrain incombe aux forces de sécurité locales pour "*minimiser les dégâts collatéraux*", insiste le représentant de l'UA.

Les deux jours de travaux à huis clos de cette réunion sur le Sahel, co-présidée par le Canada et l'Algérie, devaient s'achever mardi soir. french.irib.ir 26.06

5- Syrie

5.1- Les manoeuvres militaires jordano-américaines Eager Lion ont pris fin depuis plus de dix jours mais quelques 700 militaires US dotés des batteries de missiles Patriot sont restés sur place. selon les experts militaires cité par Al Alam, "*ce maintien de troupes US est un message à l'adresse à l'adresse de la Syrie* : ".Tout au long de ces exercices qui ont impliqué quelques 8000 soldats des pays alliés des Etats Unis, des escadrons de chasseurs américains ont survolé à basse altitude le nord de la Jordanie et ont tiré en direction des cibles hypothétiques. Les chasseurs anglais Harrier ont également pris part à ces manoeuvres. Les 8000 soldats qui participaient à ces exercices avaient peut être l'habitude dans la mesure où la manoeuvre se tient depuis trois ans mais ce qui différencie ces manoeuvres des précédentes éditions aura été l'ampleur de la zone des opérations: selon les experts, les exercices sont déroulés sur une vaste zone et ont impliqué beaucoup de munitions réelles. Cependant, l'Amiral Bill Nachert a qualifié ces exercices de "*normaux*" car leur objectif "*n'a été que de renforcer l'armée jordanienne*". Mais pourquoi la renforcer? "*rassurez-vous : ça n'a aucun rapport avec la Syrie*".

Ceci étant dit, les exercices militaires Eager Lion se sont déroulés à 150 kilomètres de Damas ! si la Jordanie est prie d'envie de participer au projet US d'établir une zone d'exclusion aérienne au dessus de la Syrie elle pourrait très bien servir de voie de transit d'armes et de munitions lourdes aux rebelles. et puis il y a les Patriot et les F16 que les Etats Unis ont envoyés en Jordanie en prévision de ces manoeuvres et dont le nombre n'est pas précisé. Les militaires US en mission en Jordanie ont aussi la charge de former les militaires jordaniens qui sont sur le point de départ pour l'Afghanistan. Ali al Habacah est un ex-général de l'armée jordanienne qui ne se laisse pas berné par les propos rassurants de ses confrères US : n'importe quel pays où entrent les militaires américains devient partie prenante de la crise. En ce sens, le déploiement des américains en Jordanie met cette dernière dans une situation éminemment dangereuse. Obama, lui, dit vouloir évacuer ses "*boys*" dès que la situation sécuritaire en Syrie se sera calmée. Mais sait-on quand et comment le calme "*souhaité par Washington*" sera de retour en Syrie, objet d'un assaut terroriste tous azimuts? french.irib.ir 26.06

5.2- Selon le reporter de la chaîne 10 de la TV israélienne, " *les drones Hermes 900 de l'aviation israélienne surveillent sans relâche le territoire syrien. Ces drones sont en effet des caméras de notre aviation installées sur les frontières nord du pays*" selon le reportage, les groupes armés en action en Syrie ont pu voir ces Hermes 900 qui patrouillent le ciel syrien.

" *C'est grâce à ces appareils qu'Israël inspecte les évolutions syriennes. Hermes 9000 survole le sol syrien à une altitude de 9000 pieds tout en tournant des images de très bonne qualité* ". " *C'est un appareil qui est la version optimisée de Hermes 450 et de longue endurance et muni d'un système radar sophistiqué. Il peut survoler la terre pendant 40 heures tout en transportant une charge de 400 kg* ". Et le reportage finit très fort : " *Hermes 900 est capable de survoler le territoire iranien*". La chaîne ajoute que le drone en question n'"est pas seulement destiné à collecter des informations mais qu'il est aussi capable de tirer des missiles ... les pilotes israéliens seront d'ici 50 ans remplacés par les drone". La seule question : Israël restera-t-il sur la carte d'ici 50 ans? french.irib.ir 26.06

5.3- Le chef d'état major de l'Armée syrienne libre, ASL, en revient désormais à menacer les Etats Unis : " *Si l'aide militaire promise par les Etats Unis et d'autres pays occidentaux retarde à nous parvenir, l'ASL ralliera les rangs d'Al Qaida*". Ce sont les plus récents propos du général déserteur Salim Idriss que les Etats Unis tentent d'ériger en leader de l'opposition, en futur président syrien!! Idriss qui parlait à Sky news arabe, a totalement démenti avoir reçu " *le lot d'armes létales US*" comme les médias l'avaient cité au paravant. " *Nous n'avons rien reçu*" a -t-il rétorqué. Idriss a reconnu la grande dispersion qui régnait sur les rangs des miliciens en guerre contre l'armée régulière : " *N'importe qui en possession d'une kalasnikov se voit en droit d'aller demander en personne des armes comme si l'ASL n'avait pas un commandement* ". " *Si les soldats de l'ASL finissent par rejoindre les rangs d'Al Qaida, la menace qaidiste ira grandissante. Les membres de l'ASL pourront même rejoindre Al Qaida*".

Les déclarations contradictoires d'Idriss sur les armes qu'il dit tantôt avoir reçu, tantôt ne pas avoir reçues en disent long sur l'absence d'une stratégie cohérente auprès des sponsors des terroristes en Syrie. Les Etats Unis ont-ils demandé à Idriss de se contredire pour envoyer un nouveau message à Moscou? french.irib.ir 26.06

6- Chine

Vingt-sept personnes sont mortes mercredi dans la province du Xinjiang, dans l'ouest de la Chine, dans des violences déclenchées par des assaillants armés de couteaux, rapporte Chine nouvelle.

Il s'agit des violences les plus meurtrières dans le Xinjiang depuis juillet 2009, lorsque près de 200 personnes avaient péri dans des affrontements à caractère ethnique à Urumqi, la capitale provinciale. Le Xinjiang abrite une importante minorité musulmane, les Ouïghours.

Des groupes d'assaillants ont attaqué vers 06h00 des commissariats, le siège de l'exécutif local et un chantier à Lukqun, à environ 200 km au sud-est d'Urumqi, poignardant des victimes et incendiant des véhicules de police, selon des responsables du Parti communiste régional cités par Chine nouvelle.

Neuf policiers et huit civils ont été tués avant que les forces de l'ordre n'abattent 10 des assaillants.

On ignore ce qui a déclenché ces violences.

Les Ouïghours, turcophones, accusent les autorités chinoises de vouloir étouffer leur culture et leur langue.

La Chine dit lutter contre un séparatisme violent. Reuters 26.06

SOCIAL

1- France

Des centaines de salariés de Michelin ont exprimé leur colère mercredi dans les rues de Clermont-Ferrand, face au nouveau plan de restructuration menaçant 730 emplois à l'usine de Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire), au moment où se tenait un comité central d'entreprise extraordinaire.

La manifestation a rassemblé environ 2.000 personnes, selon les syndicats, 750 selon la préfecture.

450 salariés de l'usine de Joué-les-Tours (Indre-et-Loire) avaient fait le déplacement pour dire "non à la fermeture de Tours" à l'occasion de cette manifestation appelée par la CGT et Sud. Simultanément un mouvement de grève était observé dans toutes les usines du groupe.

Des délégations de Bourges, Troyes, Le Puy, Montluçon, Cholet, Bourges ou encore Montceau-les Mines étaient également présentes dans le cortège aux côtés de leurs collègues de Clermont.

Après s'être rassemblés à proximité de l'usine historique du groupe pneumatique, les salariés se sont rendus en cortège au siège social, distant de quelques centaines de mètres, derrière une banderole "*Joué-les-Tours doit vivre*" et aux cris de "*non aux licenciements, aucune fermeture d'usine*".

"*On ne peut plus faire confiance à Michelin, car depuis des années c'est la casse sociale*", disait Olivier Coutin, le secrétaire du CE (Sud) de l'usine de Joué, résumant un sentiment largement répandu.

"*Depuis des années, les salariés de Michelin ne vivent que des plans sociaux à répétition*", renchérisait son collègue de la CGT Claude Guillon, rappelant que le site tourangeau a déjà fait l'objet d'une restructuration en 2009.

Pour tous, le départ de l'activité poids lourds et le maintien de 200 emplois seulement contre 930 aujourd'hui signifie à terme la mort programmée de l'usine, qui ne bénéficiera pas, selon eux, des 800 millions d'euros d'investissements annoncés par le groupe en France.

"*Les gars sont en colère. Michelin a fait 2,4 milliards de bénéfices en 2012 et nous on n'a rien et on ferme des usines comme celle de Joué qui est viable. Notre priorité c'est de dire non à la fermeture et oui au maintien des emplois*", affirmait Jean-Michel Denis, secrétaire du syndicat CGT de Michelin à Clermont.

La plupart des salariés de l'usine tourangelle refusent les mesures de mobilité envisagées. "*Hors de question qu'on quitte Tours*", affirmait Mike, un trentenaire, qui comme beaucoup "*a sa vie*" dans la région et "*vient de faire construire*".

Arrivés devant le siège social du géant du pneumatique, où se déroulait le Comité central d'entreprise extraordinaire, une partie des manifestants, souvent des jeunes, a laissé éclater sa colère.

Après quelques jets d'oeufs sur la façade, ils ont tenté d'arracher le rideau métallique protégeant l'entrée. De brefs incidents les ont opposés au service de sécurité de l'entreprise, qui a repoussé les manifestants à l'aide de gaz lacrymogènes. Un manifestant, légèrement blessé, a été secouru par les pompiers.

Le CCE extraordinaire, qui avait commencé le matin, a été interrompu durant la manifestation à la demande des syndicats. Il devait reprendre dans l'après-midi.

Il est destiné, selon la direction de Michelin, à présenter les raisons économiques de la réorganisation de l'activité poids-lourds, ainsi que les premières mesures d'accompagnement social, notamment en ce qui concerne les départs anticipés.

La direction du groupe Michelin a affirmé mercredi la volonté de "*trouver une solution pour tous*" les salariés de l'usine de Joué-lès-Tours.

Pour Stéphane Roy de Lachaise, directeur du service du personnel de Michelin France, le regroupement dans l'usine de Vendée était "*indispensable*" pour maintenir la fabrication de pneus poids lourds en France.

"*Ce marché a baissé de 25% depuis 2007 et le groupe doit s'adapter à cette situation en regroupant la production sur un seul site, moderne et de taille suffisante pour se comparer avec les sites de la concurrence*, a-t-il expliqué à l'AFP. "*Les volumes produits en France ne vont pas changer*", a-t-il dit.

Il a d'autre part souligné que "*l'usine de Joué-lès-Tours ne ferme pas*". Elle continuera à produire des membranes et du calandrage, avec 200 salariés.

Selon un accord de méthode élaboré entre la direction et les organisations syndicales, les discussions doivent se poursuivre, à Clermont-Ferrand et à Joué-lès-Tours, jusqu'à la deuxième quinzaine de novembre. AFP 26.06

"*Selon un accord de méthode élaboré entre la direction et les organisations syndicales*", dites-nous, elle est où l'indépendance des syndicats ? Pas besoin d'institutionnaliser le dialogue social ou d'inscrire la collaboration de classes des syndicats dans la Constitution, ils sont déjà entrés dans les moeurs, Peugeot, Renault et maintenant Michelin après bien d'autres entreprises...

Chut, répondent les dirigeants du POI, vous allez foutre en l'air notre ligne politique, déconnez pas, on ne pourra plus la justifier, on va dire quoi à nos militants, hein franchement, chut! On comprend, on comprend...

2- Espagne

Dans un rapport, le Fonds monétaire international (FMI) demande à l'Espagne de réduire les salaires pour faire baisser le chômage qui atteint 27%. Il préconise de poursuivre la cure d'austérité mais à un rythme assoupli.

Alors que le salaire minimum espagnol ne dépasse à peine les 750 euros mensuels, le FMI appelle le gouvernement de Mariano Rajoy de baisser les salaires et de flexibiliser son marché du travail pour favoriser l'emploi à préparer, malgré la réforme du marché du travail adoptée en février 2012, qui avait déjà diminué les coûts de l'embauche et du licenciement.

"D'autres pays en crise ont opté pour un équilibre différent entre emploi et modération salariale. En Espagne, l'emploi s'est réduit, mais les salaires sont à peu près les mêmes qu'en 2007", a déclaré James Daniel, le chef de la mission du FMI en Espagne.

"Nous croyons qu'il peut y avoir plus d'ajustement sur les salaires et moins de destruction d'emplois." Sources : FMI / Le Figaro / Le Journal du Siècle 20.06

3- Brésil

Des habitants des favelas déshérités de Rio de Janeiro entrent dans la danse de la contestation.

Environ 2.000 habitants de Vidigal et de la Rocinha ont défilé hier soir jusqu'au quartier où réside le gouverneur de Rio. Une manifestation pacifique pour réclamer, entre autres, plus d'éducation.

D'autres manifestations, notamment à Brasilia étaient prévues ce mercredi. La police se prépare également à des manifestations à Belo Horizonte, où la sélection brésilienne de football affronte ce soir l'Uruguay en demi-finale de la Coupe des Confédérations.

Les principaux syndicats ont appelé à une grève le 11 juillet pour *"exprimer leurs critiques envers la politique économique du gouvernement et manifester contre l'inflation"*. euronews.com 26.06

[Haut de page ↗](#)

Le 28 juin 2013

CAUSERIE

Les Articles de presse seront actualisés plus tard.

On a appris que *"six hommes appartenant à un groupe d'extrême gauche"* auraient reconnu un type d'extrême droite qu'ils ont agressé dans la rue en octobre 2012 à coup de *"jet de gaz lacrymogène et des insultes"*.

- Ils ont été interpellés mardi et placés en garde à vue dans le commissariat du XIIIe arrondissement. A l'issue de leur garde à vue, ils ont reçu une convocation à comparaître en correctionnelle en février 2014 pour *«violences commises en réunion»*. lefigaro.fr 27.06

Ce sont des balèzes nos gauchistes, six contre un, à part cela ils ne cherchent pas les emmerdes et la castagne.

Par ailleurs j'ai appris qu'ils diffusaient sur Internet des photos de mecs d'extrême droite, genre chasse à l'homme ou justicier. La photo du skinhead qui a frappé Méric Clément figurait dans un de ces portails. Vous apprécieriez que des mecs d'extrême droite se baladent avec votre photo en tête ou dans leurs poches, vous reconnaissent et vous attendent au coin d'une rue pour vous massacrer ? Ces méthodes gauchistes n'ont rien à voir avec le mouvement ouvrier. Elles ne font que desservir notre cause. On y reviendra plus tard.

Ce qui suit n'est pas l'analyse de la situation que je projettais de faire, ce sera dans les jours qui viennent.

Au stade du développement historique auquel le capitalisme est parvenu, le niveau de développement atteint par les forces productives devrait correspondre la nécessité de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté, sauf que voilà, seules les conditions objectives sont réunies pour qu'une telle transition puisse avoir lieu, tandis que les conditions subjectives ne le sont pas, du coup, ce n'est pas seulement le capitalisme qui entre en putréfaction, mais l'ensemble de la société dont les rapports se délitent un peu plus jour après jour.

L'impossibilité dans laquelle nous sommes placés de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté à une autre

conséquences, elle se traduit par la dépendance ou la soumission à une idéologie qui est l'antithèse de la liberté pour tous les peuples, au profit d'une infime minorité de privilégiés qui finalement parvient à imposer sa dictature à l'humanité entière.

Cette dépendance idéologique pour se réaliser ou atteindre son objectif, se traduit par un conditionnement du mode de vie adopté par la population et un comportement psychologique des masses manipulé à son insu, de telle sorte qu'elles ne soient plus occupées qu'à assurer sa propre survie et cessent d'espérer en un monde meilleur et plus juste, qu'elles abandonnent tout idéal.

Le socialisme était et demeure la seule alternative au capitalisme, cependant le passage du capitalisme au socialisme ne se réalisant pas et cette perspective semblant de plus s'éloigner au fil du temps, l'idéal qui consistait à concevoir une société débarrassée de toute forme d'exploitation et d'oppression devient hypothétique, plus utopique que jamais.

L'incapacité dans laquelle se sont trouvés les dirigeants de l'avant-garde du mouvement ouvrier qu'incarnaient ce qui restait des sections de la IVe Internationale d'assurer la continuité du marxisme et du léninisme est à l'origine de cette situation, de l'absence de conditions subjectives suffisamment mûres pour envisager la possibilité de se débarrasser du vieux monde.

Les éléments les plus conscients de la société ayant fait faillite ou n'ayant pas été à la hauteur des tâches qu'incombait la situation et les profondes transformations qu'allait connaître la société et le monde au cours de la seconde moitié du XXe siècle, le mouvement ouvrier et la société toute entière étaient voués à une décomposition sans fin dont nous pouvons observer quotidiennement les manifestations. Où s'arrêtera-t-elle et quand ? Nul peut répondre à cette question pour le moment.

Quand se produira un retournement de la situation ? Je n'en sais rien, peut-être à l'occasion d'une catastrophe, une terrible défaite, on les engrange depuis des décennies et des décennies sans que cela ne produise la moindre réaction positive ou salutaire chez eux, ils semblent tétanisés, sclérosés au dernier degré et ils s'emploient à reproduire sans cesse les mêmes erreurs qui entraînent le mouvement ouvrier toujours plus bas ainsi que la société.

Si la quantité se transforme en qualité à un moment donné, ce n'est pas forcément dans la direction souhaitée ou attendue, la situation nouvelle qui peut en découler peut être bien pire que la précédente et interdire tout retour en arrière ou tout espoir d'amélioration, chacun devrait prendre le temps de bien y réfléchir.

Je dis cela sans aucune animosité contre quiconque ou sans juger personne en particulier, d'autant plus que j'estime que la théorie défendue par les marxistes de Marx à Trotsky présentait de graves lacunes, pas forcément des erreurs, on dira plutôt qu'elle était trop en avance pour son temps, je veux dire pas là que l'absence ou la faiblesse des conditions subjectives ne permettait pas d'espérer mieux que ce qu'ils sont parvenues à réaliser à leur époque, pratiquement il était impossible d'imaginer que le prolétariat parvienne d'un coup de baguette magique au pouvoir dans des pays ou sur des continents où le prolétariat était peu organisé, ne disposait pas d'une expérience plus ou moins longue ou dense de la lutte des classes, ou dont son niveau de conscience politique n'avait pas été développé.

On a voulu croire le contraire, non pas parce que cela nous arrangeait, mais plutôt parce qu'on ne pouvait pas faire autrement, je crois qu'il faut être parfaitement lucide sur cette question si on veut résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Ce qui est dramatique, c'est qu'on en est au même point ou bien pire encore qu'en 1917. Souvenez-vous de l'enthousiasme de Marx au moment de l'insurrection de la Commune de Paris, alors qu'au même temps il en avait analysé les faiblesses et il avait parfaitement compris qu'elle serait défaite. Lénine et Trotsky avait prévu la liquidation de la révolution russe de si le prolétariat ne parvenait pas à prendre le pouvoir en Europe, à travers leur exposé sur la révolution permanente dès 1905, mais ils se sont tout de même employés à organiser la révolution de 1917 parce que c'était la tâche qui s'imposait au prolétariat russe, toute autre considération étant secondaire.

Partout ailleurs dans le monde le prolétariat et son avant-garde était trop faible pour poursuivre l'oeuvre grandiose de libération engagée en février 1917, on ne va revenir ici sur le déroulement des différentes révolutions qui ont été trahies par les staliniens ou qui ont échoué dans le monde. Si elles ont échoué, c'est que les conditions subjectives n'étaient pas réunies ou suffisamment mûres, en témoigna l'inexistence d'un parti comparable au parti bolchevik ou l'extrême faiblesse de l'avant-garde organisée.

Nous savons que c'est cette condition qui nous fait cruellement défaut aujourd'hui et qu'il nous faut impérativement réunir pour aller de l'avant et vaincre, pas seulement dans un pays, à l'échelle de l'Europe et du monde, ce devrait être notre priorité absolue à laquelle tous nos combats devraient être subordonnés, et peu importe que des pans entiers des masses ne le comprennent pas ou même des militants, si on devait s'arrêter chaque fois qu'elles ne comprennent pas quelque chose on serait réduit à l'immobilisme. Je n'ai cessé de le répéter au cours des dernières années, personne n'a voulu m'écouter, je n'ai reçu aucun courriel de dirigeants me disant : vous avez bien cerné où se situe notre problème, non, rien, ils sont arc-boutés sur leur théorie, leurs principes, leurs analyses, leur conception de la lutte de classe assurément en grande partie obsolètes ou foireuses au regard de leurs résultats. Peu importe, ils persistent et nous entraînent vers l'abîme, car c'est bien dans cette direction que se dirige l'humanité, je pense que vous avez dû en prendre conscience au fil des développements des dernières années ou décennies.

Des intellectuels dans le monde entier, des pans entiers de la petite-bourgeoisie ou de la classe moyenne dans de très nombreux

pays seraient prêts à renouer avec le socialisme pour peu qu'un parti réussisse à l'incarner, non pas d'une manière rigide ou dogmatique, mais en le présentant comme une nécessité historique, la seule manière de nous en sortir, car c'est bien de cela dont il s'agit, pas nous individuellement, pas même une couche, une classe dans un pays, mais l'humanité entière car c'est seulement à cette échelle qu'on peut échapper au terrible destin que nous réserve l'oligarchie financière.

Ces intellectuels ou ces classes sont acculés, ils ont retourné la question dans tous les sens sans parvenir à une réponse satisfaisante, sauf certains qui envisagent maintenant la liquidation du capitalisme, donc le passage au socialisme. Nous leur disons, ne craignez pas le socialisme, son drapeau est sans tâche, tous les crimes qui ont été commis en son nom ne l'ont jamais souillé parce qu'en réalité ils ont agi en ennemi du socialisme, ils n'avaient rien à voir avec le socialisme, soyez-en fier et portez haut son programme et son drapeau, jamais vous ne le regretterez, rien ni personne ne peut porter atteinte à notre idéal, gravez-vous cela dans la tête une fois pour toute, c'est d'autant plus important que sans théorie révolutionnaire, la révolution ne pourra vaincre, on ne pourra pas construire le parti qui nous est indispensable pour triompher de notre ennemi, adoptez-la sans hésiter, l'alliance du prolétariat et de la petite-bourgeoisie ou les classes moyennes sera invincible, dès lors qu'elle sera réalisée nous ferons de gigantesques progrès très rapidement, tout le monde en sera surpris, nous marcherons ensemble vers la victoire, de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace ! A suivre.

ACTUALITE EN TITRES

[Et un fichier de plus sur la population !](#)

- Création d'un registre des crédits aux particuliers - Reuters

Les députés français ont donné jeudi soir leur feu vert à la création d'un registre national des crédits aux particuliers, dont le but est de responsabiliser les prêteurs et de mieux lutter contre le surendettement. Reuters 27.06

Ce ne serait pas plutôt un moyen de renforcer le contrôle des comptes bancaires de toute la population et de restreindre l'accès au crédit à certaines couches ?

[Une génération sacrifiée. Non, l'espoir ne fait plus vivre !](#)

- Intérim: "Il n'y a pas beaucoup de motifs d'espoir" - L'Expansion.com

- Sans espoir démesuré, les Européens s'attaquent au chômage des jeunes - AFP

[Conditionnement.](#)

Ils n'en ont jamais assez...

- 76% des Français mécontents de la politique économique et sociale - AFP

Cela doit être pour cela qu'ils ne bougent pas... J'imagine ce qu'aurait écrit Engels...

... puis ils en ont trop...

- 51% des salariés français seraient prêts à assouplir certaines règles sociales - L'Expansion.com

Alors bradez-les au profit de ceux qui ont besoin, les patrons par exemple. Encore un sondage Medef-CFDT !

[On s'en serait douté.](#)

- Les députés renoncent à imposer l'étiquetage de l'origine de la viande sur les produits transformés - 20minutes.fr

- L'ultime espoir des victimes de Srebrenica s'envole à Strasbourg - Reuters

[Paradis fiscal. Au pays où le travail fait l'objet d'une grande braderie...](#)

- L'Irlande est retombée en récession L'Expansion.com

Intox

Ne vous retenez pas trop quand même !

- Prism: Twitter s'engage à ne pas livrer trop facilement les données de ses utilisateurs - L'Expansion.com

La bonne conscience des négriers des temps modernes.

- Sanctions commerciales des Etats-Unis contre le Bangladesh après les accidents - LeMonde.fr

Les "**ressources nationales**", ce n'est pas les contribuables !

- L'Eurogroupe s'entend pour éviter aux contribuables de renflouer les banques en faillite - Liberation.fr

Pour éviter de faire payer les contribuables quand une banque doit être restructurée ou liquidée, les Européens s'étaient déjà mis d'accord pour faire payer, dans l'ordre: les actionnaires, puis les créanciers les moins bien assurés, puis, le cas échéant, les détenteurs d'obligations dits "*seniors*" et en dernier recours les déposants, au-delà de la somme de 100 000 euros.

Un fonds national "*de résolution*" pourra intervenir et si nécessaire, seront sollicitées "*des ressources, soit nationales, soit européennes*", avec la possibilité de "*recapitalisation directe par le MES*", le fonds de secours de la zone euro, a expliqué Pierre Moscovici. Ce deuxième niveau d'intervention ne pourra pas dépasser 5% du passif de la banque. L'Expansion.com 27.06

Face à cette menace : intervenons militairement !

- Syrie: la France craint l'utilisation de gaz sarin par les rebelles - AFP

Cela doit être le dernier prétexte qu'ils ont trouvé pour justifier une intervention (directe) militaire en Syrie.

Pourquoi devrait-il en être autrement ?

- Cahuzac, DSK, Tapie, Guéant: "*Menteurs, voleurs et proscrits paradent sans vergogne*" - L'Express.fr

L'exemple vient d'en haut

- Cahuzac: Hollande a pu être informé dès le 4 décembre, dit Courson - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Comme larrons en foire au sommet !

Le Conseil européen s'est ouvert jeudi à Bruxelles dans un climat apaisé après une salve d'accords sur l'agriculture, les banques et le budget communautaire et la mise en sourdine par la France de son différend avec José Manuel Barroso.

Le chef de l'Etat français avait auparavant déclaré à la presse que la France, satisfaite par les décisions européennes de ces derniers jours, entendait juger les politiques et non se "*déterminer par rapport aux personnes*".

"*Je souhaite que nous puissions avoir un bon sommet, un sommet pour l'emploi des jeunes, un sommet pour la maîtrise de la finance et un sommet pour la croissance et l'emploi*", a-t-il ajouté. "*Franchement, c'est ce qu'attendent les Européens.*"

"*A Bruxelles, tout le monde aura envie d'apaiser*", confiait à Paris l'entourage de François Hollande quelques heures avant le sommet. "*On n'a pas de conflit avec la Commission (...) Il y a eu, comme souvent avant un Conseil européen, une tension.*"

La France veut que soit clairement mentionné le rôle des partenaires sociaux dans une future réforme des retraites.

"*L'objectif nous le partageons. Les modalités doivent être fixées par la France dans le cadre d'un dialogue social. Et je pense que*

c'est cette idée qui sera retenue", a dit François Hollande à son arrivée à Bruxelles. Reuters 27.06

Ils partagent tout, ils sont d'accord sur tout, normal, non ?

Confusion en l'absence de conscience de classe.

- A Berck, une librairie retire "*Mein Kampf*" de la vente - Le Nouvel Observateur

Je lui conseille de retirer aussi le *Manifeste du parti communiste* qui est un ouvrage diabolique, et puis toutes les bandes dessinées, les séries noirs, les romans, les essais, etc. des années 60 à 80 qui ont un relent raciste, xénophobe, misogyne, homophobe, colonialiste et j'en passe.

Ces dictateurs en herbe à l'esprit étroit ou limité, perclus de bonne conscience à géométrie variable, peuvent aussi procéder à un autodafé de tous les ouvrages jugés hérétiques publiés depuis deux mille ans ou plus qui font la part belle à l'ignorance ou à l'obscurantisme, qui célèbrent la barbarie, le militarisme, l'esclavagisme, la monarchie, bref, toutes les tares que la civilisation humaine trimballe depuis la nuit des temps jusqu'à nos jours, puisqu'elle n'est pas encore sortie de sa préhistoire.

Voilà ce qui arrive quand on ne se situe pas sur un terrain de classe ou plutôt qu'inconsciemment on a adopté celui de la classe dominante. Car c'est créer un précédent qui à un autre moment justifiera de la part du législateur l'interdiction des oeuvres des marxistes ou des ouvrages d'auteurs progressistes jugés dangereux, par exemple pour la sécurité nationale comme dirait Obama.

Nous vivons sous un régime capitaliste, ces gens-là l'oublent ou n'y pensent pas.

Ils réagissent en fonction de leur état d'âme du moment qui est largement dicté par l'opinion générale sous influence, conditionnée ou formatée par la propagande que la classe dominante a conçue spécialement pour elle dans un but bien précis.

Une mesure ou une attitude adoptée sous un régime capitaliste pourra avoir un contenu réactionnaire, alors que sous un régime socialiste elle aura un contenu progressiste ou révolutionnaire. Or, on ne peut concevoir ou avoir à l'esprit cette distinction, qui plus est l'admettre et la comprendre, qu'à partir du moment où l'on pense la société en tant que classes distinctes aux intérêts opposés et irréconciliables.

En régime capitaliste, tous les rapports dans la société sont le produit de la domination d'une classe sur une autre, celle des exploités sur les exploités, partant de là tous les rapports en porteront le sceau ou la marque. Il peut exister des exceptions lors de périodes de la lutte des classes favorables à la classe ouvrière... Or nous ne sommes pas du tout dans ce contexte, nous vivons au contraire une période de réaction sur toute la ligne. Ajoutons que la classe ouvrière ne se mobilise que pour des revendications à caractère social ou politique, des revendications qui revêtent pour elle une urgence, en revanche c'est la petite-bourgeoisie ou la classe moyenne qui se mobilise sur des thèmes de société, parfois au côté de certaines couches de la bourgeoisie quand ce ne sont pas elles qui les ont mis à l'ordre du jour.

Je suis contre cette mesure prise par cette librairie, par contre si nous prenions le pouvoir nous interdirions la publication ou la vente de ce genre d'ouvrages. On pourrait nous rétorquer que notre démarche n'est pas cohérente et qu'il y a là comme une contradiction.

Oui et non, notre démarche est parfaitement cohérente et il ne s'agit pas à proprement parler d'une contradiction.

Oui elle est cohérente parce que nous nous situons sur un terrain de classe, nous n'avons pas à nous substituer au législateur (ou un libraire qui s'en fait le porte-parole, le devance) qui représente la classe dominante et agit pour son compte, nous n'avons pas à encourager sa volonté de restreindre la liberté d'expression sous de faux prétextes ou hypocrites, à nous mêler aux voix qui s'emploient à redorer son blason ou à le faire passer pour démocrate, alors qu'au quotidien nous subissons une dictature, puisque les travailleurs n'ont pratiquement aucun droit politique ou leurs droits sociaux légitimes sont littéralement piétinés sans qu'ils puissent faire entendre leur voix. Nous ne réclamerons jamais ou nous ne soutiendrons jamais une mesure conduisant à réduire la liberté d'expression, même surfaite ou déformée en régime capitaliste, à l'opposé nous combattons pour qu'elle soit respectée et qu'elle soit étendue, ce qui ne pourra se réaliser pleinement ou réellement que lorsque le prolétariat aura pris le pouvoir.

Non, notre position ne constitue pas une contradiction parce que nous nous situons sur un terrain de classe. Nous avons dit plus haut qu'une mesure pouvait avoir un contenu réactionnaire ou révolutionnaire selon le régime en vigueur. Autrement dit la seule contradiction que nous reconnaissons est celle qui existe entre les classes, classes sociales dont les besoins sont effectivement contradictoires, et dont l'opposition alimente la lutte des classes. Nous ne faisons ici que tenir compte ou respecter cette spécificité ou distinction, qui en réalité remonte à l'origine de ces classes, inclus leur développement et leur devenir sur un plan historique, nous délimitons précisément ce qui appartient à chaque classe à travers chaque rapport, et contrairement à ce que la librairie nous ne faisons pas la confusion entre les deux.

Le régime et le gouvernement tentent par tous les moyens à se faire passer pour démocratiques alors qu'ils ne le sont pas. Le PS déploie d'immenses efforts pour se faire passer pour un parti de gauche, alors qu'il ne l'est pas. Dans la société vous trouverez toujours plein de gens sans conscience de classe et animés plus ou moins de bonnes intentions qui se proposeront d'apporter leur contribution pour redorer le régime en place d'une fine couche démocratique, pour qu'il soit plus présentable, plus fréquentable, plus supportable aussi, initiative relayée gracieusement par les médias notamment.

Aux Etats-Unis la situation est différente. Vous disposez selon la Constitution d'une liberté d'expression sans entraves, en principe ou en théorie seulement, et même en admettant que cela soit vrai, elle ne vous sert à rien, je parle pour les travailleurs, puisqu'elle est neutralisée pour ainsi dire par la puissance de l'argent, les médias ou par l'absence de droits politiques, de partis ouvriers. A suivre.

Putréfaction des rapports sociaux.

- Couples gay: le mariage, un passage obligé avant d'adopter - AFP

On récuse le droit pour des parents d'imposer une religion à leurs enfants en bas âge ou avant qu'ils soient en âge de comprendre ce qu'est la religion et de décider librement s'ils veulent ou non en adopter une, au nom du respect du droit de l'enfant à disposer de lui-même...

Alors de quel droit un enfant se verrait-il imposer deux parents du même sexe sans son consentement, tandis que ce rapport est contraire à la nature dont il est le produit ? Il est vrai qu'on est tellement étranger à la nature et à la nôtre en particulier, qu'on a du mal à se poser ce genre de question, à en comprendre même le sens. Nous, nous passerons outre, et tant pis si nos idées ou nos positions doivent choquer les ignorants, jusqu'à preuve du contraire nous combattons encore l'ignorance, oui cela peut déranger certains, il est bon de le rappeler aussi, voilà où nous en sommes !

Imaginez un instant ce qui va se passer dans la tête de cet enfant quand il en viendra à se poser la question de savoir comment un enfant vient au monde, et qu'il aura pour modèle un couple qui ne le permet pas. Soit il reproduira le genre de rapport qu'il a sous son toit et il deviendra à son tour homosexuel, soit il choisira une autre voie et il se retrouvera en contradiction avec ce rapport qu'il devra affronter, dans les deux cas il vivra cette expérience comme un traumatisme.

Je ne veux même pas imaginer dans quel état psychologique il sera, sans parler de ce qu'il devra subir à l'école. Car en réalité l'immense majorité de la société va continuer à considérer les homosexuels comme des pestiférés, les dangereux aventuriers qui ont soutenu le mariage homosexuel et qui sont forcément favorables à l'adoption par ces couples s'en foutent, ils ne sont même pas posés la question, finalement cela ne les concernent pas directement, j'imagine qu'ils sont hétérosexuels, ils ne se mettront pas un instant à la place des ces gosses, c'est monstueux.

La suite, dans de précédentes causeries où j'ai abordé cette question en long, en large et en travers, contrairement à mes détracteurs qui n'ont pu produire aucun argument sinon celui de l'égalité, pure illusion en somme.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Espagne

En Espagne, Luis Barcenas l'ancien trésorier du Parti populaire (PP) a été placé ce jeudi en détention provisoire dans le cadre d'une affaire de corruption. Cette décision de l'incarcérer vise à empêcher toute fuite vers l'étranger.

A son arrivée au tribunal, l'homme a été conspué par un groupe de manifestants.

Agé de 55 ans, Barcenas est accusé de blanchiment d'argent, de corruption et de fraude fiscale. Les enquêteurs ont révélé qu'il disposait de deux comptes secrets en Suisse, chacun garni de plusieurs millions d'euros. L'homme assure que cet argent provient d'affaires tout ce qu'il y a de plus légales. La justice en doute.

Luis Barcenas a tenu les finances du Parti populaire pendant près de 20 ans. Et à ce titre, il est également visé par une autre enquête sur une présumée comptabilité occulte au sein du PP. euronews.com 27.06

2- Libye

Le ministre libyen de la Défense a été limogé après deux jours de combats entre milices, mardi et mercredi à Tripoli, qui ont fait dix morts et quelque 120 blessés.

Mohamed al Barghati avait proposé sa démission le mois dernier, après le siège de deux ministères par des groupes armés.

"Nous lui avons demandé de rester. Mais après ce qui s'est passé hier, il a été décidé qu'il serait libéré de ses fonctions. Nous nommerons dès que possible un nouveau ministre", a déclaré jeudi lors d'une conférence de presse le Premier ministre libyen, Ali Zeidan.

Par ailleurs, deux personnes ont trouvé la mort et 17 autres ont été blessées par trois explosions dues à des voitures piégées à Sebha, oasis du centre-sud de la Libye.

Le ministre libyen de l'Intérieur, Achour Chouaïl, qui tentait depuis plusieurs mois de réduire l'influence des groupes armés, a présenté sa démission le 21 mai et Youssef al Mangouch, chef d'état-major de l'armée libyenne, a quitté ses fonctions le 8 juin après des heurts meurtriers à Benghazi. Ali Zeidan a dit qu'un nouveau chef d'état-major serait nommé au plus tôt.

Près de deux ans après la fin du régime de Mouammar Kadhafi, les groupes armés qui ont contribué à son renversement restent omniprésents et suscitent une hostilité croissante dans l'opinion. Le gouvernement central, qui peine à établir son autorité, s'appuie toutefois sur certains d'entre eux pour maintenir l'ordre dans un pays où les armes pullulent.

Les combats des derniers jours dans la capitale ont été déclenchés par une attaque des membres de la milice de Zintane, au sud-ouest de Tripoli, contre le siège de la garde chargée de veiller sur les gisements pétroliers. Reuters 27.06

3- Syrie

Selon Wall Street journal, des navires bourrés d'armes et de munitions de la CIA viennent d'arriver en Jordanie et leur charge sera livrée dans les trente jours à venir aux terroristes de l'ASL et d'Al Qaida en action en Syrie ! ces armes seront stockés en Jordanie .

Cette livraison débute alors que les terroristes jugés "*désirables*" (ceux de l'ASL) reçoivent depuis des mois la formation nécessaire et que ces terroristes arriveront dans moins d'un mois et via la Jordanie en Syrie. En août les terroristes auront donc en leur possession des munitions made in Europe/Arabes. Dans le même temps, le journal fait part de l'intention de la France et de l'Arabie saoudite d'armer les terroristes toujours sous la supervision US de missiles performants et anti aérien, Manpods. "*Une vingtaine de missiles devront ainsi tomber entre les mains des terroristes*". Les autorités US disent vouloir surveiller l'usage de ces missiles. Mais le peuvent-ils? L'afflux sans précédent d'armes et de munitions vers la Syrie où des milliers de takfiris, égorgeurs, violeurs, n'attendent la moindre occasion pour tuer, c'est une erreur stratégique commise par Washington et ses alliés. Des centaines d'avions de ligne traversent le ciel syrien tous les jours et le fait de livrer des engins balistiques aux terroristes relève de la pure folie. french.irib.ir 27.06

SOCIAL

1- Portugal

La grève générale de 24 heures à l'appel des deux principaux syndicats du pays a principalement affecté les transports publics jeudi au Portugal, où la politique d'austérité draconienne mise en oeuvre par le gouvernement a contribué à plonger le pays dans la récession et fait exploser le chômage.

Les trains sont restés à l'arrêt, de même que le métro et le tramway de Lisbonne. De nombreuses lignes de bus étaient aussi perturbées. De nombreux services de l'administration sont également restés fermés. Les journalistes de l'agence de presse publique Lusa ont cessé le travail.

Dans les restaurants, les magasins et le secteur privé en général, la grève n'a en revanche pas été très suivie.

Selon la société aéroportuaire ANA, la grève a conduit à l'annulation de 37 vols sur plusieurs centaines de liaisons aériennes prévues dans la journée.

Dans le secteur privé, selon le syndicat CGTP, la production a été totalement stoppée sur le site Autoeuropa de Volkswagen, près

de Lisbonne, dont 600 voitures sortent chaque jour des chaînes d'assemblage.

Les ouvriers du chantier naval Lisnav, à Lisbonne, ont également fait grève.

"C'est simple, si je ne travaille pas, je ne mange pas", explique Augusto Nery, un électricien âgé de 53 ans qui, à l'instar de nombre de ses compatriotes, ne peut pas se permettre de perdre une journée de salaire. "Ce gouvernement m'écoeure, l'austérité nous étouffe, mais manifester ne nourrira pas ma famille", ajoute-t-il.

Le gouvernement n'a fourni aucune estimation de la grève ou de la participation aux défilés organisés dans les grandes villes du pays.

Avec cette quatrième grève générale en deux ans, les syndicats CGTP et UGT espèrent que le gouvernement assouplira sa politique d'austérité, qui s'est notamment traduite cette année par un alourdissement marqué des impôts, et optera pour une politique de croissance.

"Ces politiques d'austérité punissent le pays, violent le peuple et pénalisent les salariés et les retraités, cette grève est donc un cri de résistance contre cette politique", a déclaré Carlos Silva, qui dirige l'UGT.

Le pays traverse sa troisième année de récession et le chômage touche 18% de la population active (42% chez les jeunes).

Mais le gouvernement de Pedro Passos Coelho, qui dispose d'une solide majorité parlementaire, ne devrait pas infléchir sa politique alors qu'il entend sortir de l'assistance financière d'ici la mi-2014 et retourner sur les marchés pour se financer intégralement. Reuters 27.06

Rappel. Où va la France ? - Trotsky 1936

1- L'énoncé des revendications immédiates est fait très généralement : défense des salaires, amélioration des assurances sociales, conventions collectives, "contre la vie chère", etc. On ne dit pas un mot sur le caractère que peut et doit prendre dans les conditions de la crise sociale actuelle la lutte pour ces revendications. Pourtant, tout ouvrier comprend qu'avec deux millions de chômeurs complets et partiels, la lutte syndicale ordinaire pour des conventions collectives est une utopie. Pour contraindre dans les conditions actuelles les capitalistes à faire des concessions sérieuses il faut briser leur volonté ; on ne peut y parvenir que par une offensive révolutionnaire. Mais une offensive révolutionnaire qui oppose une classe à une classe, ne peut se développer uniquement sous des mots d'ordre économiques partiels. On tombe dans un cercle vicieux. C'est là qu'est la principale cause de la stagnation du front unique.

2- Et pourtant, la lutte pour les revendications immédiates a pour tâche d'améliorer la situation des ouvriers. En mettant cette lutte au premier plan, en renonçant pour elle aux mots d'ordre révolutionnaires, les staliniens considèrent, sans doute, que c'est précisément la lutte économique partielle qui est le plus capable de soulever de larges masses. Il s'avère justement le contraire : les masses ne font presque aucun écho aux appels pour des grèves économiques. Comment peut-on donc en politique ne pas tenir compte des faits?

Les masses comprennent ou sentent que dans les conditions de la crise et du chômage des conflits économiques partiels exigent des sacrifices inouïs, que ne justifieront en aucun cas les résultats obtenus. Les masses attendent et réclament d'autres méthodes, plus efficaces. Messieurs les stratèges, apprenez chez les masses: elles sont guidées par un sûr instinct révolutionnaire.

Conclusion : nos dirigeants sont des "utopistes" ou ils n'ont pas compris grand chose, CQFD.

2- Chili

La police chilienne a expulsé jeudi des étudiants d'une vingtaine d'écoles de Santiago qu'ils occupaient depuis des semaines et qui serviront de bureau de vote dimanche pour les primaires de la présidentielle du 17 novembre.

Le mouvement étudiant chilien manifeste périodiquement depuis deux ans pour réclamer une éducation gratuite et de qualité. Mercredi, des dizaines de milliers d'étudiants ont défilé dans la capitale ainsi qu'à Concepcion (sud).

Le gouvernement estime que l'occupation des écoles constitue une entrave à la démocratie et pourrait dissuader des électeurs de voter dimanche pour choisir, à droite comme à gauche, un candidat pour la présidentielle du 17 novembre prochain. Reuters 27.06

3- Brésil

La ville de Belo Horizonte a été le théâtre hier d'un nouveau match entre 50 000 contestataires et forces de l'ordre. Des violences ont émaillé le mouvement réclamant des mesures contre la corruption et de meilleurs services publics.

Après deux semaines de manifestations, les protestataires ont déjà obtenu plusieurs victoires comme l'annulation de la hausse des prix des transports dans une dizaine de villes, l'incarcération immédiate d'un député corrompu, des investissements en infrastructures pour 18 milliards d'euros et un référendum d'ici octobre 2014. euronews.com 27.06

[Haut de page ↗](#)

Le 29 juin 2013

CAUSERIE

J'ajouterai quelques articles ce soir ou demain matin.

Bon week-end à tous et bonnes vacances à ceux qui partent.

Les "généreuses" intentions d'Obama.

Vous avez peut-être entendu parler de "sanctions" que les Américains auraient imposées au Bangladesh parce qu'il ne respecterait pas les règles minimums de sécurité dans les usines textiles qui exportent vers les Etats-Unis.

Crédules, on aurait pu se dire que ce n'était peut-être pas une mauvaise décision et que cela forcerait les patrons à améliorer la sécurité, bref, on aurait pu penser que cette mesure profiterait aux ouvriers et ouvrières de ce pays.

Pas du tout, elle bénéficiera au Trésor américain !

- Le président américain Barack Obama a décidé de faire pression sur ce pays et l'inciter à prendre des mesures pour améliorer la sécurité des travailleurs. "J'ai décidé qu'il est approprié de suspendre le Bangladesh du programme GSP pour les pays en développement car il n'a pas pris ou ne prend pas de mesures pour faire appliquer les droits internationaux des travailleurs dans son propre pays", a indiqué Barack Obama. Cette mesure implique que de nombreuses sociétés importantes des vêtements produits au Bangladesh devront payer des droits de douane pour les faire acheminer aux Etats-Unis. L'Expansion.com 28.06

Après cela ils seront forcément portés à se rattraper sur les salaires qui resteront misérables.

ACTUALITE EN TITRES

Un cas de névrose obsessionnelle.

- En congrès, les militants UMP votent pour savoir s'ils doivent revoter - L'Express.fr

Et s'ils décident qu'ils doivent revoter, ils voteront ensuite pour savoir quand ils devront voter, puis ils voteront pour savoir pour qui voter, et enfin peut-être, ils voteront pour le candidat de leur choix. Question : On les enferme tout de suite ou il faut encore attendre ?

Et quelles sanctions préconisez-vous ?

- Troubles sociaux: aucun pays "à l'abri" selon la Banque mondiale - AFP

Heureusement, les marchés de l'armement, de la sécurité et du renseignement sont florissants...

Sous-estimation.

- 16% des entreprises du BTP en infraction à la législation du travail - Liberation

Le rejet.

- Sondage : 70% des Français pensent que les politiques sont corrompus - LeParisien.fr

Peu importe, la question de la corruption idéologique qui concerne 100% d'entre eux ne sera pas posée. D'ailleurs cette question ferait l'objet d'une réponse forcément déformée, puisque les personnes interrogées la partageraient !

[Le piège se referme.](#)

- L'Afrique a besoin des USA contre les djihadistes, dit Macky Sall - Reuters

Ce ne serait pas les USA les chefs des djihadistes par hasard ?

[Obama promu maître du monde !](#)

- Réchauffement climatique: "*Obama sait qu'il va avoir besoin d'aide pour préserver le monde*" - L'Express.fr

[Intox](#)

- Syrie: seize hommes torturés à mort par les forces de sécurité - AFP

Parce que voyez-vous l'armée syrienne serait assez débile pour pratiquer des tortures et rendre ensuite les corps à leurs familles pour qu'on puisse l'accuser de se livrer à des tortures, alors qu'il était possible de faire disparaître les corps tout simplement.

Par ailleurs, il est parfaitement possible que l'armée syrienne se livre à des tortures sur les barbares qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple pour les faire parler et éviter d'autres massacres, cela ne me choque pas, puisqu'elle se retrouve confronter à une armée de contras pratiquant les pires crimes qui soient, y compris sur des enfants.

Ils ont atteint un tel degré dans la barbarie qu'il n'y a vraiment pas lieu de pleurer sur leur sort, que l'armée syrienne en face ce qu'elle veut, si cela peut permettre d'épargner des souffrances à des millions de victimes innocentes. De toutes manières, il faut les liquider physiquement, il n'y a pas d'autre solution, il est impossible de les épargner et de les laisser repartir dans leurs pays d'origine pour ensuite aller perpétrer d'autres crimes épouvantables dans leur pays ou d'autres pays.

Aux âmes sensibles de petits-bourgeois : c'est dialectique ! La dialectique de la nature !

[Le coup du lapin à la chinoise est aussi fatal !](#)

- Chine: Ils tombent par la fenêtre en plein rapport sexuel - 20minutes.fr

Et ils sont morts !

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Voilà ce qu'ils ont fait de la société](#)

- Narcotrafiquants de 11 ans dans une école du Pas-de-Calais - Le Nouvel Observateur

Et vous voudriez que l'on discute avec les salopards qui ont pourri la société à ce point-là, les partis qui ont été au pouvoir depuis 40 ans ? Il faut avoir quoi dans la tête pour fréquenter les dirigeants du PS ? Je ne parle pas de l'UMP et Cie. puisqu'il est entendu qu'ils sont notre ennemi.

C'est le doigt dans l'engrenage qui conduit à y laisser tout le corps.

Laxisme, aventurisme, dilettantisme, éclectisme, accommodation, conciliation, compromission, reniement, faillite totale et la boucle est bouclée.

Cela se rattrape direz-vous, c'est cela, vous avez le droit d'y croire ! C'est comme si vous aviez tiré sur une maille d'un ouvrage en laine et que vous ayez fini par le détricoter entièrement sans vous souvenir du modèle originel qui a disparu entre temps,

allez après le reproduire, impossible. Il vous faudra en tricoter un nouveau qui sera forcément différent, sauf que vous n'avez pas de modèle ou patron pour avoir balancé celui que vous possédiez.

Allez dire aux travailleurs américains qu'ils n'ont plus de droits politiques, ils le savent, dites-leur qu'ils doivent se battre pour en acquérir à nouveau, ils vous répondront qu'il leur faudrait reconstruire un véritable parti ouvrier mais qu'ils ont perdu la notice ou lâcher le fil pour réaliser cette tâche qui s'avère titanesque et truffée d'obstacles.

Leur problème et celui du mouvement ouvrier et du prolétariat dans tous les pays, c'est qu'il ne peut se construire que des partis sur le modèle du léninisme, or c'est le modèle dont ils sont le plus éloignés. Du coup, il est impossible d'avancer. C'est un paradoxe, un de plus que l'on est incapable de gérer correctement parce qu'il faudrait rompre avec l'opportunisme qui a complètement gangrené le mouvement ouvrier et son avant-garde. Il faudrait commencer par le reconnaître et l'admettre pour ensuite corriger le tir. Mais apparemment il y a trop d'intérêts individuels en jeu pour qu'on y parvienne actuellement ou rapidement alors qu'il y a urgence sur tous les fronts, c'est l'aspect le plus dramatique de la situation, car dans ces conditions l'avenir s'annonce très sombre. Espérons que les faits me feront mentir.

Comme je le disais hier, il faudrait peut-être qu'une gigantesque catastrophe se produise ou que nous subissions une terrible défaite, encore un paradoxe, d'où émergerait une nouvelle avant-garde du prolétariat qui se lancerait à l'assaut de la direction du mouvement ouvrier dans la perspective de la prise du pouvoir, qui renouerait avec le fil du marxisme, du léninisme, du socialisme...

Ils ont décidé de briser tous les rapports sociaux.

1- Vers une nouvelle définition du harcèlement au sein du couple - L'Express.fr

Vivre en couple n'est pas la panacée dans leur société pourrie, et peu importe ici la forme adoptée par cette union, mariage, pacs ou union libre, cela n'a jamais été facile à vivre, cela devient de plus en plus compliqué, une grande partie des couples connaissent de graves tensions conduisant à leur éclatement sans pour autant espérer une vie meilleure par la suite, ou alors ils se maintiennent dans un climat de haine ou d'hypocrisie quasi invivable, un statu quo qui consiste à ne plus aborder les questions sensibles ou qui fâchent, l'un et l'autre étant aussi malheureux en essayant de ne pas trop le montrer, ne pas y penser demeurant impossible.

On vit tellement de frustrations dans leur société qu'on en vient à accuser l'autre d'en être responsable. La plupart de nos aspirations sont bafouées et nos besoins demeurent insatisfaits, c'est quelque chose qui nous ronge de l'intérieur inconsciemment, alors on cherche à les satisfaire par n'importe quel moyen en remettant en cause le fragile équilibre qui a été à la base d'un couple au risque de le briser. Ce n'est pas forcément dramatique si les choses se passent ouvertement, après tout on n'est pas liés pour la vie et on demeure toujours seul dans notre peau toute notre existence, donc libre de défaire des rapports qu'on a établis un jour.

Quant au harcèlement, sexuel je suppose, je n'ai pas pris le temps de lire cet article et je ne vois pas de quoi il pourrait s'agir d'autres, pour aborder cette question il faut revenir en arrière. Hier encore ou quelques années auparavant ce rapport bénéficiait d'un consentement mutuel et ne posait pas de problèmes, au contraire il donnait toute satisfaction à l'un et à l'autre. Alors qu'est-ce qui s'est passé depuis, quels autres rapports se sont modifiés pour en arriver à cette situation-là ?

La routine tue l'imagination et le plaisir, l'attirance réciproque que l'on éprouvait s'est émoussée, l'être humain est ainsi fait qu'il a besoin de renouveler sans cesse son environnement, ses propres besoins, peut-être plus particulièrement la femme que l'homme sur le plan sexuel, rappelons au passage que le besoin sexuel chez l'homme est pour ainsi dire permanent, alors que chez la femme il nécessite des dispositions particulières pour se déclencher, l'homme est peu exigeant en la matière, c'est dans sa nature biologique différente de celle de la femme, ce qui n'est pas le cas de la femme pour laquelle la part du mental ou de la psychologie joue un plus grand rôle.

On aura noté par ailleurs que la femme est en général plus résistante sur le plan psychologique que les hommes qui craquent plus facilement. Oui messieurs, la femme nous est supérieure, c'est bien pour cela qu'on passe notre temps à vouloir la rabaisser ou que parfois on ne supporte pas leur présence.

La femme se donne ou se refuse selon son humeur, son état d'esprit du moment, les problèmes qu'elle a ou non dans sa tête, et qui si elle en a, bloqueront son désir sexuel avec son partenaire habituel parce qu'inconsciemment il est associé à ses problèmes, ce qui ne sera pas le cas avec un autre homme qui lui fera penser à autres choses que ses problèmes, ce qu'un homme dans un couple admettra difficilement, vous aurez compris que je suis passé par là un jour et je n'ai pas eu la réaction adéquate hélas !

Comment ne pas en arriver à cette situation-là, le harcèlement ? Il n'y a pas de recette toute faite pour tous les couples. On peut essayer de parler ensemble mais cela ne sert pas forcément à grand chose, car si on en est arrivé à cette situation-là, c'est peut-être justement parce qu'on n'a pas réussi à se dire certaines choses dans le passé, on peut essayer de rattraper le coup mais c'est difficile, il faut sans doute être le plus naturel et le plus sincère possible, mais on a souvent des bocages psychologiques qui nous en empêchent ou alors notre propre ignorance, on se montrera maladroit ce qui aggravera encore la situation.

Il arrive toujours un moment dans la vie d'un couple où il a réalisé tout ce qu'il avait projeté de faire, on a fait son nid, on a un ou des enfants, etc. il n'a plus de perspective dans laquelle il se renouvellerait d'une certaine manière de telle sorte que le stimulus qui servait d'exitation autrefois a disparu, ses perspectives ou ce qui lui procurent encore des satisfactions se situent à court terme et tombent aussi sous le coup de la routine, la sortie du vendredi soir, le week-end, les vacances, le bénéfice qu'on en tire est pour ainsi dire consommé sur place et il n'en reste pas grand chose par la suite, pas suffisamment pour alimenter ce stimulus ou créer une véritable exitation, quant aux autres plaisirs d'ordre matériel, ils sont tellement superficiels qu'ils ne peuvent remplir cette fonction, ils produiraient même plutôt l'effet inverse.

Pour bien faire il faudrait que le couple déménage, change de vie, brise la routine qui l'a tué à petit feu, s'offre de nouvelles perspectives que les deux membres partagent, qu'ils recommencent leur vie ensemble en espérant qu'un jour ils parviennent à comprendre comment l'un et l'autre fonctionne, ce qui est difficile lorsqu'on ne comprend pas comment fonctionne la société puisque c'est elle qui dicte en grande partie ces rapports.

2- Tunisie : rien de rien, les Femen ne regrettent rien - Atlantico.fr

La réaction a adopté la provocation tout azimut pour violer les rapports sociaux auxquels sont attachés les différents peuples et briser du même coup leur intégrité, par là elle tente de réaliser la même dislocation à laquelle elle parvient ailleurs par d'autres moyens, par les armes, par la guerre en montant les différentes communautés les unes contre les autres pour leur imposer sa politique néolibérale.

Ce qu'elle vise, c'est à la fois la liquidation de leur indépendance ou souveraineté qu'incarne l'Etat, et leur soumission à une idéologie obscurantiste et ultra réactionnaire. Quand vous vous penchez attentivement sur les principes qui régissent ce processus vous y retrouvez ceux de la franc-maçonnerie et du sionisme.

La question n'est pas la nature des rapports sociaux qui sont le produit du capitalisme et des siècles qui l'ont précédé parfois, qui correspond à une société divisée en classes sociales antagoniques. Pourquoi ? Parce qu'il est impossible d'en changer la nature ou de les modifier profondément sans inverser les rapports entre classe dominante et classe dominée, aussi longtemps que le prolétariat n'aura pas pris le pouvoir.

Tous les rapports sociaux dans la société étant liés aux rapports sociaux de production, dont ils sont en fait la reproduction dans différentes sphères de la société ou subissent fortement son influence, la destruction de ces rapports revient à détruire les bases sur lesquelles repose le capitalisme et donc les bases sur lesquelles repose notre combat pour le socialisme.

Dans un pays comme la Tunisie, la conscience des masses demeure largement archaïque, obscurantiste, moyennageuse, malgré les apparences les rapports sociaux demeurent en partie féodaux ou guidés par des principes religieux, ils ne dépassent pas le stade du développement économique auquel le pays est parvenu. Les masses sont très hétérogènes, certaines couches sont plus avancées que d'autres qui demeurent profondément arriérées, les inégalités sociales sont encore plus marquées qu'en France par exemple, le droit est accordé aux puissants, tandis que la masse de la population en est privé.

Ce que vise ce genre d'opération ne consiste pas à aider les masses à se libérer des obstacles qui entravent leur liberté, mais plutôt à les conserver en dressant les couches les plus avancées contre les couches les plus arriérées ou plutôt l'inverse, car ce sont celles-là qui sont choquées par ce genre de manifestations, elles sont destinées à provoquer une réaction violente des couches arriérées contre celles qui justement revendiquent des droits politiques et un meilleur niveau de vie, qui se dressent contre le régime en place, c'est donc bien la pire réaction qui est à l'oeuvre ici.

Finalement, ceux qui dans le mouvement ouvrier seraient tentés d'emboîter le pas à ces réacs pour changer les rapports sociaux dans la société sans que les rapports sociaux de production aient été changés au préalable, se trompent de combat et de camp. Il en va de même sur bien d'autres questions que nous avons évoquées récemment.

Nous noterons au passage que notre discours et nos positions sont cohérents, tout se tient, nous ne sortons pas des idées de nulle part pour se faire plaisir à la manière des charlatans ou des aventuriers qui saisissent les perches pourries que leur tend la réaction, on est encore capable de faire preuve de discernement, de lucidité aussi, si je peux me permettre de l'affirmer ici.

Un complément

- Une délégation de l'AIPAC reçue en Tunisie - french.trib.ir

- Selon des sources bien informées, une délégation de la très influente organisation américaine pro-Israélienne « *American Israel Public Affairs Committee* » (AIPAC) a fait aujourd'hui [26 juin 2013] une escale remarquée en Tunisie, où elle est actuellement accueillie par d'éminentes personnalités politiques tunisiennes, à la fois du parti au pouvoir et de l'opposition, et ce jusqu'à vendredi.

Alors que l'AIPAC n'a jamais eu les honneurs de la Tunisie sous l'ère Bourguiba et Ben Ali, sa venue à Tunis, sous l'hégémonie d'Ennahda, interpelle d'autant plus que Rached Ghannouchi fait partie de ses hôtes de premier plan. Des caciques de l'ancien parti destourien, fondé par Habib Bourguiba en 1934, s'apprêtent également à réserver le meilleur accueil aux membres de cette délégation.

Toujours selon ces mêmes sources, nous avons appris que Rached Ghannouchi participait, il y a 15 jours, à un colloque à Washington, répondant à l'invitation d'un tunisien vivant aux États-Unis, Redhwane Masmoudi, président d'un think tank œuvrant au rapprochement entre les Frères musulmans et l'administration Obama. À cette occasion, une rencontre a été programmée entre le leader d'Ennahda et l'AIPAC. De là à en déduire que le déplacement de l'AIPAC à Tunis a été planifié lors de cette rencontre au sommet, il n'y a qu'un pas... french.irib.ir 28.06

Sionisme, salafisme, wahhabisme, takfirisme, tout cela sort du même tonneau immonde.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Après quatre jours de garde à vue, Bernard Tapie a été mis en examen vendredi pour "*escroquerie en bande organisée*" dans l'enquête sur l'arbitrage controversé de son litige avec le Crédit Lyonnais.

Vendredi soir, l'avocat de Bernard Tapie, Me Maurice Lantourne, qui avait été placé en garde à vue mardi à la brigade financière, a été mis en examen, également pour "*escroquerie en bande organisée*" et placé lui aussi sous contrôle judiciaire.

Au total, cinq personnes ont été mises en examen dans cette enquête par les juges, qui soupçonnent l'arbitrage d'avoir été truqué au profit de M. Tapie. AFP 28.06

2- Etats-Unis

Un général américain de haut rang à la retraite est soupçonné d'être à l'origine de fuites concernant une cyberattaque des Etats-Unis contre l'Iran en 2010, a rapporté jeudi 27 juin la télévision NBC News. Citant des sources judiciaires anonymes, la chaîne a indiqué que le général de la marine James Cartwright avait été averti de l'ouverture d'une enquête à son encontre pour avoir apparemment divulgué des détails sur une attaque américaine à l'aide du virus informatique Stuxnet contre les installations nucléaires iraniennes.

Le général Cartwright, 63 ans, est l'ancien numéro deux de l'état-major des armées. Ce général quatre étoiles a pris sa retraite en août 2011.

Stuxnet, conçu spécialement pour attaquer les opérations d'enrichissement d'uranium iraniennes, a frappé l'Iran en 2010 et a créé d'importants dégâts dans le programme nucléaire controversé de ce pays, selon la presse. Dans ses informations, NBC fait référence à un article du New York Times publié l'an dernier qui mentionnait Cartwright. L'article indiquait aussi que l'Agence nationale de sécurité (NSA) avait développé Stuxnet conjointement avec les Israéliens.

NBC News, citant également des sources judiciaires anonymes, indique que l'enquête du FBI sur la fuite sur Stuxnet s'était d'abord concentrée sur une éventuelle source à la Maison Blanche. Mais l'an dernier, les enquêteurs se sont intéressés plus particulièrement au général Cartwright, selon la chaîne de télévision. lemonde.fr 28.06

3- Egypte

Les religieux d'Al Azhar ont évoqué vendredi le risque de "*guerre civile*" en Egypte où partisans et opposants de Mohamed Morsi se sont affrontés, à Alexandrie, avant la grande manifestation prévue dimanche contre le président islamiste.

Un membre des Frères musulmans, dont est issu le chef de l'Etat, a été tué dans la nuit par balle dans le delta du Nil. A Alexandrie, des dizaines de personnes ont été blessées lors de heurts entre un défilé d'opposants et des islamistes.

"*La vigilance est de mise si l'on veut éviter de basculer dans une guerre civile*", a prévenu la grande institution sunnite du Caire.

Dans un communiqué, globalement favorable à Mohamed Morsi, elle impute à des "*bandes criminelles*" faisant le siège de mosquées les violences qui se sont soldées, selon la confrérie, par la mort de cinq de ses partisans en une semaine.

La vitrine politique des Frères a, de son côté, lancé une mise en garde, évoquant "*de graves conséquences susceptibles de plonger le pays dans une spirale de violence et d'anarchie*".

Elle dit tenir les dirigeants libéraux, dont Mohamed ElBaradeï, pour personnellement responsables d'incitation à la violence pour avoir recruté des "*voyous*" jadis à la solde de Hosni Moubarak.

A Alexandrie, 36 personnes au moins ont été blessées, selon une source au ministère de la Santé, dont un grand nombre par du plomb de chasse, lors d'échauffourées impliquant des centaines de personnes devant une permanence locale de la confrérie.

Un journaliste de Reuters a vu une dizaine d'hommes s'échapper d'un défilé anti-Morsi sur la corniche pour lancer des pierres sur les vigiles gardant le bâtiment.

Les opposants libéraux, laïques et de gauche avaient appelé leurs compatriotes à se rassembler vendredi sur la place Tahrir, haut lieu de la "*révolution du Nil*" de 2011 dans le centre du Caire, ainsi que dans d'autres villes, avant les grandes manifestations prévues dimanche, un an jour pour jour après la prestation de serment du président islamiste.

Quelques milliers de personnes ont déambulé aux abords de Tahrir. Certains dans la foule brandissaient des cartons rouges proclamant "*Dehors!*" à l'adresse de Mohamed Morsi.

Des milliers d'islamistes se sont rassemblés de leur côté près d'une mosquée de la capitale à la sortie de la grande prière hebdomadaire, en signe de soutien à Mohamed Morsi.

Ses adversaires espèrent réunir des millions d'Egyptiens lors de la grande manifestation de dimanche pour exiger de nouvelles élections un an après sa prise de fonctions à l'issue du premier scrutin libre de l'histoire du pays.

Les Frères affirment qu'un des leurs a été tué par balle jeudi soir dans l'attaque d'une permanence du mouvement islamiste à Zagazig, dans le delta du Nil. Au total, cinq personnes sont mortes dans les violences politiques au cours de la semaine écoulée, et des dizaines d'autres ont été blessées.

Les Frères musulmans disent que toutes les personnes tuées étaient des partisans de Mohamed Morsi, ce qui n'a pu être vérifié de source indépendante.

L'armée, en alerte sur les sites stratégiques, a prévenu les deux camps qu'elle interviendrait si la situation devenait chaotique. L'institution cairote, qui garde traditionnellement ses distances avec la classe politique, exhorte en outre l'opposition à accepter l'offre de dialogue de Mohamed Morsi plutôt que de persister à vouloir manifester dimanche.

Le chef de l'Etat a proposé mercredi soir, dans un discours télévisé, de réviser la Constitution et de promouvoir la réconciliation nationale, des propositions jugées trop vagues par ses adversaires.

Il est difficile d'anticiper le degré de mobilisation de l'opposition, qui affirme avoir réuni 15 millions de signatures dans une pétition réclamant le départ de Morsi.

Plusieurs mouvements de protestation depuis la chute de Moubarak n'ont pas toujours réussi à atteindre leurs objectifs mais le mécontentement de la population s'alimente d'une dégradation des conditions économiques. Reuters 28.06

Les tenants du Nouvel ordre mondial qui croyaient qu'ils pourraient imposer leurs pantins à tous les peuples de la région et au-delà ne sont pas au bout de leur peine et nous nous en réjouissons...

4- Syrie

Moscou espère que la position sur la Syrie consacrée dans le mémorandum du G8 lors du sommet de Lough Erne sera appliquée par tous les pays du groupe, ainsi que par les autres membres de la communauté internationale, a déclaré vendredi le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov.

"*Les dirigeants du G8 (...) ont exprimé leur ferme attachement à l'intégrité territoriale, à la souveraineté et à l'indépendance de la Syrie, ainsi qu'au maintien du caractère laïque, multiconfessionnel et multiethnique de l'Etat syrien*", a rappelé le ministre lors d'une conférence de presse à l'issue de négociations avec son homologue marocain.

Et d'ajouter que dans ce même document, les dirigeants du G8 avaient appelé le gouvernement et l'opposition de la Syrie à faire front uni pour chasser du pays tous les terroristes.

"Je compte sur l'application de cette position par tous les pays du G8 et sur son soutien par les autres membres de la communauté internationale, et surtout par ceux d'entre eux qui sont directement impliqués dans les efforts tendant à désamorcer la crise syrienne", a souligné M.Lavrov french.trib.ir 28.06

5- Algérie

Sept terroristes ont été tués par l'armée algérienne à la frontière avec la Libye dans une opération de traque, ont rapporté jeudi les médias locaux.

Citant une source sécuritaire, le journal local El Khabar a révélé que les forces de l'armée ont traqué un groupe armé dans la nuit de mercredi à jeudi dans la province d'Illizi, à 1.800 km au sud-est d'Alger, à la frontière avec la Libye.

L'opération a abouti à l'élimination de sept hommes armés, tandis qu'un nombre inconnu d'autres terroristes sont toujours encerclés, précise la même source.

L'armée algérienne a déclaré l'état d'alerte à la frontière avec le Mali, la Libye et la Tunisie, à la suite d'informations sur une attaque terroriste potentielle qui ciblerait des sites vitaux de ce pays d'Afrique du Nord, indique la même source.

Selon les informations recueillies, trois groupes armés tentent de s'infiltrer en Algérie par les frontières avec la Tunisie, la Libye et le Mali, pour mener une attaque terroriste préparée depuis quelques mois.

A la mi-juin, cinq terroristes appartenant au Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) ont été tués par l'armée algérienne alors qu'ils tentaient de s'infiltrer sur le territoire algérien via la frontière avec le Mali. french.trib.ir 29.06

6- Bahreïn

Selon des sources bien informées, les Etats Unis envisageraient de reproduire le scénario qatari à Bahreïn et de remplacer le premier ministre par le prince héritier. selon le site Maraat al bahreïn, qui cite ces sources, ce sont les Américains qui sont à l'origine du coup d'état qui a coûté le trône à Hamad ben Khalifa, et ce sont toujours les américains qui entendent exiger au PM bahreïni Khalifa Ben Salman Al Khalifa d'abdiquer au profit de Salman Ben Khalifa. Cela fait quarant ans que Bahreïn a le même premier ministre, c'est à dire depuis la fin du colonialisme britannique. Mais qu'a dit le PM bahreïni?

Selon ces sources, " la réaction du PM bahreïn a été diamétralement opposée à celle de l'émir Hamad Ben Al Thani. Le PM a menacé de mettre à feu et à sang Bahreïn si on "touche à son fauteuil de premier ministre". Le PM a la possibilité de mettre en branle " les extrémistes salafistes à Bahreïn et en ce sens il pourrait provoquer une guerre confessionnelle". Le PM a même affirmé aux autorités saoudiennes au cours d'un récent voyage à Riyad que le prince héritier de Bahreïn n'est pas prêt à assumer son rôle et qu'il lui faudrait encore du temps pour diriger le pas" Le PM bahreïni réclamerait en outre un demi milliards de dollars à titre de récompense pour ses loyaux services avant de se retirer. french.trib.ir 28.06

SOCIAL

France

Explosion des radiations pour défaut d'actualisation, + 19.9% en 1 seul mois. (le mois dernier c'était explosion des radiations administratives).

Radiations des listes A,B,C,(D,E) de Pôle Emploi par motifs, Mai 2013 :

- Défauts d'Actualisation : 219 500, 45,2 % des sorties des listes (+ 19.9% en 1 mois !)
- Radiations Administratives (les punis) : 45 100, 9,3 % des sorties
- Autres Cas (mystérieuse rubrique, les morts, suicidés, emprisonnés ?) : 53 400 et 11 % des sorties.

soit 318 000 radiés des listes (65,5 %) pour autres motifs que :

- Stages parking : 38 900, 8 % des sorties.
- Arrêts maladie, maternité etc : 33 700, 6,9% des sorties.

- Reprises d'emploi déclarées : 94 900, ne représentent que 19,5 % des sorties des listes de pôle emploi, et encore, y compris contrats aidés, etc ..

Demandeurs d'emploi par catégories :

A : 3 264 500 + 0 % (+ 11,5 % sur 1 an)
B : 635 100 + 0,3 % (+ 10,2 % sur 1 an) travailleurs précaires - de 78 heures
C : 896 000 - 0,7 (+ 4,7 % sur 1 an) travailleurs précaires + de 78 heures
D : 272 200 + 3,1 % (+ 10,2 % sur 1 an) stages parking etc
E : 350 600 + 0,1% (- 3,8 % sur 1 an) contrats aidés etc

TOTAL : 5 418 400 (données corrigées), hors DOM TOM, soit + 9 % sur 1 an, + 4800 en 1 mois.

TOTAL, dom-tom compris : 5 737 700 (page 15 du rapport de la DARES, lien en bas de page)

Quelques chiffres qui parlent :

Chômage Longue durée (entre 2 et 3 ans) : + 14,9 % sur 1 an
Chômage Très Longue Durée + de 3 ans : + 19 % sur 1 an
Chômage des 50 ans et +, + 14,9 % sur 1 an

+ d'1 chomeur inscrit à pôle emploi sur 2 (50,5 %) ne perçoit AUCUNE INDEMNITE, ni ARE (allocation retour à l'emploi), ni allocation de solidarité (ASS, AER ...)

Le + scandaleux, LES DEMANDEURS d'EMPLOI INVISIBLES, complètement en dehors des statistiques

Ne sont pas comptés dans ces 5 737 700 demandeurs d'emploi et travailleurs pauvres occasionnels :

1 263 200 foyers bénéficiaires du RSA, en effet sur 2 100 000 environ de foyers (chiffre sous estimé datant de l'an passé) , seuls 836 800 sont inscrits à Pôle Emploi, les autres bénéficient d'autres suivis (associations, collectivités locales etc) en sachant qu'un foyer bénéficiaire, comporte parfois + d'un demandeur d'emploi en son sein.

+ 1 000 000 au bas mot, de bénéficiaires de l'AAH ou d'une pension d'invalidité, ne sont pas inscrits à Pôle emploi

+ des centaines de milliers, voire peut-être + d'1 million de SANS-DROITS, principalement :

- des jeunes de moins de 25 ans, primo demandeurs d'emploi, qui comme vous le savez n'ont même pas droit au RSA. (quasi unique en Europe)

- Etc.

Faites le calcul vous même, on arrive au total, à + de 9 MILLIONS demandeurs d'emploi en France, et travailleurs pauvres occasionnels. agoravox.fr et wikistrike.com 27.06

ECONOMIE

1-Or

L'or est retombé à son niveau le plus bas depuis pratiquement trois ans. Le cours de l'onze d'or cotait en effet 1.224,18 dollars mercredi, soit un minimum depuis le 24 août 2010. Le métal précieux est toujours affecté par la perspective d'un resserrement de la politique monétaire extrêmement accommodante aux États-Unis et par un recul de la demande d'investissement dans le métal jaune. L'onze d'or a perdu près de 200 dollars depuis début juin, dont plus de la moitié depuis jeudi dernier.

"La combinaison du renforcement du dollar, de l'amélioration de la situation économique (aux États-Unis) et la réévaluation des attentes du marché autour des mesures exceptionnelles de la (Fed) font chuter les prix", a résumé David White, courtier chez Spreadex. Cette annonce a été suivie de celle de l'annonce d'un possible retrait des mesures de soutien exceptionnelles de la Réserve fédérale américaine (FED) à l'économie des États-Unis.

La mise en oeuvre de ce calendrier est conditionnée à l'amélioration de la première économie mondiale, qui s'est vue confirmée mardi par la publication d'une série de bons indicateurs macroéconomiques américains.

La perspective d'un resserrement de la politique monétaire expansionniste de la Fed atténue les craintes d'une augmentation de l'inflation, renforce le dollar et pousse les taux des obligations d'État américaines vers le haut - trois conséquences négatives pour l'or.

Traditionnellement considéré comme un bouclier contre l'inflation, l'or devient d'autant moins attractif qu'il n'offre aucun rendement face à des actifs plus rémunérateurs.

De ce fait, les investisseurs spéculatifs se détournent du métal jaune: "*depuis le début de l'année, presque 565 tonnes d'or sont sorties des ETF (fonds d'investissement adossés à des stocks physiques d'or, ndlr)*", rapportait-on chez Commerzbank. Face à cette chute de la demande d'or "*papier*", c'est-à-dire sous forme d'actif financier et non matérielle, la demande physique de métal jaune ne rebondit pas, en partie à cause des mesures mises en place en Inde - un tiers de la demande mondiale - pour limiter les importations d'or.

"*Les achats officiels se poursuivent grâce aux banques centrales (...) mais ce sera certainement insuffisant pour compenser les ventes d'or de la part des investisseurs et des spéculateurs*", a estimé Mitul Kotecha, analyste chez Crédit Agricole CIB. L'Expansion.com avec AFP 26.06

Hier l'once d'or est passée sous la barre des 1.200 dollars.

2- France

La dette publique de la France a augmenté de 36,5 milliards d'euros au premier trimestre pour atteindre 1.870,3 milliards fin mars, soit 91,7% du PIB, selon les statistiques publiées vendredi par l'Insee.

Le ratio de dette sur PIB a ainsi augmenté de 1,5 point par rapport à fin 2012.

La dette de l'Etat a augmenté de 37,3 milliards d'euros sur le trimestre pour s'élever à 1.477,2 milliards, précise l'Insee dans un communiqué.

Outre la dette de l'Etat, la dette publique au sens de Maastricht inclut celles des administrations de sécurité sociale (212,7 milliards fin mars), des administrations publiques locales (170,5 milliards) et des organismes divers d'administration centrale (9,9 milliards).

La dette nette des administrations publiques s'élevait à 1.697,1 milliards d'euros fin mars, soit 83,3% du PIB, contre 82,4% fin 2012, en progression de 21,9 milliards sur trois mois, ajoute l'Insee. Reuters 28.06

3- Espagne

Le gouvernement espagnol a annoncé vendredi un relèvement des taxes sur le tabac et les spiritueux ainsi que la suppression de certains allègements d'impôts accordés aux entreprises mais ces mesures restent loin d'engager la refonte du système fiscal jugée nécessaire par l'Union européenne et le FMI.

"*Nous voulons avoir un système fiscal comparable à ceux de pays qui disposent des entreprises les plus compétitives au monde*", a déclaré le ministre du Trésor Cristobal Montoro, lors d'une conférence de presse. "*En termes de recettes, le système fiscal sera plus équitable.*"

Depuis le début de la crise, les gouvernements successifs avaient privilégié la baisse des dépenses pour tenter de rapprocher les comptes publics de l'équilibre.

La récession dans laquelle l'Espagne est plongée depuis bientôt cinq ans a fait fondre les recettes de l'Etat de plus de 50 milliards d'euros, ramenant le taux de prélèvements obligatoires à 36,4% du PIB contre 41,1% en 2007 alors que la moyenne de l'Union européenne est de 45,4%.

Les mesures fiscales annoncées vendredi représentent des recettes nouvelles de 800 millions d'euros en 2013, a précisé à Reuters le porte-parole du ministère du Trésor, corrigeant le chiffre initial d'un milliard évoqué par Cristobal Montoro.

Elles incluent une hausse de 10% de la taxe sur les spiritueux, qui ne touche pas le vin et la bière, ainsi qu'un relèvement des prélèvements sur le tabac, pour un montant cumulé estimé à environ 400 millions d'euros.

Une autre taxe, sur les gaz fluorés, utilisés entre autres dans la réfrigération et la climatisation, devrait rapporter 700 millions d'euros par an.

Le ministre de l'Economie Luis de Guindos a nié que le gouvernement envisage un relèvement de la TVA sur les produits bénéficiant du taux réduit, comme le pain ou le lait.

ne telle mesure pourrait rapporter 8,7 milliards d'euros par an, selon des estimations du cercle de réflexion espagnol Fedea.

Le déficit budgétaire espagnol a été ramené à 7% l'an dernier contre 9% en 2011, grâce principalement à des coupes dans les dépenses publiques. Mais la priorité est désormais donnée à l'augmentation des recettes. Le gouvernement de Mariano Rajoy a relevé l'an dernier le taux normal de TVA de 18% à 21% mais celui-ci ne concerne que 42% des produits vendus en Espagne, contre 82% en Allemagne et 71% en France. Reuters 28.06

4- Irlande

En octobre 2008, alors que l'Irlande était au bord de la faillite, son ministre des Finances d'alors, Brian Lenihan, assurait que le plan de sauvetage des banques élaboré par le gouvernement était *"le renflouement le moins cher du monde"*.

Cinq ans plus tard, la facture de ce plan s'est envolée pour atteindre 64 milliards d'euros, l'équivalent de 40% du produit intérieur brut (PIB) annuel du pays, et les 4,6 millions d'Irlandais sont voués à de longues années d'austérité.

C'est dans ce contexte déjà morose, marqué jeudi par l'annonce d'une rechute en récession au premier trimestre, que le quotidien Irish Independent a publié cette semaine le contenu de conversations tenues en 2008 entre des dirigeants de l'Anglo Irish Bank (AIB), liquidée depuis.

Entre deux plaisanteries sur le plan de sauvetage et une parodie de l'hymne national allemand, ces cadres dirigeants y reconnaissent que le montant de leurs demandes d'aide financière a été fixé pratiquement au hasard et qu'il valait mieux le sous-estimer pour éviter une mise en faillite pure et simple.

Eamon O'Cuiv, membre du gouvernement à l'époque du sauvetage d'AIB, a constaté que les banques aidées avaient donné aux autorités des informations totalement différentes de celles évoquées dans ces conversations.

"Nous savons aujourd'hui qu'ils mentaient effrontément et qu'ils le faisaient en toute impudence", a-t-il dit à Reuters.

La publication de ces conversations alimente la colère des Irlandais, d'autant qu'aucun responsable des banques renflouées par l'Etat n'a été inquiété par la justice et qu'aucune enquête officielle n'a été diligentée sur les circonstances de la crise bancaire.

"Bernard Madoff aurait sans doute souhaité s'installer en Irlande", explique John Sheehy, 35 ans, salarié d'une société de services financiers, en référence à l'escroc américain condamné à 150 ans de prison. *"Aujourd'hui, il serait assis avec les autres à boire une pinte."*

Pour l'instant, l'actualité irlandaise reste dominée par les conversations des banquiers et les interrogations sur les responsabilités politiques, avec des titres tels que *"Pourquoi personne n'est en prison ?"* ou *"Un jour de plus, des milliards de plus"*. Reuters 28.06

5- Espagne

Le conseil municipal de Badalona, une ville de la banlieue de Barcelone (Catalogne) de plus de 200.000 habitants, a voté une résolution pour rejeter une partie de ses dettes de 31 millions d'euros à l'égard du gouvernement espagnol qu'il juge illégitime, rapporte le journal El Publico. Cette décision n'a pas vraiment de conséquences juridiques, étant donné que le gouvernement local est toujours tenu de payer ses dettes, mais elle est considérée comme un signal politique fort.

Les prêts en question proviennent d'un plan de paiement des contractants établi en 2012 par le gouvernement espagnol, qui avait pour but de régler des arriérés dus par les gouvernements local et régional à des entreprises privées. Les prêts ont été consentis par l'institution de crédit publique ICO et distribués par le réseau de banques commerciales (dans ce cas d'espèces, Caixabanc, Catalunya Banc, Bankia, Banco Sabadell, CAM, Banco Santander, Banesto, Banco Popular, Bankinter, Caja España, Cajamar et BBVA).

Le conseil municipal a estimé que ces prêts étaient illégitimes, parce que ces banques ont emprunté l'argent au taux de 1% auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) puis elles ont prêté ce qui n'était finalement que de l'argent du gouvernement au taux

de 5,54% alors que «*l'argent aurait pu aller directement d'un établissement public (la BCE) à un autre (l'État)*».

«*Nous devons faire cesser cette escroquerie légale et changer le mécanisme de financement des organismes publics. Nous avons également besoin de nommer des auditeurs pour que les gens sachent quelle partie de la dette est illégitime, et que nous puissions refuser de payer. Ce système de financement est pervers, injuste, et il facilite la dictature financière* », a-t-il conclu. [express.be 27.06](#)

Et en France et ailleurs, les banques rackettent les régions de la même manière. Au fait qui dirigent les régions en France ? Le PS.

[Haut de page ↗](#)

Le 30 juin 2013

CAUSERIE

10h15 (heure locale, 5h45 en France).

Vous trouverez en ligne 17 nouveaux articles.

Le point faible des militants et des travailleurs, de la population en général, c'est qu'ils n'ont pas le temps de s'informer correctement, au plus près de la source, de comparer des infos, etc. contrairement à ceux qui les gouvernent, les conditionnent, les manipulent, exercent leur contrôle sur eux finalement, c'est pratique, incolore, inodore, discret au possible et surtout terriblement efficace.

Vous avez tort de ne pas communiquer avec moi. Je veux dire par là que connaître votre état d'âme, savoir qui vous êtes et ce que vous faites ne m'intéresse pas ici, je ne veux même pas connaître vos idées ou vos positions politiques, qu'est-ce que vous voudriez que je fasse de ces renseignements, rien, par contre il y a bien des questions qui doivent vous tarauder, ne me dites pas le contraire je ne vous croirais pas ou alors c'est que vous seriez des crétins ce que je me refuse à croire.

Vous m'aideriez ainsi à réfléchir à certains sujets parce que toutes les bonnes questions ne me viennent pas forcément à l'esprit au moment opportun et cela perturbe mon travail ou lui donne un aspect décousu ou un manque de rigueur, vous savez que je suis un partisan de l'ordre et de la discipline donc j'enrage quand je me rends compte que je suis passé à côté d'une question, en réalité je me trimballe une grosse fatigue ou je suis en état permanent de surmenage intellectuel et physique, je dors très peu, je n'ai pratiquement aucune distraction à part le jardin et accessoirement TV5Monde Asie.

Je veux, je dois arrêter les Infos en bref, je n'ai pas le choix car ma santé en dépend mais aussi mon travail. Il me faut absolument aller au bout de chaque question (défi) qui nous sont posées, est-ce que vous comprenez cela ? Cela demande une disponibilité d'esprit que je n'ai pas toujours parce que je suis complètement crevé ; quand il arrive un moment où on ne parvient plus à penser, où la machine se grippe, il faut dire stop, il y a quelque chose qui ne va vraiment pas, il faut immédiatement remédier à cette situation-là, c'est un impératif, c'est la priorité des priorités. C'est peut-être dû au fait que j'ai des capacités intellectuelles limitées, mais bon, il faut faire avec et ne pas trop les malmenier car elles sont comme moi et finissent par s'épuiser.

Donc à partir de demain 1er juillet cette rubrique aura cessé d'exister dans le site, il se peut cependant que je conserve des articles relatifs à la Syrie et à sa région car c'est le point chaud du moment, il faut que vous puissiez suivre au quotidien les derniers développements.

Tenez, je vous refille un tuyau.

Hier j'ai appris que les Russes avaient conçu un plan d'action pour bombarder Doha et Riad "*au cas où*" les Américains et leurs alliés attaquaient la Syrie... Ce n'est pas un canular, chaque jour je lis un tas de conneries, là c'est très sérieux, c'est extrêmement important comme info, car cela signifierait peut-être le début d'une nouvelle guerre mondiale, j'ai bien dit "*peut-être*", et puis des plans tout le monde en fait sans qu'ils soient forcément appliqués, ne me faites pas passer pour un mythomane qui prédit des catastrophes tous les quatre matins ou un manipulateur qui vous raconte des salades (Engels) pour vous vendre des idées. D'ailleurs c'est bien simple, pour que vous puissiez le vérifier vous-même, je vous donne cette info, elle vient d'un responsable militaire russe et elle est relayée par la radio iranienne d'Etat.

- Un responsable militaire russe a fait état d'un plan russe de bombardement, le cas échéant, du Qatar et de l'Arabie saoudite .

Dampress qui se réfère au site russe Tele Gravest pour diffuser cette information : "*La Russie a des plans pour bombarder le Qatar et l'Arabie saoudite et cette opération peut être décidée puis avoir lieu en 24 heures*", affirme ce responsable militaire qui dit

"vouloir sanctionner l'alliance de ces pays avec les Etats-Unis dans leur guerre contre la Syrie. "

Selon les plans projetés, "un escadron de Sokhoï 27 S ou de bombardiers Sokhoï 34 accompagné d'avions ravitailleurs bombardera les villes de Doha et de Riyad", mais comment se tracera-t-il l'itinéraire emprunté par ces avions? Toujours selon ce responsable, " les avions russes pourront emprunter le ciel iranien vu la longue distance qui sépare la Russie de ces pays du Golfe Persique". L'établissement d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie pourrait déclencher une guerre totale entre la Russie et les Etats Unis, affirment les analystes. french.trib.ir 29.06

Voilà comment je fonctionne, vous avez besoin de le savoir j'insiste, après tout je pourrais me faire manipuler involontairement et vous manipuler indirectement en vous donnant des infos télécommandées. C'est légitime et parfaitement votre droit de l'exiger, aucun portail ou très peu procèdent de cette manière, font preuve d'une telle rigueur ou de tant de scrupules, à part le Réseau Voltaire, Michel Collon, le Comité Valmy, Le Grand Soir et quelques autres parmi les plus connus.

Vous pourriez vous dire que les Iraniens ont intérêt à faire monter la sauce contre les Américains et que ce plan ressemble à une mauvaise blague. O. K., pourquoi pas, vous avez raison, après tout on n'est jamais trop vigilant. Une autre info confirme qu'on n'est pas en présence de mauvais plaisants.

- Selon Ria Novosti, l'Iran et la Russie envisagent d'organiser des exercices militaires conjoints dans les eaux de la caspienne ; Nicolai Yakubovsky , commandant adjoint de la flotte russe en Caspienne a annoncé que ces manoeuvres vont se tenir dans la seconde moitié de l'année chrétienne en cours.

Selon Rian, la partie iranienne a bien accueilli la proposition russe sans s'exprimer sur les détails du projet. La première manoeuvre maritime irano-russe dans la mer caspienne a eu lieu en 2009 et elle a impliqué quelques 30 bâtiments et navires. french.trib.ir 29.06

On peut en déduire que les Russes et les Iraniens pour avoir une collaboration à ce niveau-là sont en contact permanent, et ni l'un ni l'autre n'a intérêt à raconter des blagues sur l'autre qui viendraient nuire à leurs intérêts communs. Et puis, on parle de guerre.

Je ne voudrais pas pourrir votre dimanche ou vos vacances, il est toujours bon d'être informé et d'avoir à l'esprit la situation pour ne pas être pris au dépourvu et avoir la bonne réaction le moment venu.

Finalement, je me tiens mieux informé que nos dirigeants qui cumulent des fonctions et n'ont que peu de temps pour s'informer. Quant aux informations qu'ils peuvent se communiquer entre eux, elles sont biaisées ou tronquées, ce sont ces informations qui servent à leurs analyses et qu'ils fournissent à leurs militants.

Il y a deux manières de se comporter face à la réalité.

- Soit on considère l'ensemble des faits ou des facteurs dans leurs rapports dialectiques sans y introduire un élément subjectif, et c'est seulement ensuite qu'on se livre à leur interprétation ou qu'on en tire des conclusions ou des enseignements ;

- Soit on procède à l'inverse, on les présente à partir de l'interprétation qu'on en fait ou de la conclusion à laquelle on voulait parvenir afin de justifier une position politique, faits et interprétations sont étroitement mêlés de telle sorte que le lecteur soit incapable de discerner ce qui appartient à l'un et à l'autre, de démêler le subjectif de l'objectif, comment, auquel cas certains facteurs ne devront pas apparaître ou le rôle qu'on leur attribuera ne correspondra pas forcément à la réalité, des faits devront être tronqués, donc déformés pour orienter le lecteur dans une direction donnée.

Dans le premier cas, le lecteur pourra se forger sa propre conviction à partir des faits qui ont été portés à sa connaissance, tandis qu'il sera libre de partager ou non l'analyse ou l'interprétation qui en a été donné par l'auteur de l'article puisqu'il lui aura été fourni la possibilité de bien discerner la part qui revient aux faits et celle qui relève de l'interprétation du rédacteur de cet article.

Dans le second cas, il lui faudra procéder à ce discernement, s'il en a la capacité, et même s'il possède cette qualité, il n'est pas dit qu'il ne sera pas manipulé, parce que les intentions de l'auteur n'apparaissent pas toujours clairement, ils peuvent être masqués, c'est ce qui arrive le plus souvent, il peut aussi l'induire en erreur en le mettant sur une fausse piste pendant qu'il ne se rendra pas compte que les faits qu'on lui a servis ne correspondraient pas tout à fait ou pas du tout à la réalité, et oui, car l'essentiel peut être de vous mettre en présence de faits tronqués sans que vous vous en aperceviez pour que vous les interprétiez faussement vous-même, c'est très sournois comme procédé, aussi efficace que les non-dits par exemple, vous vous manipulez vous-même, par ignorance !

On pourrait ajouter qu'il arrive et c'est assez fréquent, que l'auteur d'un article se leurre lui-même, interprète inconsciemment de façon erronée une situation pour avoir sous-estimé ou surestimé un facteur, ou pour lui avoir attribué abusivement un rôle qu'il ne remplit pas ou l'inverse, l'avoir fait disparaître arbitrairement parce qu'il considèrerait qu'il ne jouait aucun rôle dans la situation. Or, moi ou vous lecteur, pour vous forger votre propre idée, il vous faut au minimum les faits qui sont à l'origine d'une situation,

s'il vous en manque vous ne pourrez pas l'interpréter correctement, donc encore moins en tirer des conclusions ou des leçons.

Tenez, je vais vous dire un truc.

Souvent, quotidiennement en fait, dans les articles des agences de presse ils ajoutent des déclarations de dirigeants du PS ou de leurs semblables en Europe ou de dirigeants de l'UMP, de l'UDI, etc., déclarations parfaitement inutiles ou sans aucun intérêt, mais qui ont pour objet de les faire passer auprès des lecteurs pour des opposants à telle ou telle mesure ou au régime ou encore de les faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, pour induire le lecteur en erreur sur leurs réelles intentions, leur nature, et bien je les supprime systématiquement, sauf quand elles contiennent un élément en rapport avec les faits exposés ou qui permet de mieux comprendre la situation. Je censure par exemple les déclarations du FN, systématiquement, tous les jours ils nous donnent l'avis de Marine Le Pen sur tous les sujets d'actualité, c'est une manière comme une autre de présenter le FN sous un jour acceptable, n'est-il pas un parti comme les autres, d'habituer les lecteurs à sa présence, de l'instrumentaliser au profit du gouvernement, du régime.

Il faut absolument être sensibilisé à cette question à l'heure où la situation se présente de plus en plus sous la forme de contradictions (tendues à l'extrême, inattendues, inextricables) ou de paradoxes, qu'il nous faut discerner pour ne pas être abusé ou se méprendre sur la réalité et les tendances qui s'en dégagent.

La suite de l'actualisation du site plus tard dans la journée.

Dans la rubrique Tribune libre, les articles suivants n'étaient pas disponibles parce que j'avais commis une erreur dans leurs adresses, avec mes excuses à ces camarades :

- Où va la Turquie ? (Prométhée) (18.06)
- Révolution communiste n°1 (GMI) (20.06.13)

[La situation en quelques questions ou comment combattre la lutte des classes, le socialisme.](#)

Comment faire pour mieux diviser et affaiblir la classe qui est dominée, très hétérogène et la plus arriérée ?

Comment faire pour que la petite-bourgeoisie ou la classe moyenne ne soit pas tentée de s'allier au prolétariat ?

Comment faire pour tenter de briser l'antagonisme qui existe entre les classes, pour rendre perméable la frontière qui les délimite ou les sépare ?

Comment faire pour qu'une grande partie des masses se reconnaissent toujours dans le régime en place, ne lui tournent pas le dos, ne rompt pas avec lui ?

Comment faire pour distraire les classes dominées des questions essentielles que le régime ne peut pas résoudre ou leur donner satisfaction ?

Comment faire pour opposer certaines couches entre elles à l'intérieur de chaque classe pour leur imposer une politique donnée ?

Comment faire pour faire monter l'extrême droite ?

Comment faire pour gouverner quand la seule politique possible est la réaction sur toute la ligne ?

Comment faire pour donner l'illusion que nous vivrions sous une démocratie, alors qu'en réalité elle est incompatible avec la politique réactionnaire qu'on applique ?

C'est très simple, mettre en avant le féminisme, l'écologie, le racisme, la xénophobie, l'homophobie, le droit de vote des étrangers, la démocratie, la république, l'égalité, la liberté, la fraternité, etc. autant de thèmes ou valeurs qui traversent ou concernent toutes les classes et toutes les couches de la société sans exception, ce qui ne veut pas dire qu'elles y adhèrent évidemment, c'est leur point commun.

Autre point commun, ils ont tous une finalité politique.

Le féminisme, il s'est traduit par la généralisation de l'exploitation des femmes, un succès incontestable, mieux, à moindre coût, ce qui devait freiner la tendance à la hausse des salaires des hommes, donc de l'ensemble des exploités. Au-delà, il pourrait permettre

de disloquer les anciens rapports qui tournaient autour de la famille, plus personne ne pouvant se consacrer aux enfants que cette bonne société se chargera de formater pour en faire des zombies ou de loyaux esclaves, occasionnellement désœuvrés, des délinquants, on a en a besoin pour terroriser les braves gens, construire de nouvelles prisons, sans oublier la chaire à canon.

L'écologie, on s'en servira pour liquider les capitalistes qui ne pourront pas s'adapter aux nouvelles normes contraignantes que nous prendrons, et au-delà on s'en servira comme moyen de pression pour freiner l'expansion des pays en développement.

Le racisme et la xénophobie, on les instrumentaliserà à l'aide de l'Union européenne à laquelle vous adhérerez. Parallèlement on développera le communautarisme (religieux, ethnique, etc.) qui permettra d'alimenter le racisme et la xénophobie, cela fera monter le FN, c'est automatique, un vrai bonheur.

L'homophobie, on décrètera qu'un homme (ou une femme) en vaut un autre quelles que soient ses penchants sexuels sachant qu'une majorité de la population continuera de refuser de l'admettre, les homosexuels en seront les premières victimes, en se croyant à l'abri grâce au législateur, ils sortiront du bois et ils se feront agressés, derrière on réprimera, il fallait y penser, diabolique mais génial.

Pour faire bref, tout cela a commencé dans les années 70 quand le capitalisme mondial a été frappé par la plus gigantesque crise de son histoire. Puis ils ont créé des partis écologistes, une multitude d'associations ou Ong qui devaient avoir pour objectif de déstructurer, disloquer le mouvement ouvrier, le réduire à l'impuissance à défaut de le faire disparaître, ce qui revient pratiquement au même en observant ce qui se passe en Grèce, en Espagne, au Portugal, il faut reconnaître que cela a fonctionné à merveille, même en réduisant leur niveau de vie de moitié, en les jetant à la rue par millions, ils sont devenus incapables de faire une révolution, le must quoi.

Au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité qui profitent avant tout à la classe qui détient le pouvoir on complètera le tableau, qui par ailleurs prendra la forme d'un consensus général autour de l'idéologie dominante, et aura pour contenu le dialogue social, le corporatisme et le tour sera joué.

Les représentants de toutes les classes assis tranquillement autour de la même table pour défendre le bien commun, l'intérêt général, comme c'est beau, on en a rêvé et c'est devenu la réalité, quelle oeuvre magistral quand même ! Un grand merci à tous ceux qui y ont contribué, dirigeants socialistes, communistes, trotskistes, vous avez été formidables ! A l'arrivée, la résistance du mouvement ouvrier sera brisée, réduite en poussière, la lutte des classes remise au musée de l'histoire de l'utopie socialiste, génial!

Notre ennemi exulte, il peut savourer son triomphe. Espérons seulement que ce ne sera que provisoire et que les faits à venir apporteront un cinglant démenti à cette conclusion dramatique. Pour le moment, c'est toujours mal barré, il faut être lucide.

J'ai oublié quelque chose. Les chantres de l'égalité et accessoirement (discrètement s'il vous plaît !) de l'équité, auxquels les uns et les autres emboîtent le pas, sont aussi les champions de la compétitivité, comme dirait l'autre ils font la paire et vont très bien ensemble, ils étaient appelés à se rencontrer, à communier ensemble, à s'unir pour le meilleur autour de réformes, mais surtout pour le pire en ce qui nous concerne.

Après cela, qui osera affirmer qu'il y a décidément quelque chose qui n'a pas vraiment tourné rond depuis la mort de Trotsky et que l'avant-garde n'aurait finalement pas cessé de se fourvoyer, qui ? Si vous rejetez ce constat, c'est que tout est dans l'ordre des choses et qu'il faut s'avouer vaincu, que tout est foutu parce que dans ces conditions on ne s'en sortira jamais.

Je ne veux pas vous forcer la main, je vous demande juste de réfléchir en mettant tous les éléments bout à bout, ensuite dites-moi à quelle autre conclusion on devrait parvenir, quelle autre explication vous proposez, moi, je n'en vois pas d'autres, désolé. Entre nous, ce serait plus confortable que j'avoue m'être trompé, j'en serais le premier soulagé, mais hélas, j'ai retourné la question mille fois dans tous les sens depuis des années, j'y pense tous les jours 24h/24 et j'arrive toujours à la même conclusion, la faillite politique de l'avant-garde, de ses dirigeants.

Tenez, un titre de presse qui devrait vous causer :

- Et si la politique avait complètement disparu? Slate.fr 29.06

Ils prennent leur désir pour la réalité, mais pas tant que cela finalement au regard de la situation, non ?

ACTUALITE EN TITRES

Ils sont subordonnés au capitalisme, alors ils sont jaloux tout simplement

- Près de deux Français sur trois désapprouvent l'exil fiscal de Depardieu - AFP

Racket des banksters

- Banque: hausse générale des frais de gestion de compte - LeFigaro.fr

Décadence, décomposition, putréfaction...

- La Gay Pride fête le mariage pour tous et demande plus d'égalité - 20minutes.fr

- Le mariage gay de nouveau légal en Californie - LePoint.fr

A qui profite le populisme ?

A ceux qui veulent conserver leur hégémonie à l'échelle mondiale et asservir tous les peuples.

- Russie : heurts entre pro et anti-gays - LePoint.fr

- L'homophobie en Afrique subsaharienne, un fléau qui ne recule pas - L'Express.fr

Face à Barack Obama, le président sénégalais Macky Sall a estimé jeudi que son pays "*n'est pas prêt à dépénaliser l'homosexualité*". 38 pays sont encore dans ce cas en Afrique subsaharienne. L'Express.fr 29.06

En Inde aussi l'homosexualité est un tabou parmi la population, mais il ne me viendrait jamais à l'esprit de m'attaquer aux Indiens sur cette question, je préfère m'attaquer au gouvernement qui encourage les inégalités sociales...

Pour qui roule Macky Sall ?

- Le 28 juin - L'Afrique a besoin des USA contre les djihadistes, dit Macky Sall - Reuters 28.06

- Le lendemain - Macky Sall : "*Il est inacceptable d'appeler des soldats européens pour régler nos problèmes*" - LeMonde.fr 29.06

A lire : Afrique : le débarquement étasunien

Statuer sur un assassinat raciste : impossible. Statuer sur les droits de l'infime minorité homosexuelle, c'est possible !

- Mort de Trayvon Martin: L'impossible mission du jury, confronté à des versions contradictoires - 20minutes.fr

Au mémorial du sionisme.

- Manuel Valls se recueille au mémorial du 11-Septembre à New York - AFP

A lire : ● 11-Septembre : Inside Job ou Mossad Job ? (Réseau Voltaire) (28.06.13)

- Le Congrès américain saisi d'une demande d'achat de seize drones par la France - LeMonde.fr

On vit déjà sous une dictature mondiale !

- Scandale Prism : la NSA aurait aussi espionné l'Union européenne - LeFigaro.fr

Selon le Spiegel, les services de renseignement américains surveillaient dans le cadre du programme de surveillance Prism plusieurs bureaux de l'UE, à Bruxelles, New York et Washington. LeFigaro.fr 29.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

1.1- Le pire budget antisocial depuis 1958... et ils en sont fiers !

L'Etat prévoit de faire 14 milliards d'euros d'économies en 2014 sur les 20 milliards d'efforts de réduction de déficit prévus, en mettant à contribution les fonctionnaires et les opérateurs, indique le rapporteur du Budget à l'Assemblée.

Confirmant une information du journal Le Monde et des Echos, Christian Eckert a précisé samedi que ces économies ajoutées à un effort structurel devraient permettre d'atteindre un déficit de l'ordre de 3,5%.

Selon Le Monde, des ministères verront leurs crédits chuter (-7% pour l'Ecologie, -5,4% pour l'Agriculture, -2,8% pour la Culture) et 28.000 emplois publics auront été supprimés depuis le début du quinquennat.

Le premier poste d'économies concerne les fonctionnaires: la croissance de la masse salariale de l'Etat sera ainsi ramenée de 3% à 0,15% en 2014, précise le quotidien.

Cette inflexion très forte sera obtenue en 2014 par la stabilité globale des effectifs, par la réduction des enveloppes catégorielles et leur ciblage sur les bas salaires, mais aussi par la poursuite du gel du point d'indice.

Pour Les Echos, 3.209 postes de fonctionnaires seront supprimés, l'Etat en créant d'un côté 9.949 dans les missions dites prioritaires (Education, Justice, Sécurité) et en supprimant 13.158 de l'autre.

Les dépenses de fonctionnement de tous les ministères baisseront également de 2% grâce à la poursuite de la modernisation des achats publics.

Enfin, les moyens affectés aux opérateurs (Météo France, CNRS, chambres de commerce, centre national du cinéma, etc...) devraient baisser de 4%, hors Pôle emploi et universités.

Au lieu d'augmenter de plus de 2% par an, les dotations aux opérateurs diminueraient de 1%, ce qui permettrait d'économiser 600 millions, écrit Le Monde.

Si 2.000 postes seront créés à Pôle emploi et 1.000 dans les universités, 1.242 sont supprimés par ailleurs chez les autres opérateurs, précisent les Echos.

Des projets culturels seront annulés, des constructions de prisons seront retardées et les contributions aux organismes internationaux du Quai d'Orsay vont être diminuées, ajoute le quotidien économique. Reuters 29.06

1.2- Austérité tout azimut

Le rapporteur général du Budget à l'Assemblée nationale Christian Eckert (PS) suggère de nouvelles hausses de la fiscalité pour enrayer un possible dérapage du déficit en 2014, dans un rapport qui détaille les efforts d'économies prévus par le gouvernement.

L'imposition pourrait figurer dans la réforme de l'assurance-vie annoncée en mai par le Président de la République, selon lui.

M. Eckert préconise également la mise en place d'une fiscalité écologique qui passerait par "*une augmentation progressive de l'imposition de la consommation de gazole jusqu'au niveau actuellement prévu pour la consommation d'essence*".

Enfin, la TVA (taxe sur la valeur ajoutée) qui "*permet d'agir de manière fine sur l'économie du fait de la distinction entre taux réduit, taux intermédiaire et taux normal*" pourrait constituer un troisième levier, estime le rapporteur général du Budget à l'Assemblée nationale, sans entrer dans les détails.

Comme cela avait déjà été annoncé, cette baisse des dépenses de l'État se répartira entre une réduction de 750 millions des dotations de l'État aux collectivités territoriales et une diminution de 750 millions des dépenses pour les ministères et les opérateurs de l'État.

Les dépenses nettes de l'État, comprenant la charge de la dette et des pensions, devraient atteindre 371,4 milliards d'euros, soit une économie de 100 millions par rapport au budget 2013, alors que la loi de programmation prévoyait une augmentation de 2,7 milliards d'euros de ces dépenses.

"Au total, ce serait donc une économie supplémentaire de 2,8 milliards d'euros qui serait réalisée par rapport à la prévision retenue en loi de programmation", indique-t-il.

C'est la première fois depuis 1958 que le budget de l'État sera construit sur une prévision de baisse en valeur de l'ensemble des dépenses nettes de l'État, se félicite le rapporteur.

L'Etat pourra également s'appuyer sur une baisse des retraites à sa charge (-700 millions d'euros) et à celle de ses opérateurs (-100 millions d'euros), dues un nombre de départs inférieur aux attentes. AFP 29.06

2- Turquie

2.1- Plusieurs milliers de personnes ont une nouvelle fois manifesté samedi soir aux abords de la place Taksim à Istanbul contre le gouvernement et la répression policière exercée depuis plusieurs semaines contre les manifestants.

Rassemblés à l'appel de Solidarité Taksim, la principale coordination de la fronde lancée le 31 mai dernier, les manifestants ont fait face pendant deux heures à un imposant cordon de policiers antiémeute qui leur barrait l'accès du centre de la place, scandant des slogans tels "*gouvernement démission*" ou "*contre le fascisme, tous ensemble*".

Les protestataires se sont dispersés à la nuit tombée sans incident.

Ils ont également dénoncé l'intervention vendredi de l'armée contre plusieurs centaines de personnes qui protestaient contre l'agrandissement d'un camp militaire à Lice, dans le sud-est de la Turquie, région à majorité kurde, qui a fait un mort et plusieurs blessés.

Le ministère turc de l'Intérieur a annoncé samedi l'ouverture d'une enquête sur les circonstances dans lesquelles l'armée a ouvert le feu contre les manifestants. AFP 29.06

2.2- Des artistes, journalistes et écrivains turcs, dont le Nobel de littérature Orhan Pamuk, ont publié samedi, en pleine page dans plusieurs journaux, un appel au gouvernement à cesser sa rhétorique haineuse et à diviser le pays.

Nous sommes inquiets" ont écrit ces derniers dans leur appel, signé notamment par le pianiste de renommée internationale Fazil Say.

Connu pour son athéisme militant, le pianiste virtuose a été condamné à la mi-mai en raison de ses tirades provocatrices contre la religion musulmane sur Twitter. Sa condamnation, ensuite annulée, avait suscité une volée de critiques contre la Turquie.

"*La rhétorique du "vous contre nous" accentuent les divisions au sein de notre société*", ont-ils averti, appelant le gouvernement à mettre fin aux pressions.

Les observateurs ont estimé que M. Erdogan avait mis de l'huile sur le feu en qualifiant les manifestants, pour la plupart de jeunes issus de la classe moyenne, de "*voyous*" et de "*terroristes*".

Erdogan a également creusé le fossé entre son peuple et ses partisans en poussant ces derniers à organiser des contre-manifestations, déclarant devant ses adversaires : "*Personne ne peut nous intimider (...) nous ne prenons d'ordre ou d'instruction de personne sauf de Dieu*".

Lundi, la BBC a exprimé sa préoccupation devant ce qu'elle a qualifié de campagne des autorités turques visant à "*intimider les journalistes*".

Le maire d'Ankara Melih Gokcek avait porté sur son compte Twitter des accusations contre le correspondant turc de la BBC Selin Gerit, le qualifiant d'espion à la solde du Royaume-Uni. AFP 29.06

Où ils sont-ils les artistes, journalistes, écrivains et autres intellectuels français pour dénoncer la politique social-impérialiste du gouvernement Hollande- Ayrault-Fabius ? Aux abonnés absents, ils le soutiennent pour leur avoir donné le mariage homosexuel, défendu l'exception culturelle française face à l'UE, simple posture mais cela leur suffit apparemment, ils sont médiocres.

3- Equateur

Le président de l'Equateur, Rafael Correa, a affirmé samedi que l'ex-consultant du renseignement américain Edward Snowden avait révélé le plus grand cas d'espionnage "dans l'histoire de l'humanité", déplorant que la polémique soit centrée sur la demande d'asile présentée par ce dernier à Quito.

"*Nous, les pays souverains, ceux qui respectent vraiment les droits de l'homme, dont celui à l'intimité, nous devons élever notre voix et réclamer des explications*", a poursuivi le dirigeant socialiste, qui entretient des relations conflictuelles avec Washington depuis son élection en 2007.

M. Correa a également dénoncé l'"*arme létale*" que constitue selon lui le "*pouvoir médiatique corrompu*", s'indignant que pour certains journaux le scandale révélé par M. Snowden ne constitue qu'un "*petit détail*".

Pour ces médias, a-t-il raillé, "*le problème est d'arrêter Snowden et de mettre en pièces médiatiquement le président, le gouvernement ou le pays qui ose dire qu'il entend instruire une demande d'asile s'il la reçoit*".

"*Tous les médias de communication ne sont pas corrompus, mais, oui alors, ceux de l'impérialisme sont corrompus, surtout lorsqu'il s'agit de défendre le système*", a encore affirmé M. Correa. AFP 29.06

4- Afrique du Sud

L'Association des avocats musulmans (MLA) de Johannesburg a décidé de réclamer un mandat d'arrêt contre le président américain.

Alors que Barack Obama commence une visite en Afrique du Sud, vendredi 27 juin, l'Association des avocats musulmans (MLA) de Johannesburg a décidé quelques jours plus tôt, mardi 25 juin, de réclamer un mandat d'arrêt contre le président américain.

Dans un communiqué publié sur son site, l'association accuse Barack Obama de « *crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide* » et demande son arrestation sur le sol sud-africain en vertu du traité fondateur de la Cour pénale internationale (CPI) que le pays a ratifié.

« Le programme de drones de l'administration Obama a entraîné des pertes massives de vies innocentes au Pakistan, au Yémen et en Afghanistan », dénonce la MLA. « La politique de frappe de drones s'est poursuivie sans relâche avec un mépris total de la souveraineté territoriale », ajoute l'association. Pour appuyer ses accusations contre le président américain, prix Nobel de la paix en 2009, la MLA a rassemblé un document de 600 pages.

La Société pour la Protection de notre Constitution a également déposé un recours dénonçant la responsabilité « *directe et indirecte* » de Barack Obama dans des attaques ayant tué ou blessé près de 3 000 personnes, y compris des femmes et 176 enfants « *qui ne posaient aucune menace à la sécurité des États-Unis* », rapporte aussi France 24.

Mais les recours en justice de ces associations ont été estimés « *non urgents* » par les juges sud-africains, mercredi 26 juin. « *C'est évidemment une affaire où il risque d'y avoir des interférences politiques. Notre requête a été mise en attente mais nous comptons la maintenir afin que les juges soient obligés de statuer sur le fond de l'affaire dans trois à six mois* », a réagi Yousha Tayob, le porte-parole du MLA.

Barack Obama, qui a entamé une tournée africaine, jeudi 27 juin, peut profiter en toute tranquillité de son séjour en Afrique du Sud où il restera jusqu'à dimanche. Toutefois, l'ambiance y sera pesante car Nelson Mandela, l'ancien président et grande figure de la lutte anti-apartheid, est entre la vie et la mort. french.irib.ir 29.06

[Haut de page ↗](#)